ThomasLloyd

PROSPECTUS D'ÉMISSION

pour l'émission d'obligations

ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG

THOMASLL. 5,175/29 EUR

Valeur : 47707153

ISIN : LI0477071539

Avertissement : Ce document est une traduction libre, non officielle, du prospectus originalement rédigé et approuvé en allemand. Si des incohérences existent entre le texte français et le texte allemand, le texte allemand fait foi.

CONTENU

I. SYNTHÈSE 6

A. Introduction et avertissements 6

B. Émettrice 7

C. Informations sommaires sur THOMASLL. emprunt 5,175/29 EUR 13

D. Risques 15

E. Offre 21

II. Facteurs de risque 24

A. Généralités 24

B. Risques en ce qui concerne l'émettrice 24

C. Risques liés à la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH et à son activité 26

D. Risques liés aux emprunts 33

III. Informations relatives à l'émettrice 37

A. Personnes responsables 37

B. Commissaires aux comptes 37

C. Informations financières sélectionnées 37

D. Facteurs de risque 37

E. Informations relatives à l'émettrice 38

1. Histoire et évolution de l'émettrice 38

a) Raison sociale et le nom commercial de l'émettrice 38

b) Lieu de constitution de l'émettrice et numéro d'enregistrement 38

c) Date de constitution et la durée de vie de l'émettrice 38

d) Siège social, forme juridique et législation applicable à l'émettrice 38

e) Événements importants dans le développement des activités de l'émettrice 38

2. Investissements 38

a) Principaux investissements réalisés depuis la date de publication des derniers états financiers 38

b) Principaux investissements en cours 39

c) Principaux investissements futurs 39

F. Aperçu des activités 39

1. Principales activités 39

a) Principales activités de l'émettrice 39

b) Nouveaux produits et/ou prestations de services importants 39

2. Principaux marchés 39

3. Position concurrentielle de l'émettrice 39

G. Structure organisationnelle 40

1. Description du groupe entreprise et de la place qu'occupe l'émettrice au sein de ce groupe 40

H. Immobilisations corporelles 40

I. Informations sur la situation financière et les résultats 40

1. Situation financière et fonds propre de l'émettrice 40

J. Informations sur les tendances 41

K. Prévisions et estimations du bénéfice 41

L. Organes de gestion, de direction et de surveillance 41
1. Informations concernant les organes de gestion et les dirigeants 41
2. Informations concernant la fondatrice et l'unique actionnaire 42
3. Conflits d'intérêts potentiels 42
M. Rémunérations et avantages 43
N. Fonctionnement des organes d'administration et de direction 43
1. Durée du mandat, répartition des compétences, rémunérations 43
2. Comité d'audit & Corporate Governance 43
O. Employés 43
P. Principaux actionnaires 43
Q. Opérations avec des apparentés 43
R. Informations financières relatives à la situation du patrimoine, des finances et des recettes de l'émettrice 45
1. Bilan annuel de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG, Balzers, au 31 décembre 2017 45
2. Révision du bilan annuel de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG, au 31 décembre 2017 46
3. Politique de distribution 49
4. Procédures judiciaires et d'arbitrage 49
5. Changements significatifs de la situation financière ou commerciale de l'émettrice ou du Groupe 49
S. Informations complémentaires 49
T. CONTRATS ESSENTIELS 49
1. Déclaration de patronage 49
2. Contrat de prise en charge des coûts 50
3. Contrat d'agent payeur 50
U. Documents consultables 50
IV. Informations concernant la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH 51
A. Dénomination sociale, Siège, adresse commerciale 51
B. Fondation, forme juridique, ordre juridique, durée 51
C. Objet de l'entreprise 51
D. Exercice social, publications 51
E. Capital social/capital souscrit/capital de rang subordonné 51
F. Direction 51
G. Commissaire aux comptes 52
H. Quelques chiffres clés de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH 52
1. Informations financières sélectionnées de la ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH 52
I. Autres informations 54
1. Liens de participation 54
2. Organes de la société 54
3. Appartenance à un groupe 54
J. Contrats importants 54
1. Participations tacites 54
2. Contrats de management 55

3. Déclaration de patronage 55
4. Contrat de prise en charge des coûts 56
K. Informations sur les tendances 56
1. Fondements de l'entreprise 56
2. Objectifs et stratégies 56
3. Opportunités d'évolution future – Marché en expansion des infrastructures en Asie 58
V. Note relative aux valeurs mobilières 61
A. Personnes responsables 61
B. Informations essentielles 61
1. Déclaration sur le fonds de roulement net 61
2. Capitaux propres et endettement 61
3. Personnes intéressées 62
4. Raisons de l'offre et utilisation du produit 62
C. Informations concernant les titres à proposer 62
1. Description générale des obligations 62
2. Fondement juridique 63
3. Titrisation et valeur unitaire 63
4. Monnaie d'émission 63
5. Rang des valeurs mobilières et garantie 63
6. Droits attachés aux valeurs mobilières 63
a) Droit de résiliation 63
b) Résiliation exceptionnelle par l'investisseur/Clause de rigueur sociale 64
c) Option de conversion 64
7. Informations concernant le taux d'intérêt nominal et les dispositions relatives aux intérêts dus 64
8. Date d'échéance et remboursement 65
9. Agent payeur 65
10. Informations sur le rendement/ la méthode de calcul 65
11. Représentation des détenteurs des titres d'emprunt 65
12. Résolutions, autorisations et approbations 66
13. Date d'émission prévue 66
14. Restrictions imposées à la libre négociabilité des valeurs mobilières 66
15. Données fiscales 66
a) Imposition en Suisse 66
b) Imposition au Liechtenstein 66
c) Imposition en France 67
d) Imposition en Allemagne 67
e) Imposition en Belgique 67
f) Imposition en Luxembourg 68
D. Conditions et conditions préalables régissant l'offre 68
1. Conditions, statistiques de l'offre, calendrier prévisionnel et modalités d'une demande de souscription 68
a) Conditions régissant l'offre 68
b) Montant total de l'émission 69

c) Délai de dépôt de l'offre 69
d) Réduction de souscription 69
e) Montant minimal et/ou maximal de souscription 69
f) Souscription & livraison des valeurs mobilières 70
g) Publication 70
2. Répartition et attribution des valeurs mobilières 70
a) Catégories d'investisseurs 70
b) Procédure de notification 70
3. Fixation du prix 70
4. Placement et émission 70
5. Agent payeur 70
E. Admission à la négociation et modalités de négociation 71
1. Admission à la négociation 71
VI. Dispositions finales 72
A. Publication 72
B. Corrections, modifications et avenants 72
C. Droit applicable/juridiction compétente 72
D. Indépendance des clauses 72
Annexe 1 73
Annexe 2 83
Annexe 3 84
Annexe 4 90

I. SYNTHÈSE

La présente synthèse comprend les indications minimales qui doivent impérativement être divulguées dans les synthèses portant sur les prospectus d'émission et qui sont qualifiées d'éléments. Les éléments sont numérotés et sont exposés dans les chapitres A – E (A.1 – E.7).

La présente synthèse contient tous les éléments qui doivent figurer dans une synthèse relative au type de titres proposés dans le présent prospectus et au type d'émettrice. Étant donné que certains éléments ne doivent pas être pris en compte, il peut y avoir des trous dans, la numérotation.

Même si un élément, en raison du type de titres proposés ou en tenant compte de l'émettrice, doit être traité dans la présente synthèse, il se peut qu'aucune information pertinente n'ait pu être communiquée relativement à un élément. Dans une telle hypothèse, la partie concernée de la synthèse contiendra une brève description de l'élément accompagné de la mention « sans objet ».

A. Introduction et avertissements

A.1	**Introduction au prospectus**	La présente synthèse contient un exposé des caractéristiques et des risques principaux liés à l'émettrice, à l'emprunt proposé et aux cocontractants. La synthèse est une introduction au prospectus et doit toujours être lue en combinaison avec l'ensemble du prospectus. La lecture de la synthèse ne se substitue pas, en particulier, à l'examen de l'ensemble du prospectus. Un examen approfondi de l'ensemble du prospectus est par conséquent vivement conseillé avant toute décision d'acquisition et/ou de souscription. En cas de besoin, il est nécessaire de prendre conseil auprès d'un avocat et/ou d'un conseiller fiscal. L'émettrice tient à signaler que, dans l'hypothèse où une action concernant l'information contenue dans le présent prospectus serait intentée devant un tribunal, l'investisseur plaignant pourrait, selon la législation nationale, avoir à supporter les frais de traduction du prospectus avant le début de la procédure judiciaire. Par ailleurs, l'émettrice tient à signaler, conformément aux dispositions de l'article 8 alinéa 2 let. d de la loi sur les prospectus d'émission, que l'émettrice, la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG, qui a endossé la responsabilité de la synthèse, y compris d'une éventuelle traduction, et qui est à l'origine de son émission, peut voir sa responsabilité engagée mais uniquement si le contenu du résumé est trompeur, inexact ou contradictoire par rapport aux autres parties du prospectus ou si, en comparant avec les autres parties du prospectus, il ne fournit pas les informations clés permettant d'aider les investisseurs lorsqu'ils envisagent d'investir dans ces titres.
A2	**Utilisation du prospectus en cas de revente**	L'émettrice donne son autorisation à l'utilisation du prospectus pour la revente ultérieure ou le placement définitif des titres exclusivement à des intermédiaires financiers autorisés selon les normes prudentielles et soumis à surveillance, qui opèrent en conformité avec les prescriptions légales du pays où se trouve leur siège ou du pays de distribution. L'autorisation est donnée en particulier pour la distribution en Suisse, au Liechtenstein, en France, en Allemagne, en Belgique, au Luxembourg et dans les pays EEE qui ont donné lieu à une notification. Pour les pays hors EEE, l'autorisation de distribution est donnée sur la base du présent prospectus si et dans la mesure où ce dernier est juridiquement possible et recevable dans le cadre des dispositions légales et réglementaires locales. L'autorisation, par ailleurs, est uniquement donnée pour la durée du délai de l'offre, soit jusqu'à un an maximum à compter de l'approbation du prospectus. Le présent prospectus ne doit par ailleurs être remis à des investisseurs potentiels que s'il est accompagné de ses éventuels avenants. **Les intermédiaires financiers doivent aviser de manière exhaustive les investisseurs, au moment de la soumission de l'offre, sur les conditions de l'offre.** **Chaque intermédiaire financier qui utilise ce prospectus est tenu d'indiquer sur son site Internet qu'il l'utilise avec l'autorisation de l'émettrice, conformément aux conditions attachées à cette autorisation.**

		L'émettrice déclare assumer la responsabilité du contenu du prospectus même en cas de revente ultérieure ou de placement définitif de titres par des intermédiaires financiers qui ont obtenu l'autorisation d'utiliser le prospectus.

B. Émettrice

B.1	**Désignation**	La raison sociale et le nom commercial de l'émettrice est ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG.
B.2	**Siège et forme juridique**	ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG est une société par actions de droit liechtensteinois. Elle a été fondée au Liechtenstein et elle est régie par le droit en vigueur dans la principauté du Liechtenstein. Le siège de la société est situé à l'adresse Landstrasse 14, 9496 Balzers, Liechtenstein.
B.3	**Opérations et principales activités de l'émettrice**	La société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG fait partie du Groupe ThomasLloyd, qui s'est spécialisé dans le financement et dans l'investissement dans des projets d'infrastructures en Asie et en Australasie. L'émettrice a été fondée avec pour unique objet d'émettre des titres destinés à la levée de fonds pour l'investissement dans les objectifs d'investissement poursuivis par la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, par le biais de la souscription d'obligations globales de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH.
B.4	**Tendances**	L'émettrice investit les produits des émissions dans le cadre de la souscription d'obligations globales dans la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, une société à responsabilité limitée de droit allemand, qui les investit à son tour, directement ou indirectement, dans des projets et équipements d'infrastructures en Asie et en Australasie. Les pays dans lesquels la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH investit, en particulier, ont des besoins énormes en termes de développement et de modernisation des infrastructures en raison de la croissance démographique et économique continue dans ces pays. Les infrastructures, dans le secteur de l'approvisionnement énergétique, du transport, de la construction de logements, de la communication et de l'approvisionnement en eau sont considérées, en Asie et en Australasie, comme sous-développées et ne sont pas conformes aux standards industriels modernes. La nécessité d'implanter de nouvelles infrastructures et d'adapter les infrastructures existantes aux exigences nouvelles dues à la croissance se fait criante. Par ailleurs, les pays dans lesquels la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH investit ont connu une ouverture de marché et des réformes substantielles ont été entreprises, mettant fin aux obstacles locaux aux investissements qui pénalisaient les investisseurs étrangers. On table sur de nombreuses nouvelles opportunités attractives en matière d'investissement pour des investisseurs privés grâce aux réformes continues et à l'optimisation constante des processus existants et des lois ainsi que des principes d'appel d'offres et d'adjudication.
B.5	**ThomasLloyd Group**	La société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG est une filiale à 100% de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, Hanauer Landstrasse 291b, 60314 Frankfurt am Main, République fédérale d'Allemagne. La société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, pour sa part, est une filiale à 100% de la société ThomasLloyd Holdings Ltd, 160 Victoria Street, London SW1E 5LB, UK, détenue par la société MNA Capital Pte Ltd, 80 Robinson Road, 068898 Singapore. ThomasLloyd Group est un groupe de sociétés d'investissement et de conseil, opérant à l'échelle mondiale, qui s'est spécialisée dans les projets d'infrastructures en Asie et en Australasie et qui compte, aujourd'hui, parmi les investisseurs directs leaders dans ce secteur du marché.
B.6	**Participations**	La loi liechtensteinoise relative à la divulgation d'informations concernant les émetteurs (Loi sur la divulgation) n'est pas applicable à l'émettrice dont les valeurs mobilières ne sont pas négociées sur un marché réglementé. Il n'existe ainsi aucune obligation de notification en ce qui concerne les participations et/ou les rapports de contrôle au sens de la Loi sur la divulgation.

B.7	**Informations financières**	Étant donné que l'émettrice est une société nouvellement constituée par décision des associés fondateurs du 21 mars 2017 et immatriculation au registre du commerce de la principauté du Liechtenstein le 23 mars 2017, il existe pour l'instant un premier bilan annuel et des comptes annuels pour l'exercice écourté 2017.

ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (LI) AG

Bilan en CHF

ACTIFS	**31.12.2017**
A. Actifs immobilisés	
1. Titres de créance globaux CTIF	1 432 427.45
Total des actifs immobilisés	1 432 427.45
B. Actifs courants	
I. Créances financières court terme	
Avoir en banque	126 456.26
II. Créances sur des parties liées	248 106.89
C. Revenus différés actifs	106 565.43
Total actifs courants	481 128.58
TOTAL ACTIFS	**1 913 556.03**
PASSIFS	
A. Capitaux propres	
I. Capital-actions	50 000.00
II. Bénéfices / pertes reportés	0.00
III. Résultats annuels (+bénéfices/- pertes)	0.00
Total capitaux propres	**50 000.00**
B. Dettes	
1. Dettes	
Dettes à court terme	293 042.49
Dettes à court terme EUR 82 638.65	91.692.45
Dettes financières à long terme	1 432 427.45
C. Provisions fiscales	1 800.00
D. Revenus différés passifs	44 593.64
Total Dettes	1 863 556.03
TOTAL PASSIFS	**1 913 556.03**

		ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (LI) AG Compte des résultats en CHF

	23.03.17 – 31.12.17
1. Intérêts créditeurs sur les prêts	15 606.29
2. Coûts de service	
a) Frais de vente obligations	-15 893.97
b) Intérêts obligations	-11 368.55
c) Gestion des dépôts	-36 941.92
Résultat brut	**-48 598.15**
3. Autres charges d'exploitation	
a) Taxes et redevances	-18 064.93
b) Frais généraux de bureau et d'administration	-57 679.70
c) Conseil juridique	-121 025.19
4. Intérêts et autres dépenses	
a) Frais bancaires et défraiements	-938.92
b) Différences de devises étrangères	0.00
5. Intérêts et revenus similaire	
a) Intérêts et revenus similaires	0.00
b) Résultat non réalisé/autres placements financiers	0.00
Résultat de l'activité courante	**-246 306.89**
6. Revenu de reprise des coûts	248 106.89
7. Impôts sur le revenu	-1 800.00
Résultat annuel (+bénéfices-pertes)	**0.00**

Il n'existe pas d'historique financier supplémentaire.

B.8	**Informations financières pro forma**	Sans objet.
B.9	**Prévisions et estimations de bénéfices**	Il n'y a pas de prévisions et estimations de bénéfices détaillées. L'émettrice investit en continu les produits des émissions par le biais d'une souscription d'obligations globales dans la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH dont l'émettrice perçoit le versement de produits d'intérêts et du capital pour un montant et à des dates qui permettront à l'émettrice de se conformer à toutes les obligations résultant du présent emprunt. Par ailleurs, la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH a émis une lettre de patronage en faveur des obligataires. Par ailleurs, la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH s'est engagée à prendre en charge les dépenses et les frais de l'émettrice en relation avec la fondation de l'émettrice (coûts de constitution), l'émission en question (intérêts dus) et les dépenses courantes de l'émettrice (frais de matériel, frais de personnel, autres dépenses d'exploitation). Compte tenu de ce contexte, l'émettrice table en tout état de cause sur un résultat à l'équilibre.
B.10	**Réserves, dans le rapport d'audit, sur les informations financières passées**	En lien avec le premier bilan annuel au 31/12/2017 de la société émettrice, aucune réserve n'est apportée au rapport d'audit.

B.11	**Déclaration sur le fonds de roulement net de l'émettrice et sur la conformité aux exigences existantes**	L'émettrice est une société nouvellement constituée par décision des associés fondateurs en date du 21 mars 2017 et par immatriculation au registre du commerce de la principauté du Liechtenstein en date du 23 mars2017. L'émettrice investit en continu les produits des émissions dans des obligations émises par la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, sur la base desquelles l'émettrice perçoit suffisamment de fonds pour se conformer à ses obligations résultant de l'emprunt. Sur la base du contrat de prise en charge des coûts, la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH s'engage à prendre en charge les dépenses et les frais de l'émettrice en relation avec la fondation de l'émettrice (coûts de constitution), l'émission concernée (intérêts dus) et les dépenses courantes de l'émettrice (frais de matériel, frais de personnel, autres dépenses d'exploitation). La société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH a par ailleurs remis une déclaration de patronage en garantie de l'exécution des dettes obligataires par l'émettrice et en faveur des obligataires.
B.17	**Notations**	Aucune notation n'est disponible en ce qui concerne l'émettrice ou les emprunts émis.
B.18	**Garanties**	La société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH a consenti à sa filiale ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG une déclaration de patronage. Selon celle-ci, la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH s'engage, vis-à-vis des obligataires, dans le cadre d'une obligation sans restriction, inconditionnelle, illimitée et irrévocable, à veiller à ce que la ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG soit toujours dirigée et dotée en moyens financiers de telle manière que sa solvabilité soit assurée et qu'elle soit à tout moment en mesure de se conformer à ses obligations issues du présent emprunt, pour le versement du capital et des intérêts, conformément aux conditions régissant l'emprunt. Dans le cas où l'émettrice ne rembourserait pas ces obligataires bien que des intérêts ou le remboursement du capital soient dus, les obligataires pourraient se retourner directement vers la ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH. En outre, un contrat de prise en charge des coûts a été conclu entre la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH et ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG. En vertu de ce contrat de prise en charge des coûts, la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH s'engage envers la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG à prendre en charge toutes les dépenses et les coûts de l'émettrice liés à la constitution de l'émettrice, l'émission de cet emprunt ainsi que les dépenses courantes de l'émettrice.
B.19 Informations concernant la garante ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH		
	Désignation	La raison sociale et le nom commercial de l'émettrice sont ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH.
	Siège et forme juridique	ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH est une société à responsabilité limitée de droit allemand. Elle a été fondée en Allemagne et elle est régie par le droit en vigueur dans Allemagne. Le siège juridique de la société est situé à Langen en Emsland, le siège administratif se trouve à Francfort-sur-le-Main (adresse commerciale : Hanauer Landstrasse 291b, 60314 Francfort-sur-le-Main).
	Opérations et principales activités de ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH	L'objet de l'entreprise de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH se situe dans le domaine de la technologie environnementale : l'achat et la vente, la planification, la création et l'exploitation, ainsi que la location et la mise en gérance d'installations techniques et de projets, le financement et l'exploitation de brevets et de licences, la gestion d'actifs propres en son propre nom et pour son propre compte, ainsi que la participation dans d'autres entreprises, de même que leur direction et leur pilotage. Un autre objet de l'entreprise est l'acquisition de terrains, ainsi que le montage de projet, la planification et l'exécution de constructions sur ces terrains, ainsi que leur revente ou leur location après achèvement des projets de construction.
	Tendances	ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH investit, directement ou indirectement, dans des projets et équipements d'infrastructures en Asie et en Australasie.

		ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH n'a pas connaissance de tendances, qui seraient de nature à compromettre les perspectives de ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH et d'affecter sa situation financière.
	ThomasLloyd Group	La société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, Hanauer Landstrasse 291b, 60314 Francfort-sur-le-Main, République fédérale d'Allemagne est une filiale à 100 % de la société ThomasLloyd Holdings Ltd, 160 Victoria Street, London SW1E 5LB, UK, détenue par la société MNA Capital Pte Ltd, 80 Robinson Road, 068898 Singapore. Le ThomasLloyd Group est un groupe de sociétés d'investissement et de conseil, opérant à l'échelle mondiale, qui s'est spécialisé dans les projets d'infrastructures en Asie et en Australasie et qui compte aujourd'hui parmi les investisseurs directs leaders dans ce secteur du marché.
	Participations	Les actions de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH ne sont pas négociées sur un marché réglementé. Il n'existe ainsi aucune obligation de notification en ce qui concerne les participations et/ou les rapports de contrôle au sens des lois allemandes sur la divulgation.
	Informations financières de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH	**Informations relatives au bilan** – en m EUR

	2017	**2016**	**2015**
Parts dans des entreprises liées	123	76	76
Titres ayant le caractère d'immobilisations	23 005	48 249	17 628
Parts de fonds communs de placement	54 617	101 991	87 891
Autres instruments financiers	8 597	5 566	3 124
Créances envers des entreprises proches	164 541	26 829	14 616
Autres créances et autres éléments d'actifs	1 151	1 933	599
Autres valeurs mobilières	1 417	8 411	12 503
Avoirs en banque	16 563	140	1 298
Total de l'actif	**270 014**	**193 195**	**137 735**
Capital souscrit dont provisions	51	50	47
Réserves de réévaluation IFRS	-54	-54	-54
Emprunts	45 942	29 172	10 500
Apports des associés tacites	214 085	159 069	122 313
Dettes sur des entreprises proches	102	0	0
Autres dettes	9 888	4 958	4 929
Total du passif	**270 014**	**193 195**	**137 735**

		Informations concernant les comptes de pertes et profits (en m EUR)

	2017	2016	2015
Variations comptabilisées de la Fair Market Value des parts de fonds communs de placement	-29 989	13 332	-3.899
Autres produits d'exploitation	49 628	2 417	2 603
Autres charges d'exploitation	-14 699	-7 709	-3 507
Résultat d'exploitation (EBIT)	4 940	8 040	7 495
Produits provenant des titres immobilisés	0	0	0
Autres intérêts et produits assimilés	3 432	2 265	5 828
Intérêts et charges assimilés	-8 377	-10 302	-774
Résultat courant d'exploitation	-5	3	251
Impôts sur les revenus et bénéfices	6	0	-253
Dépenses provenant du transfert partiel des bénéfices	0	0	-1
Excédent annuel / déficit annuel	1	3	-2

	Informations financières pro forma	Sans objet.
	Prévisions et estimations de bénéfices	Absence de prévisions et estimations de bénéfices détaillées.
	Réserves, dans le rapport d'audit, sur les informations financières passées	Aucune réserve n'est mentionnée dans le rapport d'audit concernant le bilan de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH.
	Déclaration sur le fonds de roulement net de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH et sur la conformité aux exigences existantes	La société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH perçoit suffisamment de fonds pour se conformer à ses obligations résultant de la déclaration de patronage du contrat de prise en charge des coûts. Le capital-actions souscrit de ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH s'élève à 25 000,00 euros et a été intégralement versé par l'actionnaire fondateur à la libre disposition de la direction. Le capital social est divisé en une action d'un montant nominal de 25 000,00 euros. En outre, un grand nombre d'associés tacites détiennent une participation dans ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, ce qui a permis de verser un total d'environ 354 millions d'euros jusqu'au 31 juillet 2018. Les créances des associés commanditaires sont soumises au paiement et sont subordonnées en cas d'insolvabilité ou de liquidation de ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH (convention dite de subordination qualifiée), les commanditaires ayant également le droit de se retirer et des retraits ayant déjà été effectués.
	Notations	Aucune notation n'est disponible en ce qui concerne la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH ou les emprunts émis.

C. Informations sommaires sur THOMASLL. emprunt 5,175/29 EUR

C.1	**Description et identification des valeurs mobilières**	L'objet du présent prospectus de valeurs mobilières (ci-après dénommé **« Prospectus »**) est l'offre de la société **ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG** sise à Balzers, principauté du Liechtenstein pour l'émission d'une obligation au porteur avec versement d'intérêts au taux fixe annuel de **5,175% par an, l'emprunt THOMASLL. 5,175/29 EUR** (ci-après dénommé **« Emprunt »**), et une **durée du 20/05/2019 au 31/12/2029.** En cas d'admission de l'émettrice à la cotation d'une bourse**, l'émettrice sera en droit de convertir l'emprunt en actions de l'émettrice au cours de 105,175 %.** Le volume total d'émission s'élève à EUR 100 000 000 (en toutes lettres : cent millions de euros) pour une valeur unitaire respective d'une valeur nominale de 1000 EUR (en toutes lettres : mille euros). Le montant minimum de souscription par investisseur s'élève à 10 000 EUR (en toutes lettres dix mille euros Tout montant de souscription supérieur doit être un multiple de 1 000. Il n'existe aucune limite supérieure de souscription par investisseur. Valeur: 47707153 ISIN: LI0477071539
C.2	**Devise**	L'emprunt est libellé en euro.
C.3	**Capital-actions**	L'émettrice dispose d'un capital-actions de CHF 50 000 réparti en 50 actions nominatives à CHF 1 000. Toutes les actions ont été émises et entièrement libérées.
C.4	**Droits attachés aux valeurs mobilières**	Les obligations sont des obligations directes, inconditionnelles et non subordonnées de l'émettrice et sont de même rang que toutes les autres obligations non assorties de sûretés, non subordonnées, de l'émettrice, nonobstant les obligations qui sur la base de dispositions légales, sont impérativement prioritaires. L'émettrice est tenue, vis-à-vis des investisseurs, de s'acquitter des intérêts annuels (calcul et versement trimestriel) ainsi que de rembourser à l'issue de la durée de vie, le capital à hauteur de son montant nominal. La durée de vie des obligations débute le 20 mai 2019 et prend fin au terme du 31 décembre 2029. En cas d'admission de l'émettrice à la cote d'une bourse, **l'émettrice sera en droit de convertir l'emprunt en actions de l'émettrice au cours de 105,175 %.** L'investisseur, de même que l'émettrice, dispose d'un droit de résiliation anticipée de l'emprunt, qui pourra être exercé pour la première fois au 31 décembre 2024. Ensuite, l'emprunt peut être résilié au 30 juin et au 31 décembre d'une année. Le préavis est de 12 mois. Si l'obligataire est confronté à une difficulté sociale (par exemple chômage, faillite, décès), il peut transmettre à l'émettrice une demande de résiliation motivée. L'émettrice peut accepter à sa libre convenance la résiliation avant l'expiration de la durée de détention minimum, sans respecter le préavis (complet) ou à une autre échéance de résiliation. Le remboursement du montant nominal de l'emprunt (plus les intérêts dus et pas encore payés) a lieu le cas échéant à l'échéance de résiliation concernée. Dans le cas d'une résiliation, les obligations de remboursement de l'émettrice, dans certaines circonstances, sont réputées ajournées pour une durée allant jusqu'à 3 ans. Dans une telle hypothèse, les montants restants continuent à produire des intérêts, conformément aux présentes conditions de l'emprunt et jusqu'au remboursement effectif intégral.
C.5	**Limites à la libre négociabilité**	Les obligations sont en principe librement négociables selon les dispositions de la SIX SIS AG. Il n'existe toutefois pas d'admission à la négociation sur un marché réglementé ou non réglementé, ce qui est susceptible de restreindre de facto la négociabilité. L'émettrice se réserve le droit de demander l'admission à la négociation sur un marché réglementé ou non réglementé.
C.6	**Admission à la négociation**	Le présent prospectus financier a été approuvé par l'autorité de surveillance des marchés financiers du Liechtenstein (Finanzmarktaufsicht Liechtenstein, FMA) le 20 mai 2019 conformé-

		ment à la loi relative aux prospectus pour valeurs mobilières, qui transpose en droit liechtensteinois la directive 2003/71/CE (directive concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation). La FMA approuve les prospectus de valeurs mobilières une fois un contrôle de l'exhaustivité du prospectus réalisé, qui comprend également un contrôle de la cohérence et de l'intelligibilité des informations présentées. Les obligations peuvent toutefois être librement négociées selon les dispositions de SIX SIS AG. La valeur mobilière n'est pas négociée sur un marché réglementé et une demande d'admission n'est pas prévue. Toutefois, nous nous réservons le droit de le faire. Si l'émettrice fait usage de son droit de convertir les obligations en actions, une admission des actions à la négociation est prévue à la SIX Swiss Exchange (Suisse) ou à la bourse de Francfort (Allemagne).
C.7	**Politique de distribution**	Sans objet.
C.8	**Rang des valeurs mobilières et limites des droits attachés aux valeurs mobilières**	Les obligations sont des obligations directes, inconditionnelles et non subordonnées de l'émettrice et sont de même rang que toutes les autres obligations non assorties de sûretés, non subordonnées, de l'émettrice, nonobstant les obligations qui sur la base de dispositions légales, sont impérativement prioritaires. En cas d'admission de l'émettrice à la cote d'une bourse, **l'émettrice sera en droit de convertir l'emprunt en actions de l'émettrice au cours de 105,175 %.** Dans ce cas, aucun remboursement n'est effectué. Dans le cas d'une résiliation, les obligations de remboursement de l'émettrice, dans certaines circonstances, sont réputées ajournées pour une durée allant jusqu'à 3 ans. Dans une telle hypothèse, les montants restants continuent à produire des intérêts, conformément aux présentes conditions de l'emprunt et jusqu'au remboursement effectif intégral.
C.9	**Taux d'intérêt, échéance & rendement**	L'emprunt est rémunéré au taux fixe annuel de 5,175 % par an (usage en matière d'intérêts : Act/Act – ICMA Rule 251 (sur une base journalière exacte)[1]). Les intérêts sont calculés et versés (au prorata) sur une base trimestrielle. Les paiements d'intérêts ont lieu a posteriori dans un délai de 10 jours bancaires ouvrables après la fin du trimestre. Le premier versement des intérêts a ainsi eu lieu le 12 juillet 2019 au plus tard. Le versement des intérêts pour le dernier trimestre de la durée de vie a lieu en même temps que le remboursement de l'emprunt. La durée de vie des obligations débute le 20 mai 2019 et prend fin à l'issue du 31 décembre 2029. L'émettrice s'engage à rembourser les obligations, à leur montant nominal, le prochain jour ouvrable bancaire au Liechtenstein suivant l'échéance, majoré des intérêts accumulés, pour le dernier trimestre de la durée de vie. Le remboursement ne nécessite pas de demande particulière ou de remise de documents de la part de l'investisseur. Le rendement de l'emprunt peut être calculé sur la base du prix de la première émission, du taux d'intérêt fixe, de la durée de vie ainsi que du cours de remboursement. Toutefois, le calcul peut uniquement être effectué à supposer que l'émission soit maintenue jusqu'à la date d'échéance et que le remboursement soit possible à la valeur nominale. Il convient de prendre en compte, en tout état de cause, les coûts individuels de l'investisseur ainsi que les frais accessoires d'émission, par exemple les frais de souscription, ainsi que les frais courants, par exemple les frais de dépôt et de gestion. Le rendement individuel d'un emprunt sur l'ensemble de la durée doit être calculé par l'obligataire respectif en tenant compte de la différence entre le montant versé initialement lors de la

[1] mois : 28 – 31 jours ; année : 365 jours ; années bissextiles 366 jours.

		souscription de l'emprunt (valeur nominale, majorée d'éventuels intérêts courus) et le montant de remboursement, en tenant compte de la durée de l'emprunt ainsi que des frais individuels de transaction. Le rendement net respectif de l'emprunt ne peut donc être déterminé qu'à l'issue de sa durée de vie. Aucun représentant de détenteur des titres d'emprunt n'est connu.
C.10	**Pas de composant dérivé**	Le titre n'a pas de composant dérivé pour le paiement des intérêts.
C.11	**Admission à la négociation**	Aucune demande d'admission à la négociation sur un marché réglementé ou non réglementé n'a été présentée pour l'instant. L'émettrice se réserve le droit de demander une telle admission.

D. Risques

D.1	**Principaux risques en ce qui concerne l'émettrice**	**Special Purpose Vehicle** L'**émettrice** est une société ad hoc (Special Purpose Vehicle), c'est-à-dire une société qui a été fondée dans l'**unique dessein d'émettre le présent emprunt ainsi que d'autres instruments financiers.** Les produits d'émission du présent emprunt ainsi que des autres instruments financiers sont investis, en totalité, par le biais de la souscription d'obligations globales dans la **société mère ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH**. Les seules valeurs patrimoniales essentielles et sources de revenus de l'émettrice sont (a) les obligations globales émises par la société mère dans laquelle sont investis les produits d'émission, (b) les déclarations de patronage de la société mère en ce qui concerne les emprunts émis par l'émettrice et (c) un contrat de prise en charge des frais conclu entre la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH et l'émettrice en faveur de l'émettrice. La capacité de l'émettrice à se conformer à ses obligations financières vis-à-vis des obligataires est de ce fait en grande partie tributaire de la capacité de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH à se conformer à ses obligations issues des obligations globales, de la déclaration de patronage et du contrat de prise en charge des frais. **Risque de crédit** On entend par risque de crédit le risque de pertes de l'émettrice susceptible de se présenter lorsque des parties tierces ne se conforment pas à leurs obligations vis- à-vis de l'émettrice. L'émettrice, en raison des investissements réalisés dans les obligations globales émises par la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, est exposée à un risque de crédit. **Risque de liquidité** On entend par risque de liquidités le risque issu du manque de liquidités à court terme pour l'exécution des obligations de l'émettrice, c'est-à-dire le risque d'un déséquilibre entre les valeurs patrimoniales et les obligations de l'émettrice. Comme dans le cas du risque de crédit, le risque de liquidité de l'émettrice trouve principalement sa source dans la capacité de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH à se conformer, en intégralité et en temps utile, à ses obligations issues des obligations globales émises par elle vis-à-vis de l'émettrice. Il est également primordial que la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH se conforme à ses obligations vis-à-vis de l'émettrice, conformément aux déclarations de patronage et conformément au contrat de prise en charge des frais. **Conflits d'intérêts** Un membre du conseil d'administration (personne concernée) de l'émettrice occupe également des fonctions au sein de sociétés qui sont liées à la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH et occupe en particulier le poste de directeur d'autres sociétés filiales de la ThomasLloyd Holdings Ltd. et de la ThomasLloyd Group Ltd. Lorsque les per-

		sonnes concernées agissent au nom de l'émettrice, leur comportement et le processus décisionnel sont susceptibles d'être exposés à un conflit d'intérêts en ce qui concerne les intérêts de l'émettrice. **Risque d'insolvabilité** Dans l'hypothèse de l'ouverture d'une procédure d'insolvabilité sur le patrimoine de l'émettrice, la capacité de l'émettrice à effectuer des actes de disposition relatifs à ses valeurs patrimoniales sera restreinte de façon temporaire ou durable ou alors, des actes de disposition relatifs aux valeurs patrimoniales de l'émettrice seront effectués par un administrateur judiciaire désigné par le tribunal. Ceci est susceptible d'avoir un impact négatif sur la position financière et sur l'activité de l'émettrice. Cette hypothèse est également susceptible de se présenter lorsque des demandes d'ouverture de la procédure d'insolvabilité sont soumises à tort. Si les emprunts sont transformés en actions de la débitrice obligataire, la créance de l'obligataire se transforme en participation aux capitaux propres de la débitrice obligataire. Les créances issues des capitaux propres, en ce qui concerne les sociétés par actions de droit liechtensteinois sont de rang inférieur par rapport aux autres créances.
	Risques liés à la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH et à son activité	**Les produits d'émission du présent emprunt ainsi que des autres instruments financiers éventuels sont investis en continu par l'émettrice, en totalité, par le biais de la souscription d'obligations globales dans la ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH.** Par conséquent, les risques essentiels exposés ci après concernant la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH concernent également de manière indirecte l'émettrice. **Risques concernant le choix de projets d'investissement** Les conditions régissant les obligations globales ne contiennent aucune prescription visant à déterminer dans quels projets la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH doit investir les fonds obtenus par émettrice dans le cadre de la souscription d'obligations globales. La rentabilité, la position financière et la capacité de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH à se conformer à ses obligations dépendent de la capacité de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH à identifier suffisamment d'opportunités d'investissement et à évaluer correctement les perspectives de rendement ainsi que les risques liés à ces investissements. **Risque d'absence de projets d'investissement** Il n'est pas possible d'exclure que la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH n'ait pas été en mesure, dans les plus brefs délais d'un investissement, d'identifier suffisamment de projets adaptés permettant des investissements ou considérés comme pertinents, de sorte que les valeurs patrimoniales disponibles et mises à disposition pour les investissements ne peuvent pas être investies en totalité. **Risque de coûts supplémentaires et accrus d'un projet d'investissement** De façon générale, les activités d'investissement de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH sont liées au risque que les coûts liés à un projet d'investissement concret, conformément au plan et au budget d'investissement (par exemple coûts de production, coûts des équipements) soit dépassés en raison de changements inattendus ou d'informations incomplètes ou incorrectes sur lesquelles la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH s'était fondée pour sa décision d'investissement. **Risque inhérent à l'exécution du contrat** Le résultat économique de projets d'investissement de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH est notamment tributaire de la bonne exécution, par les partenaires contractuels respectifs, de leurs obligations découlant des contrats qu'elle a conclus avec eux.

		Risques liés au financement Les projets et les entreprises opérant dans le secteur de l'infrastructure sont souvent financés, dans une large mesure, par des capitaux extérieurs et sont plus sensibles, pour cette raison, aux variations désavantageuses des taux d'intérêt, à une conjoncture en recul, à des changements dans le marché des capitaux et à un service du capital supérieur, que les projets et les entreprises qui ne sont pas financé(e)s ou dans une moindre mesure par des capitaux extérieurs. **Risque d'indisponibilité des capitaux extérieurs** En ce qui concerne la disponibilité de capitaux extérieurs, une pénurie peut avoir pour conséquence le fait que les investissements ne puissent pas être réalisés dans l'étendue planifiée ou alors, uniquement moyennant le recours à des capitaux extérieurs dont le coût est plus élevé. Risque concurrentiel La concurrence dans le secteur de l'infrastructure (par exemple en raison de nouveaux produits, d'une nouvelle politique de prix ou d'autres stratégies) est susceptible d'entraîner une diminution de marché de la part de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH sur le marché concerné ainsi qu'une baisse du rendement moyen des investissements. **Contrôle et influence au titre des participations** L'émettrice ne peut pas exclure que la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH puisse être tentée de prendre le contrôle ou d'influencer la gestion et l'orientation stratégique de l'objet visé (par ex. de l'entreprise par le biais de laquelle la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH participe à des projets d'investissement). L'exercice du contrôle d'une entreprise induit des risques supplémentaires, tels que des risques de responsabilité en matière de dommages à l'environnement, de défauts sur un produit, de défauts de surveillance et autres domaines de responsabilité. **Risques juridiques et politiques** La société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH investit dans des projets d'infrastructures en Asie et en Australasie. Par conséquent, elle est exposée, dans le pays respectif dans lequel elle exerce une activité d'investissement, à des risques politiques et juridiques. À la date d'élaboration du présent prospectus, plus de 90 % des projets d'investissement de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH se trouvent aux Philippines. La société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH est ainsi exposée à des risques politiques qui règnent dans ce pays. Les risques politiques aux Philippines sont en particulier la corruption à grande échelle, la difficulté à faire valoir des droits et l'application incohérente des dispositions légales, y compris des dispositions applicables en matière de passations de marchés publics, d'imposition et d'exploitation des sols. **Contrôles des mouvements de capitaux** Dans la mesure où des investissements sont opérés par la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH dans des pays, dans lesquels il existe – ou dans lesquels sont instaurés – des contrôles des mouvements de capitaux, il ne peut être exclu qu'en raison de l'existence ou de l'instauration de contrôles des mouvements de capitaux, un rapatriement des investissements ou la distribution des revenus issus des produits de projets d'investissement à la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, vers l'Allemagne, soient rendus impossibles. Risque de restrictions ou de discrimination vis-à-vis d'investisseurs étrangers Aux Philippines, les activités des entreprises étrangères sont soumises à certaines restrictions. Conformément au droit en vigueur aux Philippines, la majorité d'une entreprise qui exerce dans un secteur clé défini par l'État, par exemple le secteur énergétique, doit être détenue par une société locale (ou par des sociétés locales). La mise en œuvre ou le renforcement de telles restrictions et mesures protectionnistes aux Philippines et dans d'autres pays d'Asie et d'Australasie ne peuvent être exclus pour l'avenir.

Devise

La société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, en raison de l'orientation internationale de sa politique d'investissement, est exposée à un risque monétaire. À la date de l'établissement du présent prospectus, le portefeuille d'investissement de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH est subdivisé comme suit, devise par devise :

Dollar US (USD) env. 40 %

Peso philippin (PHP) env. 60 %

L'engagement de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH est susceptible, au fil du temps, également ce qui concerne les différentes devises, de connaître des modifications rapides et substantielles reposant en premier lieu sur de nouveaux investissements ou sur des restructurations d'investissements existants du fait de désinvestissements.

Aide financière accordée à d'autres technologies

Il ne peut être exclu que des technologies, autres que celles qui ont été privilégiées par la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, soient subventionnées par des organismes gouvernementaux ou autres. Dans ces cas, l'exploitation d'installations et de projets d'infrastructures peut s'avérer non rentable, ce qui peut avoir des conséquences désavantageuses sur le résultat d'une société de participation de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH et de ce fait, indirectement, sur les résultats de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH.

Risques liés à la documentation

Une grande partie des investissements de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH est opérée dans des projets et des entreprises dont l'activité est soumise pour une part essentielle à une surveillance relevant du droit public. Une activité dans de tels secteurs est généralement exposée au risque d'intervention renforcée des pouvoirs publics – également sous la forme de mesures légales ou réglementaires.

Informations et déclarations émanant de tiers

Lors de l'évaluation des possibilités d'investissement, la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH fait appel à des conseillers externes tels que des conseillers financiers, juridiques, fiscaux et techniques, ainsi qu'à des experts environnementaux. La ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH base souvent ses processus décisionnels sur des estimations, des expertises et autres rapports dressés par de tels conseillers sans être elle-même en mesure, en tout état de cause, d'évaluer le caractère exhaustif et correct d'un tel rapport.

Investissements dans des projets Greenfield

Dans la mesure où des investissements sont réalisés dans des projets entièrement nouveaux qui en sont à la phase de mise au point et/ou de construction (ce qu'il est convenu d'appeler des « Projets Greenfield »), l'investisseur supporte le risque que le projet ne soit pas achevé dans les limites du budget prévu, en respectant le calendrier convenu ou conformément aux spécifications convenues. C'est la raison pour laquelle la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH est indirectement exposée au risque de frais supplémentaires ou de pertes résultant de l'ajustement du planning ou du budget.

Risque de la perte de personnes-clés

Du fait de la perte de compétences clés dans la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH et/ou dans les participations détenues par celle-ci, il existe le risque que le savoir-faire ne soit plus disponible et qu'ainsi, une gestion qualifiée des investissements et des risques au sein des entreprises de participation ou au sein de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH ne soit plus garantie dans son intégralité.

Risque de la faible diversification

Il ne peut être exclu que la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH ne fasse l'acquisition, directement/ indirectement, que d'un nombre limité de participations ou ne

		participe qu'à un nombre limité de projets d'investissement. Les mauvais résultats d'investissements peu nombreux sont susceptibles d'avoir des conséquences plus néfastes sur les produits ainsi que sur la position financière de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH que ce ne serait le cas si le portefeuille de projets et de société de participation était plus diversifié et plus conséquent. **Risque lié à l'évolution des prix des matières premières** Pour l'exploitation d'installations d'infrastructures, en particulier d'installations de production d'énergie, des contrats portant sur la livraison des produits de base indispensables pour cette production sont nécessaires. Généralement, il ne s'agit pas de contrats à long terme (avec garantie de la quantité de livraison, de la qualité et du prix). Par ailleurs, il n'existe aucune certitude que les augmentations des prix d'achat des matières premières puissent être compensées par des augmentations correspondantes des prix de vente. **Risque de modification des exigences réglementaires** Il existe le risque que la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, en raison de modifications ou de restrictions futures dans le secteur de la réglementation prudentielle des services financiers, ne soit pas en mesure de mettre en œuvre sa politique d'investissement ou soit contrainte de modifier et/ou de remplir de nouvelles exigences en matière de politique de placement. **Risque d'insolvabilité des cocontractants** La société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH a l'intention de conclure également des contrats portant sur des sociétés de participation (en particulier des contrats ayant pour objet la construction d'infrastructures) avec des sociétés plus petites ou des PME. L'insolvabilité potentielle d'un ou plusieurs cocontractants est susceptible d'avoir des répercussions négatives sur les résultats de l'activité ainsi que sur la position financière de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH et sur sa capacité à se conformer à ses obligations.
D.3	**Principaux risques en ce qui concerne les titres**	**Les emprunts sont des instruments financiers complexes** Le présent emprunt constitue un instrument financier complexe. Il est déconseillé d'investir dans cet emprunt sans obtenir une évaluation professionnelle (que l'investisseur peut effectuer lui-même ou en faisant appel à un conseiller financier) de l'évolution des retours sur investissement et rendements du présent emprunt en cas de conditions changeantes ayant une incidence sur la valeur de cet emprunt et de la manière dont cet investissement se répercute sur l'ensemble du portefeuille d'un investisseur potentiel. L'investisseur supporte le risque qu'un investissement de cet emprunt ne soit pas adapté à sa situation. **Financement extérieur** L'investisseur a la faculté de financer l'acquisition de l'emprunt en totalité ou en partie par des fonds extérieurs. Il convient toutefois de noter, dans ce cadre, que ceci augmente la structure de risque de la participation. Le remboursement des fonds extérieurs et le paiement des intérêts liés au financement doivent être assurés par l'investisseur, indépendamment de la performance de paiement de la société émettrice. **Droits de coopération et droits patrimoniaux** L'investisseur, en sa qualité d'obligataire, ne détient qu'un droit de créance vis-à-vis de l'émettrice. La représentation de la société relève exclusivement du conseil d'administration de l'émettrice. L'obligataire, dans ce cadre, ne détient aucun droit de participation ou de cogestion. **Risque de recours à d'autres fonds étrangers par l'émettrice** L'émettrice a émis d'autres titres pour recourir à des fonds extérieurs, et est en droit d'émettre encore d'autres titres pour recourir à des fonds extérieurs.

		Une part plus élevée de fonds extérieurs augmente le risque que l'émettrice ne soit pas en mesure de répondre à ses obligations issues de cet emprunt. Ceci peut avoir comme conséquence pour l'investisseur la perte intégrale ou partielle de son investissement dans cet emprunt. **Rang de priorité** Les investisseurs ne peuvent pas exiger de la part de l'émettrice que les prétentions des obligataires aux versements des intérêts et aux remboursements du capital soient traitées de manière prioritaire par rapport à d'autres prétentions, pour autant que ces autres prétentions sont de même rang que les prétentions des obligataires. Si les emprunts sont transformés en actions de la débitrice obligataire, la créance de l'obligataire se transforme en participation aux capitaux propres de la débitrice obligataire. Les créances issues des capitaux propres, en ce qui concerne les sociétés par actions de droit liechtensteinois sont de rang inférieur par rapport aux autres créances. **Risque de taux d'intérêt** Un investisseur qui investit dans un emprunt à taux d'intérêt fixe supporte le risque d'une baisse du prix de l'emprunt suite à des variations des taux d'intérêt du marché. Ce risque se présente en cas de vente d'un emprunt par le biais du marché secondaire, mais ne se matérialise pas si l'emprunt a été remboursé ou racheté à l'issue de sa durée par l'émettrice. **Risque de liquidité** Les obligations peuvent en principe être librement négociées selon les dispositions de la SIX SIS AG, mais ne sont pas admises à la négociation sur un marché réglementé ou non réglementé. Lorsqu'un investisseur souhaite vendre des obligations fractionnées, il se peut qu'il ne puisse pas vendre ces emprunts à un prix approprié, ou à un prix qui corresponde au moins au capital qu'il a investi. **Risque d'impayés** Comme pour toute autre obligation financière, il existe un risque que les obligations issues de l'emprunt de l'émettrice ne soient pas exécutées. L'émettrice est susceptible de ne pas être en mesure, dans certaines circonstances, d'effectuer le versement des intérêts. Par ailleurs, le remboursement, à l'échéance, est susceptible d'être inférieur au montant que l'obligataire avait initialement investi ; dans certaines circonstances, il se peut qu'aucun remboursement ne soit possible. Les emprunts sont des placements de capitaux qui ne sont pas soumis à une obligation légale de garantie des dépôts. **Délai d'engagement du capital et résiliation** Sauf disposition légale impérative contraire, toute annulation de la souscription de cet emprunt ou toute rétractation de la déclaration de souscription est impossible. La résiliation de l'emprunt est uniquement possible conformément aux conditions régissant l'emprunt. Si les emprunts sont convertis en actions de la débitrice obligataire, aucun remboursement de la valeur nominale de l'emprunt n'a lieu à l'issue de la durée. Dans une telle hypothèse, les obligataires se voient attribuer des actions de la débitrice obligataire. **Risque fiscal** Les acheteurs ou vendeurs potentiels du présent emprunt doivent tenir compte du fait qu'en raison des dispositions légales applicables dans le pays dans lequel le transfert de l'emprunt a lieu, dont ils sont ressortissants ou dans lequel ils sont domiciliés ou dont les normes sont applicables pour d'autres raisons, ils sont susceptibles d'être redevables d'impôts et de taxes. Les modifications législatives sont susceptibles d'entraîner une réduction des produits effectifs de cet emprunt et de réduire les recettes nettes perçues par l'obligataire suite à la vente ou au remboursement de l'emprunt puisqu'elles sont susceptibles d'être inférieures aux attentes initiales de l'obligataire.

		Risque de change Les investisseurs issus de la zone monétaire EUR ne sont pas exposés à un risque de change puisque l'emprunt est émis en EUR et que les versements réalisés aux investisseurs ont lieu en EUR. Les investisseurs issus d'autres espaces monétaires sont susceptibles d'être exposés à des risques de change du fait de la détention du présent emprunt libellé en EUR. **Risque d'inflation** Tout acheteur ou vendeur potentiel de l'emprunt doit prendre en compte le fait que le présent prospectus ne contient aucune clause relative à l'indexation sur l'inflation, de sorte que la valeur réelle d'un investissement dans cet emprunt ainsi que les produits réels perçus au titre de cet emprunt sont susceptibles de diminuer dans les mêmes proportions que la valeur monétaire réelle en raison de l'inflation.

E. Offre

E.1	**Recettes nettes et coûts**	Les coûts de cette émission de valeurs mobilières, qui sont estimés au total à CHF 15 000, ainsi que les coûts opérationnels de l'émettrice, y compris les éventuels impôts, sont pris en charge dans leur intégralité et sans que les produits d'émission ne soient grevés sur la base d'un contrat de prise en charge des frais conclu avec la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, la société mère de l'émettrice. Ainsi, un résultat à l'équilibre, sans produit net total significatif, est attendu de la part de l'émettrice.
E.2a	**Motifs de l'offre, définition des objectifs des produits d'émission, recettes nettes estimées**	L'émettrice est une filiale à 100% de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH. Les produits générés dans le cadre de la présente émission de titres sont investis de manière continue et en intégralité, par l'émettrice, dans le cadre de la souscription d'obligations globales, dans la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH et servent au financement de l'activité commerciale et d'investissement de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH. La société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH est une société d'investissement qui s'est spécialisée dans le financement et dans l'investissement dans des projets et installations d'infrastructures en Asie et en Australasie. Un résultat à l'équilibre, sans produit net total significatif, est attendu de la part de l'émettrice.
E.3	**Conditions de l'offre**	La société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG, FL-9496 Balzers, (ci-après dénommée « émettrice »), émet des obligations au porteur (**emprunt THOMASLL. 5,175/29 EUR** – ci-après dénommé « EMPRUNT ») rémunérées à un taux d'intérêt fixe de 5,175% par an et d'une durée du 20/05/2019 au 31/12/2029. Cet emprunt est fractionné en obligations d'une valeur nominale respective de 1 000 EUR. Le montant minimum de souscription par investisseur s'élève à 10 000 EUR. Les montants supérieurs de souscription doivent être des multiples de 1 000, il n'existe aucune valeur maximale de souscription par investisseur. Le volume total d'émission s'élève à 100 000 000 EUR. L'émission a lieu sur une base continue depuis le 20 mai 2019 et se termine par le placement intégral de l'emprunt ou en cas de cessation anticipée de l'emprunt par l'émettrice, au plus tard à l'issue d'une année à compter de la date de la validation du prospectus d'émission. L'agent payeur est l'établissement bancaire Bank Frick & Co. AG, Landstrasse 14, FL-9496 Balzers. Les ordres de souscription peuvent être donnés à l'agent payeur pendant les heures habituelles d'ouverture des banques (excepté les jours fériés), respectivement entre 8h00 et 18h00 (CET), et par l'intermédiaire des points d'accueil suivants : Courriel : trading@bankfrick.li Télécopie : 00423 388 21 15 Téléphone : 00423 388 21 25 La distribution s'effectue par émission.

Si l'ordre est passé pendant un jour ouvrable bancaire jusqu'à 17h00 (CET) au plus tard, la transaction sera décomptée le même jour (date de la transaction) et sera livrée deux jours ouvrables bancaires (date de valeur en compte) plus tard. La confirmation de l'ordre par l'organisme payeur est effectuée par télécopie à la banque donneur d'ordre.

Le traitement de la transaction a lieu dans le cadre de la procédure LGZ (« livraison contre paiement ») et est possible par le biais des chambres de compensation suivantes :

Clearer (offices de compensation)	**SSI de l'organisme payeur (Banque Frick)**
SIX SIS AG	LI100067
Clearstream Luxembourg	83320
Clearstream Frankfurt	83320
Euroclear Bank	83320

Les obligations sont remises à l'acquéreur des obligations par le biais de la société SIX SIS AG, Baslerstrasse 100, CH-4600 Olten, contre paiement du montant nominal majoré des éventuels intérêts courus sur le compte tenu par la société Bankhaus Frick & Co. AG, Landstrasse 14, FL-9496 Balzers, domicilié auprès de la SIX SIS AG (dépositaire central).

Les obligations sont titrisées pour l'ensemble de la durée de l'emprunt dans un certificat global au porteur (ci-après dénommée « certificat global »), conservé par la société SIX SIS AG. La livraison physique d'obligations effectives ou de coupons d'intérêts ne peut être demandée. Les obligataires disposent de parts de copropriété sur le certificat global, qui peuvent être transférées conformément aux règlements et dispositions de la société SIX SIS AG. Le certificat global est revêtu de la signature manu propria d'au moins une personne habilitée à représenter l'émettrice.

L'emprunt n'est pas négocié sur un marché réglementé ni introduit sur un marché boursier. L'émettrice se réserve le droit de présenter une demande d'admission à la négociation de cet emprunt.

Les obligations sont rémunérées, sur la base de leur montant nominal, pendant la durée de l'emprunt, du 20 mai 2019 au 31 décembre 2029, à un taux fixe de 5,175 % par an. Les intérêts sont calculés (au prorata) et versés (au prorata) sur une base trimestrielle. Les paiements d'intérêts ont lieu a posteriori dans un délai de 10 jours bancaires ouvrables après la fin du trimestre. Le versement des intérêts pour le dernier trimestre de la durée a lieu en même temps que le remboursement de l'emprunt.

La durée de vie obligations débute le 20 mai 2019 et prend fin à l'échéance du 31 décembre 2029 (sous réserve de résiliation). L'émettrice s'engage à rembourser les obligations, à leur montant nominal, le jour ouvrable bancaire au Liechtenstein suivant l'échéance.

L'investisseur, de même que l'émettrice, dispose d'un droit de résiliation anticipée de l'emprunt, qui pourra être exercé pour la première fois au 31 décembre 2024. Ensuite, l'emprunt peut être résilié au 30 juin et au 31 décembre de chaque année. Le préavis est de 12 mois.

Si l'obligataire est confronté à une difficulté sociale (par exemple chômage, faillite, décès), il peut transmettre à l'émettrice une demande de résiliation motivée. L'émettrice peut accepter à sa libre convenance la résiliation avant l'expiration de la durée de détention minimum, sans respecter le préavis (complet) ou à une autre échéance de résiliation.

Dans le cas d'une résiliation, les obligations de remboursement de l'émettrice, dans certaines circonstances, sont réputées ajournées pour une durée allant jusqu'à 3 ans. Dans une telle hypothèse, les montants restants continuent à produire des intérêts, conformément aux présentes conditions de l'emprunt et jusqu'au remboursement effectif intégral.

E.4	**Description de tout intérêt, y compris les intérêts conflictuels, pouvant influer sensiblement sur l'émission/l'offre**	L'émettrice est une filiale à 100% de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, DE – Francfort-sur-le-Main, dans laquelle est investie la totalité des produits des émissions par le biais d'une souscription d'obligations globales de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH. Un membre du conseil d'administration de l'émettrice occupe en même temps une position dirigeante dans les sociétés ThomasLloyd Holdings Ltd. et ThomasLloyd Group Ltd. ainsi que dans les filiales de ces sociétés. Celles-ci sont intéressées ou participent, en partie par le biais de participations tacites, en partie par le biais de contrats de management, à l'activité de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, ce qui est susceptible de donner naissance à des conflits d'intérêts et à des dépendances.
E.5	**Fournisseur**	L'emprunt est proposé à la vente par l'émettrice, la commercialisation a lieu par le biais d'intermédiaires financiers sélectionnés soumis à une surveillance selon les normes prudentielles et réglementées.
E.6	**Dilution**	Sans objet.
E.7	**Dépenses à la charge d'investisseurs**	Les produits des émissions sont investis à 100 % par le biais d'une souscription d'obligations globales de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH. Les frais d'émission, y compris les éventuels impôts, sont pris en charge par la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH sur la base d'un contrat de prise en charge des frais, en intégralité et sans grever les produits des émissions.

II. Facteurs de risque

A. Généralités

Le présent prospectus constitue une offre de placement de capital sous la forme d'obligations au porteur rémunérées par des intérêts à taux fixe. Tout placement de capitaux dans une entreprise comporte des risques et sa valeur est exposée, entre autres, à des fluctuations opérationnelles et de marché. Ceci est également valable pour l'emprunt proposé dans le présent prospectus par la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG.

Les investisseurs sont tenus de lire l'ensemble du prospectus. Les informations mises à disposition dans le présent prospectus, en particulier les informations mentionnées dans le présent chapitre « facteurs de risque », doivent être observées et étudiées par chaque investisseur potentiel avant la souscription de l'emprunt.

La souscription et la détention du présent emprunt impliquent différents risques ; tous les risques que l'émettrice considère comme pertinent d'évoquer sont décrits plus en détail dans le présent chapitre. L'émettrice décline expressément toute responsabilité pour l'exhaustivité des risques décrits. Il est expressément signalé que d'autres risques individuels sont susceptibles de se présenter au cas par cas. Par ailleurs, les risques sont susceptibles de se présenter non seulement de manière individuelle, mais aussi cumulés.

La présentation des facteurs à risque ne se substitue pas au conseil éventuellement nécessaire dispensé par des conseillers professionnels. Une décision en matière de placement ne devrait pas être prise sur la seule base de ces facteurs de risques, car les informations qui y sont contenues ne peuvent se substituer aux conseils et éclaircissements adaptés aux besoins, objectifs, expériences et/ou connaissances et à la situation de l'investisseur. Il est recommandé de solliciter, le cas échéant, des évaluations de conseillers professionnels adaptés.

La survenance de différents risques spécifiques ou l'effet concomitant cumulatif de différents risques peut avoir des effets néfastes considérables sur la situation en termes de patrimoine, de finances et de résultats de l'émettrice ou de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, de sorte que la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH en particulier et par ricochet, l'émettrice ne soit pas, ou ne soit que de manière limitée, en mesure de se conformer aux obligations découlant des titres émis tels que l'émission faisant l'objet de la présente.

Dans le cas le plus défavorable, la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH peut se retrouver en situation d'insolvabilité ce qui entraînera par ricochet l'insolvabilité de l'émettrice et de ce fait, à une perte totale du placement.

B. Risques en ce qui concerne l'émettrice

Special Purpose Vehicle

L'**émettrice** est une société ad hoc (Special Purpose Vehicle), c'est-à-dire une société qui a été fondée dans l'**unique dessein d'émettre le présent emprunt** ainsi que **d'autres instruments financiers.** Les produits d'émission du présent emprunt ainsi que des autres instruments financiers sont investis, en totalité, par le biais de la souscription d'obligations globales dans la **société mère ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH.** Les seules valeurs patrimoniales essentielles et sources de revenus de l'émettrice sont (a) les obligations globales émises par la société mère dans laquelle sont investis les produits d'émission, (b) les déclarations de patronage de la société mère en ce qui concerne les emprunts émis par l'émettrice et (c) un contrat de prise en charge des frais conclu entre la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH et l'émettrice en faveur de l'émettrice.

La capacité de l'émettrice à se conformer à ses obligations financières vis-à-vis des obligataires est de ce fait en grande partie tributaire de la capacité de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH à se conformer à ses obligations issues des obligations globales, des déclarations de patronage et du contrat de prise en charge des frais.

Risque de crédit

On entend par risque de crédit le risque de pertes de l'émettrice susceptible de se présenter lorsque des parties tierces ne se conforment pas à leurs obligations vis-à-vis de l'émettrice. L'émettrice, en raison des investissements réalisés dans les obligations globales émises par la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, est exposée à un risque de crédit. L'émettrice détient, sur la base des obligations globales, une prétention envers la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH en ce qui concerne le remboursement de la valeur nominale des obligations globales, le paiement des intérêts, conformément aux conditions régissant les obligations globales, ainsi que, en tout état de cause, le paiement d'autres montants dus conformément aux conditions régissant les obligations globales. Dans l'hypothèse où la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH ne se conformerait pas en intégralité et dans les délais impartis à ses obligations, conformément

aux conditions régissant les obligations globales, l'émettrice ne disposerait pas de moyens financiers suffisants pour se conformer à ses propres obligations qui lui incombent envers les obligataires sur le fondement des conditions régissant la présente émission d'emprunt.

Risque de liquidité

On entend par risque de liquidités le risque issu du manque de liquidités à court terme pour l'exécution des obligations de l'émettrice, c'est-à-dire le risque d'un déséquilibre entre les valeurs patrimoniales et les obligations de l'émettrice. Comme dans le cas du risque de crédit, le risque de liquidité de l'émettrice trouve principalement sa source dans la capacité de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH à se conformer, en intégralité et en temps utile, à ses obligations issues des obligations globales émises par elle vis-à-vis de l'émettrice. Il est également primordial que la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH se conforme à ses obligations, vis-à-vis de l'émettrice, conformément aux déclarations de patronage et conformément au contrat de prise en charge des frais. Dans l'hypothèse où la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH ne se conformerait pas en intégralité et dans les délais impartis à ses obligations, l'émettrice ne disposerait pas de liquidités suffisantes pour se conformer à ses propres obligations qui lui incombent envers les obligataires sur le fondement des conditions régissant la présente émission d'emprunt.

Conflits d'intérêts

L'émettrice est une filiale à 100% de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH. L'émettrice ne peut exclure la survenue de changements stratégiques à l'avenir ou le fait que la ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH (ou d'autres parties, vis-à-vis de la ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH) entreprenne des démarches (fusions, transactions, acquisitions, distributions de bénéfice, vente de valeurs patrimoniales, etc.) qui sont dans l'intérêt de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH (ou d'une autre partie tierce) mais qui ne sont pas dans l'intérêt de l'émettrice. De tels changements peuvent avoir une incidence significative sur la situation financière de l'émettrice par rapport aux obligataires.

Un membre du conseil d'administration (personne concernée) de l'émettrice occupe également des fonctions au sein de sociétés qui sont liées à la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH et occupe en particulier le poste de directeur d'autres sociétés filiales de la ThomasLloyd Holdings Ltd. et de la ThomasLloyd Group Ltd. Lorsque les personnes concernées agissent au nom de l'émettrice, leur comportement et le processus décisionnel sont susceptibles d'être exposés à un conflit d'intérêts en ce qui concerne les intérêts de l'émettrice. Dans de telles situations, lorsqu'il s'agit de prendre en compte différents intérêts parfois antagonistes, il ne peut pas être exclu, de manière générale, que les personnes concernées prennent des décisions qu'ils ne prendraient pas en l'absence des imbrications décrites plus haut. Il ne peut pas être exclu que de telles décisions aient une incidence négative sur les résultats financiers et sur la situation financière de l'émettrice et sa capacité à se conformer à ses obligations conformément au présent prospectus d'emprunt.

Risque d'insolvabilité

Conformément à l'article 7 du Code des faillites de la principauté du Liechtenstein (« Code des faillites »), un débiteur doit être considéré comme étant en faillite lorsqu'il a une majorité de créanciers et qu'il est insolvable ou surendetté. L'insolvabilité doit en particulier être présumée lorsqu'un débiteur est en cessation de paiements, ne peut dans un délai prévisible s'acquitter des dettes échues faute de disposer de moyens de paiement et n'est pas non plus en mesure de se procurer dans un bref délai les moyens nécessaires à cet effet. Un débiteur est considéré comme surendetté comme son état de surendettement, établi aux valeurs de liquidation, est négatif et que le pronostic de survie se révèle négatif.

Le Code des faillites prévoit, avant l'ouverture d'une faillite sur demande d'un créancier, l'interrogatoire du débiteur, de sorte que des demandes d'insolvabilité injustifiées ne peuvent pas, en principe, mener à l'ouverture d'une procédure de faillite. Toutefois, il ne peut être exclu que des demandes de faillite soient, le cas échéant, soumises de façon injustifiée. Une décision du tribunal par laquelle est ouverte une procédure de faillite est rendue publique par un décret du tribunal. À compter du lendemain de la publication de ce décret, le débiteur est déchu de son droit de disposer librement de son patrimoine et un administrateur judiciaire désigné par le tribunal prend en charge la liquidation et le cas échéant, la poursuite temporaire) des affaires du débiteur.

Ainsi, il ne peut être exclu, dans l'hypothèse où des demandes de faillite à l'encontre de l'émettrice seraient soumises de manière injustifiée et seraient, contre toute attente, couronnées de succès, qu'il soit retiré à l'émettrice le droit de disposer librement (de manière temporaire ou durable) de son patrimoine et que d'autres restrictions relatives à l'emploi de ces valeurs patrimoniales deviennent effectives, ce qui aurait une incidence négative sur la situation financière et l'activité de l'émettrice et ainsi, sur sa capacité à se conformer à ses obligations découlant du présent emprunt.

En cas d'ouverture d'une procédure d'insolvabilité à l'encontre de la société émettrice, l'investisseur ne peut faire valoir ses prétentions envers l'administrateur judiciaire qu'au titre de sa qualité de créancier chirographaire de la faillite. Les paiements à l'investisseur, sur la masse de l'insolvabilité, ne sont opérés qu'une fois que les versements résultant des droits prioritaires ont été

entièrement exécutés. Le montant des versements réellement effectués dépend par conséquent du montant de la masse d'insolvabilité. Si la masse d'insolvabilité se révèle insuffisante pour effectuer les versements résultant de créances, ceci peut avoir pour conséquence, pour l'investisseur, une perte totale des actifs investis.

Si les emprunts sont convertis en actions, dans le cadre de l'exercice du droit de conversion de la débitrice obligataire prévue dans le présent prospectus, la créance de l'investisseur se transforme en participation au capital propre de la débitrice obligataire. Les créances issues des capitaux propres des actionnaires sont de rang inférieur, lors de procédures d'insolvabilité, par rapport aux autres créances.

C. Risques liés à la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH et à son activité

Les produits d'émission des obligations faisant l'objet du présent prospectus ainsi que d'éventuels instruments financiers émis par l'émettrice sont globalement investis en permanence dans la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH par souscription de titres de créances globaux par l'émettrice.

Ainsi, les principaux risques exposés ci-dessous concernant la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH concernent également directement l'émettrice.

Risques concernant le choix de projets d'investissement

Les conditions régissant les obligations globales ne contiennent aucune prescription visant à déterminer dans quels projets la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH doit investir les fonds obtenus par émettrice dans le cadre de la souscription d'obligations globales. À la date d'édition du présent prospectus, les projets spécifiques dans lesquels la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH investira les fonds obtenus par l'émettrice ne sont pas encore déterminés. La détermination de tels projets d'investissement futurs n'est pas possible à la date d'édition du présent prospectus. La rentabilité, la position financière et la capacité de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH à se conformer à ses obligations dépendent de la capacité de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH à identifier suffisamment d'opportunités d'investissement et les perspectives de rendement ainsi que les risques liés à ces investissements. Il n'existe aucune certitude quant au fait que la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH disposera à l'avenir de telles compétences. Il ne peut pas être exclu, par ailleurs, que la société, dans des cas particuliers, en conformité avec ses objectifs et ses stratégies d'investissement définis de manière générale, investisse des moyens financiers dans des projets qu'un obligataire ne considère pas comme adaptés ou acceptables.

Risque d'absence de projets d'investissement

Étant donné que la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH et les sociétés de participation dans lesquelles investit à son tour la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH posent un certain nombre d'exigences aux projets dans lesquels ils ont l'intention d'investir, il ne peut être exclu que dans les plus brefs délais d'un investissement, il n'y ait pas un nombre suffisant de projets adaptés permettant des investissements ou considérés comme pertinents. Dans ce cas et en raison, de ce fait, de l'absence de produits provenant des investissements, cela implique le risque que les résultats prévus ne puissent être obtenus. Ceci est susceptible d'avoir, indirectement, une incidence négative sur les résultats et la situation financière de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH et de ce fait, sur sa capacité à se conformer à ses obligations.

Risque de coûts supplémentaires et accrus d'un projet d'investissement

De façon générale, les activités d'investissement de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH sont liées au risque que les frais liés à un projet d'investissement concret, conformément au plan et au budget d'investissement (par exemple frais de production, frais des équipements) soient dépassés en raison de changements inattendus ou d'informations incomplètes ou incorrectes sur lesquelles la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH s'était fondée pour sa décision d'investissement. Si la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH participe à l'appel d'offres relatif à un investissement, cela comporte le risque que, dans l'hypothèse où la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH ne remporterait pas l'appel d'offres, la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH ou le secteur d'activité qui se charge du projet d'investissement (Target Business) soit contraint de supporter, outre ses propres frais, les frais des parties tierces liées à la procédure d'appel d'offres. De tels coûts majorés ou supplémentaires sont susceptibles d'avoir une incidence négative sur les résultats, sur la situation financière et le cas échéant, sur la capacité de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH à se conformer à ses propres obligations.

Risque inhérent à l'exécution du contrat

Le résultat économique de projets d'investissement de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH est notamment tributaire de la bonne exécution, par les partenaires contractuels respectifs, de leurs obligations découlant des contrats qu'elle a conclus avec eux. Les violations contractuelles des cocontractants, également leur faillite, sont susceptibles d'entraîner la résiliation de contrats, ce qui peut avoir pour conséquence que des projets d'investissement ne soient pas achevés ou poursuivis ou alors, moyennant des coûts plus élevés ou des pertes. Ceci est susceptible d'avoir une incidence négative sur les résultats économiques et sur la situation financière de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH et de se répercuter de manière négative sur sa capacité à se conformer à ses obligations.

Risques liés au financement

Les projets et les entreprises opérant dans le secteur de l'infrastructure sont souvent financés, dans une large mesure, par des capitaux extérieurs et sont plus sensibles, pour cette raison, aux variations désavantageuses des taux d'intérêt, à une conjoncture en recul, à des changements dans le marché des capitaux et à un service du capital supérieur, que les projets et les entreprises qui ne sont pas financé(e)s ou dans une moindre mesure par des capitaux extérieurs. Ceci peut avoir comme conséquence que les participations détenues par la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH ou des projets d'investissement auxquels elle participe ne puissent pas être achevés ou alors, ne soient plus en mesure de financer les opérations futures et d'assurer les besoins en capitaux ; cela peut entraîner à son tour, à titre de conséquence, des contraintes financières et opérationnelles restrictives de la part des banques qui assurent le financement, comme par exemple l'exigence (temporaire) d'arrêter la distribution de dividendes. Par ailleurs, des variations des taux d'intérêt pèsent aussi éventuellement sur le taux d'escompte correspondant, auquel il y a lieu de faire appel pour évaluer les projets et les entreprises. C'est pourquoi cette évaluation est exposée à des fluctuations. Cela peut avoir une influence négative sur les prix susceptibles d'être obtenus en cas de vente de participations. En outre, les autorités de régulation s'orientent fréquemment, en ce qui concerne les projets et les entreprises qui sont soumis au contrôle des pouvoirs publics lors de la fixation des prix qui recueillent son approbation, vers les taux d'intérêt correspondants du marché. Cela peut générer des chiffres d'affaires plus faibles que ce qui a été pris pour base dans les prévisions respectives. Cet état de fait est également susceptible de se répercuter de manière négative sur les résultats escomptés de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, en ce que les résultats obtenus sont plus faibles que prévu.

Risque d'indisponibilité des capitaux extérieurs

L'obtention d'une structure optimisée du capital dépend avant tout, en cas d'acquisition ou de refinancement de projets et d'entreprises dans le secteur des infrastructures, en plus de la disponibilité de capital propre, de la capacité pour les capitaux extérieurs d'être levés sur le marché, et ce, dans une mesure suffisante et à des conditions appropriées. En ce qui concerne la disponibilité de capitaux extérieurs, une pénurie peut avoir pour conséquence le fait que les investissements ne puissent pas être réalisés dans l'étendue planifiée ou alors, uniquement moyennant le recours à des capitaux extérieurs dont le coût est plus élevé. Ceci est susceptible d'avoir une incidence négative sur les résultats économiques et sur la situation financière de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH et de se répercuter de manière négative sur sa capacité à se conformer à ses obligations.

Risque concurrentiel

La concurrence dans le secteur de l'infrastructure (par exemple en raison de nouveaux produits, d'une nouvelle politique de prix ou d'autres stratégies) est susceptible d'entraîner une diminution de la part de marché de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH sur le marché concerné ainsi qu'une baisse du rendement moyen des investissements. Dans les deux cas, ceci peut entraîner une détérioration du résultat opérationnel ainsi que de la situation financière de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH et à long terme, influer sur la capacité de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH à se conformer à ses obligations.

Depuis le mi 2014, on constate, sur le marché d'énergie renouvelable, aux Philippines, une croissance rapide de projets au stade de la planification et du développement. Outre les investissements accrus de grands groupes d'entreprises locaux, on constate également une présence accrue des acteurs internationaux sur le marché. Il s'agit d'une réaction à l'annonce du gouvernement d'étendre la politique menée jusqu'à présent en matière de tarifs d'achat de l'électricité. La limite initiale de 50 MW a été rehaussée et les rachats d'électricité issus de l'énergie solaire ont été portés jusqu'à 500 MW, dans la mesure où l'achèvement de l'installation correspondante a lieu d'ici mars 2016.

Le Département of Energy philippin, à la date du 31 décembre 2017, a approuvé des projets d'énergie solaire d'une puissance totale de près de 6,883 MW. Au moment de l'élaboration du présent prospectus, plus de 905 MW ont été achevés.[2]

Compte tenu des temps de préparation plus longs et des aspects techniques, la biomasse n'est pas aussi populaire aux Philippines pour les investisseurs que l'énergie solaire. Le Département of Energy, à la date du 31 décembre 2017, a approuvé des projets d'une puissance totale de 753 MW. A la date d'élaboration du présent prospectus, 407 MW ont été achevés.[3] Les projets de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH (détenus directement ou indirectement), qui se trouvent parmi ces projets listés, sont les seuls qui utilisent comme principale matière première les déchets de canne à sucre. Le marché de la biomasse reste sous-développé, comme par le passé, bien que des investissements dans ce secteur soient potentiellement plus lucratifs. La société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, en tant que premier entrant sur ce marché et en raison de l'utilisation des combustibles spéciaux susmentionnés, est convaincue de son fort positionnement sur ce marché.

Contrôle et influence au titre des participations

L'émettrice ne peut pas exclure que la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH puisse être tentée de prendre le contrôle ou d'influencer la gestion et l'orientation stratégique de l'objet visé (par ex. de l'entreprise par le biais de laquelle la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH participe à des projets d'investissement). La pratique du contrôle sur une entreprise induit des risques supplémentaires, tels que des risques de responsabilité en matière de dommages à l'environnement, de défauts sur un produit, de défauts de surveillance, etc. Il ne peut être exclu que la responsabilité de l'investisseur et de ce fait, la responsabilité de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH soient engagées à ce titre. L'exercice du contrôle peut par ailleurs impliquer que la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH soit représentée au sein de l'organe de direction ou d'autres instances décisionnaires des participations qu'elle a acquises. De telles positions revêtent certes une importance pour la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, mais peuvent toutefois impliquer des risques de responsabilité liés à l'obligation d'exercer avec diligence la fonction dirigeante respective. Il s'agit, dans ce cadre, de responsabilités éventuelles qui ne concerneraient pas la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH si elle était cantonnée au rôle de pur investisseur. Si une telle situation se présente, les personnes qui représentent la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH dans les comités respectifs de la participation, réclameront la prise en charge ou le remboursement des créances auxquelles sont confrontées ces personnes au titre de leur fonction. Tous les risques sont susceptibles d'entraîner des obligations, des coûts ou des pertes supplémentaires et une détérioration des résultats opérationnels, de la situation financière et le cas échéant, des capacités de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH de se conformer à ses obligations.

Risques juridiques et politiques

La société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH investit dans des projets d'infrastructures en Asie et en Australasie. Par conséquent, elle est exposée, dans le pays respectif dans lequel elle exerce une activité d'investissement, à des risques politiques et juridiques. On entend par risque politique, en particulier, le risque d'insécurité lié à l'orientation politique future d'un certain État, son implication dans des systèmes supranationaux, la ratification et la mise en œuvre de traités internationaux ainsi que le risque de renversement d'un gouvernement, les troubles à l'ordre public et à la stabilité d'un tel pays (par ex. conflits avec des syndicats, des représentations d'intérêts et des organismes publics ou privés, qui peuvent générer potentiellement des grèves, des blocus ou autres actions, lesquels pour leur part risquent de mettre en péril l'achèvement conformément aux prévisions, l'exploitation ou le déroulement des projets d'investissement). On entend par risques juridiques les risques d'une éventuelle modification d'importantes normes juridiques d'un État, ce qui est susceptible d'avoir une incidence sur les projets d'investissement auxquels participe la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH. De tels risques sont susceptibles d'entraîner un allongement des délais par extension des retards dans le déroulement du projet, une interruption d'un projet ou des coûts ou pertes supplémentaires liés à un projet d'investissement. Du fait des intérêts publics – en partie considérables – qui existent dans les prestations de services de projets et d'entreprises dans le secteur des infrastructures, il n'est pas à exclure que des motifs politiques puissent influer les positions d'institutions publiques qui agissent en qualité de concédants, de donneurs de licence ou de crédit-bailleurs. De tels intérêts politiques ne sont pas nécessairement compatibles avec ceux des participations détenues et sont susceptibles d'entraîner un allongement des délais par extension des retards dans le déroulement du projet, une interruption d'un projet ou des coûts ou pertes supplémentaires liés à un projet d'investissement.

A la date d'élaboration du présent prospectus, quasiment 100 % des projets d'investissement de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH se trouvent aux Philippines. La société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH

[2] Philippine Department of Energy, Award Solar Projects as of 31 December 2017
https://www.doe.gov.ph/sites/default/files/pdf/renewable_energy/awarded_solar_2017-12-31-updated-11162018.pdf

[3] Philippine Department of Energy, Awarded biomass projects as of 31 December 2017
https://www.doe.gov.ph/sites/default/files/pdf/renewable_energy/awarded_biomass_2017-12-31.pdf

est ainsi exposée à des risques politiques existant dans ce pays. Indépendamment de cela, la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH investit en priorité en Asie et en Australasie. Par conséquent, la répartition géographique des investissements de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH et de ce fait, le risque lié à l'engagement dans un pays spécifique sont susceptibles de connaître de profondes modifications.

Les risques politiques aux Philippines sont en particulier la corruption à grande échelle, la difficulté à faire valoir des droits et l'application incohérente des dispositions légales, y compris des dispositions applicables en matière de passations de marchés publics, d'imposition et d'exploitation des sols. Les tribunaux ne traitent les litiges que très lentement et la confiance de la population en leur justice est faible. L'administration publique ne dispose que de capacités limitées et de ressources insuffisantes pour mener à bien les missions qui lui incombent. Un risque élevé de violation de normes juridiques importantes, en ce qui concerne la gestion de valeurs patrimoniales confiées à l'administration, se présente aussi bien dans le cadre de la gestion des finances publiques qu'en matière de passations de marchés publics, lequel encore accru par les conditions cadres juridiques insuffisantes, une mise en œuvre inefficace de la politique budgétaire ainsi qu'un manque général de confiance dans la politique budgétaire, de mauvaises stratégies concernant l'allocation des ressources ainsi que des lacunes dans le cadre des mécanismes de contrôle interne, de la comptabilité et du reporting.

Contrôles des mouvements de capitaux

Dans la mesure où des investissements sont opérés par la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH dans des pays, dans lesquels il existe – ou dans lesquels sont instaurés – des contrôles des mouvements de capitaux, il ne peut être exclu qu'en raison de l'existence ou de l'instauration de contrôles des mouvements de capitaux, un rapatriement des investissements ou la distribution des revenus issus des produits de projets d'investissement à la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, vers l'Allemagne, soient rendus impossibles. Ceci peut entraîner une nette détérioration de la situation financière de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH et influer de manière négative sur la capacité de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH à se conformer à ses obligations.

Risque de restrictions ou de discrimination vis-à-vis d'investisseurs étrangers

Aux Philippines, les activités des entreprises étrangères sont soumises à certaines restrictions. Conformément au droit en vigueur aux Philippines, la majorité d'une entreprise qui exerce dans un secteur-clé défini par l'État, par exemple le secteur énergétique, doit être détenue par une société locale (par extension par des sociétés locales). Les entreprises étrangères, dans le secteur énergétique, ne doivent pas détenir plus de 40 % des droits de vote et elles ne sont pas autorisées à exercer des droits de contrôle négatif. La représentation d'un investisseur étranger au sein du conseil d'administration ou de la direction d'une entreprise philippine doit correspondre à l'étendue de la participation de l'investisseur. Typiquement, les pays émergents appliquent des restrictions et diverses mesures avec pour objectif d'empêcher les investisseurs étrangers d'opérer un contrôle sur les secteurs stratégiques et les moyens de production essentiels et de protéger les entreprises locales. La mise en œuvre ou le renforcement de telles restrictions et mesures protectionnistes aux Philippines ne peuvent être exclus pour l'avenir. De telles modifications sont susceptibles d'avoir une incidence significative et défavorable sur la situation financière de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH et sur sa capacité à se conformer à ses obligations.

Devise

La société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH est exposée, en raison de l'orientation internationale de sa politique d'investissement, à un risque de change, dans la mesure où les flux des paiements se font en devises étrangères. Un rendement positif comptabilisé dans une devise étrangère peut être diminué par des pertes sur les cours des devises ou même se transformer en perte. À la date de l'établissement du présent prospectus, le portefeuille d'investissement de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH est subdivisé comme suit, devise par devise :

Dollar US (USD)	env. 40 %
Peso philippin (PHP)	env. 60 %

L'engagement de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH est susceptible, au fil du temps, également ce qui concerne les différentes devises, de connaître des modifications rapides et substantielles reposant en premier lieu sur des nouveaux investissements ou sur des restructurations d'investissements existants du fait de désinvestissements.

Subventions accordées à d'autres technologies

Il ne peut être exclu que des technologies, autres que celles qui ont été privilégiées par la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, soient subventionnées par des organismes gouvernementaux ou autres. Dans ces cas, l'exploitation d'installations et de projets d'infrastructures peut s'avérer non rentable, ce qui peut avoir des conséquences désavantageuses sur le résultat d'une société de participation de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH et de ce fait, indirectement, sur les résultats de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH.

Risques liés à la documentation

Une grande partie des investissements de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH est opérée dans des projets et des entreprises dont l'activité est soumise pour une part essentielle à une surveillance relevant du droit public. Leur activité dépend fréquemment de concessions, ainsi que de contrats conclus avec des administrations publiques ou entreprises publiques, qui sont en général très complexes et peuvent générer des litiges portant sur l'interprétation et le caractère exécutoire. La violation de tels contrats ou concessions est susceptible d'aboutir à des amendes voire même à la perte de la licence d'exploitation pour l'infrastructure concernée. Lorsque l'exploitation d'une installation d'infrastructure nécessite la conclusion d'un contrat de concession avec les pouvoirs publics, le contrat de concession peut impliquer des restrictions dans le cadre de l'exploitation de l'installation, ce qui est susceptible d'empêcher ou de restreindre les possibilités d'exploiter l'installation de sorte à générer le plus grand profit. Les contrats de concession peuvent contenir des clauses, qui favorisent les administrations publiques ou les entreprises publiques d'une manière plus prononcée que ce qui est l'usage dans des contrats économiques habituels du secteur privé. À titre d'exemple, le contrat de concession peut habiliter l'administration ou, par extension la partie contractante publique à résilier le contrat de concession dans certaines conditions (par ex. en cas d'infraction mineure aux obligations d'investissement ou d'entretien), sans être pour autant tenue au paiement d'une indemnité compensatrice adéquate. Il se peut, en outre, qu'il soit nécessaire de permettre aux administrations publiques ou entreprises publiques de modifier de manière unilatérale, à leur convenance, des clauses relatives à l'exploitation. Par ailleurs, le pays en question peut adopter des lois, des dispositions ou des décrets ayant une incidence sur l'exploitation de l'installation. Ceci peut être le cas, indépendamment de droits contractuels dont sont titulaires les administrations ou les pouvoirs publics. Les pouvoirs publics, instances gouvernementales et entreprises publiques ont une marge relativement grande en ce qui concerne l'adoption de dispositions et de décrets susceptibles de peser de manière substantielle sur les investissements dans des infrastructures. De telles décisions et mesures peuvent être influencées par des intérêts politiques et mener à des décisions qui pèsent négativement sur les entreprises concernées et sur leur exploitation. Il ne peut par ailleurs être exclu que des secteurs, qui ne sont pas encore, à la date d'établissement et de validation du prospectus, soumis à une surveillance de droit public, soient réglementés à l'avenir. Se présente également le risque que les pouvoirs publics, dans les pays dans lesquels la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH a investi, adoptent ou modifient des réglementations régulant les taxes autorisées, les prix ou d'autres paramètres économiques liés à l'exploitation des installations d'infrastructures. Ceci est susceptible d'avoir une incidence négative sur les résultats opérationnels, sur la situation financière ainsi que sur la capacité de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH à se conformer à ses obligations.

Informations et déclarations émanant de tiers

Lors de l'évaluation des possibilités d'investissement, la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH fait appel à des conseillers externes tels que des conseillers financiers, juridiques, fiscaux et techniques, ainsi qu'à des experts environnementaux. La ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH base souvent ses processus décisionnels sur des estimations, des expertises et autres rapports dressés par de tels conseillers sans être elle-même en mesure, en tout état de cause, d'évaluer le caractère exhaustif et correct d'un tel rapport. Il convient par ailleurs de prendre en compte le fait que les conclusions des conseillers externes contiennent souvent des appréciations en partie subjectives. Globalement, la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH ne peut exclure que de tels rapports, sur lesquels se fonde la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH dans le cadre de l'exercice de ses activités, contiennent éventuellement des erreurs et autres lacunes.

Investissements dans des projets Greenfield

Dans la mesure où des investissements sont réalisés dans des projets entièrement nouveaux qui en sont à la phase de mise au point et/ou de construction (ce qu'il est convenu d'appeler des « Projets Greenfield »), l'investisseur supporte le risque que le projet ne soit pas achevé dans les limites du budget prévu, en respectant le calendrier convenu ou conformément aux spécifications convenues. C'est la raison pour laquelle la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH est indirectement exposée au risque de frais supplémentaires ou de pertes résultant de l'ajustement du planning ou du budget. Les Projets Greenfield seront acquis habituellement sur la base d'hypothèses déterminées quant à une demande potentielle, au contexte du marché, à la rentabilité, etc. En ce qui concerne la longue phase préliminaire entre le début du projet et son achèvement, il est possible qu'un projet classé, à l'origine, intéressant sur le plan économique, au vu du résultat des fluctuations sur le marché, par exemple, en matière de comportement des investisseurs, des marchés financiers ou de demande de prestations de services, devienne un investissement économiquement non attractif. Ces risques sont susceptibles d'avoir une incidence négative sur les résultats opérationnels et sur la situation financière de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH et de se répercuter de manière négative sur sa capacité à se conformer à ses obligations.

Risque de la perte de personnes-clés

Du fait de la perte de compétences clés dans la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH et/ou dans les participations détenues par celle-ci, il existe le risque que le savoir-faire ne soit plus disponible et ainsi qu'une gestion qualifiée

des investissements et des risques au sein des entreprises de participation ou au sein de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH ne soit plus garantie dans son intégralité.

Risque de la faible diversification

Il ne peut être exclu que la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH ne fasse l'acquisition, directement/ indirectement, que d'un nombre limité de participations ou ne participe qu'à un nombre limité de projets d'investissement. Les mauvais résultats d'investissements peu nombreux sont susceptibles d'avoir des conséquences plus néfastes sur les produits ainsi que sur la position financière de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH que ce ne serait le cas si le portefeuille de projets et de société de participation avait été plus diversifié et plus conséquent.

Risque lié à l'évolution des prix des matières premières

Pour l'exploitation d'installations d'infrastructure, en particulier d'installations de production d'énergie, des contrats portant sur la livraison des produits de base indispensables pour production sont nécessaires. Il peut arriver que des fournisseurs soient en rupture de contrat ou que, pour une autre raison, l'installation ne puisse pas être suffisamment alimentée en produits de base. Cela peut aboutir dans certains cas à une baisse de la production (courant et chaleur), ce qui peut peser à son tour négativement sur les résultats de la société de projet et ainsi aussi de la société d'investissement et par là même, sur les résultats et sur la situation financière de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH. Par ailleurs, les contrats relatifs à la livraison de combustibles (avec garantie de la quantité de livraison, de la qualité et du prix) ne sont généralement pas de contrats à long terme. Par ailleurs, il n'existe aucune certitude que les augmentations des prix d'achat des matières premières puissent être compensées par des augmentations correspondantes des prix de vente. Ceci est susceptible d'avoir une incidence négative sur les résultats opérationnels et sur la situation financière de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH et de se répercuter de manière négative sur sa capacité à se conformer à ses obligations.

Risque de modification des exigences réglementaires

Il existe le risque que la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, en raison de modifications ou de restrictions futures dans le secteur de la réglementation prudentielle des services financiers, ne soit pas en mesure de mettre en œuvre sa politique d'investissement ou soit contrainte de modifier et/ou de remplir de nouvelles exigences en matière de politique d'investissement. Une modification de la politique d'investissement et/ou la satisfaction d'autres exigences pourrai(en)t avoir une répercussion négative sur les résultats opérationnels et sur la situation financière de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH et enfin, sur sa capacité à se conformer à ses obligations.

Risque d'insolvabilité des cocontractants

La société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH a l'intention de conclure également des contrats portant sur des sociétés de participation (en particulier des contrats ayant pour objet la construction d'infrastructures) avec des sociétés plus petites ou des PME. Dans le cas où un ou plusieurs partenaire(s) contractuel(s) essentiel(s) deviendrai(en)t insolvable(s), il existe le risque que des prestations déterminées ne soient pas fournies et qu'il faille conclure de nouveaux contrats avec d'autres fournisseurs. La conclusion de nouveaux contrats, ainsi que les retards qui vont de pair, généreraient des frais supplémentaires. Par ailleurs, en cas de conclusion de nouveaux contrats, la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH serait éventuellement contrainte de payer des prix et des rémunérations plus élevés aux nouveaux partenaires contractuels. Ceci est susceptible d'avoir une incidence négative sur les résultats opérationnels et sur la situation financière de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH et de se répercuter de manière négative sur sa capacité à se conformer à ses obligations.

Risque client

Les sociétés de placement dans lesquelles investit la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH et qui exploitent des installations d'infrastructures disposent le cas échéant d'un nombre de clients restreint. Si ces clients ou cocontractants n'ont pas besoin d'autres prestations de l'installation d'infrastructure ou si elles ne se conforment pas à leurs obligations contractuelles, la société de placement est susceptible de perdre une part importante de ses revenus et de ne pas pouvoir, le cas échéant, les remplacer. Ceci a non seulement des effets négatifs sur la rentabilité de la société placements, mais est également susceptible d'impacter de manière négative les résultats opérationnels ainsi que la position financière de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH et sa capacité à se conformer à ses obligations.

Risques liés à la construction et à l'exploitation

La rentabilité à long terme d'installations d'infrastructures dans lesquelles investit la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH (de manière directe ou indirecte) dépend de l'efficacité de sa conception, de son type de construction, de son exploitation et de son entretien. La construction et l'exploitation d'installations d'infrastructures sont généralement confiées à des sous-traitants. Les éventuels vices de conception ou de construction et/ou l'exploitation inefficace et l'entretien imparfait d'installations par des tels sous-traitants et/ou le dépassement d'éventuelles limites de responsabilité de sous-traitants sont susceptibles de compromettre la rentabilité des installations d'infrastructures. Si ces risques prennent une certaine ampleur,

ceci peut avoir un effet largement défavorable sur la valeur et la rentabilité de l'installation. Pendant la durée de vie d'une installation d'infrastructures, le remplacement ou une rénovation de grande envergure par extension une maintenance des composantes des bâtiments ou des pièces de bâtiment peuvent s'avérer nécessaires. Les coûts en découlant, qui ne peuvent être répercutés sur les sous-traitants, doivent être supportés dans de telles hypothèses par la société de placement. La possible fin des contrats de projet doit également être considérée comme un risque d'exploitation. Les contrats relatifs aux projets d'infrastructures, y compris les contrats d'approvisionnement en énergies, de leasing et de bail, ainsi que les contrats de financement confèrent généralement aux cocontractants des droits de résiliation. Lorsque de tels contrats prennent fin, l'exploitation et la rentabilité d'une installation d'infrastructures ainsi que celles des sociétés de placement participantes sont susceptibles d'être restreintes de manière significative. Ceci est susceptible d'avoir une incidence (indirectement) négative sur les résultats opérationnels et sur la situation financière de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH et de se répercuter de manière négative sur sa capacité à se conformer à ses obligations.

Risques environnementaux

Les installations d'infrastructure sont souvent régies par de nombreuses lois, ordonnances, règlements et autres normes relatifs à la protection de l'environnement. De telles normes peuvent prévoir qu'en cas d'investissements, il doive être remédié aux éventuelles pollutions environnementales existantes, y compris la contamination des sols et de la nappe phréatique par des combustibles, des matériaux dangereux ou d'autres substances nocives. Conformément aux lois et aux normes en vigueur en matière de protection environnementale, (l'ancien) propriétaire ou exploitant d'installations peut voir sa responsabilité engagée en cas de non-respect des dispositions légales applicables en matière de protection environnementale, de protection de la santé et de sécurité ainsi que pour les coûts d'analyse, de surveillance, d'élimination ou d'assainissement des dommages environnementaux. Une telle responsabilité est régulièrement engagée indépendamment de la question de savoir si le propriétaire ou l'exploitant a ou avait connaissance de la présence de substances nocives ou de la question de savoir s'il en était ou est responsable. La présence de substances nocives peut par ailleurs entraîner des préjudices corporels, matériels et autres susceptibles de faire naître des prétentions de particuliers.

Les personnes qui s'occupent de l'élimination ou du traitement de substances nocives sont également susceptibles de voir engagée leur responsabilité pour les coûts liés à l'élimination de tels matériaux ou à l'assainissement et ce, indépendamment de la question de savoir si l'installation par extension le bien foncier devant faire l'objet de la mesure de décontamination est ou était la propriété de la personne à laquelle est demandée d'entreprendre ces démarches d'élimination ou de traitement ou de savoir si l'installation est exploitée ou a un jour été exploitée par cette personne.

Se présente ainsi le risque de plaintes liées à la violation de dispositions légales relatives à la protection de l'environnement, ce qui est susceptible d'entraîner des pertes qui excèdent la valeur de l'investissement. Par ailleurs, des modifications des dispositions légales relatives à la protection de l'environnement sont susceptibles d'entraîner de nouvelles dépenses ou obligations qui n'existaient pas à la date à laquelle les investissements dans les installations d'infrastructure ont eu lieu et qui n'étaient pas prévisibles. À titre d'exemple, de nouvelles dispositions légales en matière environnementale sont susceptibles de rendre nécessaires des ajustements onéreux.

Par ailleurs, les installations d'infrastructure sont susceptibles d'avoir un impact substantiel sur l'environnement. Ceci peut avoir pour conséquence que les villes, les communes, les associations de protection de l'environnement, etc. protestent contre le développement ou l'exploitation d'installations d'infrastructure. De telles protestations sont susceptibles de déclencher des mesures gouvernementales défavorables aux propriétaires des installations d'infrastructure. L'exploitation régulière d'installations d'infrastructures ou la survenue d'un accident peuvent entraîner des dommages environnementaux significatifs susceptibles d'engendrer des inconvénients financiers significatifs pour la société de placement qui détient ou qui a investi dans l'installation d'infrastructure. Les frais liés à la réparation des dommages environnementaux ainsi causés ainsi qu'au rétablissement de bonnes relations avec les villes, communes ou autres communautés concernées peuvent se révéler importants.

Risque de cas de force majeure

Les cas de force majeure, tels que les troubles à l'ordre public, les émeutes, les conflits, les guerres, les inondations, les tremblements de terre, la foudre et les tempêtes sont susceptibles de concerner les investissements réalisés (de manière directe ou indirecte) dans des installations d'infrastructure par la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH. La construction et l'exploitation d'installations d'infrastructure ont régulièrement lieu sur la base de contrats et de documents juridiques qui mettent le risque financier des cas de force majeure à la charge de cocontractants tels que les assureurs, les partenaires contractuels, les exploitants et le cas échéant, les pouvoirs publics ou entités de droit public. Indépendamment de cela peuvent survenir des situations qui entraînent, suite à des cas de force majeure, de lourdes pertes allant jusqu'à la faillite des sociétés de placement qui détiennent les installations concernées. Ceci peut par exemple être le cas lorsque les risques liés au cas de force majeure ne sont transférés qu'en partie à des tiers, lorsque les cocontractants ne peuvent se conformer à leurs obligations en raison d'un cas de force majeure et, de façon générale, lorsque les cas de force majeure, en raison de leur étendue et de la durée, ont des répercussions lourdes sur l'économie et la stabilité d'une région ou d'un pays.

Risque de terrorisme et de conflits armés

Les attentats terroristes ou des conflits armés sont susceptibles de concerner directement des installations d'infrastructures peuvent avoir d'autres répercussions sur les investissements des sociétés placements dans lesquelles la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH a investi (directement ou indirectement). Il n'existe aucune certitude que d'(autres) attentats terroristes n'auront pas lieu ou n'auront pas de répercussions dans des pays dans lesquels sont implantées des installations d'infrastructure dans lesquelles la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH a investi (directement ou indirectement). Les pertes résultant de tels événements ne peuvent pas être assurées.

D. Risques liés aux emprunts

Les risques liés à la souscription et à la détention de cet emprunt, pour l'investisseur, impliquent en particulier les risques décrits ci-après.

Risque d'ordre général lié aux emprunts

Tout investisseur potentiel investissant dans le présent emprunt doit décider de manière autonome si cet investissement est adapté à ses besoins.

Il est conseillé à tout investisseur, en particulier :

- de disposer de suffisamment de connaissances et d'expérience pour pouvoir se faire une opinion sur cet emprunt ainsi que sur les avantages et les risques d'un investissement dans cet emprunt et sur les informations mises à disposition dans le présent prospectus (y compris sur d'éventuelles précisions apportées ultérieurement) ;
- d'être familiarisé avec des programmes et des techniques d'évaluation analytique appropriés et d'y avoir accès et d'être en mesure de les appliquer en tenant compte de la situation financière actuelle de l'investisseur, de l'investissement dans cet emprunt ainsi que de l'effet de cet emprunt sur l'ensemble du portefeuille de placement de l'investisseur ;
- de disposer de suffisamment de moyens financiers et de liquidités pour pouvoir le cas échéant supporter les risques liés à cet investissement ;
- de comprendre l'intégralité des conditions régissant cet emprunt (en particulier les descriptions des titres contenus dans le présent prospectus (et des précisions apportées le cas échéant ultérieurement) et de disposer de connaissances suffisantes sur les tendances et l'évolution des indicateurs pertinents ou du marché financier ; et
- d'être en mesure, seul ou avec l'aide d'un conseiller financier, d'évaluer de possibles scénarios en matière de tendances économiques, en particulier en ce qui concerne les taux d'intérêt et autres facteurs susceptibles d'influencer l'investissement dans cet emprunt, ainsi que la capacité de l'investisseur à supporter les risques éventuels.

L'investisseur supporte le risque qu'un investissement de cet emprunt ne soit pas adapté à sa situation.

Les emprunts sont des instruments financiers complexes

Le présent emprunt constitue un instrument financier complexe. Les investisseurs institutionnels, en règle générale, n'investissent pas uniquement dans des instruments financiers complexes. Ils font généralement l'acquisition d'instruments financiers complexes comportant un certain risque dont ils mesurent l'étendue avec pour objectif de réduire les risques liés à l'ensemble de leur portefeuille ou d'augmenter le rendement de l'ensemble de leur portefeuille. Il est déconseillé d'investir dans cet emprunt sans obtenir une évaluation professionnelle (que l'investisseur peut effectuer lui-même ou en faisant appel à un conseiller financier) de l'évolution des retours sur investissement et rendements du présent emprunt en cas de conditions changeantes ayant une incidence sur la valeur de cet emprunt et de la manière dont cet investissement impacte l'ensemble du portefeuille d'un investisseur potentiel. L'investisseur supporte le risque qu'un investissement de cet emprunt ne soit pas adapté à sa situation.

Financement extérieur

L'investisseur a la faculté de financer l'acquisition de l'emprunt en totalité ou en partie par des fonds extérieurs. Il convient toutefois de noter, dans ce cadre, que ceci augmente la structure de risque de la participation. Le remboursement des fonds extérieurs et le paiement des intérêts liés au financement doivent être assurés par l'investisseur, indépendamment de la performance de paiement de la société émettrice.

Droits de coopération et droits patrimoniaux

L'investisseur, en sa qualité d'obligataire, ne détient qu'un droit de créance vis-à-vis de l'émettrice. La représentation de la société est du seul ressort du conseil d'administration de l'émettrice. L'obligataire ne peut se prévaloir de quelconques droits de recours ou d'approbation en ce qui concerne les mesures et les décisions prises par la direction. L'investisseur n'a pas d'influence directe sur les décisions d'investissement de la société émettrice.

Risque de recours à d'autres fonds étrangers par l'émettrice

Il n'existe aucune restriction juridique significative en ce qui concerne l'étendue et les conditions régissant la souscription, par l'émettrice, d'autres financements futurs par des capitaux de tiers de rang non supérieure. L'hypothèse d'une souscription, par l'émettrice, d'autres financements par des capitaux de tiers (assortis ou non assortis de sûretés) peut entraîner le fait que les droits des créanciers de cet emprunt, en cas d'insolvabilité de l'émettrice, soient désintéressés à un taux moindre que ce ne serait le cas si l'émettrice n'acceptait pas d'autres moyens de financement par des capitaux tiers. Une part plus élevée de fonds extérieurs augmente le risque que l'émettrice ne soit pas en mesure de répondre à ses obligations issues de cet emprunt. Ceci peut avoir comme conséquence pour l'investisseur la perte intégrale ou partielle de son investissement dans cet emprunt.

Si les emprunts sont convertis en actions, dans le cadre de l'exercice du droit de conversion de la débitrice obligataire prévue dans le présent prospectus, la créance du créancier de l'emprunt se transforme en participation au capital propre de la débitrice obligataire. Les créances issues des capitaux propres, en ce qui concerne les sociétés par actions de droit liechtensteinois sont de rang inférieur par rapport aux autres créances.

L'émettrice a déjà émis les emprunts suivants en plus des :

- THOMASLL. 3,75/21 CHF arrivant à échéance le 31/12/2021 (prolongation possible jusqu'au max 31.12.2023), ISIN LI0363131512;
- THOMASLL. 2,50/28 CHF arrivant à échéance le 31/12/2028, ISIN LI0363131504;
- THOMASLL. 4,75/29 CHF arrivant à échéance le 31/12/2029, ISIN LI0476476259;
- THOMASLL. 3,075/29 CHF arrivant à échéance le 31/12/2029, ISIN LI0477071505;
- THOMASLL. 5,80 CZK arrivant à échéance le 31/12/2027, ISIN LI0395604734 ;
- THOMASLL. 7/2027 CZK arrivant à échéance le 31/12/2027; ISIN LI0395604684 ;
- THOMASLL. 5,890/29 CZK arrivant à échéance le 31/12/2029, ISIN LI0476476267;
- THOMASLL. 3,075/29 CZK arrivant à échéance le 31/12/2029, ISIN LI0477071521;
- THOMASLL. 4,175/27 EUR arrivant à échéance le 31/12/2027, ISIN LI0423561583;
- THOMASLL. 2,875/27 EUR arrivant à échéance le 31/12/2027, ISIN LI0423561575 ;
- THOMASLL. 3,075/29 EUR arrivant à échéance le 31/12/2029, ISIN LI0477071513 et
- THOMASLL. GREEN GROWTH BOND 18/27 EUR arrivant à échéance le 31/12/2027, ISIN LI0431500078.

Les emprunts mentionnés ne sont pas subordonnés. Les prétentions des obligataires de ces emprunts ont donc un rang égal aux prétentions des obligataires de l'emprunt offre sur la base de ce prospectus.

Rang de priorité

Les investisseurs ne peuvent pas exiger de la part de l'émettrice que les prétentions des obligataires aux versements des intérêts et aux remboursements du capital soient traitées de manière prioritaire par rapport à d'autres prétentions, pour autant que ces autres prétentions sont de même rang que les prétentions des obligataires. Ceci est également valable en ce qui concerne les droits des investisseurs liés à d'autres titres de financement émis par l'émettrice. En cas de faillite ou de liquidation de la société émettrice, il n'est fait droit aux prétentions des obligataires qu'après la satisfaction éventuelle de droits garantis sur une sûreté réelle d'autres créanciers (par ex. instituts de crédit).

Si les emprunts sont convertis en actions, dans le cadre de l'exercice du droit de conversion de la débitrice obligataire prévue dans le présent prospectus, la créance du créancier de l'emprunt se transforme en participation au capital propre de la débitrice obligataire. Les créances issues des capitaux propres, en ce qui concerne les sociétés par actions de droit liechtensteinois sont de rang inférieur par rapport aux autres créances.

Risque de taux d'intérêt

Un investisseur qui investit dans un emprunt à taux d'intérêt fixe supporte le risque d'une baisse du prix de l'emprunt suite à des modifications des taux d'intérêt du marché. Alors que le taux d'intérêt de l'emprunt est fixé pour la période couvrant toute sa durée, le taux d'intérêt actuel, sur le marché des capitaux (**taux d'intérêt du marché**), change habituellement tous les jours. Les variations du taux d'intérêt du marché entraînent une variation des prix des emprunts à taux d'intérêt fixe en sens contraire. Ainsi, lorsque le taux d'intérêt du marché est à la hausse, le prix d'un emprunt à taux d'intérêt fixe chute généralement à un niveau qui a pour conséquence de ramener approximativement le total des produits issus d'un tel emprunt au taux d'intérêt du marché. Inversement, lorsque le taux d'intérêt du marché est à la baisse, le prix d'un emprunt à taux d'intérêt fixe augmente généralement à un niveau qui a pour conséquence de ramener approximativement le total des produits issus d'un tel emprunt au taux d'intérêt du marché. Ceci peut avoir des incidences négatives sur la valeur et les tendances liées aux investissements réalisés dans cet emprunt.

Ce risque se présente en cas de vente d'un emprunt par le biais du marché secondaire, mais ne se matérialise pas si l'emprunt a été remboursé ou racheté à l'issue de sa durée par l'émettrice.

Risque de liquidité

L'émettrice n'a soumis aucune demande d'autorisation de l'emprunt à la négociation sur un marché réglementé ou non réglementé.

En ce qui concerne les emprunts qui ne sont pas admis à la négociation sur un marché réglementé, aucune garantie n'est donnée qu'un marché secondaire se forme ou, dans l'hypothèse où il en existerait un, que ce marché secondaire se maintienne ou dispose de liquidités. En même temps, une évaluation de tels emprunts peut s'avérer difficile, ce qui est également susceptible d'avoir un impact négatif sur les liquidités. Si le marché ne dispose pas de liquidités, un investisseur est susceptible de ne pas être, le cas échéant, en mesure de vendre ses emprunts à un prix approprié ou à un prix équivalent au minimum au montant du capital investi. Le cas échéant, aucune vente ne pourra avoir lieu dans les faits. Ceci est susceptible d'avoir des répercussions négatives sur la valeur de l'investissement dans l'emprunt.

Les obligations sont en principe librement négociables selon les dispositions de la SIX SIS AG. L'émettrice se réserve le droit de demander l'admission à la négociation sur un marché réglementé ou non réglementé.

Risque d'impayés

Comme pour toute autre obligation financière, le risque que les obligations issues de l'emprunt de l'émettrice ne soient pas exécutées se présente. L'émettrice est susceptible de ne pas être en mesure, dans certaines circonstances, d'effectuer le versement des intérêts. Par ailleurs, le remboursement, à l'échéance, est susceptible d'être inférieur au montant que l'obligataire avait initialement investi ; dans certaines circonstances, il se peut qu'aucun remboursement ne soit possible. La capacité de l'émettrice à se conformer à ses obligations conformément à cet emprunt dépend pour l'essentiel de la solvabilité de la société mère, la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, qui est, pour sa part, débitrice de l'émettrice sur la base des obligations globales émises par la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH et des éventuels autres instruments financiers dans lesquels l'émettrice investit les produits de l'émission du présent emprunt.

Les emprunts sont des placements de capitaux qui ne sont pas soumis à une obligation légale de garantie des dépôts.

Délai d'engagement du capital et résiliation

Sauf disposition légale impérative contraire, toute annulation de la souscription de cet emprunt ou toute rétractation de la déclaration de souscription est impossible. La résiliation de l'emprunt est uniquement possible conformément aux conditions régissant l'emprunt. Le montant nominal de l'apport, versé par l'investisseur, est soumis par conséquent à une durée d'engagement à moyen terme.

Si les emprunts sont convertis en actions, dans le cadre de l'exercice du droit de conversion de la débitrice obligataire prévue dans le présent prospectus, aucun remboursement de la valeur nominale de l'emprunt n'a lieu à l'issue de la durée (prolongée). Dans une telle hypothèse, les obligataires se voient attribuer des actions de la débitrice obligataire. Les actionnaires qui se voient attribuer des actions par le biais de l'exercice de l'option de conversion par la débitrice obligataire sont titulaires des mêmes droits économiques (en particulier le droit au paiement de dividendes), conformément au statut de la débitrice obligataire, que ceux rattachés aux actions d'ores et déjà existantes ou à émettre dans le cadre de la cotation en bourse. Les actions peuvent être négociées en bourse.

Possibilité de réduction et de clôture

La société émettrice est en droit, sans avoir à en indiquer les motifs et sans nécessiter le consentement des investisseurs, de réduire la souscription, en respectant le montant minimum de souscription. Dans ce sens se présente le risque qu'il ne soit pas attribué à l'investisseur le nombre souhaité d'obligations. Par ailleurs, la société émettrice est en droit, sans avoir à en indiquer les motifs et sans que cela nécessite le consentement des investisseurs, de mettre fin au placement de l'emprunt avant la souscription de l'ensemble de la tranche.

Risque fiscal

Les acheteurs ou vendeurs potentiels du présent emprunt doivent tenir compte du fait qu'en raison des dispositions légales applicables dans le pays dans lequel le transfert de l'emprunt a lieu, dont ils sont ressortissants ou dans lequel ils sont domiciliés ou dont les normes sont applicables pour d'autres raisons, ils sont susceptibles d'être redevables d'impôts et de taxes. Dans certains États, l'imposition des instruments financiers tels que cet emprunt est susceptible, le cas échéant, de ne pas être soumise à des prescriptions ou des décisions officielles des autorités fiscales. Dans le cadre d'un achat, d'une vente ou d'un rachat des emprunts, il est conseillé à l'investisseur de ne pas se fier à la brève synthèse sur les dispositions fiscales des différents pays contenue dans le présent prospectus, mais de demander conseil à un conseiller fiscal pour connaître la situation fiscale individuelle de l'investisseur. Les modifications législatives sont susceptibles d'entraîner une réduction des produits effectifs de cet emprunt et de réduire les recettes nettes perçues par l'obligataire suite à la vente ou au remboursement de l'emprunt puisqu'elles sont susceptibles d'être inférieures aux attentes initiales de l'obligataire.

En dépit du principe général d'interdiction de la rétroactivité, il ne peut être exclu que l'emprunt soit impacté par des changements futurs en matière de fiscalité, en matière sociale ou autres modifications législatives de nature à entraîner une réduction correspondante sur les paiements, ce qui ne permettrait pas (ou plus) d'obtenir les résultats attendus ou qui donnerait naissance à des obligations fiscales pour l'investisseur. Seul l'investisseur supporte ce risque. La responsabilité de l'émettrice est en tout état de cause exclue.

Risque de change

Les investisseurs issus de la zone monétaire du EUR ne sont pas exposés à un risque de change puisque l'emprunt est émis en EUR et que les versements réalisés aux investisseurs ont lieu en EUR. Les investisseurs issus d'autres espaces monétaires sont susceptibles d'être exposés à des risques de change liés à la détention du présent emprunt libellé en EUR. Par ailleurs, les investisseurs peuvent être exposés à des risques de change indirects étant donné que le EUR est susceptible de connaître une évolution défavorable par rapport à la devise nationale de l'investisseur au cours de la durée de vie de l'emprunt.

Risque d'inflation

Tout acheteur ou vendeur potentiel de l'emprunt doit prendre en compte le fait que le présent prospectus ne contient aucune clause relative à l'indexation sur l'inflation, de sorte que la valeur réelle d'un investissement dans cet emprunt est susceptible de diminuer dans les mêmes proportions que la valeur monétaire réelle en raison de l'inflation. Par ailleurs, l'inflation est susceptible d'entraîner une diminution des produits réels issus de cet emprunt. Si le taux d'inflation excède les montants nominaux issus de cet emprunt, la valeur des produits réels de cet emprunt est négative.

Risques juridiques liés à l'acquisition de cet emprunt

Les acquéreurs potentiels de cet emprunt (en particulier les acquéreurs étrangers) doivent avoir conscience du fait que l'achat de cet emprunt est susceptible d'être soumis à des restrictions légales ayant un impact sur la validité d'un tel achat. L'émettrice décline toute responsabilité quant à la validité d'un achat par un investisseur sur le fondement des dispositions légales en vigueur dans le pays de fondation ou de domiciliation de l'acheteur ou, s'il est différent, dans le pays dans lequel il exerce son activité. Tout acheteur potentiel doit évaluer et décider de manière autonome si l'achat de cet emprunt est compatible avec toutes les normes juridiques applicables à son cas.

Risques liés à des changements législatifs

Le présent prospectus a été établi sur la base du droit en vigueur au Liechtenstein et est régi par le droit en vigueur au Liechtenstein au moment de la validation du présent prospectus. Les dispositions légales sont susceptibles de changer après l'émission du présent emprunt, ce qui est susceptible d'avoir une incidence sur les droits et obligations liées au présent emprunt. L'émettrice ne donne aucune garantie et décline toute responsabilité pour les éventuelles conséquences découlant d'éventuelles décisions de tribunaux ou d'autorités administratives ou découlant de modifications de lois importantes ou de la pratique administrative après la date de validation du présent prospectus. De tels événements sont susceptibles d'avoir un impact négatif sur la valeur et sur les tendances liées à un investissement dans cet emprunt. Les évolutions et les modifications des dispositions légales applicables sont hors du contrôle de l'émettrice et sont susceptibles d'avoir des répercussions significatives sur l'émettrice et sur sa situation économique et financière ainsi que sur l'exercice de son activité.

Risques liés à l'exercice de droits sur la base de déclarations de patronage

Bien que le présent emprunt soit régi par le droit du Liechtenstein et qu'attribution expresse de juridiction ait été faite, au tribunal compétent de Zurich pour tout litige découlant ou en lien avec les présents emprunts, la déclaration de patronage concernant le présent emprunt entre l'émettrice et la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH est régie par le droit allemand. Pour tout litige découlant ou en relation avec la déclaration de patronage, attribution expresse de juridiction a été faite aux tribunaux compétents de Francfort-sur-le-Main. Dans l'hypothèse où l'émettrice ne serait pas en mesure de se conformer à ses obligations résultant du présent emprunt et où les obligataires, par conséquent, feraient valoir leurs prétentions à l'encontre de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH découlant du présent emprunt sur la base de la déclaration de patronage, l'assignation doit être portée devant les tribunaux compétents de Francfort-sur-le-Main sur le fondement du droit en vigueur en Allemagne. Les assignations devant les tribunaux allemands sont susceptibles d'être onéreuses et compliquées de sorte qu'il est conseillé aux obligataires de se faire représenter par un avocat allemand. Ainsi, des retards peuvent survenir lorsque les obligataires font valoir des droits sur la base de déclarations de patronage.

III. Informations relatives à l'émettrice

A. Personnes responsables

La responsable du contenu du présent prospectus est l'émettrice, la société **ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG**, Landstrasse 14, 9496 Balzers, principauté du Liechtenstein.

L'organe directeur de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG est le conseil d'administration. Les membres du conseil d'administration sont Matthias Klein et Clemens Laternser.

La société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG et les membres du conseil d'administration déclarent qu'à leur connaissance, les indications et les informations contenues dans le présent prospectus sont justes et qu'aucun fait de nature à modifier l'énoncé du présent prospectus ou du formulaire d'enregistrement n'a été omis. Les responsables sont tenus de faire preuve de la diligence nécessaire pour l'assurer.

B. Commissaires aux comptes

Pour l'exercice 2017, le commissaire aux comptes de l'émettrice est la société AAC Revision und Treuhand AG, Landstrasse 123, 9495 Triesen, Liechtenstein. La société AAC Revision und Treuhand AG est membre de l'association liechtensteinoise des experts-comptables.

A compter de l'exercice 2018, le nouveau commissaire aux comptes de l'émettrice est la société CONFIDA Wirtschaftsprüfung AG, Kirchstrasse 3, 9490 Vaduz, Liechtenstein.

La société CONFIDA Wirtschaftsprüfung AG est l'une des sociétés de révision et d'audit leaders au Liechtenstein. Les comptes annuels des sociétés sont audités selon les normes comptables locales et internationales (PGR, IFRS, Swiss GAAP FE, CO). En tant qu'entreprise soucieuse de la tradition, CONFIDA mise sur la qualité plutôt que sur la quantité et sur la sécurité plutôt que sur le risque.

La société dispose d'un agrément de la FMA (numéro d'enregistrement : 30033) et d'un agrément spécial de la FMA en tant qu'organe de révision pour les sociétés de placement et une reconnaissance en tant qu'organe de révision pour les institutions de prévoyance du personnel (selon la BPVG).

La société CONFIDA Wirtschaftsprüfung AG est membre de l'association liechtensteinoise des experts-comptables.

C. Informations financières sélectionnées

L'émettrice a été fondée par décision des associés fondateurs le 21 mars 2017 et a été immatriculée au registre du commerce du Liechtenstein le 23 mars 2017 et dispose d'un capital social entièrement libéré de 50 000 CHF.

Il existe pour l'instant pour la société uniquement un premier bilan et un premier compte de résultat pour l'exercice tronqué 2017. Il n'existe pas d'historique financier supplémentaire ou d'indicateurs sur la situation financière et bénéficiaire de l'émettrice pour les années antérieures ou des périodes de comparaison.

D. Facteurs de risque

L'**émettrice** est une société ad hoc, c'est-à-dire une société qui a été fondée dans **l'unique dessein d'émettre des emprunts, y inclus le présent emprunt**. Les produits d'émission sont investis, en totalité, par le biais de la souscription d'obligations globales dans la **société mère ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH**. Les seules valeurs patrimoniales essentielles et sources de revenus de l'émettrice sont (a) les emprunts émis par la société mère dans laquelle sont investis les produits d'émission, (b) une déclaration de patronage de la société mère et (c) un contrat de prise en charge des frais conclu entre la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH et l'émettrice en faveur de l'émettrice.

La capacité de l'émettrice à se conformer à ses obligations financières vis-à-vis des obligataires est de ce fait en grande partie tributaire de la capacité de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH à se conformer à ses obligations issues des obligations globales, des déclarations de patronage et du contrat de prise en charge des frais.

E. Informations relatives à l'émettrice

1. Histoire et évolution de l'émettrice

a) Raison sociale et le nom commercial de l'émettrice

La raison sociale et le nom commercial de l'émettrice sont **ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG**.

b) Lieu de constitution de l'émettrice et numéro d'enregistrement

La société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de la principauté du Liechtenstein sous le numéro d'enregistrement FL-0002.543.640-8. Le capital initial de CHF 50 000 a été entièrement libéré.

La société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, Hanauer Landstrasse 291b, 60314 Francfort-sur-le-Main, République fédérale d'Allemagne, détient 100% des actions de l'émettrice.

c) Date de constitution et la durée de vie de l'émettrice

La constitution de l'émettrice a eu lieu par décision des associés fondateurs le 21 mars 2017 et immatriculation au registre du commerce le 23 mars 2017. La société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG a été constituée à durée indéterminée.

d) Siège social, forme juridique et législation applicable à l'émettrice

Le siège de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG est situé à FL-9496 Balzers, Landstrasse 14, Liechtenstein. La gestion des investisseurs de la société est joignable au numéro +41 (0) 44 213 67 67, n° de télécopie +41 (0) 44 213 67 77 et à l'adresse mail support@thomas-lloyd.com.

La société a été constituée sous la forme juridique d'une société par actions, conformément aux dispositions des articles 261 et s. du droit des personnes et des sociétés liechtensteinois (PGR), à durée indéterminée, c'est-à-dire conformément au droit applicable à la société.

e) Événements importants dans le développement des activités de l'émettrice

La société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG est une nouvelle entreprise constituée par une décision des associés fondateurs le 21 mars 2017 et inscrite au registre du commerce du Liechtenstein le 23 mars 2017. L'activité de la société a débuté avec l'émission de l'emprunt THOMASLL. 3,75/21 CHF (du 01/05/2017 au 31/12/2021, prolongation possible jusqu'au 31/12/2023) et de l'emprunt THOMASLL. 2,50/28 CHF (du 01/05/2017 au 31/12/2028).

L'émettrice a émis d'autres obligations et se réserve le droit d'émettre d'autres obligations.

2. Investissements

a) Principaux investissements réalisés depuis la date de publication des derniers états financiers

L'émettrice a déjà émis les emprunts suivants et a réalisé les produits d'émission suivants :

- THOMASLL. 3,75/21 CHF, arrivant à échéance le 31/12/2021, prolongation possible jusqu'au max. 31/12/2023), ISIN LI0363131512 ; produits d'émission (excl. Agio) au 31/03/2019 : CHF 6.329.000,- ;
- THOMASLL. 2,50/28 CHF arrivant à échéance le 31/12/2028, ISIN LI0363131504, produits d'émission (excl. Agio) au 31/03/2019 : CHF 280 000,- ;
- THOMASLL. 4,75/29 CHF arrivant à échéance le 31/12/2029, ISIN LI0476476259, produits d'émission: CHF 0.-; (début d'émission: 30/04/2019)
- THOMASLL. 3,075/29 CHF arrivant à échéance le 31/12/2029, ISIN LI0477071505, produits d'émission: CHF 0.-; (début d'émission: 13/05/2019)
- THOMASLL. 5,80/2027 CZK arrivant à échéance le 31/12/2027 ; ISIN LI0395604734, produits d'émission au 31/03/2019: CZK 49 238 000,- ;
- THOMASLL. 7/2027 CZK arrivant à échéance le 31/12/2027 ; ISIN LI0395604684, produits d'émission au 31/03/2019 : CZK 491 771 000,- ;
- THOMASLL. 5,80/29 CZK arrivant à échéance le 31/12/2029; ISIN LI0476476267, produit d'émission : CZK 0.- (début d'émission: 06/05/2019);
- THOMASLL. 3,075/29 CZK arrivant à échéance le 31/12/2029 ISIN LI0477071521, produit d'émission : CZK 0.-; (début d'émission: 13/05/2019)

- THOMASLL. 4,175/27 EUR arrivant à échéance le 31/12/2027, ISIN LI0423561583, produits d'émission au 31/03/2019: EUR 1 289 000 ;
- THOMASLL. 2,875/27 EUR arrivant à échéance le 31/12/2027, ISIN LI0423561575, produits d'émission au 31/03/2019: EUR 0.- ;
- THOMASLL. 3,075/29 EUR arrivant à échéance le 31/12/2029, ISIN LI0477071513, produit d'émission : EUR 0.-; (début d'émission: 13/05/2019) et
- THOMASLL. GREEN GROWTH BOND 18/27 EUR arrivant à échéance le 31/12/2027, ISIN LI0431500078, produits d'émission au 31/03/2019: EUR1 253 000.

Les produits d'émissions ont été investis, en totalité, par le biais de la souscription d'obligations globales dans la ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, Allemagne.

b) Principaux investissements en cours

L'émettrice a l'intention d'investir l'ensemble des produits d'émission issus du présent emprunt dans le cadre de la souscription d'obligations globales dans la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, Francfort- sur-le-Main, Allemagne.

c) Principaux investissements futurs

L'émettrice se réserve le droit d'émettre d'autres obligations d'entreprises et de réaliser, avec les produits d'émission générés, des investissements indirects par le biais des sociétés du groupe, en particulier par le biais de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, dans des projets d'infrastructure, en Asie et en Australasie. Aucune décision ferme n'a encore été prise à ce jour à ce sujet.

F. Aperçu des activités

1. Principales activités

a) Principales activités de l'émettrice

L'objet de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG est la mise à disposition de financements, en particulier en vue du renforcement de la force d'expansion et du financement de la stratégie de croissance du ThomasLloyd Group, de la détention et de la gestion de son propre patrimoine (tel que des participations, des droits incorporels et des biens immobiliers) et en vue de la réalisation de toutes les affaires liées aux activités susmentionnées.

L'émettrice a l'intention d'affecter le produit d'émission attendu de l'emprunt, par le biais du financement d'activités opérationnelles et d'investissement de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, dans le cadre de la souscription des obligations globales émises par la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, au financement de projets d'infrastructure en Asie et en Australasie.

b) Nouveaux produits et/ou prestations de services importants

La société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG a émis et émet d'autres emprunts pour mettre en œuvre son modèle d'affaires.

2. Principaux marchés

L'émettrice investit les produits des émissions par le biais d'une souscription d'obligations globales émises par la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH dans des projets d'infrastructures en Asie et en Australasie.

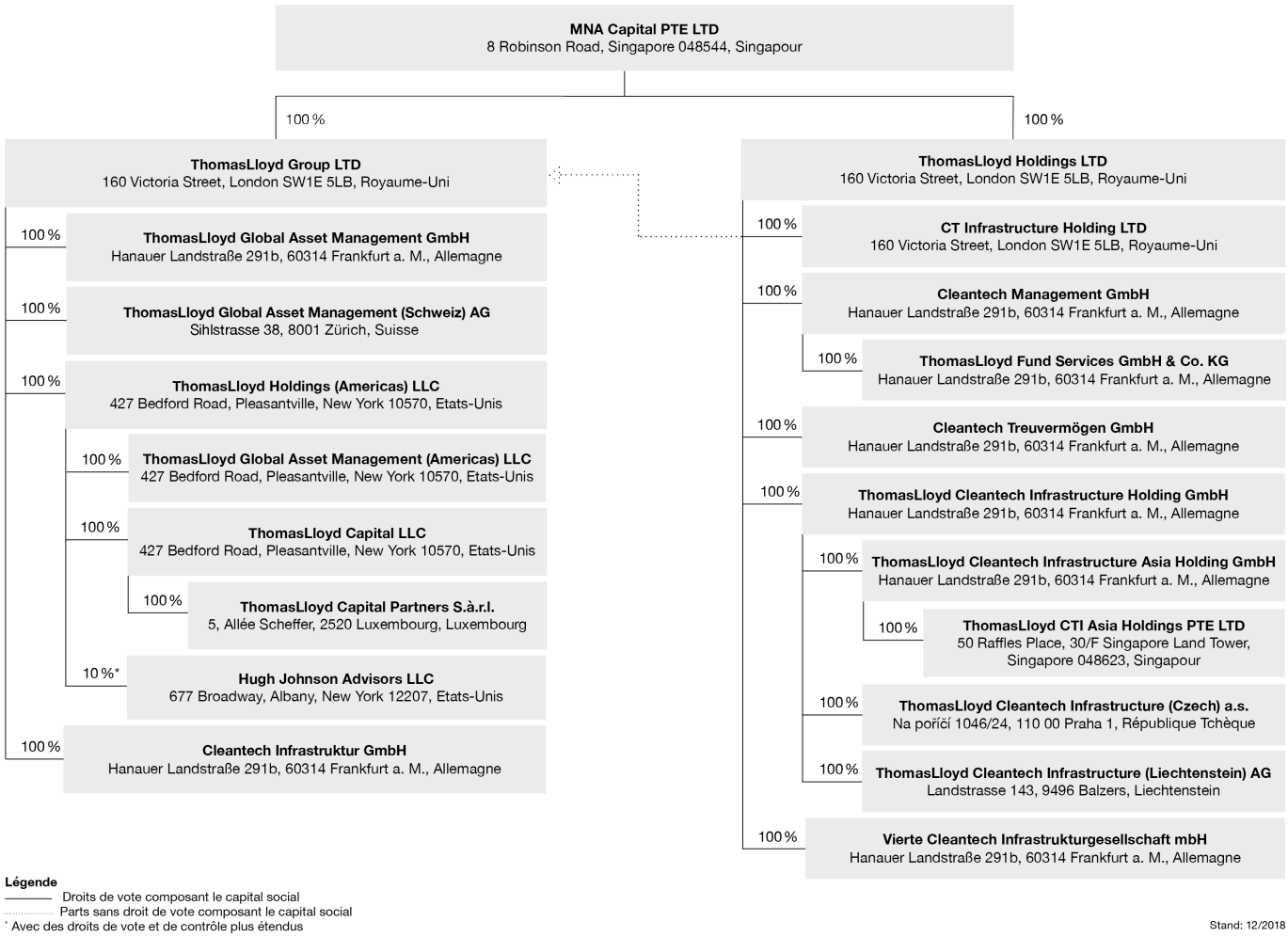
3. Position concurrentielle de l'émettrice

La société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH opère dans un environnement concurrentiel à l'échelle nationale et internationale, avec des entreprises qui exploitent ou financent des projets d'infrastructure en Asie et en Australasie, un risque qui revêt également une certaine importance pour l'émettrice.

G. Structure organisationnelle

1. Description du groupe entreprise et de la place qu'occupe l'émettrice au sein de ce groupe

La société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG est une filiale à 100% de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, Hanauer Landstrasse 291b, 60314 Frankfurt am Main, Allemagne. L'objet de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG est le financement (indirect) de projets d'infrastructure par le biais de la souscription d'obligations globales émises par la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH.



De plus amples informations sur le ThomasLloyd Group et sur les sociétés du Groupe sont disponibles sur le site www.thomas-lloyd.com.

H. Immobilisations corporelles

L'émettrice ne dispose pas d'immobilisations corporelles et aucune immobilisation corporelle n'est prévue à court ou moyen terme.

I. Informations sur la situation financière et les résultats

1. Situation financière et fonds propre de l'émettrice

La société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG est une société nouvellement constituée par décision des associés fondateurs en date du 21 mars 2017 et par immatriculation au registre du commerce de la principauté du Liechtenstein en date du 23 mars 2017. Le capital initial de CHF 50 000 est entièrement libéré.

Les valeurs patrimoniales de la société se limitent aux prétentions contre ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH au montant de CHF 6 609 000,- et CZK 541 009 000 et EUR 2 542 000,- (au 31 mars 2019) sur la base des obligations globales émises par ThomasLloyd Cleantech Infrastructure GmbH et souscrites par ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG.

En outre, l'émettrice a des droits sur ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH sur la base d'une déclaration de patronage en garantie de l'exécution des dettes obligataires par l'émettrice et en faveur des obligataires et sur la base d'un contrat de prise en charge des coûts.

J. Informations sur les tendances

Aucune modification négative relative à l'activité et aux perspectives de l'émettrice n'est connue à ce jour depuis la constitution de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG. Il en va de même pour la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH.

L'émettrice n'a pas connaissance de tendances, d'incertitudes ou autres incidents qui seraient de nature à entraver de manière substantielle les perspectives de l'émettrice au cours de l'exercice en cours. Il en va de même pour la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH.

K. Prévisions et estimations du bénéfice

La société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG ne livre aucune prévision ou estimation du bénéfice.

L'émettrice investit les produits des émissions par le biais d'une souscription d'obligations globales dans la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH. Ainsi, l'émettrice perçoit le versement de produits d'intérêts et du capital pour un montant et à des moments qui permettront à l'émettrice de se conformer à toutes les obligations résultant du présent emprunt. Par ailleurs, la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH a émis une lettre de patronage en faveur des obligataires. Par ailleurs, la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH s'est engagée à prendre en charge les dépenses et les frais de l'émettrice en relation avec la fondation de l'émettrice (frais de constitution), l'émission concernée (intérêts dus) et les dépenses courantes de l'émettrice (frais de matériel, frais de personnel, autres dépenses d'exploitation).

Compte tenu de ce contexte, l'émettrice table en tout état de cause sur un résultat à l'équilibre pendant toute la durée de l'emprunt.

L. Organes de gestion, de direction et de surveillance

1. Informations concernant les organes de gestion et les dirigeants

Les membres du conseil d'administration de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG, occupant en même temps les fonctions de dirigeants, sont Matthias Klein et Clemens Laternser, chacun étant doté d'un droit de signature collective. L'adresse de toutes les personnes mentionnées ci-après est l'adresse de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG, Landstrasse 14, 9496 Balzers, principauté du Liechtenstein. La société n'a pas, actuellement, d'autres employés, mais peut toutefois, pour le traitement de tâches administratives, faire appel à des effectifs du personnel du ThomasLloyd Group.

Matthias Klein est Président du conseil d'administration de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG. Matthias Klein a effectué des études d'économie et de langue romane, avec mention « financement et économie du crédit », ainsi qu' « informatique d'entreprise », ainsi que des études en formation continue pour y obtenir le diplôme Executive Master of Business Administration (M.B.A.) à la Graduate School of Business Administration, Zurich (CH) ainsi qu'à la State University of New York at Albany (Albany NY, USA).

Monsieur Klein dispose d'une expertise de longue date dans le domaine du suivi, du traitement et de la vente de projets immobiliers, de la coordination et du lancement de fonds immobiliers, du conseil d'entreprise dans le cadre de l'acquisition de capital propre et de capitaux étrangers, de Corporate Finance, de direction d'agendas dans le secteur des prestations de services financières (convention de distribution, gestion des investisseurs, direction de bureaux dans le secteur du droit, de l'organisation et de l'administration, des services d'investissement, de la trésorerie, de la comptabilité et de l'informatique) ainsi que dans le domaine de la direction entrepreneuriale de sociétés holding.

Matthias Klein est gérant de la société ThomasLloyd Holdings Ltd. ainsi que de plusieurs filiales de la ThomasLloyd Group Ltd. et de la ThomasLloyd Holdings Ltd., lesquelles sont et étaient émettrices de placements de fonds et/ou de valeurs mobilières et/ou auxquelles est confiée la commercialisation de placements de fonds et/ou de valeurs mobilières. Monsieur Matthias Klein occupe en particulier les fonctions de gérant ou conseil d'administration par extension organe des sociétés suivantes, qui du point de vue de l'émettrice, sont importantes pour l'emprunt faisant l'objet de la présente : ThomasLloyd Global Asset Management (Suisse) AG (conseil d'administration) ; ThomasLloyd Global Asset Management GmbH (gérant) ; Cleantech Treuvermögen GmbH (gérant) ; Cleantech Management GmbH (gérant) ; Vierte Cleantech Infrastruktur GmbH (gérant) ; Cleantech

Infrastruktur GmbH (gérant) ; DKM Global Opportunities Fund 01 GmbH ; ThomasLloyd Investments GmbH (gérant) ; ThomasLloyd Holdings Ltd. (gérant) ; ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Czech) a. s. (gérant).

Par ailleurs, Matthias Klein a occupé, au cours des 5 dernières années, des postes de direction, notamment au sein des sociétés suivantes, qui selon l'avis de l'émettrice, sont importantes en ce qui concerne les activités de l'émettrice et les compétences de Matthias Klein : FAKT Immobilien AG (Président du directoire) jusqu'en février 2015 inclus ; FAKT Financial Services AG (membre du directoire) jusqu'en février 2015 inclus ; FIHM Fonds- und Immobilien Holding München AG (membre du directoire) jusqu'en décembre 2012 inclus. Concernant les autres les étapes du parcours professionnel de Monsieur Matthias Klein, citons notamment des postes en qualité de représentant général pour le marketing et la commercialisation de la société Wölbern Invest KG ; membre du directoire de la Bank Vontobel Europe AG ; directeur de l'établissement Private Banking des Bankhaus Bauer Privatbank, Stuttgart ; membre du directoire de la Sparkasse Gelsenkirchen ; directeur de la société Metzler Asset Management GmbH; ainsi que directeur Risk Controlling der Westfalenbank AG.

Clemens Laternser est membre du conseil d'administration de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG. Cet expert en droit fiscal international est partenaire de la TTA Trevisa-Treuhand-Anstalt, une société fiduciaire de taille moyenne dont le siège se trouve à Balzers, Liechtenstein. Au sein de cette dernière société, il se consacre principalement au conseil en structuration, à la planification fiscale et aux questions de compliance. Clemens Laternser possède une expérience de 20 années dans le domaine de la fiducie. Il a exercé pendant 10 ans, dans ce cadre, à la tête de la Chambre fiduciaire et en tant que gérant de la société ZEN Tax Consulting Trust reg. ainsi que de la ZEN Vermögensverwaltungs-AG. Il a en même temps occupé le poste de Président du conseil d'administration de la radio liechtensteinoise et est engagé au sein de diverses aux institutions d'intérêt général. Clemens Laternser est économiste d'entreprise diplômé FH (St. Gallen) et fiduciaire diplômé d'État au Liechtenstein. Par ailleurs, il est titulaire d'un LL.M. en droit fiscal international de l'Université du Liechtenstein.

Aucune des personnes citées n'a jamais été condamnée pour escroquerie ; aucune des personnes citées n'a jamais été déclarée responsable ou coresponsable de cas de faillites ; aucune accusation publique à l'encontre des personnes citées et/ou aucune sanction administrative ou des autorités de régulation (y compris associations professionnelles) n'est connue ; de plus, aucune des personnes citées n'a jamais été considérée par un tribunal comme inapte à être membre d'un organe administratif, de direction ou de surveillance d'un émetteur ou inapte à exercer une activité de direction ou de gestion des affaires d'un émetteur.

2. Informations concernant la fondatrice et l'unique actionnaire

La société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG a été fondée par la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, Hanauer Landstrasse 291b, 60314, Francfort-sur-le-Main, Allemagne, membre du ThomasLloyd Group, et est détenue à 100% par celle-ci.

3. Conflits d'intérêts potentiels

Compte tenu du fait que certaines personnes occupent des postes dans différents organes des sociétés du groupe ThomasLloyd Group, il existe des faits d'interdépendance et/ou des conflits d'intérêts potentiels d'un point de vue juridique, économique et personnel.

Un membre du conseil d'administration de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG, Matthias Klein, occupe à la fois une position dirigeante au sein de la société ThomasLloyd Group Ltd. et de la société ThomasLloyd Holdings Ltd. ainsi que dans plusieurs filiales. Ceci peut être source de conflit d'intérêts.

Par ailleurs, Monsieur Michael Sieg est Group Chief Executive Officer du ThomasLloyd Group et Chairman du Board of Directors de la société ThomasLloyd Group Ltd. Par ailleurs, Monsieur T.U. Michael Sieg est en même temps gérant de la ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH et membre de la direction de la ThomasLloyd Capital Partners S.à r.l.. Par ailleurs, il est aussi, en tant que représentant des intérêts de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH ainsi que de sociétés et de structures par le biais desquelles elle investit, délégué en partie dans des organes de direction et de surveillance de l'entreprise, dans lesquels investissent les sociétés ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH ou des sociétés de placement.

Il existe d'autres imbrications, au niveau juridique et économique, en ce que :

- des entreprises, dans lesquels investit la ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, sont conseillées en matière de planification, mise au point, montage de projet, financement, installation, construction de bâtiment, exploitation, achat et vente, location et mise en gérance d'installations techniques, de projets, terrains et entreprises dans le domaine de l'infrastructure, la production d'énergie, le stockage de l'énergie, les infrastructures énergétiques, l'efficacité énergétique, la mobilité, l'air et l'environnement, le traitement de l'eau, la fabrication, les matériaux, l'agriculture, ainsi que les déchets et le recyclage entre autres, par la banque d'investissement ThomasLloyd Capital LLC et/ou d'autres entreprises faisant partie du groupe ThomasLloyd ou qui y sont liées, la rémunération étant conformes aux conditions en usage sur le marché.

- les entreprises qui mettent à disposition de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH des capitaux supplémentaires appartiennent au ThomasLloyd Group et qu'une filiale de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH détient également des participations dans la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH sous forme d'emprunts publics.

M. Rémunérations et avantages

Étant donné que l'émettrice est une société nouvellement constituée par décision des associés fondateurs en date du 21/03/2017 et par immatriculation au registre du commerce et des sociétés le 23/03/2017, le premier bilan annuel pour l'exercice écourté 2017 sera établi au 31/12/2017.

L'émettrice n'a pas payé de rémunérations aux membres du conseil d'administration ou aux gérants en 2017. L'émettrice n'a pas créé de réserves ou provisions aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages.

N. Fonctionnement des organes d'administration et de direction

1. Durée du mandat, répartition des compétences, rémunérations

Le conseil d'administration de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG a été élu à l'occasion de la constitution de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG par l'assemblée générale, conformément aux statuts de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG, à durée indéterminée. Tous les membres du conseil d'administration disposent, conformément aux statuts de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG, d'un pouvoir de gestion équivalent.

Matthias Klein a été désigné en qualité de président du conseil d'administration, Clemens Laternser sera responsable des questions administratives de l'émettrice.

Il n'existe aucun contrat entre les membres de l'administration et l'émettrice ou d'autres sociétés du groupe ThomasLloyd sur la base duquel les membres de l'administration de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG percevraient des avantages au titre de leur fonction et en cas de cessation de leur fonction.

2. Comité d'audit & Corporate Governance

L'émettrice n'a pas constitué de comité d'audit et n'est pas soumise, en tant que société non cotée en Bourse, aux recommandations des règles de gouvernance.

O. Employés

L'émettrice n'emploie pas elle-même de collaborateurs, mais fait appel, pour les questions administratives, aux ressources du personnel du ThomasLloyd Group.

P. Principaux actionnaires

La principale et unique actionnaire de l'émettrice est la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, Hanauer Landstrasse 291b, 60314 Francfort-sur-le-Main, Allemagne. Le capital initial de l'émettrice de CHF 50 000 a été entièrement libéré.

Q. Opérations avec des apparentés

L'émettrice a émis les emprunts suivants et a réalisé les produits d'émission suivants :

- THOMASLL. 3,75/21 CHF, arrivant à échéance le 31/12/2021, prolongation possible jusqu'au max. 31/12/2023), ISIN LI0363131512 ; produits d'émission (excl. Agio) au 31/03/2019 : CHF 6.329.000,- ;
- THOMASLL. 2,50/28 CHF arrivant à échéance le 31/12/2028, ISIN LI0363131504, produits d'émission (excl. Agio) au 31/03/2019 : CHF 280 000,- ;
- THOMASLL. 4,75/29 CHF arrivant à échéance le 31/12/2029, ISIN LI0476476259, produits d'émission: CHF 0.-; (début d'émission: 30/04/2019)
- THOMASLL. 3,075/29 CHF arrivant à échéance le 31/12/2029, ISIN LI0477071505, produits d'émission: CHF 0.-; (début d'émission: 13/05/2019)
- THOMASLL. 5,80/2027 CZK arrivant à échéance le 31/12/2027 ; ISIN LI0395604734, produits d'émission au 31/03/2019: CZK 49 238 000,- ;

- THOMASLL. 7/2027 CZK arrivant à échéance le 31/12/2027 ;
  ISIN LI0395604684, produits d'émission au 31/03/2019 : CZK 491 771 000,- ;
- THOMASLL. 5,80/29 CZK arrivant à échéance le 31/12/2029;
  ISIN LI0476476267, produit d'émission : CZK 0.- (début d'émission: 06/05/2019);
- THOMASLL. 3,075/29 CZK arrivant à échéance le 31/12/2029
  ISIN LI0477071521, produit d'émission : CZK 0.-; (début d'émission: 13/05/2019)
- THOMASLL. 4,175/27 EUR arrivant à échéance le 31/12/2027, ISIN LI0423561583,
  produits d'émission au 31/03/2019: EUR 1 289 000 ;
- THOMASLL. 2,875/27 EUR arrivant à échéance le 31/12/2027,
  ISIN LI0423561575, produits d'émission au 31/03/2019: EUR 0.- ;
- THOMASLL. 3,075/29 EUR arrivant à échéance le 31/12/2029,
  ISIN LI0477071513, produit d'émission : EUR 0.-; (début d'émission: 13/05/2019) et
- THOMASLL. GREEN GROWTH BOND 18/27 EUR arrivant à échéance le 31/12/2027,
  ISIN LI0431500078, produits d'émission au 31/03/2019: EUR1 253 000.

Au moment de l'émission du présent emprunt, l'émettrice émet d'autres emprunts.

Les produits d'émissions ont été et sont investis, en totalité, par le biais de la souscription d'obligations globales auprès de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, Allemagne. À cet effet, l'émettrice a déjà investi CHF 6 329 000,-, CZK 541 009 000,- et EUR 2 542 000,- (chacun au 31/03/2019) dans ces obligations globales.

R. Informations financières relatives à la situation du patrimoine, des finances et des recettes de l'émettrice

1. Bilan annuel de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG, Balzers, au 31 décembre 2017

ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG, Balzers

ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (LI) AG	
Bilan en CHF	
ACTIFS	**31.12.2017**
A. Actifs immobilisés	
1. Titres de créance globaux CTIF	1 432 427.45
Total actifs immobilisés	1 432 427.45
B. Actifs courants	
I. Avoir auprès de banques	
Avoir en banque	126 456.26
II. Créances sur des parties liées	248 106.89
C. Revenus différés actifs	106 565.43
Total actifs courants	481 128.58
TOTAL ACTIFS	**1 913 556.03**
PASSIFS	
A. Capitaux propres	
I. Capital-actions	50 000.00
II. Bénéfices / pertes reportés	0.00
III. Résultats annuels (+bénéfices / -pertes)	0.00
Total capitaux propres	**50 000.00**
B. Dettes	
1. Dettes	
Dettes à court terme	293 042.49
Dettes EUR à court terme EUR 82 638.65	91 692.45
Dettes financières à long terme	1 432 427.45
C. Provisions fiscales	1 800.00
D. Revenus différés passifs	44 593.64
Total Dettes	1 863 556.03
TOTAL PASSIFS	**1 913 556.03**

ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (LI) AG	
Compte de résultat en CHF	
	23.03.17 – 31.12.17
1. Intérêts créditeurs sur les prêts	15 606.29
2. Coûts de service	
a) Frais de vente obligations	-15 893.97
b) Intérêts obligations	-11 368.55
c) Gestion des dépôts	-36 941.92
Résultat brut	**-48 598.15**
3. Autres charges d'exploitation	
a) Taxes et redevances	-18 064.93
b) Frais généraux de bureau et d'administration	-57 679.70
c) Conseil juridique	-121 025.19
4. Intérêts et autres dépenses	
a) Frais bancaires et défraiements	-938.92
b) Différences de devises étrangères	0.00
5. Intérêts et revenus similaires	
a) Intérêts et revenus similaires	0.00
b) Résultat non réalisé/autres placements financiers	0.00
Résultat de l'activité habituelle	**-246 306.89**
6. Revenu de reprise des coûts	248 106.89
7. Impôts sur le revenu	-1 800.00
Résultat annuel (+bénéfices-pertes)	**0.00**

2. Révision du bilan annuel de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG, au 31 décembre 2017

Le bilan annuel de l'émettrice, au 31 décembre 2017, a été établi conformément aux dispositions du droit des personnes et des sociétés liechtensteinois et audité au 31 décembre 2017. Le commissaire aux comptes n'a formulé aucune réserve dans son rapport.

AAC
Revision und Treuhand AG

ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG 9496 Balzers

Rapport de l'organe de révision
Comptes annuels au 31 décembre 2017

AAC Revision und Treuhand AG
Succursale

Landstrasse 123 · Postfach 634 · 9495 Triesen · Liechtenstein
Untere Gschindstrasse 4 · 9497 Triesenberg · Liechtenstein
T +423 399 03 03 · F +423 399 03 93 · info@aac.li · www.aac.li
HR-Nr. FL-0002.283.696-0 · Mwst-Nr. 56930

AAC

Revision und Treuhand AG

Rapport de l'organe de révision à l'attention de l'assemblée générale de
ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG, 9496 Balzers

En notre qualité d'organe de révision, nous avons vérifié les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) de Thomaslloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2017, couvrant la période du 23 mars 2017 au 31 décembre 2017.

Le conseil d'administration est responsable des comptes annuels, tandis que notre responsabilité consiste à vérifier et évaluer ceux-ci. Nous attestons que nous remplissons les exigences légales en matière de qualification professionnelle et d'indépendance.

Notre révision a été effectuée conformément aux normes de la profession au Liechtenstein, qui exigent qu'un audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes significatives. Nous avons examiné par sondages les éléments probants justifiant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Nous avons également procédé à l'appréciation des principes comptables suivis, des estimations significatives et de la présentation d'ensemble des comptes annuels. Nous estimons que notre révision constitue une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

Selon notre appréciation, la comptabilité et les comptes annuels sont conformes à la loi liechtensteinoise et aux statuts de la société.

Nous recommandons l'approbation de ces états financiers.

Nous attirons votre attention sur le fait que, contrairement à l'art. 339 PGR, l'Assemblée générale ordinaire n'a pas eu lieu dans les six mois suivants la fin de l'exercice.

Triesen, le 24 juillet 2018

AAC Revision und ;Treuhand **AG**

Horst Büchel (expert-comptable agréé / auditeur en chef)

Manuela Gassner (expert fiduciaire)

Annexes :
- Comptes annuels (bilan, compte des résultats et annexe)

AAC Revision und Treuhand AG
Zweigniederlassung

Landstrasse 123 · Postfach 634 · 9495 Triesen · Liechtenstein
Untere Gschindstrasse 4 · 9497 Triesenberg · Liechtenstein
T +423 399 03 03 · F +423 399 03 93 · info@aac.li · www.aac.li
HR-Nr. FL-0002.283.696-0 · Mwst-Nr. 56930

3. Politique de distribution

L'émettrice n'entend pas verser de dividendes pour l'exercice 2017 clôturé au 31 décembre 2017 ou dans un avenir prévisible. En tout cas, l'émettrice ne distribuera des dividendes que conformément aux prescriptions légales (Art 312 PGR).

4. Procédures judiciaires et d'arbitrage

Il n'existe, pour l'émettrice, aucune information concernant une éventuelle procédure administrative, judiciaire ou d'arbitrage qui soit en cours ou qui pourrait être entamée, impliquant l'émettrice ou qui pourrait avoir ou a eu récemment des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de l'émettrice et/ou de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH.

5. Changements significatifs de la situation financière ou commerciale de l'émettrice ou du Groupe

Il n'existe aucun changement significatif de la situation financière ou commerciale de l'émettrice et/ou de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH survenue depuis la fin du dernier exercice pour lequel des états financiers vérifiés ou des états financiers intermédiaires ont été publiés.

S. Informations complémentaires

Le capital social de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG s'élève à CHF 50 000 et a été entièrement libéré. Le capital social est réparti en 50 actions nominatives d'un montant de CHF 1000.

Les statuts de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG sont conservés au registre du commerce et des sociétés de la principauté du Liechtenstein sous le numéro d'immatriculation FL-0002.543.640-8 et peuvent être consultés à tout moment.

L'objet statutaire de la société (art. 3 des statuts) est la mise à disposition de financements, en particulier en vue du renforcement de la force d'expansion et du financement de la stratégie de croissance du ThomasLloyd Group, de la détention et de la gestion de son propre patrimoine (tel que des participations, des droits incorporels et des biens immobiliers) et en vue de la réalisation de toutes les affaires liées aux activités susmentionnées.

Le conseil d'administration est composé d'un ou de plusieurs membres désignés à durée indéterminée par l'assemblée générale. Le conseil d'administration est en droit de compléter ses membres par de nouvelles élections – sous réserve d'une approbation par l'assemblée générale suivante–. Les membres du conseil d'administration peuvent à tout moment être révoqués sans indication de motifs et peuvent pour leur part démissionner à tout moment avec effet immédiat. Le conseil d'administration représente la société à l'égard des tiers. Sont de son ressort toutes les affaires qui ne sont pas réservées à l'assemblée générale, en particulier la direction, l'élection des directeurs et des fondés de pouvoir, la comptabilité, la préparation des comptes annuels ainsi que les affaires de l'assemblée générale. L'assemblée générale prend ses décisions à la majorité simple à l'exception des décisions prises par voie de circulaire qui peuvent uniquement être prises à l'unanimité.

Les statuts de la société, y compris les directives qui y sont contenues concernant les droits et les obligations des actionnaires, peuvent être modifiés par l'assemblée générale à la majorité absolue des voix représentées.

Les actionnaires se réunissent au moins une fois par an lors de l'assemblée générale. L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration au moins 14 jours avant sa tenue avec mention de l'ordre du jour. Dans la mesure où le conseil d'administration connaît les actionnaires, la convocation a lieu par lettre simple, fax ou courriel ou alors, par publications dans l'organe de publication de la société (Liechtensteiner Vaterland).

T. CONTRATS ESSENTIELS

La société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG a conclu les contrats importants suivants, qui revêtent une importance pour ses obligations vis-à-vis des investisseurs en ce qui concerne les emprunts émis :

1. Déclaration de patronage

Il existe, en garantie de l'exécution des dettes obligataires par l'émettrice et en faveur des obligataires, une déclaration de patronage de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, la société mère de l'émettrice, en date du mars 2017, complété dernièrement en novembre 2018.

Selon celle-ci, la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH s'engage, vis-à-vis des obligataires, dans le cadre d'un véritable contrat en faveur de tiers selon le droit allemand (article 328 alinéa 1 du Code civil allemand), dans le cadre d'une obligation sans restriction, inconditionnelle, illimitée et irrévocable, à veiller à ce que la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG soit toujours dirigée et dotée des moyens financiers propres à assurer sa solvabilité et de sorte

qu'elle soit à tout moment en mesure de se conformer à ses obligations issues du présent emprunt, pour le versement du capital et des intérêts, conformément aux conditions régissant l'emprunt.

Ainsi, en vertu de la déclaration de patronage, la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH est soumise à une obligation de garantie d'exécution des obligations de l'émettrice. La société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH se porte ainsi garante du fait que la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG satisfait les droits fondés et échus, par ex. les droits échus en matière de versement d'intérêts et de remboursement. Si la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG ne satisfait pas des droits fondés et échus découlant des obligations fractionnées au porteur, l'obligataire est en droit de se retourner directement contre la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH en lui demandant de prendre les mesures nécessaires à la satisfaction de tels droits issus des obligations fractionnées au porteur par la débitrice. Si la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH ne se conforme pas à une demande justifiée de l'obligataire, l'obligataire est en droit de réclamer l'indemnisation, par la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, du préjudice en résultant.

Dans le cas de limitations du droit de résiliation, conformément aux conditions régissant le présent emprunt (en particulier la note relative aux valeurs mobilières), la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH n'est pas tenue d'éviter un motif d'ajournement survenu.

2. Contrat de prise en charge des coûts

L'émettrice et la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH ont conclu, le 24 mars 2017, un contrat de prise en charge des coûts en faveur de l'émettrice.

Sur la base du contrat de prise en charge des coûts, la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH s'engage à prendre en charge les dépenses et les frais de l'émettrice en relation avec la fondation de l'émettrice (coûts de constitution), l'émission concernée (intérêts dus) et les dépenses courantes de l'émettrice (frais de matériel, frais de personnel, autres dépenses d'exploitation).

3. Contrat d'agent payeur

L'émettrice a conclu avec la banque Bank Frick & Co. AG sise à 9496 Balzers, Landstrasse 14, un contrat d'agent payeur. La banque Frick & Co. AG exerce, sur ce fondement, l'activité d'agent payeur pour les fonds de l'emprunt.

U. Documents consultables

Les statuts de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG peuvent être demandés à l'Office de la justice, registre du commerce et des sociétés, sous le numéro d'immatriculation FL-0002.543.640-8 et peuvent être consultés.

Les investisseurs peuvent demander des copies gratuites des statuts, des comptes annuels et des rapports de révision de l'émettrice ainsi que de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH par écrit à l'adresse de l'émettrice (ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG, Landstrasse 14, 9496 Balzers, principauté du Liechtenstein), en mentionnant leur adresse email ou en écrivant à support@thomas-lloyd.com et ils les recevront par courriel.

IV. Informations concernant la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH

A. Dénomination sociale, Siège, adresse commerciale

La dénomination sociale de la société est ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH.

Le siège juridique de la société se trouve à Langen, dans l'Emsland. Le siège administratif se trouve à Francfort-sur-le-Main (adresse : Hanauer Landstraße 291b, D-60314 Francfort-sur-le-Main).

B. Fondation, forme juridique, ordre juridique, durée

La société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH a été fondée sous la dénomination SRG einhundert-sechsundzwanzigste Vermögensverwaltungs- und Beteiligungsgesellschaft mbH, par contrat de société en date du 1er mars 2010, sous la forme juridique d'une société à responsabilité limitée de droit allemand [Gesellschaft mit beschränkter Haftung] et elle est régie par les règles de l'ordre juridique allemand. Par assemblée des associés en date du 4 janvier 2011, la dénomination sociale a été modifiée et transformée en Cleantech Projektgesellschaft mbH. L'assemblée des associés du 05 février 2013 a décidé de nommer la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Fund GmbH et l'assemblée des associés du 15 mai 2018 a de nouveau décidé d'un changement de la dénomination sociale, laquelle et donc désormais ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH.

La société a été immatriculée le 17 janvier 2011 (encore sous l'ancienne dénomination sociale Cleantech Projektgesellschaft mbH) au registre du commerce tenu par le Tribunal cantonal de Francfort sur le Main sous le n° HRB 89949. Le siège juridique a été déplacé en 2016 à Langen dans l'Emsland et la société est immatriculée depuis le 23 juin 2016, sous le numéro d'immatriculation HRB 210568 dans le registre tenu par le tribunal cantonal d'Osnabrück.

La durée de la société est indéterminée.

C. Objet de l'entreprise

L'objet de l'entreprise de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH se situe dans le domaine de la technologie environnementale : l'achat et la vente, la planification, la création et l'exploitation, ainsi que la location et la mise en gérance d'installations techniques et de projets, le financement et l'exploitation de brevets et de licences, la gestion d'actifs propres en son propre nom et à son compte, ainsi que la participation dans d'autres entreprises, de même que dans leur direction et leur pilotage. Un autre objet de l'entreprise est l'acquisition de terrains, ainsi que le montage de projet, la planification et l'exécution de constructions sur ces terrains, ainsi que leur revente ou leur location après achèvement des projets de construction.

D. Exercice social, publications

L'exercice social de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH coïncide avec l'année civile. Les informations de la société qui concernent les associés sont publiées dans le Journal des annonces officielles de la République fédérale d'Allemagne.

E. Capital social/capital souscrit/capital de rang subordonné

Le capital initial de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH est de 25 000,- EUR et il a été entièrement libéré par l'associée fondatrice pour être à la libre disposition de la direction. Le capital social est divisé en une part d'un montant nominal de 25 000 euros. En outre, de multiples associés tacites détiennent une participation dans la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH. Les apports totaux des associés tacites ont atteint environ EUR 354 Mio. le 31 juillet 2018. Les droits des associés tacites font l'objet d'une réserve de paiement et sont subordonnés dans le cas d'insolvabilité ou liquidation de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH (accord de rang inférieur qualifié). Les associés tacites partiellement ont un droit de prélèvement et des prélèvements ont déjà été effectués.

F. Direction

Les gérants assument la direction de la société sous leur propre responsabilité et sont tenus de la représenter tant sur le plan judiciaire qu'extrajudiciaire. En particulier, la direction décide de toutes les affaires de l'entreprise commerciale courante, des

questions d'ordre général ayant trait au refinancement et à la stipulation des conditions relatives aux opérations actives et passives, ainsi qu'à l'acquisition et à la cession de la propriété foncière.

Le gérant actuel de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH est Monsieur Michael Sieg. Il est habilité à représenter seul la société et est dispensé des restrictions prévues par l'art. 181 du Code civil allemand [BGB] (interdiction de se porter contrepartie).

G. Commissaire aux comptes

Le commissaire aux comptes de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH est

PKF Wulf & Partner Partnerschaft mbB, Stuttgart, société d'expertise-comptable / de conseil fiscal Löffelstrasse 44, 70597 Stuttgart

PKF Wulf & Partner fait partie de PKF International, un réseau international d'entreprises indépendantes dans les domaines de l'expertise-comptable, du conseil fiscal et du conseil aux entreprises ou aux dirigeants. Avec un chiffre d'affaires mondial d'environ 1 milliard USD, PKF International fait partie des 20 premiers réseau d'expertise-comptable et de conseil dans le monde. Environ 300 entreprises membres travaillent dans 400 bureaux dans 150 pays et emploient environ 14 000 collaborateurs dans le monde. Avec quelque 1300 collaborateurs dans 27 bureaux nationaux et un chiffre d'affaires d'environ 137 millions EUR, PKF compte parmi les dix premiers cabinets de conseil en Allemagne, avec environ 360 experts-comptables, conseillers fiscaux et avocats.

H. Quelques chiffres clés de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH

1. Informations financières sélectionnées de la ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH

Le tableau suivant donne un aperçu des chiffres clés essentiels de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH pour les exercices 2015, 2016 et 2017. Les informations se basent sur les états financiers individuels audités et établis selon les règles comptables internationales (IFRS) de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH pour ces exercices.

Informations relatives au bilan			
– en m EUR			
	2017	**2016**	**2015**
Parts dans des entreprises liées	123	76	76
Titres ayant le caractère d'immobilisations	23 005	48 249	17 628
Parts de fonds communs de placement	54 617	101 991	87 891
Autres instrument financières	8 597	5 566	3 124
Créances envers des entreprises proches	164 541	26 829	14 616
Autres créances et autres éléments d'actifs	1 151	1 933	599
Autres valeurs mobilières	1 417	8 411	12 503
Avoirs en banque	16 563	140	1 298
Total de l'actif	**270 014**	**193 195**	**137 735**
Capital souscrit dont provisions	51	50	47
Réserve de réévaluation IFRS	-54	-54	-54
Emprunts	45 942	29 172	10 500
Apports des associés tacites	214 085	159 069	122 3133
Dettes sur des entreprises proches	102	0	0
Autres dettes	9 888	4 958	4 929
Total du passif	**270 014**	**193 195**	**137 735**

Informations concernant les comptes de pertes et profits			
– en m EUR			
	2017	**2016**	**2015**
Variation comptabilisée de la Fair Market Value des parts de fonds communs de placement	-29 989	13 332	-3.899
Autres revenus d'exploitation	49 628	2 417	2 603
Autres charges d'exploitation	-14 699	-7 709	-3 507
Résultat d'exploitation (EBIT)	4 940	8 040	7 495
Produits provenant des titres immobilisés	0	0	0
Autres interêts et produits assimilés	3 432	2 265	5 828
Intérêts et dépenses assimilés	-8 377	-10 302	-774
Résultat courant d'exploitation	-5	3	251
Impôts sur les revenus et bénéfices	6	0	-253
Dépenses provenant du transfert partiel des bénéfices	0	0	-1
Excédent annuel / déficit annuel	1	3	-2

Au 31 décembre 2017, des parts de fonds de placement, issues du sous-fonds ThomasLloyd SICAV-SIIF (EUR 54,62 Mio), représentaient toujours les actifs mobiliers les plus importants de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH. Au 31 décembre 2017, les actifs financiers et autres valeurs mobilières comprenaient également des parts de fonds de placement dans des entreprises liées avec une valeur d'acquisition d'un montant de 123 kEUR ainsi que des valeurs mobilières avec une valeur d'acquisition de 24,42 millions d'EUR. Des créances envers des entreprises proches d'un montant de 164,54 millions d'EUR (31 décembre 2016 : 26,83 millions d'EUR) constituent un autre poste essentiel porté au bilan côté actifs.

Au 31 décembre 2017, les emprunts souscrits par ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Czech) a.s. se chiffraient à un montant total de 45,94 millions d'EUR (31 décembre 2016 : EUR 29,17 Mio). Les emprunts sous-jacents sont des emprunts dont la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Czech) a.s. a fait l'acquisition avec les recettes d'émission de ses propres emprunts. Sur le fondement des contrats décrits dans la section ci-après « I. Contrats importants » / « Contrats portant sur des participations tacites », les apports des associés tacites ont augmenté en 2017 de 159,07 millions d'EUR (dernière actualisation : 31 décembre 2016) à 214,09 millions d'EUR au 31 décembre 2016. En ce qui concerne les dettes envers des entreprises liées et proches, au 31 décembre 2017, d'un montant de 46,04 millions d'EUR (31 décembre 2016 : 29,17 millions d'EUR), il s'agit de dettes de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH envers la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Czech) a.s. et la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG, liées à des émissions d'emprunt. Sont englobés les intérêts courus liés aux emprunts émis par la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH et détenus par la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Czech) a.s. et la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG, ainsi que des dettes dans le cadre du contrat de prise en charge des coûts conclus entre les sociétés ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH et ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Czech) a.s. et la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG. Les autres dettes au 31 décembre 2017 concernent principalement des dettes fiscales d'un montant de 9,88 millions d'EUR.

Le résultat d'exploitation avant impôts et transfert partiel des bénéfices (EBT) de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH a diminué de 3 kEUR au cours de l'année 2016 à -5 kEUR en 2017. L'excédent annuel a diminué de 3 kEUR en 2016 à 1 kEUR en 2017. Les autres produits d'exploitation de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH ont augmenté de 2,42 millions d'EUR en 2016 à 49,63 millions d'EUR en 2017. En outre, le résultat d'exploitation a profité d'une augmentation comptabilisée du « Fair Market Value » des investissements à EUR -29,99 Mio (2016 : EUR 13,33 Mio). L'élément de coût essentiel comprend la commission de gestion et de performance à hauteur de 5,75 millions d'EUR, dont il est fait état dans les autres dépenses d'exploitation (EUR 14,70 Mio). (Pour comparaison : En 2016, les dépenses d'exploitation s'élevaient à 7,71 millions d'EUR). Le résultat de l'activité de financement a augmenté en 2017 à -4,945 kEUR comparé à -8,037 kEUR en 2016. Les intérêts et charges assimilées d'un montant de 8,377 kEUR englobaient pour l'essentiel les parts bénéficiaires des associés tacites et des charges liées aux intérêts de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH en relation avec les emprunts sous-jacents émis par celle-ci.

Le rapport d'audit intégral, certifié, de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH au 31 décembre 2017, comprenant le rapport de gestion et la mention du contrôle réalisé par le commissaire aux comptes est joint au présent prospec-

tus en tant qu'annexe 4 et peut être demandé pendant la durée de la présente offre d'émission par écrit à l'adresse de l'émettrice (ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG, Landstrasse 14, 9496 Balzers, Principauté du Liechtenstein) en mentionnant une adresse email et est envoyé par courriel.

I. Autres informations

1. Liens de participation

Au jour de référence du bilan, la société détient 100 % des parts dans la ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (République tchèque) a.s., Prague (République tchèque). Le capital nominal est de 2 000 kCZK. Au jour de référence du 31 décembre 2017, le capital propre de cette société est de 2 005 kCZK et l'excédent annuel de 0 kCZK.

En outre, la société détient 100 % des parts dans la ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG.

2. Organes de la société

Le gérant de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH est T. U. Michael Sieg (entrepreneur), Londres/Grande-Bretagne.

3. Appartenance à un groupe

100 % du capital initial de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH est détenu par la ThomasLloyd Holdings Ltd., Londres (Grande-Bretagne). Il n'est pas établi de comptes consolidés.

J. Contrats importants

A l'exception de ceux mentionnés ci-après, il n'existe pas, au moment de l'établissement du présent prospectus, d'autres contrats essentiels entraînant des obligations substantielles ou des droits ayant une incidence sur la capacité de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH à se conformer à ses obligations, en particulier celles issues d'obligations globales émises, de la déclaration de patronage faite par l'émettrice ou du contrat de prise en charge des coûts conclu avec l'émettrice.

1. Participations tacites

Au moment de l'établissement du présent prospectus, la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH a conclu toute une série de contrats portant sur des participations tacites sur la base desquels la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH obtient, par le biais de participations tacites, des moyens financiers qui sont ensuite investis par la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH. Il existe des participations tacites avec les sociétés suivantes (« **Associés tacites** ») :

a) **Cleantech Infrastrukturgesellschaft mbH & Co. KG** – Contrat en date du 1er juillet 2011 et avenant en date du 18 juillet 2013. Le contrat a été conclu sur une période déterminée et ne peut être résilié par aucune des parties avant le 31 décembre 2032.

b) **Zweite Cleantech Infrastrukturgesellschaft mbH & Co KG** – Contrat en date du 10 octobre 2011 et avenant en date du 18 juillet 2013. Le contrat a été conclu à durée indéterminée et peut être résilié pour la première fois par l'associé tacite le 31 décembre 2018 ;

c) **Dritte Cleantech Infrastrukturgesellschaft mbH & Co KG** – Contrat en date du 14 août 2012 et avenant en date du 18 juillet 2013. Le contrat a été conclu à durée indéterminée et peut être résilié pour la première fois par l'associé tacite le jeudi 31 décembre 2020 ;

d) **Vierte Cleantech Infrastrukturgesellschaft mbH & Co KG** – Contrat en date du 14 août 2012 et avenant en date du 18 juillet 2013. Le contrat a été conclu à durée indéterminée et peut être résilié pour la première fois par l'associé tacite le jeudi 31 décembre 2020 ;

e) **Fünfte Cleantech Infrastrukturgesellschaft mbH & Co KG** –Contrat en date du 8 mars 2013 et avenant en date du 18 juillet 2013. Le contrat a été conclu à durée indéterminée et peut être résilié pour la première fois par l'associé tacite 15 ans après la première offre publique de participations en commandite.

Sur la base de chaque contrat évoqué, l'associé tacite peut résilier sa participation tacite de manière anticipée en cas de motif important. Toutes les sociétés a) à e) ont toutefois indiqué de manière ferme à la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH qu'elles n'exerceraient leurs droits de résiliation que dans l'étendue et dans les délais dans lesquels leurs investisseurs résilieraient leur participation en commandite. Le droit de résilier les contrats pour juste motif demeure, en tout état de

cause, intact. Les apports des associés tacites peuvent, en principe, être versés sous forme de tranches. Il n'existe pas d'obligation pour les associés tacites de faire des versements complémentaires par rapport à l'apport souscrit.

Les associés tacites ne sont pas en droit de participer ou d'intervenir dans la direction de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH ou dans les processus décisionnels de la société en ce qui concerne son activité.

Les sociétés a), b) et e) participent aux bénéfices, aux valeurs patrimoniales, aux réserves occultes et à la valeur de l'entreprise de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH. La société c) participe jusqu'à 12,95% de son apport aux bénéfices de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH et jusqu'à 25,25% de ses apports aux bénéfices, réserves occultes et valeur de l'entreprise de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH. Si la participation aux bénéfices à hauteur de 12.95% par an n'est pas atteinte au cours d'un exercice, il existe un droit de paiement ultérieur sur les bénéfices des exercices suivants. Les associés tacites ne participent pas aux pertes.

Les prétentions des associés tacites au remboursement de leur apport ainsi qu'au versement de leur part de bénéfice sont de rang inférieur par rapport à toutes les prétentions des autres créanciers de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH. Dans l'hypothèse d'une liquidation ou d'une insolvabilité de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, les prétentions des associés tacites sont de rang inférieur par rapport aux créances des détenteurs d'obligations globales de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH. Tant que les obligations globales ne sont pas entièrement remboursées, toutes les prétentions des détenteurs d'obligations globales au remboursement anticipé ainsi que toutes les prétentions des associés tacites au remboursement de leur apport ou de leur part de bénéfice sont soumises à la condition qu'aucun de ces paiements ne puisse déclencher l'ouverture d'une procédure d'insolvabilité à l'encontre de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH.

Outre les sociétés susmentionnées, la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH autorise des investisseurs qualifiés à effectuer des investissements directs dans la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH sous la forme de participations tacites et ce, à des conditions équivalentes à celles qui s'appliquent pour les sociétés susmentionnées.

2. Contrats de management

La société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH a conclu avec la société ThomasLloyd Global Asset Management (Suisse) AG ainsi qu'avec la société ThomasLloyd Global Asset Management (Americas) LLC (en leur qualité respective de prestataire), avec effet au 1er janvier 2013, un contrat portant sur des prestations de services de gestion des risques et de conseil relatif à l'affectation des actifs. Le prestataire est en droit de percevoir une rémunération composée d'une part fixe et d'une part variable. La part fixe annuelle de la rémunération équivaut à 2 % des actifs sous gestion (Assets under Management) de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, la date du 31 décembre de chaque année étant déterminante pour le calcul. La part variable de rémunération est octroyée sous la forme d'une participation aux bénéfices et s'élève à 25% du bénéfice si le rendement des investisseurs sur le capital permettant un versement de dividendes est en moyenne de 0 % à 8 %, de 33% du bénéfice si le rendement des investisseurs sur le capital permettant un versement de dividendes est en moyenne de 8 % à 15 %, et de 50 % du bénéfice de la ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH si le rendement des investisseurs sur le capital permettant un versement de dividendes est en moyenne dépasse 15 %.

Le contrat a une durée de 18 ans et peut être résilié au plus tôt, moyennant un préavis de 6 mois, au 31 décembre 2031.

3. Déclaration de patronage

La société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH a consenti à sa filiale ThomasLloyd Cleantech

Infrastructure (Czech) a.s. une déclaration de patronage. Selon celle-ci, la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Fund GmbH s'engage, vis-à-vis des obligataires de plusieurs emprunts émis par la filiale ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Czech) a.s., dans le cadre d'un véritable contrat en faveur de tiers selon le droit allemand (article 328 alinéa 1 du Code civil allemand), dans le cadre d'une obligation sans restriction, inconditionnelle, illimitée et irrévocable, de veiller à ce que la filiale ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Czech) a.s. soit toujours dirigée et dotée des moyens financiers propres à assurer sa solvabilité et de sorte qu'elle soit à tout moment en mesure de se conformer à ses obligations issues du présent emprunt, pour le versement du capital et des intérêts, conformément aux conditions régissant l'emprunt.

Ainsi, en vertu de la déclaration de patronage, la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH est soumise à une obligation de garantie d'exécution des obligations de filiale ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Czech) a.s.

Une déclaration de patronage identique avec les mêmes obligations existe en faveur de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG liées aux emprunts THOMASLL. 3,75/21 CHF (01/05/2017 – 31/12/2021, prolongeable jusqu'au max. 31/12/2023); THOMASLL. 2,50/28 CHF (01/05/2017 – 31/12/2028) ; THOMASLL. 4,75/29 CHF (30/04/2019 – 31/12/2029); THOMASLL. 3,075/29 CHF (13/05/2019 – 31/12/2029); THOMASLL. 5,80/2027 CZK (01/02/2018 – 31/12/2027); THOMASLL. 7/2027 CZK (01/02/2018 – 31/12/2027) ; THOMASLL. 5,80/29 CZK (06/05/2019 – 31/12/2029); THOMASLL. 3,075/29 CZK (13/05/2019 – 31/12/2029); THOMASLL. 2,875/27 EUR (01/07/2018 – 31/12/2027) THOMASLL. 4,175/27 EUR (01/07/2018 – 31/12/2027) ; THOMASLL. 3,075/29 EUR (13/05/2019 – 31/12/2029) et THOMASLL. GREEN GROWTH BOND

18/27 EUR (27/08/2018 – 31/12/2027), émises par ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH et à l'emprunt évoqué sur la base du présent prospectus.

4. Contrat de prise en charge des coûts

Un contrat de prise en charge des coûts a été conclu entre la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH et sa filiale ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Czech) a.s., en faveur de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Czech) a.s. En vertu de ce contrat de prise en charge des coûts, la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH s'engage envers la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Czech) a.s. à prendre en charge toutes les dépenses et les coûts de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Czech) a.s. liés à la constitution de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Czech) a.s. (frais de constitution), à l'émission d'un emprunt par la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Czech) a.s. (frais d'intérêts) ainsi que les dépenses courantes de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Czech) a.s. (dépenses en matériel, dépenses en personnel, autres dépenses d'exploitation).

Un contrat de prise en charge des coûts identique avec les mêmes obligations existe en faveur de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG liées aux emprunts THOMASLL. 3,75/21 CHF (01/05/2017 – 31/12/2021, prolongeable jusqu'au max. 31/12/2023); THOMASLL. 2,50/28 CHF (01/05/2017 – 31/12/2028) ; THOMASLL. 4,75/29 CHF (30/04/2019 – 31/12/2029); THOMASLL. 3,075/29 CHF (13/05/2019 – 31/12/2029); THOMASLL. 5,80/2027 CZK (01/02/2018 – 31/12/2027); THOMASLL. 7/2027 CZK (01/02/2018 – 31/12/2027) ; THOMASLL. 5,80/29 CZK (06/05/2019 – 31/12/2029); THOMASLL. 3,075/29 CZK (13/05/2019 – 31/12/2029); THOMASLL. 2,875/27 EUR (01/07/2018 – 31/12/2027) THOMASLL. 4,175/27 EUR (01/07/2018 – 31/12/2027) ; THOMASLL. 3,075/29 EUR (13/05/2019 – 31/12/2029) et THOMASLL. GREEN GROWTH BOND 18/27 EUR (27/08/2018 – 31/12/2027), émises par ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH et à l'emprunt évoqué sur la base du présent prospectus.

K. Informations sur les tendances

1. Fondements de l'entreprise

Modèle commercial de l'entreprise

L'activité commerciale principale de la ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH est l'achat et la vente, la planification, la création et l'exploitation, ainsi que la location et la mise en gérance d'installations techniques et de projets, le financement et l'exploitation de brevets et de licences, la gestion d'actifs propres en son propre nom et à son compte, ainsi que la participation dans d'autres entreprises, de même que dans leur direction et leur pilotage. Un autre objet de l'entreprise est l'acquisition de terrains, ainsi que le montage de projet, la planification et l'exécution de constructions sur ces terrains, ainsi que leur revente ou leur location après achèvement des projets de construction.

2. Objectifs et stratégies

2.1 Stratégie d'investissement

La ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH investit directement et indirectement dans un portefeuille très diversifié de projets d'infrastructure.

2.2 Objectif de placement

L'objectif de placement de la ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH est de réaliser un rendement attractif du capital investi tout en réduisant les risques de placement en diversifiant sur plusieurs pays, secteurs et styles de placement.

2.3. Politique de placement

Afin de réaliser son objectif de placement, la ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH est investie directement et indirectement dans un portefeuille diversifié de projets d'infrastructure et continuera d'investir dans le développement de celui-ci. Les entreprises d'infrastructure exploitent en Asie et en Australasie des installations dans les secteurs suivants :

- énergies renouvelables,
- entreprises d'approvisionnement,
- transports,
- infrastructures sociales et
- communications.

Les investissements dans les installations d'infrastructure peuvent être réalisés à chaque phase des projets (développement, construction et exploitation), du développement, y compris dans les installations d'infrastructure en site vierge (« green field »), en sites à réaménager (« brown field ») ou encore dans des installations d'infrastructure en difficulté ou peu rentables.

Afin de mettre en œuvre la politique de placement, des instruments de capitaux propres et/ou de dette ont été et sont acquis, et sont dépensés par les entreprises d'infrastructure.

Les instruments de capitaux propres incluent des instruments de capitaux propres et quasi-propres d'une entreprise d'infrastructure sous forme de participations avec ou sans droits de vote, de parts de commandite, d'actions privilégiées, de bons d'options, et autres participations liées aux capitaux propres (« instruments de capitaux propres »). L'acquisition de la majorité des voix et/ou des parts du capital des entreprises d'infrastructure est également permise.

Les instruments de dette incluent des emprunts de capitaux émis par les entreprises d'infrastructure pour financer des projets, sous forme d'emprunts privés ou publics (y compris des obligations convertibles), d'obligations à coupon zéro et de titres de créance, ainsi que des financements de projet privés ou syndiqués garantis de premier rang, des lignes de crédit court terme et des crédits-relais, des dettes mezzanine et autres formes de dettes ou de dettes garanties (« Instruments de « dette » et ensemble avec les instruments de capitaux propres, les « Placements »), dans la mesure où de tels instruments de dette peuvent être acquis de manière autorisée. Les instruments de dette peuvent être structurés soit par amortissement soit en portant intérêt avec des rendements déterminés, ou bien rattachés à un indice d'intérêt variable comme le Libor ou l'Euribor. Les instruments de dette peuvent de plus être séniors ou subordonnés.

La décision d'investir dans des instruments de capitaux propres ou de dette dépend entre autres du contexte juridique et économique dans la juridiction où s'effectue le placement.

Dans le cadre de l'investissement, une approche concernant les capitaux propres et les capitaux empruntés est choisie, et pour l'instant les profits recherchés proviennent en priorité des gains en capital en non du résultat courant. Il n'est cependant pas exclu qu'à l'avenir l'objectif principal de la politique d'investissement soit la réalisation de bénéfices d'exploitation.

Les placements peuvent provenir directement de développeurs, des entreprises d'approvisionnement, de courtiers et de conseillers, d'institutions étatiques, d'organisations finançant le développement, d'ONG, d'organismes financiers, d'investisseurs institutionnels et d'autres participants aux marchés d'infrastructure (y compris d'autres véhicules de gestion de capitaux).

Des participations indirectes dans des placements et un portefeuille de ce type de placements peuvent être acquis par le biais d'investissements dans des structures, y compris sans s'y limiter dans une filiale, une autre société holding et/ou des instruments dérivés (tels que des Total Return Swaps ou des Credit Default Swaps). Toutefois la ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH n'a pas acquis de produits dérivés jusqu'ici.

La durée de conservation moyenne des investissements prévue dépend de la durée pendant laquelle un projet sera en phase de développement ou de construction, de l'installation, de la technologie, de la structure de financement, du volume de la transaction et de la stratégie de sortie prévue. Il est pour le moment prévu de conserver les placements en moyenne entre deux et cinq ans. L'objectif est par conséquent de réaliser les placements (i) en vendant directement un placement ou un portefeuille de placements, (ii) par cotation en bourse d'un placement ou d'un portefeuille de placements ou (iii) par le refinancement de la totalité des instruments de dette non soldés. Il n'est cependant pas exclu qu'à l'avenir la conservation à long terme avec comme objectif une appréciation durable ne devienne également un objectif de la politique d'investissement.

La conservation de liquidités ou d'équivalents de liquidités est également acceptable, mais sans se limiter aux marchés monétaires ou aux investissements dans des parts de fonds de placements sur les marchés monétaires, aux fins de rachats et de la gestion de trésorerie ou bien en tant qu'investissement de transition de moyens encore disponibles et qui n'ont pas été investis selon ce qui précède.

2.4 Principes de placement sociaux et responsables

Lors d'une décision d'investissement, les effets des installations sur les générations futures, la protection des ressources naturelles fondée sur des valeurs éthiques et écologiques sont autant à prendre en considération que le fait de savoir si les installations d'infrastructure sont disponibles pour un avenir durable. Les critères de choix suivants sont utilisés pour garantir la pérennité :

- Au niveau de l'indépendance
- Tableau des Nations Unies concernant la corruption
- Stabilité du gouvernement
- Indépendance et la transparence du système juridique
- Politique sociale, y compris les droits de l'Homme reconnus à l'échelle internationale
- Politique environnementale incluant le respect des accords internationaux en matière d'environnement
- Au niveau contractuel
- Bonne corporate governance, comprenant le respect de la prévention internationale contre la corruption
- Bonne politique en matière de personnel
- Impact social des biens et des services

2.5 Limites des placements

Les placements sont soumis aux restrictions suivantes : les placements doivent être suffisamment diversifiés pour que le risque d'investissement soit réparti de manière adéquate. En outre, des critères d'investissement au point de vue de l'éthique et du développement durable (les critères dits ESG – Environnementaux, Sociaux, et de Gouvernance) doivent être respectés. Les restrictions suivantes sont donc appliquées, dans la mesure où ces informations sont disponibles :

a) Jusqu'à 50 % de la valeur patrimoniale du portefeuille total de la ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH peuvent être investis dans un pays donné, le critère d'évaluation étant la situation à partir de fin 2020, c'est-à- dire après la fin de la période de constitution du portefeuille ;

b) Jusqu'à 30 % de la valeur patrimoniale peuvent être investis dans un seul placement, le calcul étant fait lors dudit investissement, sauf s'il intervient au début de la phase de constitution ;

c) On ne doit investir que dans des technologies dont l'intérêt économique est déjà prouvé ;

d) Lors de la décision d'investissement, on doit s'assurer que les partenaires et les prestataires de services importants travaillent conformément aux meilleures pratiques environnementales et éthiques ;

e) Les critères ESG (facteurs environnementaux, sociaux, et de gouvernance) sont à valoriser lors de l'analyse de développement durable effectuée en interne ;

f) les critères positifs des acteurs principaux (en matière d'écologie, de transparence, d'offres de services de produits, de normes de procédures, etc.) doivent être pris en compte autant que les critères d'exclusion (violation des droits de l'homme et des travailleurs, fabrication et commerce d'armes et de matériel de guerre et de produits illégaux et interdits, jeux de hasard, indications de pornographie, etc.) pour lesquels une appréciation globale est effectuée. Les critères d'exclusion peuvent être contrebalancés par des critères positifs lorsque la contribution aux produits provenant de ces secteurs par rapport au chiffre d'affaires total de l'entreprise d'infrastructure est inférieure à 5 % ;

g) Les investissements ne sont autorisés que dans des pays ayant un système politique stable et un système judiciaire transparent avec des droits applicables. Les pays sont évalués sur la base de critères d'inclusion ou d'exclusion, les facteurs principaux d'un point de vue éthique y compris les cas avérés de violation des droits de l'homme et les cas de corruption graves étant pertinents pour l'évaluation ;

h) Les monnaies dans lesquelles s'effectuent les investissements doivent être librement convertibles dans le pays en question ;

i) Les investissements ne sont autorisés que dans les pays qui reconnaissent sans équivoque les droits des investisseurs étrangers.

Les restrictions et les limitations quantitatives aux placements exposées ci-dessus ne sont pas atteintes par des modifications du prix ou de la valeur des placements dues uniquement à des mouvements du marché ou en raison d'évènement qui échappent au contrôle de la ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, bien que dans ces circonstances ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH prendra toutes les mesures nécessaires pour respecter à nouveau les restrictions et les limitations quantitatives aux placements pertinentes, sauf en cas d'opinion fondée que ceci nuirait aux intérêts de la ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH et de ses investisseurs.

3. Opportunités d'évolution future – Marché en expansion des infrastructures en Asie

L'extension et la modernisation des infrastructures constituent dans le monde entier le plus important défi social du 21e siècle. C'est en particulier en Asie, qui s'est hissée au rang de moteur de l'économie mondiale, que la nécessité de développement de l'infrastructure se fait la plus criante, du fait d'une croissance démographique et économique durable et continue. Déjà aujourd'hui, la moitié du produit national brut mondial est générée par l'Asie. Dans la liste des dix premiers pays les plus performants, seul un pays européen (l'Allemagne) figurera encore dans ce palmarès en 2050. Des pays comme l'Inde et l'Indonésie se seront alors déjà établis parmi les 4 pays en tête.[4] La pérennité du développement de l'Asie sera tributaire de la réussite de la transition d'une économie dopée par les exportations vers à une économie soutenue par la demande intérieure. Conditions préalables : une population profitant davantage du dynamisme économique asiatique et de ce fait, une augmentation de la consommation des ménages. Ceci nécessite toutefois une infrastructure capable de suivre le rythme de l'économie et capable d'intégrer au processus de croissance pérenne les régions plus reculées, situées loin des grandes métropoles asiatiques.

De nombreuses économies nationales en Asie du Sud-Est doivent faire face aux défis structurels les plus importants. Une étude menée par la société de conseil McKinsey révèle que l'infrastructure, dans la plupart des pays asiatiques, malgré des conditions favorables en termes de développement économique, reste sous-développée. La production d'électricité, en Inde,

[4] PwC: The World in 2050

faute d'investissements suffisants, reste inférieure de 20 % aux besoins aux heures de pointe. En Indonésie, les investissements en infrastructures, qui représentaient environ 6% du produit intérieur brut dans les années 90, ont accusé un recul au cours des 10 dernières années à 3%. Ceci a entraîné une dégradation dans des secteurs comme la fourniture d'énergie, le transport, la construction de logements, la communication et la fourniture d'eau ainsi qu'un recul de trois à quatre points de la croissance économique.[5] Les efforts doivent être intensifiés pour rattraper le retard dans les régions qui ont été sous-développées pendant des décennies au niveau de leurs infrastructures et pour instaurer des standards industriels modernes dans le domaine des infrastructures. Les régions d'Asie qui souffrent de carences en termes d'approvisionnement électrique doivent pouvoir bénéficier d'un approvisionnement fiable en énergie. Les ports, les aéroports, les voies de circulation ainsi que les réseaux de télécommunication doivent être adaptés aux nouvelles nécessités nées de la croissance voire même, être construits ou reconstruits. L'urbanisation, en particulier, rend nécessaires de gros investissements dans les infrastructures. On estime qu'en 2020 près de 50% de la population de la région Asie-Pacifique vivra dans des villes. Ceci représente une augmentation de près de 500 millions de personnes par rapport à 2013.[6]

Les centres d'agglomérations ont besoin d'investissements dans les transports publics, dans les équipements d'approvisionnement et d'élimination et dans la construction de logements. Vient s'ajouter à cela une demande croissante de sources d'énergie fiables et respectueuses de l'environnement, de moyens de transport, de logistique et de fourniture d'eau et de courant.

Le retard à rattraper en termes d'investissements en infrastructures est par conséquent énorme. Selon les études les plus récentes menées par la Asian Development Bank (ADB), le besoin en investissement dans des investissements d'infrastructures, d'ici 2030, est chiffré à 26 billions de dollars.[7] En comparaison, le montant d'un milliard de dollars qui fait actuellement débat aux États-Unis dans le cadre de son plan d'investissement en infrastructures d'une durée de 10 ans apparaît comme surréaliste. L'Asie a par conséquent besoin d'ici 2030, de 1,7 billions de dollars par an (dont 16 % sont nécessaires pour des mesures d'ajustement destinées à endiguer le changement climatique), ce qui équivaut au double de l'investissement actuel (881 milliards de dollars) dans ce secteur et même plus du double (750 milliards de dollars) de l'estimation de l'Asian Development Bank datant de 2009. Ceci s'explique notamment par la prise en compte des mesures d'ajustement destiné à endiguer le changement climatique dans les études les plus récentes. La croissance durable et massive de l'Asie, qui entraîne une demande accrue d'investissement dans les infrastructures, est encore plus significative. Concrètement, les besoins chiffrés sont répartis de la manière suivante : 16,7 billions de dollars pour l'énergie, 8,4 billions de dollars pour le transport, 2,3 billions de dollars pour les télécommunications et 800 milliards de dollars pour le traitement de l'eau. 400 millions de personnes dans l'ensemble de la région n'ont pas accès à l'énergie. 300 millions de personnes n'ont pas accès à l'eau potable et environ 1,5 milliard de personnes ne disposent pas des équipements sanitaires de base. Le déficit dans les investissements en infrastructures (besoin d'investissement par rapport au niveau d'investissement actuel) correspond à 2,4 % du PIB prévisionnel sur la période de 5 ans (2016 – 2020).

Les décideurs politiques ont d'ores et déjà grand ouvert leurs portes aux investisseurs du secteur privé. Les restrictions en matière de régulation ou les obstacles qui entravaient jusqu'à présent les investissements ont été réformés en profondeur et bien souvent entièrement supprimés. Inversement ont été crées des incitations attractives aux investissements et des avantages pour les investisseurs étrangers. L'ADB estime que les réformes continues et l'optimisation des processus, lois, principes d'appels d'offres et d'adjudication existants etc. auront pour conséquence la création de toute une série de projets viables pour les banques/pour un financement qui donneront naissance à des partenariats public-privé (PPP). Par ailleurs, il convient de promouvoir les marchés des capitaux par des mouvements d'intégration et d'approfondissement.

Les opportunités pour la ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH résultent avant tout des tendances à long terme dépeintes, qui montrent que les besoins en investissements dans les infrastructures ainsi que les besoins en énergie continuent de croître de manière considérable avant tout dans les pays émergents d'Asie. Il y a lieu de s'attendre, par exemple, à ce que les prix de vente du courant produit continuent à augmenter, ce qui pourrait accroître en plus la rentabilité courante des investissements existants et prévus.

Par ailleurs, ces conditions générales à moyen et à long terme améliorent les opportunités qui se présentent sur le marché, quant à l'aliénation des centrales électriques achevées et autres projets d'infrastructures.

En résumé, la ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH profitera nettement de l'avance, en termes de connaissances et d'expérience dans les pays émergents asiatiques, qui lui procurent un argument clé de vente sur ce marché. Par ailleurs, il y a lieu de s'attendre à ce que la demande d'investisseurs provenant de pays développés et tournés vers des placements attractifs dans des valeurs réelles continue de croître, puisque, au regard de la situation sur les marchés des devises et des capitaux, les placements financiers rentables, présentant un profil rendement / profil attractif sont de plus en plus difficiles à

[5] Credit Suisse: Asie : Asie – Développement, marchés financiers, infrastructure et consommation, Chine
[6] United Nations Economic and Social Commission for Asia and the Pacific (ESCAP): Making Growth More Inclusive for Sustainable
[7] Asian Development Bank: Meeting Asia's Infrastructure Needs Publication in 2017

trouver. Dans l’ensemble, le potentiel de croissance des investissements dans des infrastructures, précisément dans les pays émergents, est ininterrompu et continue à progresser. Les rendements réalisables à moyen et long terme doivent être évalués à un niveau bien plus élevé que ce qui était le cas pour des investissements comparables dans des économies nationales plus fortement développées.

V. Note relative aux valeurs mobilières

A. Personnes responsables

La responsable du contenu du présent prospectus est l'émettrice, la société **ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG**, Landstrasse 14, 9496 Balzers, principauté du Liechtenstein.

L'organe directeur de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG est le conseil d'administration. Les membres du conseil d'administration sont Matthias Klein et Clemens Laternser.

La société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG et les membres du conseil d'administration déclarent qu'à leur connaissance, les indications et les informations contenues dans le présent prospectus sont justes et qu'aucun fait de nature à modifier l'énoncé du présent prospectus n'a été omis. Les responsables sont tenus de faire preuve de la diligence nécessaire pour s'en assurer.

B. Informations essentielles

1. Déclaration sur le fonds de roulement net

L'émettrice dispose d'un capital social entièrement libéré de CHF 50 000.

Sur la base du contrat de prise en charge des coûts, toutes les dépenses et les frais de l'émettrice en relation avec la fondation de l'émettrice (frais de constitution), l'émission concernée (intérêts dus) et les dépenses courantes de l'émettrice (frais de matériel, frais de personnel, autres dépenses d'exploitation) sont prises en charge par la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH. La société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH remet par ailleurs une déclaration de patronage en garantie de l'exécution des dettes obligataires par l'émettrice et en faveur des obligataires.

L'émettrice investit en continu les produits des émissions dans des obligations émises par la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, sur la base desquelles l'émettrice perçoit suffisamment de fonds pour se conformer à ses obligations résultant de l'emprunt.

Selon l'avis de l'émettrice, le fonds de roulement net de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG est suffisant pour les besoins actuels.

2. Capitaux propres et endettement

La société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG a été fondée par décision des associés fondateurs en date du 21/03/2017 et immatriculation au registre du commerce de la principauté du Liechtenstein du 23/03/2017.

L'a déjà émis les emprunts suivants et a réalisé les produits suivants :

- THOMASLL. 3,75/21 CHF, arrivant à échéance le 31/12/2021, prolongation possible jusqu'au max. 31/12/2023), ISIN LI0363131512 ; produits d'émission (excl. Agio) au 31/03/2019 : CHF 6.329.000,- ;
- THOMASLL. 2,50/28 CHF arrivant à échéance le 31/12/2028, ISIN LI0363131504, produits d'émission (excl. Agio) au 31/03/2019 : CHF 280 000,- ;
- THOMASLL. 4,75/29 CHF arrivant à échéance le 31/12/2029, ISIN LI0476476259, produits d'émission: CHF 0.-; (début d'émission: 30/04/2019)
- THOMASLL. 3,075/29 CHF arrivant à échéance le 31/12/2029, ISIN LI0477071505, produits d'émission: CHF 0.-; (début d'émission: 13/05/2019)
- THOMASLL. 5,80/2027 CZK arrivant à échéance le 31/12/2027 ; ISIN LI0395604734, produits d'émission au 31/03/2019: CZK 49 238 000,- ;
- THOMASLL. 7/2027 CZK arrivant à échéance le 31/12/2027 ; ISIN LI0395604684, produits d'émission au 31/03/2019 : CZK 491 771 000,- ;
- THOMASLL. 5,80/29 CZK arrivant à échéance le 31/12/2029; ISIN LI0476476267, produit d'émission : CZK 0.- (début d'émission: 06/05/2019);
- THOMASLL. 3,075/29 CZK arrivant à échéance le 31/12/2029 ISIN LI0477071521, produit d'émission : CZK 0.-; (début d'émission: 13/05/2019)
- THOMASLL. 4,175/27 EUR arrivant à échéance le 31/12/2027, ISIN LI0423561583, produits d'émission au 31/03/2019: EUR 1 289 000 ;
- THOMASLL. 2,875/27 EUR arrivant à échéance le 31/12/2027, ISIN LI0423561575, produits d'émission au 31/03/2019: EUR 0.- ;

- THOMASLL. 3,075/29 EUR arrivant à échéance le 31/12/2029,
  ISIN LI0477071513, produit d'émission : EUR 0.-; (début d'émission: 13/05/2019) et
- THOMASLL. GREEN GROWTH BOND 18/27 EUR arrivant à échéance le 31/12/2027,
  ISIN LI0431500078, produits d'émission au 31/03/2019: EUR1 253 000.

Les valeurs patrimoniales de la société se limitent aux prétentions contre ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH sur la base (i) des obligations globales émises par ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH et souscrites par ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG au montant de CHF 6 609 000.- et CZK 541 009 000 et EUR 2 542 000.- (au 31/03/2019 respectif), (ii) sur la base d'une déclaration de patronage en garantie de l'exécution des dettes obligataires par l'émettrice et en faveur des obligataires et (iii) sur la base d'un contrat de prise en charge des coûts.

La déclaration de patronage et le contrat de prise en charge des coûts font référence aux obligations de l'émettrice sur la base de tous les emprunts susmentionnés.

Suite à l'investissement des produits d'émission dans des obligations de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, l'émettrice perçoit des versements d'intérêts, ce qui donne à l'émettrice suffisamment de fonds pour supporter les coûts de l'émettrice et satisfaire à ses obligations découlant de la présente émission. Par ailleurs, la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH a émis une lettre de patronage en faveur des obligataires. Il existe également un contrat de prise en charge des coûts conclu entre l'émettrice et la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH.

3. Personnes intéressées

L'émettrice est une filiale à 100% de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, Allemagne, dans laquelle sont investis les produits des émissions de l'emprunt faisant l'objet de la présente par le biais d'une souscription d'obligations globales pour le financement de l'activité opérationnelle et d'investissement de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH.

Un membre du conseil d'administration de l'émettrice, Matthias Klein, occupe en même temps une position dirigeante dans les sociétés ThomasLloyd Holdings Ltd. et ThomasLloyd Group Ltd. ainsi que dans des filiales de ces deux sociétés.

Les personnes physiques et morales participant à l'émission/l'offre en tant que prestataires et qui fournissent, directement ou indirectement, des prestations de conseil ou de commercialisation pour le compte de l'émettrice, perçoivent des rémunérations conformes au marché.

4. Raisons de l'offre et utilisation du produit

L'émettrice perçoit, au titre du placement de l'emprunt, produits d'émission allant jusqu'à EUR 100 000 000. Les produits d'émission sont employés au financement des activités commerciales et d'investissement de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH dans le cadre d'une souscription continue d'obligations globales émises par la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH.

Les frais d'émission, y compris les éventuels impôts, sont pris en charge en intégralité et sans que les produits d'émission ne soient grevés par la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, sur la base d'un contrat de prise en charge des frais conclu entre l'émettrice et la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH.

C. Informations concernant les titres à proposer

1. Description générale des obligations

L'objet du présent prospectus de valeurs mobilières (ci-après dénommé « **Prospectus** ») est l'offre de la société **ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG** sise à Balzers, principauté du Liechtenstein pour l'émission d'une obligation au porteur avec versement d'intérêts au taux fixe annuel de **5,175 % par an, l'emprunt THOMASLL. 5,175/29 EUR** (ci-après dénommé « **Emprunt** »), et une **durée de vie du** 20/05/2019 au 31/12/2029.

Dans l'hypothèse d'une cotation en bourse des actions de la débitrice obligataire, celle-ci est en droit de convertir les obligations au cours de 105,175 % en actions de la débitrice obligataire.

Le volume total d'émission s'élève à EUR 100 000 000 (en toutes lettres : cent millions de euros) pour une valeur unitaire respective d'une valeur nominale de 1000 EUR (en toutes lettres : mille euros). Le montant minimum de souscription par investisseur s'élève à 10 000 EUR (en toutes lettres dix mille euros). Les montants supérieurs de souscription doivent être multiples de 1 000. Il n'existe aucune valeur maximale de souscription par investisseur.

Valor: 47707153

ISIN: LI0477071539

2. Fondement juridique

L'émission est régie par le droit en vigueur dans la principauté du Liechtenstein, en particulier la loi relative aux prospectus pour valeurs mobilières (LGBl. 2007.196 dans sa version en vigueur).

3. Titrisation et valeur unitaire

Les obligations au porteur sont titrisées sur toute leur durée dans un titre collectif sans coupon (certificat global). Le certificat global est conservé au sein de la société SIX SIS AG, Baslerstrasse 100, CH-4600 Olten, par délégation de l'agent payeur.

4. Monnaie d'émission

Les obligations sont émises en EUR. Tous les paiements en lien avec les obligations sont effectués, à la date d'échéance, en EUR.

5. Rang des valeurs mobilières et garantie

Les créances des investisseurs vis-à-vis de l'émettrice, sur la base du présent emprunt, ne sont pas assorties d'une sûreté et sont de rang égal à d'autres créances non assorties de garanties vis-à-vis de l'émettrice. L'émettrice garantit ne pas prendre des engagements prioritaires par rapport aux créances des obligataires.

La société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH remet une déclaration de patronage en garantie de l'exécution des dettes obligataires par l'émettrice et en faveur des obligataires.

6. Droits attachés aux valeurs mobilières

Les obligations sont des obligations directes, inconditionnelles et non subordonnées de l'émettrice et sont de même rang que toutes les autres obligations non assorties de sûretés, non subordonnées, de l'émettrice, nonobstant les obligations qui sur la base de dispositions légales, sont impérativement prioritaires.

L'émettrice est tenue, vis-à-vis des investisseurs, de verser des intérêts sur une base trimestrielle et à l'issue de la durée de vie de l'emprunt, de verser le capital à la valeur nominale des emprunts. La forme et le contenu de l'emprunt ainsi que les droits et obligations de l'émettrice sont régis, au demeurant, par le droit en vigueur dans la principauté du Liechtenstein.

L'émettrice et/ou une entreprise étant liée à elle sont en droit de faire l'acquisition, à tout moment, d'obligations de cet emprunt au prix souhaité sur le marché secondaire. Les obligations souscrites par l'émettrice peuvent, à la convenance de l'émettrice, être détenues, revendues ou remises à l'agent payeur aux fins d'être liquidées. Dans la mesure où ces achats sont effectués par la voie d'une offre publique, cette offre doit être rendue accessible à tous les obligataires.

a) Droit de résiliation

Chaque investisseur, de même que l'émettrice, dispose d'un droit de résiliation anticipée de l'emprunt, qui pourra être exercé pour la première fois au 31 décembre 2024. Ensuite, l'emprunt peut être résilié au 30 juin et au 31 décembre d'une année. Le préavis est de 12 mois.

La résiliation doit être communiquée à l'autre partie par écrit, en mentionnant les obligations fractionnées concernées et leur nombre. L'investisseur peut déclarer qu'il souhaite résilier l'ensemble des obligations qui détient ou une partie d'entre elles (tout en respectant la somme minimale de souscription de EUR 10 000). Lorsqu'un investisseur détient un total d'obligations fractionnées dont la valeur nominale ne dépasse pas EUR 10 000, il peut uniquement exercer son droit de résiliation pour l'ensemble des obligations fractionnées qu'il détient. Si un investisseur reçoit une lettre de résiliation de l'émettrice, il n'est plus en droit, sous peine d'engager sa responsabilité pour le préjudice subi par l'émettrice, de céder ou de transférer la propriété des obligations fractionnées concernées à des tiers.

En cas de résiliation anticipée, l'émettrice est tenue de racheter les obligations ayant fait l'objet de la résiliation à leur valeur nominale, majorée des intérêts courus.

Limitations du droit de résiliation

Dans l'hypothèse où les obligations auxquelles doit se conformer l'émettrice suite à la résiliation d'obligataires conduiraient à son insolvabilité à la date d'échéance, les obligations de remboursement de l'émettrice seraient réputées ajournées.

Si un cas d'ajournement devait se présenter, l'émettrice informera tous les obligataires concernés au plus tard un mois avant la date de remboursement en présentant les documents appropriés.

Les créances des obligataires issues d'une résiliation et les obligations correspondantes de l'émettrice seront réputées échues dès qu'il apparaît que le motif d'ajournement des obligations résultant de la satisfaction des résiliations d'ores et déjà formulées a disparu. Sera alors considérée comme date d'échéance et de remboursement le 10e jour ouvrable bancaire consécutif à la constatation, par l'émettrice, que le motif d'ajournement a disparu.

L'ajournement des obligations de remboursement de l'émettrice ne peut dépasser, en tout état de cause, trois ans à compter de la date de remboursement initial suite à la résiliation d'un obligataire. Pendant la durée de l'ajournement, les montants du solde continuent à être rémunérés par des intérêts, conformément aux présentes conditions régissant l'emprunt, jusqu'au remboursement intégral effectif.

Les clauses régissant les limitations du droit de résiliation par extension le droit d'ajournement de l'émettrice ne sont pas (ou plus) applicables si l'émettrice est liquidée ou insolvable.

b) Résiliation exceptionnelle par l'investisseur/Clause de rigueur sociale

Si l'obligataire est frappé d'une difficulté sociale, par exemple un cas de chômage, de maladie grave, de décès de son conjoint ou d'un proche direct ou d'insolvabilité, l'investisseur a la possibilité de formuler à l'émettrice son souhait motivé de résiliation en indiquant les obligations fractionnées concernées ainsi que leur nombre et en présentant la documentation appropriée pour en justifier. L'émettrice est en droit, à sa convenance, de demander d'autres documents permettant de vérifier la véracité de cette difficulté sociale, de confirmer la résiliation souhaitée ou de refuser la résiliation.

En cas de confirmation du souhait de résiliation, l'émettrice achète les obligations fractionnées concernées moyennant un préavis de 30 jours (calculés à compter de la date de la confirmation, par l'émettrice, de la résiliation souhaitée), à leur valeur nominale majorée des intérêts courus.

Si la résiliation pour cause de difficultés sociales intervient durant la période mentionnée de limitation du droit de résiliation, l'émettrice est en droit, même en cas de confirmation du souhait de résiliation, d'ajourner le versement du montant à rembourser conformément aux clauses susmentionnées.

c) Option de conversion

La débitrice obligataire est en droit de convertir les obligations, en actions de la débitrice obligataire dans le cadre d'une introduction en bourse.

Le cours pour la conversion d'obligations en actions est fixé à 105,175% (valeur nominale de l'obligation par rapport à la valeur nominale de l'action). Les intérêts dus sur la base des conditions régissant l'emprunt qui se cumulent (i) après la dernière date de paiement des intérêts, avant la date de conversion et (ii) jusqu'à la date de conversion, ne sont pas versés mais sont réputés acquittés par la conversion des emprunts et attribution d'actions à un taux de conversion de 105,175 %. Si la conversion, en raison du morcellement des actions et du taux de conversion fixée devait entraîner la fourniture d'actions fractionnées, les investisseurs concernés percevront, en lieu et place d'actions fractionnées, des paiements de compensation.

Si la débitrice obligataire décide d'exercer son option de conversion, elle en informe les investisseurs par écrit au plus tard trois mois avant la réalisation de la conversion en leur indiquant son intention d'exercer son option de conversion, des informations détaillées concernant les conditions de la conversion ainsi que les droits et obligations des investisseurs résultant de l'attribution d'actions et de l'octroi du statut d'actionnaires. De telles communications sont réputées effectuées dans les délais impartis par la communication à la banque dans laquelle est domicilié le compte de dépôt de l'investisseur et sur lequel sont effectués les versements courants (versements d'intérêts) de l'émettrice en relation avec le présent emprunt, par le biais de la société SIX SIS AG et/ou par la publication d'une communication aux investisseurs correspondants sur https://www.thomas-lloyd.com/fr/investisseurs/ (choix de 1.) « pays d'origine » et 2.) « Statut d'investisseur ») au plus tard 3 mois avant le terme de la durée (prolongée) de l'emprunt.

À la date de conversion fixée dans la communication aux investisseurs, les obligations sont retirées de la circulation et annulées par l'agent payeur et au fur et à mesure (libération par compensation), des actions correspondantes de la débitrice obligataire sont attribuées et transmises aux investisseurs et le cas échéant, des paiements de compensation. Le traitement et la livraison ont lieu par le biais de l'agent payeur, par l'intermédiaire de la société SIX SIS AG.

Les actionnaires qui se voient attribuer des actions par le biais de l'exercice de l'option de conversion par la débitrice obligataire sont titulaires des mêmes droits économiques (en particulier le droit au paiement de dividendes), conformément au statut de la débitrice obligataire, que ceux rattachés aux actions d'ores et déjà existantes ou à émettre dans le cadre de la cotation en bourse. Toutefois, les actions émises et attribuées ne confèrent pas de droits de vote.

Il n'a pas encore été décidé de manière définitive si une admission en bourse et de ce fait, un exercice de l'option de conversion aura lieu à l'avenir. Les décisions nécessaires des organes compétents n'ont pas encore été adoptées et aucun moment n'a encore été fixé.

7. Informations concernant le taux d'intérêt nominal et les dispositions relatives aux intérêts dus

L'emprunt est rémunéré au taux fixe de 5,175% par an (usance en matière d'intérêts : Act/Act – ICMA Rule 251 (sur une base journalière exacte).

Les intérêts sont calculés et versés (au prorata) sur une base trimestrielle. Les paiements d'intérêts ont lieu a posteriori dans un délai de 10 jours après la fin du trimestre. Le premier versement des intérêts avait ainsi lieu au plus tard le 12 juillet 2019. Le versement des intérêts pour le dernier trimestre de la durée (prolongée) a lieu en même temps que le remboursement de l'emprunt.

Si une date de versement d'intérêts n'est pas un jour ouvré au Liechtenstein, le versement est effectué le jour ouvré suivant.

Les versements des intérêts à l'investisseur sont réalisés par l'intermédiaire de l'agent payeur. Ce dernier prend en charge le calcul de l'intérêt et une fois tous les trimestres, le versement des intérêts.

Toute autre prétention au paiement des intérêts échus se prescrit par trois ans.

8. Date d'échéance et remboursement

L'emprunt est dû au remboursement au terme du 31 décembre 2029 (date d'échéance) pour autant que l'émettrice ne fasse pas usage de son droit de résiliation qu'ils peuvent exercer pour la première fois au 31/12/2024 puis ensuite, au 31 décembre d'une année, moyennant un préavis de douze mois ou que l'émettrice ne confirme pas une résiliation fondée sur la formulation, par l'obligataire, de son souhait de résiliation suite à une difficulté sociale.

L'émettrice s'engage à rembourser l'emprunt à sa date d'échéance à son **montant nominal = 100% dans la devise dans laquelle a été émise l'obligation.**

Le remboursement de l'emprunt à l'investisseur est réalisé par l'agent payeur. Dans l'hypothèse où le jour du remboursement ne serait pas un jour ouvrable bancaire au Liechtenstein, la date de remboursement serait réputée être le prochain jour ouvrable bancaire ou Liechtenstein.

Le droit au capital se prescrit par 30 ans à compter de la date d'échéance.

Un remboursement de l'emprunt n'a pas lieu si les actions de la débitrice obligataire sont cotées en bourse pendant la durée (prolongée) de l'emprunt et si la débitrice obligataire a exercé le droit qui lui est réservé, en vertu du prospectus, de convertir les emprunts en actions. Dans une telle hypothèse, l'obligataire peut alors, en tant qu'actionnaire, exercer les droits qui lui sont conférés en vertu des statuts de la débitrice obligataire.

9. Agent payeur

L'agent payeur est l'établissement bancaire Bank Frick & Co. AG, Landstrasse 14, FL-9496 Balzers.

Tous les montants exigibles conformément aux conditions régissant l'emprunt sont versés par l'émettrice par le biais de l'agent payeur à la SIX SIS AG, Baslerstrasse 100, CH-4600 Olten aux fins d'être crédités sur les comptes des banques de dépôt respectives afin d'être transférés aux obligataires en EUR.

Tous les paiements, notamment les remboursements de capital et les paiements des intérêts, sont effectués après déduction et retenue des impôts, taxes et autres frais dans la mesure où l'émettrice ou l'agent payeur sont légalement soumis à l'obligation d'opérer la déduction et/ou la retenue. Ni l'émettrice ni l'agent payeur ne sont tenus de payer aux créanciers des montants supplémentaires comme compensation pour les montants déduits ou retenus de cette nature. Dans la mesure où le débiteur ou l'agent payeur n'est pas soumis légalement à une obligation d'opérer la déduction et/ou retenue des impôts, taxes ou autres frais, celui-ci n'est en aucun cas tenu de répondre aux obligations fiscales des créanciers.

10. Informations sur le rendement/ la méthode de calcul

Le rendement de l'emprunt peut être calculé sur la base du prix de la première émission, du taux d'intérêt fixe, de la durée ainsi que du cours de remboursement. Toutefois, le calcul peut uniquement être effectué à supposer que l'émission soit maintenue jusqu'à la date d'échéance (prolongée) et que le remboursement soit possible à la valeur nominale.

Il convient de prendre en compte, en tout état de cause, les coûts individuels de l'investisseur ainsi que les frais accessoires d'émission, par exemple les frais de souscription, ainsi que les frais courants, par exemple les frais de dépôt et de gestion.

Le rendement individuel d'un emprunt sur l'ensemble de la durée doit être calculé par l'obligataire respectif en tenant compte de la différence entre le montant versé initialement lors de la souscription de l'emprunt (valeur nominale, y compris la commission de souscription, majorée d'éventuels intérêts courus) et le montant de remboursement, en tenant compte de la durée de l'emprunt ainsi que des frais individuels de transaction. Le rendement net respectif de l'emprunt ne peut donc être déterminé qu'à l'issue de sa durée de vie.

11. Représentation des détenteurs des titres d'emprunt

Il n'existe pas de forme particulière de représentation des détenteurs des titres d'emprunt. C'est au créancier lui-même ou aux représentants légaux qu'il aura désignés d'exercer tous les droits issus des obligations vis-à-vis de l'émettrice, en lui faisant parvenir directement une demande écrite à son siège (par lettre recommandée) ou par la voie juridique réglementaire.

12. Résolutions, autorisations et approbations

L'émission de l'emprunt a été décidée par le conseil d'administration de l'émettrice par une décision en date du 29 avril 2019

13. Date d'émission prévue

L'émettrice à l'intention de proposer les obligations un jour après la publication du prospectus de valeurs mobilières jusqu'au placement intégral, au maximum un an à compter de la date de l'approbation du prospectus par la FMA.

L'émettrice se réserve le droit de mettre fin de manière anticipée à cette offre en cas de placement intégral de l'emprunt avant l'expiration du délai de souscription. L'émettrice se réserve également le droit de mettre fin à l'offre de manière anticipée dans l'hypothèse où le volume d'émission ne serait pas atteint pendant le délai de souscription.

Dans l'hypothèse d'une sursouscription, les souscriptions sont prises en compte dans l'ordre de leur réception. L'émettrice, dans un tel cas, est en droit de réduire les souscriptions.

Le montant total de souscription pour l'obligation souscrite est composé du cours d'émission majoré des frais additionnés ainsi que des intérêts courus, calculés au prorata du premier jour de l'émission à la date de souscription. Le jour d'émission et début de la durée de vie est au 20 mai 2019.

14. Restrictions imposées à la libre négociabilité des valeurs mobilières

Les obligations sont en principe librement négociables selon les dispositions de la SIX SIS AG.

Il n'existe toutefois pas d'admission à la négociation sur un marché réglementé, ce qui est susceptible de restreindre de facto la négociabilité. En outre, les obligations sont librement négociables sur un marché réglementé ou non réglementé.

L'émettrice se réserve le droit de demander l'admission à la négociation sur un marché réglementé ou non réglementé.

15. Données fiscales

L'émettrice a l'intention de proposer la présente offre, en priorité, à des investisseurs domiciliés en Suisse, au Liechtenstein, en France, Allemagne, Belgique et Luxembourg.

Il est conseillé aux investisseurs de consulter leur propre conseiller fiscal concernant les conséquences fiscales éventuellement applicables au cas par cas résultant de la souscription, de l'achat, de la détention ou de la cession de l'emprunt THOMASLL. 5,175/29 EUR, en particulier en ce qui concerne les conséquences de l'application et les effets des législations fiscales étatiques, régionales et étrangères ou autres et en ce qui concerne les modifications de ces législations fiscales respectives.

Les règles fiscales applicables en Suisse, au Liechtenstein, en France, Allemagne, Belgique et Luxembourg sont exposées ci-après sous forme de synthèse. Cette synthèse est une description brève des principales règles applicables. Elle ne peut en aucun cas se substituer à un conseil fiscal taillé sur mesure à la situation individuelle de l'investisseur.

L'émettrice, tout comme l'agent payeur, déclinent toute responsabilité pour les conséquences fiscales individuelles qu'aurait à supporter l'investisseur découlant de l'acquisition, de la détention ou de la cession de l'emprunt.

Dans la mesure où une notification d'un prospectus pour une commercialisation dans d'autres pays est effectuée, les bases légales fiscales du pays concerné seront présentées, sous forme de synthèse, dans un avenant au prospectus.

a) Imposition en Suisse

Les personnes physiques dont le domicile se trouve en Suisse sont tenues d'imposer les produits d'intérêt réalisés issus d'obligations ainsi que les versements de dividendes d'actions, détenues sous la forme d'actifs privés, en tant que revenus. Les plus-values du capital issues de la vente d'obligations et d'actions détenues en tant qu'actifs privés ne sont pas, en revanche, imposables. Les intérêts courus sont considérés comme partie du prix d'achat.

Les personnes morales dont le siège se trouve en Suisse doivent imposer les produits d'intérêt réalisés issus d'obligations ainsi que les versements de dividendes d'actions en tant que bénéfices. Les plus-values du capital issues de la vente d'un emprunt ou d'une action doivent également, en règle générale, être imposées comme un bénéfice (sous réserve d'exception en fonction du canton dans lequel se situe le siège et en fonction du statut fiscal individuel).

Une retenue à la source par l'émettrice n'a pas lieu, les investisseurs doivent eux-mêmes déclarer aux impôts les valeurs patrimoniales qu'ils détiennent et leurs revenus.

b) Imposition au Liechtenstein

Pour les investisseurs (personnes physiques) dont le lieu de résidence se trouve au Liechtenstein, les produits d'intérêt et dividendes réalisés ainsi que les plus-values du capital issues d'obligations et d'actions sont en principe exonérés d'impôts dans la mesure où les titres correspondants sont soumis à l'impôt sur la fortune.

Les personnes morales domiciliées au Liechtenstein, qui détiennent des obligations, doivent déclarer aux impôts les produits d'intérêts et dividendes réalisés ainsi que les plus-values du capital issues d'obligations et d'actions en tant que produit.

c) Imposition en France

Les **intérêts effectivement perçus par des personnes physiques domiciliées en France** sont soumis à l'impôt sur le revenu en France. L'imposition a lieu en trois étapes : Lors du versement des intérêts, (1) un prélèvement forfaitaire non libératoire et (2) les prélèvements sociaux sont opérés. L'année suivante, les intérêts perçus sont imposés avec les autres revenus annuels (3) au barème progressif de l'impôt sur le revenu. Le prélèvement forfaitaire acquitté est imputable sur l'impôt sur le revenu annuel dû.

La plus-value réalisée lors de la **vente d'obligations** détenues dans le cadre de la gestion du patrimoine privé est soumise (1) à l'impôt sur le revenu annuel et (2) aux prélèvements sociaux. Toute majoration de prix (p. ex. le paiement des intérêts courus prorata temporis au vendeur) doit être prise en compte dans le prix de vente.

Les **intérêts perçus par des entreprises assujetties à l'impôt sur les sociétés** constituent des recettes imposables à l'impôt sur les sociétés au titre de l'année au cours de laquelle elles ont été perçues.

La **plus-value réalisée lors de la vente** est imposable en tant que bénéfice. Toute majoration de prix (p. ex. le paiement des intérêts courus prorata temporis au vendeur) doit être prise en compte dans le prix de vente.

d) Imposition en Allemagne

Les intérêts sur obligations faisant partie du patrimoine privé ainsi que les dividendes sur actions perçus par des **personnes physiques domiciliées en Allemagne** sont imposables en tant que revenus de capitaux mobiliers au moment de leur réception. Les revenus de capitaux mobiliers sont soumis à la retenue à la source libératoire et aux surtaxes.

Les gains sur cessions d'obligations et d'actions faisant partie du patrimoine privé sont également imposables.

Les intérêts courus payés lors de l'acquisition constituent des revenus négatifs de capitaux mobiliers. Les intérêts courus obtenus dans le cadre de la cession font partie des gains sur cessions imposables.

Lorsque la garde des obligations est assurée par un dépositaire national, la banque dépositaire allemande effectue la retenue à la source libératoire sur les revenus de capitaux mobiliers. Pour l'investisseur, la retenue à la source vaut en principe acquittement définitif de l'impôt. Dans ce cas, il n'y a pas d'obligation de déclarer ces revenus dans la déclaration d'impôt sur le revenu; le contribuable peut toutefois demander que les revenus de capitaux mobiliers soient imposés au taux personnel d'imposition si cela est plus avantageux pour lui.

Les intérêts sur obligations perçus par des **entreprises dont le siège est en Allemagne** sont imposables en tant que bénéfice.

Les dividendes sur actions perçus par des entreprises sont au moins partiellement exonérés (sauf les dividendes sur actions disséminées pour les personnes morales avec siège en Allemagne).

Les gains sur cessions d'emprunts sont également imposables.

Les gains sur cessions d'actions faisant partie du patrimoine professionnel sont au moins partiellement exonérés.

Pour les entreprises, la retenue à la source effectuée par la banque dépositaire allemande sur les revenus de capitaux mobiliers n'a pas d'effet libératoire.

e) Imposition en Belgique

Les intérêts sur obligations et dividende attribués ou mis en paiement à des investisseurs personnes physiques résidentes en Belgique sont imposables au taux de 30%.

Lorsque les revenus sont perçus via un intermédiaire établi en Belgique (par exemple la banque), la taxation a lieu par voie de précompte (i.e. précompte mobilier). Le précompte mobilier est libératoire, ce qui implique que les revenus ne doivent plus être mentionnés dans la déclaration fiscale de l'investisseur.

À contrario, les revenus qui sont directement perçus à l'étranger ne sont pas soumis au précompte mobilier et doivent être repris dans la déclaration fiscale de l'investisseur.

Les plus-values réalisées en cas de cessions des obligations sont exonérées dans la mesure où celles-ci sont réalisées dans le cadre de la gestion normale du patrimoine privé de l'investisseur. Dans le cas contraire, les plus-values sont imposables au taux de 33%.

Les intérêts courus non échus compris dans le prix de cession sont imposables au taux de 30%.

Les intérêts sur obligations dus à des sociétés résidentes fiscales en Belgique sont soumis à l'impôt des sociétés au taux ordinaire (29,58 depuis le 1er janvier 2018 et 25% à partir du 1er janvier 2020, sauf bénéfice du taux réduit)

Les intérêts courus sont comptabilisés par le bénéficiaire à la fin de chaque exercice comptable, et sont soumis à l'impôt des sociétés à cette date.

Les frais d'achat et/ou de vente relatifs aux obligations sont fiscalement déductibles, sauf s'ils ont été activés. Les éventuelles plus-values réalisées sur les obligations sont soumises à l'impôt des sociétés au taux ordinaire.

Les éventuelles moins-values réalisées sur les obligations (y compris les différences et/ou les pertes de change) sont déductibles à l'impôt des sociétés.

À l'issue de la conversion en actions, la société belge pourra éventuellement bénéficier d'une exonération à 100% des dividendes perçus (régime des « revenus définitivement taxés » (RDT)) si les conditions suivantes sont remplies :

- participation minimale de 10% ou valeur d'acquisition d'au moins 2.500.000 EUR,
- durée de détention d'un an (ou engagement y afférent) ; et
- assujettissement à l'impôt de la société distributrice ainsi que de ses filiales directes et indirectes.

Les plus-values réalisées sur la vente des actions obtenues après conversation seront éventuellement exonérées aux mêmes conditions.

f) Imposition en Luxembourg

Les intérêts sur obligations détenues dans le patrimoine privé ainsi que les dividendes sur actions perçus par des personnes physiques résidentes fiscales au Luxembourg sont imposables en tant que revenus de capitaux mobiliers au moment de leur encaissement. Les intérêts sont soumis au prélèvement libératoire de 20%, s'ils sont payés par un agent payeur établi au Luxembourg, et sinon au taux progressif de l'impôt sur le revenu.

Si le paiement des intérêts est effectué par un agent payeur établi dans un autre État membre de l'UE ou de l'EEE, le résident fiscal luxembourgeois doit remplir la Déclaration 931 D et payer un montant équivalent au prélèvement libératoire de 20% au Trésor luxembourgeois. Ou bien le résident fiscal luxembourgeois peut déclarer dans ce cas les intérêts dans le cadre de sa déclaration fiscale annuelle de sorte que les intérêts soient soumis à l'impôt sur le revenu au taux progressif.

Les dividendes sont exonérés pour 50% de leur montant ou sont soumis à l'impôt sur le revenu au taux progressif selon que l'émettrice des actions est ou non elle-même soumise à un impôt étranger comparable à l'impôt sur le revenu des collectivités luxembourgeois.

Les plus-values de cession des obligations ou d'actions détenues dans le patrimoine privé sont également imposables, si la cession intervient moins de 6 mois après l'acquisition ou la souscription des obligations ou en cas de cession d'une participation importante (c'est-à-dire de plus de 10% du capital de l'émetteur des actions), même si la cession a eu lieu plus de 6 mois après la souscription ou l'acquisition des actions mais dans ce cas, à un taux spécifique.

Les intérêts ainsi que les plus-values en cas de cession d'obligations perçus par des entreprises ayant leur siège au Luxembourg doivent être soumis à l'impôt. S'agissant des investisseurs qui sont des personnes morales, la retenue à la source de 20 % qui est effectuée par l'agent payeur luxembourgeois n'a pas d'effet libératoire mais est déduite de l'impôt sur le revenu annuel.

Les dividendes et les plus-values réalisées lors de la cession des actions sont en principe des revenus pleinement imposables pour les entreprises dont le siège est Luxembourg. Les dividendes sont exonérés pour 50% de leur montant et les autres 50% sont soumis à l'impôt sur le revenu ou l'impôt sur le revenu des collectivités au taux progressif, si selon que la société qui paie les dividendes l'émetteur des actions est ou non elle-même soumise à un impôt étranger comparable à l'impôt sur le revenu des collectivités luxembourgeois.

Pour les entreprises qui sont des sociétés ou entités similaires sont soumises à l'impôt sur le revenu des collectivités, les dividendes et les plus-values sur la cession des actions peuvent, le cas échéant, bénéficier d'une exonération d'impôt, si les conditions du régime mère-fille luxembourgeois sont réunies.

D. Conditions et conditions préalables régissant l'offre

1. Conditions, statistiques de l'offre, calendrier prévisionnel et modalités d'une demande de souscription

a) Conditions régissant l'offre

L'investisseur, représenté à titre fiduciaire par la banque dans laquelle est domicilié son compte de dépôt, soumet à l'agent payeur par écrit, par courriel ou par téléphone, une offre ferme pour l'acquisition de l'emprunt au montant nominal souhaité. L'emprunt est réputé acquis par l'acceptation de l'offre par l'émettrice, représentée par l'organisme payeur. L'émettrice se réserve le droit de refuser une offre de souscription.

Les ordres de souscription peuvent être donnés à l'agent payeur pendant les heures habituelles d'ouverture des banques, respectivement entre 08h00 et 18h00 (CET) et par l'intermédiaire des points d'accueil suivants de l'organisme payeur :

Courriel : trading@bankfrick.li
Télécopie : 00423 388 21 15
Téléphone : 00423 388 21 25

Les obligations sont remises électroniquement à l'acquéreur des obligations par le biais de la société SIX SIS AG, Baslerstrasse 100, CH-4600 Olten, contre paiement du montant nominal majoré des éventuels intérêts courus sur le compte tenu par la société Bankhaus Frick & Co. AG, Landstrasse 14, FL-9496 Balzers, domicilié auprès de la SIX SIS AG (dépositaire central).

Le traitement des transactions a lieu par le biais de la procédure « livraison contre paiement ». Dans ce cadre, la banque dans laquelle est domicilié le compte de dépôt de l'investisseur agit en qualité de fiduciaire comme investisseur (pour le compte de l'investisseur final) des obligations et traite directement avec l'agent payeur la transaction par le biais de la procédure susmentionnée. Ceci permet d'assurer que le paiement et le transfert des titres obligataires ont lieu en même temps et n'ont lieu que si les deux parties ont agi selon les mêmes instructions.

Le traitement de la transaction est possible par le biais des chambres de compensation suivantes :

Clearer (Offices de compensation)	SSI de l'organisme payeur (Banque Frick)
SIX SIS AG	LI100067
Clearstream Luxembourg	83320
Clearstream Frankfurt	83320
Euroclear Bank	83320

Les obligations sont titrisées pour l'ensemble de la durée de l'emprunt dans un certificat global au porteur (ci-après dénommée « certificat global »), conservé par la société SIX SIS AG, Baslerstrasse 100, CH-4600 Olten. La livraison physique d'obligations effectives ou de coupons d'intérêts ne peut être demandée. Les obligataires disposent de parts de copropriété sur le certificat global, qui peuvent être transférées conformément aux règlements et dispositions de la société SIX SIS AG. Le certificat global est revêtu de la signature manu propria d'au moins une personne habilitée à représenter l'émettrice.

b) Montant total de l'émission

Le montant total de l'émission s'élève à EUR 100 000 000.

c) Délai de dépôt de l'offre

L'émission a lieu sur une base continue depuis le 20 mai 2019 et se termine par le placement intégral de l'emprunt ou en cas de cessation anticipée de l'offre par l'émettrice, au plus tard à l'issue d'une année à compter de la date de la validation du prospectus d'émission.

d) Réduction de souscription

L'émettrice a pour but de proposer les titres de créance un jour après la publication du prospectus et jusqu'au placement total, un an maximum après la date d'approbation du prospectus par la FMA.

L'émettrice se réserve toutefois le droit de clôturer le délai de souscription en cas de placement intégral de l'emprunt avant l'expiration du délai. L'émettrice se réserve également le droit de mettre fin à l'offre de manière anticipée dans l'hypothèse où le volume d'émission ne serait pas atteint pendant le délai de souscription ou dans l'hypothèse où l'émettrice estimerait, pour d'autres raisons, à sa convenance, qu'elle ne souhaite pas poursuivre les placements ou qu'elle estimerait une telle poursuite comme dénuée de pertinence.

Dans l'hypothèse d'une sursouscription, les souscriptions sont prises en compte dans l'ordre de leur réception. Dans une telle hypothèse, l'émettrice est en droit de réduire les souscriptions et de restituer les montants de souscription perçus en les remboursant sur le compte du payeur.

e) Montant minimal et/ou maximal de souscription

Cet emprunt est fractionné en obligations d'une valeur nominale respective de 1 000 EUR. Le montant minimum de souscription par investisseur s'élève à 10 000 EUR. Les montants supérieurs de souscription doivent être multiples de 1 000, il n'existe aucune valeur maximale de souscription par investisseur.

f) Souscription & livraison des valeurs mobilières

Les souscriptions sont effectuées par le biais de l'agent payeur.

Les obligations sont remises électroniquement à l'acquéreur des obligations par le biais de la société SIX SIS AG, Baslerstrasse 100, CH-4600 Olten, contre paiement du montant nominal majoré des éventuels intérêts courus.

g) Publication

Les résultats de l'offre sont divulgués dans le cadre de l'établissement et de la publication des rapports annuels de l'émettrice.

Le rapport annuel peut être demandé par chaque investisseur au siège de l'émettrice, gratuitement, par écrit et en mentionnant une adresse email, l'envoi se fait par courriel. Le rapport annuel peut par ailleurs être consulté et demander au registre du commerce et des sociétés, Office de la justice de la principauté du Liechtenstein, sous le numéro d'immatriculation FL-0002-543.640-8.

2. Répartition et attribution des valeurs mobilières

a) Catégories d'investisseurs

L'émettrice a l'intention de soumettre la présente offre, en priorité, à des investisseurs sis au Liechtenstein, en Suisse, France, Allemagne, Belgique et Luxembourg ainsi que le cas échéant, à des investisseurs basés dans les pays EEE qui ont donné lieu à une notification. Investisseurs sis aux pays hors EEE peuvent souscrire cet emprunt sur la base du présent prospectus si et dans la mesure où cette souscription est juridiquement possible et recevable dans le cadre des dispositions légales et réglementaires locales.

b) Procédure de notification

La notification aux investisseurs des valeurs mobilières attribuées a lieu par le biais d'écritures par le biais de la société SIX SIS AG.

3. Fixation du prix

Le prix d'émission auquel est proposé l'emprunt est de 100% du montant de souscription (valeur nominale), majoré des éventuels intérêts courus. Les titres de créances sont proposés à partir du premier jour suivant la publication du prospectus et jusqu'au placement complet ou jusqu'à ce que l'émettrice mette fin préalablement à la période de souscription.

Les éventuels impôts retenus à la source sont conservés et versés par l'émettrice. L'émettrice ne facture pas, au demeurant, de quelconques frais ou taxes aux souscripteurs.

4. Placement et émission

Le placement des obligations est effectué par l'émettrice elle-même ou par des banques, des gestionnaires de fortune ou autres prestataires de services financiers mandatés par l'émettrice (ci-après dénommés, tous ensemble, « intermédiaires financiers »).

L'émettrice donne son autorisation à l'utilisation du prospectus pour la revente ultérieure ou le placement définitif des titres exclusivement à des intermédiaires financiers autorisés selon les normes prudentielles et soumises à surveillance, qui opèrent en conformité avec les prescriptions légales du pays où se trouve leur siège ou du pays de distribution.

L'autorisation est donnée en particulier pour la distribution en Suisse, au Liechtenstein et dans les pays EEE qui ont donné lieu à une notification. Pour les pays hors EEE, l'autorisation de distribution est donnée sur la base du présent prospectus si et dans la mesure où celle-ci est juridiquement possible et recevable dans le cadre des dispositions légales et réglementaires locales.

L'autorisation, par ailleurs, est uniquement donnée pour la durée du délai de l'offre, soit jusqu'à un an maximum à compter de l'approbation du prospectus.

Le présent prospectus ne doit par ailleurs être remis à des investisseurs potentiels que s'il est accompagné de ses éventuels avenants. **Les intermédiaires financiers doivent aviser de manière exhaustive les investisseurs, au moment de la soumission de l'offre, sur les conditions de l'offre.**

Chaque intermédiaire financier qui utilise ce prospectus est tenu d'indiquer sur son site Internet qu'il l'utilise avec l'autorisation de l'émettrice, conformément aux conditions attachées à cette autorisation.

L'émettrice déclare assumer la responsabilité du contenu du prospectus même en cas de revente ultérieure ou de placement définitif de titres par des intermédiaires financiers qui ont obtenu l'autorisation d'utiliser le prospectus.

5. Agent payeur

L'unique agent payeur de l'émettrice est l'établissement bancaire Bank Frick & Co. AG, Landstrasse 14, FL-9496 Balzers.

E. Admission à la négociation et modalités de négociation

1. Admission à la négociation

Les obligations à émettre présentées dans le présent prospectus ne sont pas admises à la négociation sur un marché réglementé ou non réglementé ou à une bourse de l'Espace Économique Européen. Les obligations sont toutefois librement négociables selon les dispositions de la SIX SIS AG.

L'émettrice se réserve le droit de présenter une demande d'admission à la négociation de cet emprunt sur un marché réglementé ou non réglementé.

Il est par ailleurs envisagé d'admettre des actions de la débitrice obligataire à la négociation, à l'avenir, à une bourse au sein de l'espace économique européen (Bourse de Francfort) ou de la Suisse (SIX Swiss Exchange). Dans une telle hypothèse, la débitrice obligataire serait en droit, conformément aux conditions du présent prospectus, de convertir les emprunts émis conformément au présent prospectus en actions de la débitrice obligataire, actions qui seraient alors admises à la négociation de manière correspondante.

VI. Dispositions finales

A. Publication

Le présent prospectus ainsi que d'éventuels avenants peuvent être demandés gratuitement à l'émettrice ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG, Landstrasse 14, 9496 Balzers, Liechtenstein, support@thomas-lloyd.com. La notification a lieu par courriel.

Le prospectus, y compris les avenants, sont disponibles à la consultation et au téléchargement sur https://www.thomas- lloyd.com/fr/investisseurs/ (après la sélection de « Pays d'origine » et « Statut d'investisseur »).

Les communications faites aux investisseurs ont lieu par le biais de la transmission, à la banque dans laquelle est domicilié le compte de dépôt de l'investisseur, par le biais de la société SIX SIS AG et/ou par le biais de la mise à disposition de communications correspondantes d'investisseurs à la consultation et au téléchargement sur le site web mentionné.

B. Corrections, modifications et avenants

L'émettrice est en droit de

i. rectifier les erreurs manifestes de plume ou de calcul ou
ii. rectifier d'autres erreurs manifestes ou
iii. apporter des modifications rédactionnelles telles que par ex. des modifications conservant le sens dans le libellé ou l'ordre ou
iv. modifier ou compléter des dispositions contradictoires ou lacunaires

dans les présentes conditions régissant l'emprunt sans le consentement des détenteurs des obligations. Cependant, dans les cas énoncés au point (iv), seules des modifications ou ajouts qui, en tenant compte des intérêts de l'émettrice, sont acceptables pour les détenteurs d'obligations, en d'autres termes qui n'emportent pas détérioration ou alors, seulement minime de la situation financière des détenteurs d'obligations sont autorisés.

Il sera fait état de nouvelles circonstances importantes, des inexactitudes essentielles ou des imprécisions en ce qui concerne les informations contenues dans le prospectus, susceptibles d'influencer l'évaluation de l'emprunt, et qui surviennent ou sont constatées entre la date de validation du prospectus et la fin définitive de l'offre publique ou – si c'est le cas a posteriori

– l'inclusion dans les négociations sur un marché réglementé ou non réglementé par la publication d'un ou de plusieurs avenants au présent prospectus. Les avenants au prospectus, de même que le prospectus lui-même, doivent être autorisés par l'autorité de surveillance des marchés financiers du Liechtenstein (Finanzmarktaufsicht Liechtenstein, FMA).

C. Droit applicable/juridiction compétente

La forme et le contenu des obligations, les droits et obligations des obligataires, de l'émettrice ainsi que de l'organisme payeur sont exclusivement régis par le droit en vigueur dans la principauté du Liechtenstein. En cas de litige découlant ou en relation avec le présent emprunt ou les conditions régissant d'emprunt, le for est Zurich.

D. Indépendance des clauses

Dans l'hypothèse où certaines stipulations des présentes conditions régissant l'emprunt seraient ou deviendraient, en totalité ou en partie, inopérantes et/ou inexécutables, ceci n'affectera pas la validité des autres clauses des présentes conditions régissant l'emprunt. Les stipulations frappées de nullité ou inexécutables doivent être remplacées par des stipulations valides et exécutables se rapprochant au mieux de l'esprit et de l'objet des présentes conditions régissant l'emprunt et dont les effets économiques se rapprochent au mieux, dans le cadre de ce que la loi permet, de ceux visés par les stipulations frappées de nullité ou inexécutables.

Balzers, le 29 avril 2019,

ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG

Le conseil d'administration :



Annexe 1

Statuts de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG du 21 mars 2017

STATUTS

DE LA SOCIETE

ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG

Balzers

I. Raison sociale, siège, durée et but

Art. 1

Raison sociale

Il est constitué sous la raison sociale ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG une société anonyme régie par les articles 261 à 367 du Droit des personnes et des sociétés du 20 janvier 1926 (LGBl). No 4 du 19 février 1926.

Art. 2

Siège et durée

La société a son siège à Balzers. Par décision de l'Assemblée Générale, des succursales peuvent être installées au Liechtenstein et à l'étranger et le siège de la société peut être transféré à l'étranger sans dissolution préalable.

Tous les rapports juridiques fondés par la constitution et l'existence de la société sont régis par le droit applicable au lieu du siège. La juridiction ordinaire de la société est le tribunal compétent pour son siège.

La durée de la société est illimitée.

Art. 3

But

L'objet de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG est la mise à disposition de financements, en particulier en vue du renforcement de la force d'expansion et du financement de la stratégie de croissance du ThomasLloyd Group, de la détention et de la gestion de son propre patrimoine (tel que des participations, des droits incorporels et des biens immobiliers) et en vue de la réalisation de toutes les affaires liées aux activités susmentionnées.

II. Capital

Art. 4

Le capital social de la société s'élève à CHF 50 000 (cinquante mille francs suisses), divisé en 50 actions nominatives d'une valeur nominale de CHF 1000. Le capital est entièrement libéré en espèces.

Les actions peuvent être regroupées en certificats comprenant un certain nombre de titres. Elles sont revêtues d'une signature manuscrite ou imprimée, en fonction des directives du conseil d'administration. Les actions doivent être signées par deux membres du conseil d'administration. Si au moment de la signature, le conseil d'administration se compose d'un seul membre, sa signature suffit.

La société tient un registre des actions nominatives dans lequel sont inscrits les détenteurs et les usufruitiers des titres avec mention de leur nom et adresse.

La société est tenue de porter cette mention sur le titre.

Est considérée comme actionnaire ou usufruitier à l'égard de la société la personne qui est inscrite au registre des actions et signataire des statuts. Toutes les prestations sont versées exclusivement à la personne inscrite au registre des actions.

Si un actionnaire change d'adresse, il doit en informer la société. Tant que le changement d'adresse n'est pas effectué, toutes les communications sont faites valablement à la dernière adresse indiquée dans le registre des actions.

Si un actionnaire souhaite vendre des actions, les coactionnaires disposent d'un droit de pré-achat valable durant 30 jours à compter de l'offre écrite. Le prix est fixé d'après la valeur nominal intrinsèque des actions.

Art. 5

En cas d'augmentation du capital social, chaque actionnaire a le droit de souscrire une fraction des nouveaux titres au pro rata des actions qu'il détient déjà ; dans le cas où ces nouveaux titres ne sont pas acquis par les actionnaires dans les trente jours suivant leur émission, ceux-ci pourront être proposés à des non-actionnaires.

III. Organes de la société

Art. 6

Les organes de la société sont :

- l'Assemblée générale,
- le Conseil d'administration,
- l'organe de révision.

IV. L'Assemblée générale

Art. 7

Compétences

L'Assemblée générale est l'organe suprême de la société. Les missions suivantes, en particulier, relèvent de sa compétence (article 338 du Droit des personnes et de sociétés (PGR) :

- approbation du compte d'exploitation, du bilan et du rapport de gestion du Conseil d'administration sur l'exercice écoulé, après présentation du rapport écrit de l'organe de révision ;
- octroi de la décharge au Conseil d'administration et à l'organe de révision ;
- décision de l'utilisation des bénéfices nets, en particulier fixation du dividende et de la part du bénéfice net revenant aux administrateurs ;
- désignation et de révocation du Conseil d'administration et détermination du droit de signature du Conseil d'administration ;
- choix de l'organe de révision ;
- décision concernant les modifications de statuts, en particulier la modification du capital social, la transformation des actions aux porteurs en actions nominatives et inversement, la dissolution ou la fusion de la société ou l'établissement de succursales ;
- décision concernant les propositions du Conseil d'administration, de l'organe de révision et des actionnaires, mais également statuer sur l'ensemble des affaires qui lui sont réservées par la loi ou les statuts.

Art. 8

Assemblée générale

L'Assemblée générale est convoquée en séance ordinaire une fois par an, dans les six mois qui suivent la clôture d'un exercice. Des assemblées générale extraordinaires peuvent être convoquées en tout temps en la forme prévue par les statuts.

Chaque action donne droit à une voix à l'Assemblée générale. Les actionnaires peuvent représenter leurs actions eux-mêmes ou charger un tiers, qui n'est pas nécessairement actionnaire, de les représenter.

Art. 9

Convocation

L'Assemblée générale est convoquée par le Conseil d'administration à Balzers ou en un autre lieu, sur le territoire national ou à l'étranger.

La convocation doit être envoyée au moins 14 jours avant la date de l'assemblée, assortie de l'ordre du jour.

La correspondance avec les actionnaires se fait par lettre simple, par télécopie ou par courrier électronique si les actionnaires sont connus du Conseil d'administration, dans le cas contraire par publication dans l'organe de publication de la société.

Si l'ensemble des détenteurs du capital-actions sont présents ou représentés, une assemblée générale peut avoir lieu sans convocation préalable, à condition qu'il n'y ait pas d'opposition (assemblée générale universelle).

Art. 10

Organisation

L'Assemblée générale est présidée par le Président du Conseil d'administration ou par un président désigné par l'Assemblée générale.

Le Président désigne le secrétaire et les scrutateurs et signe conjointement avec le secrétaire le procès-verbal dont fait l'objet l'Assemblée générale.

Art. 11

Droit de vote et décision

L'Assemblée générale prend ses décisions et procède aux élections à la majorité absolue des voix exprimées, sauf dispositions obligatoires contraires prévues par la loi, quel que soit le nombre des actions représentées, sous réserve des dispositions de l'article 12 Le président tranche en cas d'égalité des voix. Le mode de vote est fixé par l'Assemblée générale.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 12

Les décisions relatives aux modifications du capital social, à l'extension ou la restriction du domaine d'activité ou à la dissolution ou la fusion de la société avec une autre entreprise requièrent une majorité des 2/3 (deux tiers) des actions représentées pour autant que la moitié du capital-actions soit représentée. Dans le cas où la moité du capital-actions n'aurait pas été représentée, le Conseil d'administration peut convoquer

une nouvelle assemblée générale qui pourra délibérer valablement quel que soit le nombre d'actions représentées. Lors de cette seconde assemblée, les décisions se prennent également à la majorité des 2/3 (deux tiers) des actions représentées.

Art. 13

L'Assemblée générale est compétente pour tout litige relatif à la compétence des différents organes.

V. Conseil d'administration

Art. 14

Composition et durée de mandat

Le Conseil d'administration est composé d'un ou de plusieurs membres désignés à durée indéterminée par l'Assemblée générale. Le Conseil d'administration est nommé une première fois par l'Assemblée générale constituante.

Le Conseil d'administration, peut procéder, en cours de mandat, à la cooptation d'un ou plusieurs membres. Les membres cooptés du Conseil d'administration doivent être approuvés par l'Assemblée générale suivante.

L'Assemblée générale peut révoquer les membres du Conseil d'administration à tout moment sans avoir à indiquer de motif. Ces derniers ont le droit de démissionner de leur mandat à tout moment, avec effet immédiat.

Art. 15

Compétences et quorum

Le Conseil d’administration représente la société à l’égard des tiers. Il est compétent pour toutes les affaires qui ne sont pas réservées à l'Assemblée générale et en particulier pour :

- la conduite des affaires ;
- le choix des directeurs et des fondés de pouvoir ainsi que pour les modalités de signature ;
- l'exécution, et si nécessaire l'adoption, de dispositions d'exécution relatives aux instructions ou aux règlements édictés par l'Assemblée générale ;
- la comptabilité ;
- l'obligation de préparation des affaires incombant à l'Assemblée générale et la présentation des comptes annuels à l'Assemblée générale.

Le Conseil d'administration détient le droit de signature pour la société. Si le Conseil d'administration compte plus d'un membre, la signature conjointe de deux membres du Conseil d'administration est obligatoire.

Au moins un des administrateurs doit satisfaire aux exigences prévues à l'article 180a PGR.

Le Conseil d'administration peut délibérer valablement lorsque la majorité de ses membres est présente ou représentée. Il prend ses décisions à la majorité simple des voix des membres présents. En cas d'égalité des voix, la voix du président compte double. Les membres absents peuvent se faire représenter par un autre membre.

Les décisions peuvent aussi être prises par voie de circulaire. Dans ce cas, la majorité absolue de tous les membres est requise.

Art. 16

Le Conseil d'administration peut désigner parmi ses membres un président ainsi que d'autres titulaires de fonctions.

Le Conseil d'administration se réunit sur convocation de son président ou à la demande d'un autre membre au siège de la société ou en un autre lieu, aussi souvent que les affaires l'exigent.

Art. 17

Le Conseil d'administration peut confier la gestion des affaires en tout ou partie à l'un de ses membres ou la déléguer à un tiers. Il peut nommer des directeurs et des fondés de pouvoir ainsi que toutes sortes de mandataires nécessaires pour atteindre et réaliser le but social de la société.

VI. Organe de révision

Art. 18

L'Assemblée générale ordinaire doit chaque année désigner un organe de révision qui se compose d'un ou de deux réviseurs ou d'une société fiduciaire.

L'organe de révision doit établir que le bilan et le compte de résultat correspondent à la comptabilité, que celle-ci est tenue dans les règles de l'art et que la présentation de l'actif et des résultats financiers est conforme aux principes légaux d'évaluation et aux dispositions statutaires.

VII. Clôture des comptes et répartition des bénéfices

Art. 19

L'exercice comptable se termine le 31 décembre d'une année et pour la première fois le 31 décembre 2017. Si le premier exercice dure moins de 6 mois, il peut être prolongé jusqu'à la fin de l'année suivante, soit pour une durée de 18 mois maximum.

Le bilan et le compte d'exploitation doivent être présentés conformément aux dispositions légales. Le rapport de gestion et le rapport de révision sont mis à la disposition des actionnaires au siège statutaire de la société au plus tard vingt jours avant l'Assemblée générale ordinaire. Il en va de même pour la rapport de gestion consolidé et le rapport de révision consolidé.

Il est possible de procéder en tout temps à une sous-valorisation des actions, dans le cadre prévu par la loi, conformément à l'article 204 PGR, dans l'intérêt de la société.

Le bénéfice net résultant des comptes annuels est mis à la disposition de l'Assemblée générale qui peut en disposer librement, sous réserve de l'article 309 PGR, pour procéder à des amortissements ou constituer des réserves que l'Assemblée générale juge appropriées pour garantir la viabilité à long terme de l'entreprise ou la répartition d'un dividende aussi constant que possible.

Tous les dividendes qui n'ont pas été perçus dans un délai de trois ans suivant leur exigibilité sont attribués au fonds de réserve de la société.

VIII. Dissolution et liquidation

Art. 20

L'Assemblée générale peut en tout temps décider la dissolution ou la liquidation de la société conformément aux dispositions légales et statutaires. Le Conseil d'administration est chargé de la liquidation à moins que l'Assemblée générale n'en confie le mandat à une autre personne.

IX. Avis

Art. 21

Les avis de la société sont publiés dans le Liechtensteiner Vaterland.

X. Représentation

Art. 22

La représentation statutaire au sens de l'article 239 ss. du Droit des personnes et des sociétés (PGR) est nommée une première fois lors de assemblée générale constituante, puis par le conseil d'administration.

XI. Fondateurs et frais d'établissement

Art. 23

Les personnes suivantes souscrivent les parts en qualité de fondateurs : ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Fund GmbH, Frankfurt a. M., et TTA Trevisa-Treuhand-Anstalt, Balzers.

Les frais d'établissement se montent à CHF 10'000 environ.

Balzers, 21 mars 2017

Les fondateurs :

Clemens Laternser

pour ThomasLloyd Cleantech Infrastructure
Fund GmbH conformément à la procuration
du 13 mars 2017

et pour TTA Trevisa-Treuhand-Anstalt

FÜRSTENTUM LIECHTENSTEIN GEBÜHRENQUITTUNG Nr. 43.-

KONFORMITÄTSBEGLAUBIGUNG
Es wird amtlich bestätigt, dass dieses Dokument mit dem Originaldokument wörtlich übereinstimmt.

Vaduz, den 22 März 2017

FÜRSTENTUM LIECHTENSTEIN AMT FÜR JUSTIZ HANDELSREGISTER

Annexe 2

Extrait du registre du commerce de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG du jeudi 3 avril 2019

AMT FÜR JUSTIZ
FÜRSTENTUM LIECHTENSTEIN

HANDELSREGISTER

HANDELSREGISTER-AUSZUG

Registernummer	Rechtsnatur	Eintragung	Löschung	Übertrag	
FL-0002.543.640-8	**Aktiengesellschaft**	23.03.2017		von: auf:	1

Alle Eintragungen

Ei	Lö	Firma	Ref	Sitz
1		**ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG**	1	Balzers

Ei	Lö	Aktienkapital	Liberierung	Aktien-Stückelung
1		CHF 50'000.00	CHF 50'000.00	50 Namenaktien zu CHF 1'000.00

Ei	Lö	Repräsentanz/Zustelladresse
1		c/o TTA Trevisa-Treuhand-Anstalt Landstrasse 14 9496 Balzers

Ei	Lö	Zweck
1		Geschäftszweck der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG ist die Bereitstellung von Finanzierungen insbesondere zur Stärkung der Expansionskraft und Finanzierung der Wachstumsstrategie der ThomasLloyd-Gruppe, das Halten und Verwalten des eigenen Vermögens (wie Beteiligungen, immaterielle Rechte und Immobilien) sowie die Durchführung sämtlicher mit den vorstehenden Tätigkeiten zusammenhängenden Geschäfte.

Ei	Lö	Geschäftsadresse

Ei	Lö	Bemerkungen	Ref	Statutendatum
1		Mitteilungen an die Aktionäre erfolgen durch einfachen Brief, Fax oder elektronische Post, sofern dem Verwaltungsrat die Aktionäre bekannt sind, andernfalls durch Publikation im Publikationsorgan der Gesellschaft.	1	21.03.2017

Ei	Lö	Besondere Tatbestände	Ref	Publikationsorgan
			1	Liechtensteiner Vaterland

Ei	Lö	Zweigniederlassung (en)	Ei	Lö	Zweigniederlassung (en)

Zei	Ref	TB-Nr	TB-Datum	Zei	Ref	TB-Nr	TB-Datum
HR	1	2806	23.03.2017				
ZEM	2	746	21.01.2019				

Ei	Ae	Lö	Angaben zur Verwaltung	Funktion	Zeichnungsart
1			Laternser, Clemens Gregor, StA: Liechtenstein, 9496 Balzers	Mitglied des Verwaltungsrates	Kollektivunterschrift zu zweien
1			Klein, Matthias, StA: Deutschland, 8966 Oberwil-Lieli	Präsident des Verwaltungsrates	Kollektivunterschrift zu zweien
1		2	~~AAC Revision und Treuhand AG, 9495 Triesen~~	~~Revisionsstelle~~	
2			CONFIDA Wirtschaftsprüfung AG, 9490 Vaduz	Revisionsstelle	

Vaduz, 03.04.2019 14:46 ENB



Ein manueller oder elektronischer Auszug aus dem Handelsregister des Fürstentums Liechtenstein hat nur Gültigkeit, sofern er mit einer Originalbeglaubigung oder mit einer elektronischen Amtssignatur des Amtes für Justiz versehen ist. Auf Papier ausgedruckte elektronische Dokumente von Behörden mit einer Amtssignatur und einem Signaturvermerk haben die Vermutung der Echtheit für sich (Art. 5b SigG).

Annexe 3

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG au 31 Décembre 2017

AAC
Revision und Treuhand AG

ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG 9496 Balzers

Rapport de l'organe de révision
Comptes annuels au 31 décembre 2017

AAC Revision und Treuhand AG
Succursale

Landstrasse 123 · Postfach 634 · 9495 Triesen · Liechtenstein
Untere Gschindstrasse 4 · 9497 Triesenberg · Liechtenstein
T +423 399 03 03 · F +423 399 03 93 · info@aac.li · www.aac.li
HR-Nr. FL-0002.283.696-0 · Mwst-Nr. 56930

AAC

Revision und Treuhand AG

Rapport de l'organe de révision à l'attention de l'assemblée générale de
ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG, 9496 Balzers

En notre qualité d'organe de révision, nous avons vérifié les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) de Thomaslloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2017, couvrant la période du 23 mars 2017 au 31 décembre 2017.

Le conseil d'administration est responsable des comptes annuels, tandis que notre responsabilité consiste à vérifier et évaluer ceux-ci. Nous attestons que nous remplissons les exigences légales en matière de qualification professionnelle et d'indépendance.

Notre révision a été effectuée conformément aux normes de la profession au Liechtenstein, qui exigent qu'un audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes significatives. Nous avons examiné par sondages les éléments probants justifiant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Nous avons également procédé à l'appréciation des principes comptables suivis, des estimations significatives et de la présentation d'ensemble des comptes annuels. Nous estimons que notre révision constitue une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

Selon notre appréciation, la comptabilité et les comptes annuels sont conformes à la loi liechtensteinoise et aux statuts de la société.

Nous recommandons l'approbation de ces états financiers.

Nous attirons votre attention sur le fait que, contrairement à l'art. 339 PGR, l'Assemblée générale ordinaire n'a pas eu lieu dans les six mois suivants la fin de l'exercice.

Triesen, le 24 juillet 2018

AAC Revision und ;Treuhand **AG**

Horst Büchel (expert-comptable agréé / auditeur en chef)

Manuela Gassner (expert fiduciaire)

Annexes :
- Comptes annuels (bilan, compte des résultats et annexe)

AAC Revision und Treuhand AG
Zweigniederlassung

Landstrasse 123 · Postfach 634 · 9495 Triesen · Liechtenstein
Untere Gschindstrasse 4 · 9497 Triesenberg · Liechtenstein
T +423 399 03 03 · F +423 399 03 93 · info@aac.li · www.aac.li
HR-Nr. FL-0002.283.696-0 · Mwst-Nr. 56930

ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (LI) AG

Bilan en CHF

ACTIFS		31.12.2017
A Actifs immobilisés		
1. Titres de créance globaux CTIF		1 432 427,45
Total actifs immobilisés		1 432 427,45
B Actifs courants		
1. Avoir auprès de banques		
Avoir en banque		126 456,26
II. Créances sur des parties liées		248 106,89
C Revenus différés actifs		106 565,43
Total actifs courants		481 128,58
TOTAL ACTIFS		**1 913 556,03**

PASSIFS		
A Capitaux propres		
1. Capital-actions		50 000,00
II. Bénéfices / pertes reportés		0,00
III. Résultats annuels (+bénéfices/- pertes)		0,00
Total capitaux propres		50 000,00
B Dette		
1. Dettes		
Dettes à court terme		293 042,49
Dettes EUR à court terme	82 638,65	91 692,45
Dettes financières à long terme		1 432 427,45
C Provisions fiscales		1 800,00
D Revenus différés passifs		44 593,64
Total capital étranger		1 863 556,03
TOTAL PASSIFS		**1 913 556,03**

Balzers, le 24 juillet 2018

ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (LI) AG

ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (LI) AG
Compte des résultats en CHF

		23.03.17 - 31.12.17
1.	Intérêts créditeurs sur les prêts	15 606,29
2.	Coûts de service	
	a) Frais de vente obligations	-15 893,97
	b) Intérêts obligations	-11 368,55
	c) Gestion des dépôts	-36 941,92
Résultat brut		**-48 598,15**
3.	Autres charges d'exploitation	
	a) Taxes et redevances	-18 064,93
	b) Frais généraux de bureau et d'administration	-57 679,70
	c) Conseil juridique	-121 025,19
4.	Intérêts et autres dépenses	
	a) Frais bancaires et défraiements	-938,92
	b) Différences de devises étrangères	0,00
5.	Intérêts et revenus similaires	
	a) Intérêts et revenus similaires	0,00
	b) Résultat non réalisé / autres placements financiers	0,00
Résultat de l'activité habituelle		**-246 306,89**
6.	Revenu de reprise des coûts	248 106,89
7.	Impôts sur le revenu	-1 800,00
Résultat annuel (+bénéfices-pertes)		**0,00**

Balzers, le 24 juillet 2018 **ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (LI) AG**

ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (LI) AG

Annexe au bilan annuel 2017

Informations requises par la loi

Informations générales 31.12.2017

Sauf indication contraire, les montants sont exprimés en CHF

Méthodes de comptabilité et d'évaluation

La comptabilité est conforme aux dispositions du droit liechtensteinois des personnes et des sociétés (PGR). Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions légales et aux principes d'une comptabilité correcte. L'objectif premier de la comptabilité est de présenter une image fidèle de l'actif net, de la situation financière et des résultats d'exploitation de la société. Les principes généraux d'évaluation du PGR sont appliqués. L'évaluation était basée sur la continuation de la société.

Les comptes d'actif et de passif sont évalués individuellement. Les comptes d'actif et de passif ne sont pas rapprochés.

Les actifs sont évalués au coût d'acquisition ou de fabrication au maximum, déduction faite des amortissements et des corrections de valeur prévus dans le PGR.

La comptabilité se fait en Francs suisses

Le taux d'imposition a été utilisé pour convertir les monnaies étrangères en francs suisses à la date du bilan.

Écarts par rapport aux principes généraux d'évaluation

Il n'existe pas d'écarts par rapport aux principes d'évaluation, aux méthodes comptables, aux règles comptables et à la réglementation comptable et le principe de « true and fair view » selon le PGR n'existent pas dans ces comptes annuels.

Écarts par rapport à la consistance de représentation

Comme 2017 est l'année de fondation, il n'y a pas de comparaison d'une année sur l'autre.

Explications concernant le bilan

a) avec une durée résiduelle de plus de 5 ans	280 000,00
b) garantis par des privilèges ou des droits similaires	0,00

Nombre moyen d'employés au cours de l'exercice	**31.12.2017**
Total	0

Membres des organes d'administration et de direction, d'un conseil de surveillance, d'un conseil consultatif ou d'une institution similaire pour chaque groupe de personnes

Avances et prêts accordés et garanties données

	31.12.2017
Crédits :	0,00

Proposition d'utilisation des bénéfices

			31.12.2017
Bénéfices reportés (+) / Pertes reportées(-)			0,00
	pertes opérationnelles Prise	-248 106,89	
	en charge des coûts CTIF	248 106,89	
Bénéfice annuel (+) / pertes annuelles (-) Neuer			0,00
Nouveau solde-bénéfice-(+) / pertes (-) reportées			**0,00**

Aucune autre position n'est soumise à l'obligation d'information en vertu des articles 1091 ss PGR.

Balzers, le 24 juillet 2018 **ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (LI) AG**

Annexe 4

Rapport d'audit de la société ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH au 31.12.2017

ThomasLloyd

THOMASLLOYD CLEANTECH INFRASTRUCTURE HOLDING GMBH

Audit Report

IFRS financial statements as of 31 December 2017
and management report

Duplicate

Contents

Main section

		Page
A.	**Audit Engagement**	**1**
B.	**General Findings**	
	Statement on the assessment of the situation of the company made by the legal representatives	2
C.	**Legal Background**	**6**
D.	**Purpose, Nature and Scope of the Audit**	**16**
I.	Purpose of the Audit	16
II.	Nature and Scope of the Audit	17
III.	Audit Approach	18
IV.	Contents and focus of the Audit	19
V.	Disclosures of the legal representatives	20
E.	**Analysis of the Financial Statements**	**21**
I.	Financial overview	21
II.	Financial performance	24
III.	Financial position	25
F.	**Findings and Comments on the Accounting**	**29**
I.	Prior-year financial statements	29
II.	Accounting records and other audited documentation	29
III.	Financial statements	30
IV.	Overall statement on the financial statement and management report	31
G.	**Copy of the Audit Opinion**	**35**

Exhibits

Statement of financial position as of 31 December 2017	**Exhibit 1**
Statement of comprehensive income for the fiscal year 2017	**Exhibit 2**
Statement of changes in equity for the fiscal year 2017	**Exhibit 3**
Statement of cash flows for the fiscal year 2017	**Exhibit 4**
Notes to the financial statements for the fiscal year 2017	**Exhibit 5**
Management report for the fiscal year 2017	**Exhibit 6**

List of abbreviations

Alternative Investment Fund	**AIF**
Assets under Management	**AuM**
Cleantech Infrastrukturgesellschaft mbH & Co. KG, Langen	**Cleantech KG I**
Zweite Cleantech Infrastrukturgesellschaft mbH & Co. KG, Langen	**Cleantech KG II**
Dritte Cleantech Infrastrukturgesellschaft mbH & Co. KG, Langen	**Cleantech KG III**
Vierte Cleantech Infrastruktur GmbH, Langen	**Cleantech GmbH IV**
Fünfte Cleantech Infrastrukturgesellschaft mbH & Co. KG, Langen	**Cleantech KG V**
International Accounting Standards	**IAS**
"Institut der Wirtschaftsprüfer in Deutschland e.V." (German Institute of Public Auditors)	**IDW**
Auditing Standard of the Institut der Wirtschaftsprüfer in Deutschland e.V.	**IDW AuS**
International Financial Reporting Standards	**IFRS**
Negros Island Solar Power, Inc., La Carlota City (Philippines)	**ISLASOL**
North Negros Biopower, Inc., Manapla (Philippines)	**North Negros BioPower**
Term used to describe the infrastructure development companies of the ThomasLloyd Group (e.g. San Carlos Biopower)	**Project companies**
San Carlos Solar Energy, Inc., San Carlos City (Philippines)	**SaCaSol**
San Carlos Biopower, Inc., San Carlos City (Philippines)	**San Carlos BioPower**

South Negros Biopower, Inc., La Carlota City (Philippines)	**South Negros BioPower**
ThomasLloyd Clean Energy Co., Ltd., Phnom Penh (Cambodia)	**ThomasLloyd Clean Energy**
ThomasLloyd CTI Asia Holdings Pte. Ltd., Singapore	**ThomasLloyd CTI Asia**
ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Czech) a.s., Prague (Czech Republic)	**ThomasLloyd CTI (CZ)**
ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG, Vaduz (Liechtenstein)	**ThomasLloyd CTI (FL)**
ThomasLloyd CTI Philippines Holdings, Inc., Makati City (Philippines)	**ThomasLloyd CTI Philippines Holdings**
ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH (formerly: ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Fund GmbH), Langen	**ThomasLloyd CTI Holding or Company**
ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Asia Holding GmbH, Langen	**ThomasLloyd CTI Asia Holding**
ThomasLloyd Global Asset Management (Schweiz) AG, Zürich (Schweiz)	**ThomasLloyd GAM (CH)**
ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Fund SICAV, Luxembourg (Luxembourg)	**ThomasLloyd CTIF SICAV**
ThomasLloyd SICAV - Sustainable Infrastructure Income Fund, Luxembourg (Luxembourg) (formerly: ThomasLloyd SICAV-SIF-Cleantech Infrastructure Fund, Luxembourg (Luxembourg))	**ThomasLloyd SICAV-SIIF**

Main Section

A. Audit Engagement

The management of

ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, Langen
(hereinafter also referred to as"Company" or" ThomasLloyd CTI Holding")

engaged us to audit the financial statements pursuant to HGB [“Handelsgesetzbuch”: German Commercial Code] as of 31 December 2017. We were thus also appointed auditor of the financial statements as of 31 December 2017 prepared in accordance with International Financial Reporting Standards (IFRS) (Sec. 324a (2) sentence 2 HGB). Therefore, we audited the

financial statements as of 31 December 2017 and the management report,

together with the bookkeeping system pursuant to Secs. 316 et seq. HGB, and report on the findings of our audit. The financial statements for the fiscal year 2017 were prepared in accordance with International Financial Reporting Standards (IFRS) as adopted by the European Union. The Company prepared a management report although it is not required to do so by law.

As of 31 December 2017, the Company therefore fulfills the criteria of a micro-entity as defined by Sec. 267a (1) HGB and is therefore not subject to a mandatory statutory audit pursuant to Sec. 316 (1) sentence 1 HGB. The scope of the reporting arises from the IFRS requirements and the supplementary provisions of HGB for large corporations pursuant to Sec. 324a HGB. This report is addressed to the audited company.

The purpose, nature and scope of the audit underlying our engagement are presented in Section D.

Pursuant to Sec. 321 (4a) HGB, we confirm that we observed the applicable laws regarding our independence during our audit.

The audit was performed in accordance with the principles issued by the IDW.

We issue this report on the nature and scope of our audit and its findings, in accordance with the Generally Accepted Standards for the Issuance of Long-Form Audit Reports for the Audits of Financial Statements (IDW AuS 450) issued by the IDW.

The General Engagement Terms of PKF WULF & PARTNER Partnerschaft mbB Wirtschaftsprüfungsgesellschaft Steuerberatungsgesellschaft dated 1 August 2017, which are attached to this report as Exhibit 8, apply to the execution of this engagement and govern our responsibilities, also to third parties.

This audit report has been prepared for the sole purpose of documenting the audit conducted at the Company and is not addressed to third parties to whom we accept no liability whatsoever in accordance with Sec. 323 HGB.

B. General Findings

Statement on the assessment of the situation of the company made by the legal representatives

1. Assessment of the course of business and the future development made by the legal representatives taking account of the management report

The legal representatives presented the management report attached as Exhibit 6. To begin with, we highlight the following disclosures and assumptions made by the legal representatives which we consider to be important for assessing the situation of the Company.

a. Situation of the Company and development of its business

The following disclosures and assumptions are considered to be important:

The economies of ASEAN nations are developing rapidly. There is enormous demand for environmentally friendly, energy efficient solutions for sustainable growth. Renewable energies count among the growth sectors of the region. In sum, ASEAN nations are striving to reduce their dependence on fossil fuels and ensure a more environmentally friendly and more sustainable energy supply.

The business performance of the Company corresponds to the mid to long-term expectations of the management. The net income for the year based on International Financial Reporting Standards (IFRS) amounts to EUR 3.88 million. This result is primarily due to the proceeds from sale of investment activities of EUR 47.59 million, the fair value adjustment of investment shares in ThomasLloyd SICAV - Sustainable Infrastructure Income Fund of EUR -29.99 million, which was posted through profit or loss, expenses related to contracts for risk management services and the asset allocation and consulting services agreements between the Company and ThomasLloyd GAM (CH) as well as the profit participations allocable to silent partners (EUR -3.88 million). In addition to the fair market value measured in accordance with IFRS, the management perceives additional potential for capital appreciation of EUR 15.23 million in the shares in ThomasLloyd SICAV-Cleantech Infrastructure Fund. Taking account of this additional potential capital appreciation, the net profit for the year comes to EUR 15.23 million. The potential write-ups referred to above should be understood as additional earnings potential prior to any management and performance fees.

As in the past, the most significant asset items are the shares held in ThomasLloyd SICAV-Sustainable Infrastructure Income Fund and the ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Fund SICAV. Using the total portfolio approach at asset/project level, the three biomass projects were measured at a fair value of EUR 184.12 million.

On the credit side, the capital of the silent partners rose from EUR 159.01 million to EUR 214.09 million. Bond issues were increased in the fiscal year. As of the reporting date, EUR 45.84 million (2016: EUR 29.17 million) were subscribed and paid in.

Taking account of the potential appreciation in the fund of EUR 15.23 million beyond the IFRS valuation, the net profit of the Company prior to profit participation by silent partners would have come to EUR 19.11 million.

b. Anticipated Development of the Company

The assessment of the anticipated development of the Company, based on these financial statements and the management report, leaves scope for interpretation. The following assumptions are significant for the development of the Company:

The development of ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH depends on the success of the investment projects entered into. In addition to winning new projects, other factors playing a major role involve putting the projects into operation after they are realized and/or selling them.

Opportunities for ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH mainly arise from the long-term trends described above, which show that energy requirements in the emerging markets of Asia are still growing strongly.

The business performance in the first eight months of the new year confirms the assessment made by the Company that the business of ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH is developing according to plan. For the fiscal year 2018, the Company is forecasting a pro rata realization of future capital appreciation/financing gains, based on German GAAP and a profit before tax and partial transfer of the profit. For the IFRS financial statements, the Company expects a steady rise in fair value, which will result in earnings before interest and tax coming to at least the same level as in the prior year.

2. Statement of the Auditor

Our statement on the assessment of the situation of the Company is based on the documents that were directly covered by the audit (Sec. 317 HGB). In addition to the bookkeeping system, the financial statements and the management report, we primarily reviewed documents relating to the internal accounting system and contracts. We did not compile any of our own forecasts but merely made a critical appraisal of the assumptions made by the legal representatives.

The legal representatives' assessment of the Company's situation, including the opportunities and risks to its future development, is plausible and consistent based on our findings. According to the result of our audit, the assessment of the situation is adequate in terms of scope and is factually accurate. Our audit did not reveal any indication that the continued existence of the Company as a going concern is at risk.

C. Legal Background

Registered name:	ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH
Legal form:	The Company is a stock corporation.
Registered offices:	Langen
Registered activities:	Buying and selling, planning, constructing and operating as well as leasing and renting technical plant and technical projects, financing and exploiting patents and licenses, managing its own assets in its own name and to its own account as well as investing in other entities and assuming their management and leadership functions in the field of clean technologies. Other activities of the company include the acquisition of properties, planning and developing them as well as reselling or leasing them upon completion of construction work.
Commercial register:	District Court of Osnabrück, HRB 210568
Articles of incorporation:	Dated 1 March 2010, last amended on 15 May 2018
Fiscal year:	Calendar year
Corporate capital:	The share capital of the Company amounts to EUR 25,000.00 and has been paid in full by the founding shareholder to be used at the free disposal of the management. The share capital is allocated as one share with a nominal amount of EUR 25,000.00.

In addition, there are a number of silent partners who have invested in the Company, with an amount of EUR 307 million paid in on as silent participations of 31 December 2017 and a total of approximately EUR 354 million by 31 July 2018. The claims of silent partners are only paid out when certain conditions are met and they are subordinated in the event of liquidiation or insolvency (qualified subordination), whereby some silent partners have already earned rights to draw on their capital and some payments have been made.

Shareholders:

	Shares in capital	
	EUR k	%
ThomasLloyd Holdings Ltd., London (Großbritannien) Geschäftsanteil	**25**	**100.00**

Managing directors:

Mr. T.U. Michael Sieg, entrepreneur with business address in London (United Kingdom)

Legal Representative:

The managing director may represent the Company alone and is exempt from the restrictions of Sec. 181 BGB ["Bürgerliches Gesetzbuch": German Civil Code].

The power of representation was substantiated by an excerpt from the commercial register dated 2 July 2018.

Silent participations:

The Company has concluded contracts to establish silent participations with the following companies:

- Cleantech KG I
  Contract dated 1 July 2011 with agreement dated 18 July 2013. The agreement has a fixed non-cancellable term (for both parties) that runs until 31 December 2032.
- Cleantech KG II
  Contract dated 10 October 2011 with amendment and supplementary agreement dated 18 July 2013 and an unlimited term. The contract cannot be effectively terminated by Cleantech Infrastruktur KG II until 31 December 2018.

- Cleantech KG III

  Contract dated 14 August 2012 with amendment and supplementary agreement dated 18 July 2013 and an unlimited term. The contract cannot be effectively terminated by Cleantech Infrastruktur KG III until 31 December 2020

- Cleantech GmbH IV

  Contract dated 14 August 2012 with amendment and supplementary agreement dated 18 July 2013 and an unlimited term. The contract cannot be effectively terminated by Cleantech Infrastruktur GmbH IV until 31 December 2020.

- Cleantech KG V

  Contract dated 8 March 2013 with amendment and supplementary agreement dated 18 July 2013 and an unlimited term. The contract cannot be terminated by Cleantech Infrastruktur KG V until expiry of a minimum term of 15 years from the date of the first public offer.

However, all Cleantech KGs have issued a binding written declaration to the effect that their rights to termination will only be exercised to the scope and within the dates at which their investors terminate their participation in the respective limited partnerships. This does not affect the right to give notice of termination for due cause. The contributions can be paid in instalments and there is no obligation to pay in additional capital beyond the subscribed participation capital.

The instruments have rights attached to withdraw capital up to a maximum of the settled capital account. The silent partner does not have any voting or executive rights.

Cleantech Infrastruktur KG I, II and V participate in the profit, net assets, hidden reserves and business value of the Company.

Cleantech Infrastruktur KG III participates in the profit of the Company up to a maximum of 12.95% p.a. of the capital contribution and also to participate in the Company's net assets, hidden reserves and business value up to a maximum of 25.25% of the capital contribution. If the profit participation does not reach 12.95% p.a. in any one fiscal year, the silent partner has a right to top-up payments in this regard from the profits of ensuing fiscal years.

The silent partners do not participate in any loss. However, their rights to withdraw capital and receive a settlement are subordinated to the rights of all other creditors of the Company.

In addition, the Company has granted other silent participations (direct participations) as follows:

2014: - DB 05/2014

In a securities brochure dated 26 May 2014 an issue of EUR 30,000,000 was offered to qualifying investors in the form of a silent participation with profits paid in arrears without any participation in losses as well as an investment in the capital appreciation of the company and a qualified clause of subordination attached. The minimum subscription amounted to EUR 200,000 with a minimum term of three years.

The subscription period ran from 3 June 2014 to 31 December 2014.

Due to their direct participation, investors share in the profit for the respective fiscal year of the Company from the date on which they have paid up their nominal capital contribution in full. This concerns an investment with profits calculated upon maturity with a compounding effect going forward. Distributions and drawings on the fund prior to maturity are excluded.

- DB 11/2014 CZK

In a brochure dated 3 November 2014 an issue of CZK 240,000,000 was offered to qualifying investors in the form of a silent participation with profits paid in arrears and without any participation in losses as well as an investment in the capital appreciation of the company and a qualified clause of subordination attached. The minimum subscription amounted to CZK 6,000,000 with a minimum term of three years.

The subscription period ran from 3 November 2014 to 30 January 2015.

Due to their direct participation, investors share in the profit for the respective fiscal year of the Company from the date on which they have paid up their nominal capital contribution in full. Distributions and drawings on the fund are possible up to 9.8% of the nominal annual contribution to the fund. The distributions and drawings will be considered when calculating the share in profits.

- DB 12/2014

In a contract dated 22 December 2014 and 27 January 2015 an issue of EUR 400,000 was entered into with a qualifying investor in the form of a silent participation with profits paid in arrears without any participation in losses as well as an investment in the capital appreciation of the company and a qualified clause of subordination attached. The minimum term is three years.

Due to his direct participation, the investor shares in the profit for the respective fiscal year of the Company from the date on which he has paid up his nominal capital contribution in full. Drawings on the fund are possible up to 11.04375% of the nominal annual contribution to the fund.

2015: - DB 02/2015

In a securities brochure dated 3 March 2015 an issue of EUR 10,000,000 was offered to qualifying investors in the form of a silent participation with profits paid in arrears without any participation in losses as well as an investment in the capital appreciation of the company and a qualified clause of subordination attached. The minimum subscription amounted to EUR 200,000 with a minimum term of three years.

The subscription period ended on 31 July 2015.

Due to their direct participation, investors share in the profit for the respective fiscal year of the Company from the date on which they have paid up their nominal capital contribution in full. This concerns an investment with profits calculated upon maturity with a compounding effect going forward. Drawings on the fund are possible up to 9.8% of the nominal annual contribution to the fund.

- DB 09/2015 EUR

In a securities brochure dated 15 September 2015 an issue of EUR 20,000,000 was offered to qualifying investors in the form of a silent participation with profits paid in arrears without any participation in losses as well as an investment in the capital appreciation of the company and a qualified clause of subordination attached. The minimum subscription amounted to EUR 200,000 with a minimum term of two years.

The subscription period ended on 31 December 2015.

Due to their direct participation, investors share in the profit for the respective fiscal year of the Company from the date on which they have paid up their nominal capital contribution in full. This concerns an investment with profits calculated upon maturity with a compounding effect going forward. Drawings on the fund are possible up to 9.8% of the nominal annual contribution to the fund.

- DB 09/2015 CZK

In a securities brochure dated 15 September 2015 an issue of CZK 100,000,000 was offered to qualifying investors in the form of a silent participation with profits paid in arrears and without any participation in losses as well as an investment in the capital appreciation of the company and a qualified clause of subordination attached. The minimum subscription amounted to CZK 6,000,000 with a minimum term of two years.

The subscription period ended on 31 December 2015.

Due to their direct participation, investors share in the profit for the respective fiscal year of the Company from the date on which they have paid up their nominal capital contribution in full. This concerns an investment with profits calculated upon maturity with a compounding effect going forward. Drawings on the fund are possible up to 9.8% of the nominal annual contribution to the fund.

- DB 09/2015 USD

In a securities brochure dated 15 September 2015 an issue of USD 2,000,000 was offered to qualifying investors in the form of a silent participation with profits paid in arrears and without any participation in losses as well as an investment in the capital appreciation of the company and a qualified clause of subordination attached. The minimum subscription amounted to USD 220,000 with a minimum term of two years.

The subscription period ended on 31 December 2015.

Due to their direct participation, investors share in the profit for the respective fiscal year of the Company from the date on which they have paid up their nominal capital contribution in full. This concerns an investment with profits calculated upon maturity with a compounding effect going forward. Drawings on the fund are possible up to 9.8% of the nominal annual contribution to the fund.

2016: - DB 02/2016 EUR

In a securities brochure dated 17 February 2016 an issue of EUR 30,000,000 was offered to qualifying investors in the form of a silent participation with profits paid in arrears without any participation in losses as well as an investment in the capital appreciation of the company and a qualified clause of subordination attached.
Of this amount, EUR 10 million is attributable to a silent participation with the possibility of making drawings on a quarterly basis and EUR 20 million to silent participation payable upon maturity. The minimum subscription amounted to EUR 200,000 with a minimum term of two years for the participations payable upon maturity and four years for participations wih a right to quarterly drawings.

The subscription period ended on 31 December 2016.

Due to their direct participation, investors share in the profit for the respective fiscal year of the Company from the date on which they have paid up their nominal capital contribution in full. This concerns an investment with profits calculated upon maturity with a compounding effect going forward. Drawings on the fund are possible up to 9.8% of the nominal annual contribution to the fund.

- DB 02/2016 CZK

In a securities brochure dated 17 January 2016 an issue of CZK 600,000,000 was offered to qualifying investors in the form of a silent participation with profits paid in arrears and without any participation in losses as well as an investment in the capital appreciation of the company and a qualified clause of subordination attached. Of this amount, CZK 300 million is attributable to a silent participation with the possibility of making drawings on a quarterly basis and CZK 300 million to silent participation payable upon maturity. The minimum subscription amounted to CZK 6,000,000 with a minimum term of two years for the participations payable upon maturity and four years for participations with a right to quarterly drawings.

The subscription period ended on 31 December 2016.

Due to their direct participation, investors share in the profit for the respective fiscal year of the Company from the date on which they have paid up their nominal capital contribution in full. This concerns an investment with profits calculated upon maturity with a compounding effect going forward. Drawings on the fund are possible up to 9.8% of the nominal annual contribution to the fund.

For investors holding a direct participation, there is no duty to add any additional capital for any of the products. The rights of investors in the silent participations to payment of a severance payment and share in profit give rise to direct subordinated claims against the Company which are not secured in rem. They are therefore subordinate to any secured claims held by any other creditors and other subordinated creditors.

Bonds:

On 15 October 2014 and 27 October 2015, the Company entered into bond issue agreements for global bonds with its subsidiary, ThomasLloyd CTI (CZ). These contracts resulted in placements. More specifically, the bonds concerned are the following issues by the subsidiary:

- CTI 2 CZK (ISIN CZ0003512337):
  Zero-coupon bond with a total nominal amount of up to CZK 500,000,000 that matures on 31 December 2034. It can be terminated annually, but not before 31 December 2016. It is repaid at the following amount:

  repayment amount = $N * (1+0.065)^t$

  with N being the issue price and t the term in years.

- CTI 2 EUR (ISIN CZ0003512592):
  Zero-coupon bond with a total nominal amount of up to EUR 15,000k that matures on 31 December 2034.
  It can be terminated annually, but not before 31 December 2016. It is repaid at the following amount:

  repayment amount = $N * (1+0.065)^t$

  with N being the issue price and t the term in years.

- CTI 2 CZK (ISIN CZ0003513244):
  Zero-coupon bond with a total nominal amount of up to CZK 500,000,000 that matures on 31 December 2035. It can be terminated annually, but not before 31 December 2017. It is repaid at the following amount:

  repayment amount = $N * (1+0.058)^t$

  with N being the issue price and t the term in years.

- CTI 5 CZK (ISIN CZ0003512329):
  Fixed interest bond with a total nominal amount of up to CZK 500,000,000 that matures on 31 December 2034. It can be terminated annually, but not before 31 December 2019. It bears interest of 9.8% p.a. on the nominal amount that is payable on a quarterly basis.

- CTI 5 EUR (ISIN CZ0003512584):
  Fixed interest bond with a total nominal amount of up to EUR 15,000k that matures on 31 December 2034. It can be terminated annually, but not before 31 December 2019. It bears interest of 9.8% p.a. on the nominal amount that is payable on a quarterly basis.

- CTI 4 CZK (ISIN CZ0003513251):
  Fixed interest bond with a total nominal amount of up to CZK 500,000,000 that matures on 31 December 2034. It can be terminated annually, but not before 31 December 2019. It bears interest of 8.0% p.a. on the nominal amount that is payable on a quarterly basis.

On 28 April 2017, the Company entered into bond issue agreements with its subsidiary ThomasLloyd CTI (CZ). These contracts resulted in placements. More specifically, the bonds concerned are the following issues by the subsidiary:

- CTI 2 CHF (ISIN LI0363131504):
  Fixed interest bond with a total nominal amount of up to CHF 100,000,000 that matures on 31 December 2028. Termination upon notice of six months is possible but not before 31 December 2019. The bond bears interest of 2.5% p.a. on the nominal amount that is compounded over the term of the bond.

- CTI 4 CHF (ISIN LI0363131512):
  Fixed interest bond with a total nominal amount of up to CHF 100,000,000 that matures on 31 December 2021 or 31 December 2022 if the renewal option is exercised, or 31 December 2023 if renewed twice. It bears interest of 3.75% p.a. on the nominal amount that is payable on a quarterly basis.

Significant contracts:	Management remuneration: Effective 1 January 2013, the Company entered into a contract with ThomasLloyd GAM (CH) for consulting and services regarding risk management and asset allocation. The remuneration consists of a fixed and a variable component. The contract has a term of 18 years and can be terminated upon notice of six months but not before 31 December 2031.
Equity investments:	The investments in other companies are presented in the notes to the financial statements (Exhibit 5).

D. Purpose, Nature and Scope of the Audit

I. Purpose of the Audit

The subject of our audit was the accounting, the financial statements as of 31 December 2017 and the management report for fiscal year 2017. We have reviewed these to determine whether the legal requirements pertaining to the accounting, IFRS in particular, have been complied with. In keeping with the terms of the engagement, we did not review the nature or adequacy of the insurance coverage.

The audit does not extend to determining whether the ability of the Company to continue as a going concern can be assured or whether management is effective and efficient at its tasks.

The financial statements for the fiscal year 2017 were prepared in accordance with IFRS as adopted by the European Union. The standards of the International Accounting Standards Board (IASB), London, as well as the interpretations of the International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC) and the Standing Interpretations Committee (SIC) as adopted by the EU and applicable as of the reporting date have been observed when preparing the financial statements. In addition, the supplementary accounting principles that apply pursuant to Sec. 324a HGB have been considered, particularly with respect to the management report.

We also reviewed the management report to determine whether it is in agreement with the financial statements and our audit findings, complies with statutory provisions and gives a true and fair view of the Company's situation. We also reviewed whether the opportunities and risks to the future development of the Company have been adequately presented.

II. Nature and Scope of the Audit

The legal representatives of the Company are responsible for the accounting, the preparation of the financial statements and the management report and the disclosures made to us. It is our responsibility to assess this documentation and information during our audit, which we performed in accordance with professional standards.

Our audit was performed in accordance with the applicable legal requirements of Secs. 316 et seq. HGB, and in compliance with the Generally Accepted Standards for the Audit of Financial Statements as issued by the IDW. Where not already documented in this audit report, the nature, scope and conclusions of the audit procedures are recorded in our working papers.

According to these standards, the audit is to be planned and carried out to provide reasonable assurance that the accounting records, the financial statements and the management report do not contain any significant misstatements. Based our professional standards, the audit of the financial statements was designed with a view to identifying such inaccuracies and infringements of legally required accounting principles and the supplementary provisions of the articles of incorporation and bylaws which might significantly influence the presentation of a true and fair view of the Company's net assets, financial position and result of operations (Sec. 264 (2) HGB).

The audit also extended to identifying facts presenting a risk to the Company's ability to continue as a going concern or its future development as well as inaccuracies and infringements of legal requirements and provisions in the articles of incorporation. The targeted disclosure and clarification of criminal deeds such as fraud or embezzlement were not within the scope of our audit.

III. Audit Approach

Our audit is based on the following risk-oriented approach observing the principles of materiality and feasibility.

In performing this and previous audits we obtained information on the Company and its environment to identify and understand any events, transactions and practices that could materially affect the financial statements and management report being audited. Supplementary information provided by the legal representatives regarding strategies and business risks were also included in this review.

We set our audit procedures in terms of their nature, scope and timing at the level of each individual audit field in response to the risk of error we identified and assessed at the level of the financial statements. Overall, we were able to obtain reasonable audit assurance by conducting informative audit procedures in the form of analyses and substantive testing. Thus we did not test the function of the internal control system.

The audit procedures aimed at individual assertions in the accounting so as to obtain reasonable assurance included both analytical and substantive audit procedures. The substantive testing was generally based on consciously selected samples. Based on the audit evidence findings were made at the level of individual fields of the audit which were fed into to the overall audit findings.

IV. Contents and focus of the Audit

The risks of error that were identified and assessed during the development of our audit strategy resulted in the following audit focus:

- Recognition, presentation and fair value measurement of the investments in investment companies
- Recognition, presentation and measurement of receivables and other financial assets
- Recognition, presentation and fair value measurement of the liabilities to silent partners
- Audit of contracts and the fee calculation
- Completeness of the disclosures in the notes to the financial statements and the additional disclosures pursuant to HGB
- Additional disclosures in the management report regarding significant items in the IFRS financial statements

When reviewing the measurement of the shares in ThomasLloyd CTI Asia Holding and its subsidiary, ThomasLloyd CTI Asia, we based our assessment on the NAV valuation of the assets of the project companies by an external consultant, Duff & Phelps Ltd., London (United Kingdom). Moreover, we considered the internal valuation of the Company in our assessment. The shares in ThomasLloyd CTI Asia are measured on the basis of the IFRS financial statements of the company using the total portfolio approach that considers each asset/project and arrives at a fair market value of EUR 129,529k.

In addition, we analyzed and assessed the financial statements of ThomasLloyd CTI (CZ) - audited by BDO Audit s.r.o., Prague (Czech Republic), ThomasLloyd SICAV-SIIF and ThomasLloyd CTIF SICAV, audited by Deloitte Audit S.à.r.l., Luxembourg (Luxembourg). Based on the results of suitable audit procedures, we are satisfied that the work of the external consultant and the other external auditors was suitable for the purpose of our audit.

To audit the substantiations regarding the other assets and liabilities of the Company, we received confirmations of the balances of all receivables and liabilities. The samples for the balance confirmations were selected consciously.

Moreover, we received confirmations of the balances, signature authorizations and conditions existing as of the reporting date from all the banks with which the Company had a business relationship during fiscal year 2017.

We obtained confirmations from lawyers to assess the risks from litigation as well as information from the Company's tax advisors regarding potential facts relevant for the financial statements.

The performance of the balance confirmations was monitored by us.

The financial statements were audited in our offices in the period from May to September 2018. The report was subsequently completed, also in our offices.

V. Disclosures of the legal representatives

All the explanations and supporting documentation requested was provided by the managing directors and the employees named to us.

The management issued a customary letter of representation in which it assured us in writing that all assets, liabilities, obligations, contingencies and deferrals subject to mandatory recognition have been included in the accounts, the financial statements as of 31 December 2017 pursuant to IFRS and the management report and that they contain all disclosures required of them. There were no significant events after the reporting date that became known to us during the course of our audit.

In this letter, management also assured us that the management report contains all the disclosures required by Sec. 289 HGB with regard to the expected development of all aspects which are material to an assessment of the business position of the Company.

E. Analysis of the Financial Statements

I. Financial overview

1. Financial development pursuant to IFRS

		2017	2016	2015	2014
Total assets	EUR k	270.014	193.195	137.735	102.622
Non-current financial assets	EUR k	80.450	151.558	106.577	95.449
Current financial assets	EUR k	7.309	12.735	14.645	5.124
Receivables from affiliated companies and related parties	EUR k	164.541	26.829	14.616	0
Other receivables and other assets	EUR k	1.151	1.933	599	212
Cash and cash equivalents	EUR k	16.563	140	1.298	1.837
Equity including reserves	EUR k	51	50	47	49
IFRS Asset revaluation reserve	EUR k	-54	-54	-54	-54
Liabilities to silent partners (current and non-current)	EUR k	214.085	159.069	122.313	94.590
Liabilities to affiliated companies and related parties (current and non-current)	EUR k	46.044	29.172	10.500	3.053
Other liabilities	EUR k	9.888	4.958	4.929	4.984
Other operating income including income from foreign currency translation	EUR k	49.628	2.417	2.603	6.722
Income / expenses from fair value adjustments to financial assets	EUR k	-29.989	13.332	- 3.899	10.024
Operating expenses including expenses from foreign currency translation	EUR k	-14.699	- 7.709	- 3.507	- 9.252
Interest income / expense	EUR k	-1.064	27	342	3.274
(Income) tax	EUR k	6	0	- 253	203
Profit participation of silent partners according to relevant accounting standards	EUR k	-3.881	- 8.064	4.712	- 10.968
Profit or loss for the year	EUR k	1	3	- 2	3
Average profit participation capital	EUR k	165.959	132.409	98.599	64.645
(Gross) return on average participation capital Capital prior to management fees (based on relevant accounting standards)	%	5,80	10,98	-1,70	30,68
(Net) return on average participation capital Capital after management fees (based on relevant accounting standards)1)	%	2,34	6,09	-4,78	16,97
For information purposes:					
Imputed profit participation of silent partners including potential appreciation	EUR k	- 19.108	- 25.809	- 6.950	- 10.968
Imputed (gross) return on average participation capital prior to management fees (taking into account potential appreciation in value)	%	14,98	24,38	10,13	30,68
Imputed (net) return on average participation capital after management fees (taking into account potential appreciation in value) 2)	%	11,51	19,49	7,05	16,97

2. Financial development pursuant to HGB

		2013	2012	2011
Total assets	EUR k	72.330	40.970	7.791
Financial assets	EUR k	9.424	8.947	0
Receivables from affiliated companies and related parties	EUR k	26.806	7.540	2.368
Other receivables and other assets	EUR k	4.603	927	1.543
Cash and securities	EUR k	31.497	23.556	3.380
Equity	EUR k	46	40	37
Liabilities to silent partners	EUR k	58.452	30.665	7.379
Provisions and other liabilities	EUR k	13.832	10.265	375
Sales and other operating income	EUR k	20.369	1.235	22
Cost of material and other operating expenses	EUR k	- 10.890	- 155	- 21
Financial result	EUR k	2.067	749	379
(Income) tax	EUR k	- 321	- 235	- 21
Profit participations paid to silent partners according to relevant accounting standards	EUR k	- 11.219	- 1.592	- 347
Profit for the year	EUR k	6	2	12
Average profit participation capital	EUR k	39.465	13.315	795
(Gross) return on average participation capital Capital prior to management fees (based on relevant accounting standards)	%	51,81	13,72	46,29
(Net) return on average participation capital Capital after management fees (based on relevant accounting standards)1)	%	28,43	11,96	43,65
For information purposes:				
Imputed profit distribution to silent partners including potential appreciation	EUR k	- 11.219	- 1.592	- 347
Imputed (gross) return on average participation capital prior to management fees (taking into account potential appreciation in value)	%	51,81	13,72	46,29
Imputed (net) return on average participation capital after management fees (taking into account potential appreciation in value) 2)	%	28,43	11,96	43,65

1) (Net) return on average participation capital (based on accounting regulations) = Participation in profit/ partial profit transafer to silent partners / average capital participating in profit

2) Imputed (net) return on average participation capital (taking account of potential capital appreciation) = Imputed participation in profit / partial profit transafer to silent partners after considering potential capital appreciation / average profit participation capital

3. Economic activities

The investment strategy of ThomasLloyd CTI Holding generally provides for direct/indirect investments in projects and/or companies providing infrastructure (renewable energies, utilities, transport, social infrastructure and communication) pursuing a socially responsible investment strategy.

In the reporting period, the main focus was on sustainable power generation from renewable energies and the related efficient power transmission and power distribution in Asia.

For further information on the business development during the fiscal year and current developments, we refer to the management report for fiscal year 2017 attached as Exhibit 5.

II. Financial performance

	2017	2016	Change
	EUR k	EUR k	EUR k
1. Operating income	49,628	15,749	33,879
2. Operating expenses	- 44,688	- 7,709	- 36,979
3. Earnings before income and tax	4,940	8,040	- 3,100
4. Financial result before silent partners' share in profits	- 1,064	27	- 1,091
5. Income taxes	6	0	6
6. Result before silent partners' share in profits	3,882	8,067	- 4,185
7. Silent partners' share in profit	- 3,881	- 8,064	4,183
8. Profit or loss for the year	1	3	- 2

Earnings before interest and tax

The operating income of the Company mainly comprises the income from the sale of shares in ThomasLloyd CTI Asia of EUR 47,591k. The figure for the prior year consists mainly of income from the measurement of financial assets measured at fair value through profit or loss of EUR 13,332k. In addition, it includes income from currency translation of EUR 1,544k (prior year: EUR 2,082k).

The increase in operating expenses mainly results from the fair value adjustments of EUR 29,989k to financial assets measured at fair value through profit or loss. In addition, they include expenses from currency translation of EUR 7,412k.

III. Financial position

	31 Dec 2017		31 Dec 2016		Change
	EUR k	%	EUR k	%	EUR k
ASSETS					
A. Non-current assets					
Financial assets	80,450	29.8	151,558	78.4	- 71,108
B. Current assets					
I. Financial assets	7,309	2.7	12,735	6.6	- 5,426
II. Receivables and other assets	165,692	61.4	28,762	14.9	136,930
III. Cash and cash equivalents	16,563	6.1	140	0.1	16,423
Current assets	189,564	70.2	41,637	21.6	147,927
Total	**270,014**	**100.0**	**193,195**	**100.0**	**76,819**

	31 Dec 2017		31 Dec 2016		Change
	EUR k	%	EUR k	%	EUR k
EQUITY AND LIABILITIES					
A. Equity					
I. Subscribed capital	25	0.0	25	0.0	0
II. Retained earnings	26	0.0	25	0.0	1
III. Asset revaluation reserve	- 54	0.0	- 54	0.0	0
Equity	- 3	0.0	- 4	0.0	1
B. Liabilities					
I. Non-current liabilities	248,562	92.1	172,768	89.4	75,794
II. Current liabilities	21,455	7.9	20,431	10.6	1,024
Liabilities	270,017	100.0	193,199	100.0	76,818
- thereof silent partners	214,085	79.3	159,069	82.3	55,016
- thereof bonds	45,942	17.0	29,172	15.1	16,770
Total	**270,014**	**100.0**	**193,195**	**100.0**	**76,819**

Financial assets (non-current)

The decrease in non-current assets results firstly from the impairment loss of EUR 29,989k recorded on shares in ThomasLloyd SICAV-SIIF to write them down to fair value on 31 December 2017 and secondly from the sale of bonds within the framework of a swap.

Receivables and other assets

Open items as of the reporting date mainly include receivables from ThomasLloyd GAM (CH) held on the clearing account of EUR 22,635k (prior year: EUR 21,402k) and a purchase price receivable of EUR 129,529k from ThomasLloyd CTI Asia Holding (prior year: EUR 0k).

Due to the existing agreement for risk management services and the agreement for asset allocation consulting and services between the company and ThomasLloyd GAM (CH) the latter receives a fixed fee for the risk management and a variable fee for asset allocation. During the capital acquisition phase of the Company, a forecast is drawn up with which the prospective value of assets under management as of 31 December of each respective year – and the expected annual return – are calculated, based on the net new funding received in the period and the projected appreciation of the portfolio. The fee is calculated from the forecast assets under management and the expected return and falls due accordingly. However, as the fair market valuation as of 31 December 2017 pursuant to IFRS conducted during the audit of the financial statements in Q3 2018 lay below the forecast appreciation of the portfolio, the fee payable to ThomasLloyd GAM (CH) for 2017 was reduced accordingly. This over-payment had not been settled as of 31 December 2017. According to the forecasts, the excess payment will be reduced to zero in the mid-term over the scheduled development of the portfolio.

The shares in ThomasLloyd CTI Asia were sold at fair value on the reporting date to ThomasLloyd CTI Asia Holding. To calculate the price of the transaction, the Company applied a total portfolio approach at the level of the assets/projects and arrived at a fair market value of EUR 184,119k for the three biomass projects. Of this amount EUR 129,529k is attributable to the shares in ThomasLloyd CTI Asia.

An external valuation of the three biomass projects, San Carlos BioPower, South Negros BioPower und North Negros BioPower, comes to a lower value as of the reporting date. The associated valuation difference results solely from different inputs for specific equity alpha when determining the WACC for the San Carlos BioPower, South Negros BioPower and North Negros BioPower biomass projects. The deviation in the WACC between the two valuations amounts to 1.00%, 2.24% and 2.37% for the individual projects and 1.87% on average for the portfolio of biomass power station projects. In the opinion of management, the transaction price of EUR 129,529k corresponds to fair value.

Cash and cash equivalents

The development of cash and cash equivalents is presented in the statement of cash flows (Exhibit 4).

Non-current liabilities

The increase of EUR 55,016k in the silent partners' capital contributions to EUR 214,085k results from the capital contributions – received in instalments – of the silent partners Cleantech KG II, III, IV and V. The profit shares are added and any capital drawings deducted.

However, Cleantech KGs I, II, III und V have issued a binding written declaration to the effect that their rights to termination will only be exercised to the scope and within the dates at which their investors terminate their participation in the respective limited partnerships. These limited partnerships have binding minimum terms. However, there is no obligation to terminate the arrangement when these terms expire. When calculating the residual terms of the contributions by silent partners in the Company, it was assumed that the contracts would be terminated at the earliest possible date, i.e. at the end of the minimum term. The silent partner contributions with a residual term of less than one year amounting to EUR 3,530k are presented under current liabilities.

The increase in the capital contribution of silent partners also results from direct participations that were issued by the Company.

In the current fiscal year, ThomasLloyd CTI (CZ) further extended its bond issue activities in the Czech Republic which resulted in an increase in liabilities to affiliated companies. The bonds listed there as CTI 2 CZK, CTI 2 EUR, CTI 5 CZK, CTI 5 EUR and CTI 4 CZK were passed on to the Company in bonds that exactly mirror the underlying bonds from an economic perspective.

In the current year ThomasLloyd CTI (FL) commenced its bond issue program in Liechtenstein. The bonds listed there as CTI 2 CHF and CTI 4 CHF were passed on to the Company in bonds that exactly mirror the underlying bonds from an economic perspective.

The total bond volume rose by EUR 18,930k to EUR 45,942k in the fiscal year. Liabilities with a residual term of less than one year are presented separately under current liabilities.

Current liabilities

Tax liabilities, which are a significant item, increased. They relate to the capital gains tax totalling EUR 7,864k to be transferred to the fiscal authorities on the profits distributed to silent partners in the years 2013, 2014, 2015 and 2017, payment of which is postponed until the date on which the profits are actually paid out.

F. Findings and Comments on the Accounting

I. Prior-year financial statements

The prior year financial statements which we audited and upon which we rendered an unqualified audit opinion were ratified by the shareholders' meeting on 28 December 2017. Management was exonerated.

We were presented with an order acknowledgement for the publication of the financial statements of the prior year. Publication by the Federal Gazette is currently being processed and therefore still outstanding.

II. Accounting records and other audited documentation

In order to perform our engagement, we were provided with the Company's bookkeeping records, including the associated computer-based analyses, subsidiary ledgers, entry vouchers, documents relating to the internal accounting system, contracts and supplementary correspondence. We were provided with all the documents requested.

There were no material changes to the organizational procedures of the bookkeeping in the reporting year. The accounting records are kept by Ebner Stolz Mönning Bachem Wirtschaftsprüfer Steuerberater Rechtsanwälte Partnerschaft mbB, Stuttgart, using DATEV and the Microsoft Excel spreadsheet program.

The propriety of the bookkeeping was confirmed by Ernst & Young GmbH, Stuttgart, in its audit report dated 6 March 2017.

The Company implemented an appropriate system of internal accounting controls in the bookkeeping to ensure that the transactions are recorded completely, correctly and timely and processed without material errors and that loss of income is avoided.

On the basis of our findings, the accounting records and other audited documents are in accordance with the legal requirements. The information derived from other audited documents are properly presented in the financial statements and the management report.

III. Financial statements

The financial statements for the fiscal year were prepared in accordance with International Financial Reporting Standards (IFRS) as applied by the European Union and comply with the requirements contained therein.

The scope of the reporting results from the IFRS requirements and the supplementary provisions of Sec. 324a HGB.

No additional accounting requirements result from the articles of association.

The books were opened with the figures of the prior-year statement of financial position. Based on the prior-year statement of financial position, the financial statements were properly derived from the accounting records and other audited documentation. The recognition, disclosure and measurement methods comply with IFRS requirements. The consistency principles pursuant to IFRS were observed.

The statement of financial position as of 31 December 2017, the statement of comprehensive income for 2017, the statement of changes in equity for the fiscal year 2017, the notes to the financial statements for 2017 and the statement of cash flows for 2017 have been prepared taking account of the closing entries in accordance with the books.

The disclosures in the notes to the financial statements are complete and accurate.

IV. Overall statement on the financial statements and management report

Pursuant to Sec. 321 (2) sentence 4 HGB, the audit report on the financial statements must present the significant valuation principles, the impact of changes in the valuation basis, including the exercise of accounting and valuation options and the use of discretionary judgment and contrived forms.

1. Significant valuation bases

We refer to the disclosures and explanations in the notes to the financial statements with regard to the accounting and valuation methods applied. They comply with IFRS.

a. Accounting methods subject to mandatory disclosure (accounting options)

The choice of accounting or valuation methods did not have any material effects on the Company's financial position, financial performance and cash flows

b. Valuation inputs subject to mandatory disclosure (discretionary judgments)

The choice of inputs influencing the valuation can involve discretionary judgments. The following discretionary judgments materially influenced the presentation of the Company's financial position, financial performance and cash flows in the fiscal year:

Financial assets (non-current) / receivables from affiliated companies
As of the reporting date, the company sold its shares in ThomasLloyd CTI Asia to ThomasLloyd CTI Asia Holding. The price of the transaction was measured at fair value on the reporting date.

The management of the Company provided us with two valuation procedures used to measure the portfolio of assets and therefore the price for the transaction, which we have used as audit evidence. The valuation methods and the values determined are as follows:

- NAV valuation report
  ThomasLloyd SICAV-SIIF commissioned a net-asset-value (NAV) valuation due to its legal framework which came to a value of EUR 62,481k on the reporting date.

Using the NAV valuation the transaction price would have been EUR 67,048k lower on the reporting date.

The net asset value (NAV) is the sum of all the assets measured at fair value less any liabilities of the Company. The NAV is calculated from the sum of the fair values determined by external experts plus the value of other assets less any liabilities.

The NAV technique does not consider any tax aspects at company level nor the size and diversification of the investment portfolio as it takes a sum-of-the-parts approach. However, these parameters can have a significant influence on value. Moreover, the NAV valuation is primarily based on data from the past.

According to the management, the fair value of the shares calculated using the NAV valuation is inaccurate due to the aforementioned reasons.

- DCF valuation and use of the total portfolio approach
  To calculate the price of the transaction, the Company applied a total portfolio approach at the level of the assets/projects and arrived at a fair market value of EUR 184,119k for the three biomass projects. Of this amount EUR 129,529k is attributable to the shares in ThomasLloyd CTI Asia.

  An external valuation of the three biomass projects, San Carlos BioPower, South Negros BioPower und North Negros BioPower, comes to a lower value as of the reporting date. The associated valuation difference results solely from different inputs for specific equity alpha when determining the WACC for the San Carlos BioPower, South Negros BioPower and North Negros BioPower biomass projects. The deviation in the WACC between the two valuations amounts to 1.00%, 2.24% and 2.37% for the individual projects and 1.87% on average for the portfolio of biomass power station projects.
  In our opinion, there is no indication that these judgments are misplaced.

  According to the management, the DCF valuation accurately presents the fair value of the shares in the investment fund.

  In the opinion of management, an accurate measurement of the income arising from the sale of shares comes to EUR 47,591k based on this valuation.

From an auditor's perspective, the evidence presented to us (including the internal and external valuation reports, the planning statements, financial statements and audit reports of individual entities) is verifiable. The valuations are based on reasonable assumptions that are supported by the evidence and take account of uncertainties that are customarily associated with estimates and planning models. The two different valuation techniques arrive at different fair values. We audited the difference between the methods and verified the reasons.

Based on the total portfolio approach to measuring the shares, recognition of income of EUR 47,591k and recognition of a purchase price receivable of EUR 129,529k under receivables from affiliated companies is verifiable and reasonable in the view of the auditor.

2. Major changes in accounting and valuation policies

There were no major changes in the accounting and valuation policies in the fiscal year compared to the prior year. In the course of our audit we did not become aware of any issues that cause us to believe that the accounting and valuation methods or factors influencing the valuation used defer from those used in prior years.

3. Contrived forms

In the fiscal year, the Company used the following contrived forms with a material impact on the presentation of the Company's financial position, financial performance and cash flows:

- Sale of shares in ThomasLloyd CTI Asia

  As of the reporting date, the Company sold the shares in ThomasLloyd CTI Asia (with a net asset value in the prior year of EUR 81,938k) at the market fair value (EUR 129,529k) to its own subsidiary, ThomasLloyd CTI Asia Holding. With regard to the discretionary scope in the calculation of the net asset value and the fair market value, we refer to our explanation under point 1 b).

  The Company generated income of EUR 47,591k from the sale of the shares.

4. Overall picture conveyed by the financial statements

Taking account of our above comments on the valuation basis, changes in the valuation basis and contrived forms, we are of the opinion that the financial statements give a true and fair view of the financial position, financial performance and cash flows of the Company in accordance with German principles of proper accounting.

The management report complies with the legal requirements. The management report is in line with the financial statements and the findings made in the course of our audit. Overall it presents a true and fair view of the situation of the Company. Our audit leads to the conclusion that the significant opportunities and risks associated with the Company's future development are accurately disclosed in the management report and that the disclosures required by Sec. 289 (2) HGB are complete and accurate.
The additionally required disclosures pursuant to IFRS requirements have been applied in full.

Reference is made to the qualification in the audit opinion about the measurement differences and the clearing account receivable from ThomasLloyd GAM (CH).

G. Copy of the Audit Opinion

Based on the findings of our audit, we issued the following unqualified audit opinion to ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, Langen, on the accounting records for 2017 and the financial assets attached as Exhibits 1 to 5 as of 31 December 2017 as well as the management report attached as Exhibit 6:

"Audit Opinion

To ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, Langen

We have audited the financial statements of ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, Langen, comprising the statement of financial position, the statement of comprehensive income, the statement of cash flows, the statement of changes in equity and the notes to the financial statements, together with the management report for the fiscal year from 1 January 2017 to 31 December 2017. The preparation of the financial statements in accordance with IFRS, as adopted by the EU, and the provisions of German commercial law to be applied additionally pursuant to Sec. 324a HGB [“Handelsgesetzbuch”: German Commercial Code] is the responsibility of the Company’s legal representatives. Our responsibility is to express an opinion on the financial statements and on the management report based on our audit.

We conducted our audit of the financial statements in accordance with Sec. 317 HGB and German generally accepted standards for the audit of financial statements promulgated by the Institut der Wirtschaftsprüfer [Institute of Public Auditors in Germany] (IDW). Those standards require that we plan and perform the audit such that misstatements materially affecting the presentation of the financial position, financial performance and cash flows in the annual financial statements in accordance with the principles of proper accounting and in the management report are detected with reasonable assurance. Knowledge of the business activities and the economic and legal environment of the Company and expectations as to possible misstatements are taken into account in the determination of audit procedures. The effectiveness of the accounting-related internal control system and the evidence supporting the disclosures in the books and records, the financial statements and management report are examined primarily on a test basis within the framework of the audit. The audit also includes assessing the accounting principles used and significant estimates made by the legal representatives, as well as evaluating the overall presentation of the financial statements and the management report. We believe that our audit provides a reasonable basis for our opinion.

Our audit has not led to any reservations.

In our opinion, based on the findings of our audit, the financial statements comply with IFRS as adopted by the EU, the additional requirements of German commercial law pursuant to Sec. 324a HGB and IFRS overall, and give a true and fair view of the financial position, financial performance and cash flows of the Company in accordance with these requirements. The management report is consistent with the financial statements, complies with legal requirements and as a whole provides a suitable view of the Company's position and suitably presents the opportunities and risks of future development.

Without qualifying this opinion, we refer to the following:

The Company applied a total portfolio approach at the level of the assets/projects and arrived at a fair market value of EUR 184,119k for the three biomass projects. An external valuation of the three biomass projects, San Carlos BioPower, South Negros BioPower und North Negros BioPower, comes to a lower value as of the reporting date. The associated valuation difference results solely from different inputs for specific equity alpha when determining the WACC for the San Carlos BioPower, South Negros BioPower and North Negros BioPower biomass projects. The deviation in the WACC between the two valuations amounts to 1.00%, 2.24% and 2.37% for the individual projects and 1.87% on average for the portfolio of biomass power station projects. In our opinion, there is no indication that these judgments are misplaced.

Moreover, we refer to the fact that as of the reporting date, the Company has a clearing account receivable from ThomasLloyd GAM (CH) of EUR 22,635k. Due to the existing contract between the Company and ThomasLloyd GAM (CH) for risk management services and asset allocation consulting and services, the latter receives a fixed fee for the risk management and a variable fee for asset allocation. During the capital acquisition phase of the Company, a forecast is drawn up with which the prospective value of assets under management as of 31 December of each respective year – and the expected annual return – are calculated, based on the net new funding received in the period and the projected appreciation of the portfolio. The fee is calculated from the forecast assets under management and the expected return and falls due accordingly. However, as the fair market valuation as of 31 December 2017 pursuant to IFRS conducted during the audit of the financial statements in Q3 2018 lay below the forecast appreciation of the portfolio, the fee payable to ThomasLloyd GAM (CH) for 2017 was reduced accordingly. The associated over-payment had not been settled by 31 December 2017. According to the forecasts, the excess payment will be reduced to zero in the mid-term over the scheduled development of the portfolio. In our opinion, there is no indication that these judgments are misplaced."

Stuttgart, 14 September 2018

PKF WULF & PARTNER * Partnerschaft mbB
WIRTSCHAFTSPRÜFUNGSGESELLSCHAFT · STEUERBERATUNGSGESELLSCHAFT
WIRTSCHAFTS-PRÜFUNGS-GESELLSCHAFT
SIEGEL
STUTTGART

PKF WULF & PARTNER

Partnerschaft mbB
Wirtschaftsprüfungsgesellschaft Steuerberatungsgesellschaft

Ralph Setzer
Wirtschaftsprüfer
[German Public Auditor]

When publishing or passing on a version of the financial statements and/or the management report that diverges from that on which we rendered our opinion our prior approval is required to the extent that our audit opinion is quoted or reference is made to our audit; reference is made to Sec. 328 HGB.

Exhibits

Statement of financial position as of 31 December 2017

ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, Langen

ASSETS

	31 Dec 2017 EUR k	31 Dec 2016 EUR k
A. Non-current assets		
Financial assets		
1. Shares in affiliated companies	123	76
2. Shares in investment companies	54,617	101,991
3. Other securities (Bonds)	23,005	48,249
4. Other assets	2,705	1,242
Non-current assets	80,450	151,558
B. Current assets		
I. Financial assets		
1. Other securities (Bonds)	1,417	8,411
2. Other assets	5,892	4,324
	7,309	12,735
II. Receivables and other assets		
1. Receivables from affiliated companies	133,050	0
2. Receivables from related parties	31,491	26,829
3. Other assets	1,079	1,827
4. Income tax receivables	72	106
	165,692	28,762
III. Cash and cash equivalents	16,563	140
Current assets	189,564	41,637
Total assets	**270,014**	**193,195**

EQUITY AND LIABILITIES

	31 Dec 2017 EUR k	31 Dec 2016 EUR k
A. Equity		
I. Subscribed capital	25	25
II. Retained earnings	26	25
III. Asset revaluation reserve	-54	-54
Equity	-3	-4
B. Liabilities		
I. Non-current liabilities		
1. Liabilities to silent partners	210,555	149,065
2. Liabilities to affiliated companies	38,007	23,703
	248,562	172,768
II. Current liabilities		
1. Liabilities to silent partners	3,530	10,004
2. Trade payables and other liabilities	9,888	4,958
3. Liabilities to affiliated companies	7,935	5,469
4. Liabilities to related parties	102	0
	21,455	20,431
Liabilities	270,017	193,199
Total equity and liabilities	**270,014**	**193,195**

Statement of comprehensive income for the fiscal year 2017

ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, Langen

	2017 EUR k	2016 EUR k
1. Operating income		
a) Other operating income	49.628	2.417
b) Other net changes in fair value of financial assets at fair value through profit or loss	0	13.332
Total operating income	49.628	15.749
2. Operating expenses		
a) Management/performance fee	-5.747	-6.474
b) Other net changes in fair value of financial assets at fair value through profit or loss	-29.989	0
c) Legal and consulting fees	-177	-157
d) Transaction costs	-649	-300
e) Net foreign currency losses on cash and cash equivalents	-40	-87
f) Other operating expenses	-8.086	-691
Total operating expenses	-44.688	-7.709
3. Earnings before interest and taxes (EBIT)	4.940	8.040
4. Financial result		
a) Interest income	3.432	2.265
b) Interest expenses	-4.496	-2.238
c) Other net changes in fair value of financial assets at fair value through profit or loss	-3.881	-8.064
Total financial result	-4.945	-8.037
5. Earnings before tax (EBT)	-5	3
6. Income taxes		
Corporate income tax expenses	6	0
Total income taxes	6	0
7. Net profit or loss for the year	1	3

Statement of changes in equity
for fiscal year 2017

ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, Langen

	Subscribed capital	Retained earnings	Revaluation reserve	Total equity
	EUR k	EUR k	EUR k	EUR k
31 December 2016	25	22	-54	-7
Net profit or loss 2016	0	3	0	3
as of 31 December 2016 / 1 January 201	**25**	**25**	**-54**	**-4**
Net profit or loss 2017	0	1	0	1
as of 31 December 2017	**25**	**26**	**-54**	**-3**

Statement of cash flows for the fiscal year 2017

ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, Langen

	2017 EUR k	2016 EUR k
1. Cash flow from operating activities		
a) Earnings before tax (EBT)	-5	3
Adjustments for:		
b) Interest income	-3,432	-2,265
c) Interest expenses	4,496	2,238
d) Profit participations of silent partners	3,881	8,064
e) Exchange rate gains (-) / losses (+) from financial assets and liabilities	5,831	-2,469
f) Exchange rate gains (-) / losses (+) from cash and cash equivalents	4	3
g) Increase (-) / decrease of financial assets measured at through profit or loss	29,989	-13,333
h) Gains from the disposal of financial assets	-47,591	0
	-6,827	-7,759
i) Net (increase) / decrease in other receivables and accrued expenses	-716	-1,547
j) Net increase (-) / decrease (+) of other financial assets	-7,064	-12,231
k) Net increase (-) / decrease (+) of other financial liabilities	-13,058	395
l) Net increase (-) / decrease (+) of tax receivables / liabilities	28	-48
Cash used in operating activities	-27,637	-21,190
2. Cash flow from investing activities		
a) Cash received from the disposal of items of financial assets (bonds)	62,480	0
b) Cash paid for investments in financial assets (bonds)	-97,240	-24,060
c) Cash paid for shares in investment companies and affiliated companies	-2,119	-767
d) Interest received	3,434	100
Cash used in investing activities	-33,445	-24,727
3. Cash flow from financing activities		
a) Cash received from bonds issued	16,559	16,868
b) Payments for the redemption of bonds	-851	0
c) Cash received from silent partners	90,943	55,055
d) Cash paid to silent partners	-26,367	-26,366
e) Interest paid	-2,775	-795
Net cash inflow from financing activities	77,509	44,762
4. Net increase/decrease in cash and cash equivalents	**16,427**	**-1,155**
a) Cash and equivalents at beginning of the year	140	1,298
b) Exchange losses on cash and cash equivalents	-4	-3
5. Cash and equivalents at the end of the year	**16,563**	**140**

ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, Langen

Notes to the financial statements for the fiscal year 2017

1. General information

ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH (hereinafter referred to as: "ThomasLloyd CTI Holding" or the "Company") is limited liability company ["Gesellschaft mit beschränkter Haftung": GmbH] under German law domiciled in Germany. The registered offices of the Company are in Langen, Germany. The Company is registered in the commercial register of Osnabrück, Germany, under the number HRB 210568.

The objective of the Company is to achieve an attractive return from capital invested in infrastructure assets involving the underlying provision of basic services, facilities and institutions upon which the growth and development of a community depends, such as generation assets based on renewable energy sources, such as wind, solar, biomass, geothermal, hydro or marine ("Renewable Energy"), infrastructure assets that provide services consumed by the public, including power generation, transmission, distribution and storage, water and sewage (e.g. water distribution networks, sewage pipelines or associated treatment facilities) and waste ("Utilities"), public infrastructure assets for the transport of goods or passengers, for example toll roads or motorways, road maintenance and/or widening, bridges, tunnels, ports, airports, locks or railways ("Transport"), infrastructure assets accommodating social services, such as schools and other education facilities, healthcare facilities and senior homes ("Social Infrastructure") and infrastructure assets that provide communication services to the public, including transmission, towers, cable networks, data centers or satellites ("Communication") and other assets providing social or economic benefits ("Infrastructure Assets") with a socially and environmentally responsible investment approach that is geared towards sustainable business values, reducing investment risks through diversification across countries, sectors, technologies and investment styles.

The Company has invested and will continue to invest in a broad portfolio of Infrastructure Assets operated by listed or non-listed publicly or privately owned entities, which in turn own, either directly or indirectly, and develop or operate one or more Infrastructure Assets, including any assets associated with or ancillary to Infrastructure Assets ("Infrastructure Companies") across Asia and Australasia in the areas of Renewable Energy, Utilities, Transport, Social Infrastructure, and Communication. It may invest in Infrastructure Assets in any type of development including Infrastructure Assets which are in an initial phase of their life cycle and which require significant capital expenditure for their development and/or construction prior to reaching their operational phase, Infrastructure Assets which are fully operational and require refurbishment or maintenance or in distressed or poorly performing Infrastructure Assets.

The Company is advised by ThomasLloyd Global Asset Management (Schweiz) AG (hereinafter 'Investment Advisor') with regard to its investment activities.

These IFRS financial statements were authorized for issue by management on 14 September 2018.

2. Summary of significant accounting policies

The principal accounting policies applied in the preparation of these financial statements are set out below. These policies have been consistently applied to all the years presented, unless otherwise stated.

a) Basis of presentation

The financial statements of ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH have been compiled in accordance with International Financial Reporting Standards (IFRSs), as adopted by the EU, and on the assumption that the company is a going concern, applying Sec. 315e HGB by analogy. The various interpretations of the International Financial Reporting Standards Interpretations Committee (IFRS IC) were also observed. All endorsed standards as at 31 December 2017 have been applied.

It is noted that the ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH has not been and is still not obliged to prepare consolidated financial statements.

The statement of comprehensive income was prepared in accordance with the nature-of-expense method.

The financial statements are compiled in accordance with the historical cost convention. An exception to this rule are financial assets and liabilities at fair value through profit or loss. The preparation of financial statements in conformity with IFRSs requires the use of certain critical accounting estimates. It also requires the management to exercise its judgment in the process of applying the Company's accounting policies. Changes in assumptions may have a significant impact on the financial statements in the period the assumptions changed. Management believes that the underlying assumptions are appropriate and that the Company's financial statements are fairly presented. The areas involving a higher degree of judgment or complexity, or areas where assumptions and estimates are significant to the financial statements are disclosed in section 4.

According to Sec. 267a (1) HGB ThomasLloyd CTI Holding is classified as a micro-entity. According to Sec. 316 (1) HGB micro-entities are, in general, not subject to mandatory audits. In order to enhance the information content for users of the annual financial statements the Company prepares its financial statements according to the German GAAP applicable to large entities and they also have been audited on a voluntarily basis.

Adoption of new standards

A number of new standards, amendments to standards and interpretations are effective for annual periods beginning after 1 January 2017, and have not been applied in preparing these financial statements. None of these are expected to have a significant effect on the financial statements of ThomasLloyd CTI Holding.

b) Investment entity and consolidation

aa) Investment entity

ThomasLloyd CTI Holding has multiple unrelated investors and holds multiple investments. Silent partnership agreements are entered into with the investors under the terms of which participation in losses is excluded. The silent partnerships are classified as liabilities under the provisions of IAS 32. The management has determined that the Company meets the definition of an investment entity found in IFRS 10 as the following conditions exist:

(a) The Company has obtained funds for the purpose of providing investors with professional investment management services;

(b) The Company's business purpose, which was communicated directly to investors, is investing for capital appreciation and investment income; and

(c) The investments are measured and evaluated on a fair value basis.

Although the Company does not meet all of the typical characteristics of an investment entity (namely the business purpose of the Company itself is a lot wider than the one described in IFRS 10.27). Management believes it is nevertheless an investment entity because its purpose is limited to its financing activities and it makes multiple investments directly and/or indirectly via ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Asia Holding GmbH (hereinafter referred to as "Thomas Lloyd CTI Asia Holding").

The classification of Thomas Lloyd CTI Holding as an investment entity is only for accounting purposes and therefore only relevant for the financial reporting.

bb) Subsidiaries and consolidation

The Company does not have any other subsidiaries other than those determined to be controlled subsidiary investments. Controlled subsidiary investments are measured at fair value through profit or loss and are not consolidated, in accordance with IFRS 10.

The fair value of controlled subsidiary investments is determined on a consistent basis to all other investments measured at fair value through profit or loss, and as described in the notes on fair value measurement below.

ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Czech) a.s.

There is one subsidiary (ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Czech) a.s., Czech Republic) over which ThomasLloyd CTI Holding has a shareholding of 100% thus has the power to govern its financial and operating policies. This subsidiary fulfills the criteria for being an investment entity itself. According to IFRS 10.31 the subsidiary is not consolidated as it is an investment entity. Instead the shares are measured at fair value through profit or loss.

ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG

ThomasLloyd CTI Holding has a shareholding of 100% in a subsidiary (ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG) and thus has the power to govern its financial and operating policies. This subsidiary fulfills the criteria for being an investment entity itself. According to IFRS 10.31 the subsidiary is not consolidated as it is an investment entity. Instead the shares are measured at fair value through profit or loss.

ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Asia Holding GmbH

ThomasLloyd CTI Holding has a shareholding of 100% in a subsidiary (ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Asia Holding GmbH) and thus has the power to govern its financial and operating policies. This subsidiary fulfills the criteria for being an investment entity itself. According to IFRS 10.31 the subsidiary is not consolidated as it is an investment entity. Instead the shares are measured at fair value through profit or loss.

cc) Associates

An associate is an entity, including an unincorporated entity such as a partnership, over which ThomasLloyd CTI Holding has significant influence and that is neither a subsidiary nor an interest in a joint venture.

Investments that are held as part of ThomasLloyd CTI Holding's investment portfolio are carried in the balance sheet at fair value even though the Company may have significant influence over those companies. This treatment is permitted by IAS 28, 'Investments in associates', which allows investments that are held by investment entities to be recognized and measured as at fair value through profit or loss and accounted for in accordance with IAS 39 and IFRS 13, with changes in fair value recognized in the statement of comprehensive income in the period of the change.

c) Foreign currency translation

aa) Functional and presentation currency

The silent partners are predominantly from Europe, and the contributions received and distributions paid to them are denominated in euros (EUR), Czech koruna (CZK) and US dollars (USD). The primary activity of ThomasLloyd CTI Holding is to invest in a portfolio of unlisted debt and equity securities of unlisted private companies operating in Asia and Australasia.

The performance of the Company is measured and reported to the investors in Euros. The Management considers the euro to be the currency that most faithfully represents the economic effect of the underlying transactions, events and conditions.

The financial statements have been compiled in euros, which is also the Company's functional currency. If not mentioned otherwise, all amounts are stated in EUR. Amounts may not exactly add up due to rounding.

The functional currency is the euro, with the exception of the Czech subsidiary (Czech koruna) and the Liechtenstein subsidiary (Swiss francs).

bb) Transactions and balances

Foreign currency transactions are translated into the functional currency using the exchange rates prevailing on the dates of the transactions. Foreign currency assets and liabilities are translated into the functional currency using the exchange rate prevailing on the reporting date.

Foreign exchange gains and losses arising from translation are presented in the statement of comprehensive income.

Foreign exchange gains and losses relating to cash and cash equivalents are presented in the statement of comprehensive income in the line item 'net foreign currency gains or losses on cash and cash equivalents'.

Foreign exchange gains and losses relating to financial assets and liabilities are posted through profit or loss and presented in the statement of comprehensive income under other operating income or expenses.

d) Classification

Financial assets and financial liabilities are classified as held for trading or designated as at fair value through profit or loss (FVTPL) by the Company at inception.

(i) Financial assets and liabilities held for trading

A financial asset or financial liability is classified as held for trading if it is acquired or incurred principally for the purpose of selling or repurchasing in the short term; or if, on initial recognition, it is part of a portfolio of identifiable financial investments that are managed together and for which there is evidence of a recent actual pattern of short-term profit taking. Derivatives are also categorized as held for trading. ThomasLloyd CTI Holding does not designate any derivatives as hedging instruments in a hedging relationship.

(ii) Financial assets and liabilities designated at fair value through profit or loss at inception

Financial assets and liabilities designated at fair value through profit or loss at inception are financial instruments that are not classified as held for trading but are managed. They are measured at fair value in agreement with the documented investment strategy of ThomasLloyd CTI Holding.

The Company has classified all of its direct and indirect investments in debt and equity securities, and related derivatives, as financial assets or financial liabilities at fair value through profit or loss.

ThomasLloyd CTI Holding's policy requires the Investment Advisor and the Management to evaluate the information about these financial assets and liabilities on a fair value basis together with other related financial information. Assets and liabilities in this category are classified as current assets and current liabilities if they are expected to be realized within twelve months of the reporting date. Those not expected to be realized within twelve months of the reporting date will be classified as non-current.

aa) Recognition, derecognition and measurement

Regular purchases and sales of investments are recognized on the trade date – the date on which ThomasLloyd CTI Holding commits to purchase or sell the investment. Financial assets at FVTPL are initially recognized at fair value. Transaction costs are expensed as incurred in the statement of comprehensive income.

Financial assets are derecognized when the rights to receive cash flows from the investments have expired or have been transferred and ThomasLloyd CTI Holding has transferred substantially all risks and rewards of ownership.

Financial liabilities are derecognized when they are extinguished – that is, when the obligation specified in the contract is discharged or cancelled or expired.

Subsequent to initial recognition, all financial assets at FVTPL are measured at fair value. Gains and losses arising from changes in the fair value of the 'financial assets at fair value through profit or loss' category are presented in the statement of comprehensive income within 'other net changes in fair value of financial assets at fair value through profit or loss' in the period in which they arise.

Dividend income from financial assets at FVTPL is recognized within dividend income in the statement of comprehensive income when the Company's right to receive payments is established. Interest income on debt securities at FVTPL is recognized within interest income in the statement of comprehensive income using the effective interest rate method.

Fair value is the price that would be received to sell an asset or paid to transfer a liability in an orderly transaction between market participants at the measurement date. The fair value of financial assets traded in active markets (such as publicly traded derivatives and equity securities publicly traded on a stock exchange) is based on quoted market prices at the close of trading on the reporting date. On the behalf of ThomasLloyd CTI Holding, the Investment Advisor monitors trading prices and trading volumes taking place a few days before and after the closing date in order to assess whether the trading prices used at each valuation date are representative of fair value.

If a significant movement in fair value occurs subsequent to the close of trading but before midnight in a particular stock exchange on the closing date, valuation techniques are used to determine the fair value. A significant event is any event that occurs after the last market price is established for a security or the close of market or the close of the foreign stock exchange, but before ThomasLloyd CTI Holding's valuation time, that materially affects the integrity of the closing prices for any security, instrument, currency or securities affected by that event so that they cannot be considered 'readily available' market quotations.

Fair values for unlisted equity securities are determined by ThomasLloyd CTI Holding using valuation techniques. Such valuation techniques may include earnings multiples (based on the budget earnings or historical earnings of the issuer and earnings multiples of comparable listed companies) and discounted cash flows (based on the expected future cash flows discounted at an appropriate discount rate). The Company adjusts the valuation model as deemed necessary for factors such as non-maintainable earnings, seasonality of earnings, market risk differences in operations relative to the peer multiples etc. The valuation techniques also consider the original transaction price and take into account the relevant developments since the acquisition of the investments and other factors pertinent to the valuation of the investments, with reference to such rights in connection with realization, recent third-party transactions of comparable types of instruments, and reliable indicative offers from potential buyers. In determining fair value, the Company may rely on the financial data of investee portfolio companies and on estimates by the management of the investee portfolio companies as to the effect of future developments. Although ThomasLloyd CTI Holding uses its best judgement, and cross- references results of primary valuation models against secondary models in estimating the fair value of investments, there are inherent limitations in any estimation techniques. The fair values presented here serve to present the amounts that the Company could realize in a present-day transaction. However, the amounts actually realized could diverge from this as future events will also affect the current assessments of fair value. The effect of such events on the estimates of fair value, including the ultimate liquidation of investments, could be material to the financial statements.

ThomasLloyd CTI Holding's valuation technique for unlisted debt instruments is the net present value of estimated future cash flows based on a discounted cash flow model. The discount rate used by the Company is based on the risk-free rate of the economic environment in which portfolio companies operate and is adjusted by other factors such as liquidity, credit and market risk. Similar to the earnings multiples model, cash flow used in the discount cash flow model is based on projected cash flows or earnings of the portfolio companies.

Where portfolio investments are held through subsidiary holding companies, the net assets of the holding company are added to the value of the portfolio investment being assessed to produce the fair value of the holding company held by ThomasLloyd CTI Holding.

Forward contracts are contractual obligations to buy or sell financial instruments on a future date at a specified price established over the counter. Forward contracts are valued based on the difference between the agreed price of selling or buying the financial instruments on a future date and the price quoted on the closing date for selling or buying the same or similar financial instruments.

e) Transfers between levels of the fair value hierarchy

Transfers between levels of the fair value hierarchy have not occurred in the reporting periods 2016 and 2017.

f) Financial Investments

The non-current financial assets include shares in the affiliated companies, ThomasLloyd CTI (CZ), ThomasLloyd CTI (FL) and ThomasLloyd CTI Asia Holding as well as shares in ThomasLloyd SICAV-SIIF and ThomasLloyd CTIF SICAV. The affiliated companies are not consolidated but measured at fair value because it also fulfills the criteria of an investment entity defined in IFRS 10.31. The interests in the sub-fund or the fund are measured at fair value using the net asset value method (NAV). Both financial assets are assigned to the category 'financial assets at fair value through profit or loss'. Gains and losses arising from changes in the fair value are presented in the statement of comprehensive income.

The current financial assets mainly stem from the subscription of existing bonds issued by ThomasLloyd CTI Asia. The funds were invested directly in project-linked registered bonds issued by San Carlos BioPower Inc, South Negros BioPower Inc, North Negros BioPower Inc, and Negros Island Solar Power Inc. These current financial assets are assigned to the IAS 39 category "loans and receivables" and measured at amortized cost in accordance with IAS 39 using the effective interest method.

g) Offsetting financial instruments

Financial instruments are offset and the net amount reported in the balance sheet only when there is currently a legally enforceable right to offset the recognized amounts and there is an intention to settle on a net basis, or realize the asset and settle the liability simultaneously. A current legally and contractually enforceable right to offset must not be contingent on a future event. Furthermore, it must be legally and contractually enforceable in (i) the normal course of business; (ii) the event of default; and (iii) the event of insolvency or bankruptcy of the Company and all of the counterparties.

h) Receivables

Receivables are non-derivative financial assets with fixed or determinable payments that are not quoted in an active market. Receivables are recognized initially at fair value. They are subsequently measured at amortized cost using the effective interest rate method, less provision for impairment.

A provision for impairment is established when there is objective evidence that ThomasLloyd CTI Holding will not be able to collect all amounts due to be received. Significant financial difficulties of the counterparty, probability that the counterparty will enter bankruptcy or financial reorganization, and default in payments are considered indicators that the amount to be received is impaired. Once a financial asset or a group of similar financial assets has been written down as a result of an impairment loss, interest income is recognized using the rate of interest applied to discount the future cash flows for the purpose of measuring the impairment loss.

The effective interest rate method is a method of calculating the amortized cost of a financial asset or financial liability and of allocating the interest income or interest expense over the relevant period. The effective interest rate is the rate that exactly discounts estimated future cash payments or receipts throughout the expected life of the financial instrument – or, when appropriate, a shorter period – to the net carrying amount of the financial asset or financial liability. When calculating the effective interest rate, ThomasLloyd CTI Holding estimates cash flows considering all contractual terms of the financial instrument but does not consider future credit losses. The calculation includes all fees and points paid or received between parties to the contract that are an integral part of the effective interest rate, transaction costs and all other premiums or discounts.

As at 31 December 2017 and 2016, the carrying amounts of receivables approximate their fair value.

i) Cash and cash equivalents

Cash and cash equivalents include cash in hand, demand deposits, other short-term highly liquid investments with original maturities of three months or less, and bank overdrafts. As at 31 December 2017 and 2016, the carrying amount of cash and cash equivalents approximate their fair value.

j) Short-term and long-term liabilities to silent partners

Most of the silent partners are organized within different limited partnerships (KGs). The Company's contributed capital is classified as a financial liability due to contractual payment provisions to each of the silent partners within the silent partnership agreement. The silent partners participate in the Company´s profit, assets, hidden reserves and also in the Company´s goodwill. They do not participate in the Company´s losses. However, their claims to the net assets and earnings of the Company are subordinated to those of all other creditors.

All KGs have given the Company binding notice that they will only exercise the termination rights to their silent participations to the extent that – and within the same deadlines as – the investors of the KGs terminate their limited partnership interests.

In order to avoid measurement anomalies between the liabilities to silent partners and the corresponding assets, their capital contribution is not measured at amortized cost, but using the fair value option according to IAS 39.9b.

In addition, the silent partners are organized in the form of direct participations and a limited liability company under German law (GmbH).

k) Short-term and long-term liabilities to affiliated companies

ThomasLloyd CTI (CZ) started to issue bonds in the Czech Republic in 2015. The bonds CTI 5 CZK, CTI 5 EUR and CTI 4 2016 CZK are long-term and the bonds CTI 2 CZK, CTI 2 2016 CZK und CTI 2 EUR are short-term. ThomasLloyd CTI (FL) started to issue bonds in Liechtenstein in 2017. The bonds CTI LI 2 2017 and CTI LI 4 2017 are long-term. The funds flowing to ThomasLloyd CTI (CZ) and ThomasLloyd CTI (FL) from the issue of are passed on to ThomasLloyd CTI Holding by subscribing to global bonds ("Back-to-Back-Facilities"). The volume of the bond issues as of reporting date was in total EUR 45,843k (thereof long-term EUR 38,007 k; thereof short-term EUR 7,935k).

l) Trade payables, other liabilities and accrued expenses

Payables and accrued expenses are recognized initially at fair value and subsequently stated at amortized cost. The difference between the proceeds and the amount payable is recognized over the period of the payable using the effective interest method. As at 31 December 2017 and 2016, the carrying amount of payables and accrued expenses approximate their fair value.

The tax liabilities contain capital gains tax resulting from the profit participations of the silent partners for the years 2013, 2014, 2015 and 2017. In principle capital gains tax must be transferred to the tax office when profit participations are paid out. Due to an extension agreement on profit participation rights between ThomasLloyd CTI Holding and the Cleantech KGs they have still not been paid out. This agreement releases the Company from payment of the capital gains tax to the tax authorities for the extension period.

m) Other operating income

Other operating income is primarily generated from the disposal of non-current financial assets and exchange rate gains arising from the translation of receivables and liabilities denominated in foreign currency.

n) Other net changes in the fair value of financial assets measured at fair value through profit or loss

These income or expenses originate from changes in the fair value of shares in investment entities.

o) Interest income and interest expenses

Interest income is recognized on a time-proportion basis using the effective interest method. It includes interest income from cash and cash equivalents, from receivables from related parties as well as from interest-bearing securities (bonds).

Interest expenses mainly result from short- and long-term liabilities to affiliated companies.

p) Legal and professional expenses

Legal and professional expenses are costs incurred on a regular basis for fees paid for regulatory bodies and fees paid to agents for carrying out the duties on behalf of ThomasLloyd CTI Holding for regulatory and compliance purpose. These costs are immediately expensed through profit or loss.

q) Transaction costs

Transaction costs are legal and professional fees incurred to structure a deal to acquire shares in ThomasLloyd CTI Holding that are designated as financial assets at FVTPL. These costs are immediately expensed through profit or loss.

r) Other net changes in the fair value of financial liabilities measured at fair value through profit or loss

Profit participations attributable to the net assets and changes in the fair value of financial liabilities that are attributable to the silent partners are presented under liabilities to silent partners.

The annual allocations of profit participations are allocated pro rata in accordance with each investor's funded capital contribution on an annual basis.

s) Taxation

ThomasLloyd CTI Holding is domiciled in Langen, Germany. Under the current laws of Germany, the company is subject to corporate, trade and sales tax.

The management has assessed the risk of specific identifiable risks related to uncertain tax positions as low and, as a result, has identified no matters that require further disclosure in the financial statements.

No tax reconciliation statement has been prepared pursuant to IAS 12.81c as the tax liability reported by the Company for the reporting year is immaterial. Deferred taxes were not recognized in either the reporting year or in the prior year.

t) Unfunded committed capital

Unfunded committed capital from the silent partners is not shown on the statement of financial position, as unfunded committed capital represents an instalment payment arrangement that is outside the scope of IAS 39.

3. Financial risk management

a) Approach to risk governance

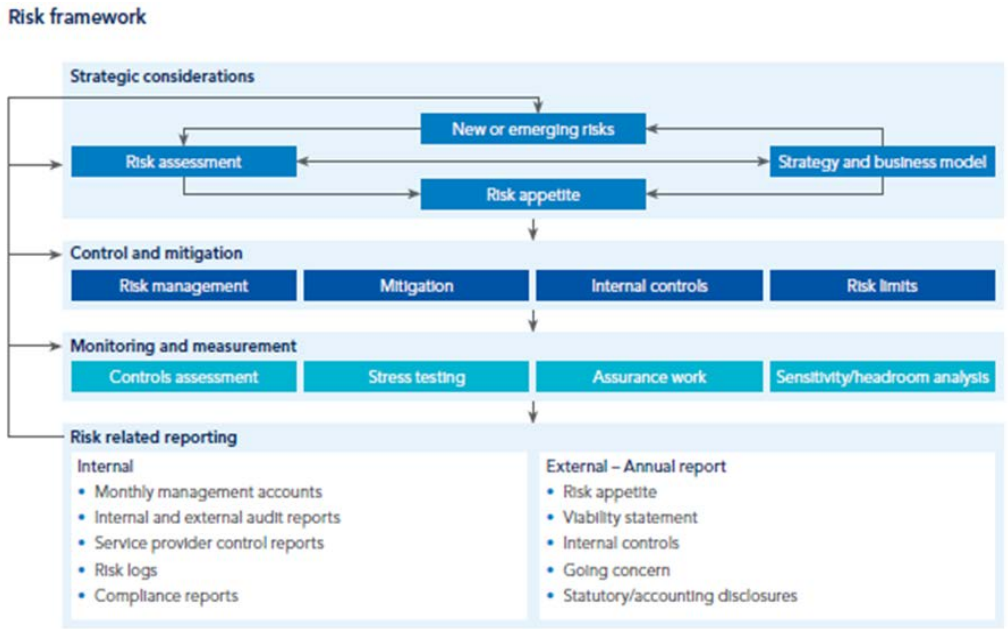
The management is ultimately responsible for the management of ThomasLloyd CTI Holding. It seeks to achieve an appropriate balance between mitigating risk and generating attractive risk-adjusted returns for investors. Integrity and responsibility are embedded in the Company's approach to risk management.

The management exercises oversight of the risk framework, methodology and process through its regular meetings and dialogue with external advisors. The risk framework is designed to provide a structured and consistent process for identifying, assessing and responding to risks. The management ensures that there is a consistent approach to risk across the Company's strategy, business objectives, policies and procedures.

ThomasLloyd CTI Holding is also reliant on the risk management framework of key service providers as well as the investment advisory team members sitting on the boards of portfolio companies' executive boards.

In addition to the management, a number of others contribute to the Company's overall risk governance structure including the Investment Committee, as well as teams within in-house portfolio management, finance, compliance and legal.

Exhibit 5 / 16



aa) Risk review process

ThomasLloyd CTI Holding's risk review process includes the monitoring of key strategic and financial metrics considered to be indicators of potential changes in its risk profile. The review includes, but is not limited to, the following:

- Regular updates on the operational and financial performance of portfolio companies
- Compliance with regulatory obligations
- Liquidity management
- Key macro-economic indicators and their impact on the performance and valuation of portfolio companies
- Infrastructure and broader market overviews

The management uses the above to identify a number of key risks. It then evaluates the impact and likelihood of each key risk, with reference to the Company's strategy and business model. The adequacy of the mitigation plans and controls are then assessed and, if necessary, additional actions are agreed and then reviewed at the subsequent meeting.

The management maintains a risk matrix, onto which the key risks are mapped by impact (severity) and likelihood (frequency). The principal risks are identified on the risk matrix as those with the highest combination of impact and likelihood scores. ThomasLloyd CTI Holding considers these principal risks in greater detail with regard to the assessment of the Company's viability. A number of scenarios have been developed to reflect likely outcomes should the principal risks eventuate, as well as consideration of stressed scenarios that could result in the Company ceasing to be viable. The Company is an investment company, therefore the stressed scenarios reflect cash flow from investments being reduced, such that debt covenants are breached and liabilities not met. The Investment Advisor models the impact of these scenarios on the Company and reports the results to the management. The modelling relates to the Company's investment portfolio as the Company is an investment company and this is therefore most relevant to an assessment of viability. The resulting assessment of viability is included in this risk report.

bb) Risk appetite

The Committee has reviewed the risk matrix, and set out ThomasLloyd CTI Holding's appetite for each of the key risks. As an investment company, the Company actively accepts investment risk. The appetite for investment risk is described in its investment policy. The Company seeks to limit or manage exposure to other risks to acceptable levels.

cc) Review of significant financial key risks

The disclosures on the following pages are not an exhaustive list of risks and uncertainties faced by ThomasLloyd CTI Holding, but rather a summary of significant financial key risks which are under active review by the management. These significant financial key risks have the potential to materially affect the achievement of the Company's strategic objectives and impact its financial performance. These disclosures show developments in these significant key risks for the year. The risks that have been identified as principal risks are described in more detail in the following table of principal risks and risk mitigation measures. The Company's risk profile and appetite remains broadly stable.

Exhibit 5 / 18

Principal risks and mitigations

Principal risks	Risk description	Risk mitigation
External		
Economic	• Macro-economic or market volatility flows through to pricing, valuations and portfolio performance • Fiscal tightening impacts market environment • Risk of sovereign default lowers market sentiment and increases volatility • Misjudgment of inflation and/or interest rate outlook	• Advice of Financial Advisor on project finance and transactions (M&A) • Advice of Investment Advisor on asset management and hedging solutions to market volatility • Periodic legal and regulatory updates on the Company's markets and in-depth market and sector research from other internal and external advisors
Emerging markets	• Regulatory environment can be fast moving, creating uncertainty • Bureaucratic regulatory system can be lacking in transparency • Higher risk of fraud and corruption • Political risk	• Seek opportunities in stable markets • Work with trusted partners to understand the native market and operate effectively within it • Thorough due diligence on all partners and related parties
Foreign exchange	• Exposure to movements in foreign currency exchange rates • Exchange controls • Lack of hedging instruments available	• Debt investments denominated in USD • Equity investments exposed to risk are regularly monitored, and currency hedging strategy reviewed for cost effectiveness

Exhibit 5 / 19

Principal risks	Risk description	Risk mitigation
External		
Legal, tax, compliance and accounting	Changes to the following areas may impact the operation of the Company: • Legal – changes to listing rules • Tax – changes to the rules which affect the current regime • Compliance – increased regulation e.g. AIFMD, FATCA • Accounting rules pertaining to disclosure/consolidation • Regulatory – changes to the regulatory regime of the Company, the Investment Advisor and portfolio companies can impact the operating model and/or profitability	• Company has retained legal advisors and the Investment Advisor has in-house counsel • Tax advice taken on transactions and ad hoc as necessary • Portfolio companies and respective management companies have in-house compliance teams to provide advice on regulatory issues • Accounting advice and updates provided by external firms if required
Competition	• Increased competition for the acquisition of assets, portfolios and platforms in the Company's strategic focus areas • Deal processes more competitive and prices increase • New entrants compete with a lower cost of capital	• Continual review of market data and review of Company return target compared to market returns • Origination experience of Financial Advisor and Investment Advisor • Strong track record and strength of the ThomasLloyd brand

Exhibit 5 / 20

Principal risks	Risk description	Risk mitigation
Strategic		
Unbalanced portfolio	• Failure to ensure adequate spread of assets invested to minimize concentration risks (e.g. by geography, sector, demand driver, regulator) and fulfil investment policy • Difficulty in maintaining geographical diversity, or sale of large assets, may lead to unbalanced portfolio • Misjudgment of risk when entering new sectors, industries or geographies	• Investment process explicitly addresses questions of geographical/sector balance in the portfolio • Portfolio concentration measures are reviewed periodically by the management • The Investment Advisor undertakes a concentration review for each new investment
Investment		
Leverage	• Insufficient project cash flows to service project debt, which could ultimately lead to a default. This risk is only relevant when the project takes on debt provided from external sources.	• A moderate project debt to equity ratio • Hedging • Amortizing debt repayment schedule structure in line with project cash flows
Inappropriate rate of investment	• Failure to achieve new investment impacts investor perception, returns and growth prospects • Excess “vintage risk” magnifies the impact of poor performance from a vintage of investments • Poor management of investment pipeline	• Efficient balance sheet maintained and monitored regularly by the management • Portfolio concentration measures are reviewed periodically by the management. • The Investment Advisor undertakes a concentration review for each new investment

Principal risks	Risk description	Risk mitigation
Operational		
Loss of senior Financial Advisor or Investment Advisor staff	• Team members of the Financial Advisor and/or Investment Advisor leave and transaction and portfolio management capability is restricted in the short to medium term	• Benchmarked compensation packages and deferred remuneration • Minimum terms of notice in employment contracts • Size of the senior team and strength of the ThomasLloyd brand

b) Financial risk factors

ThomasLloyd CTI Holding invests in a broad portfolio of Infrastructure Assets operated by listed or non-listed publicly or privately owned entities, which in turn own (either directly or indirectly) and develop or operate one or more Infrastructure Assets, including any assets associated with or ancillary to Infrastructure Assets ("Infrastructure Companies") across Asia and Australasia in the areas of Renewable Energy, Utilities, Transport, Social Infrastructure, and Communication. It may invest in Infrastructure Assets in any type of development including Infrastructure Asset which are in an initial phase of their life cycle and which require significant capital expenditure for their construction and/or development prior to reaching their operational phase or Infrastructure Assets which are fully operational and require refurbishment or maintenance or Infrastructure Assets which are in a distressed condition or are performing poorly.

ThomasLloyd CTI Holding's activities expose it to a variety of financial and market risks. At present, the Company does not use any derivative financial instruments to mitigate certain risk exposures.

aa) Maturity levels

The table below analyses the Company's financial liabilities by the relevant maturities based on their residual term from the reporting date. There are no unfunded capital commitments to investee companies which can be called on demand. The amounts in the table are the contractual undiscounted cash flows. At present, ThomasLloyd CTI Holding has no immediate plans to exit any of its positions in its portfolio of investments.

Analysis of the maturity of financial liabilities

	On demand	Less than 1 year	Between 1 and 5 years	More than 5 years	Total
	EUR k	EUR k	EUR k	EUR k	EUR k
31 December 2017					
Liabilities					
Liabilities to silent partners	0	3,530	78,845	131,711	**214,086**
Liabilities to affiliated companies	0	7,935	38,007	0	**45,942**
Liabilities to related parties	0	102	0	0	**102**
Trade and other payables	0	9,887	0	0	**9,887**
Total liabilities	**0**	**21,454**	**116,852**	**131,711**	**270,017**

	On demand	Less than 1 year	Between 1 and 5 years	More than 5 years	Total
	EUR k	EUR k	EUR k	EUR k	EUR k
31 December 2016					
Liabilities					
Liabilities to silent partners	0	10,500	55,372	93,197	**159,069**
Liabilities to affiliated companies	0	5,469	23,703	0	**29,172**
Trade and other payables	0	4,958	0	0	**4,958**
Total liabilities	**0**	**20,927**	**79,075**	**93,197**	**193,199**

bb) Valuation

Valuations of ThomasLloyd CTI Holding's Investments may involve uncertainties and discretionary judgements, and if such valuations should prove to be incorrect, the fair value of the assets could be adversely affected. The assets of ThomasLloyd CTI Holding are measured by the management of the Company who rely on expert valuations from external consultants. Determinations of fair value will be conclusive and binding, and may affect the amount of the Management and Performance Fees.

As at 31 December, the carrying amounts, which correspond to the fair values of the financial assets and liabilities exposed to price risk, were as follows:

Carrying amount as of 31 December 2017

EUR k	At fair value through profit or loss	Loans and receivables	Financial liabilities measured at amortized cost
a) Shares in affiliated entities	123		
b) Investment companies	54,617		
c) Other equity investments		23,005	
d) Other securities (bonds)		1,417	
e) Other financial instruments		8,597	
f) Receivables from affiliated entities		133,050	
g) Receivables from related parties		31,491	
h) Cash and cash equivalents		16,563	
i) Liabilities to silent partners	214,085		
j) Liabilities to affiliated entities			45,942
k) Liabilities to related parties		102	
l) Trade and other payables			9,887

Carrying amount as at 31 December 2016

EUR k	At Fair value through profit or loss	Loans and receivables	Financial liabilities measured at amortized cost
a) Shares in affiliated entities	76		
b) Investment companies	101,991		
c) Other equity investments		48,249	
d) Other securities (bonds)		8,411	
e) Other financial instruments		5,566	
f) Receivables from affiliated entities		0	
g) Receivables from related parties		26,829	
h) Cash and cash equivalents		140	
i) Liabilities to silent partners	159,069		
j) Liabilities to affiliated entities			29,172
k) Liabilities to related parties		0	
l) Trade and other payables			4,958

cc) Foreign exchange

Although shares may be denominated in one or more reference currencies, these may be different from the reference currency of the Company and the Company may invest in investments denominated in a wide range of currencies. The fair value of the Company as expressed in its reference currency and the fair value of the different classes denominated in a reference currency other than the reference currency of the Company may fluctuate in accordance with the changes in the foreign exchange rate between the relevant currencies. The Company may also be exposed to foreign exchange rate fluctuations with respect to the currencies in which the Company's investments are denominated. The Company and the shareholders may therefore be exposed to foreign exchange/currency risk. It may not be possible or practicable to hedge against the associated foreign exchange/currency risk exposure of the Company and of the shareholders.

The following table presents the foreign currency exchange rates applied at the respective reporting date:

	31 Dec 2017	31 Dec 2016
US dollar (USD)	1.1993	1.0541
Czech koruna (CZK)	25.5102	27.0270
Philippine peso (PHP)	59.8802	52.3560
Singapore dollar (SGD)	1.6023	1.5235
British pound (GBP)	0.8872	0.8562
Swiss francs (CHF)	1.1701	n/a

The following table shows the assets and liabilities hold by ThomasLloyd CTI Holding in a currency different than it´s functional currency. This analysis serves the purpose of providing an understanding of the scope of existing foreign exchange risk. This is particularly important since the Company does not use any foreign exchange contracts to manage the Company´s exposure to foreign exchange movements.

31 Dec 2017

	USD EUR k	CZK EUR k	PHP EUR k	SGD EUR k	GBP EUR k	CHF EUR k
Assets						
Investment companies	237					
Other financial assets	20,345					
Other securities (bonds)	1,417					
Other financial instruments	5,385					
Receivables from affiliated companies	182		315	234	119	
Receivables from related parties	4,206					
Cash and cash equivalents	6	1				436
Liabilities						
Liabilities to silent partners (non-current)		-842				
Liabilities to affiliated companies (non-current)		-34,583				-1,224
Liabilities to silent partners (current)	-143	-6,721				
Liabilities to affiliated companies (current)		-2,536				-78
Net currency exposure	31,635	-44,681	315	234	119	-866

	31 Dec 2016					
	USD EUR k	CZK EUR k	PHP EUR k	SGD EUR k	GBP EUR k	CHF EUR k
Assets						
Investment companies	237					
Other financial assets	48,249					
Other securities (Bonds)	8,411					
Other financial instruments	3,198					
Receivables from affiliated companies	214		361	246	124	
Receivables from related parties	5,420					
Cash and cash equivalents	2					
Liabilities						
Liabilities to silent partners (non-current)		-3,582				
Liabilities to affiliated companies (non-current)		-21,466				
Liabilities to silent partners (current)	-270	-2,556				
Liabilities to affiliated companies (current)		-335				
Net currency exposure	65,461	-27,939	361	246	124	

According to the requirements of IFRS 7 we performed a sensitivity analysis for the foreign exchange risk resulting from financial instruments. The analysis shows the impact of foreign exchange movements on profit or loss and equity.

Had the exchange rate between the US dollar and the euro increased or decreased by 10% as at 31 December 2017, compared to the actual rate of 1.1993 as at 31 December 2017 (31 December 2016: 1.0541) with all other variables held constant, the increase or decrease in net assets would amount to approximately EUR 3,360k (31 December 2016: EUR 6,546k), of which EUR 3,360k (31 December 2016: EUR 6,546k) is attributable to monetary items. This would have been mainly as a result of foreign exchange gains/losses on the translation of US dollar-denominated non-current financial assets (bonds).

Had the exchange rate between the Czech koruna and the euro increased or decreased by 10% as at 31 December 2017, compared to the actual rate of 25.5102 as of 31 December 2017 (31 December 2016: 27.0270) with all other variables held constant, the increase or decrease in net assets would amount to approximately EUR 4,468k (31 December 2016: EUR 2,794k), of which the entire amount (31 December 2016: EUR 2,794k) is attributable to monetary items. This would have been mainly as a result of foreign exchange gains/losses on the translation of liabilities to affiliated companies denominated in Czech koruna.

ThomasLloyd CTI Holding also holds assets and liabilities denominated in pound sterling, Philippine peso, Singapore dollar and Swiss francs. However effects of volatile exchange rates for these financial items are immaterial and therefore no further disclosures are provided.

dd) Credit risk

ThomasLloyd CTI Holding is exposed to credit risk, which is the risk that one party will cause a financial loss for the other party by failing to discharge an obligation. The Company is exposed to the risk of non-payment of debt instruments or the interest due on loans given to portfolio companies.

ThomasLloyd CTI Holding assesses all counterparties, including their partners, for credit risk before contracting with them. The Company's maximum exposure to credit risk is detailed in the table below. The Company does not include any collateral or other credit risk mitigation, which may reduce the Company´s exposure.

	31 Dec 2017 EUR k	31 Dec 2016 EUR k
Shares in affiliated companies	123	76
Investment companies	54.617	101.991
Other securities (bonds)	24.422	56.660
Other financial instruments	8.597	5.566
Receivables	165.693	28.762
Cash and cash equivalents	16.563	140
Total	**270.014**	**193.195**

ThomasLloyd CTI Holding provides finance directly or indirectly via ThomasLloyd SICAV-SIIF to private companies, which are represented as debt instruments. The credit quality of these investments is based on the financial performance of the individual portfolio company. For those assets that are not past due, it is believed that the risk of default is low, and the capital repayments and interest payments will be made in accordance with the agreed terms and conditions.

As at 31 December 2017, the assets held by the Company are not past due or impaired (2016: nil) and there is no indication that the credit quality of the financial assets listed in the table above is compromised.

In accordance with ThomasLloyd CTI Holding's policy, the Investment Advisor monitors the Company's debt position on a monthly basis. The management reviews this on a monthly basis.

ee) Interest risk

All interest bearing assets and liabilities are either short-term or long-term and subject to fixed interest rates. The Company is not subject to interest rate fluctuations and therefore has no direct exposure to interest rate changes on the valuation and cash flows of its interest bearing assets and liabilities. Therefore the Company has not implemented relevant goals, methods or processes in order to manage or control interest rate risk.

However, it may also be indirectly affected by the impact of interest rate changes on the earnings of certain companies in which the Company invests, and the impact this has on the valuation techniques that use interest rates as an input in the valuation model, such as the discounted cash flow models used to measure the fair value of unlisted investments.

4. Critical accounting estimates and judgments

a) Critical accounting estimates and judgments

The Company makes estimates and assumptions that affect the reported amounts of assets and liabilities within the next financial year. Estimates and judgments are continually evaluated and are based on historical experience and other factors, including expectations of future events that are believed to be reasonable under the circumstances.

b) Fair value of investments not quoted in an active market

ThomasLloyd CTI Holding is required to classify, for disclosure purposes, fair value measurements using a fair value hierarchy that reflects the significance of the inputs used in making the measurements. The fair value hierarchy has the following levels:

- Level 1 inputs are quoted prices (unadjusted) in active markets for identical assets or liabilities that the Company can access at the measurement date;

- Level 2 inputs are inputs other than quoted prices included within Level 1 that are observable for the asset or liability, either directly or indirectly; and

- Level 3 inputs are unobservable inputs that have been applied in valuing the respective asset or liability.

The determination of what constitutes 'observable' requires significant judgment by the Company. ThomasLloyd CTI Holding considers observable data to be market data that is readily available, regularly distributed or updated, reliable and verifiable, not proprietary and provided by independent sources that are actively involved in the relevant market.

The following table analyses the Company's financial assets and liabilities (by class) measured at fair value at 31 December 2017 within the fair value hierarchy.

All fair value measurements disclosed are recurring fair value measurements.

Measurements at Fair Value

31 December 2017	Level 1 EUR k	Level 2 EUR k	Level 3 EUR k	Total EUR k
Assets				
Shares in affiliated companies	-	-	123	123
Investment companies	-	-	54,617	54,617
Receivables from affiliated companies	-	-	129,523	129,523
Liabilities				
Liabilities to silent partners	**-**	**-**	214,085	214,085
Total	**-**	**-**	**398,348**	**398,348**

31 December 2016	Level 1 EUR k	Level 2 EUR k	Level 3 EUR k	Total EUR k
Assets				
Shares in affiliated companies	-	-	76	76
Investment companies	-	-	101,991	101,991
Liabilities				
Liabilities to silent partners	**-**	**-**	159,069	159,069
Total	**-**	**-**	**261,137**	**261,137**

ThomasLloyd CTI Holding does not have any investments whose values are based on quoted market prices in active markets. Therefore no positions are assigned to the Level 1.

Financial instruments that are traded in markets that are not considered to be active but are valued based on quoted market prices, dealer quotations or alternative pricing sources supported by observable inputs are classified within Level 2. These include over the counter derivatives and quoted securities where there is a transfer restriction that is a characteristic of the quoted securities themselves rather than that of the Company. According to this description there are no financial instruments assigned to Level 2.

Investments classified to Level 3 make use of significant unobservable inputs in deriving fair value, as they trade infrequently. As observable prices are not available for these securities, the Company has used valuation techniques to derive the fair value.

Investments classified within Level 3 consist of private equity and private debt positions. The main inputs into the Company's valuation models for these private equity and debt investments include:

a) For private equity investments the income approach according to IAS 39 was considered as the main valuation approach when estimating the fair value of the investments. The income approach is a valuation technique that provides an estimation of the fair value of an asset based on expectations about the cash flows that an asset would generate over time. The income approach begins with an estimation of the annual cash flows expected to be generated over a discrete projection period. The estimated cash flows for each of the years in the discrete projection period are then converted to their present value equivalent using a rate of return appropriate for the risk of achieving the projected cash flows. When applying the income approach, the Company has considered the free cash flow to the firm approach which is discounted at the Weighted Average Cost of Capital ("WACC"). The WACC is an overall rate based upon the individual rates of return for invested capital components (equity and interest-bearing debt) and is calculated by weighting the required returns on interest-bearing debt, preferred equity capital, and common equity capital in proportion to their estimated percentages in an expected capital structure. The present value of the estimated cash flows is then added to the present value equivalent of the residual value or terminal value at the end of the discrete projection period to arrive at an estimate of fair value for the investment. The selection of this methodology was influenced by certain unique features of the investments:

- Key value drivers of the investments are location specific and reflect factors specific to the local market.

- Value of the investments are influenced by a number of factors and the income approach allows the value to be stress tested on the basis of sensitivities to key value drivers.

- As no market data or market prices are available for comparable projects under development, it was not possible to apply the market approach in the valuation.

- Furthermore, we consider that a market participant would typically underwrite a purchase of the investments based on the income approach.

b) The private debt position (liabilities to silent partners) is generally measured at amortized cost in accordance with IAS 39 using the effective interest method. From an accounting perspective, the silent partners participate in the appreciation in the value of the investments. A differing valuation method of the debt position (liabilities to silent partners) and the corresponding financial investment (shares in investment funds) would cause a valuation anomaly between assets and liabilities. In order to avoid valuation anomalies between the silent participations and the underlying financial investments which are measured at fair value through profit or loss, the fair value option according to IFRS 39.9b is chosen for the measurement of liabilities to silent partners.

It does not participate in any losses. The silent partner has a right to participate in the net assets, the hidden reserves and the enterprise value of ThomasLloyd CTI Holding. The silent partner's rights to withdraw capital and receive a severance payment are subordinate to the claims of the creditors of the Company. Provided no exceptions apply, the capital of the silent partners has to be accounted at cost according to IAS 39 through application of the effective interest rate method. This is considered as a valuation anomaly, because fair value fluctuations of the investments (ultimately shares in Thomas Lloyd CTI Asia) are recognized through profit or loss but this approach is not valid for liabilities to silent partners (which are subsequently measured at amortized cost). Due to the fact that the liabilities to silent partners contain profit-participation components related to Thomas Lloyd CTI Asia, valuation anomalies would occur through measurement at cost, because fair value fluctuations are posted directly to the debit side of the statement of financial position but only indirectly to the credit side. In order to avoid the aforementioned valuation anomalies, the fair value option is applied to liabilities to silent partners in accordance with IAS 39.9b, which results in them being measured at fair value through profit and loss. Due to the fact that the silent partners participate in profit and loss, the annual profit or loss is distributed to them accordingly.

The tables below present those investments in portfolio companies whose fair values are recognized in whole or in part using valuation techniques based on assumptions that are not supported by prices or other inputs from observable current market transactions in the same instrument and the effect of changing one or more those assumptions behind the valuation techniques adopted based on reasonable possible alternative assumptions.

Exhibit 5 / 32

The following input variables as of 31 December 2017 were used in the measurement of shares in Thomas Lloyd CTI Asia (with a fair value of EUR 129,529k).

	San Carlos Biopower Inc.	South Negros Biopower Inc.	North Negros Biopower Inc.
Risk free rate	5.14%	5.14%	5.14%
Equity risk premium	5.50%	5.50%	5.50%
Small stock premium	1.75%	1.75%	1.75%
Unlevered beta	0.40	0.40	0.40
Debt/equity ratio	100.00%	100.00%	100.00%
Tax rate	10.00%	10.00%	10.00%
Levered beta	0.76	0.76	0.76
Cost of equity	11.1%	11.1%	11.1%
Pre-tax cost of debt	6.81%	6.81%	6.81%
Tax rate	10.00%	10.00%	10.00%
Cost of equity	6.1%	6.1%	6.1%
Base WACC	**8.6%**	**8.6%**	**8.6%**
Specific alpha	0.00%	0.25%	0.25%
WACC	**8.60%**	**8.73%**	**8.73%**
Exchange rate USD/€	1.1683	1.1683	1.1683

Sensitivity analysis:

The inputs subject to the greatest use of discretionary judgment and estimates are presented below and their respective impact on the fair values presented in the financial statements.

- Small Stock Premium
- Specific Equity Alpha
- Exchange rate USD/€

Given a specific equity alpha of 1.50%, 4.00% and 4.00%, the WACC would come to 9.60%, 10.85% and 12.10% respectively. Taking this WACC and an exchange rate of 1.2005 USD/€, fair value would fall by 51% as at 31 December 2017.

Given a small stock premium of 0.00%, the WACC would come to 7.70%, 7.83% and 7.83% respectively. Taking this WACC and an exchange rate of 1.1683 USD/€, fair value would rise by 25% as at 31 December 2017.

Reclassification adjustments

There were no reclassifications between the different levels of the fair value hierarchy for the fiscal years 2016 and 2017. Reclassifications are deemed to have occurred between the levels when the underlying information or price used to value the asset or liability has become more or less dependent on observable market data, as set out before in distinguishing between Levels 1, 2 and 3 of the fair value hierarchy of the Company. All assets and liabilities measured at fair value have continuously been assigned to Level 3.

The following table presents the movement in Level 3 instruments for the year ended 31 December 2017 by class of financial instrument:

Development of the fair value of level 3 financial instruments

	Investment companies EUR k	**Shares in affiliated companies** EUR k	**Liabilities to silent partners** EUR k	**Total** EUR k
31 December 2017				
Equity securities				
a) Opening balance	101,991	76		102,067
b) Addition (purchase/capital contribution)		47		47
c) Reduction (sales/withdrawals)	-17,386			-17,386
d) Gains/(losses) recognized in OCI				
- Other net changes in fair value of financial assets at fair value through profit or loss	-29,989			-29,989
Closing balance	**54,617**	**123**		**54,740**
Debt securities				
a) Opening balance			159,069	159,069
b) Addition (purchase/capital contribution)			80,458	80,458
c) Reduction (sales/withdrawals)			-23,688	-23,688
d) Gains/(losses) recognized in OCI				
- Other net changes in fair value of financial assets at fair value through profit or loss			3,882	3,882
- Other expenses			-838	-838
- Other changes			-1,674	-1,674
- Withholding tax			-3,124	0
Closing balance			**214,086**	**214,086**
Total net gains or (losses) for level 3 assets held at the end of the reporting period and included the other net changes in fair value of financial assets at fair value through profit or loss	-33,871			

c) Functional currency

The Management considers the euro to be the currency that most faithfully represents the economic effect of the underlying transactions, events and conditions.

The euro is the currency in which ThomasLloyd CTI Holding measures its performance and reports its results. This determination also considers the competitive environment in which the Company is compared to other European private equity funds.

d) Investment entity status

In determining ThomasLloyd CTI Holding's status as an investment entity in accordance with IFRS 10, the Management considered the following:

a) The Company has raised the commitments from a number of investors in order to raise capital to investment in private equity companies and to provide the investors management services with respect to these private equity investments; Silent partnership agreements are entered into with the investors under the terms of which participation in losses is excluded.

b) The Company intends to generate capital and income returns from its private equity investments which will, in turn, be distributed in accordance with the contractual agreements with the silent shareholders; and

c) The Company evaluates its private equity investments' performance on a Fair Value basis, in accordance with the policies set out in these financial statements. Although the Company met all three defining criteria, the Management has also assessed the business purpose of the Company, the investment strategies for the private equity investments, the nature of any earnings from the private equity investments and the fair value models. The Management made this assessment in order to determine whether any additional areas of judgment exist with respect to the typical characteristics of an investment entity versus those of the Company.

d) The silent partners are not related parties and their capital contributions do not qualify as equity instruments. Nevertheless they are similar to equity because they are exposed to the varying returns from the change in the fair value of the underlying investment due to profit participation. On the basis of these criteria they are classified as investment entities according to IFRS 10 P B85W.

e) The Company does not provide any harmful management or strategic services to their investment companies pursuant to IFRS 10 P B85D. The financial support of the investment entities is also not deemed to be a harmful service in this sense, because the loans get converted into equity instruments and therefore serve to maximize the returns of the investments.

5. Interest income and interest expenses

Interest income

	2017 EUR k	2016 EUR k
Other securities (bonds)	3,216	2,019
Receivables from related parties	215	230
Other assets	3	16
	3,434	**2,265**

Interest expenses

	2017 EUR k	2016 EUR k
Liabilities to affiliated companies	4,496	2,233
Bank liabilities	0	4
	4,496	**2,237**

Please see Section 8 for information on interest income and interest expenses with related parties.

6. Cash and cash equivalents

Cash and cash equivalents break down as follows:

	31 Dec 2017 EUR k	31 Dec 2016 EUR k
Cash at bank (EUR)	16,120	138
Cash at bank (CHF)	436	0
Cash at bank (CZK)	1	2
Cash at bank (USD)	6	0
Total cash at bank	**16,563**	**140**

There are no liabilities to banks.

7. Net assets attributable to the silent partners

The table below gives details about the silent partners' capital since 31 December 2017.

	31 Dec 2017 EUR k	31 Dec 2016 EUR k
Subscribed capital (of silent partner companies)	1,228,930	1,218,198
Outstanding contributions	-943,831	-1,013,558
Withdrawals	-87,761	-64,073
Accumulated changes to fair value and profit allocations from prior years	20,786	12,722
Änderungen des beizulegenden Zeitwerts und Gewinnzuweisung des Geschäftsjahres	3,882	8,064
Payout of profit	0	0
Einbehaltene Kapitalertragssteuer	-3,124	0
Other expenses	-3,168	-2,330
Sonstige Wertänderungen	-1,628	46
Total net assets attributable to silent partners	**214,085**	**159,069**

8. Related party transactions

Parties are considered to be related if one party has the ability to control the other party or exercise significant influence over the other party in making financial or operational decisions. An entity is also classified as a related company if both entities are members of the same group.

Exhibit 5 / 37

31 December 2017	TL CTI (CZ) EUR k	TL CTI (FL) EUR k	TL SICAV-SIIF EUR k	TL CTI Asia Holding EUR k	TL CTI Asia EUR k	CTI KG I EUR k	North Negros BioPower (NNB) EUR k
Assets							
Receivables			2,598	129,523	928	4,537	1,403
Other securities (bonds)		454			24,257		
Other assets	3,617	104					
Total assets	**3,617**	**558**	**2,598**	**129,523**	**25,185**	**4,537**	**1,403**
Liabilities							
Non-current liabilities	36,783	1,224					
Current liabilities	7,873	99					
Total liabilities	**44,656**	**1,323**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Profit and loss							
Interest income					2,500		
Interest expenses	-4,388	-108					
Operating expenses	-2,144	-212		-6			
Net profit or loss	**-6,532**	**-320**	**0**	**-6**	**2,500**	**0**	**0**

31 December 2017	San Carlos BioPower (SCBP) EUR k	SaCaSol EUR k	South Negros BioPower (SNB) EUR k	Biomass Holding EUR k	TL GAM CH EUR k	TL Capital Partner EUR k	Greenergy Holdings EUR k	Total EUR k
Assets								
Receivables	5,194	245	3,256	103	12,127	10		159,924
Other securities (bonds)								24,711
Other assets								3,721
Total assets	**5,194**	**245**	**3,256**	**103**	**12,127**	**10**	**0**	**188,356**
Liabilities								
Non-current liabilities								38,007
Current liabilities					102			8,074
Total liabilities	**0**	**0**	**0**	**0**	**102**	**0**	**0**	**46,081**
Profit and loss								
Interest income			716		215			3,431
Interest expenses								-4,496
Operating expenses					-16,255			-18,617
Net profit or loss	**0**	**0**	**716**	**0**	**-16,040**	**0**	**0**	**-19,682**

Exhibit 5 / 38

31 December 2016	TL CTI (CZ) EUR k	TL SICAV-SIIF EUR k	TL CTI Asia EUR k	North Negros BioPower (NNB) EUR k	San Carlos BioPower (SCBP) EUR k	SaCaSol EUR k	South Negros BioPower (SNB) EUR k	TL GAM CH EUR k	TL Capital Partner EUR k	Total EUR k
Assets										
Receivables		96	1,014	1,677	3,045	278	3,631	21,402	10	31,153
Other securities (bonds)			56,660							56,660
Other assets	3,018									3,018
Total assets	**3,018**	**96**	**57,674**	**1,677**	**3,045**	**278**	**3,631**	**21,402**	**10**	**90,831**
Liabilities										
Non-current liabilities	23,703									23,703
Current liabilities	5,470							93		5,563
Total liabilities	**29,173**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**93**	**0**	**29,266**
Profit and loss										
Interest income			2,019				16	230		2,265
Interest expenses	-2,233									-2,233
Operating expenses	-1,080							-8,633		-9,713
Net profit or loss	**-3,313**	**0**	**2,019**	**0**	**0**	**0**	**16**	**-8,403**	**0**	**-9,681**

The ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Czech) a. s., Prague, Czech Republic, is an affiliated entity as the Company holds 100% of the shares. The Company issued bonds to the affiliated entity which mature at the latest on 31 December 2034. At the discretion of the holder, the ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Czech) a. s., the bonds can be terminated in instalments upon notice of five months to 31 December of each respective year.

ThomasLloyd GAM (CH), its directors and key management, are related parties of ThomasLloyd CTI Holding, and advise it in an advisory capacity on its financial and operating decisions.

9. Other required disclosures

a) Management

During the reporting year management duties were exercised by:

Mr. T.U. Michael Sieg, entrepreneur with business address in London (United Kingdom)

b) Shareholdings

As of the reporting date, the Company holds 100% of the capital of ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Czech) a.s., Prague, Czech Republic. The nominal capital amounts to CZK 2,000k. The equity of this entity came to CZK 2,005k as at 31 December 2017 and its net profit for the year at CZK 0k.

As of the reporting date, the Company holds 100% of the capital of ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG, Balzers, Liechtenstein. The nominal capital amounts to CHF 50k. The equity of this entity came to CHF 50k as at 31 December 2017 and its net profit for the year at CHF 0k.

As of the reporting date, the Company holds 100% of the capital of ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding Asien GmbH, Langen. The nominal capital amounts to EUR 25k. The equity of this entity came to EUR 25k as at 31 December 2017 and its net profit for the year at EUR 0k.

c) Personnel

There were no employees in the fiscal year.

d) Statement of changes in fixed assets

Historical cost

	1 Jan 2017	Additions	Disposals	31 Dec 2017
	EUR k	EUR k	EUR k	EUR k
1. Shares in affiliated companies	76	47	0	123
2. Investment companies	82,534	2,072	0	84,606
3. Other financial assets	48,249	0	25,244	23,005
4. Other assets	1,242	1,462	0	2,705
	132,101	3,581	25,244	110,438

Accumulated depreciation and amortization

	1 Jan 2017	Additions	at fair value through profit or loss	Disposals	31 Dec 2017
	EUR k	EUR k	EUR k	EUR k	EUR k
1. Shares in affiliated companies	0	0	0	0	0
2. Investment companies	19,457	0	-29,989	19,458	-29,990
3. Other financial assets	0	0	0	0	0
4. Other assets	0	0	0	0	0
	19,457	0	-29,989	19,458	-29,990

Carrying amount

	31 Dec 2017	31 Dec 2016
	EUR k	EUR k
1. Shares in affiliated companies	123	76
2. Investment companies	54,616	101,991
3. Other financial assets	23,005	48,249
4. Other assets	2,705	1,242
	80,448	151,558

e) Major contracts

Silent participations

By contract dated 1 July 2011, supplemented on 18 July 2013 the Company entered into a typical silent participation with Cleantech Infrastrukturgesellschaft mbH & Co. KG, Langen. The silent participation expires on 31 December 2032 and may only be terminated beforehand for due cause. The nominal capital contribution amounts to EUR 42,301k and can be paid by the silent partner in installments. There is no obligation on the silent partner to contribute additional capital beyond the nominal capital contribution. Drawings are only permitted in years in which a profit is made and only of an amount equal to the silent partner's share in the profit. However, it is possible to withdraw capital independent of the profits. The drawings must not result in a negative balance on the capital account or increase any existing negative balance. The silent partner does not have any voting or executive rights. The silent partner participates in the profit of the Company. It does not participate in any losses. The silent partner has a right to participate in the net assets, the hidden reserves and the enterprise value of ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, Langen (formerly: ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Fund GmbH). The silent partner's right to withdraw capital and receive a severance payment are subordinate to the claims of the creditors of the Company.

By contract dated 10 October 2011, supplemented on 23 January 2012 and 18 July 2013, the Company entered into a typical silent participation with Zweite Cleantech Infrastrukturgesellschaft mbH & Co. KG, Langen. The silent participation has an indefinite period. The silent partner does not have a right to terminate the silent participation, in whole or in parts, until the end of day, 31 December 2018 and ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH does not have a right to terminate the silent participation, in whole or in parts, until the end of day on 31 December 2032. Notice of one year must be given in each case. The right to terminate for due cause remains unaffected. The nominal capital contribution amounts to EUR 85,000k and can be paid by the silent partner in installments. By supplement dated 18 July 2013 the nominal capital contribution was set at EUR 171,000k. There is no obligation on the silent partner to contribute additional capital beyond the nominal capital contribution. Drawings are only permitted in years in which a profit is made and only of an amount equal to the silent partner's share in the profit. The drawings must not result in a negative balance on the capital account or increase any existing negative balance. The silent partner does not have any voting or executive rights. The silent partner participates in the profit of the Company. It does not participate in any losses. The silent partner has a right to participate in the net assets, the hidden reserves and the enterprise value of ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, Langen. The silent partner's right to withdraw capital and receive a severance payment are subordinate to the claims of the creditors of the Company.

By contract dated 14 August 2012, supplemented on 18 July 2013, the Company entered into a typical silent participation with Dritte Cleantech Infrastrukturgesellschaft mbH & Co. KG, Langen. The silent participation has an indefinite period. The silent partner does not have a right to terminate the silent partnership until the end of day on 31 December 2020. Notice of one year must be given. The right to terminate for due cause remains unaffected. The nominal capital contribution amounts to EUR 85,000k and can be paid by the silent partner in installments. By supplement dated 18 July 2013 the nominal capital contribution was set at EUR 171,000k. There is no obligation on the silent partner to contribute additional capital beyond the nominal capital contribution. Drawings are only permitted in years in which a profit is made and only of an amount equal to the silent partner's share in the profit. The drawings must not result in a negative balance on the capital account or increase any existing negative balance. The silent partner does not have any voting or executive rights. The silent partner participates in the profit of the Company. It does not participate in any losses. The silent partner has a right to participate in the net assets, the hidden reserves and the enterprise value of ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, Langen. The silent partner's right to withdraw capital and receive a severance payment are subordinate to the claims of the creditors of the Company.

By contract dated 14 August 2012, supplemented on 18 July 2013, the Company entered into a typical silent participation with Vierte Cleantech Infrastrukturgesellschaft mbH, Langen. The silent participation has an indefinite period. The silent partner does not have a right to terminate the silent partnership until the end of day on 31 December 2020. Notice of one year must be given. The right to terminate for due cause remains unaffected. The nominal capital contribution amounts to EUR 85,000k and can be paid by the silent partner in installments. By supplement dated 18 July 2013 the nominal capital contribution was set at EUR 171,000k. There is no obligation on the silent partner to contribute additional capital beyond the nominal capital contribution. Drawings are only permitted in years in which a profit is made and only of an amount equal to the silent partner's share in the profit. The drawings must not result in a negative balance on the capital account or increase any existing negative balance. The silent partner does not have any voting or executive rights. The silent partner participates in the profit of the Company. It does not participate in any losses. The silent partner has a right to participate in the net assets, the hidden reserves and the enterprise value of ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, Langen. The silent partner's right to withdraw capital and receive a severance payment are subordinate to the claims of the creditors of the Company.

By contract dated 8 March 2018, supplemented on 18 July 2013, the Company entered into a typical silent participation with Fünfte Cleantech Infrastrukturgesellschaft mbH & Co. KG, Langen. The silent participation has an indefinite period. The silent partnership has a minimum term of 15 full calendar years, beginning in the year in which the public offer closes. Termination is permitted at the end of the minimum term and at the end of each following fiscal year . Partial terminations are also permitted. Notice of one year must be given. The right to terminate for due cause remains unaffected. The nominal capital contribution amounts to EUR 500,000k and can be paid by the silent partner in installments. By supplement dated 18 July 2013 the nominal capital contribution was set at EUR 639,000k. There is no obligation on the silent partner to contribute additional capital beyond the nominal capital contribution. Drawings are only permitted in years in which a profit is made and only of an amount equal to the silent partner's share in the profit. The drawings must not result in a negative balance on the capital account or increase any existing negative balance. The silent partner does not have any voting or executive rights. The silent partner participates in the profit of the Company. It does not participate in any losses. The silent partner has a right to participate in the net assets, the hidden reserves and the enterprise value of ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, Langen. The silent partner's right to withdraw capital and receive a severance payment are subordinate to the claims of the creditors of the Company.

Other contracts

Effective 1 January 2013, the Company entered into a contract with ThomasLloyd GAM (CH) for consulting and services regarding risk management and asset allocation. The remuneration consists of a fixed and a variable component. The contract has a term of 18 years and can be terminated upon notice of six months but not before 31 December 2031.

The Company issued a declaration to ThomasLloyd CTI (CZ) and ThomasLloyd CTI (FL) by which the Company is obliged to equip ThomasLloyd CTI (CZ) and ThomasLloyd CTI (FL) over the term of the bonds they have issued with sufficient funds to enable them to settle their obligations arising from the terms and conditions of the bonds.

10. Significant events after the reporting date

In his capacity as a representative of ThomasLloyd, Michael Airey, Managing Director and CEO Asia Pacific, attended the National Forum “Revisiting the 1987 Constitution of the Philippines” on 21 June 2018 in Manila. This event, initiated by the president, Rodrigo Duterte, was used to discuss a range of reforms to the constitution and finally recommend a transition from a central government to a federal state structure of government.. In addition, focus was placed on the rules on property ownership in protected industries. This conference is of great significance for foreign investment in the Philippines for the long-term and therefore the infrastructure portfolio of ThomasLloyd. At present, certain key industries, including power generation, defense and banking are subject to strict rules and regulations in terms of ownership and control. These provisions set the level of foreign ownership at a maximum of 40% and limit the influence of foreign management. Amendments of these rules and regulations are expected, which will not only promote an inflow of foreign capital but also that the ownership of Philippine companies and assets by foreign companies will be allowed at a much higher level. However, when foreign investors enter the capital market, competition for existing assets and future infrastructure projects will be given new impetus. Not only the stock markets will profit from this but also private transactions, such as the investment projects of the ThomasLloyd Group. Subsequent to the end of the fiscal year on 31 December 2017 there have not been any further events of material significance for the financial position, financial performance and cash flows.

No other business events have occurred since the end of the fiscal year on 31 December 2017, other than those already mentioned which could have a material influence on the financial position and financial performance of the Company.

Langen, 14 September 2018

ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, Langen
Management

T. U. Michael Sieg

Exhibit 6

ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, Langen
Management report for the fiscal year 2017

Background to the company

Business model of the company

The primary business activity of ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH (formerly: ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Fund GmbH) is buying and selling, planning, constructing and operating as well as leasing and renting technical plant and technical projects, financing and exploiting patents and licenses, managing its own assets in its own name and to its own account as well as investing in other entities and assuming their management and leadership functions. Other activities of the company include the acquisition of properties, planning and developing them as well as reselling or leasing them upon completion of construction work.

Goals and strategies

The main business goal of ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH is to generate attractive returns on the capital employed by following an investment approach that is based on social responsibility and responsibility for the environment. Sustainable appreciation in value is given a clear priority. The investment risk should be reduced by tailored diversification in terms of countries, industry sectors, technologies and investment styles. In order to reach these investment objectives, the company invests directly or indirectly in a broad spectrum of investment objects that are not publicly traded in the sectors of renewable energies, public utilities, transport, social infrastructure and communication, with a regional focus on Asia and Australasia.

Development of the global economy in 2017

Upwards trend in industrial states

The economy of the euro area enjoyed a strong upturn in 2017 (with growth of 2.4%). Low inflation and falling unemployment have boosted private consumption. The investment activity of companies has picked up noticeably in spite of the political uncertainty. Strong GDP growth rates (2.2%) can be expected in the euro area again in the year 2018. The strong euro might dampen export growth slightly, but this should be compensated by the upturn in the domestic economy. The bright mood in the business sector and the rise in lending indicate that investment activity will continue to gather pace. In the USA, growth of 2.3% in the economy was stronger than in 2016 (1.5%) Consumption was a guarantee for growth, and profited from the healthy development on the labor market. In the year 2018 the US should see even stronger growth. In light of the weak dollar, stronger exports and buoyant investment activity can be expected. Growth of 2.7% is forecast for the US in 2018.

Exhibit 6

Bright outlook for emerging markets

Most emerging markets also enjoyed a positive year in 2017. The Chinese economy continued to grow strongly. Brazil and Russia both came out of a recession. The only country suffering from a slow-down in growth was India on account of the bank note demonetization. The outlook for 2018 is good: Inflation is low in many emerging markets which provides headroom for the central banks (e.g. in Brazil and Russia) to boost their economies by dropping interest rates. Growth in India can be expected to accelerate on account of the reform of the goods and services tax, while growth in China can be expected to ease slightly. However, thanks to robust private consumption, GDP growth in China should be remain strong. The global economy has grown by 2.9% in 2017 and is anticipated to gather steam in 2018 to 3.2%.

Equity and commodity markets

New records set on the stock exchanges

In 2017 the global share markets clambered upwards. Many stock indices (e.g. the Dow Jones, the DAX) reached new records thanks to the upturn in the global economy and low interest rates. The healthy state of the global economic environment and the expected rise in corporate profits should continue to support the stock markets in 2018.

Only a slight rise in commodity prices

Commodity prices only rose slightly in 2017 and the S&P GSCI commodity price index is still well below the level recorded in prior years. Prices for industrial metals and oil, however, have risen noticeably. The rise in prices for industrial metals was fueled by strong demand from China and, with regard to the price of oil, reduced production by the OPEC. The price of oil is expected to go down in 2018.

Foreign exchange and capital markets

Monetary policy will only be tightened slowly

The stubbornly low inflation rates are an important reason why monetary policies of the industrial nations will only slowly return to normal. The Federal Reserve started scaling back its balance sheet in 2017 and it can be assumed that there will be three further additional hikes in interest rates in 2018. No rise in the key lending rates is expected in the euro area, by contrast.

Bond yields remain low

The yields on government bonds remained low in 2017. In the euro area the monthly asset purchase program of the ECB has kept bond yields low, while in the US yields did not rise, despite an increase in interest rates. In Switzerland the yields on ten-year government bonds generally ranged between -0.2% and 0.1%. In 2018 only a moderate rise in bond yields can be expected on account of the low inflationary pressure.

Outlook for the global economy

The global economy is developing pleasingly well and a widespread boom phase continues. The Federal Reserve is optimistic about continued economic growth. Interest rates have been lifted in a number of steps, as expected. Market players anticipate further hikes in interest rates from 0.25% to 1.25% and 1.50%. In Europe the ECB will continue to pursue its extremely expansive policies. At its meeting on 26 October 2017, the ECB decided to reduce the scale of its asset purchase program to EUR 30 billion from January 2018 to September 2018. It is likely that it will terminate the purchase program by December 2018. As a result, the chance of a rise in interest rates by the ECB has been put back to mid-2019, from today's perspective.

Risks

The markets systematically underestimate the current geopolitical risks, many of which emanate from the confusing and high-risk stance of US foreign policy. In fact, the global economy faces an entire range of scenarios in which the US plays a role and that could put things off-balance. However, the erratic foreign policies of the US are not the sole global risk. China has fallen back on a new round of debt-financed investment in capital goods in order to keep its growth rate stable. This means that in the mid-term it will have to combat an increase in toxic assets, liabilities, debt financing and over-capacity. A more robust and durable recovery of the global economy in the near future and mid-term will depend primarily on whether politicians avoid the mistakes that could dampen any recovery.

Growth perspectives in Asia

Driven by the strong domestic consumption and a solid global economy, the emerging markets in Asia remain on a course of growth. At least, this is how the World Bank and the Asian Development Bank (ADB) view it in their forecasts. For 2018 the World Bank anticipates growth of 6.3% and the ADB is only slightly more conservative in its estimate, with growth of 6.0%. This is an indication that the region has decoupled from the highly industrialized nations. Nevertheless, in spite of the significant flows of finance and trade that have developed within the region, Asia still remains closely tied with the European and American markets. All the more important that the foundation of the young Asian growth markets continues to be strengthened. The prevailing global uncertainties have made a number of local risk factors more apparent. If these challenges are mastered, the economies of Asia will turn out to be the winners.

Growth perspectives for renewable energies

The economies of ASEAN nations are developing rapidly. There is enormous demand for environmentally friendly, energy efficient solutions for sustainable growth. Therefore, renewable energies count among the growth sectors of the region. In sum, ASEAN nations are striving to reduce their dependence on fossil fuels and ensure a more environmentally friendly and more sustainable energy supply.

Together with growth of as much as 10% in India, the Asian countries account for almost two thirds of the global growth in renewable energies. After a rise of 58% in 2016, in 2017 an additional 106 GW of generating capacity was installed in comparison to the prior year, accounting for 64% of global growth. In Europe, renewable energy generating capacity grew by 24 GW. The additional capacity installed in North America came to 16 GW. Naturally, the decline in the cost of renewable energy played a major role in recent years.

Business performance

The business performance of the Company corresponds to the mid to long-term expectations of the management. The net income for the year prior to the share of silent partners in profit, measured in accordance with International Financial Reporting Standards (IFRS), amounts to EUR 3.88 million. This result is primarily due to the sale of investments (EUR 47.59 million), the fair value adjustment of EUR -29.99 million to the shares held in the ThomasLloyd SICAV - Sustainable Infrastructure Income Fund posted through profit or loss, expenses related to contracts for risk management services and the asset allocation related consulting and services agreements between the company and ThomasLloyd GAM (CH) as well as the profit participations allocable to silent partners (EUR -3.88 million). In addition to the fair market value measured in accordance with IFRS, the management perceives additional potential for capital appreciation of EUR 15.23 million. Taking account of this additional potential capital appreciation, the company's net profit for the year comes to EUR 15.23 million. The potential write-ups referred to above should be understood as additional earnings potential prior to any management and performance fees.

Developments within the portfolio

San Carlos BioPower (SCBP)

The focus of San Carlos BioPower in the second half of 2017 lay on meeting the criteria of the Philippine Department of Energy (DoE) – 100% preparation, 80% construction and installation, and 100% grid connection – and thus the condition that 80% of the electromechanical work must be completed for the FiT (failure-in-time) reliability test. The DoE was satisfied that the targets had been reached and reported the positive result to the Energy Regulatory Commission, the Philippine Electricity Market Corporation and the National Transmission Corporation. The authorities mentioned above thus received the approval to issue the Renewable Energy Payment Agreement for the project, which is an

essential prerequisite for the master energy acceptance agreement pursuant to the FiT. In terms of the project this represents a major step towards the commissioning phase. Construction work on the power plant was continued in the course of 2017 and the steel frame for the conveyor band completed. The remaining work consists primarily of electrical work, whereby most of the materials have already been delivered. Poor weather and typhoons hit large parts of the Philippines in December 2017, but left Negros Island unscathed. In spite of the unusually heavy rainfall, there was no damage to the projects. The Operations and Maintenance Manager from China was able to start working on site as scheduled for the commissioning phase. The focus of construction work in the first quarter of 2018 lay on completing the electrical installations and connecting the plant to the grid. A team of 500 electricians were on site to install the 145 kilometers of electrical cable required. In the same period, the plant received a connection slot from the National Grid Corporation for the main grid on Negros Island. This connection is scheduled for late summer 2018. The substations have already been physically connected and are ready to take the feed. The commissioning team was able to commence their work on site. The necessary training of the Operations and Maintenance Team from Wuxi started, both on site and in China.

South Negros BioPower (SNBP)

In spite of the unseasonal heavy rainfall in the second quarter of 2017, activity on the construction site continued successfully. The 239 concrete posts have been completed and their installation is almost done. The soil has been removed and the site leveled with work on the drains starting. The call for tenders for the foundations of the boilers, storage area and office building was initiated. At the beginning of 2018 the construction phase of the project made steady progress. Wuxi has set itself the goal of completing the project well before the date scheduled for the end of the energy feed tariff on 31 December 2019, that was recently announced by the Department of Energy. The water supply system, that is of key significance for the construction work was completed and put into operation. The piles have been driven for the foundation of the boiler room and the turbine hall. The switches and connections to the local substation are now ready for operation. Significant progress was also made on the roads on site which ensures that the construction project can be continued during the rainy season in 2018. In addition to the construction of the plant, work was completed on the non-technical buildings, the storage hall, and the fire and safety buildings.

North Negros BioPower (NNBP)

After the official ceremony to lay the foundation stone, the focus of activity was on obtaining all the necessary licenses and building permits. In addition to the FiT approval from SCBP, NNBP obtained the BREOC certificate (Biomass Renewable Energy Contract) from the Philippine Department of Energy in October 2017. This relates to the most important official approval prior to the commencement of construction. It confirms that the project meets the FiT requirements and ensures the required measure of reliability. At the beginning of 2018 the Department of Energy announced that it was going to terminate the energy feed tariff for biomass plants on 31 December 2019. Due to this announcement, a decision was made together with the local partners, to award the Engineering, Procurement and Construction Agreement (EPC) for the third biomass plant in Manapla, North Negros, to the renown Finnish company, Pöyry. This company has already worked intensively on the first two projects as the general contractor and is familiar with all the individuals and processes necessary to complete the third project in less than two years.

Fuel Supply Department (FSD)

In 2017 the Fuel Supply Department was able to intensify its efforts to win biomass supplies in time for the commissioning of SCBP and the pending first complete season. The commissioning process has run successfully to date. As a result, the team was able to concentrate on improving efficiency and expand the catchment area to ensure a reliable source of biomass. The fourth unloading station was generally completed by the end of 2017. The digital mapping of the northern part of the island has since been made available and provides an exact picture of the available biomass resources. In the first quarter of 2018 the fourth unloading station was completed on schedule in Escalante on Negros Island and put into operation. It was primarily put into operation to procure sufficient supplies of fuel for both San Carlos BioPower and South Negros BioPower. At its peak, the station can press eight balls an hour over 22 hours of operation per day.

Business situation

Financial position and cash flows

The most significant assets remain the shares held in ThomasLloyd SICAV-Sustainable Infrastructure Income Fund and ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Fund SICAV. Using the total portfolio approach at asset/project level, the three biomass projects were measured at a fair value of EUR 184.12 million. The ThomasLloyd SICAV-Sustainable Infrastructure Income Fund itself carried out a net asset valuation on account of the legal requirements for open mutual AIFs in Luxembourg, which resulted in a lower valuation as of the reporting date. The associated valuation difference results solely from different inputs for the specific equity alpha when determining the WACC for the San Carlos BioPower, South Negros BioPower and North Negros BioPower biomass projects. The deviation in the WACC between the two valuations amounts to 1.00%, 2.24% and 2.37% for the individual projects and 1.87% on average for the portfolio of biomass power station projects.

In addition, ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH acquired additional direct investments via ThomasLloyd CTI Asia Holdings Pte. Ltd., Singapore. As a result these securities, which are carried under both current and non-current assets, total EUR 24.42 million (2016: EUR 56.66 million) constitute other significant asset items. Another major asset is the receivable from the subsidiary, ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Asia Holding GmbH. The receivable originates from the sale of an investment holding. The receivable is secured by the transferred investment.

The company carries a clearing receivable from ThomasLloyd GAM (CH) of EUR 22.6 million as of the reporting date. Due to the existing contract between the company and ThomasLloyd GAM (CH) for risk management services and asset allocation consulting and services, the latter receives a fixed fee for the risk management and a variable fee for asset allocation. During the capital acquisition phase of the company, a forecast is drawn up with which the prospective value of assets under management as of 31 December of each respective year – and the expected annual return – are calculated, based on the net new funding received in the period and the projected appreciation of the portfolio. The fee is calculated from the forecast assets under management and the expected return and falls due accordingly. However, as the fair market valuation for 31 December 2017 pursuant to IFRS conducted during the audit of the financial statements in Q3 2018 still lay below the forecast appreciation of the portfolio, the fee payable to ThomasLloyd GAM (CH) was reduced accordingly. The associated over-payment had not been returned by 31 December 2017. According to the forecasts, the over-payment will be reduced to zero in the mid-term in keeping with the development of the portfolio.

On the credit side, the capital of the silent partners rose from EUR 159.01 million to EUR 214.09 million. Bond issues were increased in the fiscal year. As of the reporting date, EUR 45.84 million (2016: EUR 29.17 million) were subscribed and paid in.

Taking account of the potential appreciation in the fund of EUR 15.23 million beyond the IFRS valuation, the net profit of the company prior to profit participation by silent partners would have come to EUR 19.11 million. Operating income, which mainly comprises the income from the sale of investments and, in the prior year, fair value adjustments of financial assets measured at fair value through profit or loss, increased markedly from EUR 15.75 million in 2016 to EUR 49.63 million in fiscal year 2017. Major expense items were the fair value adjustments of non-current financial assets measured at fair value through profit or loss of EUR 29.99 million, the management fee (EUR 4.45 million) and the performance fee (EUR 1.30 million). This results in other operating expenses of EUR 44.70 million (2016: EUR 7.71 million). The financial result improved from EUR -8.04 million in the prior year to EUR -3.88 million. The main factor in the improvement are the net change in fair value adjustments to liabilities to silent partners and the allocation of profit to silent partners, which are contained in the financial result and attributed to the lower result of the year.

Cash and cash equivalents

As of the reporting date, the company carries cash and cash equivalents of EUR 16.56 million (2015: EUR 0.1 million).

Capital expenditure

As of 31 December 2017 the company held shares valued at EUR 53.34 million in ThomasLloyd SICAV – Sustainable Infrastructure Income Fund and ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Fund SICAV. Investments and direct investments decreased by EUR 32.24 million in the reporting year to EUR 24.42 million.

Overall assessment

The business of ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH has developed in accordance with expectations and remains in line with the mid to long-term planning.

Personnel

ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH had no employees in the reporting year.

Opportunities and risks

Risks to future development

The development of ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH depends heavily on the success of the investment projects entered into. In addition to winning new projects, other factors playing a major role involve putting the projects into operation after they are realized and/or selling them. There are also risks related to the development of the global economy. In addition to the state of the economy, political events around the globe and the development of the international financial markets can have a major impact on individual regions. This can particularly affect emerging markets. A significant risk factor in emerging markets is political, economic and legal stability. On the one hand, this necessitates careful analyses of the given situation. On the other hand, it is necessary to minimize the overall risk exposure by means of diversification. In addition to such diversification, stable growth trends are sought by means of systematic analysis of the investments entered into in advance, steady information flows regarding the latest developments and close controlling of the projects. Sufficient liquidity was assured at all times by the cash management of ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH. Currently, there are no discernible interest or currency risks of any significance. The finances of the company are in good order. Risks that could arise from tax, fair trade, patent, anti-trust, and environmental laws and regulations are countered by involving external experts in good time. Currently, there are no significant risks of this kind apparent. Insurance cover has been taken out to cover the risk of loss and liability risks which mitigates the financial impact on liquidity, the financial position and financial performance. There are no specific risks and burdens that are discernible at present that jeopardize the ability of the company to continue as a going concern.

Opportunities relating to future development

Opportunities for ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH mainly arise from the long-term trends described above, which show that energy requirements in the emerging markets of Asia are still growing strongly. It can also be expected that the prices obtainable for the power generated will continue to rise, which could improve the current profitability of existing plant and also that of future projects. In addition, the business environment in the mid- to long-term will enhance the available opportunities to sell the completed power plants as intended. In sum, ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH will profit significantly from the competitive edge it has created in terms of know-how and experience in the emerging markets of Asia, as these attributes have given it a sustainable and unique selling proposition. Moreover, rising demand from investors in mature economies for attractive investments in tangible assets can be expected, as it is becoming increasingly difficult to find profitable financial investments with an attractive profile of risks and returns given the current situation on the money and capital markets. Overall, the growth potential of investments in infrastructure, especially in emerging markets, remains as strong as ever and is on the increase. The returns attainable in the mid- to long-term are significantly higher than for comparable investments in more mature economies. For these reasons, the business outlook remains bright for the mid- to long-term.

Outlook

The business performance in the first eight months of the new year confirms our assessment that the business of ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH is developing according to plan. The development of business in the short to mid-term depends primarily on the development of the portfolio and the realization of individual projects. Additional effects might arise from the development of the economy and the development of the global economy.

For the fiscal year 2018, we forecast a pro rata realization of future capital appreciation/financing gains, based on German GAAP and a profit before tax and partial transfer of the profit. For the IFRS financial statements, we expect a steady rise in fair value, which will result in earnings before interest and tax coming to at least the same level as in the prior year.

Langen, September 2018
ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH
Langen
Management

T. U. Michael Sieg

PKF WULF & PARTNER
Partnerschaft mbB
Wirtschaftsprüfungsgesellschaft
Steuerberatungsgesellschaft

Löffelstraße 44, 70597 Stuttgart
Seat of the company: Stuttgart
Amtsgericht Stuttgart PR 720342

Member of the PKF WULF GRUPPE. Wirtschaftsprüfer. Steuerberater. Rechtsanwälte.
Member of the PKF International Limited network.

WERTPAPIERPROSPEKT

für die Begebung von Schuldverschreibungen

ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG

THOMASLL. 5,175/29 EUR

Valor: 47707153

ISIN: LI0477071539

INHALT

I. Zusammenfassung 6

A. Einleitung und Warnhinweise 6

B. Emittentin 7

C. Zusammenfassende Angaben zur THOMASLL. 5,175/29 EUR Anleihe 13

D. Risiken 15

E. Angebot 20

II. Risikofaktoren 23

A. Allgemein 23

B. Risiken bezogen auf die Emittentin 23

C. Risiken im Zusammenhang mit der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH und deren Geschäftstätigkeit 25

D. Anleihebezogene Risiken 31

III. Angaben zur Emittentin 36

A. Verantwortliche Personen 36

B. Abschlussprüfer 36

C. Ausgewählte Finanzinformationen 36

D. Risikofaktoren 36

E. Angaben über die Emittentin 37

1. Geschäftsgeschichte und Geschäftsentwicklung der Emittentin 37

a) Juristischer und kommerzieller Name der Emittentin 37

b) Ort der Registrierung der Emittentin und Registernummer 37

c) Datum der Gründung und Existenzdauer der Emittentin 37

d) Sitz, Rechtsform und geltende Rechtsordnung der Emittentin 37

e) Wichtige Ereignisse in der Entwicklung der Geschäftstätigkeit der Emittentin 37

2. Investitionen 37

a) Wichtigste Investitionen seit der Veröffentlichung des letzten Jahresabschlusses 37

b) Wichtigste laufende Investitionen 38

c) Wichtigste künftige Investitionen 38

F. Geschäftsüberblick 38

1. Haupttätigkeitsbereiche 38

a) Haupttätigkeiten der Emittentin 38

b) Wichtige neue Produkte und / oder Dienstleistungen 38

2. Wichtigste Märkte 38

3. Wettbewerbsposition der Emittentin 38

G. Organisationsstruktur 39

1. Beschreibung der Unternehmensgruppe und der Stellung der Emittentin innerhalb dieser Gruppe 39

H. Sachanlagen 39

I. Angaben zur Geschäfts- und Finanzlage 39

1. Finanzlage und Eigenkapitalausstattung der Emittentin 39

J. Trendinformationen 40

K. Gewinnprognosen oder -schätzungen 40

L. Verwaltungs-, Geschäftsführungs- und Aufsichtsorgane ... 40
1. Informationen zu den Verwaltungsorganen und Geschäftsführern ... 40
2. Informationen zur Gründerin und Alleinaktionärin ... 41
3. Potenzielle Interessenskonflikte ... 41
M. Bezüge und Vergünstigungen ... 42
N. Praktiken der Geschäftsführung ... 42
1. Funktionsdauer, Kompetenzverteilung, Vergütungen ... 42
a) Prüfungsausschuss & Corporate Governance ... 42
O. Beschäftigte ... 42
P. Hauptaktionäre ... 42
Q. Geschäfte mit verbundenen Parteien ... 42
R. Finanzinformationen über die Vermögens-, Finanz- und Ertragslage der Emittentin ... 43
1. Jahresabschluss der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG, Balzers, per 31. Dezember 2017 ... 43
2. Review des Jahresabschlusses der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG per 31. Dezember 2017 ... 45
3. Dividendenpolitik ... 47
4. Gerichtsverfahren und Arbitrage ... 47
5. Wesentliche Veränderungen in der Finanzlage oder der Handelsposition der Emittentin oder der Gruppe ... 47
S. Zusätzliche Angaben ... 47
T. Wesentliche Verträge ... 47
1. Patronatserklärung ... 47
2. Kostenübernahmevertrag ... 48
3. Zahlstellenvertrag ... 48
U. Einsehbare Dokumente ... 48
IV. Angaben zur ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH ... 49
A. Firma, Sitz, Geschäftsanschrift ... 49
B. Gründung, Rechtsform, Rechtsordnung, Dauer ... 49
C. Unternehmensgegenstand ... 49
D. Geschäftsjahr, Bekanntmachungen ... 49
E. Stammkapital/gezeichnetes Kapital/nachrangige Kapitalien ... 49
F. Geschäftsführung ... 49
G. Wirtschaftsprüfer ... 50
H. Ausgewählte Finanzkennzahlen der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH ... 50
1. Ausgewählte Finanzinformationen der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH ... 50
I. Sonstige Angaben ... 52
1. Beteiligungsverhältnisse ... 52
2. Organ der Gesellschaft ... 52
3. Konzernzugehörigkeit ... 52
J. Wichtige Verträge ... 52
1. Stille Beteiligungen ... 52
2. Management Verträge ... 53
3. Patronatserklärungen ... 53
4. Kostenübernahmeverträge ... 54

K. Trendinformationen ... 54
1. Grundlagen des Unternehmens ... 54
2. Ziele und Strategien ... 54
3. Chancen der künftigen Entwicklung – Wachstumsmarkt Infrastruktur Asien ... 56
V. Wertpapierbeschreibung ... 58
A. Verantwortliche Personen ... 58
B. Grundlegende Angaben ... 58
1. Erklärung zum Geschäftskapital ... 58
2. Kapitalbildung und Verschuldung ... 58
3. Interessierte Personen ... 59
4. Gründe für das Angebot und Verwendung der Erträge ... 59
C. Angaben über die anzubietenden Wertpapiere ... 59
1. Allgemeine Beschreibung der Schuldverschreibungen ... 59
2. Rechtsgrundlage ... 60
3. Verbriefung und Stückelung ... 60
4. Währung der Wertpapieremission ... 60
5. Rang der Wertpapiere und Besicherung ... 60
6. Mit den Wertpapieren verbundene Rechte ... 60
a) Kündigungsrecht ... 60
b) Ausserordentliche Kündigung durch den Anleger / Soziale Härtefallklausel ... 61
c) Wandlungsoption ... 61
7. Angabe des nominalen Zinssatzes und Bestimmungen zur Zinsschuld ... 61
8. Fälligkeitstermin und Tilgung ... 62
9. Zahlstelle ... 62
10. Angabe der Rendite / Berechnungsmethode ... 62
11. Vertretung von Schuldtitelinhabern ... 62
12. Beschlüsse, Ermächtigungen und Billigungen ... 63
13. Erwarteter Emissionstermin ... 63
14. Beschränkung der freien Übertragbarkeit der Wertpapiere ... 63
15. Steuerliche Angaben ... 63
a) Besteuerung in der Schweiz ... 63
b) Besteuerung in Liechtenstein ... 63
c) Besteuerung in Frankreich ... 64
d) Besteuerung in Deutschland ... 64
e) Besteuerung in Belgien ... 64
f) Besteuerung in Luxemburg ... 65
D. Bedingungen und Voraussetzungen für das Angebot ... 66
1. Bedingungen, Angebotsstatistiken, erwarteter Zeitplan und erforderliche Massnahmen für die Antragstellung ... 66
a) Bedingungen, denen das Angebot unterliegt ... 66
b) Gesamtsumme der Emission ... 66
c) Angebotsfrist ... 66
d) Reduzierung von Zeichnungen ... 66
e) Mindest- und Höchstzeichnung ... 67

f) Zeichnung & Lieferung der Wertpapiere 67
g) Offenlegung 67
2. Aufteilung und Zuteilung der Wertpapiere 67
a) Investorkategorien 67
b) Meldeverfahren 67
3. Kursfestsetzung 67
4. Platzierung und Emission 67
5. Zahlstelle 68
E. Zulassung zum Handel und Handelsregeln 68
1. Handelszulassung 68
VI. Schlussbestimmungen 69
A. Veröffentlichung 69
B. Korrekturen, Änderungen und Nachträge 69
C. Anwendbares Recht / Gerichtsstand 69
D. Salvatorische Klausel 69
Anhang 1 70
Anhang 2 80
Anhang 3 81
Anhang 4 87

I. Zusammenfassung

Diese Zusammenfassung setzt sich aus den Mindestangaben zusammen, die verpflichtend in Zusammenfassungen zu Wertpapierprospekten offen zu legen sind und als „Elemente“ bezeichnet werden. Die Elemente sind nummeriert und in die Abschnitte A – E (A.1 – E.7) gegliedert.

Diese Zusammenfassung enthält alle Elemente, die in einer Zusammenfassung für die mit diesem Prospekt angebotene Art von Wertschriften und diese Emittentin enthalten sein müssen. Da einige Elemente nicht zu berücksichtigen sind, können sich Lücken in der Abfolge der Nummerierung finden.

Auch wenn ein Element aufgrund der Art der angebotenen Wertschriften oder unter Berücksichtigung der Emittentin in dieser Zusammenfassung zu behandeln ist, kann der Fall eintreten, dass in Bezug auf ein Element keine relevanten Informationen gegeben werden können. Ist dies der Fall, findet sich an der gegebenen Stelle der Zusammenfassung eine Kurzbeschreibung des Elements mit dem Hinweis „entfällt“.

A. Einleitung und Warnhinweise

A.1	**Prospekteinleitung**	Diese Zusammenfassung enthält eine Darstellung der wesentlichen Merkmale und Risiken bezogen auf die Emittentin, die angebotene Anleihe und die Vertragspartner. Die Zusammenfassung ist eine Einleitung zum Prospekt und sollte immer zusammen mit dem gesamten Prospekt gelesen werden. Insbesondere ersetzt das Lesen der Zusammenfassung nicht die Prüfung des gesamten Prospektes. Eine gründliche Prüfung des gesamten Prospektes wird daher vor einer Erwerbs- bzw. Zeichnungsentscheidung nachhaltig empfohlen. Im Bedarfsfall wird eine Beratung durch einen Rechtsanwalt bzw. Steuerberater empfohlen. Die Emittentin weist darauf hin, dass für den Fall, dass vor einem Gericht Ansprüche aufgrund der in diesem Prospekt enthaltenen Informationen geltend gemacht werden, der als Kläger auftretende Anleger in Anwendung einzelstaatlicher Rechtsvorschriften der Mitgliedstaaten die Kosten für die Übersetzung des Prospekts vor Prozessbeginn zu tragen haben könnte. Zudem weist die Emittentin gemäss Art. 8 Abs. 2 lit. d des Wertpapierprospektgesetzes darauf hin, dass die Emittentin ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG, welche die Verantwortung für die Zusammenfassung einschliesslich einer etwaigen Übersetzung davon übernommen hat und von der deren Erlass ausgeht, haftbar gemacht werden kann, jedoch nur für den Fall, dass die Zusammenfassung irreführend, unrichtig oder inkohärent ist oder wenn, verglichen mit den anderen Teilen des Prospekts, wesentliche Angaben, die in Bezug auf Anlagen in die betreffenden Wertpapiere für die Anleger eine Entscheidungshilfe darstellen, fehlen.
A2	**Prospektverwendung bei Weiterveräusserung**	Die Emittentin erteilt ihre Zustimmung zur Verwendung des Prospekts für die spätere Weiterveräusserung oder endgültige Platzierung der Wertpapiere ausschliesslich an prudentiell bewilligte und beaufsichtigte Finanzintermediäre, welche im Einklang mit den gesetzlichen Vorgaben des Sitz- oder Vertriebsstaates operieren, erteilt. Die Zustimmung wird insbesondere für den Vertrieb in der Schweiz, in Liechtenstein, Frankreich, Deutschland, Belgien, Luxemburg und in jenen EWR-Staaten, in Bezug auf welche Notifizierungen erfolgt sind, erteilt. In Bezug auf Länder ausserhalb des EWR wird die Zustimmung zum Vertrieb auf Basis dieses Prospektes erteilt, sofern und insoweit dieser im Rahmen der lokalen gesetzlichen und regulatorischen Bestimmungen rechtlich möglich und zulässig ist. Die Zustimmung wird weiters nur für die Dauer der Angebotsfrist, somit bis max. 1 Jahr nach Billigung des Prospekts erteilt. Dieser Prospekt darf potentiellen Investoren ausserdem nur zusammen mit allfälligen Änderungs- und Ergänzungsnachträgen übergeben werden. **Finanzintermediäre haben Anleger zum Zeitpunkt der Angebotsvorlage umfassend über die Angebotsbedingungen zu unterrichten.** **Jeder diesen Prospekt verwendende Finanzintermediär hat auf seiner Website anzugeben, dass er diesen Prospekt mit Zustimmung der Emittentin und gemäss den Bedingungen, an die diese Zustimmung gebunden ist, verwendet.**

		Die Emittentin erklärt, auch im Falle einer späteren Weiterveräusserung oder endgültigen Platzierung von Wertpapieren durch Finanzintermediäre, die die Zustimmung zur Verwendung des Prospekts erhalten haben, die Haftung für den Inhalt des Prospekts zu übernehmen.

B. Emittentin

B.1	**Bezeichnung**	Der gesetzliche und kommerzielle Name der Emittentin lautet ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG.
B.2	**Sitz und Rechtsform**	Die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG ist eine Aktiengesellschaft nach dem Recht des Fürstentums Liechtenstein, wurde in Liechtenstein gegründet und unterliegt dem Recht des Fürstentums Liechtenstein. Der Sitz der Gesellschaft ist an der Adresse Landstrasse 14, 9496 Balzers, Liechtenstein.
B.3	**Geschäftstätigkeit und Haupttätigkeiten der Emittentin**	Die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG ist Teil der ThomasLloyd Group, welche auf die Finanzierung von und Investitionen in Infrastrukturprojekte in Asien und Australasien spezialisiert ist. Die Emittentin wurde ausschliesslich zu dem Zweck gegründet, Wertschriften zur Beschaffung von Finanzmitteln zur Investition in die von der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH verfolgten Anlageziele über Zeichnung von Globalschuldverschreibungen der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH zu emittieren.
B.4	**Trends**	Die Emittentin investiert die Emissionserlöse im Wege der Zeichnung von Globalschuldverschreibungen in die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach deutschem Recht, welche diese wiederum direkt oder indirekt in Infrastrukturprojekte und -anlagen in Asien und Australasien investiert. An Ausbau und Modernisierung der Infrastruktur besteht insbesondere in Zielländern der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH enormer Bedarf, der aus dem stetigen Bevölkerungs- und Wirtschaftswachstum in diesen Ländern resultiert. Infrastrukturen in Bereichen wie Energieversorgung, Transport, Wohnungsbau, Kommunikation und Wasserversorgung werden in Asien und Australasien als unterentwickelt betrachtet und genügen modernen Industriestandards nicht. Die Notwendigkeit und der Nachholbedarf, bestehende Infrastruktur neuen, wachstumsbedingten Erfordernissen anzupassen und aus- oder neu zu bauen ist enorm. Zudem fand in den Zielländern der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH eine Marktöffnung statt und wurden bisherige Investitionshürden für ausländische Investoren grundlegend reformiert. Es wird erwartet, dass kontinuierliche Reformen und die laufende Optimierung bestehender Prozesse und Gesetze sowie von Ausschreibungs- und Vergabegrundsätzen dazu führen, dass vermehrt attraktive Investitionsmöglichkeiten für private Investoren entstehen.
B.5	**ThomasLloyd Group**	Die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG ist eine 100%-ige Tochtergesellschaft der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, Hanauer Landstrasse 291b, 60314 Frankfurt am Main, Bundesrepublik Deutschland. Die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH ihrerseits ist eine 100 %-ige Tochtergesellschaft der ThomasLloyd Holdings Ltd, 160 Victoria Street, London SW1E 5LB, UK, welche von der MNA Capital Pte Ltd, 80 Robinson Road, 068898 Singapore, gehalten wird. Die ThomasLloyd Group ist ein globales Investment- und Beratungsunternehmen, das sich auf Infrastrukturprojekte in Asien und Australasien spezialisiert hat und heute zu den führenden Direktinvestoren in diesem Marktsektor zählt.
B.6	**Beteiligungen**	Das liechtensteinische Gesetz über die Offenlegung von Informationen betreffend Emittenten (Offenlegungsgesetz) findet auf die Emittentin, deren Wertpapiere nicht an einem überwachten Markt gehandelt werden, keine Anwendung. Es bestehen somit keine Meldepflichten in Bezug auf Beteiligungen und / oder Beherrschungsverhältnisse im Sinne des Offenlegungsgesetzes.

B.7	**Finanzinformationen**	Da es sich bei der Emittentin um eine mit Beschluss der Gründungsgesellschafter vom 21. März 2017 und Eintrag im Handelsregister des Fürstentums Liechtenstein am 23. März 2017 neu gegründete Gesellschaft handelt, liegt bislang lediglich die Eröffnungsbilanz sowie ein erster Jahresabschluss für das Rumpfgeschäftsjahr 2017 vor.

ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (LI) AG

Bilanz in CHF

AKTIVEN	**31.12.2017**
A. Anlagevermögen	
1. CTIF Globalschuldverschreibungen	1.432.427,45
Total Anlagevermögen	1.432.427,45
B. Umlaufvermögen	
I. Guthaben bei Banken	
Bankguthaben	126.456,26
II. Forderungen gegenüber Nahestehende	248.106,89
C. Aktive Rechnungsabgrenzungsposten	106.565,43
Total Umlaufsvermögen	481.128,58
TOTAL AKTIVEN	**1.913.556,03**
PASSIVEN	
A. Eigenkapital	
I. Aktienkapital	50.000,00
II. Gewinn/Verlustvortrag	0,00
III. Jahreserfolg (+Gewinn/-Verlust)	0,00
Total Eigenkapital	**50.000,00**
B. Fremdkapital	
1. Verbindlichkeiten	
Kurzfristige Verbindlichkeiten	293.042,49
Kurzfristige Verbindlichkeiten EUR 82.638,65	91.692,45
langfristige Finanzverbindlichkeiten	1.432.427,45
C. Rückstellungen Steuern	1.800,00
D. Passive Rechnungsabgrenzungsposten	44.593,64
Total Fremdkapital	1.863.556,03
TOTAL PASSIVEN	**1.913.556,03**

		ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (LI) AG Erfolgsrechnung in CHF

	23.03.17 – 31.12.17
1. Darlehenszinserträge	15‘606.29
2. Dienstleistungsaufwand	
a) Vertriebsaufwand Anleihen	-15‘893.97
b) Zinsen Anleihen	-11‘368.55
c) Depotverwaltung Anleihen	-36‘941.92
Rohergebnis	**-48‘598.15**
3. Sonstige betriebliche Aufwendungen	
a) Abgaben und Gebühren	-18‘064.93
b) Allg. Büro- und Verwaltungsaufwand	-57‘679.70
c) Rechtsberatung	-121‘025.19
4. Zinsen und ähnliche Aufwendungen	
a) Bankzinsen und Spesen	-938.92
b) Fremdwährungsdifferenzen	0.00
5. Zinsen und ähnliche Erträge	
a) Zinsen und ähnliche Erträge	0.00
b) Unrealisierter Erfolg übrige Finanzanlagen	0.00
Ergebnis der gewöhnlichen Tätigkeit	**-246‘306.89**
6. Ertrag aus Kostenübernahme	248‘106.89
7. Ertragssteuern	-1‘800.00
Jahreserfolg (+Gewinn-Verlust)	**0.00**

Weitergehende historische Finanzinformationen liegen nicht vor.

B.8	**Pro-forma-Finanzinformationen**	Entfällt.
B.9	**Gewinnprognosen und -schätzungen**	Es liegen keine detaillierten Gewinnprognosen oder -schätzungen vor. Die Emittentin investiert die Emissionserlöse fortlaufend über die Zeichnung von Globalschuldverschreibungen in die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, womit der Emittentin Zinserträge und Kapitalzahlungen in einer Höhe sowie zu Zeitpunkten, welche der Emittentin die Bedienung sämtlicher Verbindlichkeiten aus der gegenständlichen Anleihe ermöglichen werden, zufliessen. Überdies liegt eine Patronatserklärung der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH zugunsten der Anleihegläubiger vor. Weiters hat sich die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH verpflichtet, Aufwendungen und Kosten der Emittentin im Zusammenhang mit der Gründung der Emittentin (Gründungskosten), der gegenständlichen Emission (Zinsaufwendungen) ebenso wie die laufenden Kosten der Emittentin (Materialaufwand, Personalaufwand, sonstige betriebliche Aufwendungen) zu tragen. Vor diesem Hintergrund erwartet die Emittentin jedenfalls ein ausgeglichenes Ergebnis.
B.10	**Beschränkungen im Bestätigungsvermerk zu historischen Finanzinformationen**	In Bezug auf die Eröffnungsbilanz sowie den Jahresabschluss per 31.12.2017 der Emittentin liegen keine Beschränkungen im Bestätigungsvermerk vor.

B.11	**Erläuterung zum Geschäftskapital der Emittentin und der Erfüllung bestehender Anforderungen**	Bei der Emittentin handelt es sich um eine mit Beschluss der Gründungsgesellschafter vom 21. März 2017 und Eintrag im Handelsregister des Fürstentums Liechtenstein am 23. März 2017 neu gegründete Gesellschaft. Die Emissionserlöse werden fortlaufend in von der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH emittierte Globalschuldverschreibungen investiert, auf welcher Basis der Emittentin ausreichende Mittel zur Bedienung der Verbindlichkeiten der Emittentin aus dieser Anleihe zufliessen werden. Auf Basis eines Kostenübernahmevertrages verpflichtet sich die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH gegenüber der Emittentin, sämtliche Aufwendungen und Kosten der Emittentin im Zusammenhang mit der Gründung der Emittentin (Gründungskosten), der gegenständlichen Emission (Zinsaufwendungen) ebenso wie die laufenden Kosten der Emittentin (Materialaufwand, Personalaufwand, sonstige betriebliche Aufwendungen) zu tragen. Die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH hat weiters eine Patronatserklärung zur Sicherstellung der Bedienung der Anleiheverbindlichkeiten durch die Emittentin und zugunsten der Anleihegläubiger abgegeben.
B.17	**Ratings**	In Bezug auf die Emittentin oder die hier ausgegebenen Anleihen liegen keine Ratings vor.
B.18	**Garantien**	Zur Besicherung der Bedienung der Anleiheverbindlichkeiten durch die Emittentin und zugunsten der Anleihegläubiger liegt eine Patronatserklärung der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, der Muttergesellschaft der Emittentin, vor. Danach übernimmt die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH gegenüber den Anleihegläubigern die uneingeschränkte, unbedingte, unbefristete und unwiderrufliche Verpflichtung, dafür zu sorgen, dass die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG stets so geleitet und finanziell so ausgestattet wird, dass ihre Bonität erhalten bleibt und sie jederzeit in der Lage ist, ihre Verpflichtungen aus dieser Anleihe zur Zahlung von Kapital und Zinsen nach Massgabe der Anleihebedingungen zu erfüllen. Soweit die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG begründete und fällige Ansprüche aus den Schuldverschreibungen (Zinszahlungen, Rückzahlung) nicht bedient, kann sich der Anleihegläubiger direkt an die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH wenden. Es besteht weiters ein Kostenübernahmevertrag zwischen der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH und der Emittentin, wonach sich die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH verpflichtet, sämtliche Aufwendungen und Kosten der Emittentin im Zusammenhang mit der Gründung der Emittentin, der gegenständlichen Emission ebenso wie der laufenden Kosten der Emittentin zu tragen.
B.19 Informationen zur Garantiegeberin ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH		
	Bezeichnung	Der gesetzliche und kommerzielle Name der Gesellschaft lautet ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH.
	Sitz und Rechtsform	Die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH ist eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, welche in Deutschland gegründet wurde und dem Recht Deutschlands unterliegt. Der juristische Sitz der Gesellschaft ist Langen im Emsland, der Sitz der Verwaltung befindet sich in Frankfurt am Main (Geschäftsanschrift: Hanauer Landstrasse 291b, 60314 Frankfurt am Main).
	Geschäftstätigkeit und Haupttätigkeiten der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH	Unternehmensgegenstand der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH ist auf dem Gebiet Cleantech der An- und Verkauf, die Planung, Errichtung und der Betrieb sowie die Vermietung und Verpachtung von technischen Anlagen und Projekten, die Finanzierung und Verwertung von Patenten und Lizenzen, die Verwaltung eigenen Vermögens im eigenen Namen und für eigene Rechnung sowie die Beteiligung an anderen Unternehmen und deren Leitung und Führung. Weiterer Gegenstand des Unternehmens ist der Erwerb von Grundstücken sowie Projektierung, Planung und Durchführung der Bebauung dieser Grundstücke sowie deren Weiterverkauf oder Vermietung nach Fertigstellung der Bauvorhaben.
	Trends	Die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH investiert grossteils direkt oder indirekt in Infrastrukturprojekte und -anlagen in Asien und Australasien. Es sind keine Trends bekannt, welche negative Auswirkungen auf die Geschäftstätigkeit und die Ertragssituation der Gesellschaft erwarten lassen.

	ThomasLloyd Group	Die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH ist eine 100 %ige Tochtergesellschaft der ThomasLloyd Holdings Ltd, 160 Victoria Street, London SW1E 5LB, UK, welche von der MNA Capital Pte Ltd, 80 Robinson Road, 068898 Singapore, gehalten wird. Die ThomasLloyd Group ist ein globales Investment- und Beratungsunternehmen, das sich auf Infrastrukturprojekte in Asien und Australasien spezialisiert hat und heute zu den führenden Direktinvestoren in diesem Marktsektor zählt.
	Beteiligungen	Die Anteile an der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH werden nicht an einem überwachten Markt gehandelt. Es bestehen keine Meldepflichten in Bezug auf Beteiligungen und / oder Beherrschungsverhältnisse im Sinne der anwendbaren Bestimmungen zur Offenlegung nach deutschem Recht.
	Finanzinformationen ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH	**Informationen zur Bilanz** (in TEUR)

	2017	**2016**	**2015**
Anteile an verbundenen Unternehmen	123	76	76
Wertpapiere des Anlagevermögens	23 005	48 249	17 628
Investmentanteile	54 617	101 991	87 891
Sonstige Finanzinstrumente	8 597	5 566	3 124
Forderungen gegen nahestehende Unternehmen	164 541	26 829	14 616
Übrige Forderungen und sonstige Vermögensgegenstände	1 151	1 933	599
Sonstige Wertpapiere	1 417	8 411	12 503
Guthaben bei Kreditinstituten	16 563	140	1 298
Summe Aktiva	**270 014**	**193 195**	**137 735**
Gesellschaftskapital inkl. Rücklagen	51	50	47
IFRS-Neubewertungsrücklage	-54	-54	-54
Anleihen	45 942	29 172	10 500
Einlagen der stillen Gesellschafter	214 085	159 069	122 3133
Verbindlichkeiten gegenüber nahestehenden Unternehmen	102	0	0
Sonstige Verbindlichkeiten	9 888	4 958	4 929
Summe Passiva	**270 014**	**193 195**	**137 735**

		Informationen zur Gewinn- und Verlustrechnung (in TEUR)

	2017	2016	2015
Erfolgswirksam erfasste Veränderung des Fair Market Value der Investmentanteile	-29 989	13 332	-3.899
Sonstige betriebliche Erträge	49 628	2 417	2 603
Sonstige betriebliche Aufwendungen	-14 699	-7 709	-3 507
Betriebsergebnis (EBIT)	4 940	8 040	7 495
Erträge aus Wertpapieren des Finanzanlagevermögens	0	0	0
Sonstige Zinsen und ähnliche Erträge	3 432	2 265	5 828
Zinsen und ähnliche Aufwendungen	-8 377	-10 302	-774
Betriebsergebnis	-5	3	251
Steuern vom Einkommen und vom Ertrag	6	0	-253
Aufwendungen aus Teilgewinnabführung	0	0	-1
Jahresüberschuss/Jahresfehlbetrag	1	3	-2

	Pro-forma-Finanzinformationen	Entfällt.
	Gewinnprognosen und -schätzungen	Es liegen keine detaillierten Gewinnprognosen oder -schätzungen vor.
	Beschränkungen im Bestätigungsvermerk zu historischen Finanzinformationen	Es liegen keine Beschränkungen im Bestätigungsvermerk vor.
	Erläuterung zum Geschäftskapital der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH und der Erfüllung bestehender Anforderungen	Die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH verfügt über ausreichende Mittel, um die an sie gestellten Anforderungen gemäss Patronatserklärung und Kostenübernahmeverträgen zu erfüllen. Das gezeichnete Stammkapital der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH beträgt Euro 25.000.- und wurde in voller Höhe von der Gründungsgesellschafterin zur freien Verfügung der Geschäftsführung eingezahlt. Das Stammkapital ist eingeteilt in einen Geschäftsanteil mit einem Nennbetrag von Euro 25.000.-. Darüber hinaus sind an der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH noch eine Vielzahl Stiller Gesellschafter beteiligt, wobei auf die Stillen Beteiligungen bis zum 31. Juli 2018 insgesamt ca. Euro 354 Mio. eingezahlt worden sind. Die Ansprüche der Stillen Gesellschafter stehen unter einem Zahlungsvorbehalt und sind im Falle der Insolvenz oder Liquidation der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH nachrangig (sog. Qualifizierte Nachrangvereinbarung), wobei für die stillen Gesellschafter teilweise auch Entnahmeansprüche bestehen und bereits Entnahmen getätigt worden sind.
	Ratings	Es wurden keine Ratings im Auftrag der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH erstellt.

C. Zusammenfassende Angaben zur THOMASLL. 5,175/29 EUR Anleihe

C.1	**Beschreibung und Wertpapierkennung**	Gegenstand des vorliegenden Wertpapierprospekts (nachfolgend **„Prospekt")** ist das Angebot der **ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG** mit Sitz in Balzers, Fürstentum Liechtenstein, zur Begebung einer auf den Inhaber lautenden Schuldverschreibung mit jährlich fixer Verzinsung von **5,175 % p.a.,** der **THOMASLL. 5,175/29 EUR Anleihe** (nachfolgend **„Anleihe")** und einer **Laufzeit von 20.05.2019 bis 31.12.2029**. Für den Fall der Börsenkotierung der Anleiheschuldnerin ist diese berechtigt, die Schuldverschreibungen zum Kurs von 105,175% in Aktien der Anleiheschuldnerin zu konvertieren. Das Gesamtemissionsvolumen beträgt EUR 100.000.000 (in Worten: einhundert Millionen Euro) bei einer Stückelung von jeweils EUR 1.000 Nennbetrag (in Worten: tausend Euro). Die Mindestzeichnungssumme pro Investor beträgt EUR 10.000 (in Worten: zehntausend Euro). Jede höhere Zeichnungssumme muss durch 1.000 teilbar sein. Es besteht keine Zeichnungshöchstbegrenzung pro Investor. Valor: 47707153 ISIN: LI0477071539
C.2	**Währung**	Die Anleihe wird in Euro ausgegeben.
C.3	**Aktienkapital**	Die Emittentin verfügt über ein Aktienkapital von CHF 50.000.-, eingeteilt in 50 auf den Namen lautende Aktien à CHF 1.000.-. Sämtliche Aktien sind ausgegeben und voll einbezahlt.
C.4	**Mit den Wertpapieren verbundene Rechte**	Die Schuldverschreibungen stellen unmittelbare, unbedingte und nicht nachrangige Verbindlichkeiten der Emittentin dar und haben den gleichen Rang wie alle anderen unbesicherten nicht nachrangigen Verbindlichkeiten der Emittentin, unbeschadet etwaiger solcher Verbindlichkeiten, die aufgrund gesetzlicher Bestimmungen Vorrang geniessen. Die Emittentin ist verpflichtet, gegenüber Anlegern jährliche Zinsen (quartalsweise Berechnung und Auszahlung) sowie, am Ende der Laufzeit (bzw. im Falle der Kündigung zum Kündigungsendtermin), Kapitalrückzahlungen in Höhe des Nennbetrages zu leisten. Die Laufzeit der Schuldverschreibungen beginnt am 20. Mai 2019 und endet mit Ablauf des 31. Dezember 2029. Die Anleiheschuldnerin ist jedoch **berechtigt**, die **Schuldverschreibungen** im Falle einer Börsenkotierung der Aktien der Anleiheschuldnerin **zum Kurs 105,175 % in Aktien der Anleiheschuldnerin zu konvertieren**. Dem Anleger sowie der Emittentin steht ein vorzeitiges Kündigungsrecht der Anleihe erstmals zum 31. Dezember 2024 zu. Danach kann die Anleihe jeweils zum 30. Juni und 31. Dezember eines jeden Jahres gekündigt werden. Die Kündigungsfrist beträgt 12 Monate. Ist ein Anleihegläubiger von einem sozialen Härtefall (z.B. Arbeitslosigkeit, Insolvenz, Todesfall) betroffen, kann er der Emittentin einen begründeten Kündigungswunsch übermitteln. Die Annahme der Kündigung vor Ablauf der Mindesthaltedauer, ohne Einhaltung der (vollen) Kündigungsfrist oder zu einem abweichenden Kündigungsendtermin liegt in freiem Ermessen der Emittentin. Die Rückzahlung des Nennbetrages der Anleihe (zzgl. angefallener und noch nicht ausbezahlter Zinsen) erfolgt gegebenenfalls zum jeweiligen Kündigungsendtermin. Im Falle von Kündigungen gelten die Rückzahlungsverpflichtungen der Emittentin unter bestimmten Umständen für die Dauer von bis zu 3 Jahren als gestundet, in welchem Fall die Verzinsung der ausstehenden Beträge gemäss diesen Anleihebedingungen und bis zur tatsächlichen vollständigen Rückzahlung weiterläuft.
C.5	**Beschränkungen der freien Übertragbarkeit**	Die Schuldverschreibungen können grundsätzlich nach den Bestimmungen der SIX SIS AG frei übertragen werden. Es besteht allerdings keine Zulassung zu einem geregelten oder ungeregelten Markt, was eine faktische Einschränkung der Handelbarkeit darstellen kann. Die Emittentin behält sich vor, die Zulassung zum Handel an einem geregelten oder ungeregelten Markt zu beantragen.

C.6	**Zulassung zum Handel**	Der vorliegende Wertpapierprospekt wurde von der Finanzmarktaufsicht Liechtenstein (FMA) als Wertpapieraufsichtsbehörde des Fürstentums Liechtenstein gemäss dem Wertpapierprospektgesetz (WPPG), welches die Richtlinie 2003/71/EG (Richtlinie betreffend den Prospekt, der beim öffentlichen Angebot von Wertpapieren oder bei deren Zulassung zum Handel zu veröffentlichen ist) in liechtensteinisches Recht umsetzt, am 20. Mai 2019 gebilligt. Die FMA billigt Wertpapierprospekte nach Abschluss einer Vollständigkeitsprüfung des Prospekts einschliesslich einer Prüfung der Kohärenz und der Verständlichkeit der vorgelegten Informationen. Das Wertpapier wird nicht an einem geregelten Markt gehandelt und ein Antrag auf Zulassung ist nicht geplant, wird jedoch vorbehalten. Die Schuldverschreibungen können jedoch nach den Bestimmungen der SIX SIS AG frei übertragen werden. Übt die Emittentin ihr Recht zur Wandlung der Anleihen in Aktien der Emittentin aus, ist eine Zulassung der Aktien zum Handel an der SIX Swiss Exchange (Schweiz) oder an der Börse Frankfurt geplant.
C.7	**Dividendenpolitik**	Entfällt.
C.8	**Rangordnung und Beschränkungen der mit den Wertpapieren verbundenen Rechte**	Die Schuldverschreibungen stellen unmittelbare, unbedingte und nicht nachrangige Verbindlichkeiten der Emittentin dar und haben den gleichen Rang wie alle anderen unbesicherten nicht nachrangigen Verbindlichkeiten der Emittentin, unbeschadet etwaiger solcher Verbindlichkeiten, die aufgrund gesetzlicher Bestimmungen Vorrang geniessen. Die Anleiheschuldnerin ist jedoch **berechtigt**, die **Schuldverschreibungen** im Falle einer Börsenkotierung der Aktien der Anleiheschuldnerin **zum Kurs 105,175 % in Aktien der Anleiheschuldnerin zu konvertieren**. Diesfalls erfolgen keine Tilgungszahlungen an die Anleihegläubiger. Im Falle von Kündigungen gelten die Rückzahlungsverpflichtungen der Emittentin unter bestimmten Umständen für die Dauer von bis zu 3 Jahren als gestundet, in welchem Fall die Verzinsung der ausstehenden Beträge gemäss diesen Anleihebedingungen und bis zur tatsächlichen vollständigen Rückzahlung weiter läuft.
C.9	**Zinssatz, Fälligkeit & Rendite**	Die Anleihe wird mit einem jährlichen Fixzins von 5,175 % verzinst (Zinsusanz: Act/Act – ICMA Rule 251 (taggenau)[1]). Die Zinsen werden (anteilig) quartalsweise berechnet und ausbezahlt. Zinszahlungen erfolgen jeweils nachträglich innert 10 Bankarbeitstagen nach Quartalsende. Die erste Zinszahlung erfolgt somit spätestens am 12. Juli 2019. Die Zinszahlung für das letzte Quartal der Laufzeit erfolgt gleichzeitig mit Tilgung der Anleihe. Die Laufzeit der Schuldverschreibungen beginnt am 20. Mai 2019 und endet mit Ablauf des 31. Dezember 2029. Die Emittentin verpflichtet sich, die Schuldverschreibungen am nächsten liechtensteinischen Bankarbeitstag nach Ablauf der Laufzeit zzgl. Zinsen für das letzte Quartal der Laufzeit zum Nennbetrag zurückzuzahlen. Die Rückzahlung erfolgt ohne gesonderte Antragstellung oder Einreichung des Anlegers. Die Rendite der Anleihe kann auf Basis des Erstausgabepreises, des Fixzinssatzes, der Laufzeit sowie des Tilgungskurses berechnet werden. Eine Berechnung kann allerdings nur unter der Annahme, dass die Emission bis zum Laufzeitende gehalten wird und die Tilgung zum Nennwert möglich ist, erfolgen. Zu berücksichtigen sind allenfalls weitere individuelle Kosten des Anlegers wie Nebenkosten der Ausgabe, z.B. Zeichnungsspesen, sowie laufende Kosten, wie z.B. Depot- und Verwaltungsgebühren.

[1] Monat: 28 – 31 Tage; Jahr: 365 Tage, Schaltjahr 366 Tage.

		Die individuelle Rendite aus einer Anleihe über die Gesamtlaufzeit muss durch den jeweiligen Anleihegläubiger unter Berücksichtigung der Differenz zwischen dem ursprünglich gezahlten Betrag für den Erwerb der Anleihe (Nominale zuzüglich etwaiger Stückzinsen) und dem Rückzahlungsbetrag unter Berücksichtigung der Laufzeit der Anleihe sowie der individuellen Transaktionskosten berechnet werden. Die jeweilige Netto-Rendite der Anleihe lässt sich somit erst am Ende der Laufzeit bestimmen. Ein Vertreter von Schuldtitelinhabern ist nicht benannt.
C.10	**Keine derivative Komponente**	Das Wertpapier hat keine derivative Komponente bei der Zinszahlung.
C.11	**Zulassung zum Handel**	Es wurde bislang kein Antrag auf Zulassung zum Handel an einem geregelten oder ungeregelten Markt gestellt. Die Emittentin behält sich vor, eine solche Zulassung zu beantragen.

D. Risiken

D.1	**Zentrale Risiken bezogen auf die Emittentin**	**Special Purpose Vehicle** Bei der **Emittentin** handelt es sich um ein Special Purpose Vehicle, somit um eine Gesellschaft, die **ausschliesslich zum Zweck der Emission der gegenständlichen Anleihe sowie weiterer Finanzinstrumente gegründet** wurde. Die Emissionserlöse der gegenständlichen Anleihe sowie weiterer Finanzinstrumente werden gesamthaft über die Zeichnung von Globalschuldverschreibungen in die **Muttergesellschaft ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH** investiert. Die einzigen wesentlichen Vermögenswerte und Einnahmequellen der Emittentin sind (a) die von der Muttergesellschaft emittierten Globalschuldverschreibungen, in welche die Emissionserlöse investiert werden, (b) Patronatserklärungen der Muttergesellschaft in Bezug auf die von der Emittentin ausgegebenen Anleihen sowie (c) ein Kostenübernahmevertrag zwischen der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH und der Emittentin zugunsten der Emittentin. Die Fähigkeit der Emittentin, ihren finanziellen Verpflichtungen gegenüber Anleihegläubigern nachzukommen, hängt somit massgeblich von der Fähigkeit der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, ihren Verpflichtungen gemäss Globalschuldverschreibungen, Patronatserklärung und Kostenübernahmevertrag nachzukommen, ab. **Kreditrisiko** Unter Kreditrisiko wird das Risiko von Verlusten der Emittentin verstanden, welche entstehen können, wenn Drittparteien ihre Verpflichtungen gegenüber der Emittentin nicht erfüllen. Die Emittentin ist aufgrund ihrer Investitionen in von der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH emittierte Globalschuldverschreibungen einem Kreditrisiko ausgesetzt. **Liquiditätsrisiko** Unter Liquiditätsrisiko versteht man das Risiko, dass kurzfristige liquide Mittel zur Erfüllung von Verbindlichkeiten der Emittentin fehlen, somit das Risiko eines Ungleichgewichts zwischen Vermögenswerten und Verbindlichkeiten der Emittentin. Wie auch im Falle des Kreditrisikos besteht das Liquiditätsrisiko der Emittentin hauptsächlich in der Fähigkeit der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, ihre Verpflichtungen gemäss den von ihr emittierten Globalschuldverschreibungen gegenüber der Emittentin vollständig und zeitgerecht erfüllen zu können. Ebenso ist es wesentlich, dass die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH ihre Verpflichtungen gemäss Patronatserklärungen und Kostenübernahmevertrag gegenüber der Emittentin erfüllt. **Interessenskonflikte** Ein Mitglied des Verwaltungsrates (betroffene Person) der Emittentin hat auch Funktionen in Gesellschaften, die mit der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH verbunden sind und fungiert insbesondere als Geschäftsleiter bei weiteren Tochtergesellschaften der

		ThomasLloyd Holdings Ltd. und der ThomasLloyd Group Ltd. Wenn betroffene Personen namens der Emittentin handeln so kann ihr Verhalten und Entscheidungsprozess in Bezug auf die Interessen der Emittentin von einem Interessenskonflikt beeinflusst sein. **Insolvenzrisiko** Im Falle der Eröffnung von Insolvenzverfahren über das Vermögen der Emittentin ist die Emittentin in Verfügungen über ihre Vermögenswerte vorübergehend oder dauerhaft beschränkt bzw. werden Verfügungen über Vermögenswerte der Emittentin von einem gerichtlich bestellten Insolvenzverwalter übernommen. Dies kann negative Auswirkungen auf die finanzielle Position und die Geschäftstätigkeit der Emittentin haben. Dieser Fall kann auch dann eintreten, wenn Insolvenzanträge zu Unrecht eingebracht wurden. Werden die Anleihen in Aktien der Anleiheschuldnerin gewandelt, so wandelt sich die Gläubigerforderung des Anleihegläubigers in eine Eigenkapitalbeteiligung an der Anleiheschuldnerin. Eigenkapitalforderungen in Bezug auf liechtensteinische Aktiengesellschaften sind gegenüber Gläubigerforderungen nachrangig.
	Risiken im Zusammenhang mit der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH und deren Geschäftstätigkeit	**Die Emissionserlöse der gegenständlichen Anleihe sowie allfälliger weiterer Finanzinstrumente werden von der Emittentin fortlaufend gesamthaft über die Zeichnung von Globalschuldverschreibungen in die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH investiert.** Somit sind die nachfolgend angeführten wesentlichen Risiken bezüglich der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH mittelbar auch für die Emittentin von Relevanz. **Risiken bezüglich der Auswahl von Investmentprojekten** Die Bedingungen der Globalschuldverschreibungen enthalten keine Vorgaben, in welche Projekte die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH die von der Emittentin im Wege der Zeichnung von Globalschuldverschreibungen erhaltenen Gelder zu investieren hat. Die Erträge, finanzielle Position und Fähigkeit der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, ihre Verbindlichkeiten zu erfüllen, hängt davon ab, ob die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH in der Lage ist, ausreichend Investitionsmöglichkeiten zu erkennen und die damit verbundenen Ertragschancen und Risiken korrekt zu beurteilen. **Risiko fehlender Investitionsprojekte** Es kann nicht ausgeschlossen werden, dass die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH zum nächstmöglichen Zeitpunkt einer Investition nicht genügend geeignete Projekte identifizieren konnte, in die Investitionen möglich sind oder für zielführend erachtet werden so dass nicht alle verfügbaren und für Investitionen zur Verfügung gestellten Vermögenswerte eingesetzt werden können. **Risiko zusätzlicher und erhöhter Kosten eines Investmentprojekts** Generell sind die Investmentaktivitäten der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH mit dem Risiko verbunden, dass die mit einem konkreten Investmentprojekt verbundenen Kosten gemäss Investmentplan und -budget (z.B. Produktionskosten, Kosten von Anlagen) als Konsequenz unerwarteter Änderungen oder unvollständiger oder unrichtiger Informationen, welche die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH als Grundlage ihrer Investmententscheidung verwendete, überschritten werden. **Vertragserfüllungsrisiko** Das wirtschaftliche Ergebnis von Investmentprojekten der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH ist unter anderem davon abhängig, dass die jeweils involvierten Vertragspartner ihre Verpflichtungen aus den mit ihnen eingegangenen Verträgen einhalten. **Finanzierungsrisiken** Projekte und Unternehmen im Bereich Infrastruktur sind oft in hohem Umfang fremdfinanziert und aus diesem Grund für nachteilige Zinsänderungen, eine rückläufige Konjunktur, Änderungen des Kapitalmarktes und einen höheren Kapitaldienst anfälliger als Projekte und Unternehmen, die nicht oder nur in geringem Ausmaß mit Fremdkapital finanziert sind.

		Risiko der Fremdkapitalverfügbarkeit Engpässe bei der Verfügbarkeit von Fremdkapital können dazu führen, dass Investitionen nicht im geplanten Umfang oder nur mit erhöhten Kosten der Fremdfinanzierung getätigt werden können. **Wettbewerbsrisiko** Wettbewerb im Bereich Infrastruktur (z.B. aufgrund neuer Produkte, Preispolitik oder anderer Strategien) kann zur Verringerung des Anteils der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH am relevanten Markt sowie zu geringeren durchschnittlichen Investitionserträgen führen. **Beherrschung von Beteiligungen** Die Emittentin kann nicht ausschliessen, dass die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH versuchen wird, Kontrolle oder kontrollierenden Einfluss auf das Management und die strategische Ausrichtung des Zielobjekts (z.B. jenes Unternehmen, über welches die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH an Investmentprojekten beteiligt ist) zu erlangen. Die Ausübung der Kontrolle über ein Unternehmen ist mit weiteren Risiken wie Haftungsrisiken für Umweltschäden, Produktfehler, Überwachungsfehler und anderes verbunden. **Rechtliche und politische Risiken** Die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH investiert in Infrastrukturprojekte in Asien und Australasien. Sie ist somit im jeweiligen Staat, in welchem sie aufgrund ihrer Investments tätig ist, politischen und rechtlichen Risiken ausgesetzt. Zum Zeitpunkt der Erstellung dieses Prospektes befinden sich über 90 Prozent der Investmentprojekte der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH auf den Philippinen. Die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH ist somit politischen Risiken, die in diesem Land bestehen, ausgesetzt. Als politische Risiken in den Philippinen sind insbesondere die weitreichende Korruption, schlechte Durchsetzbarkeit von rechtlichen Ansprüchen und inkonsistente Anwendung rechtlicher Bestimmungen einschliesslich Bestimmungen über öffentliche Auftragsvergabe, Steuern und Landnutzung, zu nennen. **Kapitalverkehrskontrollen** Soweit die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH in Ländern investiert, in denen Kapitalverkehrskontrollen bestehen oder eingeführt werden, kann nicht ausgeschlossen werden, dass aufgrund des Bestehens oder der Einführung von Kapitalverkehrskontrollen eine Rückführung von Investitionen oder eine Ausschüttung von Erträgen aus Investmentprojekten an die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH nach Deutschland nicht möglich ist. **Risiko von Restriktionen und Diskrimination gegenüber ausländischen Investoren** In den Philippinen unterliegen Aktivitäten ausländischer Unternehmen gewissen Restriktionen. Gemäss dem Recht der Philippinen muss die Mehrheit eines Unternehmens, welches in einem staatlich definierten Schlüsselsektor, z.B. dem Energiesektor, tätig ist von einer lokalen Gesellschaft (bzw. lokalen Gesellschaften) gehalten werden. Die Umsetzung oder Verstärkung derartiger Restriktionen und protektionistischer Massnahmen in den Philippinen oder in anderen Ländern Asiens und Australasiens kann für die Zukunft nicht ausgeschlossen werden. **Währung** Die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH ist aufgrund der internationalen Ausrichtung ihrer Investitionspolitik einem Währungsrisiko ausgesetzt. Per Datum der Erstellung dieses Prospektes ist das Investmentportfolio der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH wie folgt nach Einzelwährungen untergliedert: US Dollar (USD) ca. 40 % Philippine Peso (PHP) ca. 60 %

		Im Verlauf der Zeit kann sich das Engagement der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH auch in Bezug auf einzelne Währungen rasch und substantiell ändern, dies primär durch neue Investments oder durch die Restrukturierung bestehender Investments sowie durch Desinvestitionen. **Subvention anderer Technologien** Es kann nicht ausgeschlossen werden, dass durch staatliche oder andere Organisationen andere Technologien als die von der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH favorisierten gefördert werden. In diesen Fällen kann der Betrieb von Infrastrukturanlagen und -projekten unwirtschaftlich werden, was nachteilige Auswirkungen auf die Geschäftsergebnisse einer Beteiligungsgesellschaft der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH und somit indirekt auf die Ergebnisse der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH haben kann. **Dokumentationsrisiken** Ein Großteil der Investitionen der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH erfolgt in Projekte und Unternehmen, deren Tätigkeit zu wesentlichen Teilen der öffentlich-rechtlichen Aufsicht unterliegt. Eine Geschäftstätigkeit in solchen Bereichen ist generell dem Risiko verstärkter Interventionen öffentlicher Stellen – auch in Form regulatorischer oder gesetzgeberischer Massnahmen – ausgesetzt. **Angaben und Aussagen Dritter** Bei der Evaluierung von Investitionsmöglichkeiten werden von der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH externe Berater wie Finanz-, Rechts- und Steuer- sowie technische Berater und Umweltexperten hinzugezogen. Die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH stützt ihre Entscheidungsprozesse oftmals auf Schätzungen, Gutachten und anderweitige Berichte solcher Berater ohne selbst in jedem Fall in der Lage zu sein, eigenständig zu beurteilen, ob ein solcher Bericht vollständig und korrekt ist. **Investitionen in Greenfield-Projekte** Soweit in Projekte investiert wird, die in der Entwicklungs- und/oder Konstruktionsphase sind (sog. „Greenfield-Projekte“), trägt der Investor das Risiko, dass das Projekt nicht innerhalb des geplanten Budgets, innerhalb des vereinbarten Zeitplans oder gemäß den vereinbarten Spezifikationen fertig gestellt wird. Deshalb ist die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH indirekt dem Risiko zusätzlicher Kosten oder Verluste ausgesetzt, die aus der Anpassung von Zeitplan oder Budget resultieren können. **Risiko des Verlusts von Schlüsselpersonen** Durch den möglichen Verlust von Kompetenzträgern der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH oder der von dieser gehaltenen Beteiligungen besteht das Risiko, dass Fachwissen nicht mehr zur Verfügung steht und somit ein qualifiziertes Investitions- und Risikomanagement bei den Beteiligungsunternehmen oder bei der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH nicht mehr in vollem Umfang gewährleistet ist. **Risiko der geringen Diversifikation** Es kann nicht ausgeschlossen werden, dass die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH nur eine begrenzte Anzahl von Beteiligungen unmittelbar/mittelbar erwirbt bzw. sich nur an einer begrenzten Anzahl von Investmentprojekten beteiligt. Schlechte Ergebnisse von wenigen Investitionen könnten die Erträge sowie die finanzielle Position der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH stärker beeinträchtigen, als dies bei einem umfassenderen Portfolio von Projekten und Beteiligungsgesellschaften mit höherer Diversifikation der Fall wäre. **Risiko der Preisentwicklung bei Rohstoffen** Für das Betreiben von Infrastrukturanlagen, insbesondere Energieerzeugungsanlagen, sind Verträge über die Lieferung der hierfür erforderlichen Ausgangsstoffe nötig. Dies sind regelmässig keine langfristigen Verträge (mit Garantie von Liefermenge, Qualität und Preis). Weiters besteht keine Gewissheit, dass Steigerungsraten von Einkaufspreisen von Rohstoffen durch entsprechende Steigerungen der Verkaufspreise kompensiert werden können.

		Risiko von Änderungen regulatorischer Anforderungen Es besteht das Risiko, dass die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH aufgrund zukünftiger Änderungen oder Beschränkungen im Bereich der aufsichtsrechtlichen Regulierung von Finanzdienstleistungen nicht in der Lage ist, ihre Anlagepolitik umzusetzen oder gezwungen wäre, ihre Anlagepolitik zu ändern und/oder weitere Erfordernisse zu erfüllen. **Risiko der Insolvenz von Vertragspartnern** Die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH beabsichtigt, über Beteiligungsgesellschaften Verträge (insbesondere Verträge zur Errichtung von Infrastrukturanlagen) auch mit kleineren oder mittelständischen Unternehmen zu schliessen. Die mögliche Insolvenz eines oder mehrerer wesentlicher Vertragspartner kann negative Auswirkungen auf die Geschäftsergebnisse sowie die finanzielle Position der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH haben und deren Fähigkeit, ihren Verbindlichkeiten nachzukommen, beeinflussen.
D.3	**Zentrale Risiken bezogen auf die Wertpapiere**	**Anleihen sind komplexe Finanzinstrumente** Diese Anleihe stellt ein komplexes Finanzinstrument dar. Ein Investment in diese Anleihe sollte nicht erfolgen ohne professionelle Einschätzung (welche der Investor allein oder mit Unterstützung eines Finanzberaters vornehmen sollte), wie sich Rückflüsse und Renditen aus dieser Anleihe bei wechselnden Bedingungen, welche den Wert dieser Anleihe bestimmen, entwickeln können und wie sich dieses Investment auf das Gesamtportfolio eines potentiellen Investors auswirkt. Der Investor trägt das Risiko, das ein Investment in diese Anleihe für ihn nicht angemessen sein kann. **Fremdfinanzierung** Den Anlegern steht es frei, den Erwerb der Anleihe ganz oder teilweise durch Fremdmittel zu finanzieren. Doch wird darauf hingewiesen, dass sich hierdurch die Risikostruktur der Beteiligung erhöht. Die Rückführung der Fremdmittel und die mit der Finanzierung verbundenen Zinszahlungen sind vom Anleger zu bedienen, unabhängig von der Leistung von Zahlungen durch die Emittentin. **Mitwirkungs- und Vermögensrechte** Der Anleger hält als Anleihegläubiger der Emittentin lediglich eine Forderung gegenüber der Emittentin. Die Vertretung der Gesellschaft obliegt allein dem Verwaltungsrat der Emittentin, ein Anleihegläubiger hat diesbezüglich keinerlei Mitwirkungs- oder Mitbestimmungsrechte. **Risiko weiterer Fremdfinanzierung durch die Emittentin** Die Emittentin hat weitere Wertpapiere zur Fremdfinanzierung emittiert und kann noch weitere Wertpapiere zur Fremdfinanzierung emittieren. Höhere Fremdfinanzierung erhöht das Risiko, dass die Emittentin nicht in der Lage ist, ihre Verbindlichkeiten aus dieser Anleihe zu bedienen. Dies kann für den Investor zum gänzlichen oder teilweisen Verlust seines Investments in diese Anleihe führen. **Rangstellung** Die Anleger können nicht von der Emittentin verlangen, dass der Anspruch der Anleihegläubiger auf Zinszahlungen und Kapitalrückzahlungen gegenüber anderen Ansprüchen gegenüber der Emittentin vorrangig ausgezahlt wird, soweit diese anderen Ansprüche im gleichen Rang mit den Ansprüchen der Anleihegläubiger stehen. Werden die Anleihen in Aktien der Anleiheschuldnerin gewandelt, so wandelt sich die Gläubigerforderung des Anleihegläubigers in eine Eigenkapitalbeteiligung an der Anleiheschuldnerin. Eigenkapitalforderungen in Bezug auf liechtensteinische Aktiengesellschaften sind gegenüber Gläubigerforderungen nachrangig. **Zinsrisiko** Ein Investor, der in eine Anleihe mit fixer Verzinsung investiert hat, trägt das Risiko eines Verfalls des Preises der Anleihe als Folge von Veränderungen des Marktzinssatzes. Dieses

		Risiko besteht im Falle eines Verkaufs der Anleihe über den Sekundärmarkt, nicht aber dann, wenn die Anleihe am Ende der Laufzeit von der Emittentin getilgt oder zurückgekauft wird. **Liquiditätsrisiko** Die Schuldverschreibungen können grundsätzlich nach den Bestimmungen der SIX SIS AG frei übertragen werden, sind jedoch nicht zum Handel an einem geregelten oder ungeregelten Markt zugelassen. Will ein Anleger Teilschuldverschreibungen verkaufen, kann der Fall eintreten, dass er seine Anleihen nicht, nicht zu einem angemessenen Preis oder nicht zu einem Preis der zumindest dem von ihm eingesetzten Kapital entspricht verkaufen kann. **Risiko von Zahlungsausfällen** Wie bei jeder anderen finanziellen Verpflichtung besteht das Risiko, dass Verpflichtungen aus der Anleihe von der Emittentin nicht erfüllt werden. Die Emittentin kann unter bestimmten Umständen nicht in der Lage sein, Zinszahlungen zu leisten. Ebenso kann die Rückzahlung am Laufzeitende unter dem Betrag liegen, den der Anleihegläubiger ursprünglich investiert hat; unter gewissen Umständen kann die Rückzahlung gänzlich ausbleiben. Anleihen sind Kapitalanlagen, für die keine gesetzliche Einlagensicherung besteht. **Bindungsfrist des Kapitals und Kündigung** Ein Rücktritt von der Zeichnung dieser Anleihe oder ein Widerruf der Zeichnungserklärung ist – soweit nicht gesetzlich zwingend vorgeschrieben – nicht möglich. Eine Kündigung der Anleihe ist nur gemäss den Anleihebedingungen möglich. Werden die Anleihen in Aktien der Anleiheschuldnerin gewandelt, so erfolgt keine Rückzahlung des Nennwertes der Anleihe am Laufzeitende. Anleihegläubiger erhalten diesfalls Aktien der Anleiheschuldnerin zugeteilt. **Steuerrisiko** Potentielle Käufer oder Verkäufer dieser Anleihe sollten berücksichtigen, dass sie gemäss anwendbarer Bestimmungen jenes Staates, in welchem die Übertragung der Anleihe stattfindet, dessen Staatsbürger sie sind oder in dem sie ihren Wohnsitz haben oder dessen Normen aus anderen Gründen anwendbar sind verpflichtet sein können, Steuern oder Gebühren zu zahlen. Gesetzesänderungen können zu einer Reduktion der effektiven Erträge aus dieser Anleihe führen und die Nettoerlöse, die ein Anleihegläubiger infolge Verkauf oder Rückzahlung der Anleihe erhält, gegenüber den ursprünglichen Erwartungen des Anleihegläubigers reduzieren. **Wechselkursrisiko** Für Investoren aus dem Währungsraum EUR besteht kein Wechselkursrisiko, da die Anleihe in EUR aufgelegt wird und Zahlungen an die Investoren in EUR erfolgen. Investoren aus anderen Währungsräumen können durch die vorliegende Anleihe in EUR Wechselkursrisiken ausgesetzt sein. **Inflationsrisiko** Ein potentieller Käufer oder Verkäufer der Anleihe sollte berücksichtigen, dass in diesem Prospekt keine Klauseln zur Inflationsanpassung enthalten sind, so dass sich der reale Wert eines Investments in diese Anleihe sowie die realen Erträge aus dieser Anleihe analog zur inflationsbedingten Verringerung des realen Geldwertes verringern können.

E. Angebot

E.1	**Nettoerlöse und Kosten**	Die Kosten dieser Wertpapieremission, welche gesamthaft auf CHF 15.000.- geschätzt werden, sowie die operativen Kosten der Emittentin einschliesslich etwaiger Steuern werden vollumfänglich und ohne Belastung der Emissionserlöse auf Basis eines Kostenübernahmevertrages von der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, der Muttergesellschaft der Emittentin, getragen. Seitens der Emittentin wird somit ein ausgeglichenes Ergebnis ohne wesentliche Gesamtnettoerlöse erwartet.

<table>
<tr><td>E.2a</td><td>Angebotsgründe, Zweckbestimmung der Emissionserlöse, geschätzte Nettoerlöse</td><td>Die Emittentin ist eine 100 %-ige Tochtergesellschaft der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH. Die im Wege der vorliegenden Wertpapieremission generierten Erlöse werden von der Emittentin fortlaufend und gesamthaft mittels Zeichnung von Globalschuldverschreibungen in die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH investiert und dienen der Finanzierung der Geschäfts- und Investitionstätigkeit der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH. Die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH ist ein Investmentunternehmen, das auf die Finanzierung von und Investition in Infrastrukturprojekte und -anlagen in Asien und Australasien spezialisiert ist.

Seitens der Emittentin wird ein ausgeglichenes Ergebnis ohne wesentliche Nettoerlöse erwartet.</td></tr>
<tr><td>E.3</td><td>Angebotskonditionen</td><td>Die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG, FL- 9496 Balzers, (nachfolgend „Emittentin“), begibt eine auf den Inhaber lautende Schuldverschreibung (THOMASLL. 5,175/29 EUR Anleihe (nachfolgend „Anleihe“)) mit fixer Verzinsung von 5,175 % p.a. und einer Laufzeit vom 20.05.2019 bis 31.12.2029.

Die Anleihe ist in Schuldverschreibungen mit Nominalwert von jeweils EUR 1.000.- gestückelt, die Mindestzeichnungssumme pro Investor beträgt EUR 10.000.-. Jede höhere Zeichnungssumme muss durch 1.000 teilbar sein, es besteht keine Zeichnungshöchstgrenze pro Investor.

Das Gesamtemissionsvolumen beträgt EUR 100.000.000.-. Die Emission erfolgt auf fortlaufender Basis ab dem 20. Mai 2019 und endet mit Vollplatzierung der Anleihe oder bei vorzeitiger Beendigung der Anleihe durch die Emittentin, spätestens mit Ablauf eines Jahres nach dem Datum der Billigung des Wertpapierprospektes.

Zahlstelle ist die Bank Frick & Co. AG, Landstrasse 14, FL-9496 Balzers.

Zeichnungsaufträge können während den üblichen Banköffnungszeiten (Feiertage ausgenommen), jeweils zwischen 08.00 Uhr und 18.00 Uhr (CET) und über die folgenden Annahmestellen bei der Zahlstelle platziert werden:

E-Mail: trading@bankfrick.li

Fax: 00423 388 21 15

Telefon: 00423 388 21 25

Die Ausgabe erfolgt aus Emission.

Erfolgt die Orderausgabe an einem Bankarbeitstag bis spätestens 17.00 Uhr (CET), wird die Transaktion am selben Tag (Transaktionsdatum) abgerechnet und zwei Bankarbeitstage darauf (Valutadatum) geliefert. Die Orderbestätigung erfolgt seitens der Zahlstelle mittels Fax an die auftraggebende Bank.

Das Settlement der Transaktion erfolgt im LGZ-Verfahren („Lieferung gegen Zahlung“) und ist über die folgenden Clearingstellen möglich:

<table>
<tr><th>Clearer</th><th>SSI der Zahlstelle (Bank Frick)</th></tr>
<tr><td>SIX SIS AG</td><td>LI100067</td></tr>
<tr><td>Clearstream Luxembourg</td><td>83320</td></tr>
<tr><td>Clearstream Frankfurt</td><td>83320</td></tr>
<tr><td>Euroclear Bank</td><td>83320</td></tr>
</table>

Die Lieferung der Schuldverschreibungen erfolgt an den Erwerber der Schuldverschreibungen über die SIX SIS AG, Baslerstrasse 100, CH-4600 Olten, gegen Zahlung des Nennbetrages sowie allfällig aufgelaufener Zinsen auf das vom Bankhaus Frick & Co. AG, Landstrasse 14, FL-9496 Balzers, geführte Konto bei der SIX SIS AG (Zentralverwahrer).

Die Schuldverschreibungen werden für die gesamte Laufzeit der Anleihe in einer auf den Inhaber lautenden Globalurkunde (nachfolgend „Globalurkunde“) verbrieft, die bei der SIX SIS AG hinterlegt wird. Die physische Lieferung effektiver Schuldverschreibungen oder Zinsscheine kann nicht verlangt werden. Den Anleihegläubigern stehen Miteigentumsanteile an der</td></tr>
</table>

		Globalurkunde zu, die gemäss den Regelungen und Bestimmungen der SIX SIS AG übertragen werden können. Die Globalurkunde trägt die eigenhändige Unterschrift von mindestens einer vertretungsberechtigten Person der Emittentin. Die Anleihe wird nicht an einem geregelten Markt gehandelt oder an einer Börse platziert. Die Emittentin behält sich vor, einen Antrag auf Handelszulassung dieser Anleihe zu stellen. Die Schuldverschreibungen werden auf Basis ihres Nennbetrages während der Laufzeit der Anleihe von 20. Mai 2019 bis 31. Dezember 2029 fix mit 5,175 % p.a. verzinst. Die Zinsen werden (anteilig) quartalsweise berechnet und (anteilig) ausbezahlt. Zinszahlungen erfolgen jeweils nachträglich innert 10 Bankarbeitstagen nach Quartalsende. Die Zinszahlung für das letzte Quartal der Laufzeit erfolgt gleichzeitig mit Tilgung der Anleihe. Die Laufzeit der Schuldverschreibungen beginnt am 20. Mai 2019 und endet (vorbehaltlich Kündigung) mit Ablauf des 31. Dezember 2029. Die Emittentin verpflichtet sich, die Schuldverschreibungen am nächsten liechtensteinischen Bankarbeitstag nach Ablauf der Laufzeit zum Nennbetrag zurückzuzahlen. Dem Anleger sowie der Emittentin steht ein vorzeitiges Kündigungsrecht der Anleihe erstmals zum 31. Dezember 2024 zu. Danach kann die Anleihe jeweils zum 30. Juni und zum 31. Dezember eines Jahres gekündigt werden. Die Kündigungsfrist beträgt 12 Monate. Ist ein Anleihegläubiger von einem sozialen Härtefall (z.B. Arbeitslosigkeit, Insolvenz, Todesfall) betroffen, kann er der Emittentin einen begründeten Kündigungswunsch übermitteln. Die Annahme der Kündigung vor Ablauf der Mindesthaltedauer, ohne Einhaltung der (vollen) Kündigungsfrist oder zu einem abweichenden Kündigungsendtermin liegt in freiem Ermessen der Emittentin. Im Falle von Kündigungen gelten die Rückzahlungsverpflichtungen der Emittentin unter bestimmten Umständen für die Dauer von bis zu 3 Jahren als gestundet, in welchem Fall die Verzinsung der ausstehenden Beträge gemäss diesen Anleihebedingungen und bis zur tatsächlichen vollständigen Rückzahlung weiter läuft.
E.4	**Beschreibung aller für die Emission / das Angebot wesentlichen, auch kollidierenden Beteiligungen**	Die Emittentin ist eine 100 %-ige Tochtergesellschaft der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, DE – Frankfurt am Main, in welche die Emissionserlöse gesamthaft mittels Zeichnung von Globalschuldverschreibungen der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH investiert werden. Ein Mitglied des Verwaltungsrates der Emittentin ist gleichzeitig in führender Position in der ThomasLloyd Holdings Ltd. und der ThomasLloyd Group Ltd. sowie in Tochtergesellschaften dieser Gesellschaften tätig. Diese sind teils über stille Beteiligungen, teils über Managementverträge an der Geschäftstätigkeit der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH interessiert oder beteiligt, woraus sich Interessenskonflikte und Abhängigkeiten ergeben können.
E.5	**Anbieter**	Die Anleihe wird von der Emittentin zum Verkauf angeboten, der Vertrieb erfolgt über ausgewählte prudentiell beaufsichtigte und regulierte Finanzintermediäre.
E.6	**Verwässerung**	Enfällt.
E.7	**Ausgaben zu Lasten von Anlegern**	Die Emissionserlöse werden zu 100 % im Wege der Zeichnung von Globalschuldverschreibungen der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH in diese investiert. Die Kosten der Emission einschliesslich etwaiger Steuern werden auf Basis eines Kostenübernahmevertrages vollumfänglich und ohne Belastung der Emissionserlöse von der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH übernommen.

II. Risikofaktoren

A. Allgemein

Dieser Prospekt stellt ein Angebot für eine Kapitalanlage in Form von auf den Inhaber lautenden Schuldverschreibungen mit fixer Verzinsung dar. Jede Kapitalanlage bei einem Unternehmen ist mit Risiken behaftet und unterliegt in ihrem Wert unter anderem betrieblichen und marktbedingten Schwankungen. Dies gilt auch für die hier von der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG angebotene Anleihe.

Investoren sind gehalten, den gesamten Prospekt zu lesen. Die in diesem Prospekt zur Verfügung gestellten Informationen, insbesondere die Informationen in diesem Abschnitt „Risikofaktoren", sollten von jedem potentiellen Investor vor Zeichnung der Anleihe beachtet und bedacht werden.

Mit der Zeichnung und dem Halten der gegenständlichen Anleihe sind verschiedene Risiken verbunden; jene Risiken, welche die Emittentin für relevant erachtet, sind in diesem Abschnitt näher beschrieben. Die Emittentin übernimmt ausdrücklich keine Gewähr für die Vollständigkeit der dargestellten Risiken. Es wird ausdrücklich darauf hingewiesen, dass im Einzelfall weitere individuelle Risiken entstehen können. Zudem können Risiken nicht nur einzeln, sondern auch kumulativ auftreten.

Die Darstellung der Risikofaktoren ersetzt nicht die gegebenenfalls notwendige Beratung durch fachlich geeignete Berater. Eine Anlageentscheidung sollte nicht allein aufgrund dieser Risikofaktoren getroffen werden, da die hierin enthaltenen Informationen eine auf die Bedürfnisse, Ziele, Erfahrungen und/oder Kenntnisse und Verhältnisse des Anlegers zugeschnittene Beratung und Aufklärung nicht ersetzen können. Es wird empfohlen, gegebenenfalls Beurteilungen von fachlich geeigneten Beratern einzuholen.

Der Eintritt einzelner oder das kumulative Zusammenwirken verschiedener Risiken kann erheblich nachteilige Auswirkungen auf die Vermögens-, Finanz-, und / oder Ertragslage der Emittentin oder der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH haben, mit der Folge, dass insbesondere die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH und in der Folge die Emittentin nicht oder nur eingeschränkt in der Lage ist, ihre Verpflichtungen aus emittierten Wertschriften wie der gegenständlichen Emission zu bedienen.

Im ungünstigsten Fall kann es zu einer Insolvenz der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH und in der Folge der Emittentin und damit zu einem Totalverlust der Anlage kommen.

B. Risiken bezogen auf die Emittentin

Special Purpose Vehicle

Bei der **Emittentin** handelt es sich um ein Special Purpose Vehicle, somit um eine Gesellschaft, die **ausschliesslich zum Zweck der Emission der gegenständlichen Anleihe** sowie **weiterer Finanzinstrumente gegründet** wurde. Die Emissionserlöse der gegenständlichen Anleihe sowie weiterer Finanzinstrumente werden gesamthaft über die Zeichnung von Globalschuldverschreibungen in die **Muttergesellschaft ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH** investiert. Die einzigen wesentlichen Vermögenswerte und Einnahmequellen der Emittentin sind (a) die von der Muttergesellschaft emittierten Globalschuldverschreibungen, in welche die Emissionserlöse investiert werden, (b) Patronatserklärungen der Muttergesellschaft in Bezug auf die von der Emittentin ausgegebenen Anleihen sowie (c) ein Kostenübernahmevertrag zwischen der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH und der Emittentin zugunsten der Emittentin.

Die Fähigkeit der Emittentin, ihren finanziellen Verpflichtungen gegenüber Anleihegläubigern nachzukommen, hängt somit massgeblich von der Fähigkeit der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, ihren Verpflichtungen gemäss Globalschuldverschreibungen, Patronatserklärungen und Kostenübernahmevertrag nachzukommen, ab.

Kreditrisiko

Unter Kreditrisiko wird das Risiko von Verlusten der Emittentin verstanden, welche entstehen können, wenn Drittparteien ihre Verpflichtungen gegenüber der Emittentin nicht erfüllen. Die Emittentin ist aufgrund ihrer Investition in von der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH emittierte Globalschuldverschreibungen einem Kreditrisiko ausgesetzt. Auf Basis der Globalschuldverschreibungen verfügt die Emittentin über einen Anspruch gegenüber der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH bezüglich Rückzahlung des Nominalwerts der Globalschuldverschreibungen, Zahlung von Zinsen gemäss Bedingungen der Globalschuldverschreibungen sowie allenfalls Zahlung sonstiger gemäss Bedingungen der Globalschuldverschreibungen geschuldeter Beträge. Sollte die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH ihre Verpflichtungen gemäss Globalschuldverschreibungen gegenüber der Emittentin nicht vollständig und zeitgerecht erfüllen, verfügt die Emittentin nicht über ausreichend finanzielle Mittel zur Erfüllung eigener Verpflichtungen gegenüber den Anleihegläubigern gemäss den Bedingungen dieser Anleihenemission.

Liquiditätsrisiko

Unter Liquiditätsrisiko versteht man das Risiko, dass kurzfristige liquide Mittel zur Erfüllung von Verbindlichkeiten der Emittentin fehlen, somit das Risiko eines Ungleichgewichts zwischen Vermögenswerten und Verbindlichkeiten der Emittentin. Wie auch im Falle des Kreditrisikos ist das Liquiditätsrisiko der Emittentin hauptsächlich von der Fähigkeit der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, Verpflichtungen gemäss der von ihr emittierten Globalschuldverschreibungen gegenüber der Emittentin vollständig und zeitgerecht erfüllen zu können, abhängig. Ebenso ist es wesentlich, dass die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH ihre Verpflichtungen gemäss Patronatserklärungen und Kostenübernahmevertrag gegenüber der Emittentin erfüllt. Kommt die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH ihren Verpflichtungen gegenüber der Emittentin nicht vollständig und zeitgerecht nach, so verfügt die Emittentin nicht über ausreichend liquide Mittel zur Erfüllung eigener Verpflichtungen gegenüber den Anleihegläubigern gemäss den Bedingungen dieser Anleihenemission.

Interessenskonflikte

Die Emittentin ist eine 100%-ige Tochtergesellschaft der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH. Die Emittentin kann nicht ausschliessen, dass es in der Zukunft zu Änderungen in der Strategie kommen kann oder dass die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH (oder andere Parteien gegenüber der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH) Schritte setzen (Fusionen, Transaktionen, Akquisitionen, Gewinnausschüttungen, Verkauf von Vermögenswerten etc.), die im Interesse der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH (oder einer anderen Drittpartei) sind, nicht aber im Interesse der Emittentin. Solche Änderungen können massgeblichen Einfluss auf die finanzielle Situation der Emittentin im Verhältnis zu den Anleihegläubigern haben.

Ein Mitglied des Verwaltungsrates (betroffene Person) der Emittentin hat auch Funktionen in Gesellschaften, die mit der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH verbunden sind und fungiert insbesondere als Geschäftsführer bei weiteren Tochtergesellschaften der ThomasLloyd Holdings Ltd. und der ThomasLloyd Group Ltd. Wenn betroffene Personen namens der Emittentin handeln so kann ihr Verhalten und Entscheidungsprozess in Bezug auf die Interessen der Emittentin von einem Interessenskonflikt beeinflusst sein. In solchen Situationen, wenn verschiedene, oftmals entgegengesetzte Interessen zu berücksichtigen sind, kann nicht generell ausgeschlossen werden, dass betroffene Personen Entscheidungen treffen, die sie nicht treffen würden, wenn die vorab geschilderten Verflechtungen nicht gegeben wären. Es kann nicht ausgeschlossen werden, dass solche Entscheidungen negative Auswirkungen auf die Geschäftsergebnisse und die finanzielle Position der Emittentin und ihre Fähigkeit, ihre Verpflichtungen gemäss diesem Anleiheprospekt zu erfüllen, haben kann.

Insolvenzrisiko

Gemäss Art 7 der Konkursordnung des Fürstentums Liechtenstein („Konkursordnung“) ist ein Schuldner als insolvent anzusehen, wenn er eine Mehrheit von Gläubigern hat und zahlungsunfähig oder überschuldet ist. Zahlungsunfähigkeit ist insbesondere dann anzunehmen, wenn ein Schuldner seine Zahlungen einstellt, fällige Verbindlichkeiten in absehbarer Frist mangels bereiter Zahlungsmittel nicht zu begleichen vermag und auch nicht in der Lage ist, sich die dafür erforderlichen Mittel alsbald zu beschaffen. Ein Schuldner ist dann überschuldet, wenn ein zu Liquidationswerten erstellter Überschuldungsstatus negativ ist und eine Fortbestehensprognose negativ ausfällt.

Die Konkursordnung sieht vor Konkurseröffnung über Antrag eines Gläubigers die Einvernahme des Schuldners vor, so dass ungerechtfertigte Insolvenzanträge grundsätzlich nicht zur Eröffnung eines Konkursverfahrens führen sollten. Dennoch kann nicht ausgeschlossen werden, dass allenfalls zu Unrecht Konkursanträge eingebracht werden. Ein Beschluss des Gerichtes, mit welchem ein Konkursverfahren eröffnet wird, wird durch Edikt öffentlich bekannt gemacht. Ab dem auf die Veröffentlichung des Konkursediktes folgenden Tag wird dem Schuldner die freie Verfügung über sein Vermögen entzogen und übernimmt ein gerichtlich bestellter Masseverwalter die Abwicklung, allenfalls die (vorübergehende) Fortführung der Geschäfte des Schuldners.

Somit kann nicht ausgeschlossen dass, sollten ungerechtfertigte Konkursanträge gegen die Emittentin eingebracht werden und wider Erwarten erfolgreich sein, der Emittentin die Verfügung über ihre Vermögenswerte (vorübergehend oder dauerhaft) entzogen wird und weitere Einschränkungen in Bezug auf die Verwendung der Vermögenswerte greifen, was negative Auswirkungen auf die finanzielle Situation und Geschäftstätigkeit der Emittentin und somit auf ihre Fähigkeit, ihren Verpflichtungen gemäss dieser Anleihe nachzukommen, haben kann.

Im Falle der Eröffnung eines Insolvenzverfahrens über die Emittentin hat der Anleger seine Ansprüche gegenüber dem Insolvenzverwalter als Insolvenzgläubiger geltend zu machen. Zahlungen an den Anleger aus der Insolvenzmasse erfolgen erst dann, wenn alle ihm vorgehenden Ansprüche vollständig erfüllt wurden. Die Höhe der tatsächlichen Zahlungen ist damit abhängig von der Höhe der Insolvenzmasse. Reicht die Insolvenzmasse nicht aus, um auf Forderungen von Anleihegläubigern im Insolvenzverfahren Zahlungen zu leisten, kann dies für den Anleger den Totalverlust des veranlagten Vermögens zur Folge haben.

Werden die Anleihen im Rahmen der Ausübung der in diesem Prospekt vorgesehenen Wandlungsoption der Anleiheschuldnerin in Aktien umgetauscht so wandelt sich die Gläubigerforderung des Anlegers in eine Eigenkapitalbeteiligung an der Anleiheschuldnerin. Eigenkapitalforderungen von Aktionären sind in Insolvenzverfahren nachrangig gegenüber Gläubigerforderungen.

C. Risiken im Zusammenhang mit der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH und deren Geschäftstätigkeit

Die Emissionserlöse der gegenständlichen Anleihe sowie allfälliger weiterer von der Emittentin ausgegebener Finanzinstrumente werden von der Emittentin fortlaufend gesamthaft über die Zeichnung von Globalschuldverschreibungen in die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH investiert.

Somit sind die nachfolgend angeführten wesentlichen Risiken bezüglich der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH mittelbar auch für die Emittentin von Relevanz.

Risiken bezüglich der Auswahl von Investmentprojekten

Die Bedingungen der Globalschuldverschreibungen enthalten keine Vorgaben, in welche Projekte die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH die von der Emittentin im Wege der Zeichnung von Globalschuldverschreibungen erhaltenen Gelder zu investieren hat. Per Datum dieses Prospektes steht noch nicht fest, in welche spezifischen Projekte die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH von der Emittentin erhaltene Gelder investieren wird. Die Bestimmung und Festlegung derartiger zukünftiger Investitionsprojekte ist per Datum dieses Prospektes nicht möglich. Die Erträge, finanzielle Position und Fähigkeit der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, ihre Verbindlichkeiten zu erfüllen, hängt davon ab, ob die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH in der Lage ist, ausreichend Investitionsmöglichkeiten zu erkennen und die damit verbundenen Ertragschancen und Risiken korrekt zu beurteilen. Es besteht keine Gewissheit, dass die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH zukünftig über entsprechende Kompetenzen verfügt. Es kann weiters nicht ausgeschlossen werden, dass die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH in besonderen Fällen im Einklang mit ihren generell definierten Investitionszielen und -strategien Finanzmittel in Projekte investiert, welche ein Anleihegläubiger aufgrund seiner eigenen Einschätzung nicht für angemessen oder akzeptabel halten würde.

Risiko fehlender Investitionsprojekte

Da die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH und Beteiligungsgesellschaften, in welche die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH ihrerseits investiert, gewisse Anforderungen an die zu investierenden Projekte stellen, ist nicht auszuschließen, dass zum nächstmöglichen Zeitpunkt einer Investition nicht genügend geeignete Projekte vorhanden sind, in die Investitionen möglich sind oder für zielführend erachtet werden. Für diesen Fall und aufgrund dadurch fehlender Erlöse aus Investitionen besteht das Risiko, dass die kalkulierten Ergebnisse nicht erwirtschaftet werden können. Dies könnte sich wiederum mittelbar negativ auf die Ergebnisse und die finanzielle Situation der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH und somit auf ihre Fähigkeit, ihre Verbindlichkeiten zu bedienen, auswirken.

Risiko zusätzlicher und erhöhter Kosten eines Investmentprojekts

Generell sind die Investmentaktivitäten der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH mit dem Risiko verbunden, dass die mit einem konkreten Investmentprojekt verbundenen Kosten gemäss Investmentplan und -budget (z.B. Produktionskosten, Kosten von Anlagen) als Konsequenz unerwarteter Änderungen oder unvollständiger oder unrichtiger Informationen, welche die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH als Grundlage ihrer Investmententscheidung verwendete, überschritten werden. Nimmt die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH an Bieterverfahren bezüglich eines Investments teil, besteht das Risiko, dass, sollte die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH mit ihrem Gebot nicht erfolgreich sein, die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH oder jener Geschäftsbereich, der das Investmentprojekt abwickelt (Target Business), zusätzlich zu den eigenen Kosten auch Kosten von Drittparteien im Zusammenhang mit dem Bieterverfahren zu tragen hat. Solche erhöhten oder zusätzlichen Kosten können negative Auswirkungen auf die Geschäftsergebnisse, finanzielle Situation und gegebenenfalls die Fähigkeit der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, ihren eigenen Verbindlichkeiten nachzukommen, haben.

Vertragserfüllungsrisiko

Das wirtschaftliche Ergebnis von Investmentprojekten der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH ist unter anderem davon abhängig, dass die jeweils involvierten Vertragspartner ihre Verpflichtungen aus den mit ihnen eingegangenen Verträgen einhalten. Vertragsverletzungen der Vertragspartner, ebenso auch deren Insolvenz, können zur Kündigung von Verträgen führen, was weiter zur Folge haben kann, dass Investmentprojekte nicht oder nur zu erhöhten Kosten oder mit Verlusten fertig gestellt bzw. abgewickelt werden können. Dies kann negative Auswirkungen auf die wirtschaftlichen Ergebnisse und die finanzielle Situation der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH haben und sich negativ auf deren Fähigkeit, ihren Verbindlichkeiten nachzukommen, auswirken.

Finanzierungsrisiken

Projekte und Unternehmen im Bereich Infrastruktur sind oft in hohem Umfang fremdfinanziert und aus diesem Grund für nachteilige Zinsänderungen, eine rückläufige Konjunktur, Änderungen des Kapitalmarktes und einen höheren Kapitaldienst anfälliger als Projekte und Unternehmen, die nicht oder nur in geringem Ausmaß mit Fremdkapital finanziert sind. Dies kann dazu führen, dass die von der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH gehaltenen Beteiligungen oder Investmentprojekte, an denen sie sich beteiligt, nicht fertig gestellt werden können oder nicht mehr in der Lage sind, den zukünftigen Betrieb und Kapitalbedarf zu finanzieren. Als Folge kann es wiederum zu restriktiven finanziellen und betrieblichen Auflagen der finanzierenden Banken kommen, wie z.B. die Forderung, (vorübergehend) keine Ausschüttungen oder Dividendenzahlungen mehr zu tätigen. Veränderungen der Zinssätze wirken sich darüber hinaus unter Umständen auch auf den jeweiligen Diskontierungssatz aus, der zur Bewertung der Projekte und Unternehmen heranzuziehen ist. Deshalb kann diese Bewertung Schwankungen ausgesetzt sein. Dies kann sich negativ auf die Preise auswirken, die sich bei einer Veräußerung von Beteiligungen erzielen lassen. Weiterhin orientieren sich die Regulierungsbehörden bei Projekten und Unternehmen, die der staatlichen Aufsicht unterliegen, bei der Ermittlung der von ihnen genehmigten Preise häufig an den jeweiligen Marktzinssätzen. Dies kann zu geringeren Umsätzen führen als der jeweiligen Prognose zugrunde gelegt wurde. Dies könnte sich wiederum negativ auf die angestrebten Erträge der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH auswirken, indem geringere Ergebnisse erwirtschaftet würden.

Risiko der Fremdkapitalverfügbarkeit

Um eine optimierte Kapitalstruktur zu erreichen, kommt es beim Erwerb beziehungsweise der Refinanzierung von Projekten und Unternehmen im Bereich Infrastruktur neben der Verfügbarkeit von Eigenkapital vor allem darauf an, dass in ausreichendem Umfang und zu angemessenen Konditionen Fremdkapital am Markt aufgenommen werden kann. Engpässe bei der Verfügbarkeit von Fremdkapital können dazu führen, dass Investitionen nicht im geplanten Umfang oder nur mit erhöhten Kosten der Fremdfinanzierung getätigt werden können. Dies kann sich negativ auf die Ergebnisse und die finanzielle Position der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH und deren Fähigkeit, ihren Verbindlichkeiten nachzukommen, auswirken.

Wettbewerbsrisiko

Wettbewerb im Bereich Infrastruktur (z.B. aufgrund neuer Produkte, Preispolitik oder anderer Strategien) kann zur Verringerung des Anteils der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH am relevanten Markt sowie zu geringeren durchschnittlichen Investitionserträgen führen. Beides kann zur Verschlechterung des Geschäftsergebnisses sowie der finanziellen Position der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH führen und auf lange Sicht die Fähigkeit der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, ihren Verbindlichkeiten nachzukommen, beeinflussen.

Seit Mitte 2014 ist auf dem Markt für erneuerbare Energien in den Philippinen ein rapider Anstieg von Projekten im Planungs- und Entwicklungsstadium festzustellen. Neben steigenden Investments grosser lokaler Unternehmensgruppen ist ebenfalls eine Zunahme internationaler Teilnehmer am Markt feststellbar. Dies ist als Reaktion auf eine Bekanntmachung der Regierung, wonach die bisherige Politik in Bezug auf Einspeisungsvergütungen ausgeweitet werden soll, zu sehen. Das ursprüngliche Limit von 50 MW wurde angehoben und nunmehr werden für bis zu 500 MW Solarenergie Einspeisungsvergütungen bezahlt, sofern die Fertigstellung der entsprechenden Anlage bis März 2016 erfolgte.

Per 31. Dezember 2017 hat das Philippinische Department of Energy Solarenergieprojekte mit einer Gesamtleistung von fast 6.883 MW genehmigt. Zum Zeitpunkt der Erstellung dieses Prospektes sind davon über 905 MW fertig gestellt.[2]

Aufgrund längerer Vorlaufzeiten und technischer Aspekte ist Biomasse bei Investoren in den Philippinen nicht so populär wie Solarenergie. Per 31. Dezember 2017 hat das Department of Energy Projekte mit einer Gesamtleistung von 753 MW genehmigt. Zum Zeitpunkt der Erstellung dieses Prospektes waren davon 407 MW fertig gestellt.[3] (Direkt oder indirekt gehaltene) Projekte der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, welche sich unter diesen gelisteten Projekten befinden, sind die einzigen, welche Zuckerrohrabfälle als hauptsächlichen Rohstoff verwenden. Der Biomasse-Markt ist nach wie vor unterentwickelt, obwohl Investments in diesem Bereich potentiell lukrativer sind. Die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH ist als „first mover“ in diesem Markt sowie aufgrund der Verwendung o.g. spezieller Brennstoffe überzeugt von ihrer starken Position in diesem Markt.

[2] Philippine Department of Energy, Award Solar Projects as of 31 December 2017
https://www.doe.gov.ph/sites/default/files/pdf/renewable_energy/awarded_solar_2017-12-31-updated-11162018.pdf
[3] Philippine Department of Energy, Awarded biomass projects as of 31 December 2017
https://www.doe.gov.ph/sites/default/files/pdf/renewable_energy/awarded_biomass_2017-12-31.pdf

Beherrschung von Beteiligungen

Die Emittentin kann nicht ausschliessen, dass die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH versuchen wird, Kontrolle oder kontrollierenden Einfluss auf das Management und die strategische Ausrichtung des Zielobjekts (z.B. jenes Unternehmen, über welches die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH an Investmentprojekten beteiligt ist) zu erlangen. Die Ausübung der Kontrolle über ein Unternehmen ist mit weiteren Risiken wie Haftungsrisiken für Umweltschäden, Produktfehler, Überwachungsfehler etc. verbunden. Es kann nicht ausgeschlossen werden, dass derartige Haftungen zu einem Haftungsdurchgriff auf den Investor und somit zu einer Haftung auch der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH führen. Die Ausübung von Kontrolle kann weiters bedingen, dass die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH in Leitungsorganen oder anderen Entscheidungsgremien der erworbenen Beteiligungen vertreten ist. Derartige Positionen mögen zwar für die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH wichtig sein, können jedoch weitere Haftungsrisiken verbunden mit der Verpflichtung, die jeweilige Führungsfunktion sorgfältig auszuüben, mit sich bringen. Es handelt sich dabei um mögliche Haftungen, die die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH in ihrer Funktion als reiner Investor nicht treffen würden. Tritt eine solche Situation ein, so werden jene Personen, welche die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH in den entsprechenden Gremien der Beteiligung vertreten, die Übernahme oder Erstattung von Forderungen, mit denen diese Personen aufgrund ihrer Funktion konfrontiert sind, verlangen. All diese Risiken können zu zusätzlichen Verpflichtungen, Kosten oder Verlusten und zu einer Verschlechterung der Geschäftsergebnisse, der finanziellen Position und gegebenenfalls der Fähigkeiten der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, ihre Verbindlichkeiten zu erfüllen, führen.

Rechtliche und politische Risiken

Die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH investiert in Infrastrukturprojekte in Asien und Australasien. Sie ist somit im jeweiligen Staat, in welchem sie aufgrund ihrer Investments tätig ist, politischen und rechtlichen Risiken ausgesetzt. Als politisches Risiko wird insbesondere das Risiko der Unsicherheit in Bezug auf die zukünftige politische Ausrichtung eines bestimmten Staates, dessen Involvierung in supranationale Systeme, die Unterzeichnung und Umsetzung von internationalen Verträgen sowie das Risiko des Scheiterns einer Regierung und die Störung der generellen sozialen Ordnung und Stabilität eines solchen Staates (z.B. Konflikte mit Gewerkschaften, Interessenvertretungen und öffentlichen oder privaten Organisationen, die potenziell zu Streiks, Blockaden oder anderen Aktionen führen können, welche wiederum die planmässige Fertigstellung, den Betrieb oder die Abwicklung von Investmentprojekten gefährden können) verstanden. Rechtliche Risiken sind Risiken einer möglichen Änderung der relevanten Rechtsnormen eines Staates, was wiederum Auswirkungen auf die Investmentprojekte, an welchen die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH beteiligt ist, haben kann. Solche Risiken können zur Verlängerung bzw. zu Verzögerungen in der Projektabwicklung, zum Abbruch eines Projektes oder zu zusätzlichen Kosten oder Verlusten in Bezug auf ein Investmentprojekt führen. Durch die teils erheblichen öffentlichen Interessen, die an den Dienstleistungen, Projekten und Unternehmen im Bereich Infrastruktur bestehen, ist nicht auszuschließen, dass die Einstellung öffentlicher Institutionen, die als Konzessions-, Lizenz- oder Leasinggeber agieren, von politischen Motiven beeinflusst wird. Derartige politische Interessen decken sich nicht notwendigerweise mit jenen der gehaltenen Beteiligungen und können so zur Verlängerung bzw. zu Verzögerungen in der Projektabwicklung, zum Abbruch eines Projektes oder zu zusätzlichen Kosten oder Verlusten in Bezug auf ein Investmentprojekt führen.

Zum Zeitpunkt der Erstellung dieses Projektes befinden sich nahezu 100 % der Investmentprojekte der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH auf den Philippinen. Die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH ist somit politischen Risiken, die in diesem Land bestehen, ausgesetzt. Dessen ungeachtet liegt der Fokus der Investmenttätigkeit der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH in Asien und Australasien. Demzufolge kann sich die geographische Verteilung der Investments der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH und damit das mit dem Engagement in einem spezifischen Land verbundene Risiko deutlich ändern.

Als politische Risiken in den Philippinen sind insbesondere die weitreichende Korruption, schlechte Durchsetzbarkeit von rechtlichen Ansprüchen, inkonsistente Anwendung rechtlicher Bestimmungen einschliesslich Bestimmungen über öffentliche Auftragsvergabe, Steuern und Landnutzung, zu nennen. Die Gerichte bearbeiten Rechtsstreitigkeiten nur sehr langsam, das Vertrauen der Bevölkerung in die Gerichte ist gering. Die öffentliche Verwaltung verfügt über limitierte Kapazitäten und unzureichende Ressourcen, um ihren Aufgaben nachzukommen. Sowohl im Rahmen der öffentlichen Finanzverwaltung als auch der öffentlichen Auftragsvergabe besteht ein hohes Risiko, dass relevante Rechtsnormen bezüglich der Verwaltung anvertrauter Vermögenswerte verletzt werden, das durch unzureichende rechtliche Rahmenbedingungen, ineffiziente Umsetzung der Budgetpolitik sowie dem generellen Mangel an Vertrauen in die Budgetpolitik, schlechte Strategien bezüglich der Allokation von Ressourcen sowie Unzulänglichkeiten bei internen Kontrollmechanismen, Buchhaltung und Reporting noch verschärft wird.

Kapitalverkehrskontrollen

Soweit die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH in Ländern investiert, in denen Kapitalverkehrskontrollen bestehen oder eingeführt werden, kann nicht ausgeschlossen werden, dass aufgrund des Bestehens oder der Einführung von Kapitalverkehrskontrollen eine Rückführung von Investitionen oder eine Ausschüttung von Erträgen aus Investmentprojekten an die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH nach Deutschland nicht möglich ist. Dies kann zu einer deutlichen

Verschlechterung der finanziellen Position der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH führen und kann die Fähigkeit der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, ihre Verbindlichkeiten zu erfüllen, negativ beeinflussen.

Risiko von Restriktionen und Diskrimination gegenüber ausländischen Investoren

In den Philippinen unterliegen Aktivitäten ausländischer Unternehmen gewissen Restriktionen. Gemäss dem Recht der Philippinen muss die Mehrheit eines Unternehmens, welches in einem staatlich definierten Schlüsselsektor tätig ist, z.B. dem Energiesektor, von einer lokalen Gesellschaft (bzw. lokalen Gesellschaften) gehalten werden. Ausländische Unternehmen dürfen im Energiesektor nicht mehr als 40 % der Stimmrechte halten und es ist ihnen nicht erlaubt negative Kontrollrechte auszuüben. Die Vertretung eines ausländischen Investors im Verwaltungsrat oder in der Geschäftsführung eines philippinischen Unternehmens muss mit dem Ausmass der Beteiligung des Investors korrespondieren. Typischerweise wenden Schwellenländer Restriktionen und diverse Massnahmen mit dem Ziel an, die Kontrolle ausländischer Investoren über strategische Bereiche und wesentliche Produktionsmittel zu verhindern oder um lokale Unternehmen zu schützen. Die Umsetzung oder Verschärfung derartiger Restriktionen und protektionistischer Massnahmen in den Philippinen kann für die Zukunft nicht ausgeschlossen werden. Derartige Änderungen können die finanzielle Position der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH sowie deren Fähigkeit, ihren Verbindlichkeiten nachzukommen, signifikant und nachteilig beeinflussen.

Währung

Die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH ist aufgrund der internationalen Ausrichtung ihrer Investitionspolitik einem Währungsrisiko ausgesetzt, sofern Zahlungsströme in Fremdwährungen erfolgen. Ein positiver Ertrag, der in einer Fremdwährung verbucht wird, kann durch Währungs-Kursverluste verringert werden oder sogar in einen Verlust übergehen. Per Datum der Erstellung dieses Prospektes ist das Investmentportfolio der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH wie folgt nach Einzelwährungen untergliedert:

US Dollar (USD) ca. 40 %

Philippine Peso (PHP) ca. 60 %

Im Verlauf der Zeit kann sich das Engagement der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH auch in Bezug auf einzelne Währungen rasch und substantiell ändern, dies primär durch neue Investments oder durch die Restrukturierung bestehender Investments sowie durch Desinvestitionen.

Subvention anderer Technologien

Es kann nicht ausgeschlossen werden, dass durch staatliche oder andere Organisationen andere Technologien als die von der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH favorisierten gefördert werden. In diesen Fällen kann der Betrieb von Infrastrukturanlagen und -projekten unwirtschaftlich werden, was nachteilige Auswirkungen auf die Geschäftsergebnisse einer Beteiligungsgesellschaft der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH und somit indirekt auf die Ergebnisse der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH haben kann.

Dokumentationsrisiken

Ein Großteil der Investitionen der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH erfolgt in Projekte und Unternehmen, deren Tätigkeit zu wesentlichen Teilen der öffentlich-rechtlichen Aufsicht unterliegt. Derartige Tätigkeiten sind häufig abhängig von Konzessionen sowie von Verträgen mit öffentlichen Verwaltungsbehörden oder öffentlichen Rechtsträgern, welche im Allgemeinen sehr komplex sind und zu Streitigkeiten über die Auslegung und Durchsetzbarkeit führen können. Die Verletzung derartiger Verträge oder Konzessionen kann zu Geldstrafen oder sogar zum Verlust der Betriebserlaubnis für die betroffene Infrastrukturanlage führen. Wenn der Betrieb einer Infrastrukturanlage eines Konzessionsvertrags mit der öffentlichen Hand bedarf, kann es durch diesen Konzessionsvertrag dazu kommen, dass der Betrieb der Anlage Restriktionen unterworfen wird, was die Möglichkeiten der Anlage, den Betrieb so zu gestalten, dass höchstmöglicher Profit generiert wird, verhindern oder einschränken kann. Konzessionsverträge können auch Klauseln enthalten, welche Verwaltungsbehörden bzw. öffentliche Rechtsträger stärker begünstigen als dies zwischen privaten Parteien in normalen Wirtschaftsverträgen üblich wäre. Beispielsweise kann der Konzessionsvertrag die Behörde bzw. die öffentlich-rechtliche Vertragspartei berechtigen, den Konzessionsvertrag unter bestimmten Bedingungen zu kündigen (z.B. bei geringfügigen Verletzungen von Investitions- oder Instandhaltungspflichten), ohne dass eine angemessene Ausgleichszahlung zu leisten wäre. Darüber hinaus kann es sein, dass Verwaltungsbehörden bzw. öffentlichen Rechtsträgern das Recht eingeräumt werden muss, in eigenem Ermessen Betriebsbestimmungen zu ändern. Weiters kann das jeweilige Land Gesetze, Bestimmungen oder Erlasse verabschieden, die den Betrieb einer Anlage beeinflussen können. Dies kann unabhängig von vertraglichen Rechten, welche Behörden oder öffentlichen Rechtsträgern eingeräumt werden müssen, der Fall sein. Öffentliche und staatliche Behörden und Rechtsträger haben einen relativ großen Spielraum bei der Einführung von Bestimmungen und Verordnungen, die Infrastrukturinvestitionen substantiell beeinflussen können. Derartige Entscheidungen und Massnahmen können von politischen Interessen beeinflusst sein und zu Entscheidungen führen, welche die betroffenen Unternehmen und ihren Betrieb negativ beeinflussen. Es kann weiters nicht ausgeschlossen werden, dass Bereiche, die zum Datum der Prospekterstellung und -billigung noch nicht der öffentlich-rechtlichen Aufsicht unterliegen, in Zukunft

reguliert werden. Es besteht auch das Risiko, dass Behörden in jenen Ländern, in welchen die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH investiert ist, Regelungen einführen oder ändern, die zulässige Gebühren, Preise oder andere wirtschaftlichen Parameter in Bezug auf den Betrieb von Infrastrukturanlagen regulieren. Dies könnte sich wiederum negativ auf die Geschäftsergebnisse, die finanzielle Position sowie die Fähigkeit der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, ihren Verbindlichkeiten nachzukommen, auswirken.

Angaben und Aussagen Dritter

Bei der Evaluierung von Investitionsmöglichkeiten werden von der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH externe Berater wie Finanz-, Rechts- und Steuer- sowie technische Berater und Umweltexperten hinzugezogen. Die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH stützt ihre Entscheidungsprozesse oftmals auf Schätzungen, Gutachten und anderweitige Berichte solcher Berater ohne selbst in jedem Fall in der Lage zu sein, eigenständig zu beurteilen, ob ein solcher Bericht vollständig und korrekt ist. Es ist weiters zu berücksichtigen, dass in Schlussfolgerungen externer Berater oftmals teils subjektive Einschätzungen einfliessen. Insgesamt ist die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH nicht in der Lage auszuschliessen, dass derartige Berichte, auf welche die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH bei Ausübung ihrer Tätigkeiten vertraut, allenfalls Irrtümer oder andere Mängel enthalten.

Investitionen in Greenfield-Projekte

Soweit in Projekte investiert wird, die in der Entwicklungs- und/oder Konstruktionsphase sind (sog. „Greenfield-Projekte“), trägt der Investor das Risiko, dass das Projekt nicht innerhalb des geplanten Budgets, innerhalb des vereinbarten Zeitplans oder gemäß den vereinbarten Spezifikationen fertig gestellt wird. Deshalb ist die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH indirekt dem Risiko zusätzlicher Kosten oder Verluste ausgesetzt, die aus der Anpassung von Zeitplan oder Budget resultieren können. Greenfield-Projekte werden üblicherweise auf Basis bestimmter Annahmen im Hinblick auf potenzielle Nachfrage, Marktumfeld, Profitabilität etc. erworben. Im Hinblick auf die lange Vorlaufphase zwischen Beginn des Projekts und seiner Fertigstellung kann ein ursprünglich als wirtschaftlich interessant eingestuftes Projekt als Ergebnis von Veränderungen im Markt wie z.B. beim Anlegerverhalten, den Finanzmärkten oder bei der Nachfrage nach der Dienstleistung eine wirtschaftlich unattraktive Investition werden. Diese Risiken können sich negativ auf die Geschäftsergebnisse sowie die finanzielle Position der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH sowie auf deren Fähigkeit, Verbindlichkeiten zu bedienen, auswirken.

Risiko des Verlusts von Schlüsselpersonen

Durch den Verlust von Kompetenzträgern der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH oder der von dieser gehaltenen Beteiligungen besteht das Risiko, dass Fachwissen nicht mehr zur Verfügung steht und somit ein qualifiziertes Investitions- und Risikomanagement bei den Beteiligungsunternehmen oder bei der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH nicht mehr in vollem Umfang gewährleistet ist.

Risiko der geringen Diversifikation

Es kann nicht ausgeschlossen werden, dass die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH nur eine begrenzte Anzahl von Beteiligungen unmittelbar/mittelbar erwirbt bzw. sich nur an einer begrenzten Anzahl von Investmentprojekten beteiligt. Schlechte Ergebnisse von wenigen Investitionen könnten die Erträge sowie die finanzielle Position der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH stärker beeinträchtigen, als dies bei einem umfassenderen Portfolio von Projekten und Beteiligungsgesellschaften mit höherer Diversifikation der Fall wäre.

Risiko der Preisentwicklung bei Rohstoffen

Für das Betreiben von Infrastrukturanlagen, insbesondere Energieerzeugungsanlagen, sind Verträge über die Lieferung der hierfür erforderlichen Ausgangsstoffe nötig. Es kann vorkommen, dass Lieferanten vertragsbrüchig werden oder dass einer Anlage aus einem anderen Grund nicht genug Ausgangsstoffe zugeführt werden können. Dies kann in bestimmten Fällen zu einer Verringerung der Produktion (Strom und Wärme) führen, was sich wiederum negativ auf die Ergebnisse der Investitionsgesellschaft und somit indirekt auf die Ergebnisse und die finanzielle Position der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH auswirken kann. Darüber hinaus bestehen regelmässig keine langfristigen Verträge in Bezug auf die Lieferung von Brennstoffen (mit Garantie von Liefermenge, Qualität und Preis). Weiters besteht keine Gewissheit, dass die Steigerungsraten von Einkaufspreisen von Rohstoffen durch entsprechende Steigerungen der Verkaufspreise kompensiert werden können. Dies könnte sich wiederum negativ auf die Geschäftsergebnisse sowie die finanzielle Position der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH auswirken und deren Fähigkeit, ihren Verbindlichkeiten nachzukommen, beeinflussen.

Risiko von Änderungen regulatorischer Anforderungen

Es besteht das Risiko, dass die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH aufgrund zukünftiger Änderungen oder Beschränkungen im Bereich der aufsichtsrechtlichen Regulierung von Finanzdienstleistungen nicht in der Lage ist, ihre Anlagepolitik umzusetzen oder gezwungen wäre, ihre Anlagepolitik zu ändern und/oder weitere Erfordernisse zu erfüllen. Eine Ände-

rung der Anlagepolitik und/oder die Erfüllung weiterer Erfordernisse können sich negativ auf die Geschäftsergebnisse, die finanzielle Position und schliesslich die Fähigkeit der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, ihren Verbindlichkeiten nachzukommen, auswirken.

Risiko der Insolvenz von Vertragspartnern

Die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH beabsichtigt, über Beteiligungsgesellschaften Verträge (insbesondere Verträge zur Errichtung von Infrastrukturanlagen) auch mit kleineren oder mittelständischen Unternehmen zu schliessen. Sollte einer oder sollten mehrere wesentliche Vertragspartner insolvent werden, besteht das Risiko, dass bestimmte Leistungen nicht erbracht werden und neue Verträge mit anderen Anbietern abgeschlossen werden müssen. Der Abschluss neuer Verträge sowie die damit verbundenen zeitlichen Verzögerungen würden weitere Aufwendungen verursachen. Weiters besteht das Risiko, dass die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH bei Abschluss neuer Verträge möglicherweise gezwungen sein kann, höhere Preise und Vergütungen an die neuen Vertragspartner zu zahlen. Dies könnte sich wiederum negativ auf die Geschäftsergebnisse sowie die finanzielle Position der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH auswirken und deren Fähigkeit, ihren Verbindlichkeiten nachzukommen, beeinflussen.

Kundenrisiko

Beteiligungsgesellschaften, in welche die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH investiert und welche Infrastrukturanlagen betreiben, haben unter Umständen eine eingeschränkte Anzahl von Kunden. Sollten diese Kunden oder Vertragsparteien keine weiteren Leistungen der Infrastrukturanlage benötigen oder ihre vertraglichen Verpflichtungen nicht erfüllen, so kann die Beteiligungsgesellschaft bedeutende Einkünfte verlieren und unter Umständen nicht ersetzen. Dies hat nicht nur negative Auswirkungen auf die Profitabilität der Beteiligungsgesellschaft, sondern kann sich auch nachteilig auf die Geschäftsergebnisse sowie die finanzielle Position der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH auswirken und deren Fähigkeit, ihren Verbindlichkeiten nachzukommen, beeinflussen.

Konstruktions- und Betriebsrisiken

Die langfristige Profitabilität von Infrastrukturanlagen, in welche die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH (direkt und indirekt) investiert, hängt von der Effizienz ihres Designs, ihrer Bauart, ihrem Betrieb und ihrer Erhaltung ab. Bau und Betrieb von Infrastrukturanlagen ist regelmässig an Drittvertragspartner ausgelagert. Mögliche Design- oder Baumängel und / oder ineffizienter Betrieb und mangelhafte Unterhaltung von Anlagen durch solche Drittvertragsparteien und / oder die Überschreitung allfälliger Haftungslimiten von Subunternehmern kann die Profitabilität von Infrastrukturanlagen beeinträchtigen. Sofern diese Risiken schlagend werden, kann dies einen massgeblich nachteiligen Effekt auf Wert und Profitabilität der Anlage haben. Während der Lebensdauer einer Infrastrukturanlage kann der Austausch oder eine umfassende Renovierung bzw. Wartung von Komponenten oder von Gebäuden oder Gebäudeteilen erforderlich werden. Kostenfolgen, die nicht an Subunternehmer weitergegeben werden können, sind in solchen Fällen von der Beteiligungsgesellschaft zu tragen. Als Betriebsrisiko ist weiters die mögliche Beendigung von Projektverträgen zu sehen. Verträge in Bezug auf Infrastrukturprojekte, einschliesslich Energiebezugsverträge, Leasing- und Pachtverträge sowie Finanzierungsverträge sehen in der Regel Kündigungsrechte der Vertragsparteien vor. Die Beendigung derartiger Verträge kann den Betrieb und die Profitabilität einer Infrastrukturanlage sowie der an dieser beteiligten Beteiligungsgesellschaft massgeblich beeinträchtigen. Dies kann sich auch (indirekt) nachteilig auf die Geschäftsergebnisse sowie die finanzielle Position der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH auswirken und deren Fähigkeit, ihren Verbindlichkeiten nachzukommen, beeinflussen.

Umweltrisiken

Infrastrukturanlagen unterliegen oftmals einer Vielzahl von Gesetzen, Verordnungen, Regelungen und anderen Normen bezüglich des Schutzes der Umwelt. Solche Normen können verlangen, dass im Falle von Investments allfällig bereits bestehende Umweltverschmutzungen, einschliesslich Kontamination von Boden und Grundwasser durch Brennstoffe, gefährliche Materialien oder andere Schadstoffe, beseitigt werden. Gemäss anwendbarer Gesetze und Normen zum Umweltschutz kann der (frühere) Eigentümer oder Betreiber von Anlagen für die Nichteinhaltung anwendbarer Umweltschutz-, Gesundheitsschutz- und Sicherheitsbestimmungen sowie für die Kosten der Untersuchung, Überwachung, Beseitigung oder Sanierung von Umweltschäden haftbar gemacht werden. Eine derartige Haftung besteht regelmässig ungeachtet der Frage, ob der Eigentümer oder Betreiber Kenntnis vom Vorhandensein gefährlicher Stoffe hat oder hatte oder dafür verantwortlich war oder ist. Das Vorhandensein gefährlicher Stoffe kann weiters zu Personen- oder Sachschäden oder vergleichbaren Ansprüchen von Privatpersonen führen. Personen, die sich um die Beseitigung oder die Behandlung gefährlicher Stoffe kümmern, können ebenso für die Kosten der Beseitigung oder Sanierung derartiger Materialien haftbar gemacht werden ungeachtet der Frage, ob die Anlage bzw. die Liegenschaft, von der die gefährlichen Stoffe zu beseitigen sind, im Eigentum jener Person, von der die Beseitigung oder Behandlung veranlasst wird, ist oder jemals war oder ob die Anlage von dieser Person betrieben wird oder jemals betrieben wurde.

Es besteht das Risiko von Klagen im Zusammenhang mit der Verletzung von Umweltschutzvorschriften, was zu Verlusten führen kann, die den Wert eines Investments übersteigen können. Weiters können Änderungen von Umweltschutzvorschriften zu weiteren Aufwänden oder Verbindlichkeiten führen, die zum Zeitpunkt des Investments in Infrastrukturanlagen nicht gegeben

waren und nicht vorhersehbar waren. Beispielsweise können neue Umweltschutzvorschriften kostenintensive Anpassungen notwendig machen.

Weiters können Infrastrukturanlagen substantielle Auswirkungen auf die Umwelt haben. Dies kann dazu führen, dass Städte, Gemeinden, Umweltschutzgruppen etc. gegen die Entwicklung oder den Betrieb von Infrastrukturanlagen protestieren. Solche Proteste können Massnahmen der Regierung zum Nachteil von Eigentümern von Infrastrukturanlagen auslösen. Der reguläre Betrieb von Infrastrukturanlagen oder der Eintritt eines Unfalls kann zu bedeutenden Umweltschäden führen, welche zu massgeblichen finanziellen Nachteilen einer Beteiligungsgesellschaft, welche die Infrastrukturanlage hält oder in diese investiert ist, führen können. Die Kosten der Sanierung entstandener Umweltschäden sowie die Wiederherstellung guter Verhältnisse mit betroffenen Städten, Gemeinden oder anderweitig betroffenen Gemeinschaften können signifikant sein.

Risiko von höherer Gewalt (Force Majeure)

Force Majeure Ereignisse wie soziale Unruhen, Aufstände, Konflikte, Krieg, Fluten, Erdbeben, Blitzschlag und Stürme können die (direkt oder indirekt getätigten) Investments der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH in Infrastrukturanlagen betreffen. Bau und Betrieb von Infrastrukturanlagen erfolgen regelmässig auf Basis von Verträgen und rechtlichen Dokumenten, welche das finanzielle Risiko von Force Majeure Ereignissen Gegenparteien wie Versicherern, Vertragspartnern, Betreibern und allenfalls öffentlichen Behörden und öffentlichen Rechtsträgern zuweisen. Dessen ungeachtet können Situationen eintreten, die infolge von Force Majeure Ereignissen zu schweren Verlusten bis zur Insolvenz von Beteiligungsgesellschaften, welche betroffene Anlagen halten, führen können. Dies kann beispielsweise dann der Fall sein, wenn Force Majeure Risiken nur zum Teil Drittparteien überbunden sind, wenn Vertragsparteien ihre Verpflichtungen aufgrund eines Force Majeure Ereignisses nicht erfüllen und, generell, wenn Force Majeure Ereignisse aufgrund ihres Ausmasses oder ihrer Dauer zu schweren Auswirkungen auf die Wirtschaft und Stabilität einer Region oder eines Landes führen.

Risiko von Terrorismus und bewaffneten Konflikten

Terroristische Anschläge oder bewaffnete Konflikte können Infrastrukturanlagen direkt betreffen oder können anderweitig negative Auswirkungen auf die Investments von Beteiligungsgesellschaften, in welche die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH (direkt oder indirekt) investiert, haben. Es gibt keine Gewissheit, dass keine (weiteren) terroristischen Anschläge gegen, in oder mit Auswirkungen auf Länder stattfinden, in welchen sich Infrastrukturanlagen, in welche die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH (direkt oder indirekt) investiert ist, befinden. Verluste die aus derartigen Ereignissen resultieren, sind nicht versicherbar.

D. Anleihebezogene Risiken

Die mit der Zeichnung und dem Halten dieser Anleihe für den Anleger verbundenen Risiken beinhalten insbesondere die nachfolgend dargestellten Risiken.

Generelles Risiko in Bezug auf die Anleihen

Jeder potentielle Investor in die gegenständliche Anleihe hat eigenständig zu entscheiden, ob die Investition in diese Anleihe für ihn geeignet ist.

Jeder Investor sollte insbesondere:

- ausreichende Kenntnisse und Erfahrungen haben, um diese Anleihe sowie die Vorteile und Risiken eines Investments in diese Anleihe sowie die in diesem Prospekt (einschliesslich allfälliger Nachträge dazu) zur Verfügung gestellten Informationen tatsächlich beurteilen zu können;
- mit angemessenen analytischen Bewertungsprogrammen und -techniken vertraut sein und Zugang dazu haben und sollte diese vor dem Hintergrund und unter Berücksichtigung der aktuellen finanziellen Position des Investors, dem Investment in diese Anleihe sowie dem Effekt dieses Investments auf das gesamte Investmentportfolio des Investors anwenden können;
- über ausreichend finanzielle Mittel und Liquidität verfügen um alle mit diesem Investment verbundenen Risiken gegebenenfalls tragen zu können;
- die Bedingungen dieser Anleihe (insbesondere die in diesem Prospekt (sowie in allfälligen Nachträgen) enthaltene Wertpapierbeschreibung) vollumfänglich verstehen und Kenntnis von Trends und der Entwicklung relevanter Indikatoren oder des Finanzmarktes haben; und
- allein oder mit Unterstützung eines Finanzberaters in der Lage sein, mögliche Szenarien von Trends in der Wirtschaft, in Bezug auf Zinssätze und andere Faktoren, welche das Investment in diese Anleihe beeinflussen können, sowie die Fähigkeit des Investors, mögliche Risiken zu tragen, zu evaluieren.

Der Investor trägt das Risiko, dass ein Investment in diese Anleihe für ihn nicht angemessen sein kann.

Anleihen sind komplexe Finanzinstrumente

Diese Anleihe stellt ein komplexes Finanzinstrument dar. Institutionelle Investoren investieren normalerweise nicht nur in komplexe Finanzinstrumente. Sie erwerben komplexe Finanzinstrumente mit angemessenem Risiko, dessen Ausmass sie sich bewusst sind, mit dem Ziel, Risiken ihres Gesamtportfolios zu reduzieren oder die Rendite ihres Gesamtportfolios zu steigern. Ein Investment in diese Anleihe sollte nicht erfolgen ohne professionelle Einschätzung (welche der Investor allein oder mit Unterstützung eines Finanzberaters vornehmen sollte), wie sich Rückflüsse und Renditen aus dieser Anleihe bei wechselnden Bedingungen, welche den Wert dieser Anleihe bestimmen, entwickeln können und wie sich dieses Investment auf das Gesamtportfolio eines potentiellen Investors auswirkt. Der Investor trägt das Risiko, das ein Investment in diese Anleihe für ihn nicht angemessen sein kann.

Fremdfinanzierung

Den Anlegern steht es frei, den Erwerb der Anleihe ganz oder teilweise durch Fremdmittel zu finanzieren. Doch wird darauf hingewiesen, dass sich hierdurch die Risikostruktur der Beteiligung erhöht. Die Rückführung der Fremdmittel und die mit der Finanzierung verbundenen Zinszahlungen sind vom Anleger zu bedienen, unabhängig von der Leistung von Zahlungen durch die Emittentin.

Mitwirkungs- und Vermögensrechte

Der Anleger hält als Anleihegläubiger der Emittentin lediglich eine Forderung gegenüber der Emittentin. Die Vertretung der Gesellschaft obliegt allein dem Verwaltungsrat der Emittentin. Dem Anleihegläubiger stehen keine Widerspruchs- oder Zustimmungsrechte in Bezug auf Geschäftsführungsmaßnahmen und -entscheidungen zu. Der Anleger hat keinen unmittelbaren Einfluss auf Investitionsentscheidungen der Emittentin.

Risiko weiterer Fremdfinanzierung durch die Emittentin

Es bestehen keine signifikanten rechtlichen Restriktionen in Bezug auf Umfang und Bedingungen für die Aufnahme weiterer zukünftiger nicht nachrangiger Fremdfinanzierungen durch die Emittentin. Nimmt die Emittentin weitere (besicherte oder unbesicherte) Fremdfinanzierungen auf kann dies dazu führen, dass die Ansprüche von Gläubigern dieser Anleihe im Falle der Insolvenz der Emittentin mit einer geringeren Quote befriedigt werden als dies der Fall wäre, würde die Emittentin keine weiteren Fremdfinanzierungsmittel akzeptieren. Höhere Fremdfinanzierung erhöht das Risiko, dass die Emittentin nicht in der Lage ist, ihre Verbindlichkeiten aus dieser Anleihe zu bedienen. Dies kann für den Investor zum gänzlichen oder teilweisen Verlust seines Investments in diese Anleihe führen.

Werden die Anleihen im Rahmen der Ausübung der in diesem Prospekt vorgesehenen Wandlungsoption der Anleiheschuldnerin in Aktien umgetauscht, so wandelt sich die Gläubigerforderung des Anleihegläubigers in eine Eigenkapitalbeteiligung an der Anleiheschuldnerin. Eigenkapitalforderungen in Bezug auf liechtensteinische Aktiengesellschaften sind gegenüber Gläubigerforderungen nachrangig.

Die Emittentin hat zusätzlich zu der vorliegenden Anleihe bislang folgende Anleihen ausgegeben:

- THOMASLL. 3,75/21 CHF mit einer Laufzeit bis 31.12.2021 (verlängerbar bis max. 31.12.2023), ISIN LI0363131512;
- THOMASLL. 2,50/28 CHF mit einer Laufzeit bis 31.12.2028, ISIN LI0363131504;
- THOMASLL. 4,75/29 CHF mit einer Laufzeit bis 31.12.2029, ISIN LI0476476259;
- THOMASLL. 3,075/29 CHF mit einer Laufzeit bis 31.12.2029, ISIN LI0477071505;
- THOMASLL. 5,80/2027 CZK mit einer Laufzeit bis 31.12.2027, ISIN LI0395604734;
- THOMASLL. 7/2027 CZK mit einer Laufzeit bis 31.12.2027, ISIN LI0395604684;
- THOMASLL. 5,890/29 CZK mit einer Laufzeit bis 31.12.2029, ISIN LI0476476267;
- THOMASLL. 3,075/29 CZK mit einer Laufzeit bis 31.12.2029, ISIN LI0477071521;
- THOMASLL. 4,175/27 EUR mit einer Laufzeit bis 31.12.2027, ISIN LI 0423561783;
- THOMASLL. 2,875/27 EUR mit einer Laufzeit bis 31.12.2027, ISIN LI0423561575;
- THOMASLL. 3,075/29 EUR mit einer Laufzeit bis 31.12.2029, ISIN LI0477071513sowie
- THOMASLL. GREEN GROWTH BOND 18/27 EUR mit einer Laufzeit bis 31.12.2027, ISIN LI0431500078.

Sämtliche Anleihen sind nicht nachrangig ausgestaltet, Verbindlichkeiten der Emittentin aus den genannten Anleihen stehen somit im selben Rang wie jene Verbindlichkeiten der Emittentin, die aus der gegenständlichen Anleihe resultieren.

Rangstellung

Die Anleger können nicht von der Emittentin verlangen, dass der Anspruch der Anleihegläubiger auf Zinszahlungen und Kapitalrückzahlungen im Verhältnis zu anderen Ansprüchen gegenüber der Emittentin vorrangig befriedigt wird, soweit diese anderen Ansprüche im gleichen Rang mit den Ansprüchen der Anleihegläubiger stehen. Dies gilt auch in Bezug auf Ansprüche von Anlegern aus weiteren, von der Emittentin ausgegebenen Finanzierungstiteln. Im Falle der Insolvenz oder Liquidation der Emittentin

sind die Ansprüche der Anleihegläubiger unter Umständen erst nach einer etwaigen Befriedigung dinglich besicherter Ansprüche anderer Gläubiger (z. B. Kreditinstitute) zu bedienen.

Werden die Anleihen im Rahmen der Ausübung der in diesem Prospekt vorgesehenen Wandlungsoption der Anleiheschuldnerin in Aktien umgetauscht, so wandelt sich die Gläubigerforderung des Anleihegläubigers in eine Eigenkapitalbeteiligung an der Anleiheschuldnerin. Eigenkapitalforderungen in Bezug auf liechtensteinische Aktiengesellschaften sind gegenüber Gläubigerforderungen nachrangig.

Zinsrisiko

Ein Investor, der in eine Anleihe mit fixer Verzinsung investiert hat, trägt das Risiko eines Verfalls des Preises der Anleihe als Folge von Veränderungen des Marktzinssatzes. Während der Zinssatz der Anleihe über deren Laufzeit fixiert ist, ändert sich der aktuelle Zinssatz auf dem Kapitalmarkt („**Marktzinssatz**“) gewöhnlich täglich. Änderungen des Marktzinssatzes führen zur Änderung von Preisen von Fixzinsanleihen in die entgegengesetzte Richtung. Wenn somit der Marktzinssatz steigt, fällt der Preis einer Fixzinsanleihe üblicherweise auf ein Niveau welches dazu führt, dass die Gesamterträge aus einer solchen Anleihe ungefähr dem Marktzinssatz entsprechen. Wenn hingegen der Marktzinssatz sinkt, steigt der Preis einer Fixzinsanleihe regelmässig auf ein Niveau, welches dazu führt, dass die Gesamterträge aus einer solchen Anleihe ungefähr dem Marktzinssatz entsprechen. Dies kann zu negativen Auswirkungen auf den Wert und die Trends in Bezug auf Investments in die Anleihe führen.

Dieses Risiko besteht im Falle eines Verkaufs der Anleihe über den Sekundärmarkt, nicht aber dann, wenn die Anleihe am Ende der Laufzeit von der Emittentin getilgt oder zurückgekauft wird.

Liquiditätsrisiko

Die Emittentin hat keinen Antrag auf Zulassung der Anleihe zum Handel an einem geregelten oder ungeregelten Markt gestellt.

In Bezug auf Anleihen, die nicht zum Handel an einem geregelten oder ungeregelten Markt zugelassen sind, besteht keine Garantie, dass sich ein Sekundärmarkt bildet oder, sofern ein solcher besteht, dass dieser Sekundärmarkt bestehen bleibt oder über Liquidität verfügt. Gleichzeitig kann eine Bewertung solcher Anleihen schwierig sein, was ebenfalls negative Auswirkungen auf die Liquidität haben kann. Verfügt der Markt über keine Liquidität, ist ein Investor unter Umständen nicht in der Lage, seine Anleihen zu einem angemessenen Preis oder zu einem Preis in Höhe zumindest des von ihm investierten Kapitals zu verkaufen, möglicherweise ist ein Verkauf auch faktisch nicht möglich. Dies kann negative Auswirkungen auf den Wert des Investments in die Anleihen haben.

Die Schuldverschreibungen können grundsätzlich nach den Bestimmungen der SIX SIS AG frei übertragen werden. Die Emittentin behält sich vor, einen Antrag auf Zulassung der Anleihen zum Handel an einem geregelten oder ungeregelten Markt zu stellen.

Risiko von Zahlungsausfällen

Ebenso wie bei jeder anderen finanziellen Verpflichtung besteht das Risiko, dass Verpflichtungen aus der Anleihe von der Emittentin nicht erfüllt werden. Die Emittentin kann unter bestimmten Umständen nicht in der Lage sein, Zinszahlungen zu leisten. Ebenso kann die Rückzahlung am Laufzeitende unter dem Betrag liegen, den der Anleihegläubiger ursprünglich investiert hat; unter gewissen Umständen kann die Rückzahlung gänzlich ausbleiben. Die Fähigkeit der Emittentin, ihre Verpflichtungen gemäss dieser Anleihe zu erfüllen hängt wesentlich von der Kreditwürdigkeit und Solvenz der Muttergesellschaft ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH ab, welche ihrerseits Schuldnerin der Emittentin auf Basis der von der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH emittierten Globalschuldverschreibungen und allfälliger weiterer Finanzinstrumente, in welche die Emittentin die Emissionserlöse der gegenständlichen Anleihe investiert, ist.

Anleihen sind Kapitalanlagen, für die keine gesetzliche Einlagensicherung besteht.

Bindungsfrist des Kapitals und Kündigung

Ein Rücktritt von der Zeichnung dieser Anleihe oder ein Widerruf der Zeichnungserklärung ist – soweit nicht gesetzlich zwingend vorgeschrieben – nicht möglich. Eine Kündigung der Anleihe ist nur gemäss den Anleihebedingungen dieses Prospekts möglich. Der von dem Anleger eingezahlte Nominalbetrag der Einlage unterliegt demnach einer mittelfristigen Bindungsdauer.

Werden die Anleihen im Rahmen der Ausübung der in diesem Prospekt vorgesehenen Wandlungsoption der Anleiheschuldnerin in Aktien umgetauscht, so erfolgt keine Rückzahlung des Nennwertes der Anleihe am (verlängerten) Laufzeitende. Anleihegläubiger erhalten diesfalls Aktien der Anleiheschuldnerin zugeteilt. Aktionären, welchen Aktien über Ausübung der Wandlungsoption durch die Anleiheschuldnerin zugeteilt werden, kommen dieselben wirtschaftlichen Rechte (insbes. Anspruch auf Zahlung von Dividenden) gemäss Statuten der Anleiheschuldnerin zu wie sie mit allen bereits bestehenden oder im Rahmen der Börsenkotierung auszugebenden Aktien verbunden sind. Aktien können über die Börse gehandelt werden.

Kürzungs- und Schließungsmöglichkeit

Die Emittentin ist ohne Angabe von Gründen und ohne Zustimmung der Anleger berechtigt, Zeichnungen unter Beachtung der Mindestzeichnungssumme zu kürzen. Insoweit besteht das Risiko, dass dem Anleger nicht die gewünschte Anzahl von Schuldverschreibungen zugeteilt wird. Des Weiteren ist die Emittentin ohne Angabe von Gründen und ohne Zustimmung der Anleger berechtigt, die Platzierung der Anleihe vor der Zeichnung der gesamten Tranche einzustellen.

Steuerrisiko

Potentielle Käufer oder Verkäufer dieser Anleihe sollten berücksichtigen, dass sie gemäss anwendbarer Bestimmungen jenes Staates, in welchem die Übertragung der Anleihe stattfindet, dessen Staatsbürger sie sind oder in dem sie ihren Wohnsitz haben oder dessen Normen aus anderen Gründen anwendbar sind verpflichtet sein können, Steuern oder Gebühren zu zahlen. In manchen Staaten sind in Bezug auf die Besteuerung von Finanzinstrumenten wie dieser Anleihe unter Umständen keine offiziellen Vorgaben der Steuerbehörden oder Entscheide verfügbar. Im Zusammenhang mit einem Kauf, Verkauf oder einem Rückkauf der Anleihen sollte sich der Anleger nicht auf die in diesem Prospekt enthaltene kurze Zusammenfassung der steuerlichen Bestimmungen einzelner Staaten verlassen, sondern den Rat eines Steuerberaters in Bezug auf die individuelle Steuersituation des Investors einholen. Gesetzesänderungen können zu einer Reduktion der effektiven Erträge aus dieser Anleihe führen und die Nettoerlöse, die ein Anleihegläubiger infolge Verkauf oder Rückzahlung der Anleihe erhält, gegenüber den ursprünglichen Erwartungen des Anleihegläubigers reduzieren.

Trotz des grundsätzlich bestehenden sog. Rückwirkungsverbotes kann nicht ausgeschlossen werden, dass die Anleihe von künftigen Steuer-, Gesellschafts- oder anderen Rechtsänderungen derart betroffen ist, dass auf Zahlungen ein entsprechender Abschlag vorgenommen werden muss und somit die kalkulierten Renditen nicht (mehr) erzielt werden können oder aber steuerliche Verpflichtung des Anlegers entstehen. Dieses Risiko trägt ausschliesslich der Anleger. Eine Haftung der Emittentin besteht in keinem Fall.

Wechselkursrisiko

Für Investoren aus dem Währungsraum EUR besteht kein Wechselkursrisiko, da die Anleihe in EUR aufgelegt wird und Zahlungen an die Investoren in EUR erfolgen. Investoren aus anderen Währungsräumen können durch die vorliegende Anleihe in EUR Wechselkursrisiken ausgesetzt sein. Es können zudem für alle Investoren mittelbare Währungskursrisiken bestehen oder entstehen, da sich der EUR über die Laufzeit der Anleihe nachteilig zur Heimatwährung des Investors verändern kann.

Inflationsrisiko

Ein potentieller Käufer oder Verkäufer der Anleihe sollte berücksichtigen, dass in diesem Prospekt keine Klauseln zur Inflationsanpassung enthalten sind, so dass sich der reale Wert eines Investments in diese Anleihe analog zur inflationsbedingten Verringerung des realen Geldwertes verringern kann. Weiters kann Inflation dazu führen, dass sich die realen Erträge aus dieser Anleihe verringern. Übersteigt die Inflationsrate die nominalen Erträge aus dieser Anleihe, ist der Wert der realen Erträge aus dieser Anleihe negativ.

Rechtliche Risiken im Zusammenhang mit dem Erwerb dieser Anleihe

Potentielle Käufer dieser Anleihe (insbesondere Käufer aus dem Ausland) sollten sich bewusst sein, dass der Kauf dieser Anleihe gesetzlichen Beschränkungen unterliegen kann, welche die Rechtsgültigkeit eines solchen Kaufes beeinflussen können. Die Emittentin haftet nicht für die Rechtsgültigkeit eines Kaufes durch einen Investor weder auf Basis der Bestimmungen des Staates, in welchem der Käufer gegründet wurde oder seinen Wohnsitz hat noch, sofern abweichend, in dem er geschäftlich tätig ist. Ein potentieller Käufer hat selbständig zu evaluieren und zu entscheiden, ob ein Kauf dieser Anleihe mit allen für ihn anwendbaren Rechtsnormen in Einklang steht.

Risiken im Zusammenhang mit der Änderung von Gesetzen

Dieser Prospekt wurde nach dem Recht Liechtensteins erstellt und untersteht dem Recht Liechtensteins in der zum Zeitpunkt der Billigung dieses Prospektes geltenden Fassung. Gesetzliche Bestimmungen können sich nach Emission dieser Anleihe ändern, was sich auch auf die Rechte und Pflichten im Zusammenhang mit dieser Anleihe auswirken kann. Die Emittentin gibt keine Gewähr und übernimmt keine Haftung für allfällige Konsequenzen, die aus allfälligen Entscheidungen von Gerichten oder Verwaltungsbehörden oder aus Änderungen relevanter Gesetze oder administrativer Praxis nach dem Datum der Billigung dieses Prospekts resultieren. Derartige Ereignisse können negative Auswirkungen auf den Wert und auf Trends im Zusammenhang mit einem Investment in diese Anleihe haben. Entwicklungen von und Änderungen anwendbarer rechtlicher Bestimmungen sind ausserhalb der Kontrolle der Emittentin und können signifikante Auswirkungen auf die Emittentin und deren wirtschaftliche und finanzielle Position sowie auf die Ausübung ihrer Geschäftstätigkeit haben.

Risiken in Bezug auf die Durchsetzung von Ansprüchen auf Basis der Patronatserklärungen

Obwohl diese Anleihe liechtensteinischem Recht untersteht und für Rechtsstreitigkeiten aus und im Zusammenhang mit diesen Anleihen Zürich als Gerichtsstand festgelegt wird, untersteht die für diese Anleihe relevante Patronatserklärung zwischen der Emittentin und der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH deutschem Recht. Für Rechtsstreitigkeiten aus oder im Zusammenhang mit der Patronatserklärung wurde die Zuständigkeit der Gerichte in Frankfurt am Main vereinbart. Sollte die Emittentin ihren Verbindlichkeiten aus dieser Anleihe nicht nachkommen und wollen die Anleihegläubiger demzufolge ihre Ansprüche aus dieser Anleihe auf Basis der Patronatserklärung gegen die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH geltend machen, so haben sie Verfahren auf Basis deutschen Rechts vor dem zuständigen Gericht in Frankfurt am Main anhängig zu machen. Die Durchsetzung von Ansprüchen vor deutschen Gerichten kann kostenintensiv und kompliziert sein, sodass sich Anleihegläubiger von einem deutschen Rechtsanwalt vertreten lassen sollten. Somit kann es zu Verzögerungen in der Durchsetzung von Ansprüchen auf Basis der Patronatserklärung kommen.

III. Angaben zur Emittentin

A. Verantwortliche Personen

Für den Inhalt dieses Prospekts verantwortlich ist die Emittentin **ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG**, Landstrasse 14, 9496 Balzers, Fürstentum Liechtenstein.

Geschäftsführendes Organ der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG ist der Verwaltungsrat. Mitglieder des Verwaltungsrates sind Matthias Klein und Clemens Laternser.

Die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG und die Mitglieder des Verwaltungsrates erklären, dass ihres Wissens die in diesem Prospekt enthaltenen Angaben und Informationen richtig sind und keine Tatsachen weggelassen wurden, die die Aussage des Prospektes oder dieses Registrierungsformulars verändern können. Die Verantwortlichen haben die erforderliche Sorgfalt walten lassen, um dies sicherzustellen.

B. Abschlussprüfer

Abschlussprüfer der Emittentin für das Geschäftsjahr 2017 war die AAC Revision und Treuhand AG, Landstrasse 123, 9495 Triesen, Liechtenstein. Die AAC Revision und Treuhand AG ist Mitglied der Liechtensteinischen Wirtschaftsprüfervereinigung.

Ab dem Geschäftsjahr 2018 ist die CONFIDA Wirtschaftsprüfung AG, Kirchstrasse 3, 9490 Vaduz, Liechtenstein die neue Abschlussprüferin der Emittentin.

Die CONFIDA Wirtschaftsprüfung AG ist eine der führenden Wirtschaftsprüfungs- und Beratungsgesellschaften in Liechtenstein und prüft Gesellschaften gemäss lokaler und internationaler Rechnungslegungsstandards (PGR, IFRS, Swiss GAAP FER, OR). Als traditionsbewusstes Unternehmen setzt CONFIDA auf Qualität vor Quantität und Sicherheit vor Risiko.

Die Gesellschaft hat eine Bewilligung der Finanzmarktaufsicht Liechtenstein (FMA) (Registernummer: 30033), und eine spezialgesetzliche Bewilligung der FMA als Revisionsstelle für Vermögensgesellschaften und Anerkennung als Revisionsstelle für Personalvorsorgeeinrichtungen (gemäss BPVG).

Die CONFIDA Wirtschaftsprüfung AG ist Mitglied der Liechtensteinischen Wirtschaftsprüfervereinigung.

C. Ausgewählte Finanzinformationen

Die Emittentin wurde mit Beschluss der Gründungsgesellschafter vom 21. März 2017 gegründet und am 23. März 2017 im Handelsregister Liechtensteins eingetragen und verfügt über ein voll einbezahltes Grundkapital von CHF 50.000.-.

Bislang liegen für die Gesellschaft lediglich eine Eröffnungsbilanz sowie ein erster Jahresabschluss für das Rumpfgeschäftsjahr 2017 vor. Weitergehende historischen Finanzinformationen oder Schlüsselkennzahlen zur Finanz- und Ertragslage der Emittentin in den Vorjahren oder Vergleichszeiträumen liegen nicht vor.

D. Risikofaktoren

Bei der **Emittentin** handelt es sich um ein Special Purpose Vehicle, somit um eine Gesellschaft, die **ausschliesslich zum Zweck der Emission von Anleihen, darunter die gegenständliche Anleihe, gegründet** wurde. Die Emissionserlöse aus den von der Emittentin ausgegebenen Anleihen werden gesamthaft über die Zeichnung von Globalschuldverschreibungen in die **Muttergesellschaft ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH** investiert. Die einzigen wesentlichen Vermögenswerte und Einnahmequellen der Emittentin sind (a) die von der Muttergesellschaft emittierten Anleihen, in welche die Emissionserlöse investiert werden, (b) eine Patronatserklärung der Muttergesellschaft sowie (c) ein Kostenübernahmevertrag zwischen der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH und der Emittentin zugunsten der Emittentin.

Die Fähigkeit der Emittentin, ihren finanziellen Verpflichtungen gegenüber Anleihegläubigern nachzukommen, hängt somit massgeblich von der Fähigkeit der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, ihren Verpflichtungen gemäss Globalschuldverschreibungen, Patronatserklärungen und Kostenübernahmevertrag nachzukommen, ab.

E. Angaben über die Emittentin

1. Geschäftsgeschichte und Geschäftsentwicklung der Emittentin

a) Juristischer und kommerzieller Name der Emittentin

Der juristische und kommerzielle Name der Emittentin lautet **ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG**.

b) Ort der Registrierung der Emittentin und Registernummer

Die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG ist im Handelsregister des Fürstentums Liechtenstein unter der Registernummer FL-0002.543.640-8 eingetragen. Das Gründungskapital in Höhe von CHF 50.000 wurde zur Gänze eingezahlt.

Inhaberin der Aktien der Emittentin ist zu 100 % die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, Hanauer Landstrasse 291b, 60314 Frankfurt am Main, Bundesrepublik Deutschland.

c) Datum der Gründung und Existenzdauer der Emittentin

Die Gründung der Emittentin erfolgte mit Beschluss der Gründungsgesellschafter vom 21. März 2017 und Eintragung im Handelsregister am 23. März 2017. Die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG wurde mit unbestimmter Dauer gegründet.

d) Sitz, Rechtsform und geltende Rechtsordnung der Emittentin

Der Sitz der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG ist in FL-9496 Balzers, Landstrasse 14, Liechtenstein. Die Anlegerverwaltung der Gesellschaft ist unter der Telefon-Nr. +41 (0) 44 213 67 67, Fax-Nr. +41 (0) 44 213 67 77 oder unter der Email-Adresse support@thomas-lloyd.com erreichbar.

Die Gesellschaft wurde in der Rechtsform der Aktiengesellschaft gemäss Art 261 ff des liechtensteinischen Personen- und Gesellschaftsrechtes (PGR), somit gemäss dem Recht des Fürstentums Liechtenstein gegründet, welches das für die Gesellschaft massgebliche Recht ist.

e) Wichtige Ereignisse in der Entwicklung der Geschäftstätigkeit der Emittentin

Bei der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG handelt es sich um ein mit Beschluss der Gründungsgesellschafter vom 21. März 2017 und Eintragung in das liechtensteinische Handelsregister am 23. März 2017 neu gegründetes Unternehmen. Die Geschäftstätigkeit der Gesellschaft wurde mit Emission der THOMASLL. 3,75/21 CHF Anleihe (Laufzeit 01.05.2017 bis 31.12.2021, verlängerbar bis max. 31.12.2023) sowie der THOMASLL. 2,50/28 CHF Anleihe (Laufzeit 01.05.2017 bis 31.12.2028) aufgenommen.

Die Emittentin hat weitere Schuldverschreibungen begeben und behält sich vor, weitere Schuldverschreibungen zu begeben.

2. Investitionen

a) Wichtigste Investitionen seit der Veröffentlichung des letzten Jahresabschlusses

Die Emittentin hat bislang nachfolgende Anleihen ausgegeben und nachfolgende Emissionserlöse erzielt:

- THOMASLL. 3,75/21 CHF Anleihe mit einer Laufzeit bis 31.12.2021, verlängerbar bis max. 31.12.2023, ISIN LI0363131512, Emissionserlöse (excl. Agio) per 31.03.2019: CHF 6.329.000.-;
- THOMASLL. 2,50/28 CHF Anleihe mit einer Laufzeit bis 31.12.2028, ISIN 0363131504, Emissionserlöse (excl. Agio) per 31.03.2019: CHF 280.000.-;
- THOMASLL. 4,75/29 CHF Anleihe mit einer Laufzeit bis 31.12.2029, ISIN LI0476476259, Emissionserlöse: CHF 0.-; (Emissionsstart: 30.04.2019)
- THOMASLL. 3,075/29 CHF Anleihe mit einer Laufzeit bis 31.12.2029, ISIN LI0477071505, Emissionserlöse: CHF 0.-; (Emissionsstart: 13.05.2019)
- THOMASLL. 5,80/2027 CZK Anleihe mit einer Laufzeit bis 31.12.2027; ISIN LI0395604734, Emissionserlöse per 31.03.2019: CZK 49.238.000.-;
- THOMASLL. 7/2027 CZK Anleihe mit einer Laufzeit bis 31.12.2027; ISIN LI0395604684 Emissionserlöse per 31.03.2019: CZK 491.771.000.-;
- THOMASLL. 5,80/29 CZK Anleihe mit einer Laufzeit bis 31.12.2029, ISIN LI0476476267, Emissionserlöse: CZK 0.-; (Emissionsstart: 06.05.2019)
- THOMASLL. 3,075/29 CZK Anleihe mit einer Laufzeit bis 31.12.2029, ISIN LI0477071521, Emissionserlöse: CZK 0.-; (Emissionsstart: 13.05.2019)
- THOMASLL. 4,175/27 EUR mit einer Laufzeit bis 31.12.2027, ISIN LI0423561583; Emissionserlöse per 31.03.2019: EUR 1.289.000.-;

- THOMASLL. 2,875/27 EUR mit einer Laufzeit bis 31.12.2027,
  ISIN LI0423561575 Emissionserlöse per 31.03.2019: EUR 0.-
- THOMASLL. 3,075/29 EUR Anleihe mit einer Laufzeit bis 31.12.2029,
  ISIN LI0477071513, Emissionserlöse: EUR 0.-; (Emissionsstart: 13.05.2019) sowie
- THOMASLL. GREEN GROWTH BOND 18/27 EUR mit einer Laufzeit bis 31.12.2027,
  ISIN LI0431500078 Emissionserlöse per 31.03.2019: EUR1.253.000.-.

Die erzielten Emissionserlöse wurden gesamthaft in Globalschuldverschreibungen der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, Deutschland, investiert.

b) Wichtigste laufende Investitionen

Die Emittentin beabsichtigt, die gesamten Emissionserlöse aus der gegenständlichen Anleihe im Wege der Zeichnung von Globalschuldverschreibungen in die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, Frankfurt am Main, Deutschland, zur weiteren Investition in Infrastrukturprojekte in Asien und Australasien, zu investieren.

c) Wichtigste künftige Investitionen

Die Emittentin behält sich die Begebung von weiteren Unternehmensanleihen vor um mit generierten Emissionserlösen indirekte Investments über Gruppengesellschaften, insbesondere über die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH in Infrastrukturprojekte in Asien und Australasien zu tätigen. Verbindliche Beschlüsse diesbezüglich wurden bislang jedoch nicht gefasst.

F. Geschäftsüberblick

1. Haupttätigkeitsbereiche

a) Haupttätigkeiten der Emittentin

Der Geschäftszweck der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG ist die Bereitstellung von Finanzierungen insbesondere zur Stärkung der Expansionskraft und Finanzierung der Wachstumsstrategie der ThomasLloyd Group, das Halten und Verwalten eigenen Vermögens (wie Beteiligungen, immaterielle Rechte und Immobilien) sowie die Durchführung sämtlicher mit vorstehenden Tätigkeiten zusammenhängenden Geschäften.

Den aus der Anleihe zu erwartenden Emissionserlös beabsichtigt die Emittentin über Finanzierung der Geschäfts- und Investitionstätigkeiten der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH im Wege der Zeichnung von Globalschuldverschreibungen der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH zur Finanzierung von Infrastrukturprojekten in Asien und Australasien zu verwenden.

b) Wichtige neue Produkte und / oder Dienstleistungen

Zur Umsetzung ihres Geschäftsmodells hat die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG bereits Anleihen begeben und begibt diese sowie allenfalls weitere Anleihen.

2. Wichtigste Märkte

Die Emittentin investiert die Emissionserlöse im Wege der Zeichnung von Globalschuldverschreibungen der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH in Infrastrukturprojekte in Asien und Australasien.

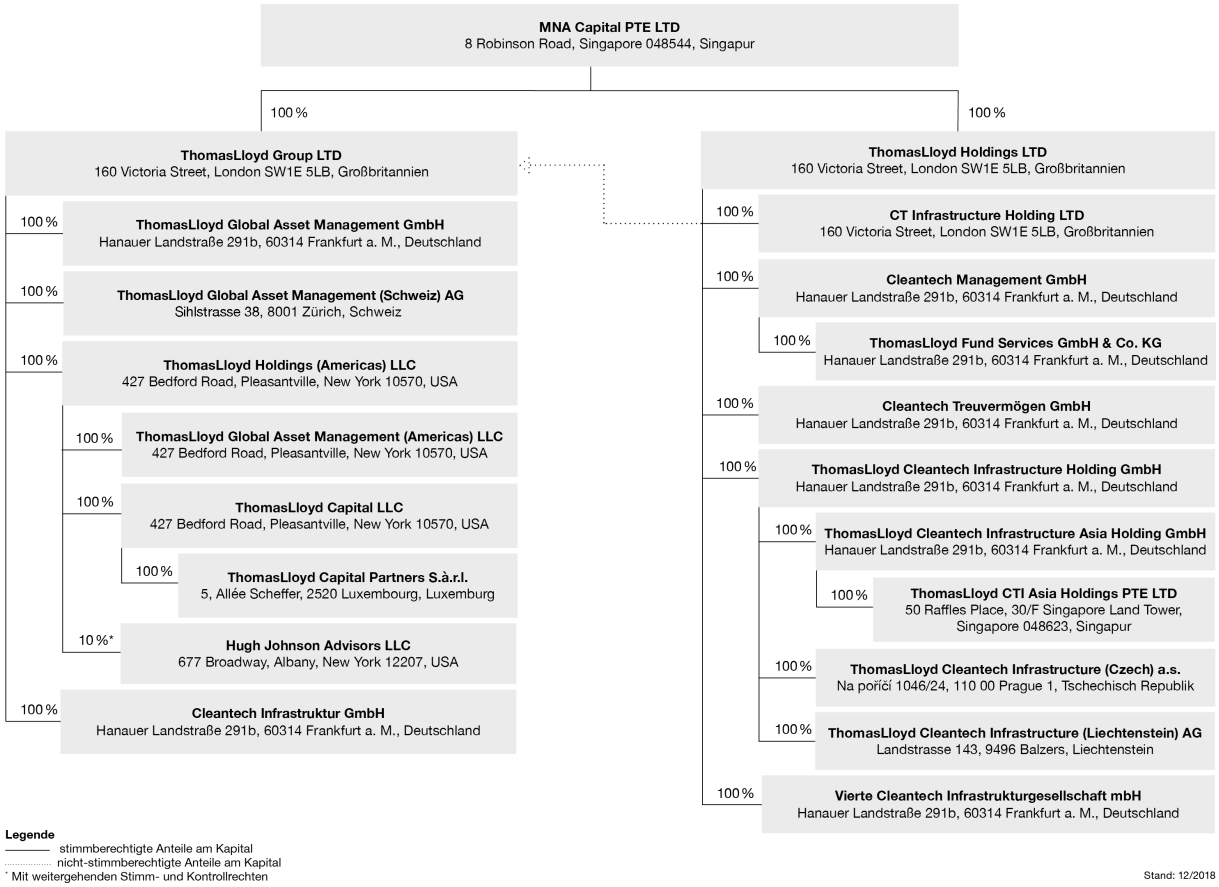
3. Wettbewerbsposition der Emittentin

Die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH steht in einem Wettbewerbsumfeld mit nationalen und internationalen Unternehmen, die Infrastrukturprojekte in Asien und Australasien betreiben oder finanzieren, welches Risiko somit auch für die Emittentin relevant ist.

G. Organisationsstruktur

1. Beschreibung der Unternehmensgruppe und der Stellung der Emittentin innerhalb dieser Gruppe

Die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG ist eine 100 %ige Tochtergesellschaft der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, Hanauer Landstrasse 291 b, 60314 Frankfurt am Main, Deutschland. Zweck der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG ist die (indirekte) Finanzierung von Infrastruktur-Projekten über die Zeichnung von Globalschuldverschreibungen der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH.



Weiterführende Informationen über die ThomasLloyd Group und Gruppengesellschaften stehen unter www.thomas-lloyd.com zur Verfügung.

H. Sachanlagen

Die Emittentin verfügt über keine Sachanlagen und Sachanlagen sind kurz- und mittelfristig nicht geplant.

I. Angaben zur Geschäfts- und Finanzlage

1. Finanzlage und Eigenkapitalausstattung der Emittentin

Die Thomas Lloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG wurde mit Beschluss der Gründungsgesellschafter vom 21. März 2017 und Eintrag im Handelsregister am 23. März 2017 gegründet. Das Gründungskapital in Höhe von CHF 50.000.- wurde voll einbezahlt.

Die wesentlichen Vermögenswerte der Gesellschaft beschränken sich auf Forderungen gegenüber der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH in Höhe von CHF 6.609.000.- sowie CZK 541.009.000.-und EUR 2.542.000.- (jeweils per 31. März 2019) infolge der Zeichnung von Globalschuldverschreibungen, welche die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH ausgegeben hat.

Die Emittentin verfügt weiters über Forderungen gegenüber der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH auf Grundlage einer Patronatserklärung der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH sowie eines Kostenübernahmevertrages zwischen der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH und der Emittentin.

J. Trendinformationen

Seit Gründung der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG sind keine negativen Veränderungen in Bezug auf die Geschäftstätigkeit und Geschäftsaussichten der Emittentin bekannt. Dies gilt ebenso für die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH.

Die Emittentin hat keine Kenntnis von Trends, Unsicherheiten oder sonstigen Vorfällen, welche die Geschäftsaussichten der Emittentin im laufenden Geschäftsjahr wesentlich beeinträchtigen könnten. Dies gilt ebenso für die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH.

K. Gewinnprognosen oder -schätzungen

Die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG gibt keine Gewinnprognosen oder Gewinnschätzungen ab.

Die Emittentin investiert die Emissionserlöse über die Zeichnung von Globalschuldverschreibungen in die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, womit der Emittentin Zinserträge und Kapitalzahlungen in einer Höhe sowie zu Zeitpunkten, welche der Emittentin die Bedienung sämtlicher Verbindlichkeiten aus der gegenständlichen Anleihe ermöglichen werden, zufliessen. Überdies liegt eine Patronatserklärung der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH zugunsten der Anleihegläubiger vor. Weiters hat sich die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH verpflichtet, Aufwendungen und Kosten der Emittentin im Zusammenhang mit der Gründung der Emittentin (Gründungskosten), der gegenständlichen Emission (Zinsaufwendungen) ebenso wie die laufenden Kosten der Emittentin (Materialaufwand, Personalaufwand, sonstige betriebliche Aufwendungen) zu tragen.

Vor diesem Hintergrund erwartet die Emittentin über die Laufzeit der Anleihe jedenfalls ein ausgeglichenes Ergebnis.

L. Verwaltungs-, Geschäftsführungs- und Aufsichtsorgane

1. Informationen zu den Verwaltungsorganen und Geschäftsführern

Die Mitglieder des Verwaltungsrates der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG und zugleich deren Geschäftsführer sind Matthias Klein und Clemens Laternser, jeweils mit Kollektivzeichnungsberechtigung. Die Geschäftsadresse aller nachfolgend Genannter ist die Adresse der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG, Landstrasse 14, 9496 Balzers, Fürstentum Liechtenstein. Die Gesellschaft hat derzeit keine weiteren Angestellten, kann jedoch zur Abwicklung administrativer Angelegenheiten auf Personalressourcen der ThomasLloyd Group zurückgreifen.

Matthias Klein ist Präsident des Verwaltungsrates der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG. Matthias Klein absolvierte das Studium der Wirtschaftswissenschaft und Romanistik mit den Schwerpunkten „Finanzierung und Kreditwirtschaft“ sowie „Wirtschaftsinformatik“ und ein berufsbegleitendes Studium zum „Executive Master of Business Administration (M.B.A.) an der Graduate School of Business Administration, Zürich (CH) sowie der State University of New York at Albany (Albany NY, USA).

Herr Klein verfügt über langjährige Expertise in der Betreuung, Abwicklung und Veräusserung von Immobilienprojekten, der Koordination und Auflegung von Immobilienfonds, in der Beratung von Unternehmen im Rahmen der Beschaffung von Eigen- und Fremdkapital, Corporate Finance, Leitung von Agenden im Bereich Finanzdienstleistungen (Vertriebsvereinbarungen, Anlegerverwaltung, Führung von Ressorts im Bereich Recht, Organisation und Administration, Investment Services, Treasury, Buchhaltung und IT) sowie in der unternehmerischen Führung von Holding-Gesellschaften.

Matthias Klein ist Geschäftsführer der ThomasLloyd Holdings Ltd. sowie mehrerer Tochtergesellschaften der ThomasLloyd Group Ltd. und der ThomasLloyd Holdings Ltd., welche Emittenten von Vermögensanlagen und / oder Wertpapieren sind und waren und / oder mit dem Vertrieb von Vermögensanlagen und / oder Wertpapieren betraut sind. Herr Matthias Klein fungiert insbesondere als Geschäftsführer oder Verwaltungsrat bzw. Organ u.a. nachfolgender Gesellschaften, welche aus Sicht der Emittentin im Zusammenhang mit der gegenständlichen Anleihe von Relevanz sind: ThomasLloyd Global Asset Management (Schweiz) AG (Verwaltungsrat); ThomasLloyd Global Asset Management GmbH (Geschäftsführer); Cleantech Treuvermögen GmbH (Geschäftsführer); Cleantech Management GmbH (Geschäftsführer); Vierte Cleantech Infrastruktur GmbH (Geschäftsführer); Cleantech Infrastruktur GmbH (Geschäftsführer); DKM Global Opportunities Fund 01 GmbH; ThomasLloyd Investments GmbH (Geschäftsführer); ThomasLloyd Holdings Ltd. (Geschäftsführer); ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Czech) a. s. (Geschäftsführer).

Weiters hatte Matthias Klein in den letzten 5 Jahren Vorstandpositionen in u.a. nachfolgenden Gesellschaften, welche aus Sicht der Emittentin in Bezug auf die Geschäftstätigkeiten der Emittentin und die Kompetenzen des Matthias Klein von Relevanz sind, inne: FAKT Immobilien AG (Vorsitzender des Vorstands) bis einschliesslich Februar 2015; FAKT Financial Services AG (Vorstandsmitglied) bis einschliesslich Februar 2015; FIHM Fonds- und Immobilien Holding München AG (Vorstandsmitglied) bis einschliesslich Dezember 2012. Zu weiteren Stationen der beruflichen Laufbahn des Herrn Matthias Klein zählten u.a. die Positionen als Generalbevollmächtigter für Marketing und Vertrieb der Wölbern Invest KG; Vorstandsmitglied der Bank Vontobel Europe AG; Geschäftsleiter Private Banking des Bankhaus Bauer Privatbank, Stuttgart; Vorstandsmitglied der Sparkasse Gelsenkirchen; Direktor der Metzler Asset Management GmbH; sowie Leiter Risk Controlling der Westfalenbank AG.

Clemens Laternser ist Mitglied des Verwaltungsrats der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG. Der Experte für internationales Steuerrecht ist Partner der TTA Trevisa-Treuhand-Anstalt, einer mittelgrossen Treuhandgesellschaft mit Sitz in Balzers, Liechtenstein. Dort befasst er sich vor allem mit Strukturberatung, Steuerplanung und Compliance-Fragen. Clemens Laternser verfügt über 20-jährige Erfahrung im Treuhandwesen, davon wirkte er 10 Jahre in der Geschäftsführung der Liechtensteinischen Treuhandkammer und als Geschäftsführer der ZEN Tax Consulting Trust reg. sowie der ZEN Vermögensverwaltungs-AG. Gleichzeitig amtierte er als Verwaltungsratspräsident des Liechtensteinischen Rundfunks und engagiert sich in diversen gemeinnützigen Institutionen. Clemens Laternser ist Dipl. Betriebsökonom FH (St. Gallen) und staatlich geprüfter Treuhänder in Liechtenstein. Zudem hält er einen LL.M. in internationalem Steuerrecht der Universität Liechtenstein.

Gegen keine der genannten Personen ergingen jemals Schuldsprüche in Bezug auf betrügerische Straftaten; keine der genannten Personen hatte jemals Insolvenzen zu verantworten oder mit zu verantworten; in Bezug auf keine der genannten Personen sind öffentliche Anschuldigungen und / oder Sanktionen seitens Behörden oder Regulierungsbehörden (einschliesslich Berufsverbände) bekannt; ebenso wurde keine der genannten Personen jemals von einem Gericht für die Mitgliedschaft in einem Verwaltungs-, Geschäftsführungs- oder Aufsichtsorgan eines Emittenten oder für die Tätigkeit im Management oder für die Führung der Geschäfte eines Emittenten als untauglich angesehen.

2. Informationen zur Gründerin und Alleinaktionärin

Die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG wurde von der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, Hanauer Landstrasse 291b, 60314 Frankfurt am Main, Deutschland, einem Mitglied der ThomasLloyd Group, gegründet und wird zu 100 % von dieser gehalten.

3. Potenzielle Interessenskonflikte

Aufgrund teils bestehender Personenidentität in Organen von Gruppengesellschaften der ThomasLloyd Group bestehen Verflechtungstatbestände und / oder mögliche Interessenskonflikte in rechtlicher, wirtschaftlicher und personeller Hinsicht.

Ein Verwaltungsrat der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG, Matthias Klein, ist zugleich in führender Position in der ThomasLloyd Group Ltd. sowie der ThomasLloyd Holdings Ltd. sowie in mehreren Tochtergesellschaften derselben tätig. Dies beinhaltet die Möglichkeit von Interessenskonflikten.

Herr Michael Sieg ist Group Chief Executive Officer der ThomasLloyd Group und Chairman des Board of Directors der ThomasLloyd Group Ltd. Weiters amtiert Herr T.U. Michael Sieg gleichzeitig als Geschäftsführer bei der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH und Mitglied der Geschäftsleitung der ThomasLloyd Capital Partners S.á.r.l. Darüber hinaus ist er auch als Interessenvertreter der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH sowie von Gesellschaften und Strukturen, mittels welcher diese investiert, teilweise in Leitungs- und Aufsichtsorgane der Unternehmen entsandt, in welche die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH oder deren Beteiligungsgesellschaften investieren.

Weitere Verflechtungen in rechtlicher und wirtschaftlicher Hinsicht bestehen dahingehend, dass

- Unternehmen, in die die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH investiert, bei Planung, Entwicklung, Projektierung, Finanzierung, Errichtung, Bebauung, Betrieb, An- und Verkauf, Vermietung und Verpachtung von technischen Anlagen, Projekten, Grundstücken und Unternehmen im Bereich der Infrastruktur, Energieerzeugung, Energiespeicherung, Energie-Infrastruktur, Energie-Effizienz, Mobilität, Luft und Umwelt, Wasseraufbereitung, Fertigung, Werkstoffe, Landwirtschaft sowie Abfall und Recycling u.a. von der Investmentbank ThomasLloyd Capital LLC und/oder anderen zur ThomasLloyd Gruppe gehörenden oder mit ihr verbundenen Unternehmen beraten werden, wobei die Vergütung zu marktüblichen Konditionen erfolgt.
- die Unternehmen, die der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH weiteres Kapital zur Verfügung stellen, zur ThomasLloyd Group zählen und auch eine Tochtergesellschaft der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH über Anleihen an der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH beteiligt ist.

M. Bezüge und Vergünstigungen

Bei der Emittentin handelt es sich um eine mit Beschluss der Gründungsgesellschafter vom 21. März 2017 und Eintragung im Handelsregister am 23. März 2017 neu gegründete Gesellschaft, die erste Jahresrechnung für das Rumpfgeschäftsjahr 2017 wurde per 31. Dezember 2017 erstellt.

An Verwaltungsräte und Mitglieder der Geschäftsleistung der Emittentin wurden im Rumpfgeschäftsjahr 2017 keine Vergütungen bezahlt. Es wurden keine Reserven oder Rückstellungen gebildet, um Pensions- oder Rentenzahlungen vornehmen oder ähnliche Vergünstigungen auszahlen zu können.

N. Praktiken der Geschäftsführung

1. Funktionsdauer, Kompetenzverteilung, Vergütungen

Der Verwaltungsrat der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG wurde anlässlich der Gründung der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG von der Generalversammlung gemäss Statuten der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG auf unbestimmte Zeit gewählt. Sämtlichen Verwaltungsräten kommt gemäss Statuten der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG gleichermassen Geschäftsführungsbefugnis zu.

Zum Präsidenten des Verwaltungsrates wurde Matthias Klein bestellt, Clemens Laternser wird für administrative Belange der Emittentin verantwortlich sein.

Es bestehen keine Verträge zwischen den Mitgliedern der Verwaltung und der Emittentin oder anderen Gesellschaften der ThomasLloyd Gruppe, auf deren Basis die Mitglieder der Verwaltung der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG auf Grund ihrer diesbezüglichen Funktion und bei Beendigung dieser Funktion Vergünstigungen eingeräumt werden.

a) Prüfungsausschuss & Corporate Governance

Die Emittentin hat keinen Prüfungsausschuss gebildet und unterliegt als nicht börsennotierte Gesellschaft nicht den Empfehlungen der Corporate-Governance-Regelungen.

O. Beschäftigte

Die Emittentin beschäftigt selbst keine Arbeitnehmer, greift jedoch für administrative Belange auf Personalressourcen der ThomasLloyd Group zurück.

P. Hauptaktionäre

Haupt- und Alleinaktionärin der Emittentin ist die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, Hanauer Landstrasse 291b, 60314 Frankfurt am Main, Deutschland. Das Gründungskapital der Emittentin in Höhe von CHF 50.000,- wurde zur Gänze eingezahlt.

Q. Geschäfte mit verbundenen Parteien

Die Emittentin hat bislang nachfolgende Anleihen ausgegeben und nachfolgende Emissionserlöse erzielt:

- THOMASLL. 3,75/21 CHF Anleihe mit einer Laufzeit bis 31.12.2021, verlängerbar bis max. 31.12.2023, ISIN LI0363131512, Emissionserlöse (excl. Agio) per 31.03.2019: CHF 6.329.000.-;
- THOMASLL. 2,50/28 CHF Anleihe mit einer Laufzeit bis 31.12.2028, ISIN 0363131504, Emissionserlöse (excl. Agio) per 31.03.2019: CHF 280.000.-;
- THOMASLL. 4,75/29 CHF Anleihe mit einer Laufzeit bis 31.12.2029, ISIN LI047647259, Emissionserlöse: CHF 0.-; (Emissionsstart: 30.04.2019)
- THOMASLL. 3,075/29 CHF Anleihe mit einer Laufzeit bis 31.12.2029, ISIN LI0477071505, Emissionserlöse: CHF 0.-; (Emissionsstart: 13.05.2019)
- THOMASLL. 5,80/2027 CZK Anleihe mit einer Laufzeit bis 31.12.2027; ISIN LI0395604734, Emissionserlöse per 31.03.2019: CZK 49.238.000.-;
- THOMASLL. 7/2027 CZK Anleihe mit einer Laufzeit bis 31.12.2027; ISIN LI0395604684 Emissionserlöse per 31.03.2019: CZK 491.771.000.-;
- THOMASLL. 5,80/29 CZK Anleihe mit einer Laufzeit bis 31.12.2029, ISIN LI0476476259, Emissionserlöse: CZK 0.-; (Emissionsstart: 06.05.2019)

- THOMASLL. 3,075/29 CZK Anleihe mit einer Laufzeit bis 31.12.2029, ISIN LI0477071521, Emissionserlöse: CZK 0.-; (Emissionsstart: 13.05.2019)
- THOMASLL. 4,175/27 EUR mit einer Laufzeit bis 31.12.2027, ISIN LI0423561583; Emissionserlöse per 31.03.2019: EUR 1.289.000.-;
- THOMASLL. 2,875/27 EUR mit einer Laufzeit bis 31.12.2027, ISIN LI0423561575 Emissionserlöse per 31.03.2019: EUR 0.-
- THOMASLL. 3,075/29 EUR Anleihe mit einer Laufzeit bis 31.12.2029, ISIN LI0477071513, Emissionserlöse: EUR 0.-; (Emissionsstart: 13.05.2019) sowie
- THOMASLL. GREEN GROWTH BOND 18/27 EUR mit einer Laufzeit bis 31.12.2027, ISIN LI0431500078 Emissionserlöse per 31.03.2019: EUR 1.253.000.-.

Zeitnah zur Begebung der gegenständlichen Anleihe begibt die Emittentin weitere Anleihen.

Sämtliche Emissionserlöse wurden und werden im Wege der Zeichnung von Globalschuldverschreibungen, welche die Muttergesellschaft der Emittentin, die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, DE – Frankfurt am Main ausgegeben hat, in diese investiert. Auf diesem Wege wurden von der Emittentin CHF 6.329.000.- sowie CZK 541.009.000.- und EUR 2.542.000.- (jeweils per 31.03.209) in Globalschuldverschreibungen der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH investiert.

R. Finanzinformationen über die Vermögens-, Finanz- und Ertragslage der Emittentin

1. Jahresabschluss der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG, Balzers, per 31. Dezember 2017

ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG, Balzers

ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (LI) AG	
Bilanz in CHF	
AKTIVEN	**31.12.2017**
A. Anlagevermögen	
1. CTIF Globalschuldverschreibungen	1‘432‘427.45
Total Anlagevermögen	1‘432‘427.45
B. Umlaufvermögen	
I. Guthaben bei Banken	
Bankguthaben	126‘456.26
II. Forderungen gegenüber Nahestehende	248‘106.89
C. Aktive Rechnungsabgrenzungsposten	106‘565.43
Total Umlaufsvermögen	481‘128.58
TOTAL AKTIVEN	**1‘913‘556.03**
PASSIVEN	
A. Eigenkapital	
I. Aktienkapital	50‘000.00
II. Gewinn/Verlustvortrag	0.00
III. Jahreserfolg (+Gewinn/-Verlust)	0.00
Total Eigenkapital	**50‘000.00**
B. Fremdkapital	
1. Verbindlichkeiten	
Kurzfristige Verbindlichkeiten	293‘042.49
Kurzfristige Verbindlichkeiten EUR 82‘638.65	91‘692.45
Langfristige Finanzverbindlichkeiten	1‘432‘427.45
C. Rückstellungen Steuern	1‘800.00
D. Passive Rechnungsabgrenzungsposten	44‘593.64
Total Fremdkapital	1‘863‘556.03
TOTAL PASSIVEN	**1‘913‘556.03**

ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (LI) AG	
Erfolgsrechnung in CHF	
	23.03.17 – 31.12.17
1. Darlehenszinserträge	15‘606.29
2. Dienstleistungsaufwand	
a) Vertriebsaufwand Anleihen	-15‘893.97
b) Zinsen Anleihen	-11‘368.55
c) Depotverwaltung Anleihen	-36‘941.92
Rohergebnis	**-48‘598.15**
3. Sonstige betriebliche Aufwendungen	
a) Abgaben und Gebühren	-18‘064.93
b) Allg. Büro- und Verwaltungsaufwand	-57‘679.70
c) Rechtsberatung	-121‘025.19
4. Zinsen und ähnliche Aufwendungen	
a) Bankzinsen und Spesen	-938.92
b) Fremdwährungsdifferenzen	0.00
5. Zinsen und ähnliche Erträge	
a) Zinsen und ähnliche Erträge	0.00
b) Unrealisierter Erfolg übrige Finanzanlagen	0.00
Ergebnis der gewöhnlichen Tätigkeit	**-246‘306.89**
6. Ertrag aus Kostenübernahme	248‘106.89
7. Ertragssteuern	-1‘800.00
Jahreserfolg (+Gewinn-Verlust)	**0.00**

2. Review des Jahresabschlusses der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG per 31. Dezember 2017

Der Jahresabschluss der Emittentin per 31. Dezember 2017 wurde gemäss den Bestimmungen des liechtensteinischen PGR erstellt und per 31. Dezember 2017 geprüft. Im Bericht des Wirtschaftsprüfers finden sich keine Einschränkungen.

AAC
Revision und Treuhand AG

ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG
9496 Balzers

Bericht der Revisionsstelle
Jahresrechnung per 31. Dezember 2017

AAC Revision und Treuhand AG
Zweigniederlassung

Landstrasse 123 · Postfach 634 · 9495 Triesen · Liechtenstein
Untere Gschindstrasse 4 · 9497 Triesenberg · Liechtenstein
T +423 399 03 03 · F +423 399 03 93 · info@aac.li · www.aac.li
HR-Nr. FL-0002.283.696-0 · Mwst-Nr. 56930

AAC
Revision und Treuhand AG

Bericht der Revisionsstelle an die Generalversammlung der
ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG, 9496 Balzers

Als Revisionsstelle haben wir die Jahresrechnung (Bilanz, Erfolgsrechnung und Anhang) der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG für das am 31. Dezember 2017 abgeschlossene Geschäftsjahr, umfassend den Zeitraum vom 23. März 2017 bis 31. Dezember 2017, geprüft.

Für die Jahresrechnung ist der Verwaltungsrat verantwortlich, während unsere Aufgabe darin besteht, diese zu prüfen und zu beurteilen. Wir bestätigen, dass wir die gesetzlichen Anforderungen hinsichtlich Befähigung und Unabhängigkeit erfüllen.

Unsere Prüfung erfolgte nach den Grundsätzen des liechtensteinischen Berufsstandes, wonach eine Prüfung so zu planen und durchzuführen ist, dass wesentliche Fehlaussagen in der Jahresrechnung mit angemessener Sicherheit erkannt werden. Wir prüften die Posten und Angaben der Jahresrechnung mittels Analysen und Erhebungen auf der Basis von Stichproben. Ferner beurteilten wir die Anwendung der massgebenden Rechnungslegungsgrundsätze, die wesentlichen Bewertungsentscheide sowie die Darstellung der Jahresrechnung als Ganzes. Wir sind der Auffassung, dass unsere Prüfung eine ausreichende Grundlage für unser Urteil bildet.

Gemäss unserer Beurteilung entsprechen die Buchführung und die Jahresrechnung dem liechtensteinischen Gesetz und den Statuten.

Wir empfehlen, die vorliegende Jahresrechnung zu genehmigen.

Wir weisen darauf hin, dass entgegen Art. 339 PGR die ordentliche Generalversammlung nicht innerhalb von sechs Monaten nach Ende der Geschäftsperiode stattgefunden hat.

Triesen, 24. Juli 2018

AAC Revision und Treuhand AG

Horst Büchel
(Wirtschaftsprüfer/
leitender Revisor)

Manuela Gassner
(Treuhandexpertin)

Beilagen:
- Jahresrechnung (Bilanz, Erfolgsrechnung und Anhang)

AAC Revision und Treuhand AG
Zweigniederlassung

Landstrasse 123 · Postfach 634 · 9495 Triesen · Liechtenstein
Untere Gschindstrasse 4 · 9497 Triesenberg · Liechtenstein
T +423 399 03 03 · F +423 399 03 93 · info@aac.li · www.aac.li
HR-Nr. FL-0002.283.696-0 · Mwst-Nr. 56930

3. Dividendenpolitik

Die Emittentin beabsichtigt auf absehbare Zeit nicht, Dividenden auszuschütten, jedenfalls für das per 31. Dezember 2017 abgeschlossene Geschäftsjahr erfolgte keine Auszahlung von Dividenden. In jedem Fall erfolgen zukünftige Dividendenzahlungen ausschliesslich im Einklang mit gesetzlichen Vorgaben (Art 312 PGR).

4. Gerichtsverfahren und Arbitrage

Bei der Emittentin gab und gibt es keine Informationen über etwaige staatliche Interventionen, Gerichts- oder Schiedsverfahren, die noch anhängig sind oder eingeleitet werden könnten mit Involvierung der Emittentin oder mit möglichen erheblichen Auswirkungen auf die Finanzlage oder Rentabilität der Emittentin und / oder der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH.

5. Wesentliche Veränderungen in der Finanzlage oder der Handelsposition der Emittentin oder der Gruppe

Es gibt keine wesentlichen Veränderungen in der Finanzlage oder der Handelsposition der Emittentin und / oder der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, die seit dem Ende des letzten Geschäftsjahres, für welches geprüfte Finanzinformationen oder Zwischenfinanzinformationen veröffentlicht wurden, eingetreten sind.

S. Zusätzliche Angaben

Das Grundkapital der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG beträgt CHF 50.000 und wurde voll einbezahlt. Das Aktienkapital ist in 50 auf den Namen lautende Aktien à CHF 1.000.- eingeteilt.

Die Statuten der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG sind beim Handelsregister des Fürstentums Liechtenstein unter der Registernummer FL-0002.543.640-8 hinterlegt und können jederzeit eingesehen werden.

Der statutarische Zweck der Gesellschaft (Art. 3 der Statuten) ist die Bereitstellung von Finanzierungen insbesondere zur Stärkung der Expansionskraft und Finanzierung der Wachstumsstrategie der ThomasLloyd-Gruppe, das Halten und Verwalten des eigenen Vermögens (wie Beteiligungen, immaterielle Rechte und Immobilien) sowie die Durchführung sämtlicher mit den vorstehenden Tätigkeiten zusammenhängenden Geschäfte.

Der Verwaltungsrat der Emittentin besteht aus einem oder mehreren Mitgliedern, die von der Generalversammlung auf unbestimmte Zeit bestellt werden. Der Verwaltungsrat kann sich durch Zuwahl – vorbehaltlich Genehmigung durch die nächste Generalversammlung – ergänzen. Verwaltungsratsmitglieder können jederzeit ohne Angabe von Gründen von der Generalversammlung ihres Amtes enthoben werden und können ihrerseits ihr Amt jederzeit mit sofortiger Wirkung niederlegen. Der Verwaltungsrat vertritt die Gesellschaft nach aussen. In seine Kompetenz fallen alle nicht der Generalversammlung vorbehaltenen Angelegenheiten, insbesondere Geschäftsführung, Wahl von Direktoren und Prokuristen, Rechnungswesen, Vorbereitung der Jahresrechnung sowie der Geschäfte der Generalversammlung. Der Verwaltungsrat fasst seine Beschlüsse mit einfacher Mehrheit, davon ausgenommen sind Beschlüsse auf dem Zirkularwege, welche nur einstimmig gefasst werden können.

Die Statuten der Gesellschaft einschliesslich der darin enthaltenen Bestimmungen zu Rechten und Pflichten der Aktionäre können von der Generalversammlung mit absoluter Mehrheit der vertretenen Stimmen abgeändert werden.

Die Aktionäre versammeln sich jährlich mindestens einmal zu einer Generalversammlung. Die Generalversammlung wird durch den Verwaltungsrat mindestens 14 Tage im Voraus unter Bekanntgabe der Tagesordnung einberufen. Sofern die Aktionäre dem Verwaltungsrat bekannt sind, erfolgt die Einberufung durch einfachen Brief, Fax oder elektronische Post, andernfalls durch Publikation im Publikationsorgan der Gesellschaft (Liechtensteiner Vaterland).

T. Wesentliche Verträge

Die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG hat nachfolgende wichtige Verträge geschlossen, die für ihre Verpflichtungen gegenüber den Anlegern in Bezug auf die ausgegebenen Anleihen von wesentlicher Bedeutung sind:

1. Patronatserklärung

Zur Besicherung der Bedienung der Anleiheverbindlichkeiten durch die Emittentin und zugunsten der Anleihegläubiger liegt eine Patronatserklärung der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, der Muttergesellschaft der Emittentin, vom März 2017, zuletzt ergänzt im November 2018, vor.

Danach übernimmt die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH gegenüber den Anleihegläubigern im Wege eines echten Vertrages zugunsten Dritter nach deutschem Recht (§ 328 Absatz 1 BGB) die uneingeschränkte, unbedingte, unbefristete und unwiderrufliche Verpflichtung, dafür zu sorgen, dass die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG stets so geleitet und finanziell so ausgestattet wird, dass ihre Bonität erhalten bleibt und sie jederzeit in der Lage ist, ihre Verpflichtungen aus dieser Anleihe zur Zahlung von Kapital und Zinsen nach Maßgabe der Anleihebedingungen zu erfüllen.

Auf Basis der Patronatserklärung besteht somit eine Einstandspflicht der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH für die Erfüllung der Verpflichtungen der Emittentin. Die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH haftet somit dafür, dass die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG begründete und fällige Ansprüche, wie z.B. fällige Zins- und Rückzahlungsansprüche bedient. Soweit die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG begründete und fällige Ansprüche aus den Inhaber-Teilschuldverschreibungen nicht bedient, kann sich der Anleihegläubiger direkt an die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH mit der Aufforderung wenden, dass sie die Maßnahmen ergreift, die erforderlich sind, dass derartige Ansprüche aus den Inhaber-Teilschuldverschreibungen durch die Anleiheschuldnerin befriedigt werden. Soweit die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH einer berechtigten Aufforderung des Anleihegläubigers nicht nachkommt, kann der Anleihegläubiger den daraus resultierenden Schaden von der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH ersetzt verlangen.

Im Falle von Kündigungsbeschränkungen gemäss den Bedingungen dieser Anleihe (insbesondere Wertpapierbeschreibung) ist die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH jedoch nicht verpflichtet, einen bei der Emittentin eingetretenen Stundungsgrund zu beseitigen.

2. Kostenübernahmevertrag

Zwischen der Emittentin und der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH wurde am 24. März 2017 ein Kostenübernahmevertrag zugunsten der Emittentin geschlossen.

Auf Basis des Kostenübernahmevertrages verpflichtet sich die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH gegenüber der Emittentin, sämtliche Aufwendungen und Kosten der Emittentin im Zusammenhang mit der Gründung der Emittentin (Gründungskosten), der gegenständlichen Emission (Zinsaufwendungen) ebenso wie die laufenden Kosten der Emittentin (Materialaufwand, Personalaufwand, sonstige betriebliche Aufwendungen) zu tragen.

3. Zahlstellenvertrag

Die Emittentin hat mit der Bank Frick & Co. AG mit Sitz in 9496 Balzers, Landstrasse 14, einen Zahlstellenvertrag abgeschlossen. Die Bank Frick & Co. AG ist aufgrund dessen als Zahlstelle für Anleihegelder tätig.

Die Zahlstelle übernimmt keinerlei Haftung oder Garantien dem Grunde oder der Höhe nach für oder in Bezug auf die von der Emittentin zu leistenden Zahlungen gemäss diesem Prospekt.

U. Einsehbare Dokumente

Die Statuten der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG können beim Amt für Justiz, Handelsregister, unter der Registernummer FL-0002.543.640-8 angefordert und eingesehen werden.

Anleger können kostenlose Kopien der Statuten, Jahresabschlüsse und Revisionsberichte der Emittentin sowie der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH schriftlich an der Adresse der Emittentin (ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG, Landstrasse 14, 9496 Balzers, Fürstentum Liechtenstein) unter Angabe einer E-Mail-Adresse oder unter support@thomas-lloyd.com anfordern und erhalten diese per E-Mail zugestellt.

IV. Angaben zur ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH

A. Firma, Sitz, Geschäftsanschrift

Die Firma der Gesellschaft lautet ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH.

Der juristische Sitz der Gesellschaft ist Langen im Emsland. Der Sitz der Verwaltung befindet sich in Frankfurt am Main (Geschäftsanschrift: Hanauer Landstraße 291b, 60314 Frankfurt am Main).

B. Gründung, Rechtsform, Rechtsordnung, Dauer

Die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH wurde unter der Firmung SRG einhundertsechsundzwanzigste Vermögensverwaltungs- und Beteiligungsgesellschaft mbH mit Gesellschaftsvertrag vom 1. März 2010 in der Rechtsform der Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach deutschem Recht gegründet und unterliegt der deutschen Rechtsordnung. Mit Gesellschafterversammlung vom 4. Januar 2011 wurde die Änderung der Firmung in Cleantech Projektgesellschaft mbH beschlossen. Die Gesellschafterversammlung vom 5. Februar 2013 hat eine Änderung der Firma in ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Fund GmbH und die Gesellschafterversammlung vom 15. Mai 2018 hat eine Änderung der Firma in ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH beschlossen.

Die Gesellschaft ist am 17. Januar 2011 (noch unter der früheren Firmung Cleantech Projektgesellschaft mbH) unter der Nr. HRB 89949 beim Amtsgericht Frankfurt am Main im Handelsregister eingetragen worden. Der juristische Sitz wurde im Jahr 2016 nach Langen im Emsland verlegt und die Gesellschaft ist seit dem 23. Juni 2016 unter der HRB 210568 beim Amtsgericht Osnabrück eingetragen.

Die Dauer der Gesellschaft ist unbestimmt.

C. Unternehmensgegenstand

Unternehmensgegenstand der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH ist auf dem Gebiet Cleantech der An- und Verkauf, die Planung, Errichtung und der Betrieb sowie die Vermietung und Verpachtung von technischen Anlagen und Projekten, die Finanzierung und Verwertung von Patenten und Lizenzen, die Verwaltung eigenen Vermögens im eigenen Namen und für eigene Rechnung sowie die Beteiligung an anderen Unternehmen und deren Leitung und Führung. Weiterer Gegenstand des Unternehmens ist der Erwerb von Grundstücken sowie Projektierung, Planung und Durchführung der Bebauung dieser Grundstücke sowie deren Weiterverkauf oder Vermietung nach Fertigstellung der Bauvorhaben.

D. Geschäftsjahr, Bekanntmachungen

Das Geschäftsjahr der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH ist das Kalenderjahr. Die Bekanntmachungen der Gesellschaft, die die Gesellschafter betreffen, werden im Bundesanzeiger veröffentlicht.

E. Stammkapital/gezeichnetes Kapital/nachrangige Kapitalien

Das gezeichnete Stammkapital der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH beträgt Euro 25.000,- und wurde in voller Höhe von der Gründungsgesellschafterin zur freien Verfügung der Geschäftsführung eingezahlt. Das Stammkapital ist eingeteilt in einen Geschäftsanteil mit einem Nennbetrag von Euro 25.000,-. Darüber hinaus sind an der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH noch eine Vielzahl Stiller Gesellschafter beteiligt, wobei auf die Stillen Beteiligungen bis zum 31. Juli 2018 insgesamt ca. Euro 354 Mio. eingezahlt worden sind. Die Ansprüche der Stillen Gesellschafter stehen unter einem Zahlungsvorbehalt und sind im Falle der Insolvenz oder Liquidation der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH nachrangig (sog. Qualifizierte Nachrangvereinbarung), wobei für die stillen Gesellschafter teilweise auch Entnahmeansprüche bestehen und bereits Entnahmen getätigt worden sind.

F. Geschäftsführung

Geschäftsführer haben unter eigener Verantwortung die Gesellschaft zu leiten und sie gerichtlich als auch außergerichtlich zu vertreten. Insbesondere entscheidet die Geschäftsführung über alle Angelegenheiten des laufenden Geschäftsbetriebs, allgemeine Fragen der Refinanzierung und der Festsetzung der Bedingungen für das Aktiv- und Passivgeschäft sowie den Erwerb und die Veräußerung von Grundbesitz.

Derzeitiger Geschäftsführer der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH ist Herr Michael Sieg. Er ist alleinvertretungsberechtigt und von den Beschränkungen des § 181 BGB (Selbstkontrahierungsverbot) befreit.

G. Wirtschaftsprüfer

Wirtschaftsprüfer der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH ist

PKF Wulf & Partner Partnerschaft mbB, Stuttgart, Wirtschaftsprüfungsgesellschaft / Steuerberatungsgesellschaft
Löffelstrasse 44, 70597 Stuttgart

PKF Wulf & Partner ist Mitglied von PKF International, einem globalen Netzwerk von rechtlich unabhängigen Unternehmen in den Bereichen Wirtschaftsprüfung, Steuerberatung und Unternehmens- bzw. Managementberatung. Mit einem weltweiten Jahresumsatz von ca. 1 Mrd. USD zählt PKF International zu den Top 20 der Prüfungs- und Beratungsnetzwerke weltweit. An 400 Standorten in 150 Ländern arbeiten rund 300 Mitgliedsunternehmen unter der Marke PKF, welche 2017 weltweit rund 14.000 Mitarbeiter beschäftigen. Mit rund 1.300 Mitarbeitern an 27 nationalen Standorten und einem Umsatz von rund 137 Mio. EUR zählt PKF in Deutschland mit rund 360 Wirtschaftsprüfern, Steuerberatern und Rechtsanwälten zu den Top Ten der Beraterbranche.

H. Ausgewählte Finanzkennzahlen der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH

1. Ausgewählte Finanzinformationen der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH

Die nachfolgende Tabelle gibt einen Überblick über die wesentlichen historischen Kennzahlen der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH für die Geschäftsjahre 2015, 2016 und 2017. Die Informationen basieren auf den geprüften und nach internationalen Rechnungslegungsvorschriften (IFRS) aufgestellten Einzelabschlüssen der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH für diese Geschäftsjahre.

Informationen zur Bilanz			
(in TEUR)			
	2017	**2016**	**2015**
Anteile an verbundenen Unternehmen	123	76	76
Wertpapiere des Anlagevermögens	23 005	48 249	17 628
Investmentanteile	54 617	101 991	87 891
Sonstige Finanzinstrumente	8 597	5 566	3 124
Forderungen gegen nahestehende Unternehmen	164 541	26 829	14 616
Übrige Forderungen und sonstige Vermögensgegenstände	1 151	1 933	599
Sonstige Wertpapiere	1 417	8 411	12 503
Guthaben bei Kreditinstituten	16 563	140	1 298
Summe Aktiva	270 014	193 195	137 735
Gesellschaftskapital inkl. Rücklagen	51	50	47
IFRS-Neubewertungsrücklage	-54	-54	-54
Anleihen	45 942	29 172	10 500
Einlagen der stillen Gesellschafter	214 085	159 069	122 3133
Verbindlichkeiten gegenüber nahestehenden Unternehmen	102	0	0
Sonstige Verbindlichkeiten	9 888	4 958	4 929
Summe Passiva	270 014	193 195	137 735

Informationen zur Gewinn- und Verlustrechnung			
(in TEUR)			
	2017	**2016**	**2015**
Erfolgswirksam erfasste Veränderung des Fair Market Value der Investmentanteile	-29 989	13 332	-3.899
Sonstige betriebliche Erträge	49 628	2 417	2 603
Sonstige betriebliche Aufwendungen	-14 699	-7 709	-3 507
Betriebsergebnis (EBIT)	4 940	8 040	7 495
Erträge aus Wertpapieren des Finanzanlagevermögens	0	0	0
Sonstige Zinsen und ähnliche Erträge	3 432	2 265	5 828
Zinsen und ähnliche Aufwendungen	-8 377	-10 302	-774
Betriebsergebnis	-5	3	251
Steuern vom Einkommen und vom Ertrag	6	0	-253
Aufwendungen aus Teilgewinnabführung	0	0	-1
Jahresüberschuss/Jahresfehlbetrag	1	3	-2

Zum 31. Dezember 2017 stellten Investmentanteile am Sub-Fund ThomasLloyd SICAV-SIIF (EUR 54,62 Mio.) weiterhin wesentliche Vermögenswerte der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH dar. Zum 31. Dezember 2017 umfassten die Finanzanlagen und sonstige Wertpapiere außerdem Investmentanteile an verbundenen Unternehmen mit Anschaffungskosten in Höhe von TEUR 123 sowie Wertpapiere mit Anschaffungskosten in Höhe von EUR 24,42 Mio. Forderungen gegenüber nahestehende Unternehmen in Höhe von EUR 164,54 Mio. (31. Dezember 2061: EUR 26,83 Mio.) stellen einen weiteren wesentlichen Posten auf der Aktivseite dar.

Zum 31. Dezember 2017 beliefen sich die der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Czech) a.s. begebenen Anleihen auf einen Gesamtbetrag in Höhe von EUR 45,94 Mio. (31. Dezember 2016 EUR 29,17 Mio.). Bei den zugrundeliegenden Anleihen handelt es sich um Anleihen, die von der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Czech) a.s. mit den Einnahmen aus der Begebung eigener Anleihen erworben wurden. Auf Grundlage der nachfolgend im Abschnitt „I. Wichtige Verträge“ / „Verträge über stille Beteiligungen“ erläuterten Verträge erhöhten sich die Einlagen der stillen Gesellschafter in 2017 von EUR 159,07 Mio. (Stand: 31. Dezember 2016) auf EUR 214,09 Mio. zum 31. Dezember 2017. Bei den Verbindlichkeiten gegenüber verbundenen und nahestehenden Unternehmen zum 31. Dezember 2017 in Höhe von EUR 46,04 Mio. (31. Dezember 2016 EUR 29,17 Mio.) handelt es sich um Verbindlichkeiten der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH gegenüber der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Czech) a.s. sowie der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG in Verbindung mit Anleiheemissionen. Darin enthalten sind aufgelaufene Zinsen in Verbindung mit von der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH begebenen und der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Czech) a.s. bzw. ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG gehaltenen Anleihen sowie Verbindlichkeiten im Rahmen des Kostenübernahmevertrags zwischen der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH und der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Czech) a.s. bzw. der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG. Die sonstigen Verbindlichkeiten zum 31. Dezember 2017 in Höhe von EUR 9,88 Mio. betreffen im Wesentlichen Steuerverbindlichkeiten.

Das Ergebnis vor Ertragssteuern und Teilgewinnabführung (EBT) der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH verringerte sich von TEUR 3 im Jahr 2016 auf TEUR -5 im Jahr 2017. Das Jahresergebnis verringerte sich von TEUR 3 im Jahr 2016 auf TEUR 1 im Jahr 2017. Die sonstigen betrieblichen Erträge der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH stiegen von EUR 2,42 Mio. im Jahr 2016 auf EUR 49,63 Mio. im Jahr 2017. Darüber hinaus ist die Ertragslage von erfolgswirksam erfassten Änderungen des Fair Market Value der Investments in Höhe von EUR -29,99 Mio. (2016: EUR 13,33 Mio.) geprägt. Die wesentlichste Kostenposition ist die Management- und Performance Fee in Höhe von EUR 5,75 Mio., die unter den sonstigen betrieblichen Aufwendungen (EUR 14,70 Mio.) ausgewiesen wird. (Zum Vergleich: 2016 betrugen die betrieblichen Aufwendungen EUR 7,71 Mio.). Das Ergebnis aus der Finanzierungstätigkeit erhöhte sich 2017 auf TEUR -4.945 gegenüber TEUR -8.037 im Jahr 2016. Die Zinsen und ähnliche Aufwendungen in Höhe von TEUR 8.377 umfassten im Wesentlichen Gewinnanteile der stillen Gesellschafter und Zinsaufwendungen der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH in Verbindung mit den zugrundeliegenden, von ihr begebenen Anleihen.

Der vollständige testierte Prüfungsbericht der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH zum 31.12.2017 inkl. Lagebericht und Bestätigungsvermerk des Abschlussprüfers ist diesem Prospekt als Anhang 4 angefügt und kann während der Laufzeit des gegenständlichen Angebots dieser Emission schriftlich an der Adresse der Emittentin (ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG, Landstrasse 14, 9496 Balzers, Fürstentum Liechtenstein) unter
Angabe einer E-Mail-Adresse angefordert werden und wird per E-Mail zugestellt.

I. Sonstige Angaben

1. Beteiligungsverhältnisse

Die Gesellschaft ist am Bilanzstichtag mit 100 % an der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Czech) a. s., Prag/Tschechische Republik, beteiligt. Das Nominalkapital beträgt TCZK 2.000. Das Eigenkapital dieser Gesellschaft beträgt zum Stichtag 31. Dezember 2017 TCZK 2.005 und der Jahresüberschuss TCZK 0.

Die Gesellschaft ist weiters zu 100 % Eigentümerin der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG.

2. Organ der Gesellschaft

Geschäftsführer der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH ist T. U. Michael Sieg (Unternehmer), London/Großbritannien.

3. Konzernzugehörigkeit

100 % des Grundkapitals der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH werden von der ThomasLloyd Holdings Ltd., London/Großbritannien, gehalten. Ein Konzernabschluss wird nicht erstellt.

J. Wichtige Verträge

Mit Ausnahme der nachfolgend aufgeführten bestehen zum Zeitpunkt der Erstellung dieses Prospektes keine weiteren wesentlichen Verträge, die zu substantiellen Verbindlichkeiten oder Ansprüchen mit Auswirkungen auf die Fähigkeit der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, ihren Verpflichtungen insbesondere aus emittierten Globalschuldverschreibungen, der gegenüber der Emittentin abgegebenen Patronatserklärung oder dem mit der Emittentin geschlossenen Kostenübernahmevertrag nachzukommen, führen.

1. Stille Beteiligungen

Zum Zeitpunkt der Erstellung dieses Prospektes hat die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH eine Reihe von Verträgen über Stille Beteiligungen geschlossen, auf deren Basis die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH im Wege stiller Beteiligungen Finanzmittel erhält, welche von der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH in der Folge investiert werden. Stille Beteiligungen bestehen mit nachfolgenden Gesellschaften („**Stille Gesellschafter**“):

a) **Cleantech Infrastrukturgesellschaft mbH & Co. KG**– Vertrag vom 1. Juli 2011 und Nachtrag vom 18. Juli 2013. Der Vertrag wurde über einen festen Zeitraum geschlossen und kann von keiner der Parteien vor dem 31. Dezember 2032 gekündigt werden;

b) **Zweite Cleantech Infrastrukturgesellschaft mbH & Co KG** – Vertrag vom 10. Oktober 2011 mit Nachtrag vom 18. Juli 2013. Der Vertrag wurde mit unbestimmter Dauer geschlossen und kann vom Stillen Gesellschafter erstmals am 31. Dezember 2018 gekündigt werden;

c) **Dritte Cleantech Infrastrukturgesellschaft mbH & Co KG** – Vertrag vom 14. August 2012 mit Nachtrag vom 18. Juli 2013. Der Vertrag wurde mit unbestimmter Dauer geschlossen und kann vom Stillen Gesellschafter erstmals am 31. Dezember 2020 gekündigt werden;

d) **Vierte Cleantech Infrastrukturgesellschaft mbH & Co KG** – Vertrag vom 14. August 2012 mit Nachtrag vom 18. Juli 2013. Der Vertrag wurde mit unbestimmter Dauer geschlossen und kann vom Stillen Gesellschafter erstmals am 31. Dezember 2020 gekündigt werden;

e) **Fünfte Cleantech Infrastrukturgesellschaft mbH & Co KG** – Vertrag vom 8. März 2013, mit Nachtrag vom 18. Juli 2013. Der Vertrag wurde mit unbestimmter Dauer geschlossen und kann vom Stillen Gesellschafter erstmals 15 Jahre nach dem ersten öffentlichen Angebot von Kommanditanteilen gekündigt werden.

Auf Basis jedes genannten Vertrages kann der Stille Gesellschafter seine stille Beteiligung aus wichtigen Gründen vorzeitig kündigen. Alle Gesellschaften a) bis e) haben der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH jedoch verbindlich mitgeteilt, dass die Kündigungsrechte nur in dem Umfang und innerhalb der Fristen ausgeübt werden, wie deren Anleger die Kommanditbeteiligung kündigen werden. Das Recht zur Kündigung aus wichtigem Grunde bleibt in allen Fällen unberührt. Die Einlagen der Stillen Gesellschafter können grundsätzlich in Raten geleistet werden. Eine Verpflichtung der Stillen Gesellschafter zur Leistung von Nachschüssen über die gezeichnete Einlage hinaus besteht nicht.

Stille Gesellschafter sind nicht berechtigt, an der Geschäftsführung der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH oder an Entscheidungsprozessen der Gesellschaft in Bezug auf deren Geschäftstätigkeit teilzunehmen oder mitzuwirken.

Die Gesellschaften unter a), b) und e) sind an den Gewinnen, Vermögenswerten, stillen Reserven und dem Unternehmenswert der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH beteiligt. Die Gesellschaft unter c) ist bis zu 12.95 % ihrer Einlage an den Gewinnen der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH und bis zu 25.25 % ihrer Einlage an den Gewinnen, stillen Reserven und dem Unternehmenswert der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH beteiligt. Wird der Gewinnanteil in Höhe von 12.95 % p.a. in einem Geschäftsjahr nicht erreicht, so besteht diesbezüglich ein Nachzahlungsanspruch aus den Gewinnen der folgenden Geschäftsjahre. An einem Verlust nehmen die Stillen Gesellschafter nicht teil.

Forderungen der Stillen Gesellschafter auf Rückzahlung ihrer Einlage sowie auf Auszahlung von Gewinnanteilen sind nachrangig gegenüber sämtlichen Forderungen anderer Gläubiger der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH. Für den Fall der Liquidation oder Insolvenz der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH sind die Ansprüche der Stillen Gesellschafter gegenüber den Forderungen von Inhabern von Globalschuldverschreibungen der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH nachrangig. Solange Globalschuldverschreibungen nicht voll zurückbezahlt sind stehen sämtliche Ansprüche von Inhabern von Globalschuldverschreibungen auf vorzeitige Rückzahlung sowie sämtliche Ansprüche Stiller Gesellschafter auf Rückzahlung der Einlage oder eines Gewinnanteils unter der Bedingung, dass keine dieser Zahlungen die Einleitung von Insolvenzverfahren gegen die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH auslösen kann.

Neben den oben erwähnten Gesellschaften gestattet die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH qualifizierten Investoren, direkte Investments in die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH in Form Stiller Beteiligungen zu tätigen, dies zu vergleichbaren Konditionen wie sie für die oben erwähnten Gesellschaften gelten.

2. Management Verträge

Die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH hat mit Wirkung zum 1. Januar 2013 mit der ThomasLloyd Global Asset Management (Schweiz) AG bzw. der ThomasLloyd Global Asset Management (Americas) LLC (als Dienstleistungserbringer) einen Vertrag über Risikomanagement- sowie Asset-Allocation-Beratungs- und Dienstleistungen abgeschlossen. Der Dienstleistungserbringer hat Anspruch auf eine Vergütung bestehend aus einer fixen und einer variablen Komponente. Der jährliche fixe Vergütungsanteil entspricht 2 % bezogen auf das Aktivvermögen (Assets under Management) der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, wobei der Stand per 31.12. eines jeden Jahres für die Berechnung maßgeblich ist. Der variable Vergütungsanteil wird in Form einer Gewinnbeteiligung gewährt und beträgt 25 % des Gewinns, wenn die Rendite der Investoren auf das durchschnittlich gewinnberechtigte Kapital 0 % - 8 % beträgt, wenn die Rendite der Investoren auf das durchschnittlich gewinnberechtigte Kapital 8 % - 15 % beträgt, 33 % des Gewinns und wenn die Rendite der Investoren auf das durchschnittlich gewinnberechtigte Kapital 15 % übersteigt, 50 % des Gewinns der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH. Der Vertrag hat eine Laufzeit von 18 Jahren und ist erstmalig unter einer Einhaltung einer Frist von 6 Monaten zum 31. Dezember 2031 kündbar.

3. Patronatserklärungen

Die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH hat gegenüber ihrer Tochtergesellschaft ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Czech) a.s. eine Patronatserklärung abgegeben. Danach übernimmt die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH gegenüber Anleihegläubigern mehrerer von der Tochtergesellschaft ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Czech) a.s. emittierter Anleihen im Wege eines echten Vertrages zugunsten Dritter nach deutschem Recht (§ 328 Absatz 1 BGB) die uneingeschränkte, unbedingte, unbefristete und unwiderrufliche Verpflichtung, dafür zu sorgen, dass die Tochtergesellschaft ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Czech) a.s. stets so geleitet und finanziell so ausgestattet wird, dass ihre Bonität erhalten bleibt und sie jederzeit in der Lage ist, ihre Verpflichtungen aus den von ihr ausgegebenen Anleihen zur Zahlung von Kapital und Zinsen nach Maßgabe der Anleihebedingungen zu erfüllen. Auf Basis der Patronatserklärung besteht somit eine Einstandspflicht der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH für die Erfüllung der Verpflichtungen der Tochtergesellschaft ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Czech) a.s.

Eine gleichlautende Patronatserklärung mit denselben Verpflichtungen hat die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH auch gegenüber der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG im Zusammenhang mit den von dieser emittierten Anleihen THOMASLL. 3,75/21 CHF (Laufzeit 01.05.2017 bis 31.12.2021, verlängerbar bis max. 31.12.2023); THOMASLL. 2,50/28 CHF (Laufzeit 01.05.2017 bis 31.12.2028); THOMASLL. 4,75/29 CHF (Laufzeit 30.04.2019 bis 31.12.2029); THOMASLL. 3,075/29 CHF (Laufzeit 13.05.2019 bis 31.12.2029); THOMASLL. 5,80/2027 CZK (Laufzeit 01.02.2018 bis 31.12.2027); THOMASLL. 7/2027 CZK (Laufzeit 01.02.2018 bis 31.12.2027); THOMASLL. 5,80/29 CZK (Laufzeit 06.05.2019 bis 31.12.2029); THOMASLL. 3,075/29 CZK (Laufzeit 13.05.2019 bis 31.12.2029); THOMASLL. 2,875/27 EUR (Laufzeit 01.07.2018 bis 31.12.2027), THOMASLL. 4,175/27 EUR (Laufzeit 01.07.2018 bis 31.12.2027); THOMASLL. 3,075/29 EUR (Laufzeit 13.05.2019 bis 31.12.2029) und THOMASLL. GREEN GROWTH BOND 18/27 EUR (Laufzeit 27.08.2018 bis 31.12.2027), sowie der prospektgegenständlichen Anleihe abgegeben.

4. Kostenübernahmeverträge

Zwischen der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH und ihrer Tochtergesellschaft ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Czech) a.s. besteht ein Kostenübernahmevertrag zugunsten der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Czech) a.s. Auf Basis des Kostenübernahmevertrages verpflichtet sich die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH gegenüber der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Czech) a.s., sämtliche Aufwendungen und Kosten der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Czech) a.s. im Zusammenhang mit der Gründung der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Czech) a.s. (Gründungskosten), der Emission einer Anleihe durch die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Czech) a.s. (Zinsaufwendungen) ebenso wie die laufenden Kosten der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Czech) a.s. (Materialaufwand, Personalaufwand, sonstige betriebliche Aufwendungen) zu tragen.

Ein gleichlautender Kostenübernahmevertrag mit denselben Verpflichtungen der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Fund GmbH besteht auch zwischen dieser und der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG im Zusammenhang mit den von dieser emittierten Anleihen THOMASLL. 3,75/21 CHF (Laufzeit 01.05.2017 bis 31.12.2021, verlängerbar bis max. 31.12.2023); THOMASLL. 2,50/28 CHF (Laufzeit 01.05.2017 bis 31.12.2028); THOMASLL. 4,75/29 CHF (Laufzeit 30.04.2019 bis 31.12.2029); THOMASLL. 3,075/29 CHF (Laufzeit 13.05.2019 bis 31.12.2029); THOMASLL. 5,80/2027 CZK (Laufzeit 01.02.2018 bis 31.12.2027); THOMASLL. 7/2027 CZK (Laufzeit 01.02.2018 bis 31.12.2027); THOMASLL. 5,80/29 CZK (Laufzeit 06.05.2019 bis 31.12.2029); THOMASLL. 3,075/29 CZK (Laufzeit 13.05.2019 bis 31.12.2029); THOMASLL. 2,875/27 EUR (Laufzeit 01.07.2018 bis 31.12.2027), THOMASLL. 4,175/27 EUR (Laufzeit 01.07.2018 bis 31.12.2027); THOMASLL. 3,075/29 EUR (Laufzeit 13.05.2019 bis 31.12.2029) und THOMASLL. GREEN GROWTH BOND 18/27 EUR (Laufzeit 27.08.2018 bis 31.12.2027), sowie der prospektgegenständlichen Anleihe abgegeben.

K. Trendinformationen

1. Grundlagen des Unternehmens

Geschäftsmodell des Unternehmens

Hauptgeschäftstätigkeit der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH ist der An- und Verkauf, die Planung, Errichtung und der Betrieb sowie die Vermietung und Verpachtung von technischen Anlagen und Projekten, die Finanzierung und Verwertung von Patenten und Lizenzen, die Verwaltung eigenen Vermögens im eigenen Namen und für eigene Rechnung sowie die Beteiligung an anderen Unternehmen und deren Leitung und Führung. Weiterer Gegenstand des Unternehmens ist der Erwerb von Grundstücken sowie Projektierung, Planung und Durchführung der Bebauung dieser Grundstücke sowie deren Weiterverkauf oder Vermietung nach Fertigstellung der Bauvorhaben.

2. Ziele und Strategien

2.1 Investitionsstrategie

Die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH investiert unmittelbar und mittelbar in ein breit gestreutes Portfolio von Infrastrukturprojekten.

2.2 Anlageziel

Das Anlageziel der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH ist die Erreichung einer attraktiven Rendite auf das investierte Kapital bei gleichzeitiger Verringerung der Anlagerisiken durch Diversifizierung über mehrere Länder, Sektoren und Anlagestile hinweg.

2.3 Anlagepolitik

Zur Erreichung des Anlageziels ist die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH unmittelbar und mittelbar in ein breites Portfolio von Infrastrukturanlagen investiert und wird weiterhin in dessen weiteren Ausbau investieren. Die Infrastrukturunternehmen betreiben in Asien und Australasien Anlagen in den Bereichen

- erneuerbare Energien,
- Versorgungsunternehmen,
- Transport,
- soziale Infrastruktur und
- Kommunikation.

Investitionen in Infrastrukturanlagen können in jeder Projektphase (Entwicklung, Bau und Betrieb), der Entwicklung, einschließlich Greenfield-Infrastrukturanlagen, Brownfield-Infrastrukturanlagen oder notleidenden oder wenig rentablen Infrastrukturanlagen, erfolgen.

Zum Zwecke der Durchführung der Anlagepolitik wurden und werden Eigenkapital- und/oder Fremdkapitalinstrumente erworben, die von den Infrastrukturunternehmen ausgegeben werden.

Eigenkapitalinstrumente schließen Eigenkapital und Quasi-Eigenkapitalinstrumente eines Infrastrukturunternehmens in Form von stimmberechtigten und nicht stimmberechtigten Unternehmensanteilen, Kommanditanteilen, Vorzugsaktien, Optionsscheine und andere eigenkapitalbezogene Anteile („Eigenkapitalinstrumente“) ein. Auch ist der Erwerb der Mehrheit der Stimm- und/oder Kapitalanteile an den Infrastrukturunternehmen zulässig.

Fremdkapitalinstrumente schließen Fremdkapital, das von einem Infrastrukturunternehmen in Form von privaten und öffentlichen Projektanleihen (einschließlich Wandelanleihen), Null-Coupon-Anleihen und Schuldverschreibungen begeben wird, sowie private oder syndizierte vorrangig besicherte Projektfinanzierungen, kurzfristige Kreditlinien und Überbrückungskredite, mezzanine Darlehen und andere Formen von Schulden oder besicherten Schulden („Fremdkapitalinstrumente“ und zusammen mit den Eigenkapitalinstrumenten, „Anlagen“) ein, soweit derartige Fremdkapitalinstrumente in zulässiger Art und Weise erworben werden dürfen. Fremdkapitalinstrumente können entweder amortisierend oder zinstragend mit festen Zinskonditionen gestaltet oder an einen variablen Zinsindex wie den Libor, Euribor geknüpft sein. Fremdkapitalinstrumente können darüber hinaus vorrangig oder nachrangig sein.

Die Entscheidung, in Eigenkapital- oder Fremdkapitalinstrumente zu investieren, hängt unter anderem vom rechtlichen und wirtschaftlichen Umfeld in der betreffenden Jurisdiktion ab, in der die Anlage getätigt wird.

Im Rahmen der Investition wird ein Eigen- und ein Fremdkapital-Ansatz gewählt und derzeit vorrangig Erlöse durch Veräußerungsgewinne und nicht durch die Realisierung von laufendem Einkommen angestrebt. Insoweit ist jedoch nicht ausgeschlossen, dass künftig die Realisierung von laufenden Erträgen Hauptziel der Investitionspolitik sein wird.

Anlagen können direkt von Entwicklern, Versorgungsunternehmen, Brokern und Beratern, staatlichen Institutionen, Entwicklungsfinanzierungseinrichtungen, NGOs, Finanzinstitutionen, institutionellen Anlegern und anderen Infrastrukturmarktteilnehmern (einschließlich anderen Kapitalverwaltungsvehikeln) stammen.

Es können auch mittelbare Beteiligungen an Anlagen und ein Portfolio solcher Anlagen durch die Investition in Strukturen, einschließlich, aber nicht beschränkt auf eine Tochtergesellschaft, eine andere Holdinggesellschaft und/oder derivative Instrumente (wie Total Return Swaps oder Credit Default Swaps), erworben werden. Bisher wurden von der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH jedoch keine Derivate erworben.

Die beabsichtigte durchschnittliche Haltedauer der Investments hängt von der Dauer, für die sich ein Projekt in der Entwicklung bzw. im Bau befindet, der Anlage, der Technologie, der Finanzierungsstruktur, dem Volumen der Transaktion und der beabsichtigten Ausstiegsstrategie ab. Es ist zunächst beabsichtigt, die Anlagen für einen Zeitraum von durchschnittlich zwei bis fünf Jahren zu halten. Es wird deshalb angestrebt, die Anlagen durch (i) den direkten Verkauf einer einzigen Anlage oder eines Portfolios von Anlagen, (ii) die Börsennotierung einer Anlage (oder eines Portfolios an Anlagen) oder (iii) die Refinanzierung von sämtlichen ausstehenden Fremdkapitalinstrumenten zu realisieren. Insoweit ist jedoch nicht ausgeschlossen, dass künftig das längerfristige Halten mit dem Ziel der Ermöglichung einer nachhaltigen Wertsteigerung auch ein Ziel der Investitionspolitik sein wird.

Es ist zulässig, auch Zahlungsmittel oder Zahlungsmitteläquivalente zu halten, einschließlich, aber nicht beschränkt auf Geldmarktinstrumente oder Investitionen in Anteile an Geldmarktfonds, für Zwecke der Rücknahme und des Cash-Managements oder als Zwischeninvestition vor der Investition noch vorhandener Mittel, die nicht gemäß dem Vorstehenden investiert wurden.

2.4 Soziale und verantwortungsbewusste Anlagegrundsätze

Bei der Investitionsentscheidung sind die Auswirkungen der Anlagen auf künftige Generationen, den Schutz natürlicher Ressourcen basierend auf ethischen und ökologischen Werten genauso zu berücksichtigen, wie der Umstand, ob die Infrastrukturanlagen für eine nachhaltige Zukunft zur Verfügung stehen. Um die Nachhaltigkeit sicherzustellen, werden die folgenden Auswahlkriterien verwendet:

- Unabhängig
- UN-Tabelle bezüglich Korruption
- Stabile Regierung
- Unabhängiges und transparentes Rechtssystem
- Sozialpolitik einschließlich international anerkannter Menschenrechte
- Ökologische Politik einschließlich Einhaltung der internationalen ökologischen Abkommen
- Gesellschaftsrechtlich
- Gute Corporate Governance einschließlich Einhaltung der internationalen Vermeidung von Korruption
- Gute Mitarbeiterpolitik
- Soziale Auswirkung der Güter und Dienstleistungen

2.5 Anlagebeschränkungen

Es bestehen die folgenden Anlagebeschränkungen: Die Anlagen sind soweit zu diversifizieren, dass eine adäquate Streuung des Investitionsrisikos gewährleistet ist. Darüber hinaus sollen ethisch nachhaltige Anlagekriterien (sog. ESG-Kriterien) berücksichtigt werden. Deshalb kommen, soweit diese Information verfügbar ist, folgende Beschränkungen zur Anwendung:

a) Bis zu 50% der Vermögenswerte des Gesamtportfolios der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH können in einem Land investiert werden, maßgeblich ist dabei der Stand ab dem Ende 2020, also nach geplantem Abschluss der Aufbauperiode des Portfolios;

b) Bis zu 30% der Vermögenswerte können in eine einzige Anlage investiert werden, berechnet zum Zeitpunkt einer solchen Investition, vorbehaltlich einer anfänglichen Aufbauperiode;

c) Es darf nur in Technologien investiert werden, deren wirtschaftlicher Nutzen bereits nachgewiesen ist;

d) Bei der Investitionsentscheidung ist zu beachten, dass die wichtigen Partner und Dienstleistungsanbieter in bester Praxis mit ethischer und ökologischer Verantwortung arbeiten;

e) Als Teil der internen Nachhaltigkeitsanalyse sind die ESG-Kriterien (ökologische, soziale und Governance-Faktoren) von wichtigen Partnern zu bewerten;

f) Es sind die positiven Kriterien (in den Bereichen Ökologie, Transparenz, Dienstleistungs- und Produktangebot, Prozessstandards etc.) der Hauptakteure zu bewerten genauso wie Ausschlusskriterien (Verstoß gegen Menschenrechte und Arbeitnehmerrechte, Herstellung und Handel von Rüstung und Kriegswaffen und illegalen und verbotenen Produkten, Glücksspiel, Hinweise auf Pornographie etc.), für welche eine ganzheitliche Betrachtung angewendet wird. Die Ausschlusskriterien können durch positive Kriterien ausgehebelt werden, wenn der Beitrag an den Erlösen aus diesem Bereich im Verhältnis zu dem Gesamterlös eines Infrastrukturunternehmens geringer als 5% ist;

g) Investitionen sind nur in Ländern mit einem stabilen politischen System und mit einem transparenten Rechtssystem mit einklagbaren Rechten zulässig. Länder werden aufgrund spezifischer Einbeziehungs- und Ausschlusskriterien bewertet, wobei für die Bewertung die wesentlichen Faktoren von einem ethischen Gesichtspunkt, einschließlich nachgewiesener Verstöße gegen Menschenrechte und schwerwiegende Korruptionsfälle, relevant sind;

h) Währungen, in denen die Investitionen getätigt werden, müssen im jeweiligen Land frei konvertibel sein;

i) Investitionen sind nur in Ländern zulässig, die die Rechte ausländischer Investoren eindeutig anerkennen.

Die obigen quantitativen Anlagebeschränkungen und -einschränkungen werden infolge von Veränderungen in Preis oder Wert der Anlagen nicht verletzt, die nur durch Marktbewegungen oder infolge anderer Ereignisse entstehen, die sich der Kontrolle der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH entziehen, wobei jedoch unter diesen Umständen die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH alle erforderlichen Maßnahmen treffen wird, um die vorgenannten relevanten quantitativen Anlagebeschränkungen und -einschränkungen wieder einzuhalten, es sei denn, es besteht die begründete Ansicht, dass dies den Interessen der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH und ihrer Anleger Schaden zufügen würde.

3. Chancen der künftigen Entwicklung – Wachstumsmarkt Infrastruktur Asien

Der Ausbau und die Modernisierung der Infrastruktur gehörten weltweit zu den größten gesellschaftlichen Herausforderungen des 21. Jahrhunderts. Besonders in Asien, das sich zum globalen Kraftzentrum entwickelt hat, ist aufgrund des stetigen Bevölkerungs- und des nachhaltigen Wirtschaftswachstums die Notwendigkeit eines Ausbaus der Infrastruktur deutlich greifbar. Schon heute wird die Hälfte des Weltbruttosozialprodukts in Asien erwirtschaftet. Im Ranking der zehn wirtschaftlich leistungsfähigsten Staaten soll sich 2050 noch ein europäisches Land (Deutschland) wiederfinden. Länder wie Indien und Indonesien werden sich dann bereits unter den Top 4 etabliert haben.[4] Asiens weitere Entwicklung wird vom Gelingen des Umstiegs von einer exportgetriebenen zu einer durch Binnennachfrage getragenen Wirtschaft bestimmt. Als Voraussetzung dafür gilt eine noch stärkere Verankerung der asiatischen Wirtschaftsdynamik in der breiten Bevölkerung und eine damit verbundene Steigerung des privaten Konsums. Hierfür ist jedoch eine Infrastruktur erforderlich, die mit der wirtschaftlichen Dynamik Schritt hält und auch die Regionen abseits der asiatischen Metropolen am fortwährenden Wachstum beteiligt.

Zahlreiche Volkswirtschaften Südostasiens stehen vor weitreichenden strukturellen Herausforderungen. Eine Studie des Beratungsunternehmens McKinsey weist aus, dass die Infrastruktur in den meisten Ländern Asiens trotz der günstigen wirtschaftlichen Entwicklung unterentwickelt ist. Die Stromerzeugung in Indien liege wegen ungenügender Investitionen um bis zu 20 % unter dem Bedarf in Spitzenzeiten. In Indonesien wurden die Infrastrukturinvestitionen von rund 6 % des Bruttoinlandsprodukts

[4] PwC: The World in 2050

in den 1990er-Jahren auf nur noch 3 % in den vergangenen zehn Jahren reduziert. Dies hatte eine Verschlechterung in Bereichen wie Energieversorgung, Transport, Wohnungsbau, Kommunikation und Wasserversorgung und ein um drei bis vier Prozentpunkte verringertes Wirtschaftswachstum zur Folge.[5] Die Anstrengungen müssen intensiviert werden, um Rückstände in denjenigen Regionen, die jahrzehntelang infrastrukturell nicht weiterentwickelt wurden, aufzuholen und eine Infrastruktur modernen Industriestandards zu etablieren. Die Regionen Asiens, die unter Stromunterversorgung leiden, müssen mit verlässlicher Energie versorgt werden. Häfen, Airports, die Verkehrswege sowie die Telekommunikationsnetze müssen den neuen, wachstumsbedingten Erfordernissen angepasst oder aus-/neu gebaut werden. Speziell in Asien macht die Urbanisierung hohe Investitionen in die Infrastruktur erforderlich. Im Jahr 2020 werden Schätzungen zufolge im asiatisch-pazifischen Raum rund 50% der Bevölkerung in Städten leben. Das sind rund 500 Millionen Menschen mehr als noch 2013.[6] Die Agglomerationszentren bedürfen Investitionen in den öffentlichen Transport, in Ver- und Entsorgungseinrichtungen und in den Wohnungsbau. Hinzu kommt eine steigende Nachfrage nach verlässlichen und vor allem umweltfreundlichen Energiequellen, nach Transportmitteln, Logistik und Strom-/Wasserversorgung.

Der Nachholbedarf in Infrastrukturinvestitionen in Asien ist daher enorm. Jüngsten Studien der Asian Development Bank (ADB) zufolge wird der Investitionsbedarf in Infrastrukturinvestitionen bis 2030 auf USD 26 Billionen beziffert.[7] Im Vergleich dazu erscheint der Betrag von einer Milliarde USD, welchen die USA derzeit im Rahmen Ihres 10-Jahres Infrastruktur Investmentplans debattiert, surreal. Asien benötigt demnach bis 2030 USD 1,7 Billionen pro Jahr (16 % hiervon werden für Anpassungsmaßnahmen zur Eindämmung des Klimawandels benötigt), was dem Doppelten der derzeitigen Investments (USD 881 Mrd.) in diesem Segment und sogar mehr als dem Doppelten (USD 750 Mrd.) der Schätzung der Asian Development Bank aus 2009 entspricht. Die Einbeziehung von Anpassungsmaßnahmen zur Eindämmung des Klimawandels in den jüngsten Studien ist ein Grund hierfür. Noch viel bedeutender ist das nachhaltige und rasante Wachstum Asiens, welches zu einer erhöhten Nachfrage nach Infrastrukturinvestitionen führt. Konkret wird der bezifferte Bedarf auf folgende Bereich verteilt: USD 16,7 Bio. für Energie, USD 8,4 Bio. für Transport, USD 2,3 Bio. für Telekommunikation und USD 800 Mrd. für Wasseraufbereitung. In der gesamten Region gibt es 400 Mio. Menschen, die keinen Zugang zu Energie haben. 300 Mio. Menschen haben keinen Zugang zu sauberem Trinkwasser und rund 1,5 Mrd. Menschen fehlt es an sanitären Grundeinrichtungen. Das Defizit in Infrastrukturinvestitionen (Investitionsbedarf vs. aktuelles Investitionsniveau) entspricht 2,4% des prognostizierten BIP über den 5-Jahres Zeitraum (2016-2020).

Politische Entscheider haben die Türen für private Investoren bereits weit geöffnet. Regulatorische Beschränkungen oder bisherige Investitionshürden wurden grundlegend reformiert und oft vollständig gestrichen. Im Gegenzug wurden attraktive Investitionsanreize und Vergünstigungen für ausländische Investoren geschaffen. Nach Auffassung der ADB sollen kontinuierliche Reformen und Optimierungen bestehender Prozesse, Gesetze, Ausschreibungs- und Vergabegrundsätze etc., dazu führen, dass eine noch größere Pipeline von bank-/finanzierungsfähiger Projekte für den Bereich öffentlich private Partnerschaften (PPPs) geschaffen wird. Zudem sind die Kapitalmärkte durch Integration und Vertiefung zu fördern.

Chancen für die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH ergeben sich vor allem aus den geschilderten langfristigen Trends, die zeigen, dass der Bedarf an Investitionen in Infrastruktur sowie der Energiebedarf vor allem in den Schwellenländern Asiens weiter erheblich wächst. Mithin ist zu erwarten, dass beispielsweise Abgabepreise für den erzeugten Strom weiter steigen werden, was die laufende Rentabilität der bestehenden und geplanten Anlagen zusätzlich steigern könnte.

Darüber hinaus verbessern diese mittel- und langfristigen Rahmenbedingungen die Marktchancen im Hinblick auf die beabsichtigte Veräußerung der fertiggestellten Kraftwerksanlagen und anderweitiger Infrastrukturprojekte.

Insgesamt wird die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH aus dem Vorsprung an Wissen und Erfahrung in asiatischen Schwellenländern deutlich profitieren, was ihr ein nachhaltiges Alleinstellungsmerkmal auf diesem Markt verschafft. Darüber hinaus ist zu erwarten, dass die Nachfrage von Investoren aus entwickelten Ländern nach attraktiven Sachwertanlagen weiter steigen wird, da angesichts der Situation an den Geld- und Kapitalmärkten rentable Finanzanlagen mit einem attraktiven Rendite-/Risikoprofil immer schwieriger zu finden sind. Insgesamt ist das Wachstumspotenzial von Infrastrukturinvestitionen gerade in Schwellenländern ungebrochen und nimmt weiterhin zu. Die mittel- und langfristig erzielbaren Renditen sind deutlich höher zu veranschlagen als bei vergleichbaren Investments in höher entwickelten Volkswirtschaften.

[5] Credit Suisse: Asien: Entwicklung, Finanzmärkte, Infrastruktur und Konsum, China
[6] United Nations Economic and Social Commission for Asia and the Pacific (ESCAP): Marketing Growth More Inclusive for Sustainable Development
[7] Asian Development Bank: Meeting Asia's Infrastructure Needs Publication in 2017

V. Wertpapierbeschreibung

A. Verantwortliche Personen

Für den Inhalt dieses Prospekts verantwortlich ist die Emittentin **ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG**, Landstrasse 14, 9496 Balzers, Fürstentum Liechtenstein.

Geschäftsführendes Organ der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG ist der Verwaltungsrat. Mitglieder des Verwaltungsrates sind Matthias Klein und Clemens Laternser.

Die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG und die Mitglieder des Verwaltungsrates erklären, dass ihres Wissens die in diesem Prospekt enthaltenen Angaben und Informationen richtig sind und keine Tatsachen weggelassen wurden, die die Aussage des Prospektes verändern können. Die Verantwortlichen haben die erforderliche Sorgfalt walten lassen, um dies sicherzustellen.

B. Grundlegende Angaben

1. Erklärung zum Geschäftskapital

Die Emittentin verfügt über ein voll einbezahltes Grundkapital von CHF 50.000.-.

Auf Basis eines Kostenübernahmevertrages werden sämtliche Aufwendungen und Kosten der Emittentin im Zusammenhang mit der Gründung der Emittentin (Gründungskosten), der gegenständlichen Emission (Zinsaufwendungen) ebenso wie die laufenden Kosten der Emittentin (Materialaufwand, Personalaufwand, sonstige betriebliche Aufwendungen) von der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH getragen. Die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH gibt weiters eine Patronatserklärung zur Sicherstellung der Bedienung der Anleiheverbindlichkeiten durch die Emittentin und zugunsten der Anleihegläubiger ab.

Die Emissionserlöse werden fortlaufend in von der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH emittierte Globalschuldverschreibungen investiert, auf welcher Basis der Emittentin ausreichende Mittel zur Bedienung der Verbindlichkeiten der Emittentin aus dieser Anleihe zufliessen werden.

Nach Auffassung der Emittentin ist das Geschäftskapital der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG für deren derzeitigen Bedürfnisse ausreichend.

2. Kapitalbildung und Verschuldung

Die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG wurde mit Beschluss der Gründungsgesellschafter vom 21. März 2017 und Eintragung im Handelsregister des Fürstentums Liechtenstein am 23. März 2017 gegründet.

Die Emittentin hat bislang nachfolgende Anleihen ausgegeben und nachfolgende Emissionserlöse erzielt:

- THOMASLL. 3,75/21 CHF Anleihe mit einer Laufzeit bis 31.12.2021, verlängerbar bis max. 31.12.2023, ISIN LI0363131512, Emissionserlöse (excl. Agio) per 31.03.2019: CHF 6.329.000.-;
- THOMASLL. 2,50/28 CHF Anleihe mit einer Laufzeit bis 31.12.2028, ISIN 0363131504, Emissionserlöse (excl. Agio) per 31.03.2019: CHF 280.000.-;
- THOMASLL. 4,75/29 CHF Anleihe mit einer Laufzeit bis 31.12.2029, ISIN LI047647259, Emissionserlöse: CHF 0.-; (Emissionsstart: 30.04.2019)
- THOMASLL. 3,075/29 CHF Anleihe mit einer Laufzeit bis 31.12.2029, ISIN LI0477071505, Emissionserlöse: CHF 0.-; (Emissionsstart: 13.05.2019)
- THOMASLL. 5,80/2027 CZK Anleihe mit einer Laufzeit bis 31.12.2027; ISIN LI0395604734, Emissionserlöse per 31.03.2019: CZK 49.238.000.-;
- THOMASLL. 7/2027 CZK Anleihe mit einer Laufzeit bis 31.12.2027; ISIN LI0395604684 Emissionserlöse per 31.03.2019: CZK 491.771.000.-;
- THOMASLL. 5,80/29 CZK Anleihe mit einer Laufzeit bis 31.12.2029, ISIN LI0476476259, Emissionserlöse: CZK 0.-; (Emissionsstart: 06.05.2019)
- THOMASLL. 3,075/29 CZK Anleihe mit einer Laufzeit bis 31.12.2029, ISIN LI0477071521, Emissionserlöse: CZK 0.-; (Emissionsstart: 13.05.2019)
- THOMASLL. 4,175/27 EUR mit einer Laufzeit bis 31.12.2027, ISIN LI0423561583; Emissionserlöse per 31.03.2019: EUR 1.289.000.-;
- THOMASLL. 2,875/27 EUR mit einer Laufzeit bis 31.12.2027, ISIN LI0423561575 Emissionserlöse per 31.03.2019: EUR 0.-

- THOMASLL. 3,075/29 EUR Anleihe mit einer Laufzeit bis 31.12.2029,
  ISIN LI0477071513, Emissionserlöse: EUR 0.-; (Emissionsstart: 13.05.2019) sowie
- THOMASLL. GREEN GROWTH BOND 18/27 EUR mit einer Laufzeit bis 31.12.2027,
  ISIN LI0431500078 Emissionserlöse per 31.03.2019: EUR 1.253.000.-.

Mit Ausnahme von Forderungen gegenüber der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH (i) infolge der Zeichnung von Globalschuldverschreibungen im Gegenwert von CHF 6.609.000.- sowie CZK 541.009.000.- und EUR 2.542.000.- (jeweils per 31.03.2019) sowie (ii) auf Grundlage der Patronatserklärung der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH und (iii) des Kostenübernahmevertrages verfügt die Emittentin zur Zeit über keine Vermögenswerte. Die Patronatserklärungen und Kostenübernahmeverträge beziehen sich nicht nur auf die Verbindlichkeiten der Emittentin aus der mit diesem Prospekt vorgestellten Anleihe, sondern sichern weiters auch die Erfüllung der Verbindlichkeiten der Emittentin gegenüber den Anlegern auf Basis der vorab bezeichneten bereits ausgegebenen Anleihen.

Infolge der Investition der Emissionserlöse dieser Anleihe sowie früherer Anleiheemissionen in Globalschuldverschreibungen der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH fliessen der Emittentin fortlaufend Zinszahlungen zu, wodurch der Emittentin ausreichende Mittel zur Tragung der Kosten der Emittentin sowie zur Bedienung der aus der gegenständlichen Emission resultierenden Verbindlichkeiten der Emittentin zukommen. Weiters liegt eine Patronatserklärung der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH zugunsten der Anleihegläubiger vor. Ebenso besteht ein Kostenübernahmevertrag zwischen der Emittentin und der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH.

3. Interessierte Personen

Die Emittentin ist ein 100 %-iges Tochterunternehmen der Thomas Lloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, in welche die Emissionserlöse der gegenständlichen Anleihe im Wege der Zeichnung von Globalschuldverschreibungen zur Finanzierung der Geschäfts- und Investitionstätigkeit der Thomas Lloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH investiert werden.

Ein Verwaltungsrat der Emittentin, Matthias Klein, ist zugleich in führender Position in der ThomasLloyd Holdings Ltd. und der ThomasLloyd Group Ltd. sowie in Tochtergesellschaftern der beiden genannten Gesellschaften tätig.

Natürliche und juristische Personen, die an der Emission/dem Angebot als Dienstleister beteiligt sind und welche Beratungs- oder Vertriebsleistungen direkt oder indirekt für die Emittentin erbringen, erhalten marktübliche Vergütungen.

4. Gründe für das Angebot und Verwendung der Erträge

Der Emittentin fliesst durch Platzierung dieser Anleihe ein Emissionserlös von bis zu EUR 100.000.000 zu. Der Emissionserlös wird im Wege der fortlaufenden Zeichnung von Globalschuldverschreibungen, welche von der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH emittiert werden, zur Finanzierung der Geschäfts- und Investitionstätigkeit der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH verwendet.

Die Kosten der Emission einschliesslich etwaiger Steuern werden vollumfänglich und ohne Belastung der Emissionserlöse auf Basis eines Kostenübernahmevertrages zwischen der Emittentin und der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH von der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH übernommen.

C. Angaben über die anzubietenden Wertpapiere

1. Allgemeine Beschreibung der Schuldverschreibungen

Gegenstand des vorliegenden Wertpapierprospekts (nachfolgend „**Prospekt**“) ist das Angebot der **ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG** mit Sitz in Balzers, Fürstentum Liechtenstein, zur Begebung einer auf den Inhaber lautenden Schuldverschreibung mit fixer jährlicher Verzinsung von **5,175 % p.a.,** der **THOMASLL. 5,175/29 EUR Anleihe** (nachfolgend „**Anleihe**“) und einer Laufzeit von 20.05.2019 bis 31.12.2029.

Für den Fall der Börsenkotierung der Aktien der Anleiheschuldnerin ist diese berechtigt, die Schuldverschreibungen zum Kurs von 105,175 % in Aktien der Anleiheschuldnerin zu konvertieren.

Das Gesamtemissionsvolumen beträgt EUR 100.000.000 (in Worten: einhundert Million Euro) bei einer Stückelung von jeweils EUR 1.000 Nennbetrag (in Worten: tausend Euro). Die Mindestzeichnungssumme pro Investor beträgt EUR 10.000 (in Worten: zehntausend Euro). Jede höhere Zeichnungssumme muss durch 1.000 teilbar sein. Es besteht keine Zeichnungshöchstbegrenzung pro Investor.

Valor: 47707153

ISIN: LI0477071539

2. Rechtsgrundlage

Die gesetzliche Grundlage dieser Emission bildet das Recht des Fürstentums Liechtenstein, insbesondere das Wertpapierprospektgesetz (LGBl. 2007.196 idgF).

3. Verbriefung und Stückelung

Die Inhaber-Schuldverschreibungen werden über die volle Laufzeit in einer Sammelurkunde ohne Zinsschein (Globalurkunde) verbrieft. Die Globalurkunde wird bei der SIX SIS AG, Baslerstrasse 100, CH-4600 Olten, im Auftrag der Zahlstelle verwahrt.

4. Währung der Wertpapieremission

Die Schuldverschreibungen werden in EUR begeben. Sämtliche Zahlungen in Verbindung mit der Schuldverschreibung erfolgen zum Fälligkeitszeitpunkt in EUR.

5. Rang der Wertpapiere und Besicherung

Forderungen von Anlegern gegenüber der Emittentin auf Basis der gegenständlichen Anleihe sind unbesichert und mit anderweitigen unbesicherten Forderungen gegenüber der Emittentin gleichrangig. Die Emittentin sichert zu, keine Verpflichtungen einzugehen, welche den Forderungen der Anleihegläubiger vorgehen.

Die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH hat eine Patronatserklärung zur Sicherstellung der Bedienung der Anleiheverbindlichkeiten durch die Emittentin und zugunsten der Anleihegläubiger abgegeben.

6. Mit den Wertpapieren verbundene Rechte

Die Schuldverschreibungen stellen unmittelbare, unbedingte und nicht nachrangige Verbindlichkeiten der Emittentin dar und haben den gleichen Rang wie alle anderen unbesicherten nicht nachrangigen Verbindlichkeiten der Emittentin, unbeschadet etwaiger solcher Verbindlichkeiten, die aufgrund gesetzlicher Bestimmungen Vorrang geniessen.

Die Emittentin ist verpflichtet, gegenüber Anlegern quartalsweise Zinszahlungen und am Ende der Laufzeit der Anleihe Kapital zum Nennwert der Anleihen zu leisten. Form und Inhalt der Anleihe sowie Rechte und Pflichten der Emittentin bestimmen sich im Übrigen nach dem Recht des Fürstentums Liechtensteins.

Die Emittentin und / oder ein mit ihr verbundenes Unternehmen sind berechtigt, jederzeit Schuldverschreibungen dieser Anleihe zu jedem beliebigen Preis auf dem Sekundärmarkt zu erwerben. Die von der Emittentin erworbenen Schuldverschreibungen können nach Wahl der Emittentin von ihr gehalten, weiterverkauft oder bei der Zahlstelle zwecks Entwertung eingereicht werden. Sofern diese Käufe durch öffentliches Angebot erfolgen, muss dieses Angebot allen Anleihegläubigern zugänglich gemacht werden.

a) Kündigungsrecht

Jedem Anleger sowie der Emittentin steht ein vorzeitiges Kündigungsrecht der Anleihe erstmals zum 31. Dezember 2024 zu. Danach kann die Anleihe jeweils zum 30. Juni und 31. Dezember eines Jahres gekündigt werden. Die Kündigungsfrist beträgt 12 Monate.

Die Kündigung ist der Gegenpartei von der kündigenden Partei schriftlich unter Angabe der betroffenen Teilschuldverschreibungen und deren Anzahl mitzuteilen. Ein Anleger kann seine Kündigung in Bezug auf sämtliche oder einen Teil der von ihm gehaltenen Schuldverschreibungen (wobei die Mindestzeichnungssumme von EUR 10.000.- nicht unterschritten werden darf) erklären. Hält ein Anleger insgesamt Teilschuldverschreibungen mit einem Nominalwert von nicht mehr als EUR 10.000.- so kann er sein Kündigungsrecht nur in Bezug auf sämtliche von ihm gehaltenen Teilschuldverschreibungen ausüben. Erhält ein Anleger ein Kündigungsschreiben der Emittentin, so ist er bei sonstiger Haftung für der Emittentin entstehenden Schaden nicht mehr berechtigt, betroffene Teilschuldverschreibungen anderweitig zu veräussern oder zu übertragen.

Im Falle einer vorzeitigen Kündigung hat die Emittentin die gekündigten Anleihen zum Nennwert zuzüglich aufgelaufener Verzinsung rückzukaufen.

Kündigungsbeschränkungen

Sofern die Erfüllung von aus Kündigungen von Anleihegläubigern resultierenden Verpflichtungen der Emittentin zum Fälligkeitszeitpunkt zu deren Insolvenz führen würde, gelten die Rückzahlungsverpflichtungen der Emittentin als gestundet.

Liegt ein Anlassfall für eine Stundung vor, so informiert die Emittentin sämtliche betroffenen Anleihegläubiger spätestens einem Monat vor dem Rückzahlungstermin unter Vorlage geeigneter Dokumentation.

Die Forderungen der Anleihegläubiger aus erfolgter Kündigung und die korrespondierenden Verpflichtungen der Emittentin werden fällig, sobald ersichtlich ist, dass ein Stundungsgrund bei Bedienung sämtlicher aus bereits eingebrachten Kündigungen resultierender Verpflichtungen nicht mehr eintritt. Als Fälligkeits- und Rückzahlungstermin gilt sodann der 10. Bankarbeitstag nach Feststellung durch die Emittentin, dass ein Stundungsgrund nicht mehr greift.

Die Stundung der Rückzahlungsverpflichtungen der Emittentin beträgt in jedem Fall maximal drei Jahre ab dem ursprünglichen Rückzahlungstermin infolge Kündigung eines Anleihegläubigers. Für die Dauer der Stundung läuft die Verzinsung der ausstehenden Beträge gemäss diesen Anleihebedingungen bis zur tatsächlichen vollständigen Rückzahlung weiter.

Die Bestimmungen über die Kündigungsbeschränkung bzw. das Stundungsrecht der Emittentin kommen nicht (mehr) zur Anwendung, wenn die Emittentin liquidiert wird oder insolvent ist.

b) Ausserordentliche Kündigung durch den Anleger / Soziale Härtefallklausel

Ist ein Anleihegläubiger betroffen von einem sozialen Härtefall wie beispielsweise Arbeitslosigkeit, ernsthafte Krankheit, Ableben eines Ehegatten oder direkten Angehörigen oder Insolvenz, wird dem Anleger die Möglichkeit eingeräumt, der Emittentin unter Angabe der betroffenen Teilschuldverschreibungen und deren Anzahl sowie unter Vorlage geeigneter Dokumentation einen begründeten Kündigungswunsch zu übermitteln. Es liegt im freien Ermessen der Emittentin, weitere Unterlagen zur Verifizierung des Vorliegens eines sozialen Härtefalls anzufordern, die gewünschte Kündigung zu bestätigen oder die Kündigung abzulehnen.

Im Falle der Bestätigung des Kündigungswunsches kauft die Emittentin die betroffenen Teilschuldverschreibungen unter Berücksichtigung einer Kündigungsfrist von 30 Tagen (gerechnet ab Bestätigung der gewünschten Kündigung durch die Emittentin) zum Nennwert zuzüglich aufgelaufener Zinsen zurück.

Erfolgt eine Härtefall-Kündigung, während die vorhergehend ausgeführten Kündigungsbeschränkungen greifen, so steht es der Emittentin frei, auch im Falle einer Bestätigung des Kündigungswunsches die Auszahlung des Rückzahlungsbetrages analog der obigen Bestimmungen aufzuschieben.

c) Wandlungsoption

Die Anleiheschuldnerin ist berechtigt, die Schuldverschreibungen im Rahmen eines Börsenganges in Aktien der Anleiheschuldnerin zu konvertieren.

Für die Umwandlung der Schuldverschreibungen in Aktien wird ein Kurs von 105,175 % (Nennwert Schuldverschreibung vs. Nennwert Aktie) fixiert. Auf Basis der Anleihebedingungen geschuldete Zinsen, welche (i) nach dem letzten Zinszahlungstermin vor Konversionsdatum und (ii) bis zum Konversionsdatum auflaufen, werden nicht ausbezahlt sondern gelten mit Umwandung der Anleihen und Zuteilung von Aktien zur Konversionsrate von 105,175 % als mit abgegolten. Sollte die Wandlung aufgrund der Stückelung der Aktien und der fixierten Konversionsrate dazu führen, dass Teilaktien zu liefern wären, so erhalten betroffene Anleger anstelle der Lieferung von Teilaktien Ausgleichszahlungen.

Beschliesst die Anleiheschuldnerin, die Wandlungsoption auszuüben, so informiert sie die Anleger schriftlich spätestens 3 Monate vor Durchführung der Wandlung über die beabsichtigte Ausübung der Wandlungsoption, die Details der Konditionen der Wandlung sowie über die aus der Wandlung und Zuteilung von Aktien und der Zuerkennung der Aktionärsstellung resultierenden Rechte und Pflichten der Anleger. Entsprechende Mitteilungen gelten mit Übermittlung an die depotführende Bank eines Anlegers, an welche laufende Zahlungen (Zinszahlungen) im Zusammenhang mit dieser Anleihe erfolgen, im Wege der SIX SIS AG und/oder mit Veröffentlichung einer entsprechenden Anlegermitteilung unter https://www.thomas-lloyd.com/de/investoren/ (Wahl von 1.) „Herkunftsland“ und 2.) „Investorenstatus“) spätestens 3 Monate vor Ende der Laufzeit der Anleihe als rechtzeitig erfolgt.

Zum in der Anlegermitteilung festzulegenden Wandlungsdatum werden die Schuldverschreibungen über die Zahlstelle eingezogen und entwertet, Zug um Zug (Liberierung durch Verrechnung) werden den Anlegern korrespondierende Aktien der Anleiheschuldnerin und allenfalls Ausgleichszahlungen zugewiesen und übermittelt. Die Abwicklung und Lieferung erfolgen über die Zahlstelle im Wege der SIX SIS AG.

Aktionären, welchen Aktien über Ausübung der Wandlungsoption durch die Anleiheschuldnerin zugeteilt werden, kommen dieselben wirtschaftlichen Rechte (insbes. Anspruch auf Zahlung von Dividenden) gemäss Statuten der Anleiheschuldnerin zu wie sie mit allen bereits bestehenden oder im Rahmen der Börsenkotierung auszugebenden Aktien verbunden sind. Stimmrechte sind mit im Rahmen der Wandlung ausgegebenen und zugeteilten Aktien jedoch nicht verbunden.

Ob eine Börsenzulassung und somit eine Ausübung der Wandlungsoption zukünftig erfolgen wird, ist noch nicht abschliessend festgelegt, erforderliche Beschlüsse der zuständigen Organe liegen noch nicht vor und wurde ein Zeitpunkt noch nicht fixiert.

7. Angabe des nominalen Zinssatzes und Bestimmungen zur Zinsschuld

Die Anleihe wird mit 5,175 % p.a. fix (Zinsusanz: Act/Act – ICMA Rule 251 (taggenau)) jährlich verzinst.

Die Zinsen werden (anteilig) quartalsweise berechnet und ausbezahlt. Zinszahlungen erfolgen jeweils nachträglich innert 10 Bankarbeitstagen nach Quartalsende. Die erste Zinszahlung erfolgt somit spätestens am 12. Juli 2019. Die Zinszahlung für das letzte Quartal der Laufzeit erfolgt gleichzeitig mit Tilgung der Anleihe.

Falls ein Zinszahlungstermin in Liechtenstein kein Bankarbeitstag ist, wird die Zahlung am nächsten darauffolgenden Bankarbeitstag ausgeführt.

Zinszahlungen an die Anleger werden über die Zahlstelle abgewickelt. Diese übernimmt die Zinsberechnung und quartalsweise Auszahlung der Zinszahlungen. Die Zahlstelle übernimmt jedoch keinerlei Haftung oder Garantien für oder in Bezug auf die von der Emittentin zu leistenden Zahlungen gemäss diesem Prospekt.

Sämtliche Ansprüche auf Zahlungen von fälligen Zinsen verjähren nach drei Jahren.

8. Fälligkeitstermin und Tilgung

Die Anleihe wird mit Ablauf des 31. Dezember 2029 (Fälligkeitstermin) zur Rückzahlung fällig, sofern Anleger oder die Emittentin nicht von ihrem erstmals zum 31.12.2024 und danach jeweils zum 30. Juni und 31. Dezember eines Jahres unter Einhaltung einer zwölfmonatigen Kündigungsfrist geltend zu machenden Kündigungsrecht Gebrauch machen bzw. ein Kündigungswunsch eines Anleihegläubigers infolge sozialen Härtefalls von der Emittentin bestätig wird.

Die Emittentin verpflichtet sich, die Anleihe zum Fälligkeitstermin (bzw. zum allfälligen Kündigungsendtermin) zum **Nennbetrag = 100% in der ausgegebenen Währung** zurückzuzahlen.

Die Rückzahlung der Anleihe an die Anleger wird über die Zahlstelle abgewickelt. Die Zahlstelle übernimmt keinerlei Haftung oder Garantien dem Grunde oder der Höhe nach für oder in Bezug auf die von der Emittentin zu leistenden Rückzahlungen.

Falls der Rückzahlungstag in Liechtenstein kein Bankarbeitstag ist, gilt der erste nachfolgende liechtensteinische Bankarbeitstag als Rückzahlungsdatum.

Der Anspruch auf das Kapital verjährt 30 Jahre nach dem Fälligkeitstag.

Eine Rückzahlung der Anleihe erfolgt nicht, wenn die Aktien der Anleiheschuldnerin während der (verlängerten) Laufzeit der Anleihe an einer Börse kotiert werden und die Anleiheschuldnerin das ihr in diesem Prospekt eingeräumte Recht, die Anleihen in Aktien zu wandeln, ausgeübt hat. Ist dies der Fall, so kann der Anleihegläubiger sodann als Aktionär die ihm gemäss Statuten der Anleiheschuldnerin zustehenden Rechte ausüben.

9. Zahlstelle

Zahlstelle ist die Bank Frick & Co. AG, Landstrasse 14, FL-9496 Balzers.

Sämtliche gemäss den Anleihebedingungen zahlbaren Beträge werden von der Emittentin über die Zahlstelle an die SIX SIS AG, Baslerstrasse 100, CH-4600 Olten zwecks Gutschrift auf den Konten der jeweiligen Depotbanken zur Weiterleitung an die Anleihegläubiger in EUR ausbezahlt.

Die Zahlstelle übernimmt keinerlei Haftung oder Garantien dem Grunde oder der Höhe nach für oder in Bezug auf die von der Emittentin zu leistenden Zahlungen gemäss diesem Prospekt.

Sämtliche Zahlungen, insbesondere Kapitalrückzahlungen und Zinszahlungen, erfolgen unter Abzug und Einbehaltung von Steuern, Abgaben und sonstigen Gebühren, soweit die Emittentin oder die Zahlstelle zum Abzug und/oder zur Einbehaltung gesetzlich verpflichtet ist. Weder die Emittentin noch die Zahlstelle sind verpflichtet, den Anleihegläubigern zusätzliche Beträge als Ausgleich für auf diese Weise abgezogene oder einbehaltene Beträge zu zahlen. Soweit die Anleiheschuldnerin oder die Zahlstelle nicht gesetzlich zum Abzug und/oder zur Einbehaltung von Steuern, Abgaben oder sonstigen Gebühren verpflichtet ist, trifft sie keinerlei Verpflichtung im Hinblick auf abgaberechtliche Verpflichtungen der Anleihegläubiger.

10. Angabe der Rendite / Berechnungsmethode

Die Rendite der Anleihe kann auf Basis des Erstausgabepreises, des Fixzinssatzes, der Laufzeit sowie des Tilgungskurses berechnet werden. Eine Berechnung kann allerdings nur unter der Annahme, dass die Emission bis zum Laufzeitende gehalten wird und die Tilgung zum Nennwert möglich ist, erfolgen.

Zu berücksichtigen sind allenfalls weitere individuelle Kosten des Anlegers wie Nebenkosten der Ausgabe, z.B. Zeichnungsspesen, sowie laufende Kosten, wie z. B. Depot- und Verwaltungsgebühren.

Die individuelle Rendite aus einer Anleihe über die Gesamtlaufzeit muss durch den jeweiligen Anleihegläubiger unter Berücksichtigung der Differenz zwischen dem ursprünglich gezahlten Betrag für den Erwerb der Anleihe (Nominale zuzüglich etwaiger Stückzinsen) und dem Rückzahlungsbetrag unter Berücksichtigung der Laufzeit der Anleihe sowie der individuellen Transaktionskosten berechnet werden. Die jeweilige Netto-Rendite der Anleihe lässt sich somit erst am Ende der Laufzeit bestimmen.

11. Vertretung von Schuldtitelinhabern

Es gibt keine besondere Form der Vertretung der Inhaber der Schuldverschreibungen. Alle Rechte aus den Schuldverschreibungen sind durch den Gläubiger selbst oder von ihm benannte Rechtsvertreter gegenüber der Emittentin direkt an deren Sitz in schriftlicher Form (eingeschriebene Postsendung) oder im ordentlichen Rechtsweg geltend zu machen.

12. Beschlüsse, Ermächtigungen und Billigungen

Die Ausgabe der Anleihe wurde vom Verwaltungsrat der Emittentin mit Beschluss vom 29. April 2019 beschlossen.

13. Erwarteter Emissionstermin

Die Emittentin beabsichtigt, die Schuldverschreibungen einen Tag nach der Veröffentlichung des Wertpapierprospekts bis zur Vollplatzierung, maximal ein Jahr nach dem Datum der Billigung des Prospektes durch die FMA, anzubieten.

Die Emittentin behält sich das Recht vor, dieses Angebot bei Vollplatzierung der Anleihe vor Ablauf der Zeichnungsfrist vorzeitig zu beenden. Ebenso behält sich die Emittentin das Recht vor, das Angebot vorzeitig zu beenden, sollte das vorgesehene Emissionsvolumen während der Zeichnungsfrist nicht erreicht werden.

Sofern es zu Überzeichnung kommt, werden die Zeichnungen in der Reihenfolge ihres Einganges berücksichtigt. Die Emittentin ist in diesem Fall berechtigt, Zeichnungen zu kürzen.

Der gesamte Zeichnungsbetrag für die gezeichnete Schuldverschreibung setzt sich aus dem Ausgabekurs zzgl. allfälliger Spesen sowie anteiliger Marchzinsen vom Erstausgabetag bis zum Zeichnungstermin zusammen.

Erstausgabetag und Laufzeitbeginn dieser Anleihe ist der 20. Mai 2019.

14. Beschränkung der freien Übertragbarkeit der Wertpapiere

Die Schuldverschreibungen können grundsätzlich nach den Bestimmungen der SIX SIS AG frei übertragen werden. Es besteht allerdings keine Zulassung zu einem geregelten Markt, was eine faktische Einschränkung der Handelbarkeit darstellen kann. Im Übrigen sind die Wertschriften ausserhalb eines geregelten Marktes grundsätzlich frei und uneingeschränkt handelbar.

Die Emittentin behält sich vor, die Zulassung der Anleihe zum Handel an einem geregelten oder ungeregelten Markt zu beantragen.

15. Steuerliche Angaben

Die Emittentin beabsichtigt, dieses Angebot schwerpunktmässig Anlegern in der Schweiz, in Liechtenstein, Frankreich, Deutschland, Belgien und Luxemburg zu unterbreiten.

Anlegern wird geraten, ihre eigenen steuerlichen Berater zu im Einzelnen möglichen steuerlichen Konsequenzen, die aus der Zeichnung, dem Kauf, dem Halten und der Veräusserung der THOMASLL. 5,175/29 EUR Anleihe resultieren, insbesondere den Folgen der Anwendung und der Auswirkungen von staatlichen, regionalen und ausländischen oder sonstigen Steuergesetzen sowie von Änderungen der jeweiligen Steuergesetze, zu konsultieren.

In der Folge werden überblicksweise die steuerlichen Regelungen der Schweiz, Liechtensteins, Frankreichs, Deutschlands, Belgiens und Luxemburgs dargestellt. Bei den folgenden Ausführungen handelt es sich um eine kurze Darstellung der wesentlichen Regelungen. Eine fundierte, auf die individuelle Situation des Anlegers zugeschnittene Steuerberatung kann dies keinesfalls ersetzen.

Eine Verantwortung für die individuellen Steuerfolgen beim Investor aus dem Erwerb, dem Halten oder dem Verkauf der Anleihe kann weder von der Emittentin noch von der Zahlstelle übernommen werden.

Sofern eine Notifikation des Prospektes zum Vertrieb in weiteren Ländern durchgeführt wird, werden steuerliche Grundlagen des betroffenen Landes überblicksweise in einem Nachtrag zum Prospekt dargestellt werden.

a) Besteuerung in der Schweiz

Natürliche Personen mit Wohnsitz in der Schweiz haben realisierte Zinserträge aus Schuldverschreibungen sowie Dividendenzahlungen aus Aktien, welche als Privatvermögen gehalten werden, als Einkommen zu versteuern. Kapitalgewinne aus dem Verkauf von im Privatvermögen gehaltenen Schuldverschreibungen und Aktien sind hingegen grundsätzlich steuerfrei. Anteilige Marchzinsen gelten als Teil des Kaufpreises.

Juristische Personen mit Sitz in der Schweiz haben realisierte Zinserträge aus Schuldverschreibungen sowie Dividendenzahlungen aus Aktien als Gewinn zu versteuern. Kapitalgewinne aus dem Verkauf einer Anleihe oder Aktie sind in der Regel ebenso als Gewinn zu versteuern (Ausnahmen nach Sitzkanton und individuellem Steuerstatus bleiben vorbehalten).

Ein Quellensteuerabzug durch die Emittentin erfolgt nicht, Anleger haben ihre Vermögenswerte und Einkünfte selbst zu versteuern.

b) Besteuerung in Liechtenstein

Für Anleger (natürliche Personen) mit Wohnsitz in Liechtenstein sind realisierte Zinserträge und Dividenden sowie Kapitalgewinne aus Schuldverschreibungen und Aktien steuerfrei, sofern die entsprechenden Wertschriften der Vermögenssteuer unterstellt waren.

Juristische Personen mit Domizil in Liechtenstein, die Schuldverschreibungen halten, haben realisierte Zinserträge und Dividenden sowie Kapitalgewinne aus Schuldverschreibungen und Aktien als Ertrag zu versteuern.

c) Besteuerung in Frankreich

Die von **natürlichen Personen mit Wohnsitz in Frankreich tatsächlich bezogenen Zinserträge** unterliegen der französischen Einkommensbesteuerung. Diese erfolgt in drei Schritten: Bei Bezug der Zinsen sind (1) eine Pauschalabgabe ohne befreiende Wirkung und (2) Sozialabgaben zu entrichten. Im folgenden Jahr unterliegen die Erträge mit dem übrigen jährlichen Einkommen (3) der Einkommensteuer zu einem progressiven Steuersatz. Dabei wird die bereits entrichtete Pauschalabgabe auf die zu zahlende jährliche Einkommensteuer angerechnet.

Bei Verkauf der im Privatvermögen gehaltenen Schuldverschreibungen unterliegt der erzielte Veräußerungsgewinn (1) der jährlichen Einkommensteuer und (2) den Sozialabgaben. Sämtliche Preiserhöhungen (z.B. die Zahlung der anteiligen Marchzinsen an den Verkäufer) sind im Verkaufspreis zu berücksichtigen.

Die erzielten Zinserträge aus Anleihen im Eigentum von der Körperschaftsteuer unterliegenden Unternehmen stellen körperschaftsteuerpflichtige Einnahmen dar, die in dem Geschäftsjahr erfasst werden, in dem sie aufgelaufen sind.

Der im Rahmen des Verkaufs erzielte Veräußerungsgewinn ist als Gewinn zu versteuern. Sämtliche Preiserhöhungen (z.B. die Zahlung der anteiligen Marchzinsen an den Verkäufer) sind im Verkaufspreis zu berücksichtigen.

d) Besteuerung in Deutschland

Natürliche Personen mit Wohnsitz in Deutschland haben Zinserträge aus im Privatvermögen gehaltenen Schuldverschreibungen sowie Dividendenzahlungen aus Aktien im Zuflusszeitpunkt als Einkünfte aus Kapitalvermögen zu versteuern. Die Kapitaleinkünfte unterliegen der Abgeltungsteuer und Zuschlagsteuern.

Veräußerungsergebnisse aus dem Verkauf von im Privatvermögen gehaltenen Schuldverschreibungen und Aktien sind ebenfalls steuerpflichtig.

Beim Erwerb entrichtete Stückzinsen stellen negative Einnahmen aus Kapitalvermögen dar. Die im Rahmen des Verkaufs vereinnahmten Stückzinsen sind Teil des steuerpflichtigen Veräußerungsergebnisses.

Werden die Schuldverschreibungen von einer inländischen Depotstelle verwahrt, wird die Abgeltungsteuer im Wege des Kapitalertragsteuerabzugs durch die deutsche Depotbank einbehalten. Mit dem Steuerabzug ist die Einkommensteuerschuld des Anlegers abgegolten. Eine Pflicht zur Angabe dieser Einkünfte in der Einkommensteuererklärung besteht dann grundsätzlich nicht; jedoch kann der Steuerpflichtige beantragen, dass die Kapitaleinkünfte mit seinem persönlichen Steuersatz besteuert werden, falls dies für ihn günstiger ist.

Betriebliche Anleger mit Sitz in Deutschland haben Zinserträge aus Schuldverschreibungen als Gewinn zu versteuern.

Dividendenzahlungen aus Aktien sind für betriebliche Anleger zumindest teilweise steuerfrei (davon ausgenommen sind Dividenden aus Streubesitzbeteiligungen für juristische Personen mit Sitz in Deutschland).

Das im Rahmen des Verkaufs einer Anleihe erzielte Veräußerungsergebnis ist ebenfalls steuerpflichtig.

Veräußerungsergebnisse aus dem Verkauf von im Betriebsvermögen gehaltenen Aktien sind zumindest teilweise steuerbefreit.

Bei betrieblichen Anlegern hat der Einbehalt der Kapitalertragsteuer durch das depotverwahrende deutsche Kreditinstitut keine abgeltende Wirkung.

e) Besteuerung in Belgien

Zinsen aus Anleihen und Dividenden, die an natürliche Personen mit Wohnsitz in Belgien zugewiesen oder ausgeschüttet werden, unterliegen einem Pauschalsteuersatz von 30%.

Wenn der Anleger Zinsen und Dividenden durch einen Vermittler, der in Belgien ansässig ist (z.B. eine Bank), erhält, erfolgt ein Quellensteuerabzug (Quellensteuer erhoben auf bewegliche Vermögensgegenstände). Die Quellensteuer ist ein Abgeltungssteuer, sodass das mit Quellensteuer belastete Einkommen nicht mehr in der Steuererklärung des Anlegers angeben werden muss.

Zahlungen hingegen, die an einen im Ausland ansässiger Anleger unmittelbar erfolgen, unterliegen nicht der belgischen Quellensteuer und müssen somit durch den Anleger in seiner Steuererklärung angegeben werden.

Veräußerungsgewinne aus dem Verkauf von Anleihen sind steuerbefreit, solange sie durch den Anleger im Rahmen einer normalen Verwaltung seines Privatvermögens erzielt werden. Sollte dies nicht der Fall sein, so unterliegen diese Veräußerungsgewinne einem Steuersatz von 33 %.

Aufgelaufene Zinsen, die im Kaufpreis inbegriffen sind, unterliegen einem Pauschalsteuersatz von 30 %.

Zinsen aus Anleihen, die an Körperschaften die steuerlich in Belgien ansässig sind, ausgezahlt werden, unterliegen dem Normalsatz der Körperschaftsteuer (29,58 % seit dem 1. Januar 2018 und 25 % ab dem 1. Januar 2020, außer wenn ein ermässigter Steuersatz anzuwenden ist).

Aufgelaufene und/oder kapitalisierte Zinsen werden durch den Begünstigten am Ende eines jeden Rechnungsjahres verbucht und unterliegen der Körperschaftssteuer am selben Datum.

Kosten die mit dem Kauf- und/oder Verkauf von Anleihen zusammenhängen sind steuerlich abziehbar außer wenn sie als Vermögenswert verbucht wurden. Veräußerungsgewinne aus dem Verkauf von Anleihen unterliegen dem Normalsatz der Körperschaftsteuer. Verluste, die bei der Veräußerung von Anleihen realisiert werden, (einschließlich Währungsumrechnungsdifferenzen und/oder Wechselkursverluste), sind von der Körperschaftssteuer absetzbar.

Nach der Umwandlung von Anleihen in Aktien werden Dividenden, die an eine belgische Körperschaft ausgeschüttet werden, von der Körperschaftsteuer befreit, wenn folgende Voraussetzungen erfüllt sind (sog. Schachtelbeteiligungen):

- die Beteiligung beträgt mindestens 10 % oder der ein Anschaffungspreis liegt bei mindestens EUR 2,5 Mio.
- einjährige Haltefrist (oder Verpflichtung, die für einen Zeitraum von mindestens 12 Monaten zu halten)
- die ausschüttende Gesellschaft und ihre unmittelbaren und mittelbaren Tochtergesellschaften unterliegen der Besteuerung.

Veräußerungsgewinne aus dem Verkauf von Aktien, die der Anleger nach der Umwandlung erhalten hat, sind gegebenenfalls unter den gleichen Voraussetzungen von der Körperschaftsteuer befreit.

f) Besteuerung in Luxemburg

Natürliche Personen mit Wohnsitz in Luxemburg haben Zinserträge aus im Privatvermögen gehaltenen Schuldverschreibungen sowie Dividendenzahlungen aus Aktien im Zuflusszeitpunkt als Einkünfte aus Kapitalvermögen zu versteuern. Die Zinserträge unterliegen der Abgeltungsteuer in Höhe von 20 % (sog. „prélèvement libératoire“), wenn die Zinszahlungen von einer Luxemburger Zahlstelle geleistet werden, ansonsten der Einkommensteuer zum progressiven Steuersatz.

Werden die Zinszahlungen von einer in einem anderen EU- oder EWR Mitgliedstaat ansässigen Zahlstelle vorgenommen, hat der Steuerpflichtige die Steuererklärung 931 D abzugeben und einen der 20 %-igen Abgeltungssteuer entsprechenden Betrag an die Luxemburger Staatskasse abzuführen. Alternativ kann der Steuerpflichtige in diesem Fall die Zinseinkünfte im Rahmen der jährlichen Einkommensteuererklärung angeben, so dass die Kapitaleinkünfte mit seinem persönlichen Steuersatz besteuert werden.

Dividendenzahlungen unterliegen dem Halbeinkünfteverfahren oder der Einkommensteuer zum progressiven Steuersatz, je nachdem, ob die Emittentin der Aktien selbst einer der luxemburgischen Körperschaftsteuer vergleichbaren ausländischen Besteuerung unterliegt oder nicht.

Veräußerungsergebnisse aus dem Verkauf von im Privatvermögen gehaltenen Schuldverschreibungen und Aktien sind ebenfalls steuerpflichtig, wenn diese innerhalb von 6 Monaten nach Erwerb der Schuldverschreibung erzielt werden oder bei Veräußerung einer wesentlichen Beteiligung (d.h., von mehr als 10 % am Kapital der Emittentin der Aktien) auch nach 6 Monaten, dann aber zu einem spezifischen Steuersatz.

Betriebliche Anleger mit Sitz in Luxemburg haben Zinserträge aus Schuldverschreibungen und Gewinne aus der Veräußerung von Schuldverschreibungen zu versteuern. Bei betrieblichen Anlegern, die natürliche Personen sind, hat der Einbehalt der Abgeltungsteuer in Höhe von 20 % durch die Luxemburger Zahlstelle keine abgeltende Wirkung, sondern wird auf die jährliche Einkommensteuer angerechnet.

Betriebliche Anleger haben Dividendenzahlungen aus Aktien und Gewinne aus der Veräußerung von Aktien zu versteuern. Dividendenzahlungen unterliegen dem Halbeinkünfteverfahren oder der Einkommensteuer zum progressiven Steuersatz, je nachdem, ob die Emittentin der Aktien selbst einer der luxemburgischen Körperschaftsteuer vergleichbaren ausländischen Besteuerung unterliegt oder nicht.

Ist der betriebliche Anleger eine Körperschaft oder ein ähnliches Gebilde, das der Luxemburger Körperschaftsteuer unterliegt, können die Dividendenzahlungen aus Aktien und Gewinne aus der Veräußerung der Aktien, unter Bedingungen, gegebenenfalls im Rahmen des Luxemburger Schachtelprivilegs steuerbefreit sein.

D. Bedingungen und Voraussetzungen für das Angebot

1. Bedingungen, Angebotsstatistiken, erwarteter Zeitplan und erforderliche Massnahmen für die Antragstellung

a) Bedingungen, denen das Angebot unterliegt

Der Anleger gibt gegenüber der Zahlstelle, treuhänderisch vertreten durch seine depotführende Bank, schriftlich, per E-Mail oder telefonisch ein verbindliches Angebot für den Erwerb der Anleihe mit dem gewünschten Nennbetrag ab. Der Erwerb der Anleihe erfolgt durch Annahme des Angebots durch die Emittentin, vertreten durch die Zahlstelle. Die Emittentin behält sich das Recht zur Nichtannahme eines Zeichnungsangebotes vor.

Zeichnungsaufträge können an Bankarbeitstagen (Liechtenstein) während den üblichen Banköffnungszeiten, jeweils zwischen 08.00 Uhr und 18.00 Uhr (CET) und über die folgenden Annahmestellen bei der Zahlstelle platziert werden:

E-Mail: trading@bankfrick.li
Fax: 00423 388 21 15
Telefon: 00423 388 21 25

Die Lieferung der Schuldverschreibungen erfolgt elektronisch an den Erwerber der Schuldverschreibungen über die SIX SIS AG, Baslerstrasse 100, CH-4600 Olten, gegen Zahlung des Nennbetrages zzgl. allfällig aufgelaufener Zinsen auf das vom Bankhaus Frick & Co. AG, Landstrasse 14, FL-9496 Balzers, geführte Konto bei der SIX SIS AG (Zentralverwahrer).

Die Abwicklung der Transaktion erfolgt im Verfahren „Lieferung gegen Zahlung“ (LGZ). Hierbei tritt die depotführende Bank des Investors treuhänderisch als Anlegerin (für den Endanleger) der Schuldverschreibungen in Erscheinung und wickelt die Transaktion mittels dem vorgenannten Verfahren direkt mit der Zahlstelle ab. Dadurch ist sichergestellt, dass die Zahlung und der Übertrag der Schuldverschreibungen zeitgleich und nur dann erfolgt, wenn beide Parteien dieselben Instruktionen abgesetzt haben.

Das Settlement der Transaktion ist über die folgenden Clearingstellen möglich:

Clearer	SSI der Zahlstelle (Bank Frick)
SIX SIS AG	LI100067
Clearstream Luxembourg	83320
Clearstream Frankfurt	83320
Euroclear Bank	83320

Die Schuldverschreibungen werden für die gesamte Laufzeit der Anleihe in einer auf den Inhaber lautenden Globalurkunde (nachfolgend „Globalurkunde“) verbrieft, die bei der SIX SIS AG, Baslerstrasse 100, CH-4600 Olten, hinterlegt wird. Die physische Lieferung effektiver Schuldverschreibungen oder Zinsscheine kann nicht verlangt werden. Den Anleihegläubigern stehen Miteigentumsanteile an der Globalurkunde zu, die gemäss den Regelungen und Bestimmungen der SIX SIS AG übertragen werden können. Die Globalurkunde trägt die eigenhändige Unterschrift von mindestens einer vertretungsberechtigten Person der Emittentin.

b) Gesamtsumme der Emission

Das Gesamtemissionsvolumen beträgt EUR 100.000.000.

c) Angebotsfrist

Die Emission gemäss diesem Prospekt erfolgt auf fortlaufender Basis ab 20. Mai 2019 und endet mit Vollplatzierung der Anleihe oder bei vorzeitiger Beendigung des Angebots durch die Emittentin, spätestens mit Ablauf eines Jahres nach dem Datum der Billigung des Wertpapierprospektes.

d) Reduzierung von Zeichnungen

Die Emittentin beabsichtigt, die Schuldverschreibungen einen Tag nach der Veröffentlichung des Wertpapierprospekts bis zur Vollplatzierung, maximal ein Jahr nach dem Datum der Billigung des Prospektes durch die FMA, anzubieten.

Die Emittentin behält sich jedoch das Recht vor, bei Vollplatzierung der Anleihe die Zeichnungsfrist vorzeitig zu beenden. Ebenso behält sich die Emittentin das Recht vor, das Angebot vorzeitig zu beenden, sollte das vorgesehene Emissionsvolumen während des Zeichnungszeitraums nicht erreicht werden oder sollte die Emittentin aus anderen Gründen nach freiem Ermessen keine weiteren Platzierungen wünschen oder für sinnvoll erachten.

Sofern es zu Überzeichnung kommt, werden die Zeichnungen in der Reihenfolge ihres Einganges berücksichtigt. Die Emittentin ist in diesem Fall berechtigt, Zeichnungen zu kürzen und erhaltene Zeichnungsbeträge durch Rückerstattung auf das Zahlerkonto zu retournieren.

e) Mindest- und Höchstzeichnung

Die Anleihe ist in Schuldverschreibungen mit Nominalwert von jeweils EUR 1.000 gestückelt, die Mindestzeichnungssumme pro Investor beträgt EUR 10.000. Jede höhere Zeichnungssumme muss durch 1.000 teilbar sein, es besteht keine Zeichnungshöchstgrenze pro Investor.

f) Zeichnung & Lieferung der Wertpapiere

Zeichnungen erfolgen über die Zahlstelle.

Die Lieferung der Schuldverschreibungen erfolgt an den Erwerber der Schuldverschreibungen über die SIX SIS AG, Baslerstrasse 100, CH-4600 Olten, gegen Zahlung des Nennbetrages zzgl. allfällig aufgelaufener Zinsen.

g) Offenlegung

Die Ergebnisse des Angebots werden im Rahmen der Erstellung und Veröffentlichung der Jahresberichte der Emittenten offengelegt.

Der Jahresbericht kann von jedem Anleger am Sitz der Emittentin kostenlos schriftlich und unter Angabe einer E-Mail-Adresse angefordert werden, die Zustellung erfolgt per email. Der Jahresbericht kann weiters beim Handelsregister, Amt für Justiz des Fürstentums Liechtenstein, unter der Registernummer FL-0002-543.640-8 eingesehen und angefordert werden.

2. Aufteilung und Zuteilung der Wertpapiere

a) Investorkategorien

Die Emittentin beabsichtigt, dieses Angebot schwerpunktmässig Anlegern in Liechtenstein, der Schweiz, Frankreich, Deutschland, Belgien und Luxemburg sowie gegebenenfalls Anlegern in jenen EWR-Staaten, in Bezug auf welche Notifizierungen erfolgt sind, zu unterbreiten.

Investoren aus Ländern ausserhalb des EWR können diese Anleihe auf Basis dieses Prospektes zeichnen, sofern und insoweit dies im Rahmen der lokalen gesetzlichen und regulatorischen Bestimmungen rechtlich möglich und zulässig ist.

b) Meldeverfahren

Die Meldung der zugeteilten Wertschriften an die Anleger erfolgt im Wege von Buchungen über die SIX SIS AG.

3. Kursfestsetzung

Der Ausgabekurs, zu dem die Anleihe angeboten wird, beträgt 100 % der Zeichnungssumme (Nominalwert) zzgl. allfälliger Stückzinsen. Schuldverschreibungen werden ab dem ersten Tag nach der Veröffentlichung des Wertpapierprospektes bis zur vollständigen Platzierung bzw. bis zu einer vorherigen Beendigung der Zeichnungsfrist durch die Emittentin angeboten.

Allfällige Quellensteuern werden durch die Emittentin einbehalten und abgeführt, die Emittentin stellt den Zeichnern im Übrigen keine Kosten oder Gebühren in Rechnung.

4. Platzierung und Emission

Die Platzierung der Emission erfolgt durch die Emittentin selbst oder durch von der Emittentin beauftragte Banken, Vermögensverwalter und sonstige Finanzdienstleister (gemeinsam auf „Finanzintermediäre").

Die Emittentin erteilt ihre Zustimmung zur Verwendung des Prospekts für die spätere Weiterveräusserung oder endgültige Platzierung der Wertpapiere an prudentiell bewilligte und beaufsichtigte Finanzintermediäre, welche im Einklang mit den gesetzlichen Vorgaben des Sitz- oder Vertriebsstaates operieren, erteilt. Die Zustimmung wird insbesondere für den Vertrieb in der Schweiz, in Liechtenstein und in jenen EWR-Staaten, in Bezug auf welche Notifizierungen erfolgt sind, erteilt. In Bezug auf Länder ausserhalb des EWR wird die Zustimmung zum Vertrieb auf Basis dieses Prospektes erteilt, sofern und insoweit dieser im Rahmen der lokalen gesetzlichen und regulatorischen Bestimmungen rechtlich möglich und zulässig ist.

Die Zustimmung wird weiters nur für die Dauer der Angebotsfrist, somit bis max. 1 Jahr nach Billigung des Prospekts erteilt.

Dieser Prospekt darf potentiellen Investoren ausserdem nur zusammen mit allfälligen Änderungs- und Ergänzungsnachträgen übergeben werden. **Finanzintermediäre haben Anleger zum Zeitpunkt der Angebotsvorlage umfassend über die Angebotsbedingungen zu unterrichten.**

Jeder diesen Prospekt verwendende Finanzintermediär hat auf seiner Website anzugeben, dass er diesen Prospekt mit Zustimmung der Emittentin und gemäss den Bedingungen, an die diese Zustimmung gebunden ist, verwendet.

Die Emittentin erklärt, auch im Falle einer späteren Weiterveräusserung oder endgültigen Platzierung von Wertpapieren durch Finanzintermediäre, die die Zustimmung zur Verwendung des Prospekts erhalten haben, die Haftung für den Inhalt des Prospekts zu übernehmen.

5. Zahlstelle

Die einzige Zahlstelle der Emittentin ist die Bank Frick & Co. AG, Landstrasse 14, FL-9496 Balzers.

E. Zulassung zum Handel und Handelsregeln

1. Handelszulassung

Die unter diesem Prospekt zu begebenden Schuldverschreibungen sind nicht zum Handel an einem geregelten Markt oder ungeregelten Markt oder an einer Börse innerhalb des Europäischen Wirtschaftsraums zugelassen. Die Schuldverschreibungen können jedoch nach den Bestimmungen der SIX SIS AG frei übertragen werden.

Die Emittentin behält sich vor, die Zulassung der Anleihe zum Handel an einem geregelten oder ungeregelten Markt zu beantragen.

Es wird weiters in Erwägung gezogen, Aktien der Anleiheschuldnerin zukünftig an einer Börse innerhalb des Europäischen Wirtschaftsraums (Börse Frankfurt) oder in der Schweiz (SIX Swiss Exchange) zum Handel zuzulassen, in welchem Fall die Anleiheschuldnerin gemäss den Bedingungen dieses Prospekts das Recht hat, die gemäss diesem Prospekt ausgegebenen Anleihen in Aktien der Anleiheschuldnerin umzuwandeln, welche Aktien sodann entsprechend zum Handel zugelassen wären.

VI. Schlussbestimmungen

A. Veröffentlichung

Dieser Prospekt sowie allfällige Nachträge können kostenfrei bei der Emittentin ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG, Landstrasse 14, 9496 Balzers, Liechtenstein, support@thomas-lloyd.com, bezogen werden. Die Zustellung erfolgt per email.

Der Prospekt samt Nachträgen steht weiters auf https://www.thomas-lloyd.com/de/investoren/ (nach Wahl „Herkunftsland“ und „Investorenstatus“) zum Abruf und Download bereit.

Mitteilungen an Anleger erfolgen im Wege der Übermittlung an die depotführende Bank des Anlegers über die SIX SIS AG und/oder über Bereitstellung entsprechender Anlegermitteilungen zum Abruf und Download auf der genannten Internet-Seite.

B. Korrekturen, Änderungen und Nachträge

Die Emittentin ist berechtigt,

i. offensichtliche Schreib- oder Rechenfehler oder
ii. sonstige offensichtliche Irrtümer oder
iii. redaktionelle Änderungen, wie z. B. sinnwahrende Änderungen in Wortlaut oder Reihenfolge oder
iv. widersprüchliche oder lückenhafte Bestimmungen

in diesen Anleihebedingungen ohne Zustimmung der Inhaber der Schuldverschreibungen zu ändern bzw. zu ergänzen, wobei in den unter (iv) genannten Fällen nur solche Änderungen bzw. Ergänzungen zulässig sind, die unter Berücksichtigung der Interessen der Emittentin für die Inhaber der Schuldverschreibungen zumutbar sind, dass heisst die finanzielle Situation der Inhaber der Schuldverschreibungen nicht oder nur unwesentlich verschlechtern.

Wichtige neue Umstände, wesentliche Unrichtigkeiten oder Ungenauigkeiten in Bezug auf die im Prospekt enthaltenen Angaben, welche die Bewertung der Anleihe beeinflussen können und die zwischen der Billigung des Prospektes und dem endgültigen Schluss des öffentlichen Angebotes oder – falls später – der Einbeziehung in den Handel eintreten oder festgestellt werden, werden in einem Nachtrag bzw. in Nachträgen zu diesem Prospekt dargestellt und veröffentlicht. Nachträge zum Prospekt sind ebenso wie der Prospekt von der Finanzmarktaufsicht Liechtenstein zu billigen.

C. Anwendbares Recht / Gerichtsstand

Form und Inhalt der Schuldverschreibungen, die Rechte und Pflichten der Anleihegläubiger, der Emittentin sowie der Zahlstelle bestimmen sich ausschliesslich nach dem Recht des Fürstentums Liechtenstein. Gerichtsstand für alle Streitigkeiten aus oder im Zusammenhang mit dieser Anleihe oder den Anleihebedingungen ist Zürich.

D. Salvatorische Klausel

Sollten Bestimmungen dieser Anleihebedingungen ganz oder teilweise rechtsunwirksam oder undurchführbar sein oder werden, so bleiben die übrigen Bestimmungen dieser Anleihebedingungen in Kraft. Rechtsunwirksame oder undurchführbare Bestimmungen sind dem Sinn und Zweck dieser Anleihebedingungen entsprechend durch rechtswirksame und durchführbare Bestimmungen zu ersetzen, welche in ihren wirtschaftlichen Auswirkungen den rechtsunwirksamen oder undurchführbaren Bestimmungen so nahe kommen, wie rechtlich möglich.

Balzers, am 30. April 2019

THOMASLLOYD CLEANTECH INFRASTRUCTURE (LIECHTENSTEIN) AG

Der Verwaltungsrat:



Anhang 1

Statuten der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG vom 21. März 2017

S T A T U T E N

DER

ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG

Balzers

I. Firma, Sitz, Dauer und Zweck

Art. 1

Firma

Unter der Firma

ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG

besteht eine Aktiengesellschaft gemäss Art. 261 bis 367 des Personen- und Gesellschaftsrechts vom 20. Januar 1926, LGBl. Nr. 4 vom 19. Februar 1926.

Art. 2

Sitz und Dauer

Die Gesellschaft hat ihren Sitz in Balzers. Durch Beschluss der Generalversammlung können Zweigstellen im In- und Ausland errichtet und der Sitz der Gesellschaft ohne vorherige Auflösung ins Ausland verlegt werden.

Alle Rechtsverhältnisse, die durch Errichtung und Bestand der Gesellschaft begründet werden, unterliegen dem für den Sitz der Gesellschaft geltenden Recht. Die Gesellschaft hat ihren ordentlichen Gerichtsstand bei dem für ihren Sitz zuständigen Gericht.

Die Dauer der Gesellschaft ist nicht begrenzt.

Art. 3

Zweck

Geschäftszweck der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG ist die Bereitstellung von Finanzierungen insbesondere zur Stärkung der Expansionskraft und Finanzierung der Wachstumsstrategie der ThomasLloyd-Gruppe, das Halten und Verwalten des eigenen Vermögens (wie Beteiligungen, immaterielle Rechte und Immobilien) sowie die Durchführung sämtlicher mit den vorstehenden Tätigkeiten zusammenhängenden Geschäfte.

II. Kapital

Art. 4

Das Grundkapital der Gesellschaft beträgt CHF 50'000 (Schweizer Franken fünfzigtausend), eingeteilt in 50 auf den Namen lautende Aktien von je CHF 1'000. Es ist voll und bar einbezahlt.

Die Aktien können in Zertifikaten über eine Mehrzahl von Titeln zusammengefasst werden. Sie werden nach den Weisungen des Verwaltungsrates geschrieben oder gedruckt. Die Aktien sind durch zwei Mitglieder des Verwaltungsrates zu unterzeichnen. Besteht der Verwaltungsrat im Zeitpunkt der Unterzeichnung nur aus einem Mitglied, so genügt dessen alleinige Unterschrift.

Die Gesellschaft führt über die Namenaktien ein Aktienbuch, in welches die Eigentümer und Nutzniesser mit Namen und Adressen eingetragen werden.

Die Gesellschaft muss die Eintragung auf dem Aktientitel bescheinigen.

Im Verhältnis zur Gesellschaft gilt als Aktionär oder Nutzniesser, wer im Aktienbuch eingetragen ist und die Statuten unterzeichnet hat. Alle Leistungen der Gesellschaft erfolgen ausschliesslich an die im Aktienbuch eingetragene Person.

Wechselt ein Aktionär seine Adresse, so hat er diese der Gesellschaft mitzuteilen. Solange dies nicht geschehen ist, erfolgen alle brieflichen Mitteilungen rechtsgültig an die bisher im Aktienbuch eingetragene Adresse.

Will ein Aktionär Aktien veräussern, haben Mitaktionäre ein Vorkaufsrecht das innert 30 Tagen ab schriftlichem Angebot ausgeübt werden muss. Der Preis richtet sich nach dem inneren rechnerischen Wert.

Art. 5

Jeder Aktionär ist berechtigt, bei einer Erhöhung des Aktienkapitals einen seinem bisherigen Aktienbesitz entsprechenden Teil der neuen Aktien zu beanspruchen; nur im Falle der Nichtübernahme neuer Aktien durch die bisherigen Aktionäre innerhalb von dreissig Tagen nach der Ausgabe der neuen Aktien dürfen diese Nichtaktionären angeboten werden.

III. Gesellschaftsorgane

Art. 6

Die Organe der Gesellschaft sind:

- die Generalversammlung,
- der Verwaltungsrat,
- die Revisionsstelle.

IV. Die Generalversammlung

Art. 7

Kompetenzen

Die Generalversammlung ist das oberste Organ der Gesellschaft. In ihre ausschliessliche Kompetenz fallen insbesondere (Art. 338 des PGR):

- die Abnahme der Gewinn- und Verlustrechnung, der Bilanz und des Geschäftsberichts des Verwaltungsrats über das abgelaufene Geschäftsjahr, nach vorausgegangener schriftlicher Berichterstattung der Revisionsstelle;
- die Erteilung der Entlastung an den Verwaltungsrat und die Revisionsstelle;
- die Beschlussfassung über die Verwendung des Reingewinns, insbesondere die Festsetzung der Dividende und des Reingewinnanteils der Verwaltung;
- die Bestellung und Abberufung des Verwaltungsrats und die Festlegung der Zeichnungsberechtigung des Verwaltungsrats;
- die Wahl der Revisionsstelle;
- die Beschlussfassung über Abänderungen der Statuten, insbesondere die Veränderung des Grundkapitals, die Umwandlung der Inhaberaktien in Namensaktien und umgekehrt, die Auflösung oder Fusion der Gesellschaft oder die Errichtung von Zweigniederlassungen;
- die Beschlussfassung über Anträge des Verwaltungsrats, der Revisionsstelle und der Aktionäre, ferner die Erledigung aller Geschäfte, welche ihr durch Gesetz oder Statuten vorbehalten sind.

Art. 8

Generalversammlung

Die ordentliche Generalversammlung wird innerhalb von sechs Monaten nach Ablauf eines Geschäftsjahres einberufen. Ausserordentliche Generalversammlungen können jederzeit in der in den Statuten vorgesehenen Weise einberufen werden.

In der Generalversammlung berechtigt jede Aktie zu einer Stimme. Die Aktionäre können ihre Aktien selbst vertreten oder durch einen Dritten, der nicht Aktionär zu sein braucht, vertreten lassen.

Art. 9

Einberufung

Die Generalversammlung wird durch den Verwaltungsrat nach Balzers oder einen anderen Ort des In- und Auslandes einberufen.

Die Einladung hat mindestens 14 Tage vor dem Verhandlungstage zu erfolgen, unter Bekanntgabe der Tagesordnung.

Die Einberufung der Generalversammlung erfolgt durch einfachen Brief, Fax oder elektronische Post, sofern dem Verwaltungsrat die Aktionäre bekannt sind, andernfalls durch Publikation im Publikationsorgan der Gesellschaft.

Ist das gesamte Aktienkapital anwesend, so kann eine Generalversammlung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden, vorausgesetzt, dass kein Einspruch erhoben wird (Universalversammlung).

Art. 10

Organisation

Den Vorsitz in der Generalversammlung führt der Präsident des Verwaltungsrats oder ein durch die Generalversammlung gewählter Präsident.

Der Präsident bestellt den Protokollführer und die Stimmenzähler und unterzeichnet gemeinsam mit dem Protokollführer das über die Generalversammlung aufzunehmende Protokoll.

Art. 11

Beschlussfassung und Stimmrecht

Die Generalversammlung fasst ihre Beschlüsse und vollzieht ihre Wahlen, soweit das Gesetz nicht gegenteilige zwingende Vorschriften enthält, mit der absoluten Mehrheit der vertretenen Stimmen und ohne Rücksicht auf die Zahl der vertretenen Aktien, unter Vorbehalt von Art. 12. Bei Stimmengleichheit entscheidet die Stimme des Präsidenten. Die Art der Abstimmung wird von der Generalversammlung festgesetzt.

Jede Aktie berechtigt zu einer Stimme.

Art. 12

Für die Beschlüsse über Änderungen des Grundkapitals, Erweiterungen oder Einschränkungen des Geschäftsbereichs, Auflösung oder Fusion der Gesellschaft mit einem anderen Unternehmen, ist eine Mehrheit von 2/3 (zwei Dritteln) der vertretenen Aktien erforderlich, wobei ausserdem die Hälfte des Aktienkapitals vertreten sein muss. Ist

das letztere nicht der Fall, so kann der Verwaltungsrat eine neue Generalversammlung einberufen, welche ohne Rücksicht auf die Zahl der Aktien beschlussfähig ist. Auch in der zweiten Versammlung ist die Mehrheit von 2/3 (zwei Dritteln) der vertretenen Aktien erforderlich.

Art. 13

In Streitfällen über die Kompetenz der einzelnen Organe, entscheidet hierüber die Generalversammlung.

V. Verwaltungsrat

Art. 14

Zusammensetzung und Amtsdauer

Der Verwaltungsrat besteht aus einem oder mehreren Mitgliedern, die von der Generalversammlung auf unbestimmte Zeit gewählt werden. Der Verwaltungsrat wird erstmals in der konstituierenden Generalversammlung bestellt.

Der Verwaltungsrat kann sich unter der Zeit durch Zuwahl ergänzen. Die zugewählten Mitglieder des Verwaltungsrates unterliegen der Genehmigung der nächsten Generalversammlung.

Verwaltungsratsmitglieder können jederzeit ohne Angabe von Gründen von der Generalversammlung ihres Amtes enthoben werden. Sie haben das Recht ihr Amt jederzeit mit sofortiger Wirkung niederzulegen.

Art. 15

Kompetenzen und Beschlussfähigkeit

Der Verwaltungsrat vertritt die Gesellschaft nach aussen. In seine Kompetenz fallen alle nicht der Generalversammlung vorbehaltenen Angelegenheiten, insbesondere:

- die Geschäftsführung;
- die Wahl von Direktoren und Prokuristen, gleichzeitig mit der Festlegung der Art der Zeichnung;
- die Ausführung und erforderlicherweise der Erlass von Ausführungsbestimmungen zu den von der Generalversammlung aufgestellten Reglementen oder Instruktionen;
- das Rechnungswesen;
- die Verpflichtung, die Geschäfte der Generalversammlung vorzubereiten und dieser die Jahresrechnung vorzulegen.

Der Verwaltungsrat führt für die Gesellschaft die rechtsverbindliche Unterschrift. Falls der Verwaltungsrat aus mehr als einem Mitglied besteht, zeichnen jeweils zwei Mitglieder des Verwaltungsrats gemeinsam rechtsverbindlich für die Gesellschaft.

Mindestens ein Mitglied der Verwaltung muss den Anforderungen gemäss Art. 180a PGR entsprechen.

Zur Beschlussfähigkeit ist die Anwesenheit oder Vertretung der Mehrheit der Mitglieder des Verwaltungsrates erforderlich. Er fasst seine Beschlüsse mit der einfachen Stimmenmehrheit der anwesenden Mitglieder. Bei Stimmengleichheit zählt die Stimme des Präsidenten doppelt. Jedes abwesende Mitglied kann sich durch ein anderes Mitglied vertreten lassen.

Beschlüsse können auch auf dem Zirkularwege gefasst werden. In diesem Falle ist jedoch die absolute Mehrheit sämtlicher Mitglieder erforderlich.

Art. 16

Der Verwaltungsrat kann aus seiner Mitte einen Präsidenten sowie weiter Funktionäre wählen.

Der Verwaltungsrat versammelt sich auf Einladung seines Präsidenten oder auf Verlangen eines anderen Mitglieds am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen Ort, so oft es die Geschäfte erfordern.

Art. 17

Der Verwaltungsrat kann einzelne Zweige der Geschäftsführung oder diese selbst einem seiner Mitglieder oder Dritten als Delegierten übertragen. Er kann Direktoren und Prokuristen ernennen, sowie Bevollmächtigte jeder Art zur Erledigung und Erreichung des Gesellschaftszwecks bestellen.

VI. Revisionsstelle

Art. 18

Die ordentliche Generalversammlung hat alljährlich eine Revisionsstelle zu wählen, die aus einen oder mehreren Revisoren oder einer Revisionsgesellschaft besteht.

Die Revisionsstelle hat zu prüfen, ob die Bilanz und die Erfolgsrechnung mit der Buchhaltung übereinstimmen, ob diese ordnungsgemäss geführt ist und ob bei der Darstellung der Vermögenslage und des Geschäftsergebnisses die gesetzlichen Bewertungsgrundsätze, sowie die Vorschriften der Statuten eingehalten sind.

VII. Rechnungsabschluss und Gewinnverteilung

Art. 19

Das Geschäftsjahr endet jeweils am 31. Dezember eines Jahres, erstmals jedoch am 31. Dezember 2017. Wenn das erste Geschäftsjahr nicht mehr als 6 Monate dauert, darf das erste Geschäftsjahr auch bis maximal 18 Monate dauern und somit auf das Ende des folgenden Jahres verlängert werden.

Die Bilanz, die Gewinn- und Verlustrechnung sind unter der Beachtung der gesetzlichen Vorschriften auszustellen. Spätestens zwanzig Tage vor der ordentlichen General-versammlung ist der Geschäftsbericht samt Revisionsbericht zur Einsicht der Aktionäre am statutarischen Sitz der Gesellschaft aufzulegen und leicht zugänglich zu machen. Das gleiche gilt auch für den konsolidierten Geschäftsbericht und den konsoli-dierten Revisionsbericht.

Eine niedrigere Bewertung von Aktiven, als dies im Gesetz vorgesehen ist, kann gemäss Art. 204 PGR im Interesse der Gesellschaft jederzeit vorgenommen werden.

Der sich aus der Jahresrechnung ergebende Reingewinn steht zur Verfügung der Generalversammlung, welche diesen vorbehaltlich Art. 309 PGR nach freiem Ermessen verwenden kann, auch zur Vornahme von Abschreibungen oder zur Bildung von Reserven, welche für die dauernde Sicherstellung des Unternehmens oder für die Verteilung einer möglichst gleichmässigen Dividende der Generalversammlung angezeigt erscheinen.

Alle Dividenden, die während drei Jahren von ihrem Verfalltag an nicht erhoben werden, verfallen zu Gunsten des Reservefonds der Gesellschaft.

VIII. Auflösung und Liquidation

Art. 20

Die Generalversammlung kann jederzeit die Auflösung und Liquidation nach Massgabe der gesetzlichen und statutarischen Vorschriften beschliessen. Die Liquidation ist dem Verwaltungsrat überlassen, sofern die Generalversammlung das Mandat nicht an andere Personen überträgt.

IX. Bekanntmachungen

Art. 21

Bekanntmachungen der Gesellschaft an Dritte erfolgen im Liechtensteiner Vaterland.

X. Repräsentanz

Art. 22

Die gesetzliche Repräsentanz im Sinne von Art. 239 ff PGR wird erstmals anlässlich der Gründungs- bzw. Generalversammlung, nachher durch den Verwaltungsrat bestellt.

XI. Gründer und Gründungskosten

Art. 23

Als Gründer der Gesellschaft zeichnen: ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Fund GmbH, Frankfurt a. M., sowie TTA Trevisa-Treuhand-Anstalt, Balzers.

Die Gründungskosten belaufen sich auf ca. CHF 10'000.

Balzers, 21. März 2017

Die Gründer:

Clemens Laternser

für ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Fund GmbH gemäss Vollmacht vom 13. März 2017

und für TTA Trevisa-Treuhand-Anstalt

FÜRSTENTUM LIECHTENSTEIN GEBÜHRENQUITTUNG 43.-

KONFORMITÄTSBEGLAUBIGUNG
Es wird amtlich bestätigt, dass dieses Dokument mit dem Originaldokument wörtlich übereinstimmt.

Vaduz, den 22. März 2017

FÜRSTENTUM LIECHTENSTEIN AMT FÜR JUSTIZ HANDELSREGISTER

Anhang 2

Handelsregisterauszug ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG vom 3. April 2019

AMT FÜR JUSTIZ
FÜRSTENTUM LIECHTENSTEIN
HANDELSREGISTER

HANDELSREGISTER-AUSZUG

Registernummer	Rechtsnatur	Eintragung	Löschung	Übertrag von: auf:	
FL-0002.543.640-8	**Aktiengesellschaft**	23.03.2017			1

Alle Eintragungen

Ei	Lö	Firma	Ref	Sitz
1		**ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG**	1	Balzers

Ei	Lö	Aktienkapital	Liberierung	Aktien-Stückelung	Ei	Lö	Repräsentanz/Zustelladresse
1		CHF 50'000.00	CHF 50'000.00	50 Namenaktien zu CHF 1'000.00	1		c/o TTA Trevisa-Treuhand-Anstalt Landstrasse 14 9496 Balzers

Ei	Lö	Zweck	Ei	Lö	Geschäftsadresse
1		Geschäftszweck der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG ist die Bereitstellung von Finanzierungen insbesondere zur Stärkung der Expansionskraft und Finanzierung der Wachstumsstrategie der ThomasLloyd-Gruppe, das Halten und Verwalten des eigenen Vermögens (wie Beteiligungen, immaterielle Rechte und Immobilien) sowie die Durchführung sämtlicher mit den vorstehenden Tätigkeiten zusammenhängenden Geschäfte.			

Ei	Lö	Bemerkungen	Ref	Statutendatum
1		Mitteilungen an die Aktionäre erfolgen durch einfachen Brief, Fax oder elektronische Post, sofern dem Verwaltungsrat die Aktionäre bekannt sind, andernfalls durch Publikation im Publikationsorgan der Gesellschaft.	1	21.03.2017

Ei	Lö	Besondere Tatbestände	Ref	Publikationsorgan
			1	Liechtensteiner Vaterland

Ei	Lö	Zweigniederlassung (en)	Ei	Lö	Zweigniederlassung (en)

Zei	Ref	TB-Nr	TB-Datum	Zei	Ref	TB-Nr	TB-Datum
HR	1	2806	23.03.2017				
ZEM	2	746	21.01.2019				

Ei	Ae	Lö	Angaben zur Verwaltung	Funktion	Zeichnungsart
1			Laternser, Clemens Gregor, StA: Liechtenstein, 9496 Balzers	Mitglied des Verwaltungsrates	Kollektivunterschrift zu zweien
1			Klein, Matthias, StA: Deutschland, 8966 Oberwil-Lieli	Präsident des Verwaltungsrates	Kollektivunterschrift zu zweien
1		2	~~AAC Revision und Treuhand AG, 9495 Triesen~~	~~Revisionsstelle~~	
2			CONFIDA Wirtschaftsprüfung AG, 9490 Vaduz	Revisionsstelle	

Vaduz, 03.04.2019 14:46 ENB

FÜRSTENTUM LIECHTENSTEIN
AMT FÜR JUSTIZ
HANDELSREGISTER

Beglaubigter Auszug:
Bernadette GRABHER

Ein manueller oder elektronischer Auszug aus dem Handelsregister des Fürstentums Liechtenstein hat nur Gültigkeit, sofern er mit einer Originalbeglaubigung oder mit einer elektronischen Amtssignatur des Amtes für Justiz versehen ist. Auf Papier ausgedruckte elektronische Dokumente von Behörden mit einer Amtssignatur und einem Signaturvermerk haben die Vermutung der Echtheit für sich (Art. 5b SigG).

Anhang 3

Bericht der Revisionsstelle incl. Jahresrechnung der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG per 31. Dezember 2017

AAC
Revision und Treuhand AG

ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG
9496 Balzers

Bericht der Revisionsstelle
Jahresrechnung per 31. Dezember 2017

AAC Revision und Treuhand AG
Zweigniederlassung

Landstrasse 123 · Postfach 634 · 9495 Triesen · Liechtenstein
Untere Gschindstrasse 4 · 9497 Triesenberg · Liechtenstein
T +423 399 03 03 · F +423 399 03 93 · info@aac.li · www.aac.li
HR-Nr. FL-0002.283.696-0 · Mwst-Nr. 56930

AAC
Revision und Treuhand AG

Bericht der Revisionsstelle an die Generalversammlung der
ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG, 9496 Balzers

Als Revisionsstelle haben wir die Jahresrechnung (Bilanz, Erfolgsrechnung und Anhang) der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG für das am 31. Dezember 2017 abgeschlossene Geschäftsjahr, umfassend den Zeitraum vom 23. März 2017 bis 31. Dezember 2017, geprüft.

Für die Jahresrechnung ist der Verwaltungsrat verantwortlich, während unsere Aufgabe darin besteht, diese zu prüfen und zu beurteilen. Wir bestätigen, dass wir die gesetzlichen Anforderungen hinsichtlich Befähigung und Unabhängigkeit erfüllen.

Unsere Prüfung erfolgte nach den Grundsätzen des liechtensteinischen Berufsstandes, wonach eine Prüfung so zu planen und durchzuführen ist, dass wesentliche Fehlaussagen in der Jahresrechnung mit angemessener Sicherheit erkannt werden. Wir prüften die Posten und Angaben der Jahresrechnung mittels Analysen und Erhebungen auf der Basis von Stichproben. Ferner beurteilten wir die Anwendung der massgebenden Rechnungslegungsgrundsätze, die wesentlichen Bewertungsentscheide sowie die Darstellung der Jahresrechnung als Ganzes. Wir sind der Auffassung, dass unsere Prüfung eine ausreichende Grundlage für unser Urteil bildet.

Gemäss unserer Beurteilung entsprechen die Buchführung und die Jahresrechnung dem liechtensteinischen Gesetz und den Statuten.

Wir empfehlen, die vorliegende Jahresrechnung zu genehmigen.

Wir weisen darauf hin, dass entgegen Art. 339 PGR die ordentliche Generalversammlung nicht innerhalb von sechs Monaten nach Ende der Geschäftsperiode stattgefunden hat.

Triesen, 24. Juli 2018

AAC Revision und Treuhand AG

Horst Büchel
(Wirtschaftsprüfer/
leitender Revisor)

Manuela Gassner
(Treuhandexpertin)

Beilagen:
- Jahresrechnung (Bilanz, Erfolgsrechnung und Anhang)

AAC Revision und Treuhand AG
Zweigniederlassung

Landstrasse 123 · Postfach 634 · 9495 Triesen · Liechtenstein
Untere Gschindstrasse 4 · 9497 Triesenberg · Liechtenstein
T +423 399 03 03 · F +423 399 03 93 · info@aac.li · www.aac.li
HR-Nr. FL-0002.283.696-0 · Mwst-Nr. 56930

ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (LI) AG

Bilanz in CHF

AKTIVEN		31.12.2017
A Anlagevermögen		
I. CTIF Globalschuldverschreibungen		1'432'427,45
Total Anlagevermögen		1'432'427,45
B Umlaufvermögen		
I. Guthaben bei Banken		
Bankguthaben		126'456,26
II. Forderungen gegenüber Nahestehende		248'106,89
C Aktive Rechnungsabgrenzungsposten		106'565,43
Total Umlaufsvermögen		481'128,58
TOTAL AKTIVEN		**1'913'556,03**

PASSIVEN		
A Eigenkapital		
I. Aktienkapital		50'000,00
II. Gewinn/Verlustvortrag		0,00
III. Jahreserfolg (+Gewinn/-Verlust)		0,00
Total Eigenkapital		50'000,00
B Fremdkapital		
I. Verbindlichkeiten		
Kurzfristige Verbindlichkeiten		293'042,49
Kurzfristige Verbindlichkeiten EUR	82'638,65	91'692,45
Langfristige Finanzverbinlichkeiten		1'432'427,45
C Rückstellungen Steuern		1'800,00
D Passive Rechnungsabgrenzungsposten		44'593,64
Total Fremdkapital		1'863'556,03
TOTAL PASSIVEN		**1'913'556,03**

Balzers, 24. Juli 2018

Thomas Lloyd Cleantech Infrastructure (LI) AG

ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (LI) AG

Erfolgsrechnung in CHF

	23.03.17 - 31.12.17
1. Darlehenszinserträge	15'606,29
2. Dienstleistungsaufwand	
a) Vertriebsaufwand Anleihen	-15'893,97
b) Zinsen Anleihen	-11'368,55
c) Depotverwaltung Anleihen	-36'941,92
Rohergebnis	**-48'598,15**
3. Sonstige betriebliche Aufwendungen	
a) Abgaben und Gebühren	-18'064,93
b) Allg. Büro- und Verwaltungsaufwand	-57'679,70
c) Rechtsberatung	-121'025,19
4. Zinsen und ähnliche Aufwendungen	
a) Bankzinsen und Spesen	-938,92
b) Fremdwährungsdifferenzen	0,00
5. Zinsen und ähnliche Erträge	
a) Zinsen und ähnliche Erträge	0,00
b) Unrealisierter Erfolg übrige Finanzanlagen	0,00
Ergebnis der gewöhnlichen Tätigkeit	**-246'306,89**
6. Ertrag aus Kostenübernahme	248'106,89
7. Ertragssteuern	-1'800,00
Jahreserfolg (+Gewinn/-Verlust)	**0,00**

Balzers, 24. Juli 2018

Thomas Lloyd Cleantech Infrastructure (LI) AG

ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (LI) AG

Anhang zur Jahresrechnung 2017

Gesetzliche Pflichtangaben

Allgemeine Erläuterungen

31.12.2017

Wo nichts anderes angegeben ist, sind die Beträge in CHF

Bilanzierungs- und Bewertungsmethoden

Die Bilanzierung erfolgt nach den Vorschriften des liechtensteinischen Personen- und Gesellschaftsrechts (PGR). Der Jahresabschluss wurde unter Berücksichtigung der gesetzlichen Vorschriften sowie der Grundsätze ordnungsmässiger Rechnungslegung erstellt. Das oberste Ziel der Rechnungslegung ist die Vermittlung eines den tatsächlichen Verhältnissen entsprechenden Bildes der Vermögens-, Finanz- und Ertragslage der Gesellschaft (true and fair view). Es kommen die allgemeinen Bewertungsgrundsätze des PGR zur Anwendung. Bei der Bewertung wurde von der Fortführung des Unternehmens ausgegangen.

Aktiv- und Passivkonten werden einzeln bewertet. Eine Verrechnung von Aktiv- und Passivkonten findet nicht statt.

Vermögensgegenstände werden höchstens mit den Anschaffungs- oder Herstellungskosten, vermindert um den vom PGR vorgesehene plan- und ausserplanmässige Abschreibungen und Wertberichtigungen angesetzt.

Die Buchführung erfolgt in Schweizer Franken

Für die Umrechnung der Fremdwährungen am Bilanzstichtag in Schweizer Franken wurde der Steuerkurs verwendet.

Abweichungen von den allgemeinen Bewertungsgrundsätzen

Abweichungen von den Bewertungsgrundsätzen, Bilanzierungsmethoden, Rechnungslegungsvorschriften und vom Grundsatz des "true and fair view" gemäss PGR bestehen in der vorliegenden Jahresrechnung keine.

Abweichungen von der Darstellungsstetigkeit

2017 ist das Gründungsjahr, deshalb gibt es keine Vorjahresvergleich.

Erläuterungen zur Bilanz

Verbindlichkeiten

a) mit einer Restlaufzeit von über 5 Jahren	280'000,00
b) die durch Pfandrechte oder ähnliche Rechte gesichert sind	0,00

Durchschnittliche Anzahl Arbeitnehmer im Geschäftsjahr	**31.12.2017**
Total	0

Mitglieder der Verwaltungs- und Geschäftsführungsorgane, eines Aufsichtsrat, eines Beirat oder einer ähnlichen Einrichtung jeweils für jede Personengruppe

Gewährte Vorschüsse und Kredite sowie eingegangene Garantieverpflichtungen

	31.12.2017
Kredite:	0,00

Gewinnverwendungs-Vorschlag

			31.12.2017
Gewinnvortrag (+) / Verlustvortrag (-)			0,00
	Operativer Verlust	-248'106,89	
	Kostenübernahme CTIF	248'106,89	
Jahresgewinn (+) / Jahresverlust (-)			0,00
Neuer Saldo Gewinn- (+) / Verlustvortrag (-)			**0,00**

Es bestehen keine weiteren gemäss Art. 1091 ff PGR offenlegungspflichtigen Positionen.

Balzers, 24. Juli 2018

Thomas Lloyd Cleantech Infrastructure (LI) AG

Anhang 4

Prüfungsbericht der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH zum 31. Dezember 2017

ThomasLloyd

THOMASLLOYD CLEANTECH INFRASTRUCTURE HOLDING GMBH

PRÜFUNGSBERICHT

Einzelabschluss nach IFRS-Rechnungslegungsgrundsätzen
zum 31.12.2017 und Lagebericht

Mehrfertigung

Inhaltsverzeichnis

Hauptteil

		Seite
A.	**Prüfungsauftrag**	**1**
B.	**Grundsätzliche Feststellungen**	**2**
	Stellungnahme zur Beurteilung der Lage des Unternehmens durch die gesetzlichen Vertreter	2
C.	**Rechtliche Verhältnisse**	**6**
D.	**Gegenstand, Art und Umfang der Prüfung**	**16**
I.	Gegenstand der Prüfung	16
II.	Art und Umfang der Prüfung	17
III.	Prüfungsansatz	18
IV.	Prüfungsinhalte und -schwerpunkte	19
V.	Angaben der gesetzlichen Vertreter	20
E.	**Analyse des Einzelabschlusses**	**21**
I.	Wirtschaftliche Verhältnisse	21
II.	Ertragslage	24
III.	Vermögenslage	25
F.	**Feststellungen und Erläuterungen zur Rechnungslegung**	**29**
I.	Vorjahresabschluss	29
II.	Buchführung und weitere geprüfte Unterlagen	29
III.	Einzelabschluss	30
IV.	Gesamtaussage zu Einzelabschluss und Lagebericht	31
G.	**Wiedergabe des Bestätigungsvermerks**	**35**

Anlagen

Bilanz zum 31.12.2017	**Anlage 1**
Gesamtergebnisrechnung für das Geschäftsjahr 2017	**Anlage 2**
Eigenkapitalveränderungsrechnung für das Geschäftsjahr 2017	**Anlage 3**
Kapitalflussrechnung für das Geschäftsjahr 2017	**Anlage 4**
Anhang für das Geschäftsjahr 2017	**Anlage 5**
Lagebericht für das Geschäftsjahr 2017	**Anlage 6**

Abkürzungsverzeichnis

Alternativer Investmentfonds	**AIF**
Assets under Management	**AuM**
Cleantech Infrastrukturgesellschaft mbH & Co. KG, Langen	**Cleantech KG I**
Zweite Cleantech Infrastrukturgesellschaft mbH & Co. KG, Langen	**Cleantech KG II**
Dritte Cleantech Infrastrukturgesellschaft mbH & Co. KG, Langen	**Cleantech KG III**
Vierte Cleantech Infrastruktur GmbH, Langen	**Cleantech GmbH IV**
Fünfte Cleantech Infrastrukturgesellschaft mbH & Co. KG, Langen	**Cleantech KG V**
International Accounting Standards	**IAS**
Institut der Wirtschaftsprüfer in Deutschland e.V.	**IDW**
Prüfungsstandard des Instituts der Wirtschaftsprüfer in Deutschland e.V.	**IDW PS**
International Financial Reporting Standards	**IFRS**
Negros Island Solar Power, Inc., La Carlota City (Philippinen)	**ISLASOL**
North Negros Biopower, Inc., Manapla (Philippinen)	**North Negros BioPower**
Bezeichnung für die Infrastrukturgesellschaften im Portfolio der ThomasLloyd-Gruppe (z. B. San Carlos Biopower)	**Projektgesellschaften**
San Carlos Solar Energy, Inc., San Carlos City (Philippinen)	**SaCaSol**
San Carlos Biopower, Inc., San Carlos City (Philippinen)	**San Carlos BioPower**

South Negros Biopower, Inc., La Carlota City (Philippinen)	**South Negros BioPower**
ThomasLloyd Clean Energy Co., Ltd., Phnom Penh (Kambodscha)	**ThomasLloyd Clean Energy**
ThomasLloyd CTI Asia Holdings Pte. Ltd., Singapur (Singapur)	**ThomasLloyd CTI Asia**
ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Czech) a.s., Prag (Tschechische Republik)	**ThomasLloyd CTI (CZ)**
ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG, Vaduz (Liechtenstein)	**ThomasLloyd CTI (FL)**
ThomasLloyd CTI Philippines Holdings, Inc., Makati City (Philippinen)	**ThomasLloyd CTI Philippines Holdings**
ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH (Vormals: ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Fund GmbH), Langen	**ThomasLloyd CTI Holding oder die Gesellschaft**
ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Asia Holding GmbH, Langen	**ThomasLloyd CTI Asia Holding**
ThomasLloyd Global Asset Management (Schweiz) AG, Zürich (Schweiz)	**ThomasLloyd GAM (CH)**
ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Fund SICAV, Luxemburg (Luxemburg)	**ThomasLloyd CTIF SICAV**
ThomasLloyd SICAV - Sustainable Infrastructure Income Fund, Luxemburg (Luxemburg) (vormals: ThomasLloyd SICAV-SIF-Cleantech Infrastructure Fund, Luxemburg (Luxemburg))	**ThomasLloyd SICAV-SIIF**

Hauptteil

A. Prüfungsauftrag

Die Geschäftsführung der

ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, Langen
(im Folgenden auch "Gesellschaft" oder "ThomasLloyd CTI Holding" genannt)

erteilte uns den Auftrag, den handelsrechtlichen Jahresabschluss zum 31.12.2017 zu prüfen. Dadurch sind wir auch zum Abschlussprüfer des Einzelabschlusses zum 31.12.2017 nach den International Financial Reporting Standards (IFRS) beauftragt worden (§ 324a Abs. 2 Satz 1 HGB). Wir haben demnach den

Einzelabschluss zum 31.12.2017 und den Lagebericht

unter Einschluss der Buchführung gemäß §§ 316 ff HGB geprüft und berichten über das Ergebnis unserer Prüfung. Der Jahresabschluss wurde für das Geschäftsjahr 2017 nach den International Financial Reporting Standards (IFRS) - wie sie in der EU anzuwenden sind - aufgestellt. Die Gesellschaft hat einen Lagebericht erstellt, obwohl sie hierzu gesetzlich nicht verpflichtet ist.

Die Gesellschaft erfüllt zum 31.12.2017 die Merkmale einer Kleinstkapitalgesellschaft i.S.d. § 267a Abs. 1 HGB und ist somit nach § 316 Abs. 1 Satz 1 HGB grundsätzlich nicht prüfungspflichtig. Der Umfang der Berichterstattung ergibt sich aus den IFRS Vorschriften und den nach § 324a HGB ergänzend anzuwendenden handelsrechtlichen Vorschriften für große Kapitalgesellschaften. Der vorliegende Bericht ist an die geprüfte Gesellschaft gerichtet.

Der Gegenstand, die Art und der Umfang der Prüfung, die wir unserem Auftrag zugrunde gelegt haben, sind in Abschnitt D. dargestellt.

Wir bestätigen gemäß § 321 Abs. 4a HGB, dass wir bei unserer Abschlussprüfung die anwendbaren Vorschriften zur Unabhängigkeit beachtet haben.

Die Durchführung der Prüfung erfolgte unter Beachtung der durch das IDW vorgegebenen Grundsätze.

Über Art und Umfang sowie über das Ergebnis unserer Prüfung erstatten wir den nachfolgenden Bericht, der in Übereinstimmung mit den Grundsätzen ordnungsmäßiger Berichterstattung bei Abschlussprüfungen (IDW PS 450) erstellt wurde.

Für die Ausführung dieses Auftrags und unsere Verantwortlichkeit sind, auch im Verhältnis zu Dritten, die diesem Bericht als Anlage 8 beigefügten Allgemeinen Auftragsbedingungen von PKF WULF & PARTNER Partnerschaft mbB Wirtschaftsprüfungsgesellschaft Steuerberatungsgesellschaft vom 1. August 2017 vereinbart.

Dieser Prüfungsbericht wurde zur Dokumentation der durchgeführten Prüfung gegenüber der Gesellschaft und nicht für Zwecke Dritter erstellt, denen gegenüber wir entsprechend der im Regelungsbereich des § 323 HGB geltenden Rechtslage keine Haftung übernehmen.

B. Grundsätzliche Feststellungen

Stellungnahme zur Beurteilung der Lage des Unternehmens durch die gesetzlichen Vertreter

1. Beurteilung des Geschäftsverlaufs und der künftigen Entwicklung durch die gesetzlichen Vertreter unter Berücksichtigung des Lageberichts

Die gesetzlichen Vertreter haben den als Anlage 6 beigefügten Lagebericht vorgelegt. Zunächst heben wir diejenigen Angaben und Annahmen der gesetzlichen Vertreter hervor, die wir für die Beurteilung der Lage als wesentlich erachten.

a. Geschäftsverlauf und Lage der Gesellschaft

Als wesentlich erachten wir folgende Angaben und Annahmen:

Die Wirtschaft der ASEAN-Mitgliedstaaten entwickelt sich rasant. Es besteht ein enormer Bedarf an umweltfreundlichen, energieeffizienten Lösungen für ein nachhaltiges Wachstum. Die erneuerbaren Energien zählen deshalb zu den besonderen Wachstumssektoren der Region. Insgesamt sind die ASEAN-Mitgliedsstaaten bemüht, ihre Abhängigkeit von fossilen Brennstoffen zu reduzieren und eine umweltfreundlichere und nachhaltigere Energieversorgung zu gewährleisten.

Der Geschäftsverlauf der Gesellschaft entspricht den mittel- bis langfristigen Erwartungen der Geschäftsführung. Der auf Basis der International Financial Reporting Standards (kurz: IFRS) ermittelte Jahresüberschuss vor Ergebnisbeteiligung der stillen Gesellschafter beträgt EUR 3,88 Mio. Das Ergebnis ist insbesondere durch die Veräußerungserträge aus der Investitionstätigkeit (EUR 47,59 Mio.), die erfolgswirksam erfasste Änderung des Fair-Market-Value der Investmentanteile an dem ThomasLloyd SICAV - Sustainable Infrastructure Income Fund in Höhe von EUR - 29,99 Mio., durch Aufwendungen im Zusammenhang mit den Verträgen über Risikomanagementdienstleistungen sowie Asset Allocation Beratungs- und Dienstleistungen zwischen der Gesellschaft und der ThomasLloyd GAM (CH) und durch die Ergebnisbeteiligung der stillen Gesellschafter (EUR - 3,88 Mio.) geprägt. Über die nach IFRS Bewertungsgrundsätzen angesetzten Werte hinaus besteht unter Berücksichtigung eines Fair Market Value Ansatzes ein zusätzliches Aufwertungspotential in Höhe von EUR 15,23 Mio. Unter Berücksichtigung dieses Aufwertungspotentials beträgt das Jahresergebnis der Gesellschaft EUR 15,23 Mio. Das vorgenannte Aufwertungspotential versteht sich als zusätzliches Ertragspotential vor Berücksichtigung von etwaiger Management und Performance Fee.

Wesentliche Vermögenspositionen stellen unverändert die Anteile an dem ThomasLloyd SICAV-Sustainable Infrastructure Income Fund sowie dem ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Fund SICAV dar. Die drei Biomasseprojekte sind unter Anwendung eines Gesamtportfolioansatzes auf Asset-/Projektebene mit einem Fair-Market-Value in Höhe von EUR 184,12 Mio. bewertet.

Auf der Passivseite erhöhte sich das Kapital der stillen Gesellschafter von EUR 159,01 Mio. auf EUR 214,09 Mio. Im Geschäftsjahr wurde zudem die Emission von Anleihen erhöht. Zum Bilanzstichtag waren EUR 45,84 Mio. (2016: EUR 29,17 Mio.) gezeichnet und eingezahlt.

Unter Berücksichtigung des über die nach IFRS-Bewertung hinausgehenden Aufwertungspotentials in Höhe von EUR 15,23 Mio. hätte der Jahresüberschuss der Gesellschaft vor Ergebnisbeteiligung der stillen Gesellschafter EUR 19,11 Mio. betragen.

b. Voraussichtliche Entwicklung der Gesellschaft

Bei der Beurteilung der voraussichtlichen Entwicklung der Gesellschaft, wie sie sich aus dem aufgestellten Einzelabschluss und Lagebericht ergibt, verbleiben Beurteilungsspielräume. Folgende Annahmen sind für die Entwicklung der Gesellschaft von Bedeutung:

Die Entwicklung der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH hängt maßgeblich vom Erfolg der eingegangenen Investitionen ab. Dabei spielt neben dem Akquisitionserfolg bei Neuprojekten nach deren Realisierung der Betrieb der Projekte und/oder der Verkauf der Projekte eine wesentliche Rolle.

Chancen für die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH ergeben sich vor allem aus den geschilderten langfristigen Trends, die zeigen, dass der Energiebedarf vor allem in den Schwellenländern Asiens weiter erheblich wächst.

Aufgrund der Geschäftsentwicklung in den ersten acht Monaten des neuen Jahres bestätigt sich die Einschätzung der Gesellschaft im Hinblick auf eine planmäßige weitere Entwicklung der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH. Für das Geschäftsjahr 2018 rechnet die Gesellschaft nach handelsrechtlichen Bilanzierungsvorschriften bei anteiliger Realisierung der zukünftigen Beteiligungs-/Finanzierungsgewinne mit einem positiven Ergebnis vor Steuern und Teilgewinnabführung. Für den nach den IFRS aufgestellten Einzelabschluss rechnet die Gesellschaft mit einem weiter ansteigenden Fair-Value, sodass ein betriebliches Ergebnis mindestens auf Vorjahresniveau erwartet wird.

2. Stellungnahme des Abschlussprüfers

Unsere Stellungnahme zur Beurteilung der Lage des Unternehmens haben wir auf der Grundlage der Unterlagen getroffen, die unmittelbar Prüfungsgegenstand (§ 317 HGB) waren. Bei der Prüfung haben wir neben der Buchführung, dem Einzelabschluss und dem Lagebericht insbesondere Unterlagen des internen Rechnungswesens und Verträge herangezogen. Dabei haben wir keine eigenen Prognoserechnungen aufgestellt, sondern lediglich die von den gesetzlichen Vertretern getroffenen Annahmen kritisch gewürdigt.

Die Beurteilung der Lage der Gesellschaft einschließlich der dargestellten Chancen und Risiken der künftigen Entwicklung ist nach unseren Feststellungen plausibel und folgerichtig abgeleitet. Nach dem Ergebnis unserer Prüfung und den dabei gewonnenen Erkenntnissen ist die Lagebeurteilung dem Umfang nach angemessen und inhaltlich zutreffend. Unsere Prüfung hat keine Anhaltspunkte dafür ergeben, dass der Fortbestand der Gesellschaft gefährdet wäre.

C. Rechtliche Verhältnisse

Firma:	ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH
Rechtsform:	Die Gesellschaft ist eine Kapitalgesellschaft.
Sitz:	Langen
Gegenstand des Unternehmens:	Auf dem Gebiet Cleantech der An- und Verkauf, die Planung, Errichtung und der Betrieb sowie die Vermietung und Verpachtung von technischen Anlagen und Projekten, die Finanzierung und Verwertung von Patenten und Lizenzen, die Verwaltung eigenen Vermögens im eigenen Namen und für eigene Rechnung sowie die Beteiligung an anderen Unternehmen und deren Leitung und Führung. Weiterer Gegenstand des Unternehmens ist der Erwerb von Grundstücken sowie die Projektierung, Planung und Durchführung der Bebauung dieser Grundstücke sowie deren Weiterverkauf oder Vermietung nach Fertigstellung der Bauvorhaben.
Handelsregister:	Amtsgericht Osnabrück, HRB 210568
Gesellschaftsvertrag:	Vertrag vom 01.03.2010 mit letztem Nachtrag vom 15.05.2018
Geschäftsjahr:	Kalenderjahr
Gesellschaftskapital:	Das gezeichnete Stammkapital der Gesellschaft beträgt €25.000,00 und wurde in voller Höhe von der Gründungsgesellschafterin zur freien Verfügung der Geschäftsführung eingezahlt. Das Stammkapital ist eingeteilt in einen Geschäftsanteil mit einem Nennbetrag von €25.000,00.

Darüber hinaus sind an der Gesellschaft noch eine Vielzahl stiller Gesellschafter beteiligt, wobei auf die stillen Beteiligungen bis zum 31. Dezember 2017 ca. €307 Mio. und bis zum 31. Juli 2018 insgesamt ca. €354 Mio. eingezahlt worden sind. Die Ansprüche der stillen Gesellschafter stehen unter einem Zahlungsvorbehalt und sind im Falle der Insolvenz oder Liquidation der Gesellschaft nachrangig (sog. Qualifizierte Nachrangvereinbarung), wobei für die stillen Gesellschafter teilweise auch Entnahmeansprüche bestehen und bereits Entnahmen getätigt worden sind.

Gesellschafter:

	Anteile am Kapital	
	T€	%
ThomasLloyd Holdings Ltd., London (Großbritannien) Geschäftsanteil	**25**	**100,00**

Geschäftsführer:

Herr T.U. Michael Sieg, Unternehmer, geschäftsansässig in London (Großbritannien)

Vertretung:

Der Geschäftsführer ist einzeln zur Vertretung der Gesellschaft berechtigt und von den Beschränkungen des des § 181 BGB befreit.

Die Vertretungsberechtigung wurde durch Handelsregisterauszug vom 02.07.2018 nachgewiesen.

Stille Beteiligungen:

Die Gesellschaft hat mit den folgenden Gesellschaften Verträge über die Errichtung stiller Beteiligungsverhältnisse abgeschlossen:

- Cleantech KG I
  Vertrag vom 01.07.2011 mit Änderungsvertrag vom 18.07.2013. Der Vertrag hat eine feste, beiderseits unkündbare Laufzeit bis zum 31.12.2032.
- Cleantech KG II
  Vertrag vom 10.10.2011 mit Änderungsvertrag und Nachtrag jeweils vom 18.07.2013 auf unbestimmte Zeit. Der Vertrag kann erstmalig durch die Cleantech Infrastruktur KG II mit Wirkung zum 31.12.2018 gekündigt werden.

- Cleantech KG III

  Vertrag vom 14.08.2012 mit Änderungsvertrag und Nachtrag jeweils vom 18.07.2013 auf unbestimmte Zeit. Der Vertrag kann erstmalig durch die Cleantech Infrastruktur KG III mit Wirkung zum 31.12.2020 gekündigt werden.

- Cleantech GmbH IV

  Vertrag vom 14.08.2012 mit Änderungsvertrag und Nachtrag jeweils vom 18.07.2013 auf unbestimmte Zeit. Der Vertrag kann erstmalig durch die Cleantech Infrastruktur GmbH IV mit Wirkung zum 31.12.2020 gekündigt werden.

- Cleantech KG V

  Vertrag vom 08.03.2013 mit Änderungsvertrag und Nachtrag jeweils vom 18.07.2013 auf unbestimmte Zeit. Der Vertrag kann erstmalig durch die Cleantech Infrastruktur KG V nach einer Mindestlaufzeit von 15 Jahren ab dem Zeitpunkt des ersten öffentlichen Angebots gekündigt werden.

Alle Cleantech KGs haben der Gesellschaft jedoch verbindlich mitgeteilt, dass die Kündigungsrechte nur in dem Umfang und innerhalb der Fristen ausgeübt werden, wie deren Anleger die Kommanditbeteiligung kündigen werden. Das Recht zur Kündigung aus wichtigem Grunde bleibt in allen Fällen unberührt. Die Einlagen können grundsätzlich in Raten erbracht werden und eine Verpflichtung zur Leistung von Nachschüssen über die gezeichnete Einlage hinaus besteht nicht.

Es bestehen gewinnunabhängige Entnahmerechte bis maximal zu einem ausgeglichenen Kapitalkonto. Den stillen Gesellschaftern stehen keine Mitwirkungs- oder Mitspracherechte zu.

Die Cleantech Infrastruktur KG I, II und V sind am Gewinn sowie am Vermögen, den stillen Reserven und dem Unternehmenswert der Gesellschaft beteiligt.

Die Cleantech Infrastruktur KG III ist p.a. bis maximal 12,95% der Einlage am Gewinn sowie bis maximal 25,25% der Einlage am Vermögen, den stillen Reserven und dem Unternehmenswert der Gesellschaft beteiligt. Wird der Gewinnanteil in Höhe von 12,95% p.a. in einem Geschäftsjahr nicht erreicht, so besteht diesbezüglich ein Nachzahlungsanspruch aus den Gewinnen der folgenden Geschäftsjahre.

An einem Verlust nehmen die stillen Gesellschafter nicht teil. Sie treten mit ihren Entnahme- und Abfindungsansprüchen jedoch im Rang hinter die Erfüllung von Forderungen der Gläubiger der Gesellschaft zurück.

Zudem hat die Gesellschaft weitere stille Beteiligungen (Direktbeteiligungen) wie folgt emittiert:

2014: - DB 05/2014

Mit Exposé vom 26.05.2014 wurde ein Emissionsvolumen von €30.000.000,- für qualifizierte Anleger in Form einer stillen Beteiligung mit endfälligem Gewinnanspruch ohne Verlustbeteiligung sowie Beteiligung an der Unternehmenswertentwicklung und qualifizierter Nachrangklausel ausgegeben. Die Mindestzeichnungssumme betrug €200.000,- bei einer Mindestlaufzeit von 3 Jahren.

Die Zeichnungsfrist war vom 03.06.2014 bis zum 31.12.2014.

Mittels der Direktbeteiligung partizipieren die Anleger mit ihrer Nominaleinlage zeitanteilig ab dem Tag der vollständigen Einzahlung rechnerisch in voller Höhe am Gewinn des jeweiligen Geschäftsjahres der Gesellschaft. Es handelt sich um eine Beteiligung mit endfälliger Berechnung des Gewinnanteils mit Wiederanlageeffekt. Laufende Ausschüttungen bzw. Entnahmen sind ausgeschlossen.

- DB 11/2014 CZK

Mit Exposé vom 03.11.2014 wurde ein Emissionsvolumen von CZK 240.000.000,- für qualifizierte Anleger in Form einer stillen Beteiligung mit endfälligem Gewinnanspruch ohne Verlustbeteiligung sowie Beteiligung an der Unternehmenswertentwicklung und qualifizierter Nachrangklausel ausgegeben. Die Mindestzeichnungssumme betrug CZK 6.000.000,- bei einer Mindestlaufzeit von 3 Jahren.

Die Zeichnungsfrist war vom 03.11.2014 bis zum 30.01.2015.

Mittels der Direktbeteiligung partizipieren die Anleger mit ihrer Nominaleinlage zeitanteilig ab dem Tag der vollständigen Einzahlung rechnerisch in voller Höhe am Gewinn des jeweiligen Geschäftsjahres der Gesellschaft. Laufende Ausschüttungen bzw. Entnahmen sind regelmäßig in Höhe von bis zu 9,8% der Nominaleinlage pro Jahr möglich. Die laufenden Ausschüttungen bzw. Entnahmen werden mindernd bei der Berechnung des Gewinnanteils berücksichtigt.

- DB 12/2014

Mit Vertrag vom 22.12.2014 bzw. 27.01.2015 wurde ein Emissionsvolumen von €400.000,- für ein qualifizierten Anleger in Form einer stillen Beteiligung mit endfälligem Gewinnanspruch ohne Verlustbeteiligung sowie Beteiligung an der Unternehmenswertentwicklung und qualifizierter Nachrangklausel ausgegeben. Die Mindestlaufzeit beträgt 3 Jahre.

Mittels der Direktbeteiligung partizipiert der Anleger mit seiner Nominaleinlage zeitanteilig ab dem Tag der vollständigen Einzahlung rechnerisch in voller Höhe am Gewinn des jeweiligen Geschäftsjahres der Gesellschaft. Entnahmen sind in Höhe von bis zu 11,04375% der Nominaleinlage pro Jahr möglich.

2015: - DB 02/2015

Mit Exposé vom 03.03.2015 wurde ein Emissionsvolumen von €10.000.000,- für qualifizierte Anleger in Form einer stillen Beteiligung mit endfälligem Gewinnanspruch ohne Verlustbeteiligung sowie Beteiligung an der Unternehmenswertentwicklung und qualifizierter Nachrangklausel ausgegeben. Die Mindestzeichnungssumme betrug €200.000,- bei einer Mindestlaufzeit von 3 Jahren.

Die Zeichnungsfrist war bis zum 31.07.2015.

Mittels der Direktbeteiligung partizipieren die Anleger mit ihrer Nominaleinlage zeitanteilig ab dem Tag der vollständigen Einzahlung rechnerisch in voller Höhe am Gewinn des jeweiligen Geschäftsjahres der Gesellschaft. Es handelt sich um eine Beteiligung mit endfälliger Berechnung des Gewinnanteils mit Wiederanlageeffekt. Entnahmen sind in Höhe von bis zu 9,8% der Nominaleinlage pro Jahr möglich.

- DB 09/2015 EUR

Mit Exposé vom 15.09.2015 wurde ein Emissionsvolumen von €20.000.000,- für qualifizierte Anleger in Form einer stillen Beteiligung mit endfälligem Gewinnanspruch ohne Verlustbeteiligung sowie Beteiligung an der Unternehmenswertentwicklung und qualifizierter Nachrangklausel ausgegeben. Die Mindestzeichnungssumme betrug €200.000,- bei einer Mindestlaufzeit von 2 Jahren.

Die Zeichnungsfrist war bis zum 31.12.2015.

Mittels der Direktbeteiligung partizipieren die Anleger mit ihrer Nominaleinlage zeitanteilig ab dem Tag der vollständigen Einzahlung rechnerisch in voller Höhe am Gewinn des jeweiligen Geschäftsjahres der Gesellschaft. Es handelt sich um eine Beteiligung mit endfälliger Berechnung des Gewinnanteils mit Wiederanlageeffekt. Entnahmen sind in Höhe von bis zu 9,8% der Nominaleinlage pro Jahr möglich.

- DB 09/2015 CZK

Mit Exposé vom 15.09.2015 wurde ein Emissionsvolumen von CZK 100.000.000,- für qualifizierte Anleger in Form einer stillen Beteiligung mit endfälligem Gewinnanspruch ohne Verlustbeteiligung sowie Beteiligung an der Unternehmenswertentwicklung und qualifizierter Nachrangklausel ausgegeben. Die Mindestzeichnungssumme betrug CZK 6.000.000,- bei einer Mindestlaufzeit von 2 Jahren.

Die Zeichnungsfrist war bis zum 31.12.2015.

Mittels der Direktbeteiligung partizipieren die Anleger mit ihrer Nominaleinlage zeitanteilig ab dem Tag der vollständigen Einzahlung rechnerisch in voller Höhe am Gewinn des jeweiligen Geschäftsjahres der Gesellschaft. Es handelt sich um eine Beteiligung mit endfälliger Berechnung des Gewinnanteils mit Wiederanlageeffekt. Entnahmen sind in Höhe von bis zu 9,8% der Nominaleinlage pro Jahr möglich.

- DB 09/2015 USD

Mit Exposé vom 15.09.2015 wurde ein Emissionsvolumen von USD 2.000.000,- für qualifizierte Anleger in Form einer stillen Beteiligung mit endfälligem Gewinnanspruch ohne Verlustbeteiligung sowie Beteiligung an der Unternehmenswertentwicklung und qualifizierter Nachrangklausel ausgegeben. Die Mindestzeichnungssumme betrug USD 220.000,- bei einer Mindestlaufzeit von 2 Jahren.

Die Zeichnungsfrist war bis zum 31.12.2015.

Mittels der Direktbeteiligung partizipieren die Anleger mit ihrer Nominaleinlage zeitanteilig ab dem Tag der vollständigen Einzahlung rechnerisch in voller Höhe am Gewinn des jeweiligen Geschäftsjahres der Gesellschaft. Es handelt sich um eine Beteiligung mit endfälliger Berechnung des Gewinnanteils mit Wiederanlageeffekt. Entnahmen sind in Höhe von bis zu 9,8% der Nominaleinlage pro Jahr möglich.

2016: - DB 02/2016 EUR

Mit Exposé vom 17.02.2016 wurde ein Emissionsvolumen von €30.000.000,- für qualifizierte Anleger in Form einer stillen Beteiligung mit endfälligem Gewinnanspruch ohne Verlustbeteiligung sowie Beteiligung an der Unternehmenswertentwicklung und qualifizierter Nachrangklausel ausgegeben. Dabei entfallen €10 Mio. auf stille Beteiligungen mit Möglichkeit auf quartalsweise Entnahmen und €20 Mio. auf stille Beteiligungen mit endfälligem Gewinnanspruch. Die Mindestzeichnungssumme betrug €200.000,- bei einer Mindestlaufzeit von 2 Jahren für die endfälligen Beteiligungen bzw. 4 Jahren für die Beteiligungen mit Möglichkeit auf Entnahme.

Die Zeichnungsfrist war bis zum 31.12.2016.

Mittels der Direktbeteiligung partizipieren die Anleger mit ihrer Nominaleinlage zeitanteilig ab dem Tag der vollständigen Einzahlung rechnerisch in voller Höhe am Gewinn des jeweiligen Geschäftsjahres der Gesellschaft. Es handelt sich um eine Beteiligung mit endfälliger Berechnung des Gewinnanteils mit Wiederanlageeffekt. Entnahmen sind in Höhe von bis zu 9,8% der Nominaleinlage pro Jahr möglich.

- DB 02/2016 CZK

Mit Exposé vom 17.01.2016 wurde ein Emissionsvolumen von CZK 600.000.000,- für qualifizierte Anleger in Form einer stillen Beteiligung mit endfälligem Gewinnanspruch ohne Verlustbeteiligung sowie Beteiligung an der Unternehmenswertentwicklung und qualifizierter Nachrangklausel ausgegeben. Dabei entfallen CZK 300 Mio. auf stille Beteiligungen mit Möglichkeit auf quartalsweise Entnahmen und CZK 300 Mio. auf stille Beteiligungen mit endfälligem Gewinnanspruch. Die Mindestzeichnungssumme betrug CZK 6.000.000,- bei einer Mindestlaufzeit von 2 Jahren für die endfälligen Beteiligungen bzw. 4 Jahren für die Beteiligungen mit Möglichkeit auf Entnahme.

Die Zeichnungsfrist war bis zum 31.12.2016.

Mittels der Direktbeteiligung partizipieren die Anleger mit ihrer Nominaleinlage zeitanteilig ab dem Tag der vollständigen Einzahlung rechnerisch in voller Höhe am Gewinn des jeweiligen Geschäftsjahres der Gesellschaft. Es handelt sich um eine Beteiligung mit endfälliger Berechnung des Gewinnanteils mit Wiederanlageeffekt. Entnahmen sind in Höhe von bis zu 9,8% der Nominaleinlage pro Jahr möglich.

Für die Anleger der Direktbeteiligungen ergibt sich aus den stillen Beteiligungen in allen Produkten keine Nachschusspflicht. Die Ansprüche der Anleger aus den stillen Beteiligungen der Direktbeteiligungen auf Zahlung des Abfindungsguthabens einschließlich des Gewinnanteils begründen unmittelbare, nachrangige und nicht dinglich besicherte Forderungen gegen die Gesellschaft. Sie treten damit im Rang hinter die Befriedigung der dinglich besicherten Ansprüche anderer Gläubiger sowie anderer nicht nachrangiger Gläubiger.

Anleihen:

Die Gesellschaft hat am 15.10.2014 und am 27.10.2015 mit ihrer Tochtergesellschaft ThomasLloyd CTI (CZ) Anleihe-Emissionsverträge für Globalschuldverschreibungen abgeschlossen. Zu diesen Verträgen erfolgten Zeichnungen. Im Einzelnen handelt es sich um folgende von der Tochtergesellschaft begebene Anleihen:

- CTI 2 CZK (ISIN CZ0003512337):
  Nullkuponanleihe im Gesamtnennbetrag von bis zu CZK 500.000.000 mit Endfälligkeit zum 31.12.2034. Eine Kündigung ist jährlich, erstmalig zum 31.12.2016 möglich. Die Rückzahlung erfolgt zum Wert:

  $$\text{Rückzahlungsbetrag} = N * (1 + 0{,}065)^t$$

  mit N als Ausgabebetrag und t als Laufzeit in Jahren.

- CTI 2 EUR (ISIN CZ0003512592):
  Nullkuponanleihe im Gesamtnennbetrag von bis zu T€ 15.000 mit Endfälligkeit zum 31.12.2034.
  Eine Kündigung ist jährlich, erstmalig zum 31.12.2016 möglich. Die Rückzahlung erfolgt zum Wert:

  $$\text{Rückzahlungsbetrag} = N * (1 + 0{,}065)^t$$

  mit N als Ausgabebetrag und t als Laufzeit in Jahren.

- CTI 2 CZK (ISIN CZ0003513244):
  Nullkuponanleihe im Gesamtnennbetrag von bis zu CZK 500.000.000 mit Endfälligkeit zum 31.12.2035. Eine Kündigung ist jährlich, erstmalig zum 31.12.2017 möglich. Die Rückzahlung erfolgt zum Wert:

  $$\text{Rückzahlungsbetrag} = N * (1 + 0{,}058)^t$$

  mit N als Ausgabebetrag und t als Laufzeit in Jahren.

- CTI 5 CZK (ISIN CZ0003512329):
  Festverzinsliche Anleihe im Gesamtnennbetrag von bis zu CZK 500.000.000 mit Endfälligkeit zum 31.12.2034. Eine Kündigung ist jährlich, erstmalig zum 31.12.2019 möglich. Die auf den Nennbetrag bezogene Verzinsung beträgt 9,8% p.a. und ist quartalsweise zur Zahlung fällig.

- CTI 5 EUR (ISIN CZ0003512584):
  Festverzinsliche Anleihe im Gesamtnennbetrag von bis zu T€15.000 mit Endfälligkeit zum 31.12.2034. Eine Kündigung ist jährlich, erstmalig zum 31.12.2019 möglich. Die auf den Nennbetrag bezogene Verzinsung beträgt 9,8% p.a. und ist quartalsweise zur Zahlung fällig.

- CTI 4 CZK (ISIN CZ0003513251):
  Festverzinsliche Anleihe im Gesamtnennbetrag von bis zu CZK 500.000.000 mit Endfälligkeit zum 31.12.2034. Eine Kündigung ist jährlich, erstmalig zum 31.12.2019 möglich. Die auf den Nennbetrag bezogene Verzinsung beträgt 8,0% p.a. und ist quartalsweise zur Zahlung fällig.

Die Gesellschaft hat jeweils am 28.04.2017 mit ihrer Tochtergesellschaft ThomasLloyd CTI (FL) Anleihe-Emissionsverträge für Globalschuldverschreibungen abgeschlossen. Zu diesen Verträgen erfolgten Zeichnungen. Im Einzelnen handelt es sich um folgende von der Tochtergesellschaft begebene Anleihen:

- CTI 2 CHF (ISIN LI0363131504):
  Festverzinsliche Anleihe im Gesamtnennbetrag von bis zu CHF 100.000.000 mit Endfälligkeit zum 31.12.2028. Eine Kündigung ist unter Einhaltung einer Kündigungsfrist von 6 Monaten, erstmalig zum 31.12.2019 möglich. Die auf den Nennbetrag bezogene Verzinsung beträgt 2,5% p.a. wird während der Laufzeit thesauriert.

- CTI 4 CHF (ISIN LI0363131512):
  Festverzinsliche Anleihe im Gesamtnennbetrag von bis zu CHF 100.000.000 mit Endfälligkeit zum 31.12.2021 bzw. 31.12.2022 bei einmaliger bzw. 31.12.2023 bei zweimaliger Ausübung der Verlängerungsoption. Die auf den Nennbetrag bezogene Verzinsung beträgt 3,75% p.a. und ist quartalsweise zur Zahlung fällig.

Verträge von besonderer Bedeutung:	Managementvergütungen: Die Gesellschaft hat mit Wirkung zum 01.01.2013 mit der ThomasLloyd GAM (CH) einen Vertrag über Risiko-management- sowie Asset-Allocation-Beratungs- und Dienstleistungen abgeschlossen. Die Vergütung besteht aus einem fixen und einem variablen Anteil. Der Vertrag hat eine Laufzeit von 18 Jahren und ist erstmalig unter einer Einhaltung einer Frist von 6 Monaten zum 31.12.2031 kündbar.
Beteiligungen:	Die Beteiligungen an anderen Unternehmen sind im Anhang zum Jahresabschluss (Anlage 5) dargestellt.

D. Gegenstand, Art und Umfang der Prüfung

I. Gegenstand der Prüfung

Gegenstand unserer Prüfung waren die Buchführung, der Einzelabschluss zum 31.12.2017 und der Lagebericht für das Geschäftsjahr 2017. Diese haben wir daraufhin geprüft, ob die gesetzlichen Vorschriften zur Rechnungslegung - insbesondere nach IFRS - beachtet worden sind. Art und Angemessenheit des Versicherungsschutzes haben wir nicht geprüft.

Die Prüfung hat sich nicht darauf erstreckt, ob der Fortbestand des geprüften Unternehmens oder die Wirksamkeit und Wirtschaftlichkeit der Geschäftsführung zugesichert werden kann.

Der Einzelabschluss wurde für das Geschäftsjahr 2017 nach den IFRS – wie sie in der EU anzuwenden sind – aufgestellt. Es wurden alle am Abschlussstichtag in der EU anzuwendenden Standards des International Accounting Standards Board (IASB), London, sowie die gültigen Interpretationen des International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC) bzw. des Standing Interpretations Committee (SIC) bei der Aufstellung berücksichtigt. Zudem wurden die ergänzend nach § 324a HGB anzuwendenden handelsrechtlichen Vorschriften beachtet, insbesondere die Aufstellung des Lageberichts.

Den Lagebericht haben wir zusätzlich daraufhin geprüft, ob er mit dem Einzelabschluss und den bei unserer Prüfung gewonnenen Erkenntnissen in Einklang steht, den gesetzlichen Vorschriften entspricht und insgesamt eine zutreffende Vorstellung von der Lage der Gesellschaft vermittelt. Dabei haben wir auch geprüft, ob die Chancen und Risiken der künftigen Entwicklung zutreffend dargestellt sind.

II. Art und Umfang der Prüfung

Die gesetzlichen Vertreter der Gesellschaft sind für die Buchführung und die Aufstellung von Einzelabschluss und Lagebericht sowie die uns gemachten Angaben verantwortlich. Unsere Aufgabe ist es, diese Unterlagen und die gemachten Angaben im Rahmen unserer pflichtgemäßen Prüfung zu beurteilen.

Unsere Prüfung nahmen wir entsprechend den Vorschriften der §§ 316 ff. HGB unter Beachtung der durch das IDW festgestellten deutschen Grundsätze ordnungsmäßiger Durchführung von Abschlussprüfungen vor. Die Prüfungshandlungen sind, soweit sie nicht im Prüfungsbericht dargestellt sind, in unseren Arbeitspapieren nach Art, Umfang und Ergebnis festgehalten.

Danach ist die Prüfung so zu planen und durchzuführen, dass mit hinreichender Sicherheit beurteilt werden kann, ob die Buchführung, der Einzelabschluss und der Lagebericht frei von wesentlichen Mängeln sind. Die Prüfung des Einzelabschlusses legten wir unter Beachtung der Grundsätze gewissenhafter Berufsausübung mit der Zielsetzung an, Unrichtigkeiten und Verstöße gegen die gesetzlichen Vorschriften zur Rechnungslegung und die sie ergänzenden Bestimmungen des Gesellschaftsvertrags zu erkennen, die sich auf die Darstellung eines den tatsächlichen Verhältnissen entsprechenden Bildes der Vermögens-, Finanz- und Ertragslage iSd § 264 Abs. 2 HGB wesentlich auswirken.

Die Prüfung hat sich auch auf die Feststellung von bestandsgefährdenden und entwicklungsbeeinträchtigenden Tatsachen sowie von Unrichtigkeiten und Verstößen gegen gesetzliche Vorschriften und Regelungen des Gesellschaftsvertrags erstreckt. Die gezielte Aufdeckung und Aufklärung strafrechtlicher Tatbestände, wie z.B. Untreuehandlungen und Unterschlagungen, ist jedoch nicht Gegenstand der Abschlussprüfung gewesen.

III. Prüfungsansatz

Unsere Prüfung baut auf folgender risikoorientierter Prüfungsstrategie unter Beachtung der Grundsätze der Wesentlichkeit und Wirtschaftlichkeit auf.

Im Rahmen dieser und der vorangegangenen Abschlussprüfungen haben wir uns Informationen über das Unternehmen und sein Umfeld verschafft, um solche Ereignisse, Geschäftsvorfälle und Gepflogenheiten zu erkennen und zu verstehen, die sich wesentlich auf den zu prüfenden Einzelabschluss und Lagebericht auswirken können. Ergänzend sind Auskünfte der gesetzlichen Vertreter über die wesentlichen Strategien und Geschäftsrisiken in diese Betrachtung einbezogen worden.

Aufgrund der festgestellten und beurteilten Fehlerrisiken haben wir allgemeine Reaktionen auf Abschlussebene sowie Art, Umfang und zeitlichen Ablauf unserer weiteren Prüfungshandlungen auf Prüffeldebene festgelegt. Insgesamt konnten wir durch aussagebezogene Prüfungshandlungen in Form analytischer Prüfungen und Einzelfallprüfungen hinreichende Prüfungssicherheit gewinnen, sodass wir keine Funktionsprüfungen des internen Kontrollsystems vorgenommen haben.

Die auf einzelne Aussagen in der Rechnungslegung bezogenen Prüfungshandlungen zur Erlangung von Prüfungsnachweisen haben analytische Prüfungshandlungen sowie Einzelfallprüfungen umfasst. Die Einzelfallprüfungen sind in der Regel auf der Grundlage von Stichproben nach einer bewussten Auswahl erfolgt. Aufgrund der Prüfungsnachweise sind Teilprüfungsergebnisse für die einzelnen Prüfungsgebiete und in der Folge das Gesamtprüfungsergebnis festgestellt worden.

IV. Prüfungsinhalte und -schwerpunkte

Die im Rahmen der Entwicklung unserer Prüfungsstrategie festgestellten und beurteilten Fehlerrisiken führten zu folgenden Schwerpunkten der Prüfung:

- Ansatz, Ausweis und Fair-Value-Bewertung der Anteile an Investmentgesellschaften
- Ansatz, Ausweis und Bewertung der Forderungen und sonstigen finanziellen Vermögenswerten
- Ansatz, Ausweis und Fair-Value-Bewertung der Verbindlichkeiten der stillen Gesellschafter
- Prüfung der Verträge und Fee-Berechnung
- Vollständigkeit der Anhangsangaben nach IFRS und den ergänzenden HGB-Angaben
- Ergänzende Angaben im Lagebericht der wesentlichen Ergebnisse des IFRS-Abschlusses

Bei der Prüfung der Bewertung der Anteile an der ThomasLloyd CTI Asia Holding und deren Tochtergesellschaft ThomasLloyd CTI Asia haben wir in unser Urteil die NAV-Bewertung der Vermögenswerte der Projektgesellschaften durch Duff & Phelps Ltd., London (Großbritannien), als externen Bewerter mit einfließen lassen. Außerdem haben wir die interne Bewertung der Gesellschaft mit einfließen lassen. Die Anteile an der ThomasLloyd CTI Asia sind aufgrund des in IFRS aufgestellten Einzelabschlusses der Gesellschaft und unter Anwendung eines Gesamtportfolioansatzes auf Asset-/Projektebene mit einem Fair-Market-Value in Höhe von T€ 129.529 bewertet.

Zudem wurden die von anderen Abschlussprüfern geprüften Jahresabschlüsse der ThomasLloyd CTI (CZ) - geprüft von BDO Audit s.r.o., Prag (Tschechien) -, des ThomasLloyd SICAV-SIIF und des ThomasLloyd CTIF SICAV geprüft von Deloitte Audit S.à.r.l., Luxemberg (Luxemburg) - analysiert und ausgewertet. Von der Verwertbarkeit der Arbeit der externen Bewerter und anderer Abschlussprüfer für Zwecke der Abschlussprüfung haben wir uns durch Vornahme geeigneter Prüfungshandlungen überzeugt.

Zur Prüfung der Nachweise der übrigen Vermögenswerte und Schulden der Gesellschaft haben wir u.a. Saldenbestätigungen für Forderungen und Verbindlichkeiten eingeholt. Die Auswahl der Stichprobe für die eingeholten Saldenbestätigungen erfolgte in bewusster Auswahl.

Weiterhin sind von sämtlichen Kreditinstituten, mit denen die Gesellschaft im Geschäftsjahr 2017 in Geschäftsverbindung gestanden hat, Bestätigungen der zum Abschlussstichtag bestehenden Salden, Unterschriftsberechtigungen und Konditionen eingeholt worden.

Für die Einschätzung der Risiken aus Rechtsstreitigkeiten sind Rechtsanwaltsbestätigungen eingeholt worden. Ferner wurden Auskünfte von den Steuerberatern der Gesellschaft über mögliche für den Einzelabschluss relevante Tatsachen eingeholt.

Die Durchführung der Saldenbestätigungsaktionen ist unter unserer Kontrolle erfolgt.

Die Prüfung des Einzelabschlusses wurde in den Monaten Mai bis September 2018 in unserem Büro durchgeführt. Die Fertigstellung des Berichts erfolgte anschließend ebenfalls in unserem Büro.

V. Angaben der gesetzlichen Vertreter

Alle von uns erbetenen Auskünfte und Nachweise erteilten die Geschäftsführung und die von ihr benannten Mitarbeiter.

Die Geschäftsführung hat uns in der berufsüblichen Vollständigkeitserklärung schriftlich bestätigt, dass in der Buchführung und im Einzelabschluss zum 31.12.2017 nach IFRS-Rechnungslegungsgrundsätzen sowie im Lagebericht alle bilanzierungspflichtigen Vermögenswerte, Verpflichtungen, Wagnisse und Abgrenzungen berücksichtigt, sämtliche Aufwendungen und Erträge enthalten und alle erforderlichen Angaben gemacht sind. Vorgänge von besonderer Bedeutung nach dem Schluss des Geschäftsjahres haben sich nach dieser Erklärung nicht ergeben und sind uns bei unserer Prüfung nicht bekannt geworden.

Die Geschäftsführung hat hierin ferner erklärt, dass der Lagebericht auch hinsichtlich erwarteter Entwicklungen alle für die Beurteilung der Lage der Gesellschaft wesentlichen Gesichtspunkte sowie die nach § 289 HGB erforderlichen Angaben enthält.

E. Analyse des Einzelabschlusses

I. Wirtschaftliche Verhältnisse

1. Wirtschaftliche Entwicklung nach IFRS

		2017	2016	2015	2014
Bilanzsumme	T€	270.014	193.195	137.735	102.622
Finanzielle Vermögenswerte langfristig	T€	80.450	151.558	106.577	95.449
Finanzielle Vermögenswerte kurzfristig	T€	7.309	12.735	14.645	5.124
Forderungen gegen verbundene und nahestehende Unternehmen	T€	164.541	26.829	14.616	0
übrige Forderungen und sonstige sonstige Vermögenswerte	T€	1.151	1.933	599	212
Zahlungsmittel und -äquivalente	T€	16.563	140	1.298	1.837
Gesellschaftskapital inkl. Rücklagen	T€	51	50	47	49
IFRS-Neubewertungsrücklage	T€	-54	-54	-54	-54
Verbindlichkeiten der stillen Gesellschafter (lang- und kurzfristig)	T€	214.085	159.069	122.313	94.590
Verbindlichkeiten gegenüber verbundenen und nahestehenden Unternehmen (lang- und kurzfristig)	T€	46.044	29.172	10.500	3.053
übrige Verbindlichkeiten	T€	9.888	4.958	4.929	4.984
sonstige betriebliche Erträge inkl. Ertrag aus Währungsumrechnung	T€	49.628	2.417	2.603	6.722
Ertrag / Aufwand aus der Bewertung von finanziellen Vermögenswerten zum Fair-Value	T€	-29.989	13.332	- 3.899	10.024
betriebliche Aufwendungen inkl. Aufwand aus Währungsumrechnung	T€	-14.699	- 7.709	- 3.507	- 9.252
Zinserträge / Zinsaufwand	T€	-1.064	27	342	3.274
(Ertrag-)Steuern	T€	6	0	- 253	203
Ergebnisbeteiligung der stillen Gesellschafter nach maßgeblichen Bilanzierungsvorschriften	T€	-3.881	- 8.064	4.712	- 10.968
Jahresergebnis	T€	1	3	- 2	3
durchschnittlich gewinnberechtigtes Kapital	T€	165.959	132.409	98.599	64.645
(Brutto-)Rendite auf durchschnittlich gewinnberechtigtes Kapital vor Verwaltungsgebühren (nach maßgeblichen Bilanzierungsvorschriften)	%	5,80	10,98	-1,70	30,68
(Netto-)Rendite auf durchschnittlich gewinnberechtigtes Kapital nach Verwaltungsgebühren (nach maßgeblichen Bilanzierungsvorschriften) 1)	%	2,34	6,09	-4,78	16,97
informativ:					
Rechnerische Ergebnisbeteiligung der stillen Gesellschafter unter Berücksichtigung von Aufwertungspotential	T€	- 19.108	- 25.809	- 6.950	- 10.968
Rechnerische (Brutto-)Rendite auf durchschnittlich gewinnberechtigtes Kapital vor Verwaltungsgebühren (unter Berücksichtigung von Aufwertungspotential)	%	14,98	24,38	10,13	30,68
Rechnerische (Netto-)Rendite auf durchschnittlich gewinnberechtigtes Kapital nach Verwaltungsgebühren (unter Berücksichtigung von Aufwertungspotential) 2)	%	11,51	19,49	7,05	16,97

2. Wirtschaftliche Entwicklung nach HGB

		2013	2012	2011
Bilanzsumme	T€	72.330	40.970	7.791
Finanzanlagen	T€	9.424	8.947	0
Forderungen gegen verbundene und nahestehende Unternehmen	T€	26.806	7.540	2.368
übrige Forderungen und sonstige Vermögensgegenstände	T€	4.603	927	1.543
Geldmittel und Wertpapiere	T€	31.497	23.556	3.380
Eigenkapital	T€	46	40	37
Einlagen der stillen Gesellschafter	T€	58.452	30.665	7.379
Rückstellungen und übrige Verbindlichkeiten	T€	13.832	10.265	375
Umsatzerlöse und sonstige betriebliche Erträge	T€	20.369	1.235	22
Materialaufwand und sonstige betriebliche Aufwendungen	T€	- 10.890	- 155	- 21
Finanzergebnis	T€	2.067	749	379
(Ertrag-)Steuern	T€	- 321	- 235	- 21
Teilgewinnabführung an die stillen Geselschafter nach maßgeblichen Bilanzierungsvorschriften	T€	- 11.219	- 1.592	- 347
Jahresüberschuss	T€	6	2	12
durchschnittlich gewinnberechtigtes Kapital	T€	39.465	13.315	795
(Brutto-)Rendite auf durchschnittlich gewinnberechtigtes Kapital vor Verwaltungsgebühren (nach maßgeblichen Bilanzierungsvorschriften)	%	51,81	13,72	46,29
(Netto-)Rendite auf durchschnittlich gewinnberechtigtes Kapital nach Verwaltungsgebühren (nach maßgeblichen Bilanzierungsvorschriften) 1)	%	28,43	11,96	43,65
informativ:				
Rechnerische Teilgewinnabführung an die stillen Gesellschafter unter Berücksichtigung von Aufwertungspotential	T€	- 11.219	- 1.592	- 347
Rechnerische (Brutto-)Rendite auf durchschnittlich gewinnberechtigtes Kapital vor Verwaltungsgebühren (unter Berücksichtigung von Aufwertungspotential)	%	51,81	13,72	46,29
Rechnerische (Netto-)Rendite auf durchschnittlich gewinnberechtigtes Kapital nach Verwaltungsgebühren (unter Berücksichtigung von Aufwertungspotential) 2)	%	28,43	11,96	43,65

[1] (Netto-)Rendite auf durchschnittlich gewinnberechtigtes Kapital (nach maßgeblichen Bilanzierungsvorschriften) = Ergebnisbeteiligung / Teilgewinnabführung an die stillen Gesellschafter : durchschnittlich gewinnberechtigtes Kapital

[2] rechnerische (Netto-)Rendite auf durchschnittlich gewinnberechtigtes Kapital (unter Berücksichtigung von Aufwertungspotential) = rechnerische Ergebnisbeteiligung / Teilgewinnabführung an die stillen Gesellschafter unter Berücksichtigung von Aufwertungspotential : durchschnittlich gewinnberechtigtes Kapital

3. Wirtschaftliche Aktivitäten

Die Anlagestrategie der ThomasLloyd CTI Holding sieht grundsätzlich direkte und/oder mittelbare Investments in Projekte und/oder Unternehmen im Infrastrukturbereich (erneuerbare Energien, Versorgungsunternehmen, Transport, soziale Infrastruktur und Kommunikation) unter Berücksichtigung von sozialen und verantwortungsbewussten Anlagegrundsätzen vor.

Der Schwerpunkt in der Berichtsperiode lag im Bereich der nachhaltigen Energieerzeugung aus erneuerbaren Energien (Power Generation) sowie der zugehörigen effizienten Energieübertragung (Power Transmission) und Energieverteilung (Power Distribution) in Asien.

Für weitere Informationen zum Geschäftsverlauf im Berichtsjahr sowie zu aktuellen Entwicklungen verweisen wir auf den in der Anlage 5 beigefügten Lagebericht für das Geschäftsjahr 2017.

II. Ertragslage

	2017 T€	2016 T€	Ver- änderung T€
1. Betriebliche Erträge	49.628	15.749	33.879
2. Betriebliche Aufwendungen	- 44.688	- 7.709	- 36.979
3. Betriebsergebnis (EBIT)	4.940	8.040	- 3.100
4. Finanzergebnis vor Ergebnisanteil stille Gesellschafter	- 1.064	27	- 1.091
5. Ertragsteuern	6	0	6
6. Ergebnis vor Ergebnisanteil stille Gesellschafter	3.882	8.067	- 4.185
7. Ergebnisanteil stille Gesellschafter	- 3.881	- 8.064	4.183
8. Jahresergebnis	1	3	- 2

Betriebsergebnis

Die betrieblichen Erträge der Gesellschaft beinhalten im Wesentlichen den Ertrag aus dem Verkauf der Anteile an der ThomasLloyd CTI Asia in Höhe von T€47.591. Der Vorjahreswert beinhaltet im Wesentlichen den Ertrag aus der Bewertung von erfolgswirksam zum beizulegenden Zeitwert bewerteten finanziellen Vermögenswerten in Höhe von T€13.332. Zusätzlich sind noch Erträge aus Währungsumrechnungen in Höhe von T€1.544 (Vorjahr: T€2.082) enthalten.

Die Erhöhung der betrieblichen Aufwendungen resultiert überwiegend aus dem Aufwand aus der Bewertung von erfolgswirksam zum beizulegenden Zeitwert bewerteten finanziellen Vermögenswerten in Höhe von T€29.989. Zusätzlich sind noch Aufwendungen aus Währungsumrechnungen von T€7.412 enthalten.

III. Vermögenslage

		31.12.2017		31.12.2016		Ver-änderung
		T€	%	T€	%	T€
A K T I V A						
A.	**Langfristige Vermögenswerte**					
	Finanzielle Vermögenswerte	80.450	29,8	151.558	78,4	- 71.108
B.	**Kurzfristige Vermögenswerte**					
	I. Finanzielle Vermögenswerte	7.309	2,7	12.735	6,6	- 5.426
	II. Forderungen und sonstige Vermögenswerte	165.692	61,4	28.762	14,9	136.930
	III. Zahlungsmittel und Zahlungs-mitteläquivalente	16.563	6,1	140	0,1	16.423
	Kurzfristige Vermögenswerte	189.564	70,2	41.637	21,6	147.927
Gesamtsumme		**270.014**	**100,0**	**193.195**	**100,0**	**76.819**

		31.12.2017		31.12.2016		Ver-änderung
		T€	%	T€	%	T€
P A S S I V A						
A.	**Eigenkapital**					
	I. Gezeichnetes Kapital	25	0,0	25	0,0	0
	II. Gewinnrücklagen	26	0,0	25	0,0	1
	III. Neubewertungsrücklage	- 54	0,0	- 54	0,0	0
	Eigenkapital	- 3	0,0	- 4	0,0	1
B.	**Schulden**					
	I. Langfristige Verbindlichkeiten	248.562	92,1	172.768	89,4	75.794
	II. Kurzfristige Verbindlichkeiten	21.455	7,9	20.431	10,6	1.024
	Schulden	270.017	100,0	193.199	100,0	76.818
	- davon stille Gesellschafter	214.085	79,3	159.069	82,3	55.016
	- davon Anleihen	45.942	17,0	29.172	15,1	16.770
Gesamtsumme		**270.014**	**100,0**	**193.195**	**100,0**	**76.819**

Finanzielle Vermögenswerte (langfristig)

Der Rückgang der langfristigen Vermögenswerte resultiert einerseits aus der zum 31.12.2017 vorgenommenen Fair Value Wertminderung von T€29.989 auf die Investmentanteile am ThomasLloyd SICAV-SIIF. Andererseits wurden teilweise Schuldverschreibungen im Rahmen eines Tausches veräußert.

Forderungen und sonstige Vermögenswerte

Die offenen Posten zum Bilanzstichtag setzen sich im Wesentlichen zusammen aus Verrechnungsforderungen gegen die ThomasLloyd GAM (CH) in Höhe von T€22.635 (Vorjahr: T€21.402) sowie einer Kaufpreisforderung gegen die ThomasLloyd CTI Asia Holding in Höhe von T€129.529 (Vorjahr: T€0).

Aufgrund des bestehenden Vertrags über Risikomanagementdienstleistungen sowie Asset Allocation Beratungs- und Dienstleistungsvertrags zwischen der Gesellschaft und der ThomasLloyd GAM (CH) erhält diese von der Gesellschaft eine fixe Vergütung für Risikomanagement und eine erfolgsabhängige Vergütung für Asset Allocation. Während der Kapitalakquisephase der Gesellschaft wird eine Prognoserechnung erstellt, mit der unter Berücksichtigung der geplanten Netto-Neumittelzuflüsse der Periode sowie der prognostizierten Wertsteigerung des Portfolios die voraussichtliche Höhe der Assets under Management zum 31.12. eines jeden Jahres und der jährlich zu erwartende Gewinn definiert wird. Die Vergütung wird zunächst anhand der prognostizierten Assets under Management und des zu erwartenden Gewinns berechnet und zur Zahlung fällig. Da die im Rahmen der Jahresabschlussprüfung in Q3 2018 durchgeführte Fair-Market-Value Bewertung nach IFRS zum 31.12.2017 noch unter der prognostizierten Wertsteigerung des Portfolios liegt, reduzierte sich der Vergütungsanspruch der Thomas Lloyd GAM (CH) für die Periode 2017 entsprechend. Diese Überzahlung wurde bis zum 31.12.2017 noch nicht ausgeglichen. Die Überzahlung wird sich im Zuge der planmäßigen Entwicklung des Portfolios prognosegemäß mittelfristig abbauen.

Die Anteile an der ThomasLloyd CTI Asia wurden zum Bilanzstichtag mit dem Fair-Market-Value an die ThomasLloyd CTI Asia Holding veräußert. Für die Berechnung des Transaktionserlöses hat die Gesellschaft unter Anwendung eines Gesamtportfolioansatzes auf Asset-/Projektebene die drei Biomasseprojekte mit einem Fair-Market-Value in Höhe von T€184.119 bewertet. Davon entfallen T€129.529 auf die Anteile an der ThomasLloyd CTI Asia.

Ein externer Bewertungsgutachter hat die drei Biomasseprojekte San Carlos BioPower, South Negros BioPower und North Negros BioPower zum Bilanzstichtag bewertet und kommt zu einem niedrigeren Wertansatz. Die maßgeblichen Bewertungsunterschiede resultieren ausschließlich aus einem unterschiedlichen Wertansatz in dem Bereich Specific Equity Alpha bei der Berechnung des WACC der Biomasseprojekte San Carlos BioPower, South Negros BioPower und North Negros BioPower. Die WACC Abweichung zwischen den zwei Bewertungen beträgt für die Einzelprojekte 1,00%, 2,24% und 2,37%, d.h. durchschnittlich 1,87% für das Biomassekraftwerksportfolio. Nach Auffassung der Geschäftsführung entspricht der Transaktionspreis von T€129.529 dem Fair-Market-Value.

Zahlungsmittel und Zahlungsmitteläquivalente

Die Entwicklung der Geldmittel ist aus der Kapitalflussrechnung in der Anlage 4 ersichtlich.

Langfristige Verbindlichkeiten

Der Anstieg der Einlagen der stillen Gesellschafter um T€55.016 auf T€214.085 resultiert aus den - in Raten zufließenden - Einlagen der stillen Gesellschafter Cleantech KG II, III, IV und V. Die Gewinnanteile sind zu addieren und die getätigten Entnahmen zu subtrahieren.

Die Cleantech KGs I, II, III und V haben der Gesellschaft verbindlich mitgeteilt, dass die Kündigungsrechte nur in dem Umfang und innerhalb der Fristen ausgeübt werden, wie deren Anleger die Kommanditbeteiligung kündigen werden. Für diese Kommanditbeteiligungen bestehen Mindestlaufzeiten, jedoch beiderseits keine Pflicht zur Beendigung nach Ablauf dieses Zeitraums. Für die Ermittlung der Restlaufzeiten der Einlagen der stillen Gesellschafter bei der Gesellschaft wurde aber jeweils von einer Vertragsbeendigung zum frühest möglichen Kündigungstermin, d. h. zum Ende der Mindestlaufzeit, ausgegangen. Für die Einlagen der stillen Gesellschafter mit einer Restlaufzeit von unter einem Jahr wird im Geschäftsjahr ein Anteil in Höhe von T€3.530 der Einlagen der stillen Gesellschafter unter den kurzfristigen Schulden ausgewiesen.

Der Anstieg der Einlagen stiller Gesellschafter resultiert zum anderen aus Direktbeteiligungen, welche von der Gesellschaft als Emittentin ausgegeben wurden.

Im laufenden Geschäftsjahr baute die ThomasLloyd CTI (CZ) ihre Anleihe-Emissionstätigkeit in der Tschechischen Republik weiter aus, was zu einer Erhöhung der Verbindlichkeiten gegenüber verbundenen Unternehmen geführt hat. Die dort gezeichneten Anleihen CTI 2 CZK, CTI 2 EUR, CTI 5 CZK, CTI 5 EUR und CTI 4 CZK werden mittels wirtschaftlich spiegelbildlicher Anleihen an die Gesellschaft weitergereicht.

Im laufenden Geschäftsjahr hat die ThomasLloyd CTI (FL) ihre Anleihe-Emissionstätigkeit in Liechtenstein begonnen. Die dort gezeichneten Anleihen CTI 2 CHF und CTI 4 CHF werden mittels wirtschaftlich spiegelbildlicher Anleihen an die Gesellschaft weitergereicht.

Das gesamte Anleihevolumen ist im Geschäftsjahr um T€ 18.930 auf T€ 45.942 gestiegen. Auch hier erfolgt ein separater Ausweis der Verbindlichkeiten mit einer Restlaufzeit von unter einem Jahr in den kurzfristigen Schulden.

Kurzfristige Verbindlichkeiten

Die Verbindlichkeiten aus Steuern als wesentliche Position ist gestiegen. Es handelt sich um die, aufgrund der Gewinnabführung an die stillen Gesellschafter, an das Finanzamt abzuführende, aber bis zum tatsächlichen Auszahlungszeitpunkt gestundete Kapitalertragsteuer in Höhe von insgesamt T€ 7.864 für die Jahre 2013, 2014, 2015 und 2017.

F. Feststellungen und Erläuterungen zur Rechnungslegung

I. Vorjahresabschluss

Der von uns geprüfte und mit einem uneingeschränkten Bestätigungsvermerk versehene Vorjahresabschluss wurde von der Gesellschafterversammlung am 28.12.2017 festgestellt. Die Geschäftsführung wurde entlastet.

Die Auftragsbestätigung zur Veröffentlichung des Vorjahresabschlusses wurde uns vorgelegt. Die Veröffentlichung der Offenlegung ist beim Bundesanzeiger in Bearbeitung und daher noch ausstehend.

II. Buchführung und weitere geprüfte Unterlagen

Zur Durchführung des Auftrags standen uns die gesamten Buchhaltungsunterlagen einschließlich der diesbezüglichen DV-Auswertungen, die Hilfsbücher, die Buchungsbelege, Unterlagen des internen Rechnungswesens, Verträge und das ergänzende Schriftgut der Gesellschaft zur Verfügung. Unterlagen, die wir anforderten, konnten sämtlich vorgelegt werden.

Die Verfahrensabläufe in der Buchführung erfuhren im Berichtsjahr keine nennenswerten organisatorischen Änderungen. Die Buchführung erfolgt durch Ebner Stolz Mönning Bachem Wirtschaftsprüfer Steuerberater Rechtsanwälte Partnerschaft mbB, Stuttgart, in DATEV sowie mittels des Tabellenkalkulationsprogrammes Excel der Firma Microsoft.

Die Ordnungsmäßigkeit des Buchhaltungsmoduls wurde mit Prüfungsbericht vom 06.03.2017 der Ernst & Young GmbH, Stuttgart, bestätigt.

Die Gesellschaft hat in der Buchführung ein angemessenes rechnungslegungsbezogenes internes Kontrollsystem eingerichtet um sicherzustellen, dass alle Geschäftsvorfälle vollständig, richtig und zeitnah erfasst und ohne wesentliche Fehler verarbeitet sowie Vermögensverluste verhindert werden.

Die Buchführung und die weiteren geprüften Unterlagen entsprechen nach unseren Feststellungen den gesetzlichen Vorschriften. Die Informationen aus den weiteren geprüften Unterlagen sind ordnungsgemäß im Einzelabschluss und im Lagebericht abgebildet.

III. Einzelabschluss

Der Einzelabschluss wurde für das Geschäftsjahr nach den International Financial Reporting Standards (IFRS) - wie sie in der EU anzuwenden sind - aufgestellt und entspricht den hier geregelten Vorschriften.

Der Umfang der Berichtserstattung ergibt sich aus den IFRS Vorschriften und den nach § 324a HGB ergänzend anzuwendenden handelsrechtlichen Vorschriften.

Ergänzende Bilanzierungsvorschriften aus dem Gesellschaftsvertrag ergeben sich nicht.

Die Bücher wurden mit den Zahlen der Vorjahresbilanz eröffnet. Aufbauend auf der Vorjahresbilanz wurde der Einzelabschluss ordnungsgemäß aus der Buchführung und den weiteren geprüften Unterlagen abgeleitet. Die Ansatz-, Ausweis- und Bewertungsmethoden entsprechen den IFRS-Vorschriften. Die Stetigkeitsgrundsätze nach den IFRS wurden beachtet.

Die Bilanz zum 31.12.2017, die Gesamtergebnisrechnung 2017, die Eigenkapitalveränderungsrechnung für das Geschäftsjahr 2017, der Anhang 2017 sowie die Kapitalflussrechnung 2017 sind unter Berücksichtigung der Abschlussbuchungen in Übereinstimmung mit den Büchern aufgestellt.

Die Angaben im Anhang sind vollständig und zutreffend.

IV. Gesamtaussage zu Einzelabschluss und Lagebericht

Gemäß § 321 Abs. 2 Satz 4 HGB ist auf wesentliche Bewertungsgrundlagen, den Einfluss von Änderungen in den Bewertungsgrundlagen einschließlich der Ausübung von Bilanzierungs- und Bewertungswahlrechten und der Ausnutzung von Ermessensspielräumen sowie auf sachverhaltsgestaltende Maßnahmen einzugehen.

1. Wesentliche Bewertungsgrundlagen

Zu den Bilanzierungs- und Bewertungsmethoden verweisen wir auf die Angaben und Erläuterungen im Anhang. Sie entsprechen den IFRS-Vorschriften.

a. Berichtspflichtige Bilanzierungsmethoden (Wahlrechte)

Für das Geschäftsjahr wurden keine Bilanzierungs- und Bewertungswahlrechte mit wesentlichen Auswirkungen auf die Vermögens-, Finanz- und Ertragslage der Gesellschaft festgestellt.

b. Berichtspflichtige wertbestimmende Faktoren (Ermessensspielräume)

Bei der Festlegung von wertbestimmenden Faktoren können sich Ermessensspielräume ergeben. Für das Geschäftsjahr wurden die folgenden Ermessensspielräume mit wesentlicher Auswirkung auf die Darstellung der Vermögens-, Finanz- und Ertragslage der Gesellschaft festgestellt:

Finanzielle Vermögenswerte (langfristig) / Forderungen gegen verbundene Unternehmen
Die Gesellschaft hat zum Bilanzstichtag die Anteile an der ThomasLloyd CTI Asia an die ThomasLloyd CTI Asia Holding veräußert. Der Transaktionspreis bemisst sich nach dem Fair-Market-Value zum Bilanzstichtag.

Die Geschäftsführung der Gesellschaft hat uns für die Ermittlung des Anlageportfolio und damit auch den Transaktionspreis zwei Bewertungsverfahren als Prüfungsnachweise überlassen. Im folgenden werden diese Bewertungsverfahren und die ermittelten Werte dargestellt:

- Bewertungsgutachten NAV
  Der ThomasLloyd SICAV-SIIF hat aufgrund der rechtlichen Rahmenbedingungen eine Net-Asset-Value-Bewertung durchführen lassen, die zum Bilanzstichtag zu einem Wertansatz in Höhe von T€62.481 gelangt.

Aufgrund der NAV-Bewertung wäre zum Bilanzstichtag der Transaktionspreis um T€67.048 geringer gewesen.

Der Net Asset Value (NAV) ergibt sich aus der Summe aller zum Marktwert bewerteten Vermögensgegenstände (Assets) abzüglich sämtlicher Verbindlichkeiten der Gesellschaft. Der NAV errechnet sich aus der Summe der durch externe Sachverständige ermittelten Verkehrswerte zuzüglich des Wertes des sonstigen Vermögens abzüglich aller Verbindlichkeiten.

Bei der NAV-Bewertung bleiben steuerliche Aspekte auf Gesellschaftsebene sowie die Größe und Diversifikation des Anlageportfolios durch die Gutachtenbewertung in Teilen unberücksichtigt. Diese Parameter können jedoch einen wesentlichen Einfluss auf den Wert haben. Des Weiteren basiert die NAV-Bewertung überwiegend auf vergangenheitsorientierten Daten.

Nach Ansicht der Geschäftsführung ermittelt die NAV-Bewertung aus den vorgenannten Gründen einen unzutreffenden beizulegenden Wert der Anteile.

- Bewertung nach dem DCF-Verfahren unter Anwendung eines Gesamtportfolioansatzes
  Für die Berechnung des Transaktionserlöses hat die Gesellschaft unter Anwendung eines Gesamtportfolioansatzes auf Asset-/Projektebene die drei Biomasseprojekte mit einem Fair-Market-Value in Höhe von T€184.119 bewertet. Davon entfallen T€129.529 auf die Anteile an der ThomasLloyd CTI Asia.

  Ein externer Bewertungsgutachter hat die drei Biomasseprojekte San Carlos BioPower, South Negros BioPower und North Negros BioPower zum Bilanzstichtag bewertet und kommt zu einem niedrigeren Wertansatz. Die maßgeblichen Bewertungsunterschiede resultieren ausschließlich aus einem unterschiedlichen Wertansatz in dem Bereich Specific Equity Alpha bei der Berechnung des WACC der Biomasseprojekte San Carlos BioPower, South Negros BioPower und North Negros BioPower. Die WACC Abweichung zwischen den zwei Bewertungen beträgt für die Einzelprojekte 1,00%, 2,24% und 2,37%, d.h. durchschnittlich 1,87% für das Biomassekraftwerksportfolio. Nach unserer Auffassung sind keine Anhaltspunkte erkennbar, die diesen Einschätzungen entgegenstehen.

  Nach Ansicht der Geschäftsführung ermittelt die DCF-Bewertung unter Anwendung eines Gesamtportfolioansatzes den zutreffenden beizulegenden Wert der Anteile.

  Unter Heranziehung dieser Bewertung ergibt sich nach Auffassung der Geschäftsführung ein zutreffender Ertrag aus der Veräußerung der Anteile von T€47.591.

Aus prüferischer Sicht halten wir die in diesem Zusammenhang vorgelegten Prüfungsnachweise (u. a. interne und externe Bewertungsgutachten, Planungsrechnungen, Jahresabschlüsse und Prüfungsberichte einzelner Gesellschaften) für nachvollziehbar. Die Wertermittlungen basieren - soweit erforderlich und unter Berücksichtigung gewisser Unsicherheiten, welchen Schätzwerten und Planungsmodellen üblicherweise zugrunde liegen - auf vertretbaren und nachweisbaren Annahmen. Aus den beiden vorgenannten Bewertungsmodellen ergeben sich unterschiedliche beizulegende Zeitwerte. Wir haben die Gründe für den Bewertungsunterschied geprüft und nachvollzogen.

Basierend auf der Bewertung nach der Anwendung eines Gesamtportfolioansatzes ist aus prüferischer Sicht eine Realisierung des Ertrags von T€47.591 sowie die Einbuchung einer Kaufpreisforderung von T€129.529 bei den Forderungen gegen verbundene Unternehmen nachvollziehbar und vertretbar.

2. Wesentliche Änderungen in den Bewertungsgrundlagen

Die Gesellschaft hat im Geschäftsjahr gegenüber dem Vorjahr keine wesentlichen Änderungen in den Bewertungsgrundlagen vorgenommen. Im Rahmen unserer Prüfung sind uns keine Sachverhalte bekannt geworden, die uns zu der Annahme veranlassen, dass Bilanzierungs- und Bewertungsmethoden abweichend von den Vorjahren ausgeübt oder wertbestimmende Faktoren abweichend von den Vorjahren angesetzt wurden.

3. Sachverhaltsgestaltende Maßnahmen

Die Gesellschaft hat im Geschäftsjahr folgende sachverhaltsgestaltende Maßnahmen mit wesentlichem Einfluss auf die Darstellung der Vermögens-, Finanz- und Ertragslage der Gesellschaft durchgeführt:

- Verkauf Anteile an der ThomasLloyd CTI Asia
  Die Gesellschaft hat zum Bilanzstichtag die Anteile an der ThomasLloyd CTI Asia (Vorjahres Net-Asset-Value T€81.938) zum Fair-Market-Value (T€129.529) an die eigene Tochtergesellschaft ThomasLloyd CTI Asia Holding veräußert. Zur Ermittlung des Net-Asset-Value bzw. Fair-Market-Value verweisen wir auf unsere Erläuterung unter Nr. 1 b) bei den Ermessensspielräumen.

  Die Gesellschaft hat durch den Verkauf der Anteile im Geschäftsjahr einen Ertrag von T€47.591 erzielt.

4. Zusammenfassende Feststellung zur Gesamtaussage

Auch unter Berücksichtigung der vorstehenden Ausführungen zu Bewertungsgrundlagen, Änderungen in den Bewertungsgrundlagen und sachverhaltsgestaltenden Maßnahmen sind wir der Überzeugung, dass der Einzelabschluss unter Beachtung der Grundsätze ordnungsmäßiger Buchführung ein den tatsächlichen Verhältnissen entsprechendes Bild der Vermögens-, Finanz- und Ertragslage der Gesellschaft vermittelt.

Der Lagebericht entspricht den gesetzlichen Vorschriften. Der Lagebericht steht in Einklang mit dem Einzelabschluss sowie mit den von uns bei der Prüfung gewonnenen Erkenntnissen. Er vermittelt insgesamt eine zutreffende Vorstellung von der Lage der Gesellschaft. Unsere Prüfung hat zu dem Ergebnis geführt, dass im Lagebericht die wesentlichen Chancen und Risiken der künftigen Entwicklung zutreffend dargestellt sind und dass die Angaben nach § 289 Abs. 2 HGB vollständig und zutreffend sind. Die nach den IFRS-Vorschriften ergänzend vorzunehmenden Angaben sind vollständig erfolgt.

Bezüglich der Bewertungsunterschiede und der Verrechnungsforderung gegen die ThomasLloyd GAM (CH) verweisen wir auf unseren ergänzenden Hinweis im Bestätigungsvermerk.

G. Wiedergabe des Bestätigungsvermerks

Nach dem abschließenden Ergebnis unserer Prüfung haben wir der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, Langen, für die Buchführung 2017 und den als Anlagen 1 bis 5 beigefügten Einzelabschluss zum 31.12.2017 sowie den in Anlage 6 wiedergegebenen Lagebericht folgenden uneingeschränkten Bestätigungsvermerk erteilt:

"Bestätigungsvermerk des Abschlussprüfers

An die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, Langen

Wir haben den Einzelabschluss - bestehend aus Bilanz, Gesamtergebnisrechnung, Kapitalflussrechnung, Eigenkapitalveränderungsrechnung und Anhang - sowie den Lagebericht der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, Langen, für das Geschäftsjahr vom 01. Januar 2017 bis 31. Dezember 2017 geprüft. Die Aufstellung von Einzelabschluss und Lagebericht nach den IFRS, wie sie in der EU anzuwenden sind, und den nach § 324a HGB ergänzend anzuwendenden handelsrechtlichen Vorschriften liegt in der Verantwortung der gesetzlichen Vertreter der Gesellschaft. Unsere Aufgabe ist es, auf der Grundlage der von uns durchgeführten Prüfung eine Beurteilung über den Einzelabschluss und den Lagebericht abzugeben.

Wir haben unsere Abschlussprüfung nach § 317 HGB unter Beachtung der vom Institut der Wirtschaftsprüfer (IDW) festgestellten deutschen Grundsätze ordnungsmäßiger Abschlussprüfung vorgenommen. Danach ist die Prüfung so zu planen und durchzuführen, dass Unrichtigkeiten und Verstöße, die sich auf die Darstellung des durch den Einzelabschluss unter Beachtung der Grundsätze ordnungsmäßiger Buchführung und durch den Lagebericht vermittelten Bildes der Vermögens-, Finanz- und Ertragslage wesentlich auswirken, mit hinreichender Sicherheit erkannt werden. Bei der Festlegung der Prüfungshandlungen werden die Kenntnisse über die Geschäftstätigkeit und über das wirtschaftliche und rechtliche Umfeld der Gesellschaft sowie die Erwartungen über mögliche Fehler berücksichtigt. Im Rahmen der Prüfung werden die Wirksamkeit des rechnungslegungsbezogenen internen Kontrollsystems sowie Nachweise für die Angaben in Buchführung, Einzelabschluss und Lagebericht überwiegend auf der Basis von Stichproben beurteilt. Die Prüfung umfasst die Beurteilung der angewandten Bilanzierungsgrundsätze und der wesentlichen Einschätzung der gesetzlichen Vertreter sowie die Würdigung der Gesamtdarstellung des Einzelabschlusses und des Lageberichts. Wir sind der Auffassung, dass unsere Prüfung eine hinreichend sichere Grundlage für unsere Beurteilung bildet.

Unsere Prüfung hat zu keinen Einwendungen geführt.

Nach unserer Beurteilung aufgrund der bei der Prüfung gewonnenen Erkenntnisse entspricht der Einzelabschluss den nach den IFRS, wie sie in der EU anzuwenden sind, und den ergänzend nach § 324a HGB anzuwendenden handelsrechtlichen Vorschriften sowie den IFRS insgesamt und vermittelt unter Beachtung dieser Vorschriften ein den tatsächlichen Verhältnissen entsprechendes Bild der Vermögens-, Finanz- und Ertragslage der Gesellschaft. Der Lagebericht steht in Einklang mit dem Einzelabschluss, entspricht den gesetzlichen Vorschriften, vermittelt insgesamt ein zutreffendes Bild von der Lage der Gesellschaft und stellt die Chancen und Risiken der zukünftigen Entwicklung zutreffend dar.

Ohne diese Beurteilung einzuschränken weisen wir auf folgendes hin:

Die Gesellschaft hat unter Anwendung eines Gesamtportfolioansatzes auf Asset-/Projektebene die drei Biomasseprojekte mit einem Fair-Market-Value in Höhe von T€184.119 bewertet. Ein externer Bewertungsgutachter hat die drei Biomasseprojekte San Carlos BioPower, South Negros BioPower und North Negros BioPower zum Bilanzstichtag bewertet und kommt zu einem niedrigeren Wertansatz. Die maßgeblichen Bewertungsunterschiede resultieren ausschließlich aus einem unterschiedlichen Wertansatz in dem Bereich Specific Equity Alpha bei der Berechnung des WACC der Biomasseprojekte San Carlos BioPower, South Negros BioPower und North Negros BioPower. Die WACC Abweichung zwischen den zwei Bewertungen beträgt für die Einzelprojekte 1,00%, 2,24% und 2,37%, d.h. durchschnittlich 1,87% für das Biomassekraftwerksportfolio. Nach unserer Auffassung sind keine Anhaltspunkte erkennbar, die diesen Einschätzungen entgegenstehen.

Zusätzlich weisen wir darauf hin, dass die Gesellschaft zum Bilanzstichtag eine Verrechnungsforderung gegen die ThomasLloyd GAM (CH) von T€22.635 hat. Aufgrund des bestehenden Vertrags über Risikomanagementdienstleistungen sowie Asset Allocation Beratungs- und Dienstleistungsvertrags zwischen der Gesellschaft und der ThomasLloyd GAM (CH) erhält diese von der Gesellschaft eine fixe Vergütung für Risikomanagement und eine erfolgsabhängige Vergütung für Asset Allocation. Während der Kapitalakquisephase der Gesellschaft wird eine Prognoserechnung erstellt, mit der unter Berücksichtigung der geplanten Netto-Neumittelzuflüsse der Periode sowie der prognostizierten Wertsteigerung des Portfolios die voraussichtliche Höhe der Assets under Management zum 31.12. eines jeden Jahres und der jährlich zu erwartende Gewinn definiert wird. Die Vergütung wird zunächst anhand der prognostizierten Assets under Management und des zu erwartenden Gewinns berechnet und zur Zahlung fällig. Da die im Rahmen der Jahresabschlussprüfung in Q3 2018 durchgeführte Fair-Market-Value Bewertung nach IFRS zum 31.12.2017 noch unter der prognostizierten Wertsteigerung des Portfolios liegt, reduzierte sich der Vergütungsanspruch der ThomasLloyd GAM (CH) für die Periode 2017 entsprechend. Diese Überzahlung wurde bis zum 31.12.2017 noch nicht ausgeglichen. Die Überzahlung wird sich im Zuge der planmäßigen Entwicklung des Portfolios prognosegemäß mittelfristig abbauen. Nach unserer Auffassung sind keine Anhaltspunkte erkennbar, die diesen Einschätzungen entgegenstehen."

Stuttgart, 14.09.2018

PKF WULF & PARTNER * Partnerschaft mbB * WIRTSCHAFTSPRÜFUNGSGESELLSCHAFT · STEUERBERATUNGSGESELLSCHAFT * WIRTSCHAFTS-PRÜFUNGS-GESELLSCHAFT SIEGEL STUTTGART

PKF WULF & PARTNER

Partnerschaft mbB

Wirtschaftsprüfungsgesellschaft Steuerberatungsgesellschaft

Ralph Setzer
Wirtschaftsprüfer

Eine Verwendung des vorstehend wiedergegebenen Bestätigungsvermerks außerhalb dieses Prüfungsberichtes bedarf unserer vorherigen Zustimmung. Bei Veröffentlichung oder Weitergabe des Einzelabschlusses und/oder des Lageberichts in einer von der bestätigten Fassung abweichenden Form bedarf es zuvor unserer erneuten Stellungnahme, sofern hierbei unser Bestätigungsvermerk zitiert oder auf unsere Prüfung hingewiesen wird; auf § 328 HGB wird verwiesen.

A n l a g e n

Bilanz zum 31.12.2017

ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, Langen

AKTIVA

	31.12.2017 T€	31.12.2016 T€
A. Langfristige Vermögenswerte		
Finanzielle Vermögenswerte		
1. Anteile an verbundenen Unternehmen	123	76
2. Anteile an Investmentgesellschaften	54.617	101.991
3. sonstige Wertpapiere (Anleihen)	23.005	48.249
4. sonstige Vermögenswerte	2.705	1.242
Langfristige Vermögenswerte	80.450	151.558
B. Kurzfristige Vermögenswerte		
I. Finanzielle Vermögenswerte		
1. sonstige Wertpapiere (Anleihen)	1.417	8.411
2. sonstige Vermögenswerte	5.892	4.324
	7.309	12.735
II. Forderungen und sonstige Vermögenswerte		
1. Forderungen gegen verbundene Unternehmen	133.050	0
2. Forderungen gegen nahestehende Unternehmen und Personen	31.491	26.829
3. sonstige Vermögenswerte	1.079	1.827
4. Ertragsteuerforderungen	72	106
	165.692	28.762
III. Zahlungsmittel und Zahlungsmitteläquivalente	16.563	140
Kurzfristige Vermögenswerte	189.564	41.637
Bilanzsumme	**270.014**	**193.195**

PASSIVA

	31.12.2017 T€	31.12.2016 T€
A. Eigenkapital		
I. Gezeichnetes Kapital	25	25
II. Gewinnrücklagen	26	25
III. Neubewertungsrücklage	-54	-54
Eigenkapital	-3	-4
B. Schulden		
I. Langfristige Schulden		
1. Verbindlichkeiten gegenüber stillen Gesellschaftern	210.555	149.065
2. Verbindlichkeiten gegenüber verbundenen Unternehmen	38.007	23.703
	248.562	172.768
II. Kurzfristige Schulden		
1. Verbindlichkeiten gegenüber stillen Gesellschaftern	3.530	10.004
2. Verbindlichkeiten aus Lieferungen und Leistungen und sonstige Schulden	9.888	4.958
3. Verbindlichkeiten gegenüber verbundenen Unternehmen	7.935	5.469
4. Verbindlichkeiten gegenüber nahestehenden Unternehmen und Personen	102	0
	21.455	20.431
Schulden	270.017	193.199
Bilanzsumme	**270.014**	**193.195**

Anlage 2

Gesamtergebnisrechnung für das Geschäftsjahr 2017

ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, Langen

	2017 T€	2016 T€
1. Betriebliche Erträge		
a) sonstige betriebliche Erträge	49.628	2.417
b) sonstige Nettoveränderungen des beizulegenden Zeitwerts von erfolgswirksam zum beizulegenden Zeitwert bewerteten finanziellen Vermögenswerten	0	13.332
Summe betriebliche Erträge	49.628	15.749
2. Betriebliche Aufwendungen		
a) Management und Performance Fee	-5.747	-6.474
b) sonstige Nettoveränderungen des beizulegenden Zeitwerts von erfolgswirksam zum beizulegenden Zeitwert bewerteten finanziellen Vermögenswerten	-29.989	0
c) Rechts- und Beratungskosten	-177	-157
d) Transaktionskosten	-649	-300
e) Währungsverluste aus Zahlungsmitteln und Zahlungsmitteläquivalenten, netto	-40	-87
f) sonstige betriebliche Aufwendungen	-8.086	-691
Summe betriebliche Aufwendungen	-44.688	-7.709
3. Betriebliches Ergebnis (EBIT)	4.940	8.040
4. Finanzergebnis		
a) Zinserträge	3.432	2.265
b) Zinsaufwand	-4.496	-2.238
c) sonstige Nettoveränderungen des beizulegenden Zeitwerts von erfolgswirksam zum beizulegenden Zeitwert bewerteten finanziellen Verbindlichkeiten	-3.881	-8.064
Summe Finanzergebnis	-4.945	-8.037
5. Ergebnis vor Ertragsteuern (EBT)	-5	3
6. Ertragsteuern		
Körperschaftsteueraufwand	6	0
Summe Ertragsteuern	6	0
7. Jahresergebnis	1	3

Eigenkapitalveränderungsrechnung für das Geschäftsjahr 2017

ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, Langen

	Gezeichnetes Kapital	Gewinnrück-lagen	Neubewertungs-rücklage	Summe Eigenkapital
	T€	T€	T€	T€
Stand zum 01.01.2016	25	22	-54	-7
Jahresergebnis 2016	0	3	0	3
Stand zum 31.12.2016 / 01.01.2017	**25**	**25**	**-54**	**-4**
Jahresergebnis 2017	0	1	0	1
Stand zum 31.12.2017	**25**	**26**	**-54**	**-3**

Kapitalflussrechnung für das Geschäftsjahr 2017

ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, Langen

	2017 T€	2016 T€
1. Cashflow aus der betrieblichen Tätigkeit		
a) Ergebnis vor Ertragsteuern (EBT)	-5	3
Anpassungen für:		
b) Zinserträge	-3.432	-2.265
c) Zinsaufwand	4.496	2.238
d) Ergebnisanteile der stillen Gesellschafter	3.881	8.064
e) Währungsgewinne (-) / -verluste (+) aus finanziellen Vermögenswerten und Verbindlichkeiten	5.831	-2.469
f) Währungsgewinne (-) / -verluste (+) aus Zahlungsmittel und Zahlungsmitteläquivalenten	4	3
g) Zunahme (-) / Abnahme (+) der erfolgswirksam zum beizulegenden Zeitwert bewerteten finanziellen Vermögenswerte	29.989	-13.333
h) Gewinn aus dem Abgang von finanziellen Vermögenswerten	-47.591	0
	-6.827	-7.759
i) Netto(zunahme)/-abnahme sonstiger Forderungen und abgegrenzter Aufwendungen	-716	-1.547
j) Netto(zunahme) (-) /-abnahme (+) der sonstigen finanziellen Vermögenswerte	-7.064	-12.231
k) Netto(zunahme) (+) /-abnahme (-) der sonstigen finanziellen Verbindlichkeiten	-13.058	395
l) Netto(zunahme) (-) /-abnahme (+) der Steuerforderungen/-schulden	28	-48
Mittelabfluss aus der betrieblichen Tätigkeit	-27.637	-21.190
2. Cashflow aus der Investitionstätigkeit		
a) Einzahlungen aus Abgängen von finanzielle Vermögenswerte (Anleihen)	62.480	0
b) Auszahlungen für Investitionen in finanzielle Vermögenswerte (Anleihen)	-97.240	-24.060
c) Auszahlungen für Investitionen in Anteile an Investmentgesellschaften und verbundene Unternehmen	-2.119	-767
d) Erhaltene Zinsen	3.434	100
Nettomittelabfluss aus der Investitionstätigkeit	-33.445	-24.727
3. Cashflow aus der Finanzierungstätigkeit		
a) Einzahlungen aus der Begebung von Anleihen	16.559	16.868
b) Auszahlungen aus dem Abgang von Anleihen	-851	0
c) Einzahlungen der stillen Gesellschafter	90.943	55.055
d) Auszahlungen an die stillen Gesellschafter	-26.367	-26.366
e) Gezahlte Zinsen	-2.775	-795
Nettomittelzufluss aus der Finanzierungstätigkeit	77.509	44.762
4. Nettozu/-abnahme der Zahlungsmittel und Zahlungsmitteläquivalente	**16.427**	**-1.155**
a) Zahlungsmittel und Zahlungsmitteläquivalente zu Jahresbeginn	140	1.298
b) Währungsverluste aus Zahlungsmitteln und Zahlungsmitteläquivalenten	-4	-3
5. Zahlungsmittel und Zahlungsmitteläquivalente zum Geschäftsjahresende	**16.563**	**140**

ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, Langen

Anhang für das Geschäftsjahr 2017

1. Allgemeine Informationen

Die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH (nachfolgend: „ThomasLloyd CTI Holding“ oder die „Gesellschaft“) ist eine in Deutschland ansässige und nach deutschem Recht gegründete Gesellschaft mit beschränkter Haftung. Der Sitz der Gesellschaft ist in Langen, Deutschland. Die Gesellschaft ist im Handelsregister Osnabrück, Deutschland, unter der Nummer HRB 210568 eingetragen.

Das Ziel der Gesellschaft ist das Erreichen attraktiver Renditen aus Kapitalinvestitionen in Infrastruktureinrichtungen für die zugrunde liegende Erbringung grundlegender Dienstleistungen, in Anlagen und Einrichtungen, von denen das Wachstum und die Entwicklung einer Gesellschaft abhängen, z. B. Erzeugungsanlagen, die auf erneuerbaren Energien wie etwa Wind, Solarenergie, Biomasse, Geothermie, Wasserkraft oder Meeresressourcen („erneuerbare Energie“) basieren, Infrastruktureinrichtungen für von der Öffentlichkeit in Anspruch genommene Dienstleistungen, einschließlich Energieerzeugung, -übertragung, -verteilung und -speicherung, Wasser und Abwasser (z. B. Wasserverteilungsnetze, Abwasserleitungen oder entsprechende Aufbereitungsanlagen) sowie Abfall („Versorgung“), öffentliche Infrastruktureinrichtungen für den Transport von Waren oder Passagieren, beispielsweise Mautstraßen oder Autobahnen, Straßeninstandhaltung und/oder -ausbau, Brücken, Tunnel, Häfen, Flughäfen, Schleusen oder Eisenbahnen („Transport“), Infrastruktureinrichtungen für soziale Dienstleistungen wie etwa Schulen und sonstige Bildungseinrichtungen, Gesundheitseinrichtungen und Seniorenheime („soziale Infrastruktur“), Infrastruktureinrichtungen für öffentliche Kommunikations-dienstleistungen, einschließlich Übertragung, Masten, Kabelnetze, Datenzentren oder Satelliten („Kommunikation“), sowie sonstige Vermögenswerte mit sozialem oder wirtschaftlichem Nutzen („Infrastruktureinrichtungen“) und sozial und ökologisch verantwortungsvollen Investmentansätzen, die auf nachhaltige Geschäftswerte, geringere Investitionsrisiken durch Diversifizierung innerhalb von Ländern, Sektoren, Technologien und Investmentansätzen ausgerichtet sind.

Die Gesellschaft hat und wird weiterhin in Asien und Australasien in den Bereichen erneuerbarer Energien, Versorgung, Transport, sozialer Infrastruktur und Kommunikation in ein umfangreiches Portfolio an Infrastruktureinrichtungen investieren, die von börsennotierten oder nicht börsennotierten öffentlichen oder privaten Unternehmen betrieben werden und die wiederum eine oder mehrere Infrastruktureinrichtungen entweder direkt oder indirekt besitzen und entwickeln oder betreiben, einschließlich von mit Infrastruktureinrichtungen verbundenen Vermögenswerten („Infrastrukturunternehmen"). Die Investitionen können jede Art von Entwicklung betreffen, einschließlich von Infrastruktureinrichtungen, die sich in der Anfangsphase ihres Lebenszyklus befinden und deren Entwicklung und/oder Bau vor Erreichen der Betriebsphase erhebliche Investitionen erfordern, Infrastruktureinrichtungen, die voll funktionsfähig sind und saniert oder gewartet werden müssen, sowie problembehafteten oder leistungsschwachen Infrastruktureinrichtungen.

Die Gesellschaft wird von der ThomasLloyd Global Asset Management (Schweiz) AG (nachfolgend „Investmentberater") im Rahmen ihrer Investitionstätigkeit beraten.

Dieser Abschluss wurde am 14.09.2018 von der Geschäftsführung zur Veröffentlichung freigegeben.

2. Zusammenfassung wesentlicher Rechnungslegungsmethoden

Die bei der Aufstellung dieses Einzelabschlusses angewandten wesentlichen Rechnungslegungsmethoden werden im Folgenden näher erläutert. Sofern nicht anders angegeben, wurden diese Rechnungslegungsmethoden auf alle dargestellten Berichtsperioden konsistent angewandt.

a) Grundlagen der Abschlusserstellung

Der Abschluss der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH wurde unter der Annahme der Unternehmensfortführung gemäß den International Financial Reporting Standards (IFRS), wie sie in der EU anzuwenden sind, sowie unter analoger Anwendung und Berücksichtigung von § 315e HGB erstellt. Die verschiedenen Interpretationen des International Financial Reporting Standards Interpretations Committee (IFRS IC) wurden eingehalten. Alle zum 31. Dezember 2017 von der EU übernommenen Standards wurden angewandt.

Es wird darauf hingewiesen, dass die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH nicht zur Aufstellung eines Konzernabschlusses verpflichtet war und ist.

Die Gesamtergebnisrechnung wurde nach dem Gesamtkostenverfahren aufgestellt.

Die Aufstellung des Einzelabschlusses erfolgt unter Anwendung des Anschaffungskostenprinzips. Hiervon ausgenommen sind neu zum beizulegenden Zeitwert bewertete finanzielle Vermögenswerte und Verbindlichkeiten. Die Aufstellung eines Abschlusses nach IFRS erfordert wesentliche Schätzungen. Sie erfordert auch Ermessensentscheidungen der Geschäftsführung bei der Anwendung der Rechnungslegungsmethoden der Gesellschaft. Änderungen der Annahmen können sich in der Periode, in der die Änderung stattfand, erheblich auf den Abschluss auswirken. Die Geschäftsleitung ist der Ansicht, dass die zugrunde liegenden Annahmen angemessen sind und der Abschluss der Gesellschaft den tatsächlichen Verhältnissen entsprechend dargestellt wird. Die Bereiche, bei denen ein hohes Maß an Ermessensentscheidungen erforderlich ist, die eine hohe Komplexität aufweisen oder bei denen Annahmen und Schätzungen eine wesentliche Bedeutung für den Abschluss haben, sind in Abschnitt 4 dargestellt.

Die ThomasLloyd CTI Holding gilt gemäß § 267a Abs. 1 HGB als Kleinstkapitalgesellschaft. Kleinstkapitalgesellschaften sind nach § 316 Abs. 1 HGB nicht prüfungspflichtig. Um die Nützlichkeit der hierin enthaltenen Informationen für die Abschlussadressaten zu erhöhen, erstellt die Gesellschaft ihren Abschluss in Übereinstimmung mit den für Großgesellschaften geltenden Vorschriften des HGB und lässt ihn auf freiwilliger Basis prüfen.

Anwendung neuer Standards

Für Geschäftsjahre ab dem 1. Januar 2017 gelten einige neue Standards, Änderungen von Standards und Interpretationen, die bei der Erstellung dieses Abschlusses nicht angewendet wurden. Diese werden voraussichtlich keine wesentliche Auswirkung auf den Abschluss der ThomasLloyd CTI Holding haben.

b) Investmentgesellschaft und Konsolidierung

aa) Investmentgesellschaft

Die ThomasLloyd CTI Holding hat zahlreiche ihr nicht nahestehende Investoren und hält zahlreiche Beteiligungen. Mit den Investoren wurden stille Gesellschaftsverträge abgeschlossen, bei denen eine Verlustbeteiligung ausgeschlossen wurde. Die stillen Beteiligungen werden nach den Vorschriften von IAS 32 als Schulden klassifiziert. Die Geschäftsführung hat festgelegt, dass die Gesellschaft der Definition einer Investmentgesellschaft gemäß IFRS 10 entspricht, sofern die folgenden Bedingungen erfüllt sind:

(a) Die Gesellschaft hat Mittel erhalten, um Dienstleistungen im Bereich der Vermögensverwaltung für Investoren zu erbringen;

(b) Der Geschäftszweck der Gesellschaft, der den Investoren unmittelbar kommuniziert wurde, besteht in Investitionen zum Erreichen von Wertsteigerungen und Kapitalerträgen; und

(c) Die Investitionen werden zum beizulegenden Zeitwert bewertet.

Obwohl die Gesellschaft nicht alle üblichen Eigenschaften einer Investmentgesellschaft besitzt (der Geschäftszweck der Gesellschaft selbst ist um einiges umfangreicher als der in IFRS 10.27 beschriebene), sieht die Geschäftsleitung die Gesellschaft dennoch als Investmentgesellschaft, da ihr Zweck durch ihre Finanzierungstätigkeit begrenzt ist und sie durch die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Asia Holding GmbH (nachfolgend: „Thomas Lloyd CTI Asia Holding“) direkt und/oder indirekt zahlreiche Investitionen durchführt.

Die Klassifizierung der ThomasLloyd CTI Holding als Investmentgesellschaft ist ausschließlich für bilanzielle Zwecke vorgenommen worden und nur dahingehend relevant.

bb) Tochterunternehmen und Konsolidierung

Die Tochterunternehmen der Gesellschaft umfassen ausschließlich jene, die als Beteiligungen an beherrschten Tochterunternehmen gelten. Beteiligungen einer Investmentgesellschaft an beherrschten Tochterunternehmen werden gemäß IFRS 10 erfolgswirksam zum beizulegenden Zeitwert bewertet und nicht konsolidiert.

Der beizulegende Zeitwert von Beteiligungen an beherrschten Tochterunternehmen wird in Übereinstimmung mit allen sonstigen erfolgswirksam zum beizulegenden Zeitwert bewerteten Beteiligungen sowie gemäß den Erläuterungen zur Bemessung des beizulegenden Zeitwerts unten ermittelt.

ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Czech) a.s.

Die ThomasLloyd CTI Holding hält 100 % der Stimmrechte eines Tochterunternehmens (ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Czech) a.s., Tschechische Republik) und kann daher dessen Finanz- und Geschäftspolitik bestimmen. Dieses Tochterunternehmen erfüllt die Kriterien, selbst als Investmentgesellschaft zu fungieren. Dieses Tochterunternehmen wird in Übereinstimmung mit IFRS 10.31 nicht konsolidiert, da es sich um eine Investmentgesellschaft handelt. Stattdessen werden die Anteile erfolgswirksam zum beizulegenden Zeitwert bewertet.

ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG

Die ThomasLloyd CTI Holding hält 100 % der Stimmrechte eines Tochterunternehmens (ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG) und kann daher dessen Finanz- und Geschäftspolitik bestimmen. Dieses Tochterunternehmen erfüllt die Kriterien, selbst als Investmentgesellschaft zu fungieren. Dieses Tochterunternehmen wird in Übereinstimmung mit IFRS 10.31 nicht konsolidiert, da es sich um eine Investmentgesellschaft handelt. Stattdessen werden die Anteile erfolgswirksam zum beizulegenden Zeitwert bewertet.

ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Asia Holding GmbH

Die ThomasLloyd CTI Holding hält 100 % der Stimmrechte eines Tochterunternehmens (ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Asia Holding GmbH) und kann daher dessen Finanz- und Geschäftspolitik bestimmen. Dieses Tochterunternehmen erfüllt die Kriterien, selbst als Investmentgesellschaft zu fungieren. Dieses Tochterunternehmen wird in Übereinstimmung mit IFRS 10.31 nicht konsolidiert, da es sich um eine Investmentgesellschaft handelt. Stattdessen werden die Anteile erfolgswirksam zum beizulegenden Zeitwert bewertet.

cc) Assoziierte Unternehmen

Ein assoziiertes Unternehmen ist ein Unternehmen, einschließlich einer Nicht-Kapitalgesellschaft, wie etwa einer Personengesellschaft, bei dem die ThomasLloyd CTI Holding über maßgeblichen Einfluss verfügt und das weder ein Tochterunternehmen noch ein Anteil an einem Gemeinschaftsunternehmen ist.

Beteiligungen, die als Teil des Investmentportfolios der ThomasLloyd CTI Holding gehalten werden, werden in der Bilanz zum beizulegenden Zeitwert ausgewiesen, obgleich die Gesellschaft maßgeblichen Einfluss auf diese Gesellschaften ausüben kann. Diese Bilanzierungsweise ist gemäß IAS 28 „Anteile an assoziierten Unternehmen“ zulässig. Danach können Beteiligungen, die von Investmentgesellschaften gehalten werden, erfolgswirksam zum beizulegenden Zeitwert bewertet werden und gemäß IAS 39 und IFRS 13 bilanziert werden, wobei Änderungen des beizulegenden Zeitwerts periodengerecht in der Gesamtergebnisrechnung erfasst werden.

c) Währungsumrechnung

aa) Funktionale Währung und Darstellungswährung

Die stillen Gesellschafter befinden sich überwiegend in Europa, und die von ihnen erhaltenen Einlagen und an sie getätigten Ausschüttungen lauten auf Euro, Tschechischer Kronen und US-Dollar. Die Haupttätigkeit der ThomasLloyd CTI Holding besteht in der Investition in ein Portfolio aus nicht börsennotierten Schuld- und Eigenkapitaltiteln nicht börsennotierter Unternehmen, die in Asien und Australasien tätig sind.

Die Bewertung und Offenlegung der Leistung der Gesellschaft für die Investoren erfolgt in Euro. Laut Geschäftsleitung gilt der Euro als die Währung, die die wirtschaftlichen Auswirkungen der zugrunde liegenden Transaktionen, Ereignisse und Bedingungen am verlässlichsten darstellt.

Der Abschluss wurde in Euro, der funktionalen Währung der Gesellschaft, aufgestellt. Sofern nicht anders angegeben, werden alle Beträge in Euro ausgewiesen. Aufgrund von Rundungen ist es möglich, dass sich die Beträge nicht genau zur angegebenen Summe addieren lassen.

Die funktionale Währung ist mit Ausnahme des tschechischen Tochterunternehmens (Tschechische Krone) sowie des liechtensteinischen Tochterunternehmens (Schweizer Franken) der Euro.

bb) Fremdwährungstransaktionen und Salden

Transaktionen in Fremdwährung werden mit den Wechselkursen, die am Tag der jeweiligen Transaktion gelten, in die funktionale Währung umgerechnet. Vermögenswerte und Schulden in Fremdwährung werden mit den am Abschlussstichtag geltenden Wechselkursen in die funktionale Währung umgerechnet.

Gewinne und Verluste aus der Währungsumrechnung werden in der Gesamtergebnisrechnung ausgewiesen.

Wechselkursgewinne und -verluste in Verbindung mit Zahlungsmitteln und Zahlungsmitteläquivalenten werden in der Gesamtergebnisrechnung unter Wechselkursgewinne bzw. -verluste aus Zahlungsmitteln und Zahlungsmitteläquivalenten, netto, erfasst.

Wechselkursgewinne und -verluste in Verbindung mit finanziellen Vermögenswerten und Verbindlichkeiten werden erfolgswirksam zum beizulegenden Zeitwert erfasst und in der Gesamtergebnisrechnung unter den sonstigen betrieblichen Erträgen bzw. Aufwendungen ausgewiesen.

d) Klassifizierung

Finanzielle Vermögenswerte und finanzielle Verbindlichkeiten werden zu Beginn von der Gesellschaft als zu Handelszwecken gehalten oder als erfolgswirksam zum beizulegenden Zeitwert bewertet klassifiziert.

(i) Zu Handelszwecken gehaltene finanzielle Vermögenswerte und finanzielle Verbindlichkeiten

Finanzielle Vermögenswerte oder finanzielle Verbindlichkeiten werden als zu Handelszwecken gehalten klassifiziert, sofern sie ausschließlich für Zwecke kurzfristiger Veräußerungen oder Rückkäufe erworben werden oder entstehen oder sofern sie bei erstmaligem Ansatz Teil eines Portfolios aus identifizierbaren Finanzinvestitionen sind, die gemeinsam verwaltet werden und für die Hinweise auf eine tatsächliche Folge von kurzfristigen Gewinnmitnahmen aus der jüngeren Vergangenheit vorliegen. Derivate werden ebenfalls als zu Handelszwecken gehalten eingestuft. Die ThomasLloyd CTI Holding klassifiziert keine Derivate als Sicherungsbeziehungen.

(ii) Zu Beginn als erfolgswirksam zum beizulegenden Zeitwert bewertet eingestufte finanzielle Vermögenswerte und finanzielle Verbindlichkeiten

Zu Beginn als erfolgswirksam zum beizulegenden Zeitwert bewertet eingestufte finanzielle Vermögenswerte und finanzielle Verbindlichkeiten sind Finanzinstrumente, die nicht als zu Handelszwecken gehalten klassifiziert, aber verwaltet werden. Ihre Entwicklung wird in Übereinstimmung mit der dokumentierten Investmentstrategie der ThomasLloyd CTI Holding basierend auf dem beizulegenden Zeitwert bewertet.

Die Gesellschaft klassifiziert alle ihrer direkten und indirekten Investitionen in Schuld- und Eigenkapitaltitel sowie damit verbundene Derivate als erfolgswirksam zum beizulegenden Zeitwert bewertete finanzielle Vermögenswerte bzw. finanzielle Verbindlichkeiten.

Gemäß den Grundsätzen der ThomasLloyd CTI Holding sind der Investmentberater und die Geschäftsleitung verpflichtet, die Informationen zu diesen finanziellen Vermögenswerten und finanziellen Verbindlichkeiten auf Grundlage des beizulegenden Zeitwerts zusammen mit anderen damit verbundenen Finanzinformationen zu beurteilen. Vermögenswerte und Verbindlichkeiten dieser Kategorie werden als kurzfristige Vermögenswerte und kurzfristige Verbindlichkeiten behandelt, falls von einer Realisierung innerhalb von zwölf Monaten nach dem Abschlussstichtag auszugehen ist. Ist nicht von einer Realisierung innerhalb von zwölf Monaten auszugehen, werden sie als langfristig klassifiziert.

aa) Ansatz, Ausbuchung und Bewertung

Marktübliche Käufe und Verkäufe von Beteiligungen werden am Handelstag, d. h. am Tag, an dem die ThomasLloyd CTI Holding die Verpflichtung zum Kauf oder Verkauf der Beteiligung eingegangen ist, erfasst. Erfolgswirksam zum beizulegenden Zeitwert bewertete finanzielle Vermögenswerte werden bei erstmaligem Ansatz zum beizulegenden Zeitwert erfasst. Transaktionskosten werden zum Zeitpunkt ihres Entstehens in der Gesamtergebnisrechnung als Aufwand erfasst.

Finanzielle Vermögenswerte werden ausgebucht, wenn die Rechte auf Mittelzuflüsse aus der Beteiligung ausgelaufen sind oder übertragen wurden und die ThomasLloyd CTI Holding im Wesentlichen alle Risiken und Chancen übertragen hat.

Die Ausbuchung finanzieller Verbindlichkeiten erfolgt dann, wenn diese getilgt sind, d. h. wenn die im Vertrag genannten Verpflichtungen beglichen, aufgehoben oder ausgelaufen sind.

Sämtliche erfolgswirksam zum beizulegenden Zeitwert bewertete finanzielle Vermögenswerte sind nach dem erstmaligen Ansatz zum beizulegenden Zeitwert anzusetzen. Gewinne und Verluste aus Änderungen des beizulegenden Zeitwerts von erfolgswirksam zum beizulegenden Zeitwert bewerteten finanziellen Vermögenswerten werden in der Gesamtergebnisrechnung periodengerecht unter Sonstige Änderungen des beizulegenden Zeitwerts von erfolgswirksam zum beizulegenden Zeitwert bewerteten finanziellen Vermögenswerten ausgewiesen.

Dividendenerträge aus erfolgswirksam zum beizulegenden Zeitwert bewerteten finanziellen Vermögenswerten werden mit Entstehung des Rechtsanspruchs auf Zahlung in der Gesamtergebnisrechnung unter Dividendenerträge erfasst. Zinserträge aus erfolgswirksam zum beizulegenden Zeitwert bewerteten Schuldtiteln werden in der Gesamtergebnisrechnung unter Anwendung der Effektivzinsmethode unter Zinserträge erfasst.

Der beizulegende Zeitwert ist der Preis, der in einem geordneten Geschäftsvorfall zwischen Marktteilnehmern am Bemessungsstichtag für den Verkauf eines Vermögenswerts eingenommen bzw. für die Übertragung einer Schuld gezahlt werden würde. Der beizulegende Zeitwert von auf aktiven Märkten gehandelten finanziellen Vermögenswerten (z. B. öffentlich gehandelten Derivaten und börsennotierten Eigenkapitaltiteln) basiert auf notierten Marktpreisen zum Handelsschluss am Abschlussstichtag. Im Namen der ThomasLloyd CTI Holding überwacht der Investmentberater Handelspreise und -volumen einige Tage vor und nach Geschäftsjahresende, um zu beurteilen, ob die zu den jeweiligen Bewertungsdaten herangezogenen Handelspreise repräsentativ für den beizulegenden Zeitwert sind.

Bei wesentlichen Änderungen des beizulegenden Zeitwerts an einer bestimmten Börse zwischen Handelsschluss und Mitternacht zum Geschäftsjahresende werden Bewertungsmethoden für die Bemessung des beizulegenden Zeitwerts angewendet. Ein wesentliches Ereignis ist jenes, das vor Feststellung des letzten Marktpreises für ein Wertpapier, Handelsschluss oder Börsenschluss, aber vor dem Bewertungszeitpunkt der ThomasLloyd CTI Holding stattfindet und die Integrität der Schlusskurse für Wertpapiere, Instrumente oder Währungen, die von diesem Ereignis betroffen sind, wesentlich beeinflusst, sodass es sich dabei nicht um „ohne Weiteres“ verfügbare Marktpreise handelt.

Der beizulegende Zeitwert nicht börsennotierter Eigenkapitaltitel wird von der ThomasLloyd CTI Holding anhand von Bewertungsmethoden ermittelt. Diese Bewertungsmethoden können Ergebnismultiplikatoren (basierend auf Finanzplänen oder Erfahrungswerten des Emittenten sowie Ergebnismultiplikatoren vergleichbarer börsennotierter Unternehmen) sowie abgezinste Cashflows (basierend auf erwarteten künftigen Cashflows, abgezinst mit einem angemessenen Diskontierungssatz) umfassen. Nach Bedarf bereinigt die Gesellschaft die Bewertungsmethode um Faktoren, wie etwa nicht-nachhaltige Ergebnisse, saisonbedingte Ergebnisse, Differenzen beim operativen Marktrisiko in Bezug auf den Vergleichsunternehmen-Multiplikator etc. Bei den Bewertungsmethoden werden auch der ursprüngliche Transaktionspreis sowie relevante Entwicklungen seit dem Erwerb der Beteiligung und sonstige für die Bewertung der Beteiligung wesentliche Faktoren berücksichtigt wie etwa mit der Realisierung verbundene Rechte, kürzlich durchgeführte konzernfremde Transaktionen über vergleichbare Instrumente sowie seriöse indikative Angebote potenzieller Käufer. Bei der Ermittlung des beizulegenden Zeitwerts kann sich die Gesellschaft in Hinblick auf künftige Entwicklungen auf Finanzdaten der Portfoliogesellschaften sowie auf Schätzungen durch die Geschäftsleitung der Portfoliogesellschaften stützen. Auch wenn die ThomasLloyd CTI Holding nach pflichtgemäßem Ermessen handelt und sich bei der Schätzung des beizulegenden Zeitwerts von Anlagen auf sich überschneidende Ergebnisse aus primären und sekundären Bewertungsmethoden beruft, unterliegt jede Schätzungsmethode inhärenten Beschränkungen. Die hierin ausgewiesenen beizulegenden Zeitwerte dienen der Darstellung der Beträge, die die Gesellschaft in einer gegenwärtigen Transaktion realisieren könnte. Die tatsächlich realisierten Beträge können jedoch hiervon abweichen, da sich künftige Ereignisse auch auf gegenwärtige Schätzungen des beizulegenden Zeitwerts auswirken. Die Auswirkungen solcher Ereignisse auf die Schätzungen des beizulegenden Zeitwerts, einschließlich der letztendlichen Auflösung von Beteiligungen, könnten für den Abschluss wesentlich sein.

Nicht notierte Schuldtitel bewertet die ThomasLloyd CTI Holding anhand des Nettobarwerts der geschätzten künftigen Cashflows auf Grundlage einer Discounted-Cashflow-Methode. Der von der Gesellschaft herangezogene Diskontierungssatz basiert auf dem risikolosen Zinssatz für das Wirtschaftsumfeld, in dem die Portfoliogesellschaften tätig sind, und wird um sonstige Faktoren wie Liquidität, Ausfall- und Marktrisiko bereinigt. Ähnlich wie bei der Methode der Ergebnismultiplikatoren basiert der bei der Discounted-Cashflow-Methode herangezogene Cashflow auf prognostizierten Cashflows oder Erträgen der Portfoliogesellschaften.

Werden Portfolioinvestments von Tochterholdinggesellschaften gehalten, wird das Nettovermögen der Holdinggesellschaft zum Wert des Portfolioinvestments addiert, die zur Ermittlung des beizulegenden Zeitwerts der von der ThomasLloyd CTI Holding gehaltenen Holdinggesellschaft bewertet wird.

Terminkontrakte sind vertragliche Verpflichtungen zum Kauf oder Verkauf von Finanzinstrumenten zu einem künftigen Zeitpunkt zu einem bestimmten festgelegten außerbörslichen Preis. Die Bewertung von Terminkontrakten basiert auf der Differenz zwischen dem vereinbarten Verkaufs- bzw. Kaufpreis für Finanzinstrumente zu einem künftigen Zeitpunkt und dem zum Geschäftsjahresende notierten Verkaufs- bzw. Kaufpreis für gleiche oder ähnliche Finanzinstrumente.

e) Umgliederungen zwischen den Stufen der Hierarchie der beizulegenden Zeitwerte

In den Berichtszeiträumen 2016 und 2017 fanden keine Umgliederungen zwischen den Stufen der Hierarchie der beizulegenden Zeitwerte statt.

f) Finanzinvestitionen

Langfristige finanzielle Vermögenswerte enthalten Anteile an dem verbundenen Unternehmen ThomasLloyd CTI (CZ), ThomasLloyd CTI (FL) und ThomasLloyd CTI Asia Holding sowie die Anteile an ThomasLloyd SICAV-SIIF und ThomasLloyd CTIF SICAV. Die verbundenen Unternehmen werden gemäß IFRS 10.31 nicht konsolidiert, jedoch zum beizulegenden Zeitwert bewertet, da es die Kriterien einer Investmentgesellschaft erfüllt. Die Anteile an dem Teilfonds bzw. Fonds werden anhand des Net Asset Value-Verfahrens zum beizulegenden Zeitwert bewertet. Diese finanziellen Vermögenswerte werden beide der Kategorie Erfolgswirksam zum beizulegenden Zeitwert bewertet zugeordnet. Gewinne und Verluste aus Änderungen des beizulegenden Zeitwerts werden in der Gesamtergebnisrechnung erfasst.

Die kurzfristigen finanziellen Vermögenswerte resultieren hauptsächlich aus dem Bezug bestehender, von ThomasLloyd CTI Asia ausgegebener, Anleihen. Die Mittel werden direkt in projektbezogene registrierte Anleihen investiert, die von der San Carlos BioPower Inc, South Negros BioPower Inc, North Negros BioPower Inc, und der Negros Island Solar Power Inc begeben werden. Diese kurzfristigen finanziellen Vermögenswerte wurden der Kategorie nach IAS 39 „Kredite und Forderungen“ zugeordnet und gemäß IAS 39 anhand der Effektivzinsmethode zu fortgeführten Anschaffungskosten bewertet.

g) Saldierung von Finanzinstrumenten

Finanzinstrumente werden nur dann saldiert und der Nettobetrag in der Bilanz ausgewiesen, wenn zum gegenwärtigen Zeitpunkt ein Rechtsanspruch besteht, die erfassten Beträge miteinander zu verrechnen und beabsichtigt ist, den Ausgleich auf Nettobasis herbeizuführen oder gleichzeitig mit der Realisierung des betreffenden Vermögenswerts die dazugehörige Verbindlichkeit abzulösen. Ein bestehender rechtlicher und vertraglicher Anspruch auf Verrechnung darf nicht von einem künftigen Ereignis abhängen. Darüber hinaus muss dieser Anspruch (i) im Rahmen der gewöhnlichen Geschäftstätigkeit, (ii) bei Ausfällen und (iii) im Falle einer Insolvenz der Gesellschaft und aller Gegenparteien rechtlich und vertraglich durchsetzbar sein.

h) Forderungen

Forderungen sind nicht derivative finanzielle Vermögenswerte mit festen oder bestimmbaren Zahlungen, die nicht in einem aktiven Markt notiert sind. Forderungen werden bei erstmaligem Ansatz zum beizulegenden Zeitwert bewertet. Die Folgebewertung wird zu fortgeführten Anschaffungskosten unter Anwendung der Effektivzinsmethode und vermindert um die Rückstellung für Wertminderungen vorgenommen.

Eine Wertberichtigung wird dann vorgenommen, wenn objektive Hinweise darauf vorliegen, dass die ThomasLloyd CTI Holding nicht alle fälligen Beträge einziehen kann. Erhebliche finanzielle Schwierigkeiten der Gegenpartei, die Wahrscheinlichkeit einer Insolvenz oder finanziellen Restrukturierung der Gegenpartei sowie Zahlungsrückstände gelten als Indikatoren für eine Wertberichtigung des zu erhaltenden Betrags. Wurde eine einzelne Finanzanlage oder eine Gruppe ähnlicher Finanzanlagen infolge eines Wertminderungsverlusts abgeschrieben, werden die Zinserträge erfasst, wozu der zur Diskontierung der künftigen Cashflows verwendete Zinssatz herangezogen wird, um den Wertminderungsverlust zu erheben.

Die Effektivzinsmethode ist eine Methode zur Berechnung der fortgeführten Anschaffungskosten eines finanziellen Vermögenswerts oder einer finanziellen Verbindlichkeit und der Zuordnung von Zinserträgen oder Zinsaufwendungen auf die jeweiligen Perioden. Der Effektivzinssatz ist jener Zinssatz, der exakt die geschätzten künftigen Zahlungsaus- oder eingänge während der voraussichtlichen Lebensdauer (oder gegebenenfalls innerhalb kürzerer Zeit) des Finanzinstruments auf den Nettobuchwert der Finanzanlage oder Finanzverbindlichkeit abzinst. Bei der Berechnung des Effektivzinssatzes schätzt die ThomasLloyd CTI Holding die Cashflows unter Berücksichtigung aller vertraglichen Konditionen des Finanzinstruments, jedoch unter Außerachtlassung künftiger Kreditverluste. Die Berechnung beinhaltet alle zwischen den Vertragsparteien bezahlten oder erhaltenen Gebühren und Zinspunkte, die in den Effektivzinssatz einfließen, sowie die Transaktionskosten und alle sonstigen Auf- oder Abschläge.

In den Geschäftsjahren zum 31. Dezember 2017 und 2016 entsprechen die Buchwerte der Forderungen annähernd deren beizulegenden Zeitwerten.

i) Zahlungsmittel und Zahlungsmitteläquivalente

Zahlungsmittel und Zahlungsmitteläquivalente umfassen den Kassenbestand, Sichteinlagen und andere hochliquide Anlagen mit ursprünglichen Laufzeiten von bis zu drei Monaten sowie Kontokorrentkredite. In den Geschäftsjahren zum 31. Dezember 2017 und 2016 entsprechen die Buchwerte der Zahlungsmittel und Zahlungsmitteläquivalente annähernd deren beizulegenden Zeitwerten.

j) Kurzfristige und langfristige Verbindlichkeiten gegenüber stillen Gesellschaftern

Die stillen Gesellschafter sind überwiegend innerhalb verschiedener Kommanditgesellschaften (KGs) organisiert. Die Kapitaleinlagen der Gesellschaft werden aufgrund der vertraglichen Zahlungsbestimmungen in Verbindung mit den stillen Gesellschaftern im Rahmen der Vereinbarung über die stille Beteiligung als finanzielle Verbindlichkeiten klassifiziert. Die stillen Gesellschafter werden an den Gewinnen, Vermögenswerten, stillen Reserven sowie am Geschäfts- oder Firmenwert der Gesellschaft beteiligt. An den Verlusten der Gesellschaft werden sie nicht beteiligt. Ihre Vermögens- und Ergebnisansprüche sind jedoch jenen aller übrigen Gläubiger unterstellt.

Alle KGs haben der Gesellschaft verbindlich mitgeteilt, dass sie ihr Kündigungsrecht bezüglich der stillen Gesellschaft nur in dem Umfang bzw. mit den Fristen ausüben, in bzw. mit denen die Investoren der KGs deren Kommanditanteile kündigen.

Zur Vermeidung von Bewertungsunregelmäßigkeiten zwischen den Verbindlichkeiten gegenüber stillen Gesellschaftern und den entsprechenden Vermögenswerten wird die Kapitaleinlage nicht zu fortgeführten Anschaffungskosten bewertet, sondern stattdessen die „Fair Value Option“ gemäß IAS 39.9b angewendet.

Darüber hinaus sind die stillen Gesellschafter in Form von Direktbeteiligungen und einer GmbH organisiert.

k) Kurzfristige und langfristige Verbindlichkeiten gegenüber verbundenen Unternehmen

Seit 2015 begibt die ThomasLloyd CTI (CZ) Anleihen in der Tschechischen Republik. Die Anleihen CTI 5 CZK, CTI 5 EUR und CTI 4 2016 CZK sind langfristig, die Anleihen CTI 2 CZK, CTI 2 2016 CZK und CTI 2 EUR sind kurzfristig. Seit 2017 begibt auch die ThomasLloyd CTI (FL) Anleihen in Liechtenstein. Die Anleihen CTI LI 2 2017 und CTI LI 4 2017 sind langfristig. Die der ThomasLloyd CTI (CZ) und der ThomasLloyd CTI (FL) aus den Emissionen zufließenden Mittel werden durch die Zeichnung von Globalschuldverschreibungen („Back-to-Back-Facilities“) an die ThomasLloyd CTI Holding weitergegeben. Das Anleihevolumen belief sich zum Abschlussstichtag auf insgesamt TEUR 45.843 (davon langfristig: TEUR 38.007; davon kurzfristig: TEUR 7.935).

l) Verbindlichkeiten aus Lieferungen und Leistungen, sonstige Schulden sowie abgegrenzte Aufwendungen

Verbindlichkeiten und abgegrenzte Aufwendungen werden bei erstmaligem Ansatz zum beizulegenden Zeitwert und danach zu fortgeführten Anschaffungskosten bewertet. Die Differenz zwischen den Erlösen und der Verbindlichkeit wird über die Laufzeit der Verbindlichkeit nach der Effektivzinsmethode berücksichtigt. In den Geschäftsjahren zum 31. Dezember 2017 und 2016 entsprechen die Buchwerte der Verbindlichkeiten und abgegrenzten Aufwendungen annähernd deren beizulegenden Zeitwerten.

Die Steuerschulden umfassen fällige Kapitalertragsteuer, die auf die Ergebnisbeteiligungen der stillen Gesellschafter für die Jahre 2013, 2014, 2015 und 2017 entfällt. Die Kapitalertragsteuer ist in der Regel zum Zeitpunkt des Ergebnisabflusses an das Finanzamt zu zahlen. Aufgrund einer Erweiterungsvereinbarung über Dividenden zwischen der ThomasLloyd CTI Holding und den Cleantech KGs wurden die Ergebnisansprüche bisher nicht ausgeschüttet. Diese Vereinbarung befreit die Gesellschaft während des Verlängerungszeitraums von der Zahlung der Kapitalertragsteuer an das Finanzamt.

m) Sonstige betriebliche Erträge

Die sonstigen betrieblichen Erträge enthalten in erster Linie Erträge aus dem Abgang von langfristigen finanziellen Vermögenswerten sowie Wechselkursgewinne aus der Umrechnung von Forderungen und Schulden.

n) Sonstige Nettoveränderungen des beizulegenden Zeitwerts von erfolgswirksam zum beizulegendem bewerteten finanziellen Vermögenswerten

Diese Erträge bzw. Aufwendungen betreffen Veränderungen der zum beizulegenden Zeitwert bewerteten Anteile an Investmentgesellschaften.

o) Zinserträge und Zinsaufwendungen

Zinserträge werden unter Anwendung der Effektivzinsmethode zeitanteilig erfasst. Sie umfassen Zinserträge aus Zahlungsmitteln und Zahlungsmitteläquivalenten, aus Forderungen gegen nahestehende Unternehmen und Personen sowie aus verzinslichen Wertpapieren (Anleihen).

Zinsaufwendungen resultieren in erster Linie aus kurz- und langfristigen Verbindlichkeiten gegenüber verbundenen Unternehmen.

p) Rechts- und Beratungskosten

Rechts- und Beratungskosten sind Kosten, die regelmäßig aufgrund von Gebühren an Regulierungsbehörden sowie an im Namen der ThomasLloyd CTI Holding für regulatorische und Compliance-Zwecke tätige Vertreter zu zahlenden Honoraren entstehen. Diese Kosten werden sofort aufwandswirksam erfasst.

q) Transaktionskosten

Transaktionskosten umfassen Rechts- und Beratungskosten, die im Rahmen der Strukturierung eines Erwerbs von als erfolgswirksam zum beizulegenden Zeitwert bewerteten Anteilen der ThomasLloyd CTI Holding entstehen. Diese Kosten werden sofort aufwandswirksam erfasst.

r) Sonstige Nettoveränderungen des beizulegenden Zeitwerts von erfolgswirksam zum beizulegendem bewerteten finanziellen Verbindlichkeiten

Ergebnisanteile von auf die stillen Gesellschafter entfallendem Nettovermögen und Veränderungen des beizulegenden Zeitwerts von finanziellen Verbindlichkeiten werden in den Verbindlichkeiten gegenüber stillen Gesellschaftern dargestellt.

Die jährliche Zuordnung der Ergebnisanteile erfolgt anteilig entsprechend der finanzierten Kapitaleinlagen der jeweiligen Investoren.

s) Steuern

Der Sitz der ThomasLloyd CTI Holding befindet sich in Langen, Deutschland. Nach den in Deutschland derzeit geltenden Gesetzen unterliegt die Gesellschaft Körperschaft-, Gewerbe- und Umsatzsteuer.

Die Geschäftsleitung hat das Risiko aus bestimmten identifizierbaren unsicheren Steuerpositionen als gering bewertet und daher keine Sachverhalte identifiziert, die weitere Angaben in diesem Abschluss erfordern.

Auf eine steuerliche Überleitungsrechnung nach IAS 12.81c wird verzichtet, da die Gesellschaft im Berichtsjahr nur unwesentliche Steuern ausweist. Latente Steuern wurden weder im Berichtsjahr noch im Vorjahr gebildet.

t) Nicht finanzierte Kapitalzusagen

Nicht finanzierte Kapitalzusagen stiller Gesellschafter werden in der Bilanz nicht dargestellt, da diese eine Ratenzahlungsvereinbarung umfassen, die nicht in den Anwendungsbereich von IAS 39 fällt.

3. Finanzrisikomanagement

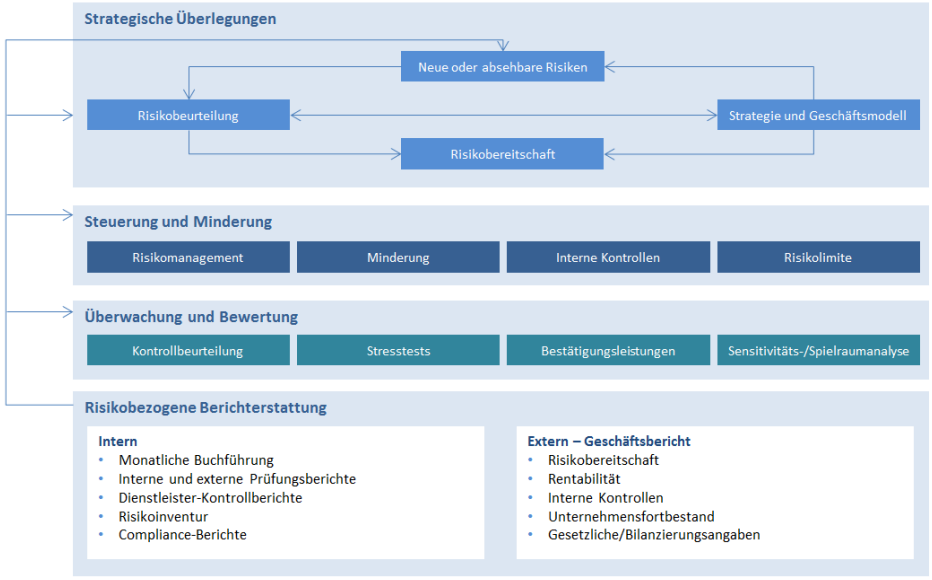
a) Ansatz zur Risikosteuerung

Die Geschäftsführung ist letztendlich für das Management der ThomasLloyd CTI Holding verantwortlich. Er ist bestrebt, ein angemessenes Gleichgewicht zwischen Risikovorbeugung und dem Erzielen attraktiver risikobereinigter Renditen für Investoren zu schaffen. Integrität und Verantwortung sind im Ansatz der Gesellschaft zum Risikomanagement verankert.

Die Geschäftsführung überwacht im Rahmen seiner regelmäßigen Sitzungen und Gespräche mit externen Beratern den Risikorahmen, die Risikomanagementmethodik und -prozesse. Der Risikorahmen ist darauf ausgerichtet, einen strukturierten und konsistenten Prozess für die Identifizierung und Bewertung von sowie die Reaktion auf Risiken zu bieten. Die Geschäftsführung stellt sicher, dass in Hinblick auf die Unternehmensstrategie, die Geschäftsziele, Richtlinien und Verfahren ein einheitlicher Risikomanagementansatz herrscht.

Die ThomasLloyd CTI Holding ist zudem auf den Risikomanagementrahmen wichtiger Dienstleister sowie durch die Vertretung in Vorständen von Portfoliogesellschaften auf Mitglieder des Investmentberatungsteams angewiesen.

Neben der Geschäftsführung tragen u. a. der Investitionsausschuss sowie die Teams des internen Portfoliomanagements, die Finanz-, Compliance- und Rechtsabteilung zur allgemeinen Risikosteuerungsstruktur der Gesellschaft bei.



aa) Risikobeurteilungsprozess

Der Risikobeurteilungsprozess der ThomasLloyd CTI Holding umfasst die Überwachung wichtiger strategischer und finanzieller Kennzahlen, die als Indikatoren für potenzielle Veränderungen des Risikoprofils der Gesellschaft gelten. Die Beurteilung umfasst u. a.:

- Regelmäßige Updates über die betriebliche und finanzielle Leistung von Portfoliogesellschaften
- Einhaltung regulatorischer Verpflichtungen
- Liquiditätsmanagement
- Wichtige makroökonomische Indikatoren und deren Auswirkung auf die Entwicklung und Bewertung von Portfoliogesellschaften
- Infrastruktur und breitere Marktüberblicke

Anhand der oben genannten Punkte identifiziert die Geschäftsführung zahlreiche wesentliche Risiken. Anschließend werden die Auswirkungen und die Eintrittswahrscheinlichkeit jedes wesentlichen Risikos in Hinblick auf die Strategie und das Geschäftsmodell der Gesellschaft beurteilt. Danach werden die Angemessenheit der Minderungspläne und der Kontrollen beurteilt und, sofern erforderlich, weitere Maßnahmen vereinbart, die bei der kommenden Sitzung beurteilt werden.

Die Geschäftsführung verwendet eine Risikomatrix, in der die wesentlichen Risiken nach Auswirkung und Eintrittswahrscheinlichkeit abgebildet werden. Die in der Risikomatrix identifizierten Hauptrisiken sind jene, deren Auswirkungen und Eintrittswahrscheinlichkeit zusammengenommen am höchsten sind. In Hinblick auf die Beurteilung der Rentabilität der ThomasLloyd CTI Holding werden diese Hauptrisiken detaillierter betrachtet. Es wurden eine Reihe von Szenarien entwickelt, die wahrscheinliche Folgen eines Eintritts der Hauptrisiken darstellen, und Stressszenarien berücksichtigt, die die Fortführung der Gesellschaft gefährden könnten. Die Gesellschaft ist eine Investmentgesellschaft, weshalb in den Stressszenarien eine Verringerung der Cashflows aus der Investitionstätigkeit in dem Maße angenommen wird, dass Kreditauflagen und Verpflichtungen nicht erfüllt werden. Der Investmentberater bildet die Auswirkungen dieser Szenarien auf die Gesellschaft ab und legt die Ergebnisse der Geschäftsführung vor. Diese Abbildung bezieht sich auf das Investmentportfolio der Gesellschaft, da sie eine Investmentgesellschaft ist und dieses somit für eine Beurteilung der Fortführungsfähigkeit am wesentlichsten ist. Die entsprechende Beurteilung der Fortführungsfähigkeit ist Teil dieses Risikoberichts.

bb) Risikobereitschaft

Der Ausschuss hat die Risikomatrix überprüft und die Risikobereitschaft der ThomasLloyd CTI Holding für jedes der wesentlichen Risiken festgelegt. Als Investmentgesellschaft geht die Gesellschaft Investitionsrisiken ein. Die Investitionsrisikobereitschaft wird in der Investitionsrichtlinie erläutert. Die Gesellschaft ist bestrebt, sonstige Risiken zu steuern und auf ein annehmbares Niveau zu verringern.

cc) Überprüfung wesentlicher Finanzrisiken

Die Angaben auf den nachfolgenden Seiten stellen keine abschließende Auflistung der Risiken und Unsicherheiten der ThomasLloyd CTI Holding dar, sondern vielmehr eine Zusammenfassung wesentlicher Finanzrisiken, die von der Geschäftsführung aktiv überwacht werden. Diese wesentlichen Finanzrisiken können die Gesellschaft bei der Erreichung ihrer strategischen Ziele erheblich beeinträchtigen und sich auf ihre Finanzlage auswirken. Diese Angaben stellen die Entwicklung dieser wesentlichen Finanzrisiken im Geschäftsjahr dar. Die als Hauptrisiken identifizierten Risiken werden in der nachfolgenden Tabelle Wesentliche Risiken und Risikominderung detaillierter betrachtet. Das Risikoprofil und die Risikobereitschaft der Gesellschaft sind weitgehend stabil.

Wesentliche Risiken und Risikominderung

Wesentliche Risiken	Beschreibung	Risikominderung
Externe Risiken		
Wirtschaftliche Risiken	• Makroökonomische Schwankungen oder Marktvolatilität wirken sich auf die Preisgestaltung, Bewertungen und Portfolioentwicklung aus • Eine straffe Finanzpolitik beeinflusst das Marktumfeld • Risiko von Staatsausfällen verschlechtert die Marktstimmung und erhöht die Volatilität • Fehleinschätzung von Inflation und/oder Zinsprognose	• Beratung durch Finanzberater zu Projektfinanzierung und Transaktionen (M&A) • Beratung durch Investmentberater zu Vermögensverwaltung und Lösungen zur Absicherung gegen Marktvolatilität • Regelmäßige rechtliche und regulatorische Updates zu den Märkten der Gesellschaft sowie umfassende Markt- und Sektorforschung durch sonstige interne und externe Berater
Schwellenländer	• Das regulatorische Umfeld kann sich schnell verändern, was zu Unsicherheiten führt • Möglicherweise mangelnde Transparenz der regulatorischen Bürokratie • Höheres Betrugs- und Korruptionsrisiko • Politische Risiken	• Suche nach Chancen in stabilen Märkten • Zusammenarbeit mit vertrauenswürdigen Partnern zum Verständnis des lokalen Marktes und zur effektiven Tätigkeit in diesem • Umfassende Due Diligence aller Partner und nahestehenden Unternehmen und Personen
Währungsrisiken	• Risiko aus Änderungen der Wechselkurse • Devisenkontrollen • Mangel an verfügbaren Sicherungsinstrumenten	• Auf US-Dollar lautende Fremdkapitalinvestitionen • Risiken unterliegende Beteiligungen werden regelmäßig überwacht und die Währungskurssicherungsstrategie auf Kosteneffizienz überprüft

Anlage 5 / 19

Wesentliche Risiken	Beschreibung	Risikominderung
Externe Risiken		
Rechtliche, Steuer-, Compliance- und Rechnungslegungsrisiken	Veränderungen in folgenden Bereichen können sich auf die Geschäftstätigkeit der Gesellschaft auswirken: • Rechtslage – Änderungen von Börsenvorschriften • Steuern – Änderungen von Vorschriften für das derzeitige Steuersystem • Compliance – zunehmende Regulierung, z. B. AIFMD, FATCA • Rechnungslegungsvorschriften in Bezug auf • Angaben/Konsolidierung • Regulierung – Änderungen des Regulierungssystems der Gesellschaft, des Investmentberaters und der Portfoliogesellschaften können das Betriebsmodell und/oder die Rentabilität beeinflussen	• Die Gesellschaft verfügt über Rechtsberater und Investmentberater über einen internen Berater • Steuerberatung bei Transaktionen und ggf. in anderen Fällen • Die Portfoliogesellschaften und entsprechenden Verwaltungsgesellschaften verfügen über interne Compliance-Teams zur Beratung bei regulatorischen Fragen • Beratung in Rechnungslegungsfragen und Updates von externen Firmen, falls notwendig
Wettbewerbsrisiken	• Zunehmender Wettbewerb beim Kauf von Vermögenswerten, Portfolios und Plattformen in den strategischen Schwerpunktbereichen der Gesellschaft • Wettbewerbsintensivere Transaktionsprozesse und Preissteigerungen • Neue Marktteilnehmer konkurrieren mit niedrigeren Kapitalkosten	• Permanente Überprüfung von Marktdaten und Vergleich der Renditeziele der Gesellschaft mit Marktrenditen • Erfahrung von Finanz- und Investmentberater bei der Schaffung von Investitionsmöglichkeiten • Langjährige Erfahrung und Stärke der Marke ThomasLloyd

Wesentliche Risiken	Beschreibung	Risikominderung
Strategie		
Unausgewogenes Portfolio	• Keine angemessene Streuung der Anlagen zur Minimierung von Konzentrationsrisiken (z. B. nach geografischer Lage, Sektor, Nachfragetreiber, Regulierungsbehörde) und Nicht-Einhaltung der Investitionsrichtlinie • Schwierigkeiten bei der Aufrechterhaltung geografischer Vielfalt oder dem Verkauf von großem Vermögen können zu einem unausgewogenen Portfolio führen • Fehleinschätzungen von Risiken beim Eintritt in neue Sektoren, Branchen oder geografische Regionen	• Der Investitionsprozess berücksichtigt explizit Fragen zum geografischen/sektorbezogenen Gleichgewicht des Portfolios • Die Beurteilung der Portfoliokonzentration wird von der Geschäftsführung regelmäßig überprüft • Der Investmentberater nimmt für jede neue Investition eine Überprüfung der Konzentration vor
Investitionsrisiken		
Verschuldungsgrad	• Unzureichende Cashflows zur Bedienung von Projektfremdkapital, was schließlich zu Ausfällen führen kann. Dieses Risiko ist nur bei der Aufnahme von Fremdkapital von externen Quellen im Rahmen des Projekts relevant	• Moderates Verhältnis von Projektfremdkapital zu Eigenkapital • Sicherungsgeschäfte • Tilgungsplan für Fremdkapital entsprechend den Projektcashflows
Unangemessene Investitionsquote	• Das Ausbleiben neuer Investitionen wirkt sich auf die Wahrnehmung der Investoren, die Renditen und Wachstumsperspektiven aus • Durch eine große Anzahl an alten Investitionsprojekten erhöht sich das Risiko einer schwachen Rendite • Unzureichendes Management der Investitionspipeline	• Regelmäßige effiziente Pflege und Überwachung der Bilanz durch die Geschäftsführung • Die Beurteilung der Portfoliokonzentration wird die Geschäftsführung regelmäßig überprüft • Der Investmentberater nimmt für jede neue Investition eine Überprüfung der Konzentration vor

Wesentliche Risiken	Beschreibung	Risikominderung
Operative Risiken		
Ausscheiden der Schlüsselmitarbeiter des Finanz- oder Investmentberaters	• Teammitglieder des Finanz- und/oder Investmentberaters scheiden aus und die Managementkapazitäten in Hinblick auf Transaktionen und das Portfolio sind kurz- bis mittelfristig beschränkt	• Referenzvergütungspakete und aufgeschobene Vergütung • Kündigungsfristen in Arbeitsverträgen • Größe des Senior-Teams und Stärke der Marke ThomasLloyd

b) Finanzielle Risikofaktoren

Die ThomasLloyd CTI Holding wird in Asien und Australasien in den Bereichen erneuerbarer Energien, Versorgung, Transport, sozialer Infrastruktur und Kommunikation in ein umfangreiches Portfolio an Infrastruktureinrichtungen investieren, die von börsennotierten oder nicht börsennotierten öffentlichen oder privaten Unternehmen betrieben werden und die wiederum eine oder mehrere Infrastruktureinrichtungen entweder direkt oder indirekt besitzen und entwickeln oder betreiben, einschließlich von mit Infrastruktureinrichtungen verbundenen Vermögenswerten („Infrastrukturunternehmen"). Die Investitionen können jede Art von Entwicklung betreffen, einschließlich von Infrastruktureinrichtungen, die sich in der Anfangsphase ihres Lebenszyklus befinden und deren Bau und/oder Entwicklung vor Erreichen der Betriebsphase erhebliche Investitionen erfordern, Infrastruktureinrichtungen, die voll funktionsfähig sind und saniert oder gewartet werden müssen, sowie problembehafteten oder leistungsschwachen Infrastruktureinrichtungen.

Die ThomasLloyd CTI Holding ist zahlreichen Finanz- und Marktrisiken ausgesetzt. Die Gesellschaft nutzt derzeit keine derivativen Finanzinstrumente zur Minderung bestimmter Risiken.

aa) Fälligkeiten

Die nachfolgende Tabelle zeigt eine Analyse der finanziellen Verbindlichkeiten der Gesellschaft, jeweils nach Restlaufzeiten zusammengefasst, wobei als Restlaufzeit die verbleibende Zeit zwischen Bilanzstichtag und vertraglicher Fälligkeit anzusehen ist. Es bestehen keine nicht finanzierten Kapitalzusagen gegenüber Beteiligungsunternehmen, die bei Bedarf abgerufen werden können. Die Beträge in der Tabelle entsprechen den nicht diskontierten vertraglich vereinbarten Zahlungsströmen. Derzeit gibt es keine unmittelbaren Pläne der ThomasLloyd CTI Holding aus Portfolioinvestments auszusteigen.

Analyse der Laufzeiten finanzieller Verbindlichkeiten

	Täglich fällig	Weniger als 1 Jahr	Zwischen 1 und 5 Jahre	In mehr als 5 Jahren	Summe
	TEUR	TEUR	TEUR	TEUR	TEUR
Stand 31. Dezember 2017					
Verbindlichkeiten					
Verbindlichkeiten gegenüber stillen Gesellschaftern	0	3.530	78.845	131.711	**214.085**
Verbindlichkeiten gegenüber verbundenen Unternehmen	0	7.935	38.007	0	**45.942**
Verbindlichkeiten gegenüber nahestehnden Unternehmen	0	102	0	0	**102**
Verbindlichkeiten aus Lieferungen und Leistungen und sonstige Verbindlichkeiten	0	9.887	0	0	**9.887**
Summe Verbindlichkeiten	**0**	**21.454**	**116.852**	**131.711**	**270.017**

	Täglich fällig	Weniger als 1 Jahr	Zwischen 1 und 5 Jahre	In mehr als 5 Jahren	Summe
	TEUR	TEUR	TEUR	TEUR	TEUR
Stand 31. Dezember 2016					
Verbindlichkeiten					
Verbindlichkeiten gegenüber stillen Gesellschaftern	0	10.500	55.372	93.197	**159.069**
Verbindlichkeiten gegenüber verbundenen Unternehmen	0	5.469	23.703	0	**29.172**
Verbindlichkeiten aus Lieferungen und Leistungen und sonstige Verbindlichkeiten	0	4.958	0	0	**4.958**
Summe Verbindlichkeiten	**0**	**20.927**	**79.075**	**93.197**	**193.199**

bb) Bewertung

Bewertungen der Anlagen der ThomasLloyd CTI Holding können mit Unsicherheiten und Ermessensentscheidungen verbunden sein, und sollten sich diese Bewertungen als fehlerhaft erweisen, könnte sich dies nachteilig auf den beizulegenden Zeitwert der Vermögenswerte auswirken. Die Bewertung der Vermögenswerte der ThomasLloyd CTI Holding erfolgt durch die Geschäftsführung der Gesellschaft auf Basis von externen Gutachtern. Ermittlungen des beizulegenden Zeitwerts sind abschließend und bindend und können die Höhe der Management und Performance Fee beeinflussen.

Die den beizulegenden Zeitwerten entsprechenden Buchwerte der finanziellen Vermögenswerte und Verbindlichkeiten stellen sich zum 31. Dezember wie folgt dar:

Buchwert zum 31.12.2017

TEUR	Erfolgswirksam zum beizulegenden Zeitwert	Darlehen und Forderungen	Finanzielle Verbindlichkeiten zu fortgeführten Anschaffungskosten
a) Anteile an verbundenen Unternehmen	123		
b) Investmentgesellschaften	54.617		
c) Sonstige Beteiligungen		23.005	
d) Sonstige Wertpapiere (Anleihen)		1.417	
e) Sonstige Finanzinstrumente		8.597	
f) Forderungen gegen verbundene Unternehmen		133.050	
g) Forderungen gegen nahestehende Unternehmen und Personen		31.491	
h) Zahlungsmittel und Zahlungsmitteläquivalente (kurzfristig)		16.563	
i) Verbindlichkeiten gegenüber stillen Gesellschaftern	214.085		
j) Verbindlichkeiten gegenüber verbundenen Unternehmen			45.942
k) Verbindlichkeiten gegenüber nahestehenden Unternehmen		102	
l) Verbindlichkeiten aus Lieferungen und Leistungen und sonstige Verbindlichkeiten			9.887

Buchwert zum 31.12.2016

TEUR	Erfolgswirksam zum beizulegenden Zeitwert	Darlehen und Forderungen	Finanzielle Verbindlichkeiten zu fortgeführten Anschaffungskosten
a) Anteile an verbundenen Unternehmen	76		
b) Investmentgesellschaften	101.991		
c) Sonstige Beteiligungen		48.249	
d) Sonstige Wertpapiere (Anleihen)		8.411	
e) Sonstige Finanzinstrumente		5.566	
f) Forderungen gegen verbundene Unternehmen		0	
g) Forderungen gegen nahestehende Unternehmen und Personen		26.829	
h) Zahlungsmittel und Zahlungsmitteläquivalente (kurzfristig)		140	
i) Verbindlichkeiten gegenüber stillen Gesellschaftern	159.069		
j) Verbindlichkeiten gegenüber verbundenen Unternehmen			29.172
k) Verbindlichkeiten gegenüber nahestehenden Unternehmen		0	
l) Verbindlichkeiten aus Lieferungen und Leistungen und sonstige Verbindlichkeiten			4.958

cc) Währungsrisiken

Anteile können zwar auf einer oder mehreren Referenzwährungen lauten, jedoch können diese von der Referenzwährung der Gesellschaft abweichen, und die Gesellschaft kann in Anlagen investieren, die auf verschiedene Währungen lauten. Der in der Referenzwährung dargestellte beizulegende Zeitwert der Gesellschaft und der auf anderen Referenzwährungen lautende beizulegende Zeitwert der verschiedenen Anlageklassen können entsprechend den Wechselkursänderungen zwischen den betreffenden Währungen schwanken. Zudem kann die Gesellschaft in Hinblick auf die Währungen, auf die ihre Anlagen lauten, Wechselkursschwankungen unterliegen. Daher bestehen für die Gesellschaft und ihre Anteilseigner Währungsrisiken. Eventuell ist es nicht möglich oder praktikabel, diese Währungsrisiken der Gesellschaft und ihrer Anteilseigner abzusichern.

Die nachfolgende Tabelle stellt die zum jeweiligen Abschlussstichtag angewendeten Wechselkurse dar:

	31.12.2017	31.12.2016
US-Dollar (USD)	1,1993	1,0541
Tschechische Krone (CZK)	25,5102	27,0270
Philippinischer Peso (PHP)	59,8802	52,3560
Singapur-Dollar (SGD)	1,6023	1,5235
Britisches Pfund (GBP)	0,8872	0,8562
Schweizer Franken (CHF)	1,1701	n/a

Die nachfolgende Tabelle enthält eine Darstellung der Vermögenswerte und Schulden der ThomasLloyd CTI Holding, die auf andere Währungen als ihre funktionale Währung lauten. Diese Analyse soll einen Überblick über das Ausmaß des bestehenden Währungsrisikos geben und ist von besonderer Bedeutung, da die Gesellschaft keine Devisenterminkontrakte zur Steuerung des Risikos aus Wechselkursschwankungen einsetzt.

	31.12.2017					
	USD TEUR	CZK TEUR	PHP TEUR	SGD TEUR	GBP TEUR	CHF TEUR
Vermögenswerte						
Investmentgesellschaften	237					
Sonstige Finanzanlagen	20.345					
Sonstige Wertpapiere (Anleihen)	1.417					
Sonstige Finanzinstrumente	5.385					
Forderungen gegen verbundene Unternehmen	182		315	234	119	
Forderungen gegen nahestehende Unternehmen und Personen	4.206					
Zahlungsmittel und Zahlungsmitteläquivalente	6	1				436
Schulden						
Verbindlichkeiten gegenüber stillen Gesellschaftern (langfristig)		-842				
Verbindlichkeiten gegenüber verbundenen Unternehmen (langfristig)		-34.583				-1.224
Verbindlichkeiten gegenüber stillen Gesellschaftern (kurzfristig)	-143	-6.721				
Verbindlichkeiten gegenüber verbundenen Unternehmen (kurzfristig)		-2.536				-78
Währungsrisiko	31.635	-44.681	315	234	119	-866

31.12.2016

	USD TEUR	CZK TEUR	PHP TEUR	SGD TEUR	GBP TEUR	CHF TEUR
Vermögenswerte						
Investmentgesellschaften	237					
Sonstige Finanzanlagen	48.249					
Sonstige Wertpapiere (Anleihen)	8.411					
Sonstige Finanzinstrumente	3.198					
Forderungen gegen verbundene Unternehmen	214		361	246	124	
Forderungen gegen nahestehende Unternehmen und Personen	5.420					
Zahlungsmittel und Zahlungsmitteläquivalente	2					
Schulden						
Verbindlichkeiten gegenüber stillen Gesellschaftern (langfristig)		-3.582				
Verbindlichkeiten gegenüber verbundenen Unternehmen (langfristig)		-21.466				
Verbindlichkeiten gegenüber stillen Gesellschaftern (kurzfristig)	-270	-2.556				
Verbindlichkeiten gegenüber verbundenen Unternehmen (kurzfristig)		-335				
Währungsrisiko	65.461	-27.939	361	246	124	

Die Gesellschaft hat in Übereinstimmung mit den Vorgaben von IFRS 7 eine Sensitivitätsanalyse des Währungsrisikos in Verbindung mit Finanzinstrumenten durchgeführt. Die Analyse zeigt die Auswirkungen von Wechselkursschwankungen auf das Ergebnis und das Eigenkapital.

Eine Zu- bzw. Abnahme des Wechselkurses zwischen dem US-Dollar und dem Euro um 10 % gegenüber dem tatsächlichen Wechselkurs von 1,1993 zum 31. Dezember 2017 (31. Dezember 2016: 1,0541), bei Gleichbleiben aller anderen Variablen, hätte zu einer Zu- bzw. Abnahme des Nettovermögens um ca. TEUR 3.360 (31. Dezember 2016: TEUR 6.546) geführt, wovon TEUR 3.360 (31. Dezember 2016: TEUR 6.546) auf monetäre Posten entfallen. Dies wäre in erster Linie auf Währungsgewinne bzw. -verluste aus der Umrechnung von auf US-Dollar lautenden langfristigen finanziellen Vermögenswerten (Anleihen) zurückzuführen gewesen.

Eine Zu- bzw. Abnahme des Wechselkurses zwischen der Tschechischen Krone und dem Euro um 10 % gegenüber dem tatsächlichen Wechselkurs von 25,5102 zum 31. Dezember 2017 (31. Dezember 2016: 27,0270), bei Gleichbleiben aller anderen Variablen, hätte zu einer Zu- bzw. Abnahme des Nettovermögens um ca. TEUR 4.468 (31. Dezember 2016: TEUR 2.794) geführt, was in voller Höhe (31. Dezember 2016: TEUR 2.794) aus monetären Posten resultiert. Dies wäre in erster Linie auf Währungsgewinne bzw. -verluste aus der Umrechnung von auf Tschechischen Kronen lautenden Verbindlichkeiten gegenüber verbundenen Unternehmen zurückzuführen gewesen.

Die ThomasLloyd CTI Holding hält zudem Vermögenswerte und Schulden in Britischem Pfund, Philippinischem Peso, Singapur-Dollar und Schweizer Franken. Die Effekte aus schwankenden Währungskursen sind bei diesen finanziellen Posten jedoch unwesentlich, weshalb hierzu keine weiteren Angaben gemacht werden.

dd) Ausfallrisiko

Die ThomasLloyd CTI Holding ist dem Ausfallrisiko ausgesetzt, d. h. der Gefahr, dass ein Vertragspartner bei dem anderen Vertragspartner finanzielle Verluste verursacht, da er seinen Verpflichtungen nicht nachkommt. Die Gesellschaft unterliegt dem Risiko, dass Schuldinstrumente nicht getilgt oder Zinsen für Portfoliogesellschaften gewährte Darlehen nicht gezahlt werden.

Die ThomasLloyd CTI Holding überprüft alle Gegenparteien, einschließlich deren Gesellschafter, vor Vertragsabschluss auf Ausfallrisiken. Das maximale Ausfallrisiko der Gesellschaft wird in der Tabelle unten dargestellt. Sicherheiten oder sonstige Posten, die das Ausfallrisiko der Gesellschaft verringern könnten, sind nicht enthalten.

	31.12.2017 TEUR	31.12.2016 TEUR
Anteile an verbundenen Unternehmen	123	76
Investmentgesellschaften	54.617	101.991
Sonstige Wertpapiere (Anleihen)	24.422	56.660
Sonstige Finanzinstrumente	8.597	5.566
Forderungen	165.692	28.762
Zahlungsmittel und Zahlungsmitteläquivalente	16.563	140
Summe	**270.014**	**193.195**

Die ThomasLloyd CTI Holding stellt privaten Unternehmen Fremdkapital direkt oder indirekt über den ThomasLloyd SICAV-SIIF, die als Schuldinstrumente dargestellt werden. Die Bonität dieser Anlagen basiert auf der Finanzlage der einzelnen Portfoliogesellschaften. Für nicht überfällige Vermögenswerte wird angenommen, dass ein geringes Ausfallrisiko besteht und die Rückzahlungen von Einlagen sowie die Zinszahlungen gemäß den vereinbarten Bedingungen erfolgen.

Die von der Gesellschaft gehaltenen Vermögenswerte sind zum 31. Dezember 2017 nicht überfällig oder wertgemindert (2016: null) und es bestehen keine Hinweise auf eine Beeinträchtigung der Bonität der in der Tabelle oben dargestellten finanziellen Vermögenswerte.

In Übereinstimmung mit der Richtlinie der ThomasLloyd CTI Holding überwacht der Investmentberater monatlich die Fremdkapitalpositionen der Gesellschaft. Die Überwachung durch die Geschäftsleitung erfolgt monatlich und anlassbezogen.

ee) Zinsrisiko

Sämtliche verzinslichen Vermögenswerte und Schulden sind sowohl kurz- als auch langfristig und festverzinslich. Die Gesellschaft unterliegt keinen Zinsschwankungen und daher keinem direkten damit verbundenen Risiko für die Bewertung von Cashflows aus den verzinslichen Vermögenswerten und Schulden. Daher hat die Gesellschaft keine wesentlichen Ziele, Methoden oder Verfahren zur Steuerung des Zinsrisikos festgelegt.

Die Gesellschaft kann jedoch indirekt von den Auswirkungen von Zinsänderungen auf das Ergebnis bestimmter Gesellschaften, in die sie investiert, sowie von den Auswirkungen auf Bewertungen, die Zinssätze als Inputfaktor heranziehen, wie etwa Discounted-Cashflow-Methoden bei der Bewertung nicht notierter Anlagen, betroffen sein.

4. Wesentliche Schätzungen und Ermessensentscheidungen

a) Wesentliche Schätzungen und Ermessensentscheidungen

Die Schätzungen und Annahmen der Gesellschaft können sich im nächsten Geschäftsjahr auf die Höhe der dargestellten Vermögenswerte und Schulden auswirken. Schätzungen und Ermessensentscheidungen werden kontinuierlich beurteilt und basieren auf Erfahrungswerten aus der Vergangenheit sowie anderen Faktoren, insbesondere den Erwartungen in Bezug auf künftige Ereignisse, die unter den jeweiligen Umständen als angemessen erachtet werden.

b) Beizulegender Zeitwert von Anlagen, die nicht an einem aktiven Markt notiert sind

Die ThomasLloyd CTI Holding ist für Angabezwecke verpflichtet, die Bemessung des beizulegenden Zeitwerts einer Stufe in der Hierarchie der beizulegenden Zeitwerte zuzuordnen, die die Bedeutung der herangezogenen Inputfaktoren für die Bemessung widerspiegelt. Die Hierarchie der beizulegenden Zeitwerte umfasst folgende Stufen:

- Inputfaktoren der Stufe 1 sind notierte Preise (unbereinigt) auf aktiven Märkten für identische Vermögenswerte oder Schulden, auf die die Gesellschaft am Bewertungsstichtag zugreifen kann.

- Inputfaktoren der Stufe 2 sind andere Inputfaktoren als die auf Stufe 1 enthaltenen notierten Preise, die für den Vermögenswert oder die Schuld entweder direkt beobachtbar sind oder indirekt aus anderen Preisen abgeleitet werden können.

- Inputfaktoren der Stufe 3 sind nicht beobachtbare Inputfaktoren, die für die Bewertung des Vermögenswerts oder der Schuld herangezogen wurden.

Die Festlegung, welche Inputfaktoren als „beobachtbar“ gelten, erfordert wesentliche Ermessensentscheidungen der Gesellschaft. Die ThomasLloyd CTI Holding betrachtet Marktdaten als beobachtbare Daten, die ohne Weiteres verfügbar sind, regelmäßig verbreitet oder aktualisiert werden, verlässlich, überprüfbar und nicht geschützt sind sowie aus unabhängigen Quellen stammen, die im betreffenden Markt aktiv tätig sind.

Die nachfolgende Tabelle enthält eine Analyse der zum beizulegenden Zeitwert bewerteten finanziellen Vermögenswerte und Schulden (nach Kategorie) der Gesellschaft anhand der Hierarchie der beizulegenden Zeitwerte zum 31. Dezember 2017.

Sämtliche dargestellten Bemessungen des beizulegenden Zeitwerts sind wiederkehrend.

Bewertung zum beizulegenden Zeitwert

31. Dezember 2017	Stufe 1 TEUR	Stufe 2 TEUR	Stufe 3 TEUR	Saldo TEUR
Vermögenswerte				
Anteile an verbundenen Unternehmen	-	-	123	123
Investmentgesellschaften	-	-	54.617	54.617
Forderungen gegen verbundene Unternehmen	-	-	129.523	129.523
Schulden				
Verbindlichkeiten gegenüber stillen Gesellschaftern	**-**	**-**	214.085	214.085
Summe	**-**	**-**	**398.348**	**398.348**

31. Dezember 2016	Stufe 1 TEUR	Stufe 2 TEUR	Stufe 3 TEUR	Saldo TEUR
Vermögenswerte				
Anteile an verbundenen Unternehmen	-	-	76	76
Investmentgesellschaften	-	-	101.991	101.991
Schulden				
Verbindlichkeiten gegenüber stillen Gesellschaftern	**-**	**-**	159.069	159.069
Summe	**-**	**-**	**261.137**	**261.137**

Die ThomasLloyd CTI Holding verfügt nicht über Anlagen, deren Werte auf notierten Preisen an aktiven Märkten basieren. Daher werden keine Positionen der Stufe 1 zugeordnet.

An nicht als aktiv geltenden Märkten gehandelte jedoch basierend auf notierten Marktpreisen, öffentlich notierten Preisen oder alternativen, durch beobachtbare Inputfaktoren gestützten Preisquellen bewertete Finanzinstrumente werden der Stufe 2 zugeordnet. Diese umfassen außerbörsliche Derivate und notierte Wertpapiere, die Übertragungsbeschränkungen unterliegen, die auf die notierten Wertpapiere selbst und nicht auf die Gesellschaft zurückzuführen sind. In Übereinstimmung mit dieser Erläuterung werden der Stufe 2 keine Finanzinstrumente zugeordnet.

Bei der Bemessung des beizulegenden Zeitwerts von der Stufe 3 zugeordneten Anlagen werden wesentliche nicht beobachtbare Inputfaktoren herangezogen, da diese selten gehandelt werden. Da für diese Wertpapiere keine notierten Preise vorliegen, nutzte die Gesellschaft Bewertungsmethoden für die Ermittlung deren beizulegenden Zeitwerts.

Der Stufe 3 zugeordnete Anlagen umfassen Private Equity- und Private Debt-Positionen. Die Bewertungsmethoden der Gesellschaft für diese Private Equity- und Private Debt-Positionen nutzen u. a. die folgenden wesentlichen Inputfaktoren:

a) Bei Private Equity Investments wurde das Ertragswertverfahren (income approach) gemäß IAS 39 als wesentlicher Bewertungsansatz für die Schätzung des beizulegenden Zeitwerts von Anlagen berücksichtigt. Das Ertragswertverfahren ist eine Bewertungsmethode, bei der die Schätzung des beizulegenden Zeitwerts eines Vermögenswerts auf Erwartungen hinsichtlich der Cashflows, die dieser Vermögenswert im Laufe der Zeit generiert, basiert. Beim Ertragswertverfahren werden zunächst die jährlichen Cashflows geschätzt, die während eines bestimmten Prognosezeitraums voraussichtlich generiert werden. Anschließend werden die geschätzten jährlichen Cashflows für diesen bestimmten Prognosezeitraum unter Zugrundelegung eines risikobasierten Abzinsungssatzes auf ihren Barwert abgezinst. Bei der Anwendung des Ertragswertverfahrens wird der freie Cashflow herangezogen, der mit dem gewichteten durchschnittlichen Kapitalkostensatz („WACC“) abgezinst wird. Der WACC ist ein allgemeiner Zinssatz, der auf den individuellen Renditen aus investierten Kapitalbestandteilen (Eigenkapital und verzinsliches Fremdkapital) basiert und durch die Gewichtung der jeweiligen Renditen, des verzinslichen Fremdkapitals, Vorzugseigenkapitals sowie Stammkapitals im Verhältnis zum jeweils geschätzten Anteil an der erwarteten Kapitalstruktur berechnet wird. Anschließend wird der Barwert der geschätzten Cashflows zum Barwert des Restwerts oder der ewigen Rente zum Ende des bestimmten Prognosezeitraums addiert, um den geschätzten beizulegenden Zeitwert der Anlage zu erhalten. Die Entscheidung für diese Methode wurde durch bestimmte einmalige Merkmale der Anlagen beeinflusst:

- Haupttreiber des Werts der Anlagen sind standortabhängig und spiegeln marktspezifische Faktoren vor Ort wider.

- Der Wert der Anlagen wird durch zahlreiche Faktoren beeinflusst und das Ertragswertverfahren ermöglicht es, den Wert einem Stresstest aufgrund der Sensitivitäten gegenüber wesentlichen werttreibenden Faktoren auszusetzen.

- Da keine Marktdaten / -preise für vergleichbare in der Entwicklung befindlichen Projekte verfügbar sind, konnte kein marktwertorientierter Bewertungsansatz herangezogen werden.

- Darüber hinaus sind wir der Ansicht, dass sich ein Marktteilnehmer auf Grundlage des Ertragswertverfahrens zu einem Anlagekauf verpflichten würde.

b) Die Private Debt-Position (Verbindlichkeiten der stillen Gesellschafter) wird grundsätzlich in Übereinstimmung mit IAS 39 zu fortgeführten Anschaffungskosten anhand der Effektivzinsmethode bewertet. Die stillen Gesellschafter werden an den Wertsteigerungen der Investmentanteilen bilanziell beteiligt. Eine abweichende Bewertungsmethode der Fremdkapitalposition (Verbindlichkeiten gegenüber stillen Gesellschafter) und ihrer entsprechenden Finanzinvestitionen (Investmentanteile) würde zu Bewertungsunregelmäßigkeiten zwischen Vermögenswerte und Schulden führen. Um Bewertungsunregelmäßigkeiten zwischen den stillen Beteiligungen und den zugrunde liegenden erfolgswirksam zum beizulegenden Zeitwert bewerteten Finanzinvestitionen zu vermeiden, wurde für die Bewertung der Verbindlichkeiten der stillen Gesellschafter die Fair Value Option gemäß IFRS 39.9b gewählt.

An einem Verlust nimmt der typisch stille Gesellschafter nicht teil. Der typisch stille Gesellschafter ist am Vermögen, den stillen Reserven und dem Unternehmenswert der ThomasLloyd CTI Holding beteiligt. Der typisch stille Gesellschafter tritt mit seinen Entnahme- und Abfindungsansprüchen im Rang hinter die Erfüllung der Forderungen von Gläubigern der Unternehmensträgerin zurück. Das Kapital der stillen Gesellschafter wird grundsätzlich, sofern keine Ausnahmen einschlägig sind, gemäß IAS 39 unter Anwendung der Effektivzinsmethode zu Anschaffungs- bzw. Herstellungskosten bewertet. Hierbei handelt es sich um eine Bewertungsunregelmäßigkeit, da Schwankungen des beizulegenden Zeitwerts der Investmentanteile (letztendlich die Investmentanteile an der Thomas Lloyd CTI Asia) erfolgswirksam erfasst werden, was für die Verbindlichkeiten der stillen Gesellschafter grundsätzlich nicht gilt (Folgebewertung zu fortgeführten Anschaffungs- bzw. Herstellungskosten). Da die Verbindlichkeiten der stillen Gesellschafter gewinnbasierte Beteiligungskomponenten an der Thomas Lloyd CTI Asia enthalten, entstünden Bewertungsunregelmäßigkeiten durch die Bewertung zu Anschaffungs- bzw. Herstellungskosten, da Schwankungen des beizulegenden Zeitwerts auf der Aktivseite der Bilanz direkt und auf der Passivseite indirekt auftreten würden. Zur Vermeidung der zuvor erwähnten Bewertungsunregelmäßigkeiten wird auf die Verbindlichkeiten der stillen Gesellschafter die Fair Value Option gemäß IAS 39.9b angewendet, wonach diese erfolgswirksam zum beizulegenden Zeitwert bewertet werden. Da die stillen Gesellschafter am Ergebnis beteiligt werden, erfolgt eine angemessene Beteiligung am Jahresergebnis.

Die nachfolgenden Tabellen enthalten jene Beteiligungen an den Portfoliogesellschaften, deren beizulegenden Zeitwerte insgesamt oder teilweise anhand von Bewertungsmethoden bemessen werden, die auf Annahmen basieren, die sich nicht auf Preise oder sonstige Inputfaktoren aus beobachtbaren aktuellen Markttransaktionen des gleichen Instruments stützen, und bei denen die Änderung einer oder mehrerer der Bewertungsmethode zugrunde liegender Annahmen auf vernünftigen möglichen alternativen Annahmen basiert.

Folgende Inputvariablen sind zum 31.12.2017 bei der Bewertung der Anteile (beizulegender Zeitwert T€ 129.529) an der Thomas Lloyd CTI Asia zugrunde gelegt worden:

	San Carlos Biopower Inc.	South Negros Biopower Inc.	North Negros Biopower Inc.
Risk Free rate	5,14%	5,14%	5,14%
Equity Risk Premium	5,50%	5,50%	5,50%
Small Stock Premium	1,75%	1,75%	1,75%
Unlevered Beta	0,40	0,40	0,40
Debt/Equity Ratio	100,00%	100,00%	100,00%
Tax Rate	10,00%	10,00%	10,00%
Levered Beta	0,76	0,76	0,76
Cost of Equity	11,1%	11,1%	11,1%
Pre-tax Cost of Debt	6,81%	6,81%	6,81%
Tax Rate	10,00%	10,00%	10,00%
Cost of Equity	6,1%	6,1%	6,1%
Base WACC	**8,6%**	**8,6%**	**8,6%**
Specific Alpha	0,00%	0,25%	0,25%
WACC	**8,60%**	**8,73%**	**8,73%**
Währungskurs USD/€	1,1683	1,1683	1,1683

Sensitivitätsanalyse:

Im Folgenden werden die Inputvariablen dargestellt, bei denen vom höchsten Maß an Ermessensentscheidungen und Schätzungen ausgegangen wird, sowie die entsprechenden Auswirkungen auf die in diesem Abschluss dargestellten beizulegenden Zeitwerte.

- Small Stock Premium
- Specific Equity Alpha
- Währungskurs USD/€

Bei einem Specific Equity Alpha von 1,50%, 4,00% und 4,00% ergibt sich ein WACC von 9,60%, 10,85% und 11,10%. Bei diesem WACC und einem Währungskurs von 1,2005 USD/€ würde sich eine negative Veränderung des beizulegenden Zeitwerts zum 31.12.2017 von 51% ergeben.

Bei einem Small Stock Premium von 0,00% ergibt sich ein WACC von 7,70%, 7,83% und 7,83%. Bei diesem WACC und einem Währungskurs von 1,1683 USD/€ würde sich eine positive Veränderung des beizulegenden Zeitwerts zum 31.12.2017 von 25% ergeben.

Umgliederungen:

In den Geschäftsjahren 2016 und 2017 fanden keine Umgliederungen zwischen den einzelnen Stufen statt. Umgliederungen zwischen den Stufen gelten als vorgenommen, wenn die zugrunde liegenden zur Bewertung des Vermögenswerts oder der Schuld herangezogenen Informationen oder Preise stärker oder weniger von beobachtbaren Marktdaten abhängen, als dies vor der Zuordnung zu den Stufen 1, 2 und 3 der Hierarchie der beizulegenden Zeitwerte der Gesellschaft der Fall war. Sämtliche zum beizulegenden Zeitwert bewertete Vermögenswerte und Schulden wurden durchgehend der Stufe 3 zugeordnet.

Die nachfolgende Tabelle zeigt die Entwicklung der Instrumente der Stufe 3 für das Geschäftsjahr zum 31. Dezember 2017 nach Klasse von Finanzinstrumenten:

Entwicklung des beizulegenden Zeitwerts von Finanzinstrumenten der Stufe 3

	Investment-gesellschaften TEUR	**Anteile an verbundenen Unternehmen** TEUR	**Verbindlichkeiten ggü. stillen Gesellschaftern** TEUR	**Summe** TEUR
31. Dezember 2017				
Eigenkapitaltitel				
a) Anfangssaldo	101.991	76		102.067
b) Zunahme (Erwerb/Kapitaleinlage)		47		47
c) Abnahme (Veräußerung/Entnahmen)	-17.386			-17.386
d) In der Gesamtergebnisrechnung erfasste Gewinne/(Verluste):				
- Sonstige Änderungen des beizulegenden Zeitwerts von erfolgswirksam zum beizulegenden Zeitwert zu bewertenden finanziellen Vermögenswerten	-29.989			-29.989
Abschlusssaldo	**54.617**	**123**		**54.740**
Schuldtitel				
a) Anfangssaldo			159.069	159.069
b) Zunahme (Erwerb/Kapitaleinlage)			80.458	80.458
c) Abnahme (Veräußerung/Entnahmen)			-23.688	-23.688
d) In der Gesamtergebnisrechnung erfasste Gewinne/(Verluste):				
- Sonstige Änderungen des beizulegenden Zeitwerts von erfolgswirksam zum beizulegenden Zeitwert zu bewertenden finanziellen Vermögenswerten			3.882	3.882
- Sonstige Aufwendungen			-838	-838
- Sonstige Wertänderungen			-1.674	-1.674
- Einbehaltene Kapitalertragssteuer			-3.124	0
Abschlusssaldo			**214.086**	**214.086**
Summe der Nettogewinne (-verluste) aus zum Ende der Berichtsperiode gehaltenen und in den sonstigen Änderungen des beizulegenden Zeitwerts von erfolgswirksam zum beizulegenden Zeitwert zu bewertenden finanziellen Vermögenswerten enthaltenen Vermögenswerten der Stufe 3	-33.871			

c) Funktionale Währung

Laut Geschäftsleitung gilt der Euro als die Währung, die die wirtschaftlichen Auswirkungen der zugrunde liegenden Transaktionen, Ereignisse und Bedingungen am verlässlichsten darstellt.

Die Bewertung und Berichterstattung der Ergebnisse der ThomasLloyd CTI Holding erfolgt in Euro. Dabei wird auch das Wettbewerbsumfeld berücksichtigt, in dem sich die Gesellschaft im Vergleich zu anderen europäischen Private Equity-Fonds befindet.

d) Status als Investmentgesellschaft

Bei der Festlegung des Status der ThomasLloyd CTI Holding als Investmentgesellschaft gemäß IFRS 10 berücksichtigte die Geschäftsleitung Folgendes:

a) Die Gesellschaft verfügt über Zusagen zahlreicher Investoren zur Kapitalbeschaffung für Investitionen in Private Equity Gesellschaften sowie zur Erbringung von Managementdienstleistungen für Investoren in Verbindung mit diesen Private Equity Investments. Mit den Investoren werden stille Gesellschaftsverträge abgeschlossen, bei denen eine Verlustbeteiligung ausgeschlossen wird.

b) Die Gesellschaft beabsichtigt, Kapital und Renditen aus den Private Equity Investments zu generieren, die wiederum gemäß den vertraglichen Vereinbarungen mit den stillen Gesellschaftern ausgeschüttet werden.

c) Die Gesellschaft bewertet die Entwicklung ihrer Private Equity Investments gemäß den in diesem Abschluss dargelegten Richtlinien auf Basis des beizulegenden Zeitwerts. Obwohl die Gesellschaft alle drei Definitionskriterien erfüllte, beurteilte die Geschäftsleitung zudem den Geschäftszweck der Gesellschaft, die Investmentstrategien für Private Equity Investments, die Art der Erträge aus Private Equity Investments sowie die Bewertungsmodelle zum beizulegenden Zeitwert. Die Geschäftsleitung nahm diese Beurteilung vor, um festzustellen, ob zusätzliche Bereiche für Ermessensentscheidungen in Hinblick auf die typischen Eigenschaften einer Investmentgesellschaft gegenüber jenen der Gesellschaft bestehen.

d) Bei den stillen Gesellschaftern handelt es sich nicht um nahestehende Unternehmen oder Personen und ihre Kapitaleinlagen sind keine Eigenkapitalinstrumente. Dennoch sind sie eigenkapitalähnlich, da sie aufgrund der Gewinnbeteiligung von Wertschwankungen der zugrunde liegenden Anlagen betroffen sind. Auf Grundlage dieser Kriterien werden sie gemäß IFRS 10 P B85W als Investoren eingestuft.

e) Die Gesellschaft erbringt für ihre Investmentgesellschaften gemäß IFRS 10 P B85D keine nachteiligen Managementleistungen oder strategischen Dienstleistungen. Die finanzielle Unterstützung der Investmentgesellschaften wird ebenfalls nicht als nachteilige Dienstleistung eingestuft, da deren Darlehen in Eigenkapitalinstrumente umgewandelt werden und diese daher der Maximierung der Gewinne aus den Anlagen dienen.

5. Zinserträge und Zinsaufwendungen

Zinserträge

	2017 TEUR	2016 TEUR
Sonstige Wertpapiere (Anleihen)	3.216	2.019
Forderungen gegen nahestehende Unternehmen und Personen	215	230
Sonstige Vermögenswerte	3	16
	3.434	**2.265**

Zinsaufwand

	2017 TEUR	2016 TEUR
Verbindlichkeiten gegenüber verbundenen Unternehmen	4.496	2.233
Bankschulden	0	4
	4.496	**2.237**

Bezüglich der Zinserträge und Zinsaufwendungen mit nahestehenden Unternehmen und Personen verweisen wir auf Abschnitt 8.

6. Zahlungsmittel und Zahlungsmitteläquivalente

Für Zwecke der Kapitalflussrechnung setzen sich die Zahlungsmittel wie folgt zusammen:

	31.12.2017 TEUR	31.12.2016 TEUR
Guthaben bei Kreditinstituten (EUR)	16.120	138
Guthaben bei Kreditinstituten (CHF)	436	0
Guthaben bei Kreditinstituten (CZK)	1	2
Guthaben bei Kreditinstituten (USD)	6	0
Gesamtguthaben bei Kreditinstituten	**16.563**	**140**

Es bestehen keine Verbindlichkeiten gegenüber Kreditinstitute.

7. Auf die stillen Gesellschafter entfallendes Nettovermögen

Die nachfolgende Tabelle enthält Angaben zum Kapital der stillen Gesellschafter seit dem 31. Dezember 2017.

	31.12.2017 TEUR	31.12.2016 TEUR
Gezeichnetes Kapital (der stillen Gesellschafter)	1.228.930	1.218.198
Ausstehende Einlagen	-943.831	-1.013.558
Entnahmen	-87.761	-64.073
Kummulierte Änderungen des beizulegenden Zeitwerts und Gewinnzuweisung aus Vorjahren	20.786	12.722
Änderungen des beizulegenden Zeitwerts und Gewinnzuweisung des Geschäftsjahres	3.882	8.064
Gewinnauszahlung	0	0
Einbehaltene Kapitalertragssteuer	-3.124	0
Sonstige Aufwendungen	-3.168	-2.330
Sonstige Wertänderungen	-1.628	46
Auf die stillen Gesellschafter entfallendes Gesamtnettovermögen	**214.085**	**159.069**

8. Transaktionen mit nahestehenden Unternehmen und Personen

Nahestehende Unternehmen und Personen sind als solche definiert, die über die Möglichkeit verfügen, die Kontrolle über andere Unternehmen und Personen oder einen maßgeblichen Einfluss auf deren Finanz- und Geschäftspolitik auszuüben. Darüber hinaus gilt ein Unternehmen als nahestehend, wenn beide Unternehmen zu demselben Konzern gehören.

31. Dezember 2017	TL CTI (CZ) TEUR	TL CTI (FL) TEUR	TL SICAV-SIIF TEUR	TL CTI Asia Holding TEUR	TL CTI Asia TEUR	CTI KG I TEUR	North Negros BioPower (NNB) TEUR
Vermögenswerte							
Forderungen			2.598	129.523	928	4.537	1.403
Sonstige Wertpapiere (Anleihen)		454			24.257		
Sonstige Vermögengswerte	3.617	104					
Summe Vermögenswerte	**3.617**	**558**	**2.598**	**129.523**	**25.185**	**4.537**	**1.403**
Schulden							
Langfristige Schulden	36.783	1.224					
Kurzfrisitge Schulden	7.873	99					
Summe Schulden	**44.656**	**1.323**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Gewinn/Verlust							
Zinserträge					2.500		
Zinsaufwand	-4.388	-108					
Betriebliche Aufwendungen	-2.144	-212		-6			
Nettogewinn/-verlust	**-6.532**	**-320**	**0**	**-6**	**2.500**	**0**	**0**

31. Dezember 2017	San Carlos BioPower (SCBP) TEUR	SaCaSol TEUR	South Negros BioPower (SNB) TEUR	Biomass Holding TEUR	TL GAM CH TEUR	TL Capital Partner TEUR	Greenergy Holdings kEUR	Saldo TEUR
Vermögenswerte								
Forderungen	5.194	245	3.256	103	12.127	10		159.924
Sonstige Wertpapiere (Anleihen)								24.711
Sonstige Vermögengswerte								3.721
Summe Vermögenswerte	**5.194**	**245**	**3.256**	**103**	**12.127**	**10**	**0**	**188.356**
Schulden								
Langfristige Schulden								38.007
Kurzfrisitge Schulden					102			8.074
Summe Schulden	**0**	**0**	**0**	**0**	**102**	**0**	**0**	**46.081**
Gewinn/Verlust								
Zinserträge			716		215			3.431
Zinsaufwand								-4.496
Betriebliche Aufwendungen					-16.255			-18.617
Nettogewinn/-verlust	**0**	**0**	**716**	**0**	**-16.040**	**0**	**0**	**-19.682**

31. Dezember 2016	TL CTI (CZ) TEUR	TL SICAV-SIIF TEUR	TL CTI Asia TEUR	North Negros BioPower (NNB) TEUR	San Carlos BioPower (SCBP) TEUR	SaCaSol TEUR	South Negros BioPower (SNB) TEUR	TL GAM CH TEUR	TL Capital Partner TEUR	Saldo TEUR
Vermögenswerte										
Forderungen		96	1.014	1.677	3.045	278	3.631	21.402	10	31.153
Sonstige Wertpapiere (Anleihen)			56.660							56.660
Sonstige Vermögenswerte	3.018									3.018
Summe Vermögenswerte	**3.018**	**96**	**57.674**	**1.677**	**3.045**	**278**	**3.631**	**21.402**	**10**	**90.831**
Schulden										
Langfristige Schulden	23.703									23.703
Kurzfrisitge Schulden	5.470							93		5.563
Summe Schulden	**29.173**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**93**	**0**	**29.266**
Gewinn/Verlust										
Zinserträge			2.019				16	230		2.265
Zinsaufwand	-2.233									-2.233
Betriebliche Aufwendungen	-1.080							-8.633		-9.713
Nettogewinn/-verlust	**-3.313**	**0**	**2.019**	**0**	**0**	**0**	**16**	**-8.403**	**0**	**-9.681**

Die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Czech) a. s., Prag, Tschechische Republik, ist ein verbundenes Unternehmen, da die Gesellschaft 100 % der Anteile hält. Die Gesellschaft hat dem verbundenen Unternehmen Anleihen ausgegeben, die spätestens am 31. Dezember 2034 fällig sind. Die Anleihen können nach Ermessen des Inhabers, der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Czech) a. s., mit einer Mitteilungsfrist von fünf Monaten zum 31. Dezember eines Jahres anteilig gekündigt werden.

Die ThomasLloyd GAM (CH), ihr Verwaltungsrat und ihre oberste Geschäftsführung sind nahestehende Unternehmen und Personen der ThomasLloyd CTI Holding, da sie im Zusammenhang mit der Finanz- und Geschäftspolitik der Gesellschaft beratend tätig sind.

9. Sonstige Pflichtangaben

a) Geschäftsführung

Während des Berichtjahres wurde die Geschäftsführung ausgeübt von:

Herr T.U. Michael Sieg, Unternehmer, geschäftsansässig in London (Großbritannien)

b) Beteiligungsverhältnisse

Die Gesellschaft ist am Bilanzstichtag mit 100 % an der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Czech) a.s., Prag/Tschechische Republik, beteiligt. Das Nominalkapital beträgt TCZK 2.000. Das Eigenkapital dieser Gesellschaft beträgt zum Stichtag 31.12.2017 TCZK 2.005 und der Jahresüberschuss TCZK 0.

Die Gesellschaft ist am Bilanzstichtag mit 100 % an der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure (Liechtenstein) AG, Balzers/Liechtenstein, beteiligt. Das Nominalkapital beträgt TCHF 50. Das Eigenkapital dieser Gesellschaft beträgt zum Stichtag 31.12.2017 TCHF 50 und der Jahresüberschuss TCHF 0.

Die Gesellschaft ist am Bilanzstichtag mit 100 % an der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding Asien GmbH, Langen, beteiligt. Das Nominalkapital beträgt TEUR 25. Das Eigenkapital dieser Gesellschaft beträgt zum Stichtag 31.12.2017 TEUR 25 und der Jahresüberschuss TEUR 0.

c) Personal

Im Geschäftsjahr wurden keine Arbeitnehmer beschäftigt.

d) Entwicklung des Anlagevermögens

Anschaffungs-/Herstellungskosten

	Stand am 1.1.2017 TEUR	Zugänge TEUR	Abgänge TEUR	Stand am 31.12.2017 TEUR
1. Anteile an verbundenen Unternehmen	76	47	0	123
2. Investmentgesellschaften	82.534	2.072	0	84.606
3. Sonstige Finanzanlagen	48.249	0	25.244	23.005
4. Sonstige Vermögenswerte	1.242	1.462	0	2.705
	132.101	3.581	25.244	110.438

Kumulierte Abschreibungen

	Stand am 1.1.2017 TEUR	Zugänge TEUR	Erfolgswirksame Änderungen des beizulegenden Zeitwerts TEUR	Abgänge TEUR	Stand am 31.12.2017 TEUR
1. Anteile an verbundenen Unternehmen	0	0	0	0	0
2. Investmentgesellschaften	19.457	0	-29.989	19.458	-29.990
3. Sonstige Finanzanlagen	0	0	0	0	0
4. Sonstige Vermögenswerte	0	0	0	0	0
	19.457	0	-29.989	19.458	-29.990

Buchwerte

	Stand am 31.12.2017 TEUR	Stand am 31.12.2016 TEUR
1. Anteile an verbundenen Unternehmen	123	76
2. Investmentgesellschaften	54.616	101.991
3. Sonstige Finanzanlagen	23.005	48.249
4. Sonstige Vermögenswerte	2.705	1.242
	80.448	151.558

e) Wichtige Verträge

Stille Beteiligungen

Die Gesellschaft hat am 1. Juli 2011 und Nachtrag vom 18. Juli 2013 mit der Cleantech Infrastrukturgesellschaft mbH & Co. KG, Langen, einen Vertrag über die Errichtung einer typisch stillen Gesellschaft geschlossen. Die typisch stille Gesellschaft wurde bis zum 31. Dezember 2032 fest geschlossen und kann vorher nur aus einem wichtigen Grund gekündigt werden. Die Nominaleinlage beträgt T€ 42.301 und kann durch den stillen Gesellschafter in Raten erbracht werden. Eine Verpflichtung des stillen Gesellschafters zur Leistung von Nachschüssen über die gezeichnete Einlage hinaus besteht nicht. Entnahmen sind grundsätzlich nur in Gewinnjahren und grundsätzlich nur in Höhe des Gewinnanteils des typisch stillen Gesellschafters zulässig. Abweichend von diesem Grundsatz sind gewinnunabhängige Entnahmen möglich. Durch Entnahmen darf kein negatives Kapitalkonto entstehen, bzw. es darf sich ein negatives Kapitalkonto nicht erhöhen. Dem stillen Gesellschafter stehen keine Mitwirkungs- oder Mitspracherechte zu. Der typisch stille Gesellschafter ist am Gewinn des Unternehmens beteiligt. An einem Verlust nimmt der typisch stille Gesellschafter nicht teil. Der typisch stille Gesellschafter ist am Vermögen, den stillen Reserven und dem Unternehmenswert der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, Langen (vormals: ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Fund GmbH), beteiligt. Der typisch stille Gesellschafter tritt mit seinen Entnahme- und Abfindungsansprüchen im Rang hinter die Erfüllung der Forderungen von Gläubigern der Unternehmensträgerin zurück.

Die Gesellschaft hat durch Vertrag vom 10. Oktober 2011 und Nachträge vom 23. Januar 2012 und 18. Juli 2013 mit der Zweite Cleantech Infrastrukturgesellschaft mbH & Co. KG, Langen, einen Vertrag über die Errichtung einer typisch stillen Gesellschaft geschlossen. Die typisch stille Gesellschaft wurde auf unbestimmte Dauer geschlossen. Der typisch stille Gesellschafter ist erstmals zum Ablauf des 31. Dezember 2018 und die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH ist erstmals zum Ablauf des 31. Dezember 2032 berechtigt, die typisch stille Gesellschaft teilweise oder in Gänze zu kündigen. Die Kündigungsfrist beträgt jeweils ein Jahr. Das Recht zur Kündigung aus wichtigem Grund bleibt unberührt. Die Nominaleinlage beträgt bis zu T€ 85.000 und kann durch den stillen Gesellschafter in Raten erbracht werden. Mit Nachtrag vom 18. Juli 2013 wurde die Nominaleinlage auf insgesamt T€ 171.000 festgelegt. Eine Verpflichtung des stillen Gesellschafters zur Leistung von Nachschüssen über die gezeichnete Einlage hinaus besteht nicht. Entnahmen sind grundsätzlich nur in Gewinnjahren und grundsätzlich nur in Höhe des Gewinnanteils des typisch stillen Gesellschafters zulässig. Durch Entnahmen darf kein negatives Kapitalkonto entstehen, bzw. es darf sich ein negatives Kapitalkonto nicht erhöhen. Dem stillen Gesellschafter stehen keine Mitwirkungs- oder Mitspracherechte zu. Der typisch stille Gesellschafter ist am Gewinn des Unternehmens beteiligt. An einem Verlust nimmt der typisch stille Gesellschafter nicht teil. Der typisch stille Gesellschafter ist am Vermögen, den stillen Reserven und dem Unternehmenswert der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, Langen, beteiligt. Der typisch stille Gesellschafter tritt mit seinen Entnahme- und Abfindungsansprüchen im Rang hinter die Erfüllung der Forderungen von Gläubigern der Unternehmensträgerin zurück.

Die Gesellschaft hat durch Vertrag vom 14. August 2012 und Nachtrag vom 18. Juli 2013 mit der Dritte Cleantech Infrastrukturgesellschaft mbH & Co. KG, Langen, einen Vertrag über die Errichtung einer typisch stillen Gesellschaft geschlossen. Die typisch stille Gesellschaft wurde auf unbestimmte Dauer geschlossen. Der typisch stille Gesellschafter ist erstmals zum Ablauf des 31. Dezember 2020 zu kündigen. Die Kündigungsfrist beträgt ein Jahr. Das Recht zur Kündigung aus wichtigem Grund bleibt unberührt. Die Nominaleinlage beträgt bis zu T€ 85.000 und kann durch den stillen Gesellschafter in Raten erbracht werden. Mit Nachtrag vom 18. Juli 2013 wurde die Nominaleinlage auf insgesamt T€ 171.000 festgelegt. Eine Verpflichtung des stillen Gesellschafters zur Leistung von Nachschüssen über die gezeichnete Einlage hinaus besteht nicht. Entnahmen sind grundsätzlich nur in Gewinnjahren und grundsätzlich nur in Höhe des Gewinnanteils des typisch stillen Gesellschafters zulässig. Durch Entnahmen darf kein negatives Kapitalkonto entstehen, bzw. es darf sich ein negatives Kapitalkonto nicht erhöhen. Dem stillen Gesellschafter stehen keine Mitwirkungs- oder Mitspracherechte zu. Der typisch stille Gesellschafter ist am Gewinn des Unternehmens beteiligt. An einem Verlust nimmt der typisch stille Gesellschafter nicht teil. Der typisch stille Gesellschafter ist am Vermögen, den stillen Reserven und dem Unternehmenswert der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, Langen, beteiligt. Der typisch stille Gesellschafter tritt mit seinen Entnahme- und Abfindungsansprüchen im Rang hinter die Erfüllung der Forderungen von Gläubigern der Unternehmensträgerin zurück.

Die Gesellschaft hat durch Vertrag vom 14. August 2012 und Nachtrag vom 18. Juli 2013 mit der Vierte Cleantech Infrastrukturgesellschaft mbH, Langen, einen Vertrag über die Errichtung einer typisch stillen Gesellschaft geschlossen. Die typisch stille Gesellschaft wurde auf unbestimmte Dauer geschlossen. Der typisch stille Gesellschafter ist erstmals zum Ablauf des 31. Dezember 2020 zu kündigen. Die Kündigungsfrist beträgt ein Jahr. Das Recht zur Kündigung aus wichtigem Grund bleibt unberührt. Die Nominaleinlage beträgt bis zu T€ 85.000 und kann durch den stillen Gesellschafter in Raten erbracht werden. Mit Nachtrag vom 18. Juli 2013 wurde die Nominaleinlage auf insgesamt T€ 171.000 festgelegt. Eine Verpflichtung des stillen Gesellschafters zur Leistung von Nachschüssen über die gezeichnete Einlage hinaus besteht nicht. Entnahmen sind grundsätzlich nur in Gewinnjahren und grundsätzlich nur in Höhe des Gewinnanteils des typisch stillen Gesellschafters zulässig. Durch Entnahmen darf kein negatives Kapitalkonto entstehen, bzw. es darf sich ein negatives Kapitalkonto nicht erhöhen. Dem stillen Gesellschafter stehen keine Mitwirkungs- oder Mitspracherechte zu. Der typisch stille Gesellschafter ist am Gewinn des Unternehmens beteiligt. An einem Verlust nimmt der typisch stille Gesellschafter nicht teil. Der typisch stille Gesellschafter ist am Vermögen, den stillen Reserven und dem Unternehmenswert der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, Langen, beteiligt. Der typisch stille Gesellschafter tritt mit seinen Entnahme- und Abfindungsansprüchen im Rang hinter die Erfüllung der Forderungen von Gläubigern der Unternehmensträgerin zurück.

Die Gesellschaft hat durch Vertrag vom 8. März 2013 und Nachtrag vom 18. Juli 2013 mit der Fünfte Cleantech Infrastrukturgesellschaft mbH & Co. KG, Langen, einen Vertrag über die Errichtung einer typisch stillen Gesellschaft geschlossen. Die typisch stille Gesellschaft wurde auf unbestimmte Dauer geschlossen. Die typisch stille Gesellschaft ist mit einer Mindestdauer von 15 vollen Kalenderjahren, beginnend mit dem Jahr des Beginns des öffentlichen Angebotes, geschlossen. Zum Ablauf der Mindestdauer ist eine erstmalige ordentliche Kündigung und im Folgenden zum Ablauf eines jeden Geschäftsjahres zulässig. Auch Teilkündigungen sind zulässig. Die Kündigungsfrist beträgt ein Jahr. Das Recht zur Kündigung aus wichtigem Grund bleibt unberührt. Die Nominaleinlage beträgt bis zu T€ 500.000 und kann durch den stillen Gesellschafter in Raten erbracht werden. Mit Nachtrag vom 18. Juli 2013 wurde die Nominaleinlage auf insgesamt T€ 639.000 festgelegt. Eine Verpflichtung des stillen Gesellschafters zur Leistung von Nachschüssen über die gezeichnete Einlage hinaus besteht nicht. Entnahmen sind grundsätzlich nur in Gewinnjahren und grundsätzlich nur in Höhe des Gewinnanteils des typisch stillen Gesellschafters zulässig. Durch Entnahmen darf kein negatives Kapitalkonto entstehen, bzw. es darf sich ein negatives Kapitalkonto nicht erhöhen. Dem stillen Gesellschafter stehen keine Mitwirkungs- oder Mitspracherechte zu. Der typisch stille Gesellschafter ist am Gewinn des Unternehmens beteiligt. An einem Verlust nimmt der typisch stille Gesellschafter nicht teil. Der typisch stille Gesellschafter ist am Vermögen, den stillen Reserven und dem Unternehmenswert der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, Langen, beteiligt. Der typisch stille Gesellschafter tritt mit seinen Entnahme- und Abfindungsansprüchen im Rang hinter die Erfüllung der Forderungen von Gläubigern der Unternehmensträgerin zurück.

Übrige Verträge

Die Gesellschaft hat mit Wirkung zum 1. Januar 2013 mit der ThomasLloyd GAM (CH) einen Vertrag über Risikomanagement- sowie Asset-Allocation-Beratungs- und Dienstleistungen geschlossen. Die Vergütung besteht aus einem fixen und einem variablen Anteil. Der Vertrag hat eine Laufzeit von 18 Jahren und ist erstmalig unter Einhaltung einer Frist von 6 Monaten zum 31. Dezember 2031 kündbar.

Die Gesellschaft hat gegenüber der ThomasLloyd CTI (CZ) und der ThomasLloyd CTI (FL) eine Erklärung abgegeben, wonach sich die Gesellschaft verpflichtet, die ThomasLloyd CTI (CZ) und die ThomasLloyd CTI (FL) über die Laufzeit der durch sie begebenen Anleihen finanziell so auszustatten, dass diese in der Lage sind ihren Verpflichtungen aus den jeweiligen Anleihebedingungen nachzukommen.

10. Vorgänge von besonderer Bedeutung, die nach dem Schluss des Geschäftsjahrs eingetreten

Als Vertreter von ThomasLloyd besuchte Michael Airey, Managing Director und CEO Asia Pacific, das 1. Nationale Forum „Revisiting the 1987 Constitution of the Philippines“ am 21. Juni 2018 in Manila. Die von Staatspräsident Rodrigo Duterte initiierte Veranstaltung diente dazu, eine Reihe von Verfassungsreformen zu diskutieren und zu empfehlen, einschließlich eines Wechsels von einem zentralistischen auf ein föderales Regierungssystem. Weiterhin standen die Regelungen zum Eigentum in geschützten Branchen im Fokus. Diese Konferenz ist langfristig von großer Bedeutung für ausländische Investitionen in die Philippinen und damit insbesondere für das Infrastruktur-Portfolio von ThomasLloyd. Momentan unterliegen bestimmte Schlüsselindustrien – einschließlich Stromerzeugung, Verteidigung und Bankwesen – strengen Vorschriften hinsichtlich Eigentum und Kontrolle. Diese Vorschriften setzen die Höhe ausländischer Beteiligungen auf maximal 40 % fest und begrenzen den Einfluss des ausländischen Managements. Im Hinblick auf diese Regelungen werden Änderungen erwartet, die nicht nur den Zufluss von ausländischem Kapital fördern können, sondern auch dafür sorgen werden, dass philippinische Unternehmen und Vermögenswerte zu einem deutlich höheren Prozentsatz von ausländischen Unternehmen gehalten werden können. Wenn aber ausländische Investoren auf den Kapitalmarkt gelangen, wird der Wettbewerb um bestehende und zukünftige Vermögenswerte aus der Infrastruktur neuen Auftrieb erhalten. Davon werden sowohl der Aktienmarkt als auch private Transaktionen, wie die Investitionsprojekte der ThomasLloyd-Gruppe, profitieren. Nach Ende des Geschäftsjahres zum 31. Dezember 2017 haben sich keine weiteren Vorgänge ergeben, die wesentliche Auswirkungen auf die Vermögens-, Finanz- und Ertragslage haben und von besonderer Bedeutung sind.

Nach Ende des Geschäftsjahres zum 31. Dezember 2017 ergaben sich außer den oben erläuterten keine weiteren Geschäftsvorfälle, die die Vermögens- und Finanzlage der Gesellschaft wesentlich beeinflussten.

Langen, 14. September 2018

ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, Langen
Geschäftsführung

T. U. Michael Sieg

Anlage 6

ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH, Langen
Lagebericht 2017

Grundlagen des Unternehmens

Geschäftsmodell des Unternehmens

Hauptgeschäftstätigkeit der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH (vormals: ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Fund GmbH) ist der An- und Verkauf, die Planung, Errichtung und der Betrieb sowie die Vermietung und Verpachtung von technischen Anlagen und Projekten, die Finanzierung und Verwertung von Patenten und Lizenzen, die Verwaltung eigenen Vermögens im eigenen Namen und für eigene Rechnung sowie Beteiligung an anderen Unternehmen und deren Leitung und Führung. Weiterer Gegenstand des Unternehmens ist der Erwerb von Grundstücken sowie Projektierung, Planung und Durchführung der Bebauung dieser Grundstücke sowie deren Weiterverkauf oder Vermietung nach Fertigstellung der Bauvorhaben.

Ziele und Strategien

Unternehmerisches Hauptziel der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH ist die Erzielung einer attraktiven Rendite auf das eingesetzte Kapital durch einen Investmentansatz, der auf der Verantwortung gegenüber Umwelt und Gesellschaft basiert. Dabei steht die nachhaltige Wertentwicklung eindeutig im Vordergrund. Das Investitionsrisiko soll durch gezielte Diversifikation im Hinblick auf Länder, Branchen, Technologien und Investmentstile reduziert werden. Um die genannten Anlageziele zu erreichen, investiert die Gesellschaft direkt oder indirekt in ein breites Spektrum nicht börsengehandelter Anlageobjekte aus den Sektoren „Erneuerbare Energien“, „Versorgung“, „Transport“, „Soziale Infrastruktur“ und „Kommunikation“ in den Schwerpunktregionen Asien und Australasien.

Weltwirtschaftliche Entwicklung 2017

Aufwärtstrend in den Industriestaaten

Die Wirtschaft des Euro-Raums ist 2017 schwungvoll gewachsen (+2,4%). Die tiefe Inflation und die rückläufige Arbeitslosigkeit stützten den privaten Konsum. Auch die Investitionstätigkeit der Unternehmen hat sich trotz politischer Unsicherheiten spürbar erhöht. Im Jahr 2018 ist erneut mit robusten Wachstumszahlen des Bruttoinlandprodukts (BIP) im Euro-Raum zu rechnen (+2,2%). Der starke Euro dürfte das Exportwachstum leicht bremsen, doch die anziehende Binnenkonjunktur sollte dies kompensieren können. Die gute Stimmung unter den Unternehmen und die anziehende Kreditvergabe deuten darauf hin, dass die Investitionstätigkeit weiter an Schwung gewinnen wird. In den USA fiel das Wirtschaftswachstum 2017 mit +2,3% stärker aus als 2016 (+1,5%). Ein Wachstumsgarant war der private Konsum, der von der guten Entwicklung auf dem Arbeitsmarkt profitierte. Im Jahr 2018 sollte das US-Wachstum nochmals dynamischer ausfallen. Angesichts des schwachen US-Dollars ist mit stärker steigenden Exporten und reger Investitionstätigkeit zu rechnen. Für 2018 wird ein US-Wachstum von +2,7% prognostiziert.

Solider Ausblick für die Schwellenländer

Auch die meisten Schwellenländer erlebten ein positives Jahr 2017. Die chinesische Wirtschaft expandierte weiter mit hoher Dynamik. Brasilien und Russland haben die Rezession überwunden. Einzig in Indien kam es aufgrund der Bargeldreform zu einer Abschwächung des Wachstums. Für 2018 ist der Ausblick gut: Die Inflation ist in vielen Schwellenländern tief, was den Notenbanken (z. B. in Brasilien und Russland) Spielraum verschafft, um mittels Zinssenkungen die Konjunktur zu stützen. In Indien ist dank einer Reform der Güter- und Dienstleistungssteuer mit einer Wachstumsbeschleunigung zu rechnen, während sich in China das Wachstumstempo leicht abschwächen dürfte. Dank des robusten privaten Konsums sollte das BIP-Wachstum in China jedoch weiterhin solide ausfallen. Die Weltwirtschaft ist 2017 um +2,9% gewachsen und für 2018 wird eine Beschleunigung auf +3,2% prognostiziert.

Aktien- und Rohstoffmärkte

Neue Rekorde an den Aktienmärkten

2017 ging es an den globalen Aktienmärkten vorzüglich bergauf. Viele Aktienindizes (z. B. Dow Jones, DAX) markierten dank des globalen Konjunkturaufschwungs und den tiefen Zinsen neue Rekordstände. Die guten globalen Rahmenbedingungen und die voraussichtlich weiter steigenden Unternehmensgewinne sollten die globalen Aktienmärkte auch 2018 stützen.

Nur leichter Anstieg der Rohstoffpreise

Die Rohstoffpreise stiegen 2017 nur leicht an, und der S&P GSCI Rohstoffindex liegt noch immer deutlich unter den Ständen früherer Jahre. Bei Industriemetallen und dem Ölpreis ging es aber spürbar bergauf. Verantwortlich für den Preisanstieg waren bei den Industriemetallen die starke chinesische Nachfrage und beim Ölpreis die Förderkürzungen der OPEC. Der Ölpreis dürfte 2018 wieder sinken.

Devisen- und Kapitalmärkte

Geldpolitik wird nur langsam gestrafft

Die nach wie vor tiefen Inflationsraten sind ein wichtiger Grund, warum die Normalisierung der Geldpolitik in den Industriestaaten wohl weiterhin zögerlich verlaufen wird. Die US-Notenbank hat 2017 in den USA mit der Bilanzreduktion begonnen, und 2018 ist von drei weiteren Zinserhöhungen auszugehen. Im Euroraum ist dagegen 2018 nicht mit Leitzinserhöhungen zu rechnen.

Anleiherenditen weiterhin tief

Die Renditen von Staatsanleihen blieben 2017 weiterhin tief. Im Euro-Raum hat vor allem das monatliche Anleihekaufprogramm der EZB die Anleiherenditen niedrig gehalten, und in den USA kam es trotz Zinserhöhungen nicht zu einem Anstieg der Renditen. In der Schweiz lagen die Renditen von

zehnjährigen Staatsanleihen 2017 mehrheitlich im Bereich zwischen –0,2% und 0,1%. Auch 2018 ist wegen des geringen Inflationsdrucks nur mit moderat steigenden Renditen zu rechnen.

Perspektiven der globalen Wirtschaft

Die globale Wirtschaft entwickelt sich nach wie vor erfreulich gut und der synchrone Aufschwung der Weltwirtschaft hält ungebrochen an. Die US-Notenbank ist zuversichtlich, was die weitere konjunkturelle Entwicklung anbelangt. Die Zinsen wurden erwartungsgemäß in mehreren Schritten erhöht. Die Marktteilnehmer gehen von einem weiteren Zinsschritt von 0,25% auf 1,25% bis 1,50% aus. In Europa wird die EZB weiterhin sehr expansiv agieren. An ihrer Sitzung vom 26. Oktober 2017 hat die EZB beschlossen, ihre Wertpapierkäufe ab Januar 2018 bis September 2018 auf EUR 30 Mrd. zu reduzieren. Wahrscheinlich werden sie die Käufe bis Dezember 2018 völlig zurückfahren. Damit verschiebt sich die Aussicht auf Zinserhöhungen der EZB aus heutiger Sicht auf Mitte 2019.

Risiken

Die Märkte unterschätzen systematisch die heutigen geopolitischen Risiken, von denen viele aus der verwirrenden und riskanten Außenpolitik der USA herrühren. Tatsächlich könnte die Weltwirtschaft durch eine ganze Reihe von Szenarien, in denen die USA eine Rolle spielen, aus dem Gleichgewicht gebracht werden. Aber die erratische US-Außenpolitik ist nicht das einzige globale Risiko. China ist auf eine neue Runde kreditgestützter Anlageinvestitionen verfallen, um seine Wachstumsrate zu stabilisieren. Dies bedeutet, es wird mittelfristig mit zusätzlichen toxischen Vermögenswerten, Schulden, Fremdkapitalisierung und Überkapazitäten zu kämpfen haben. Eine robustere, dauerhaftere weltweite Konjunkturerholung in der nahen und mittleren Zukunft wird primär davon abhängen, ob die Politik Fehler vermeidet, die eine wirtschaftliche Erholung behindern könnten.

Wachstumsperspektiven für Asien

Angetrieben von einem starken Binnenkonsum und einer soliden Weltwirtschaft bleiben die asiatischen Schwellenländer auf Wachstumskurs. So zumindest sehen es die Weltbank und die Asiatischen Entwicklungsbank (ADB) in ihren Prognosen. Die Weltbank geht für 2018 von einem Wachstum von +6,3% aus, während die ADB mit +6,0% die Lage nur leicht zurückhaltender einschätzt. Das ist ein Hinweis darauf, dass sich die Region von den hochindustrialisierten Staaten abgekoppelt hat. Dennoch bleibt Asien trotz der bedeutender gewordenen regionalen Finanz- und Handelsflüsse weiterhin eng mit den europäischen und amerikanischen Märkten vernetzt. Umso wichtiger ist es, dass die Fundamente der jungen asiatischen Wachstumsmärkte weiter gestärkt werden. Die heute vorherrschenden globalen Unwägbarkeiten haben viele lokale Risikofaktoren deutlicher zum Vorschein gebracht. Sollten diese Herausforderungen gut gemeistert werden, werden die Volkswirtschaften Asien am Ende die Gewinner sein.

Anlage 6

Wachstumsperspektiven für Erneuerbare Energien

Die Wirtschaft der ASEAN-Mitgliedstaaten entwickelt sich rasant. Es besteht ein enormer Bedarf an umweltfreundlichen, energieeffizienten Lösungen für ein nachhaltiges Wachstum. Die erneuerbaren Energien zählen deshalb zu den besonderen Wachstumssektoren der Region. Insgesamt sind die ASEAN-Mitgliedsstaaten bemüht, ihre Abhängigkeit von fossilen Brennstoffen zu reduzieren und eine umweltfreundlichere und nachhaltigere Energieversorgung zu gewährleisten.

Gemeinsam mit immerhin 10% Zuwachs in Indien, zeichnen die asiatischen Länder für fast zwei Drittel des weltweiten Wachstums in erneuerbaren Energien verantwortlich. Nach dem Anstieg um 58% in 2016, sind 2017 sogar 106 Gigawatt zusätzliche Kapazität im Vergleich zum Vorjahr installiert worden - also 64% des globalen Gesamtwachstums. In Europa wuchsen die erneuerbaren Energien insgesamt um 24 Gigawatt. Der Zubau in Nordamerika erreichte immerhin noch 16 Gigawatt. Die sinkenden Kosten für erneuerbare Energien spielten dabei in den vergangenen Jahren natürlich eine große Rolle.

Geschäftsverlauf

Der Geschäftsverlauf der Gesellschaft entspricht den mittel- bis langfristigen Erwartungen der Geschäftsführung. Der auf Basis der International Financial Reporting Standards (kurz: IFRS) ermittelte Jahresüberschuss vor Ergebnisbeteiligung der stillen Gesellschafter beträgt EUR 3,88. Das Ergebnis ist insbesondere durch die Veräußerungserträge aus der Investitionstätigkeit (EUR 47,59 Mio.), die erfolgswirksam erfasste Änderung des Fair-Market-Value der Investmentanteile an dem ThomasLloyd SICAV - Sustainable Infrastructure Income Fund in Höhe von EUR - 29,99 Mio., durch Aufwendungen im Zusammenhang mit den Verträgen über Risikomanagementdienstleistungen sowie Asset Allocation Beratungs- und Dienstleistungen zwischen der Gesellschaft und der ThomasLloyd GAM (CH) und durch die Ergebnisbeteiligung der stillen Gesellschafter (EUR - 3,88 Mio.) geprägt. Über die nach IFRS Bewertungsgrundsätzen angesetzten Werte hinaus besteht unter Berücksichtigung eines Fair Market Value Ansatzes ein zusätzliches Aufwertungspotential in Höhe von EUR 15,23 Mio. Unter Berücksichtigung dieses Aufwertungspotentials beträgt das Jahresergebnis der Gesellschaft EUR 15,23 Mio. Das vorgenannte Aufwertungspotential versteht sich als zusätzliches Ertragspotential vor Berücksichtigung von etwaiger Management und Performance Fee.

Entwicklungen im Portfolio

San Carlos BioPower (SCBP)

Der Fokus von San Carlos BioPower lag im zweiten Halbjahr 2017 auf der Erfüllung der Kriterien des philippinischen Department of Energy (DoE) – 100% Vorbereitung, 80% Errichtung und Installation sowie 100% Netzanbindung – und somit der Bedingung, dass für die Überprüfung der Zuverlässigkeit (Failure in Time – FiT-Eignung) die elektromechanischen Arbeiten zu 80% abgeschlossen sein müssen. Das DoE konnte sich von der Zielerreichung überzeugen und meldete das positive Ergebnis an die Energy Regulatory Commission, die Philippine Electricity Market Corporation und die National

Transmission Corporation. Die genannten Behörden erhielten so die Genehmigung zur Erstellung des Renewable Energy Payment Agreement für das Projekt, eine wesentliche Voraussetzung für die Energieabnahme-Hauptvereinbarung gemäß FiT. Für das Projekt stellte dies einen wesentlichen Schritt zur Einleitung der Phase für die Inbetriebnahme dar. Die Bautätigkeit am Kraftwerk wurde im Lauf des Jahres 2017 fortgesetzt, und das Stahlgerüst für das Förderband wurde fertiggestellt. Es verblieben nun noch hauptsächlich Elektroarbeiten, wobei ein Großteil des Materials bereits angeliefert wurde. Schlechtes Wetter und Tropenstürme suchten im Dezember 2017 große Teile der Philippinen heim, verschonten aber die Insel Negros. An den Projekten entstanden, trotz der ungewöhnlich starken Regenfälle, keine Schäden. Der Operations and Maintenance Manager aus China für die Phase für die Inbetriebnahme konnte planmäßig vor Ort tätig werden. Im ersten Quartal 2018 lag der Fokus der Bauarbeiten auf der Vervollständigung elektronischer Einrichtungen und auf der Anbindung der Anlage. Ein Team von über 500 Elektrikern war vor Ort tätig, um die erforderlichen 145 Kilometer Kabel durch die Anlage zu verlegen. Im gleichen Zeitraum erhielt die Anlage von der National Grid Corporation außerdem den Anschluss-Slot für das Hauptnetz auf der Insel Negros. Dieser Anschluss ist den Spätsommer 2018 vorgesehen. Die Trafostation wurde bereits physisch angeschlossen und steht für die Einspeisung bereit. Das Inbetriebnahme-Team konnte die Arbeiten vor Ort aufnehmen. Die notwendige Schulung des Operations and Maintenance Teams von Wuxi wurde sowohl vor Ort als auch in China aufgenommen.

South Negros BioPower (SNBP)

Trotz der im zweiten Quartal 2017 saisonal untypisch heftigen Regenfälle konnten die Aktivitäten auf der Baustelle erfolgreich fortgeführt werden. Die Herstellung der 239 Betonpfeiler ist ganz, deren Montage nahezu abgeschlossen. Der Mutterboden wurde abgetragen, die Planierung beendet, und mit den Arbeiten an der Kanalisation wurde begonnen. Der Ausschreibungsprozess für Kesselfundamente, Lagerbereich und Verwaltungsgebäude wurde in die Wege geleitet. Zu Anfang des Jahres 2018 machte das Projekt im Hinblick auf die laufende Bauphase stetige Fortschritte. Wuxi hat sich zum Ziel gesetzt, das Projekt deutlich vor dem geplanten Ende des Einspeisevergütungstarifs am 31. Dezember 2019, das kürzlich vom Energieministerium angekündigt wurde, abzuschließen. Das Wasserversorgungssystem, welches für die Baumaßnahmen von wesentlicher Bedeutung ist, wurde fertiggestellt und in Betrieb genommen. Auch das Eintreiben der Pfeiler für die Fundamente der Kessel- und Turbinengebäude konnte abgeschlossen werden. Die Schaltanlage und die Verbindungen für die örtliche Trafostation sind nun einsatzbereit. Erhebliche Fortschritte wurden auch an den Straßenbauarbeiten vor Ort erzielt, die gewährleisten, dass das Bauprojekt auch während der Regenzeit im Jahr 2018 weitergeführt werden kann. Neben der Anlagenkonstruktion wurden die Arbeiten an den Fundamenten der nicht-technischen Gebäude, dem Lager sowie den Brandrettungs- und Sicherheitsgebäuden fertiggestellt.

North Negros BioPower (NNBP)

Nach der offiziellen Grundsteinlegung lag der Schwerpunkt der Aktivitäten auf der Einholung aller Lizenzen und Baugenehmigungen. Ergänzend zur FiT-Freigabe von SCBP erhielt NNBP im Oktober 2017 das BREOC-Zertifikat (Biomass Renewable Energy Contract) vom philippinischen Energieministerium DoE (Department of Energy). Es handelt sich hierbei um die wichtigste Genehmigung vor Baubeginn. Sie bestätigt, dass das Projekt FiT-tauglich ist und damit das nötige Maß an Zuverlässigkeit sicherstellen kann. Anfang 2018 kündigte die Regierung über das Department of Energy an, dass die Verfügbarkeit des Einspeisevergütungstarifs für Biomasse am 31. Dezember 2019 eingestellt wird. Aufgrund dessen wurde gemeinsam mit den Partnern vor Ort entschieden, den Generalunternehmervertrag (EPC) für die dritte Biomasse-Anlage in Manapla, North Negros, an das renommierte finnische Engineering-Unternehmen Pöyry zu vergeben. Das Unternehmen hat bereits intensiv an den ersten beiden Projekten als Bauherreningenieur mitgewirkt und ist mit den Personen und Prozessen vertraut, die erforderlich sind, um die dritte Baumaßnahme in weniger als zwei Jahren abzuschließen.

Abteilung für Brennstofflieferung (FSD)

Die Abteilung für Brennstofflieferung konnte im Jahr 2017 die Gewinnung von Brennstoff hinsichtlich der Inbetriebnahme von SCBP und die bevorstehende erste vollständige Saison intensivieren. Der Prozess der Inbetriebnahme verlief bisher erfolgreich. Das Team konnte sich in der Folge darauf konzentrieren, die Effizienz zu steigern und das Einzugsgebiet auszuweiten, um für ein höheres Maß an Liefersicherheit zu sorgen. Die Errichtung der vierten Umschlagstation war zum Ende des Jahres 2017 bereits weitgehend abgeschlossen. Das digitale Mapping des nördlichen Teils der Insel liegt mittlerweile vor und vermittelt ein genaues Bild der verfügbaren Biomasse. Im ersten Quartal 2018 wurde die vierte Umschlagstation in Escalante auf Negros planmäßig fertiggestellt und in Betrieb genommen. Sie wurde vor allem deshalb in Betrieb genommen, um sowohl San Carlos BioPower als auch South Negros BioPower mit genügend Brennstoff zu versorgen. Zu Spitzenzeiten kann die Ballenpresse acht Ballen je Stunde über einen Zeitraum von 22 Stunden pro Tag herstellen.

Lage des Unternehmens

Vermögens- und Ertragslage

Wesentliche Vermögenspositionen stellen unverändert die Anteile an dem ThomasLloyd SICAV-Sustainable Infrastructure Income Fund sowie dem ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Fund SICAV dar. Die drei Biomasseprojekte sind unter Anwendung eines Gesamtportfolioansatzes auf Asset-/Projektebene mit einem Fair-Market-Value in Höhe von EUR 184,12 Mio. bewertet. Der Teilfonds ThomasLloyd SICAV-Sustainable Infrastructure Income Fund selbst hat, aufgrund der rechtlichen Rahmenbedingungen für offene Publikums-AIFs in Luxemburg, eine Net-Asset-Value-Bewertung durchführen lassen, die zum Bilanzstichtag zu einem niedrigeren Wertansatz gelangt. Die maßgeblichen Bewertungsunterschiede resultieren ausschließlich aus einem unterschiedlichen Wertansatz in dem Bereich Specific Equity Alpha bei der Berechnung des WACC der Biomasseprojekte

San Carlos BioPower, South Negros BioPower und North Negros BioPower. Die WACC Abweichung zwischen den zwei Bewertungen beträgt für die Einzelprojekte 1,00%, 2,24% und 2,37%, d.h. durchschnittlich 1,87% für das Biomassekraftwerksportfolio.

Darüber hinaus tätigte die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH zusätzliche Direktinvestments über die ThomasLloyd CTI Asia Holdings Pte. Ltd., Singapur, so dass Wertpapiere sowohl der langfristigen als auch der kurzfristigen Vermögenswerte mit insgesamt EUR 24,42 Mio. (2016: EUR 56,66 Mio.) weitere wesentliche Aktivposition darstellen. Eine weitere wesentliche Aktivposition stellt die Forderung gegen die Tochtergesellschaft ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Asia Holding GmbH dar. Die Forderung stammt aus dem Verkauf einer Beteiligung. Die Forderung ist durch die übertragene Beteiligung besichert.

Die Gesellschaft hat zum Bilanzstichtag eine Verrechnungsforderung gegen die ThomasLloyd GAM (CH) von € 22,6 Mio. Aufgrund des bestehenden Vertrags über Risikomanagementdienstleistungen sowie Asset Allocation Beratungs- und Dienstleistungsvertrags zwischen der Gesellschaft und der ThomasLloyd GAM (CH) erhält diese von der Gesellschaft eine fixe Vergütung für Risikomanagement und eine erfolgsabhängige Vergütung für Asset Allocation. Während der Kapitalakquisephase der Gesellschaft wird eine Prognoserechnung erstellt, mit der unter Berücksichtigung der geplanten Netto-Neumittelzuflüsse der Periode sowie der prognostizierten Wertsteigerung des Portfolios die voraussichtliche Höhe der Assets under Management zum 31.12. eines jeden Jahres und der jährlich zu erwartende Gewinn definiert wird. Die Vergütung wird zunächst anhand der prognostizierten Assets under Management und des zu erwartenden Gewinns berechnet und zur Zahlung fällig. Da die im Rahmen der Abschlussprüfung in Q3 2018 durchgeführte Fair-Market-Value Bewertung nach IFRS zum 31.12.2017 noch unter der prognostizierten Wertsteigerung des Portfolios liegt, reduzierte sich der Vergütungsanspruch der ThomasLloyd GAM (CH) für die Periode 2017 entsprechend. Diese Überzahlung wurde bis zum 31.12.2017 noch nicht ausgeglichen. Die Überzahlung wird sich im Zuge der planmäßigen Entwicklung des Portfolios prognosegemäß mittelfristig abbauen.

Auf der Passivseite erhöhte sich das Kapital der stillen Gesellschafter von EUR 159,01 Mio. auf EUR 214,09 Mio. Im Geschäftsjahr wurde zudem die Emission von Anleihen erhöht. Zum Bilanzstichtag waren EUR 45,84 Mio. (2016: EUR 29,17 Mio.) gezeichnet und eingezahlt.

Unter Berücksichtigung des über die nach IFRS-Bewertung hinausgehenden Aufwertungspotentials in Höhe von EUR 15,23 Mio. hätte der Jahresüberschuss der Gesellschaft vor Ergebnisbeteiligung der stillen Gesellschafter EUR 19,11 Mio. betragen. Die betrieblichen Erträge, die im Wesentlichen auf Veräußerungserträgen aus den Investitionstätigkeiten und im Vorjahr aus Änderungen des beizulegenden Zeitwerts von erfolgswirksam zum beizulegenden Zeitwert bewerteten finanziellen Vermögenswerten basieren, erhöhten sich deutlich von EUR 15,75 Mio. in 2016 auf EUR 49,63 Mio. im Geschäftsjahr 2017. Wesentliche Aufwandsposten waren Änderungen des beizulegenden Zeitwerts von

erfolgswirksam zum beizulegenden Zeitwert bewerteten langfristigen finanziellen Vermögenswerten in Höhe von EUR 29,99 Mio. sowie die Management Fee (EUR 4,45 Mio.) und die Performance Fee (EUR 1,30 Mio.), so dass sich sonstige betriebliche Aufwendungen in Höhe von EUR 44,70 Mio. (2016: EUR 7,71 Mio.) ergeben. Das Finanzergebnis erhöhte sich von EUR -8,04 Mio. im Vorjahr auf nunmehr EUR -3,88 Mio. Ursächlich für den Anstieg ist hauptsächlich die Nettoveränderung aus der Fair-Value Bewertung der Verbindlichkeiten gegenüber stillen Gesellschafter sowie Gewinnzuweisung an stille Gesellschafter, die im Finanzergebnis enthalten und auf das geringere Jahresergebnis zurückzuführen sind.

Finanzlage

Zum Bilanzstichtag sind EUR 16,56 Mio. (2016: EUR 0,1 Mio.) an liquiden Mitteln vorhanden.

Investitionen

Zum 31.12.2017 hielt die Gesellschaft Anteile im Wert von EUR 53,34 Mio. am ThomasLloyd SICAV – Sustainable Infrastructure Income Fund sowie dem ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Fund SICAV. Im Berichtsjahr wurde die Höhe der Direktinvestments um EUR 32,24 Mio. auf insgesamt EUR 24,42 Mio. vermindert.

Gesamtaussage

Der Geschäftsverlauf der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH entspricht den Erwartungen und steht weiterhin im Einklang mit der mittel- bis langfristigen Planung.

Personal

Die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH beschäftigte im Berichtszeitraum keine Mitarbeiter.

Chancen- und Risikobericht

Risiken der künftigen Entwicklung

Die Entwicklung der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH hängt maßgeblich vom Erfolg der eingegangenen Investitionen ab. Dabei spielt neben dem Akquisitionserfolg bei Neuprojekten nach deren Realisierung der Betrieb der Projekte und/oder der Verkauf der Projekte eine wesentliche Rolle. Risiken ergeben sich daneben durch die weltwirtschaftliche Entwicklung. Neben der Konjunktur haben auch weltpolitische Ereignisse und die Entwicklungen an den internationalen Finanzmärkten starke Auswirkungen auf einzelne Regionen. Dies kann in besonderem Maße für Schwellenländer gelten. Ein wichtiger Risikobereich in Schwellenländern betrifft die politische, wirtschaftliche und rechtliche Stabilität. Hier sind einerseits sorgfältige Analysen der gegebenen Situation erforderlich. Andererseits ist es notwendig, durch regionale Diversifikation das Gesamtrisiko zu minimieren. Durch eine systematische Analyse im Vorfeld der einzugehenden Investitionen, einen regelmäßigen Informationsfluss über die aktuellen Entwicklungen und ein engmaschiges Projektcontrolling wird -

neben der Risikobegrenzung durch Diversifikation der Projekte - ein stabiler Wachstumspfad angestrebt. Die Liquidität war zu jedem Zeitpunkt durch das Cash-Management der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH sichergestellt. Momentan sind wesentliche Zins- und Währungsrisiken nicht erkennbar. Die finanzielle Situation ist geordnet. Risiken, die sich aus steuerlichen, wettbewerbs-, patent-, kartell- und umweltrechtlichen Regelungen und Gesetzen ergeben könnten, wird durch die frühzeitige Einbindung externer Experten begegnet. Momentan sind wesentliche Risiken dieser Art nicht erkennbar. Für Schadens- und Haftungsrisiken bestehen entsprechende Versicherungen, die die finanziellen Auswirkungen auf Liquidität, Finanzlage und Ertragssituation begrenzen. Konkrete, den Fortbestand des Unternehmens gefährdende Risiken und Belastungen sind derzeit nicht erkennbar.

Chancen der künftigen Entwicklung

Chancen für die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH ergeben sich vor allem aus den geschilderten langfristigen Trends, die zeigen, dass der Energiebedarf vor allem in den Schwellenländern Asiens weiter erheblich wächst. Mithin ist zu erwarten, dass die Abgabepreise für den erzeugten Strom weiter steigen werden, was die laufende Rentabilität der bestehenden und geplanten Anlagen zusätzlich steigern könnte. Darüber hinaus verbessern diese mittel- und langfristigen Rahmenbedingungen die Marktchancen im Hinblick auf die beabsichtigte Veräußerung der fertiggestellten Kraftwerksanlagen. Insgesamt wird die ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH aus dem Vorsprung an Wissen und Erfahrung in asiatischen Schwellenländern deutlich profitieren, die ihr ein nachhaltiges Alleinstellungsmerkmal auf diesem Markt verschaffen. Darüber hinaus ist zu erwarten, dass die Nachfrage von Investoren aus entwickelten Ländern nach attraktiven Sachwertanlagen weiter steigen wird, da angesichts der Situation an den Geld- und Kapitalmärkten rentable Finanzanlagen mit einem attraktiven Rendite-/Risikoprofil immer schwieriger zu finden sind. Insgesamt ist das Wachstumspotential von Infrastrukturinvestitionen gerade in Schwellenländern ungebrochen und nimmt weiterhin zu. Die mittel- und langfristig erzielbaren Renditen sind deutlich höher zu veranschlagen als bei vergleichbaren Investments in höher entwickelten Volkswirtschaften. Deshalb bestehen auch positive Aussichten für den mittel- und langfristigen Geschäftsverlauf.

Prognosebericht

Aufgrund der Geschäftsentwicklung in den ersten acht Monaten des neuen Jahres bestätigt sich unsere Einschätzung im Hinblick auf eine planmäßige weitere Entwicklung der ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH. Der kurz- und mittelfristige Geschäftsverlauf hängt im Wesentlichen von der Entwicklung des Portfolios sowie der Realisierung einzelner Projekte ab. Zusätzliche Effekte können aus dem Konjunkturverlauf und der Entwicklung der Weltwirtschaft kommen.

Anlage 6

Für das Geschäftsjahr 2018 rechnen wir nach handelsrechtlichen Bilanzierungsvorschriften bei anteiliger Realisierung der zukünftigen Beteiligungs-/Finanzierungsgewinne mit einem positiven Ergebnis vor Steuern und Teilgewinnabführung. Für den nach den IFRS aufgestellten Einzelabschluss rechnen wir mit einem weiter ansteigenden Fair-Value, sodass ein betriebliches Ergebnis mindestens auf Vorjahresniveau erwartet wird.

Langen, im September 2018
ThomasLloyd Cleantech Infrastructure Holding GmbH
Langen
Geschäftsführung

T. U. Michael Sieg

PKF WULF & PARTNER
Partnerschaft mbB
Wirtschaftsprüfungsgesellschaft
Steuerberatungsgesellschaft

Löffelstraße 44, 70597 Stuttgart
Sitz der Gesellschaft: Stuttgart
Amtsgericht Stuttgart PR 720342

Mitglied der PKF WULF GRUPPE. Wirtschaftsprüfer. Steuerberater. Rechtsanwälte.
Member of the PKF International Limited network.